Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-05

Nouvelles lois p. 06-09

Séances publiques n^os 48, 49 et 50 p. 09-88

Questions au Gouvernement p. 89-99

2023-2028

n°21

Sommaire

Actualité parlementaire .... p. 03-05

Nouvelles lois .... p. 06-09

Séances publiques .... p. 09-88

48e séance du mardi 3 décembre 2024 p. 09-32

49e séance du mercredi 4 décembre 2024 p. 33-69

50e séance du jeudi 5 décembre 2024 p. 69-88

Questions au Gouvernement .... p. 89-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
20/01/2025

PRINTED IN LUXEMBOURG
EU Ecolabel www.ecolabel.eu
FSC www.fsc.org

Cap sur 2025 : quelles nouveautés pour la Chambre des Députés ?

M. Claude Wiseler présente ses vœux, entouré de membres du Bureau et de la Conférence des Présidents, du Premier ministre et de la Ministre chargée des Relations avec le Parlement.

« Rapprocher le Parlement des citoyens, le rendre plus ouvert et plus accessible » – voilà le principal objectif des réorganisations du travail parlementaire qui sont en cours à la Chambre des Députés. C'est ce qu'a expliqué son Président lors de la réception de Nouvel An, rendez-vous traditionnel début janvier lors duquel il présente ses vœux aux multiples acteurs en relation avec le Parlement national : le Premier ministre, M. Luc Frieden, la Ministre chargée des Relations avec le Parlement, Mme Elisabeth Margue, les représentants de la magistrature, du Conseil d'État et du Service central de législation (SCL), la presse, les représentants des organes rattachés au Parlement comme l'Ombudsman, l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher ou la Cour des comptes, les partenaires de la Chambre comme le Zentrum fir politesch Bildung et les collaborateurs des groupes et sensibilités politiques et de l'administration parlementaire.

Lors de cette occasion, le 6 janvier 2025, le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, et le Secrétaire général, M. Laurent Scheeck, ont saisi l'opportunité pour retracer les réformes entamées dans le but de rendre le travail parlementaire plus efficace en 2024, première année marquée entièrement par la nouvelle majorité politique issue des élections d'octobre 2023, et pour exposer les perspectives pour l'année 2025.

D'emblée, le Président de la Chambre a constaté que le travail parlementaire a évolué et que le cadre dans lequel il se fait doit s'adapter en permanence. Ce travail requiert plus de transparence, plus de compétence technique ainsi qu'une présence accrue au niveau européen et international. « L'instrument qu'est le Parlement devient de plus en plus efficace », a affirmé M. Wiseler. « Il incombe aux députés de s'en saisir pour remplir leur mandat au service des citoyens. »

Actuellement, plus de 100 projets de modernisation sont en cours à la Chambre des Députés. Le Président a énuméré un certain nombre de transformations en cours comme la retransmission des réunions de cinq commissions parlementaires depuis avril dernier, l'adaptation des temps de parole en séance publique dans le but de rendre les débats plus percutants ou encore une réorganisation du calendrier parlementaire. À partir du mois de janvier 2025, la Chambre fonctionnera alors avec des « semaines réservées » à l'instar du Parlement européen. L'objectif est de libérer de l'espace pour un plus grand nombre de débats et le travail en commission parlementaire. Ce système crée une alternance entre des semaines de séances publiques, qui auront lieu alors le matin et l'après-midi, et des semaines consacrées aux travaux en commission. Chaque commission se réunit pendant une plage fixe qui lui est réservée.

Autre nouveauté, à partir de cette année, la comptabilité de la Chambre des Députés sera contrôlée par la Cour des comptes. Celle des groupes et sensibilités politiques suivra en 2026.

« La démocratie est sous pression, à l'étranger, mais également au Luxembourg » Claude Wiseler, Président de la Chambre

La présentation des vœux était également l'occasion pour le Président de la Chambre de partager des inquiétudes sur l'adhésion des citoyens – et surtout des jeunes – au fonctionnement de la démocratie ou à un système démocratique tout court. « La démocratie est sous pression, à l'étranger, mais également au Luxembourg », a-t-il affirmé en se basant sur des études récentes d'Eurobaromètre et de POLINDEX.

Selon M. Wiseler, le Parlement a un rôle important à jouer. Le Parlement doit être l'endroit de confrontation des idées, d'une confrontation respectueuse qui peut aboutir à un compromis. Le Parlement doit également être l'endroit où les citoyens se sentent représentés et où les sujets qui les préoccupent sont débattus. Ce débat doit même avoir lieu avant qu'une problématique ne devienne pressante pour la vie de tous les jours, a expliqué le Président de la Chambre.

« À un moment où la confiance dans les institutions démocratiques comme la Chambre se révèle essentielle pour bâtir l'avenir sereinement, la transparence et la responsabilité sont cruciales », a renchéri le Secrétaire général de la Chambre, M. Laurent Scheeck. Le chef de l'Administration parlementaire a retracé les travaux menés au cours de l'année écoulée concernant par exemple la transition digitale.

L'administration au service du pouvoir législatif compte 168 agents répartis dans 17 services. En 2025, un nouveau service a vu le jour ; il se consacre à l'histoire parlementaire, sujet abordé également lors des allocutions de Nouvel An.

« La coopération entre le Luxembourg et la Chine au cœur d'une visite à la Chambre »

Les liens importants de coopération entre le Luxembourg et la Chine et leur développement dans les années à venir étaient au cœur d'une entrevue le 18 décembre 2024 à la Chambre des Députés.

« En ces temps de réformes économiques et de défis globaux, il est essentiel de maintenir un dialogue ouvert pour soutenir un commerce équilibré et une coopération respectueuse des règles multilatérales. » Voilà le propos essentiel du Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, lors de la visite de M. Yang Wanming, Président de l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec les pays étrangers (APCAE), à la Chambre des Députés. Cette association joue un rôle clé dans la diplomatie chinoise.

La rencontre au Parlement luxembourgeois était l'occasion pour M. Wiseler de rappeler la responsabilité grandissante de la Chine en tant qu'acteur économique et politique au niveau mondial dans un contexte de conflits multiples : « Nous encourageons la Chine à poursuivre son engagement en faveur de solutions pacifiques et du dialogue multilatéral. Le Luxembourg reste attaché au respect du droit international et des droits humains comme principes fondamentaux pour un ordre mondial stable », a-t-il déclaré face à son invité.

Créer davantage de contacts au niveau local

Le Président de la Chambre a également relevé l'importance des relations économiques dont le pilier est aujourd'hui la coopération dans le secteur financier. M. Wiseler a souligné que le Luxembourg, en tant

M. Yang Wanming, Président de l'APCAE (à gauche), lors de l'échange de vues avec M. Claude Wiseler, Président de la Chambre (2e à droite), entouré du Président de la Commission des Affaires étrangères, M. Gusty Graas (1er à droite) et du Secrétaire général de la Chambre, M. Laurent Scheeck (3e à droite)

que porte d'entrée stratégique pour les entreprises et banques chinoises en Europe, continue de promouvoir des échanges fondés sur le développement durable.

Les bonnes relations entre les deux pays se traduisent également par une intensification des échanges entre les citoyens chinois et luxembourgeois. La communauté chinoise au Grand-Duché compte désormais quelque 4.500 personnes. En ce qui concerne le secteur du tourisme, M. Wiseler s'est félicité du fait que les touristes chinois reviennent au Luxembourg ces derniers temps, après une chute de leur nombre depuis la survenue de la pandémie. Il a également salué la prolongation de l'exemption de visa pour les ressortissants luxembourgeois souhaitant se rendre en Chine, ce qui facilite les déplacements et encourage des contacts plus étroits, tout comme l'ouverture en 2023 d'une ligne aérienne directe entre les deux pays.

Toujours dans le but d'une intensification des relations, M. Yang et sa délégation ont proposé la création de contacts entre des acteurs locaux, comme par exemple des communes luxembourgeoises et chinoises.

Session plénière de l'Assemblée interparlementaire Benelux (AIB)

Reconnaissance mutuelle des diplômes et qualifications professionnelles

Les 13 et 14 décembre 2024, les membres de l'AIB se sont réunis à la « Eerste Kamer » à La Haye pour débattre de thématiques déterminantes visant à renforcer la coopération transfrontalière dans la région. Parmi ces thématiques susceptibles de faciliter la vie au quotidien figure la reconnaissance mutuelle des diplômes.

Mme Patricia Creutz-Vilvoye, rapportrice sur ce thème, a introduit le débat en mettant en lumière l'importance d'un système de reconnaissance mutuelle pour favoriser l'intégration du marché du travail et le développement économique régional. Les échanges subséquents ont permis d'exposer les politiques nationales en matière de reconnaissance des diplômes ainsi que les meilleures pratiques à l'international.

En effet, le traité sur la reconnaissance automatique des diplômes d'enseignement supérieur est entré en vigueur le 1er mai 2024. Ce traité garantit que les diplômes (licence, master, doctorat) obtenus dans un pays signataire sont automatiquement reconnus dans les autres pays du Benelux, et même au-delà, car les trois pays baltes ont également signé le traité.

Les membres de l'Assemblée ont ensuite discuté de la reconnaissance des qualifications professionnelles. Cette question s'annonce plus difficile, car beaucoup de professions restent réglementées.

Un autre moment fort de la session fut la présentation du rapport 2024 de la Cour des comptes européenne par M. Stef Blok, membre de cette institution, qui a publié un rapport spécial sur l'application de la reconnaissance des diplômes et des qualifications professionnelles. L'échange de vues qui a suivi a permis de confronter les perspectives des parlementaires avec celles des institutions européennes et a permis de réitérer l'appel des six pays signataires aux autres pays de l'UE de joindre ce traité.

Mme Francine Closener (1re rangée, 4e à droite) et Mme Barbara Agostino (2e rangée, 4e à droite) ont participé à la session plénière de l'AIP.

En 2025, le Parlement Benelux élaborera une recommandation qui traitera des obstacles à la reconnaissance, notamment en ce qui concerne les qualifications professionnelles.

Le deuxième jour de la session plénière, le Parlement s'est penché sur des thèmes variés, notamment la sécurité dans les ports, qui représente un enjeu stratégique pour les pays Benelux. Une proposition de recommandation sur ce sujet a été adoptée, traduisant l'importance d'assurer des infrastructures portuaires sûres et efficaces pour le commerce international.

Cérémonies et distinctions

En parallèle des débats, une cérémonie de remise de récompenses, prix et médailles a été organisée le soir du 13 décembre 2024 pour honorer des personnalités et organisations ayant contribué à la coopération et au progrès dans la région. Parmi les récipiendaires figurent, pour le Luxembourg, M. Gilles Roth, Ministre des Finances, la Luxembourg Air Rescue, pour son rôle exemplaire dans l'assistance médicale aérienne, ainsi que Mme Josée Lorsché, ancienne membre du Parlement Benelux.

À l'issue des échanges, les parlementaires ont approuvé la composition du nouveau Bureau de l'AIB. Depuis le 1er janvier 2025, Mme Francine Closener assume la présidence de l'Assemblée pour une durée de deux ans.

La Chambre des Députés était représentée par Mme Francine Closener, alors Vice-Présidente de l'AIB, et Mme Barbara Agostino, Présidente de la Commission Économie, Agriculture et Énergie de l'AIB.

La présidence du Benelux passe au Luxembourg

Pour les deux prochaines années, la Chambre des Députés du Luxembourg assurera la présidence de l'Assemblée interparlementaire Benelux.

Qu'est-ce que le Benelux ?

Le Benelux regroupe trois pays : le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg. L'acronyme « Benelux » est formé des premières lettres de ces nations (Belgique/België, Nederland, Luxembourg).

Cette coopération s'articule principalement autour de trois axes : le marché intérieur, le développement durable et la sécurité (justice et police).

Le Benelux joue aussi un rôle de pionnier au sein de l'Union européenne (UE), en testant des projets innovants. La libre circulation des personnes, initiée dans le cadre du Benelux, a par exemple servi de modèle à l'accord de Schengen signé en 1985 avec la France et l'Allemagne. Les initiatives qui fonctionnent au Benelux peuvent ensuite être étendues à l'ensemble de l'UE.

La présidence luxembourgeoise : focus sur l'IA et Schengen

Le Parlement Benelux tient généralement trois séances plénières par an, qui se déroulent dans le pays exerçant la présidence. Durant sa présidence de l'Assemblée interparlementaire Benelux en 2025 et 2026, la Chambre des Députés mettra en avant des thématiques clés, telles que l'intelligence artificielle (IA) et l'accord de Schengen, qui célébrera son 40e anniversaire en 2025.

Par un hasard du calendrier, le Luxembourg assure également la présidence de l'exécutif en 2025 au niveau des Gouvernements.

L'Assemblée interparlementaire Benelux a pour mission d'adresser des recommandations aux Gouvernements du Benelux sur des sujets liés à la réalisation et au fonctionnement de l'Union économique.

Les députés se retrouvent également en commissions parlementaires. Le Parlement Benelux comprend actuellement sept commissions : Affaires étrangères ; Finances et Mobilité ; Économie, Agriculture et Énergie ; Coopération transfrontalière ; Affaires sociales, Santé publique, Enseignement et Sport ; Aménagement du territoire, Environnement et Climat ; Justice et Sécurité.

Trois mandats pour les députés luxembourgeois

Pour les deux prochaines années, Mme la Députée Francine Closener présidera l'Assemblée interparlementaire Benelux composée de 49 membres désignés par les Parlements de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg, dont sept députés luxembourgeois. M. Emile Eicher est à la tête de la Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée interparlementaire Benelux tandis que Mme Barbara Agostino préside la Commission Économie, Agriculture et Énergie.

Chaque commission est composée de 12 membres : 5 Belges, 5 Néerlandais et 2 Luxembourgeois. Leur rôle est de débattre et de rapporter à l'Assemblée plénière sur des sujets spécifiques, qu'ils soient proposés par le Président, l'Assemblée plénière ou initiés par la commission elle-même.

Les frontières ouvertes au menu d'une visite de travail en Wallonie

Les défis actuels pour la coopération au sein de la Grande Région étaient au programme de la visite du Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, auprès de son homologue wallon, M. Willy Borsus, le 8 janvier 2025 à Namur en vue de la présidence belge du Conseil parlementaire interrégional (CPI) en 2025 et 2026.

Les deux Présidents ont souligné l'importance des frontières ouvertes dans la vie quotidienne des citoyens et discuté de la manière dont le CPI pourrait traiter la question. Ils ont également abordé d'autres thématiques interrégionales comme le transport, la santé, l'environnement et l'agriculture. MM. Wiseler et Borsus ont affiché leur volonté de concentrer les travaux des différentes commissions du CPI sur des sujets avec une plus-value avérée afin d'alimenter les discussions au sein des Parlements dans la Grande Région.

L'implication des citoyens dans la vie parlementaire était un autre sujet de discussion, le Parlement wallon ayant instauré une « commission délibérative » qui permet à des citoyens tirés au sort de participer au débat sur des problématiques d'intérêt général.

Le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler (2e à gauche), en visite auprès de son homologue wallon, M. Willy Borsus (3e à gauche), a été accompagné par le Secrétaire général de la Chambre, M. Laurent Scheeck (3e à droite), ainsi que par l'Ambassadeur du Luxembourg en Belgique, M. Jean-Louis Thill (1er à gauche).

M. Borsus a salué la bonne coopération transfrontalière dans le cadre des zones fonctionnelles transfrontalières entre le Luxembourg et la Wallonie qui permettent aux acteurs locaux de coopérer pour résoudre des problèmes communs.

Le Président de la Chambre des Députés a invité son homologue wallon à mettre également des débats plus controversés à l'agenda de la présidence belge : « Même si nous ne sommes pas tous d'accord sur la manière d'aborder ou de résoudre nos problèmes communs, nous devons en discuter. Ce n'est que par des discussions que nous arriverons à les résoudre », a expliqué M. Wiseler à Namur.

Une assemblée qui réunit 6 régions autour du Luxembourg

Le CPI est l'assemblée parlementaire consultative de la Grande Région, composée des régions partenaires suivantes : la Sarre et la Rhénanie-Palatinat en Allemagne, le Grand Est (Lorraine) en France, la Communauté germanophone de Belgique, la Région wallonne et la Fédération Wallonie-Bruxelles en Belgique ainsi que le Grand-Duché de Luxembourg. Créé en 1986, le Conseil contribue à la coopération transfrontalière et à la promotion du rôle économique, social et culturel de la Grande Région. Il se réunit en séance plénière deux fois par an.

Poids lourds : droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes

8281 – Projet de loi portant :
1. approbation du Protocole modifiant l'Accord du 9 février 1994 relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des poids lourds conformément à la Directive 2022/362/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 février 2022 modifiant les Directives 1999/37/CE, 2019/520/UE et 1999/62/CE relative à la taxation des véhicules pour l'utilisation de certaines infrastructures, fait à Bruxelles, le 29 mars 2023 ;
2. modification de la loi modifiée du 24 février 1995 portant approbation et application de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, fait à Bruxelles, le 9 février 1994

Le projet de loi n° 8281, complété par un projet de règlement grand-ducal, a pour objet l'approbation du protocole modifiant l'Accord du 9 février 1994 relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des poids lourds conformément à la directive 2022/362/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 février 2022 modifiant les directives 1999/37/CE, 2019/520/UE et 1999/62/CE relative à la taxation des véhicules pour l'utilisation de certaines infrastructures, fait à Bruxelles, le 29 mars 2023, (ci-après, le « Protocole »), et entend procéder, aux fins de la mise en œuvre du Protocole, à la modification de la loi modifiée du 24 février 1995 portant approbation et application de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, fait à Bruxelles, le 9 février 1994.

L'Accord du 9 février 1994 relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, droit d'usage communément appelé « Eurovignette » (ci-après, « l'Accord » ou « l'Accord Eurovignette ») régit la perception d'un droit d'usage commun par plusieurs États contractants, à charge de certains véhicules empruntant certaines routes sur leurs territoires.

Initialement, l'Accord réunissait le Grand-Duché de Luxembourg, l'Allemagne, la Belgique, le Danemark et les Pays-Bas, à partir de 1998 également la Suède. Au 1er janvier 2018, l'Allemagne a dénoncé l'Accord Eurovignette au profit de la « LKW-Maut ». La Belgique demeure toujours partie de l'Accord, mais a renoncé à l'Eurovignette suite à l'introduction d'un système de péage basé sur la distance parcourue. Le Danemark a officiellement dénoncé l'Accord auprès de la Commission européenne conformément aux termes prévus, avec un préavis de 9 mois, en date du 22 mars 2024. Cette dénonciation prendra effet le 1er janvier 2025. Par ailleurs, les Pays-Bas ont déjà indiqué qu'ils envisagent également de se retirer de l'Accord au cours de l'année 2026, bien qu'aucune dénonciation formelle n'ait encore été effectuée à ce stade, au profit d'un système de péage basé sur la distance parcourue.

La directive (UE) 2022/362 du Parlement européen et du Conseil du 24 février 2022 modifiant les directives 1999/62/CE, 1999/37/CE et (UE) 2019/520 en ce qui concerne la taxation des véhicules pour l'utilisation de certaines infrastructures (ci-après, la « Directive ») s'inscrit dans la poursuite de la réalisation de l'objectif de la Commission, à savoir la progression vers l'application des principes du « pollueur-payeur » et de l'« utilisateur-payeur » ainsi que la contribution au financement des infrastructures routières dans l'ensemble de l'Union européenne. Ainsi, la Directive, dans le but de garantir l'égalité de traitement et une concurrence loyale, élargit son champ d'application aux véhicules non encore visés, comme les véhicules utilitaires lourds non destinés au transport de marchandises et les véhicules légers, y compris les voitures particulières. Les véhicules utilitaires lourds ayant un impact considérable sur les infrastructures et la pollution atmosphérique, les véhicules légers restent néanmoins la plus grande source d'émissions.

À partir du 25 mars 2030, les États membres ne pourront plus appliquer des droits d'usage basés sur le temps d'utilisation, sauf dans des cas dûment justifiés, mais devront passer à un système basé sur la distance parcourue afin d'atteindre, comme déjà énoncé ci-dessus, l'objectif de l'application du principe de l'« utilisateur-payeur ». Il est prévu que les États membres ayant un système commun de droit d'usage doivent l'ajuster ou y mettre fin au plus tard le 25 mars 2032.

Ainsi, il en découle que les dispositions du présent projet de loi et du projet de règlement n'ont pas vocation à s'inscrire dans le temps, puisque la Directive prévoit une modification ou une suppression du système de droit d'usage au plus tard en 2032. De plus, le retrait du Danemark et le retrait annoncé des Pays-Bas posent la question de la pertinence d'un dispositif qui ne rassemblerait plus que le Luxembourg et la Suède, sans la moindre cohérence territoriale. Même si le pourcentage de la clé de répartition des recettes du Luxembourg va alors nettement augmenter, le départ des deux pays entrainera vraisemblablement une baisse des recettes pour le Grand-Duché.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 19/07/2023

Rapporteur : M. Fernand Etgen

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics (Présidente : Mme Corinne Cahen) :

27/06/2024	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
21/11/2024	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
28/11/2024	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 03/12/2024
Loi du 18 décembre 2024
Mémorial A : 2024, n° 550, page 1

Système d'information Schengen (SIS)

8305 – Projet de loi portant :
1° mise en œuvre :
a) du règlement (UE) 2018/1862 du Parlement européen et du Conseil du 28 novembre 2018 sur l'établissement, le fonctionnement et l'utilisation du système d'information Schengen (SIS) dans le domaine de la coopération policière et de la coopération judiciaire en matière pénale, modifiant et abrogeant la décision 2007/533/JAI du Conseil, et abrogeant le règlement (CE) n° 1986/2006 du Parlement européen et du Conseil et la décision 2010/261/UE de la Commission, tel que modifié ;
b) du règlement (UE) 2022/1190 du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2022 modifiant le règlement (UE) 2018/1862 en ce qui concerne l'introduction dans le système d'information Schengen (SIS) de signalements pour information concernant des ressortissants de pays tiers dans l'intérêt de l'Union ;
c) de l'article 20 du règlement (UE) 2019/818 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 portant établissement d'un cadre pour l'interopérabilité des systèmes d'information de l'UE dans le domaine de la coopération policière et judiciaire, de l'asile et de l'immigration et modifiant les règlements (UE) 2018/1726, (UE) 2018/1862 et (UE) 2019/816, tel que modifié ;
d) de l'article 20 du règlement (UE) 2019/817 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 portant établissement d'un cadre pour l'interopérabilité des systèmes d'information de l'UE dans le domaine des frontières et des visas et modifiant les règlements (CE) n° 767/2008, (UE) 2016/399, (UE) 2017/2226, (UE) 2018/1240, (UE) 2018/1726 et (UE) 2018/1861 du Parlement européen et du Conseil et les décisions 2004/512/CE et 2008/633/JAI du Conseil, tel que modifié ;
e) du règlement (UE) 2018/1860 du Parlement européen et du Conseil du 28 novembre 2018 relatif à l'utilisation du système d'information Schengen aux fins du retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier ;
f) du règlement (UE) 2018/1861 du Parlement européen et du Conseil du 28 novembre 2018 sur l'établissement, le fonctionnement et l'utilisation du système d'information Schengen (SIS) dans le domaine des vérifications aux frontières, modifiant la convention d'application de l'accord de Schengen et modifiant et abrogeant le règlement (CE) n° 1987/2006 ;
2° modification :
a) du Code de procédure pénale ;
b) du Code civil ;
c) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ;
d) de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire ;
e) de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État ;
f) de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;
g) de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

Le projet de loi n° 8305 a comme objectif la mise en œuvre de plusieurs règlements européens relatifs au système d'information Schengen (SIS). Le SIS constitue le système de partage d'informations le plus efficace dans le domaine de la sécurité et de la gestion des frontières. Il vise à compenser la suppression des contrôles aux frontières en ce qu'il constitue un outil de coopération efficace entre les différentes autorités compétentes en matière de frontières et d'immigration ainsi que les autorités policières, douanières et judiciaires de l'Union européenne et les pays associés à l'espace Schengen.

Le texte du projet de loi a été élaboré en étroite collaboration avec différents acteurs et définit les autorités nationales qui disposent d'un accès aux données du SIS. Le projet de loi définit également quelles autorités sont compétentes pour l'introduction de signalements concernant des personnes et des objets.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure, le 01/09/2023
Rapporteur : M. Marc Lies

Travaux de la Commission des Affaires intérieures
(Président : M. Marc Lies) :

17/04/2024 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen des avis du Conseil d'État et de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD)
Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires

20/11/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 05/12/2024
Loi du 18 décembre 2024
Mémorial A : 2024, n° 549, page 1

Exploitation de l'énergie solaire

8373 – Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre portant création de l'Alliance solaire internationale (ASI), fait à New Delhi, le 4 février 2021

Ce projet de loi soumet l'Accord-cadre portant création de l'Alliance solaire internationale, ci-après « l'ASI », fait à New Delhi, le 4 février 2021, à l'approbation de la Chambre des Députés.

L'objectif de cette alliance intergouvernementale est de renforcer et d'encourager l'exploitation de l'énergie solaire pour réduire la dépendance aux combustibles fossiles. Les États participants se soutiendront mutuellement et relèveront collectivement les principaux défis liés à l'expansion de l'énergie solaire.

Cette organisation intergouvernementale étant principalement financée par l'Inde, une contribution obligatoire pour les pays membres n'est pas prévue. Ainsi, la fiche financière du projet de loi précise que l'accord-cadre n'est pas susceptible de grever le budget de l'État.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 09/04/2024
Rapportrice : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme
(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

17/10/2024 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

14/11/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 04/12/2024
Loi du 13 décembre 2024
Mémorial A : 2024, n° 547, page 1

Fonction publique

8377 – Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;
2° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ;
3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ;
4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
5° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;
6° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur l'Inspection générale de la police ; et
7° de la loi modifiée du 1er août 2018 portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la fonction publique, en vue de la mise en œuvre des points 5 et 10 de l'accord salarial dans la fonction publique du 9 décembre 2022

Le présent projet de loi a pour objet la mise en œuvre de deux points de l'accord salarial conclu entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et la Confédération générale de la fonction publique le 9 décembre 2022 :

1. prolongation du mécanisme temporaire de changement de groupe de traitement ou d'indemnité dit « voie expresse » (point 5 de l'accord) de cinq ans ;
2. abolition du système d'appréciation des performances professionnelles (point 10 de l'accord salarial) pour l'accès au niveau supérieur et pour les promotions aux différents grades dans le niveau supérieur. Cette mesure ne s'applique pas aux fonctionnaires stagiaires et les employés de l'État en période d'initiation ; l'appréciation de leurs performances professionnelles a lieu durant les trois derniers mois de leur période de référence.

La gestion par objectifs, comprenant notamment programmes de travail, descriptions de fonction et entretiens individuels, est par ailleurs maintenue. La fréquence de l'entretien individuel est accrue et aura lieu annuellement dorénavant.

Finalement, la procédure d'amélioration des performances professionnelles et la procédure d'insuffisance professionnelle sont maintenues.

Dépôt par M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique, le 25/04/2024
Rapporteur : M. Maurice Bauer

Travaux de la Commission de la Fonction publique
(Président : M. Maurice Bauer) :

07/11/2024 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen des avis du Conseil d'État et de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics

28/11/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 05/12/2024
Loi du 11 décembre 2024
Mémorial A : 2024, n° 502, page 1

Bâtiment Jean Monnet 2 : construction et financement

8402 – Projet de loi relative à l'adaptation du projet de construction du bâtiment Jean Monnet 2 de la Commission européenne à Luxembourg-Kirchberg

Le projet de loi 8402 a pour objet d'augmenter de 351.000.000 euros le budget alloué à la construction du bâtiment Jean Monnet 2 de la Commission européenne à Luxembourg-Kirchberg et arrêté par la loi modifiée du 13 avril 1970 fixant les conditions suivant lesquelles le Gouvernement peut soit acquérir certains immeubles présentant un intérêt public, soit garantir le rendement et les charges locatifs de tels immeubles.

Depuis la conception de l'avant-projet en 2016 et l'adoption de la loi de financement le 6 décembre 2016, le programme de construction a subi d'importantes modifications et l'évolution du projet a été influencée par divers événements imprévisibles.

En 2017, la Commission européenne a fait part d'un nouveau concept de sécurité dans le cadre du projet avec, notamment, une séparation des accès pour visiteurs et le personnel ainsi qu'un renforcement des mesures de sécurité aux entrées du parking du personnel, du parking visiteurs et de la zone de livraison.

Un pavillon d'accueil de 3.750 m^2 a été ajouté pour les visiteurs, avec un accès sécurisé depuis le niveau -1, permettant une entrée contrôlée aux bâtiments via des passages souterrains.

En 2023, une nouvelle approche quant à l'aménagement des espaces de travail a transformé lesdits espaces en bureaux collectifs et flexibles, en phase avec les évolutions en matière de télétravail et d'économies d'énergie.

Ce réaménagement a permis de concentrer les services dans le bâtiment principal, libérant des étages dans le bâtiment tour pour une sous-location potentielle à d'autres institutions. Ces changements requièrent des études techniques supplémentaires

pour adapter les installations de ventilation, d'éclairage et de cloisonnement, ainsi que des ajustements contractuels avec les entreprises de construction.

Les soumissions publiques entre fin 2022 et mi-2023 ont présenté des dépassements de prix significatifs par rapport aux devis initiaux, en raison de la forte hausse de l'indice des prix de la construction. Des demandes de suppléments ont été introduites, nécessitant des ajustements financiers pour couvrir des prestations non prévues ou imprécises dans les dossiers. La pandémie liée au virus du Covid-19 et le conflit russo-ukrainien ont intensifié ces hausses : entre 2018 et 2023, les prix à la consommation ont augmenté de 18,87 % et les prix de la construction de 43,4 %. Ces hausses imprévisibles ont nécessité des révisions exceptionnelles des prix pour couvrir les coûts de matériaux et de main-d'œuvre.

La pandémie liée au virus du Covid-19 a fortement impacté les délais et le budget du projet en raison des hausses des prix des matériaux et des difficultés d'approvisionnement. Ces perturbations ont entraîné des retards et une augmentation des coûts. En réponse, le Gouvernement a accordé des extensions de délai aux entreprises sans appliquer des pénalités.

À partir de février 2022, le secteur de la construction a encore une fois été confronté à des hausses exceptionnelles des prix des matériaux et à des difficultés d'approvisionnement, accentuées par des évènements géopolitiques, notamment en relation avec le conflit russo-ukrainien. Ces perturbations ont impacté les délais d'exécution et augmenté le budget du projet.

Des prolongations de délais ont également été causées par des prestations insuffisantes des bureaux d'études chargés du projet, qui n'ont pas respecté les délais convenus concernant la préparation des dossiers de soumission ainsi que la mise à disposition des plans. De plus, la mise au point des études techniques a pris du retard. Depuis le concours de 2010, le bureau d'études technique a été remplacé deux fois en raison de difficultés rencontrées en phase de réalisation des prestations respectives, ce qui a eu un impact négatif sur la qualité des études.

Des retards des entreprises de construction ont également pu être constatés concernant l'avancement des travaux. En effet, les travaux de gros œuvre n'ont pas avancé comme prévu.

Par ailleurs, sept soumissions publiques doivent être annulées, étant donné qu'aucune offre n'est remise ou que les offres s'avèrent administrativement ou techniquement non conformes. Il s'agit principalement de marchés liés aux travaux de parachèvement. Ces annulations perturbent le planning initial du projet ainsi que la coordination des entreprises et l'organisation du chantier.

En raison des complications du projet, les contrats des différents intervenants (maîtrise d'œuvre, experts, organismes de contrôles, entreprises) ont dû être adaptés et prolongés, entraînant des coûts supplémentaires importants. Les retards accumulés rendent les négociations contractuelles complexes, avec des répercussions négatives sur les délais et le budget.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 21/06/2024
Rapportrice : Mme Mandy Minella

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Corinne Cahen) :
07/11/2024 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
21/11/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 03/12/2024
Loi du 18 décembre 2024
Mémorial A : 2024, n° 546, page 1

Structures pour personnes âgées

8423 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 16 décembre 2022 autorisant l'État à participer au financement du surcoût des produits énergétiques et d'électricité supporté par les centres intégrés pour personnes âgées, maisons de soins, logements encadrés pour personnes âgées et centres psycho-gériatriques agréés en vertu de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique

Le présent projet de loi vise à prolonger la participation de l'État au financement du surcoût des produits énergétiques et d'électricité supporté par les structures pour personnes âgées agréées ainsi que par les structures d'hébergement pour personnes âgées et les centres de jour pour personnes âgées agréés, pour une troisième période éligible, à savoir du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025.

Dépôt par M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, le 24/07/2024
Rapportrice : Mme Mandy Minella

Travaux de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité
(Présidente : Mme Mandy Minella) :
11/11/2024 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
18/11/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 04/12/2024
Loi du 13 décembre 2024
Mémorial A : 2024, n° 520, page 1

Inclusion

8424 – Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;
2° de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale

Le présent projet de loi vise à augmenter le montant de l'équivalent crédit impôt (ci-après « ECI ») de 84 à 90 euros et à pérenniser l'octroi de l'ECI pour les bénéficiaires du revenu pour personnes gravement handicapées ainsi que pour les bénéficiaires du montant forfaitaire de base par adulte du revenu d'inclusion sociale.

Dépôt par M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, le 24/07/2024
Rapportrice : Mme Mandy Minella

Travaux de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité
(Présidente : Mme Mandy Minella) :
11/11/2024 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
18/11/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 04/12/2024
Loi du 13 décembre 2024
Mémorial A : 2024, n° 521, page 1

Limitation du prix de l'électricité

8428 – Projet de loi relatif au financement de la contribution négative dans le cadre du mécanisme de compensation pour l'année 2025

Ce dispositif constituera la base légale pour le financement, via une contribution de l'État, d'une partie des coûts engendrés par le mécanisme de compensation. L'intention est de limiter la hausse des prix de l'électricité à 30 % en 2025 pour les ménages dont la consommation annuelle est inférieure ou égale à 25.000 kilowattheures.

Cette mesure a été conçue lors des négociations tripartites de septembre 2022 pour l'année 2023 et a été prolongée d'une année.

Sans aucune mesure supplémentaire de stabilisation du prix de l'électricité à la fin de cette année, le prix du kilowattheure d'électricité augmenterait d'environ 60 % pour le client domestique de la catégorie A.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 29/07/2024

Rapportrice : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme
(Présidente : Mme Carole Hartmann) :
12/09/2024 Présentation du projet de loi
14/11/2024 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
21/11/2024 Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique : 04/12/2024
Loi du 13 décembre 2024
Mémorial A : 2024, n° 545, page 1

48e séance

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 10
M. Claude Wiseler, Président
2. **Communications** p. 10
M. Claude Wiseler, Président
3. **Ordre du jour** p. 10
M. Claude Wiseler, Président | M. Marc Baum
4. **Changements de composition de commissions parlementaires** p. 11
M. Claude Wiseler, Président
5. **Hommage à la mémoire de M. Zénon Bernard, ancien député** p. 11
M. Claude Wiseler, Président
6. **Dépôt d'une motion par M. Marc Goergen** p. 11
Exposé : M. Marc Goergen
7. **Heure de questions au Gouvernement** p. 11
Question n° 145 du 3 décembre 2024 de Mme Nathalie Morgenthaler relative aux mesures à destination des familles annoncées dans le contexte d'une émission radio récente, adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil p. 11
Mme Nathalie Morgenthaler | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil
Question n° 146 du 2 décembre 2024 de Mme Liz Braz relative à la majorité numérique discutée au niveau européen, adressée à M. le Premier ministre p. 12
Mme Liz Braz | M. Luc Frieden, Premier ministre
Question n° 147 du 3 décembre 2024 de Mme Stéphanie Weydert relative à la plateforme Temu, adressée à Mme la Ministre de la Protection des consommateurs p. 13
Mme Stéphanie Weydert | Mme Martine Hansen, Ministre de la Protection des consommateurs
Question n° 148 du 3 décembre 2024 de M. Fred Keup relative aux statistiques des actes de violence selon le genre, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures p. 13
M. Fred Keup | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
Question n° 149 du 3 décembre 2024 de M. Laurent Mosar relative à la fermeture des comptes bancaires, adressée à M. le Ministre des Finances p. 14
M. Laurent Mosar | M. Gilles Roth, Ministre des Finances
Question n° 150 du 3 décembre 2024 de M. Meris Sehovic relative aux vélos de service de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures p. 14
M. Meris Sehovic | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
Question n° 151 du 3 décembre 2024 de M. Marc Goergen relative aux marquages routiers, adressée à Mme la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 15
M. Marc Goergen | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
Question n° 152 du 2 décembre 2024 de M. Mars Di Bartolomeo relative à la plateforme « Pensioun. Schwätz mat! », adressée à M. le Premier ministre p. 15
M. Mars Di Bartolomeo | M. Luc Frieden, Premier ministre
Question n° 153 du 2 décembre 2024 de M. Tom Weidig relative au nombre des sexes, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité p. 16
M. Tom Weidig | Mme Yuriko Backes, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité
8. **Motion de Mme Sam Tanson concernant les négociations de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne (UE) et le Marché commun du Sud (Mercosur)** p. 16
Exposé : Mme Sam Tanson
Discussion générale : M. Laurent Zeimet | M. Luc Emering | M. Yves Cruchten | M. Fred Keup (interventions de Mme Sam Tanson et M. Sven Clement) | M. Marc Goergen | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre | Mme Sam Tanson (parole après ministre) | M. le Premier ministre Luc Frieden | Mme Sam Tanson (parole après ministre) (interventions de M. Yves Cruchten et M. Fred Keup)
Vote sur la motion modifiée (rejetée)
9. **8281 – Projet de loi portant :**
1° approbation du Protocole modifiant l'Accord du 9 février 1994 relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des poids lourds conformément à la Directive 2022/362/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 février 2022 modifiant les Directives 1999/37/CE, 2019/520/UE et 1999/62/CE relative à la taxation des véhicules pour l'utilisation de certaines infrastructures, fait à Bruxelles, le 29 mars 2023 ;
2° modification de la loi modifiée du 24 février 1995 portant approbation et application de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, fait à Bruxelles, le 9 février 1994 p. 20
Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Fernand Etgen
Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8281 et dispense du second vote constitutionnel
10. **8402 – Projet de loi relative à l'adaptation du projet de construction du bâtiment Jean Monnet 2 de la Commission européenne à Luxembourg-Kirchberg** p. 21
Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Mandy Minella
Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8402 et dispense du second vote constitutionnel
11. **8362 – Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2022)**
8393 – Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2023) p. 22
Rapports de la Commission des Pétitions : Mme Claire Delcourt

Débat : Mme Nathalie Morgenthaler | Mme Mandy Minella | Mme Claire Delcourt | M. Dan Hardy | M. Meris Sehovic | M. Marc Goergen (dépôt de la motion 1) | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Relations avec le Parlement

Motion 1 : Mme Carole Hartmann | Mme Claire Delcourt | M. Meris Sehovic | M. David Wagner | M. Marc Goergen

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (rejeté) (intervention de M. Marc Goergen)

Vote sur la motion 1 modifiée (rejetée)

12. Vérification des pouvoirs d'un nouveau membre du Parlement européen **p. 31**

M. Claude Wiseler, Président

13. Désignation d'un membre du Centre pour l'égalité de traitement **p. 32**

M. Claude Wiseler, Président

14. Ordre du jour (suite) **p. 32**

M. Claude Wiseler, Président

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; Mme Martine Hansen, Mme Yuriko Backes, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, M. Léon Gloden, Mme Elisabeth Margue, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Communications

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

An d'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 3 décembre 2024

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8460 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) 2024/886 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2024 modifiant les règlements (UE) n° 260/2012 et (UE) 2021/1230 et les directives 98/26/CE et (UE) 2015/2366 en ce qui concerne les virements instantanés en euros

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 20/11/2024

8461 – Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre avancé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part, fait à Bruxelles, le 13 décembre 2023

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 21/11/2024

8462 – Projet de loi instituant un régime d'aides en faveur de la transition vers une économie à zéro émission nette

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 22/11/2024

8463 – Projet de loi introduisant une procédure de préfinancement pour les installations solaires photovoltaïques et modifiant :
1° la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité ;
2° la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;
3° la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 22/11/2024

8464 – Projet de loi portant approbation du Protocole d'amendement à la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, fait à Strasbourg, le 10 octobre 2018

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 27/11/2024

8465 – Projet de loi portant mise en œuvre de certaines dispositions du règlement (UE) 2018/1240 du Parlement européen et du Conseil du 12 septembre 2018 portant création d'un système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages (ETIAS) et modifiant les règlements (UE) n° 1077/2011, (UE) n° 515/2014, (UE) 2016/399, (UE) 2016/1624 et (UE) 2017/2226

Dépôt: M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 29/11/2024

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3448 – Demande de pétition ordinaire : Petitioun fir d'Beschneidung vun de Rechter vu Russland am Weltsécherheetsrot

Dépôt : M. Romain Reiter, le 19/11/2024

3449 – Demande de pétition publique : Augmentation du salaire minimum qualifié

Dépôt : Mme Donika Beciri, le 19/11/2024

3450 – Demande de pétition publique : Non aux accords Mercosur

Dépôt : M. Alexandre Diels, le 20/11/2024

3451 – Demande de pétition publique : Interdiction de toute campagne vaccinale nationale avec des produits encore en phase d'études cliniques

Dépôt : M. David Broman, le 20/11/2024

3452 – Demande de pétition ordinaire : Assurer au moins un programme télévisé pour chaque pays européen dans l'offre des fournisseurs au Luxembourg

Dépôt : M. Jean-Claude Schwartz, le 24/11/2024

3453 – Demande de pétition publique : Wehrpflicht: Ein Dienst für Luxemburg! / Obligatorischer Militärdienst: Für die Sicherheit und den Zusammenhalt unseres Landes

Dépôt : M. Romain Braun, le 25/11/2024

3454 – Demande de pétition ordinaire : Pétition concernant la régulation du « compromis de vente »

Dépôt : Mme Edyta Potalska-Schwartz, le 28/11/2024

3455 – Demande de pétition publique : Améliorer la sécurité au passage piéton 12, rue Guillaume J. Kroll

Dépôt : M. Thibaut Ruidant, le 28/11/2024

3456 – Demande de pétition publique : Commercialiser le carburant HVO100 pour le grand public

Dépôt : M. Marc Schreiber, le 28/11/2024

3457 – Demande de pétition ordinaire : Pétition concernant les inégalités dans l'accès à la justice dans le système judiciaire et administratif

Dépôt : Mme Edyta Potalska-Schwartz, le 28/11/2024

3458 – Demande de pétition publique : Encadrement des indexations de loyer pour les bails commerciaux

Dépôt : M. Moulay Othmane Alaoui Rizq, le 28/11/2024

3459 – Demande de pétition publique : Égalité financière pour tous les orphelins

Dépôt : Mme Patrizia Palumbo, le 28/11/2024

3460 – Demande de pétition publique : Droits des papas en cas de séparation

Dépôt : M. Tristan Demange, le 28/11/2024

3461 – Demande de pétition publique : Pour une égalité des chances dans la fonction publique : Ouvrons les portes aux ressortissants des pays tiers

Dépôt : M. Chahine Ben Aziza, le 29/11/2024

3462 – Demande de pétition publique : Route Hoesdorf vers Reisdorf N10

Dépôt : Mme Cátia Leite Castro, le 29/11/2024

3463 – Demande de pétition publique : Meilleure protection des mineurs jusqu'à l'âge de 18 ans et pas 16 ans

Dépôt : M. Marco Aurélio Andrade Oliveira, le 01/12/2024

3464 – Demande de pétition publique : Permission de conduite moto 125 ccm³ avec formation du Luxembourg à l'étranger

Dépôt : M. Pedro Rodrigues, le 02/12/2024

3465 – Demande de pétition ordinaire : Réalisation des examens médicaux avant la prise de poste

Dépôt : Mme Edyta Potalska-Schwartz, le 03/12/2024

3466 – Demande de pétition ordinaire : Procédure de transfert à un autre poste de travail pour des raisons de santé

Dépôt : Mme Edyta Potalska-Schwartz, le 03/12/2024

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Interruption par M. Marc Baum)

Ech hunn eng Wuertmeldung. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. An deene leschten zwielef Méint ass et ëmmer erëm virkomm, datt et an de Relatiounen tëschent dem Parlament an der Regierung awer ëmmer nees zu liichte Spannunge komm ass. D'Parlament huet eng Kontrollfunktioun par rapport zur Regierung, an d'Regierung huet eng Rechenschaftsflicht par rapport zum Parlament.

Haut hu mer eng Heure de questions, wat eent vun deenen Instrumenter ass, wat d'Parlament huet, fir déi Kontrollfunktioun auszeüben. Wann et awer esou ass, datt just d'Hallschent vun der Regierung present ass bei enger Heure de questions, jo, wou bleift dann eis Méiglechkeet, déi Kontrollfunktioun och wierklech kënnen auszeüben?

Virun e puer Deeg war et nach esou, datt 10 vu 15 Ministeren uginn haten, fir haut disponibel ze sinn. Haut hu mer de Relevé kritt, datt der just nach 8 vu 15 iwwerhaapt disponibel wieren, fir dem Parlament kënne Ried an Äntwert ze stoen. An domadder si mir net averstanen. Dogéint protestéiere mer a mer appelléieren de President an d'Ministesch, déi zoustänneg ass fir d'Relatioune mam Parlament, do esou séier wéi méiglech Remedur ze schafen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci, Här Baum. Mir ginn dee Message un d'Regierung weider. An ech gesinn och, datt de Message bei der Regierung ukomm ass.

Dat war elo keen Ännerungsvirschlag fir den Ordre du jour.

Da stellen ech d'Fro nach eng Kéier: Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. Changements de composition de commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

An der Commission du Travail ersetzt d'Madamm Mandy Minella den Här Gilles Baum.

An der Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation ersetzt d'Madamm Corinne Cahen den Här André Bauler.

An der Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité ersetzt d'Madamm Simone Beissel d'Madamm Mandy Minella.

An der Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité ersetzt den Här André Bauler d'Madamm Carole Hartmann.

An an der Commission des Médias et des Communications ersetzt d'Madamm Corinne Cahen den Här Luc Emering.

M. Gilles Baum (DP) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn: Dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

5. Hommage à la mémoire de M. Zénon Bernard, ancien député

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'lescht Woch krute mer d'Nouvelle, datt de fréieren Deputéierte Zénon Bernard gestuerwen ass. De fréiere Politiker aus der Kommunistescher Partei war véier Joer laang Member vun der Chamber, vun 1975 bis 1979.

De Zénon Bernard gouf de 17. Oktober 1944 zu Esch gebuer. Hien huet zu Lausanne an zu Léck studéiert an huet dunn an de 70er-Joren als Enseignant zu Péiteng an am ECG geschafft.

Aus där Zäit am ECG hunn ech de Zénon Bernard gutt an Erënnerung. Mir waren deemools allen zwee Enseignant do an, obwuel eis politesch Meenunge wäit auserneegaange sinn, war et ëmmer e Pleséier, mat him iwwer Allméigleches ze diskutéieren. Mir sinn eis zwar seelen eens ginn, mee d'Diskussioune ware richteg lieweg a richteg flott mat him.

1970 ass de Zénon Bernard Member an der Kommunistescher Partei ginn. Säi Grousspapp, deen dee selwechten Numm hat, war e bekannte Resistenzler an ee vun de Grënnungsmembere vun der KPL. Och säi Papp war Member vun der KPL.

De Zénon Bernard ass 1974 op der Lëscht vun der Kommunistescher Partei am Süde mat an d'Wale gaang an e Joer drop an d'Chamber nogeréckelt, no der Demissioun vum Deputéierte Marcel Flammang. Dee Moment war hie mat 31 Joer dee jéngsten Deputéierten an der Chamber. Hie war bis 1979 hei am Parlament.

De Zénon Bernard war och am Stater Gemengerot an duerno an deem vun Esch.

Nieft der Politick war hien och e begeeschterte Fussballspiller, bei der Fola an an der Spora.

De Zénon Bernard ass am Alter vun 80 Joer gestuerwen. Senger Famill wëll ech am Numm vun der Chamber eist déift Matgefill ausdrécken.

Ech géif Iech bieden, ee Moment opzestoen, fir dem Verstuerwenen eng lescht Éier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

6. Dépôt d'une motion par M. Marc Goergen

Ech gesinn, et ass nach eng Wuertmeldung do fir den Depot vun enger Motioun, wann ech richteg verstanen hunn. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | Merci, Här President. Dës Motioun kann een eigentlech ufänke mat engem Lidd aus den 80er, wat Der sécherlech alleguerte kennt, vum Reinhard Mey: „Nein, meine Söhne geb' ich nicht." An dat kënnt dohier, dass d'Regierung, an der Form vun der Madamm Backes, am September eng Diskussioun lassgeléist huet, an zwar iwwert déi sougenannt „Wehrpflicht" an den obligatoresche Militärdéngscht.

Bis dohinner war dat Theema net lancéiert, mee am „Background" gouf dat lancéiert. An elo, ganz rezent ... Et konnt ee soen: „Dat war en eemolegen Ausrutscher am ‚Background'", mee elo war et de Generol, deen et nach eng Kéier ugedeit huet. An aus déifster Iwwerzeegung an aus dem déifsten Häerz kann ech Iech soen, dass et fir mech onvirstellbar wär, dass an dësem Land meng Kanner an Zukunft géife gezwonge ginn, an d'Arméi ze goen. Wie sech fräiwëlleg wëll melle fir e Service fir eist Land, kann dat gäre maachen – mee awer net gezwongen.

An dofir hunn ech haut dës Motioun matbruecht, fir emol kloerzestellen, dass d'Chamber och kann an hirer Missioun de Vott huelen, fir dës Diskussioun endgülteg zouzemaachen, eng Diskussioun, déi d'Regierung leider – fir mech – iwwerflësseg opgemaach huet. An dofir hoffen ech, dass mer herno wäerten zu enger grousser Zoustëmmung kommen, dass dann eis Kanner net mussen an den obligatoresche Militärdéngscht.

Merci.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– Den obligatoresche Militärdéngscht gouf mam Gesetz vum 29. Juni 1967 ofgeschaaft an zënter méi wéi 50 Joer gëtt kee Mënsch an eisem Land méi géint säi Wëlle gezwongen, fir der Arméi bäizetrieden.

– Verschidde Stëmmen an der Gesellschaft souwéi an der Politick schwätze sech dofir aus, fir den obligatoresche Militärdéngscht erëm anzeféieren.

– Et läit un der Politick, fir weider Iwwerleeungen ze féieren an Efforten ze maachen, fir d'Attraktivitéit vum Beruff vum Zaldot ze verbesseren, an et existéieren nach genuch Alternativen, Méiglechkeeten a finanzielle Spillraum, fir dëst politesch ze maachen.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– den obligatoresche Militärdéngscht net anzeféieren.

(s.) M. Marc Goergen.

Une voix | Superfetatoire!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen.

7. Heure de questions au Gouvernement

Da komme mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass haut de Mëtten eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten 2 Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet 4 Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 145 vun der Madamm Nathalie Morgenthaler un den Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil iwwer eng Rei Mesüre fir Familljen, déi rezent an enger Radiosendung ugekënnegt goufen. Madamm Morgenthaler, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 145 du 3 décembre 2024 de Mme Nathalie Morgenthaler relative aux mesures à destination des familles annoncées dans le contexte d'une émission radio récente, adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Merci, Här President. De Kampf géint Kanneraarmut gehéiert zu den absolutte Prioritéite vun dëser Regierung. Kanneraarmut betrëfft leider vill ze vill Familljen hei zu Lëtzebuerg. An dofir ass et wichteg, se resolutt unzepaken.

Virun e puer Deeg war de Familljeminister Max Hahn an enger Radiosendung an huet verschidde familljepolitesch Moossnamen ugeschwat, déi als Zil hunn, d'Liewe vun enger Famill an eiser Gesellschaft generell ze verbesseren. Vill dovunner sinn och am Koalitiounsaccord festgehalen. An et ass fir eis wichteg, dës Moossnamen net nëmmen um Pabeier ze hunn, mee se och konkreet an d'Praxis ëmzesetzen. Mir begréissen, dass dës Moossnamen op eng séier an effikass Manéier ëmgesat solle ginn an do ukomme sollen, wou se am néidegste gebraucht ginn.

Ech wollt dës Froestonn notzen, fir de Familljeminister no e puer Detailer ze froen.

De Minister huet a sengem Interview iwwert d'Kannergeld geschwat an iwwert déi verschidde Majoratiounen, déi Elteren, déi Kanner vu sechs respektiv zwielef Joer hunn (veuillez lire: déi Kanner vu sechs bis eelef Joer respektiv ab zwielef Joer hunn), kréien. Aktuell sinn dat ronn 23 Euro fir Kanner vu sechs bis eelef Joer a 56 Euro fir Kanner ab zwielef Joer. Kann de Minister bestätegen, dass et zu Ännerunge bei de Majoratioune kënnt? Gëtt et schonn Detailer zu den neie Beträg? Bis wéini kéint eng Entscheedung zu dësem Theema gefall sinn? Wéi gesäit et mat der finanzieller Ënnerstëtzung vu Familljen aus, déi Kanner ënner sechs Joer hunn? Gëtt do vläicht ugeduecht, generell d'Kannergeld ze erhéijen? Kann de Minister nach informéieren, u wat fir enge weidere Piste säi Ministère schafft, fir d'Kanneraarmut ze bekämpfen?

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Morgenthaler. Dann huet den Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil d'Wuert. Här Minister.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Merci, Här President. Merci och der Deputéierter Nathalie Morgenthaler fir déi Fro, déi mer d'Méiglechkeet nach eng Kéier gëtt, fir hei ze ënnersträichen, firwat mer déi verschidde Mesüren am Koalitiounsaccord virgesinn hunn.

Et ass eng Tatsaach ... an dat gouf och ënnermauert an enger Etüd, déi 2022 presentéiert ginn ass, wou et drëms geet ze kucken: Ginn déi verschidde Sozialleeschtungen, déi verschidde Prestatiounen duer, fir de Budget de référence fir Eltere mat Kanner, sief et Koppelen awer och Monoparentallen, ofzedecken oder net?

A mir hunn do eng Rei Saache kënne feststellen, déi sech och am Koalitiounsaccord erëmspigelen. Dat eent, dat ass, dass mer feststellen, dass et besonnesch bei eelere Kanner nach e Gain gëtt, wou ee soll opfänken, wat mer och am Koalitiounsaccord virgesinn hunn, dass mer do wëllen nach als Regierung en Effort maachen, eng Agenda, an Detailer heizou kann ech Iech haut nach net nennen. Ech kann Iech awer vill méi soen, dass mer probéiert hunn, eigentlech vun Ufank un, dem Problem vun der Kanneraarmut entgéintzewierken.

Dat hu mer konkreet gemaach, andeems mer zum Beispill d'Wunngeld adaptéiert hunn. Mir hunn d'Wunngeld esou adaptéiert, dass ee 40 Euro zousätzlech pro Kand kritt, well mer wëssen, dass mer grad beim Wunngeld eigentlech déi sozial Schwächst an eiser Gesellschaft erreechen. Dat sinn haaptsächlech déi, déi um Locatif sinn, déi net Proprietär sinn, déi hei ënnerstëtzt gi si vun der Regierung, wat dozou bäigedroen huet, dass eng Famill mat dräi Kanner bis zu 520 Euro de Mount ka kréien. Op där anerer Säit, wa mer vu Kanneraarmut schwätzen, da si mer ganz séier och bei de Famille-monoparentallen. An dofir hu mer och direkt ab dem 1. Januar d'nächst Joer nach eng Kéier e wichtegt Instrument, nämlech de Crédit d'impôt monoparental, an d'Luucht gesat. Dee wäert dann 3.500 Euro bedroen.

Mir hu bei der Allocation de vie chère, engem ganz wichtegen Instrument an der Aarmutsbekämpfung, probéiert, net nëmmen d'Montanten an d'Luucht ze setzen – déi wäerten d'nächst Joer ëm 10 % an d'Luucht goen, eng Energieprimm, déi verdräifacht wäert ginn –, mee virun allem probéiere mer, och schonn en Automatismus do eranzekréien, dee ganz wäertvoll ass. Nämlech hu mer festgestallt, dass d'REVIS-Bezéier d'Konditioune bal alleguerten erfëllen, fir d'Allocation de vie chère ze kréien, soudass mer hei en Automatismus kéinten aféieren, deen ab nächstem Joer scho gëllt, wat net nëmmen dozou bäidréit, dass d'Familljen déi Montanten automatesch kréien, mee dass op där anerer Säit och déi Leit, déi eis um Terrain hëllefen, nämlech an den Office-sociallen, méi Zäit hunn, fir sech mat hire Clienten ze beschäftegen, well se vill Paperassen eeben net méi musse maachen. Déi ganz Automatiséierung, déi ganz Vernetzung vun den Donnéeën – Once-Only, Dir kennt de Projet vum Stéphanie Obertin, deen deposéiert ginn ass – wäert eis do och nach eng Kéier hëllefen.

An dann, ofschléissend, nieft deene ganz ville Mesüren, wéi zum Beispill och dem steierfräie Mindestloun d'nächst Joer, dee mer dann och wäerten an der Steierklass 1 hunn, den ECI (ndlr: Équivalent crédit impôt), dee mer dës Woch wäerten hei perenniséieren am REVIS, wou 90 Euro zousätzlech wäerten automatesch ausbezuelt gi fir jiddereen, deen de REVIS kritt, och déi, déi just de Complement kréien, wou mer dann eigentlech och bei de Working Poor sinn, wou mer aktiv usetzen. Mir wäerte muer hei driwwer schwätzen.

An op där anerer Säit ass et natierlech esou, dass mer och musse kucken – an dat ass och bei där Etüd erauskomm –, dass et, wann déi sozial Leeschtungen da benotzt ginn, dann oft, a bal an deene meeschte Fäll, och duergeet. Mee mir wëssen, dass ganz vill Sozialleeschtungen net duerginn an dofir wäerte mer dann d'nächst Joer och de Guichet social en place setzen, deen eigentlech op véier Achse berout. Déi éischt op enger physescher Plaz, wou Leit sensibiliséiert, orientéiert an informéiert kënne ginn. An dann och mobill Ekippen, déi erausginn op den Terrain, d'Telefonshotline an och iwwert eng digital Plattform. Dat sinn eenzel Instrumenter, wou mer konkreet als Regierung probéieren, am Kampf géint d'Aarmut weiderzekommen.

An dann nach ofschléissend, well ech gesinn, dass ech iwwer meng Zäit sinn ... Meng Riedezäit! Et muss ee jo preziséieren!

(Hilarité)

Et muss ee jo preziséieren!

(Interruption)

Ofschléissend nach just vläicht och den nationalen Aktiounsplang, en Instrument, wat mer bis elo nach net haten, wou mer probéieren, bis Enn d'nächst Joer dann och en Instrument op d'Been ze setzen, wou mer konkreet Mesüre ministèreiwwergräifend mat den Acteure vum Terrain ausschaffen, wat eis awer op kee Fall – an dat hunn ech probéiert, an deenen éischte Minutten ervirzebréngen – dru gehënnert huet, elo scho konkreet mat den Aktiounen ze kommen, an net op e Plang ze waarden. Mee besser elo Aktiounen, an de Plang ass herno e bësse manner voluminéis. An dofir hëllefe mer geziilt deene Vulnerabelsten an eiser Gesellschaft.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 146 vun der Madamm Liz Braz un den Här Premierminister iwwert d'Majorité numérique, déi op EU-Niveau diskutéiert gëtt. Madamm Braz, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 146 du 2 décembre 2024 de Mme Liz Braz relative à la majorité numérique discutée au niveau européen, adressée à M. le Premier ministre

Mme Liz Braz (LSAP) | Merci, Här President. Lescht Woch an Australien ass de Social Media Minimum Age Bill gestëmmt ginn, deen de Mindestalter, mat deem een an Australien däerf op Plattforme wéi Facebook, Instagram oder Twitter – elo X genannt – sinn. Dat ware virdrun 13 Joer, dat sinn der elo 16 an Australien ab nächstem Joer, an 12 Méint.

Experte schloen effektiv Alarm iwwert den Ëmgang, deen eis Kanner – mir Kanner a Jugendlecher – mat Handyen hunn. An d'Gefore si grouss vu Cybermobbing, dem Opruff zu Haass, der Incitatioun zur Gewalt, ongefilterte pornografeschen Inhalter. Dat si ganz reell Geforen, déi den Handy an den Internet mat sech bréngen.

Aktuell iwwerhuelen d'Tech-Giganten och kaum bis guer keng Responsabilitéit, wann et zu eise Kanner an de Jugendleche kënnt, an Australie fuerdert elo vun dëse Plattformen, dass se an Zukunft sougenannte räsonabel Schrëtt huelen, fir Kanner do ze schützen, fir dass kee méi ënner 16 drop ass, an dat gëtt an Zukunft och mat heftege Geldstrofen bestrooft, wann dat net sollt de Fall sinn.

An Europa ass et elo esou, dass den RGPD am Fong och e Mindestalter virgesäit vu 16 Joer. Mat deem Alter gëtt definéiert, ab wéini ee selwer däerf iwwert seng perséinlech Donnéeë bestëmmen. D'Memberstaaten hunn awer d'Méiglechkeet, hei bis op 13 Joer erofzegoen.

Frankräich hat du lescht Joer am Juli e Gesetz gestëmmt, wou si dësen Alter, wat si eng Majorité numérique nennen, op 15 Joer erofgesat hunn, an alleguer, déi 13 bis 15 Joer sinn, brauchen eng Autorité parentale, déi soll zoustëmmen, dass een däerf Accès op d'Plattforme hunn. D'Exekutioun dovun ass relativ schwiereg a Frankräich.

Dofir plädéiert de Macron fir eng europäesch Initiativ, wou och dovunner geschwat gëtt, dass déi soll elo wärend der polnescher Presidence op den Ordre du jour kommen. An do géif mech d'Positioun vu Lëtzebuerg interesséieren, wéi mir zu esou enger europäescher Initiativ stinn a wéi d'Positioun vu Lëtzebuerg par rapport zu esou enger Majorité numérique ass.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz. An dann huet de Premierminister d'Wuert. Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, déi Thematik, déi d'Madamm Braz opwerft, ass eng ganz wichteg Thematik. Ech hunn d'lescht Woch, oder d'virlescht Woch, den Ombudsman fir d'Rechter vun de Kanner a Jugendlechen empfaangen an do hu mer och vill diskutéiert iwwert den Impakt op d'Gesondheet, och déi mental Gesondheet vun deene Jonken, déi aus der Iwwerconsommatioun vun de soziale Meedien ervirgeet. Dat ass eppes, wat mech schonn extreem impressionéiert huet, zum Deel schockéiert huet. An ech muss soen, datt duerfir déi Thematik, vu wéini un ee soll säin Handy a Computer gebrauchen, zu wéi villen Zwecker, eng Fro ass, déi ee muss am Detail diskutéieren.

Ech fannen, datt et richteg ass, datt een dat op europäeschem Plang diskutéiert, well et géif net vill Sënn maachen, wa mir zu Lëtzebuerg eng aner Reglementatioun hätte wéi an eisen Nopeschlänner. Ech fannen et och net schlecht, datt een haut jo bis zu 16 Joer, an Dir hutt dat rappeléiert, de Consentement parental brauch, fir kënnen e Kont op de sozialen Netzwierker ze hunn. 16 Joer ass jo en Alter, dee mer och bei aneren Autorisatiounen zum Deel hunn. Et ass ëmmer arbiträr, e gewëssenen Alter, well deen een ass méi mature wéi deen aneren. Et hänkt och dervun

of, wéi vill d'Eltere mat de Kanner iwwert d'Utilisatioun vun deene sozialen Netzwierker schwätzen. Déi Kanner, déi op sech eleng ugewise sinn, oder déi, déi Gespréicher mat hiren Elteren hunn doriwwer, sinn héchstwarscheinlech ënnerschiddlech situéiert.

Mir wäerten eis an där Debatt konstruktiv abréngen. Mir hu keng virgefaasste Meenung, mee datt alles bis ronderëm 16 Joer muss mat der Zoustëmmung vun den Eltere geschéien, fannen ech à ce stade net deräsonabel. Mee d'Regierung als solch huet sech an där Fro elo nach net extra concertéiert.

Mir hate just eng Diskussioun, dat wësst Der, iwwert d'Utilisatioun vum Handy an der Schoul, wou mer méi strikt gi sinn, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Iwwert déi heite Froe wäerte mer eis nach concertéieren. Mee am Resümmee: Mir si fir eng europäesch Reglementatioun. Och d'Kommissioun ass amgaangen, ënnert dem Digital Services Act Guidelines auszeschaffen, an do wëlle mer eis konstruktiv an déi Diskussiounen op europäeschem Plang mat abréngen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

An da komme mer zur Fro Nummer 147 vun der Madamm Stéphanie Weydert un d'Ministesch fir Konsumenteschutz iwwert d'Temu-Plattform. Madamm Weydert, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 147 du 3 décembre 2024 de Mme Stéphanie Weydert relative à la plateforme Temu, adressée à Mme la Ministre de la Protection des consommateurs

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Villmools merci, Här President. Den Onlinehandel hëlt ëmmer méi Plaz an eisem Konsumverhalen. Natierlech, et ass immens bequeem, seng Bestellung an Akeef doheem vum Kannapee aus ze maachen oder ënnerwee online ze maachen. Et stelle sech allerdéngs bei bestëmmten Onlinehändler vill Froen, wat d'Produktqualitéit, d'Sécherheet an och d'Produktioun ugeet.

D'Produkter aus China si bei de Konsumente besonnesch populär. Mengen Informatiounen no hunn op EU-Niveau 45 % vun de Konsumenten, déi Produkter aus Drëttlänner bestellen, Wueren aus China kaaft. Dat ass op de Geschäftsmodell vu Shoppingplattforme wéi Temu, Shein oder änlecher zréckzeféieren. Schnell an a Masse gi Produkter a China hiergestallt, déi bei eis iwwert dës Plattforme vermaart ginn. D'Resultat si Produkter, déi eise Konsum- a Sécherheetsstandarden net entspriechen.

Ee Problem ass, dass eis aktuell europäesch Gesetzgeebung a punkto Konsumenteschutz nach esou munch Lücken opweist. D'EU huet zwar elo déi App Temu an de Viséier geholl, dat eleng geet awer net duer. Ech mengen, hei wier et ganz wichteg, dass d'Regierung sech zu Bréissel fir méi e staarke Konsumenteschutz géif asetzen.

Wéi Dir wësst, Madamm Ministesch, hat ech zu der aktuell vill diskutéierter Plattform Temu schonn eng Question parlementaire gestallt, an där ech mech bei der Regierung iwwert déi net konform oder defekt Produkter informéiert hat. Villmools merci fir Är Äntwerten. Mee ech hätt nach e puer zousätzlech Froen iwwert den Onlinehandel am Generellen.

Éischtens: Wéi eng Virschrëfte sinn applikabel fir Onlineverkafsplattformen zu Lëtzebuerg? Wéi eng Kontrolle mécht d'Direction de la protection des consommateurs am Beräich vum Onlineshopping? Wéi huet sech d'Zuel vun de Plainten entwéckelt? An ass eng Sensibiliséierungscampagne am Beräich vun der Produktsécherheet geplangt?

Schlussendlech wëll ech dës Tribün awer nach notzen, fir esou kuerz virum Kleeschen, awer och viru Chrëschtdag, en Appell un all déi ze maachen, déi aktuell op der Sich no Kaddoe sinn. Nieft de grousse Shoppingplattformen, déi mer all kennen, gëtt et hei zu Lëtzebuerg och déi Plattform Letzshop, wou ee Produkter aus de lëtzebuergesche Geschäfter ka kafen, déi een och ganz bequeem heemgeliwwert kritt.

Et ass wichteg, och un de Lëtzebuerger Marché ze denken, an nach vläicht besser, direkt bei de lëtzebuergesche Betriber a Commercen era luussen ze goen an och lokal anzekafen.

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. Dann huet d'Madamm Ministesch fir Konsumenteschutz d'Wuert. Madamm Ministesch.

Mme Martine Hansen, Ministre de la Protection des consommateurs | Jo, villmools merci a villmools merci fir déi Fro. U sech sinn ech och méi fir de Letzshop zoustänneg wéi fir den Temu.

(Hilarité)

Mee ech fänken da mat de Froen un. Déi éischt Fro war: d'Virschrëften, déi applikabel sinn. Dat ass natierlech hei zu Lëtzebuerg ëmmer de Code de la consommation. Et ass d'Direktiv E-Commerce, déi an nationaalt Gesetz ëmgesat ginn ass. An et sinn d'EU-Reglementer iwwert den Digital Services Act an den Digital Markets Act.

Dann hutt Der gefrot: d'Kontrollen, déi mer maachen. Kontrolle maache mer u sech bei hei zu Lëtzebuerg usässege Professionellen, déi online verkafen. An déi maache mer éischtens, wa mer eng Plainte kréien, oder zweetens, wa mer eng sektoriell Enquête maachen. An an deene leschte Joren hu mer zweemol flächendeckend sektoriell Enquêtë gemaach, wou mer u sech dann den Affichage vum Präis kucken, wou mer kucken, ob d'Informatioune vun de d'Produkter stëmmen, ob d'Informatioune vum Professionelle richteg sinn, ob d'Liwwerbedéngungen exakt dra beschriwwe sinn an esou weider.

A wa se net en règle sinn, da schreiwe mer déi Professionell un. An ech muss soen, ganz dacks ass iergendeng Klengegkeet net en règle, mee meeschtens gi mer dann esou eens, datt si et dann eeben direkt en règle setzen. Dat heescht, mer hunn nach ni aner Mesüre missen ergräifen.

Déi international Plattformen, do maache mir net d'Kontrollen, mee déi Kontrolle ginn op europäeschem Niveau gemaach. Wann awer eppes hei zu Lëtzebuerg opfält respektiv wa mer eppes matgedeelt kréien, da gi mer dat weider. Da gi mer et weider op europäeschem Niveau.

An Dir hutt no de Plaintë gefrot. Et gëtt quasi keng Plainte, well et ass just eng Plainte géint Temu hei zu Lëtzebuerg ukomm. Warscheinlech ass dat och ee Fait, well ganz dacks net esou vill Suen hannendrusti bei deene Bestellungen. An déi eng Plainte, déi mer da kritt hunn, hu mer dann natierlech och weiderginn, esou wéi dat virgesinn ass.

Dann hat Der gefrot: eng Campagne de sensibilisation. Och do si mer net direkt zoustänneg. Dat ass den ILNAS, deen dofir zoustänneg ass. Mee mir hunn awer e ganz enke Kontakt mam ILNAS. A mir hunn och festgehalen: Den 8. Januar hu mer eng Versammlung, wou et zwee Haaptsujete gëtt. Dat eent ass u sech d'Produktsécherheet an dat anert ass d'Sensibilisatioun. An dann nom 8. Januar wësse mer méi genau, wéini datt déi Campagne de sensibilisation kënnt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

An da komme mer zur Fro Nummer 148 vum Här Fred Keup un den Här Inneminister iwwert d'Statistike vu Gewaltdoten no Geschlecht. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 148 du 3 décembre 2024 de M. Fred Keup relative aux statistiques des actes de violence selon le genre, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Jo, Här Minister, Dir wësst och, dass mer awer eng besuergniserreegend Situatioun zu Lëtzebuerg hunn, wat d'Kriminalitéit ugeet. Mir haten an de leschten 20, 25 Joer eng immens Erhéijung vun de Strofdoten an eng Zuel vun de Gewaltdoten, déi ganz staark an d'Luucht gaangen ass, déi sech an de leschte 25 Joer vervéierfacht huet an elo bei eppes zwëschent 4.000 a 5.000 Gewaltdote pro Joer läit, laut Statec. Also eng héich Zuel.

Mir haten hei och Diskussiounen doriwwer. Virun, ech mengen, zwee Joer hat ech eng Interpellatioun gemaach hei iwwert d'Kriminalitéit. An do hunn ech och gefuerdert, dass mer méi Statistiken iwwert déi ganz Kriminalitéit sollten hunn. An Dir waart deemools an der Oppositioun an Dir hutt mer am Fong Recht ginn an Dir hutt och gesot, dass ee misst méi Statistiken hunn.

Elo ass et awer esou, dass do relativ villes vläicht awer feelt, wat ee kéint hunn a wat och am Ausland Standard ass, dass et do gemaach gëtt. An deem Kontext muss ee soen, virun, ech mengen, zwou Wochen hate mer och zu Lëtzebuerg déi ganz Diskussioune mat der Orange Week vun der Gewalt, déi géint Fraen ausgeet. Dat ass doheem, d'haislech Gewalt. Do gëtt et dann och Zuelen. Mee soss ginn am Fong relativ wéineg Zuele veréffentlecht.

Hei geet et mer elo ganz konkreet drëm, och eng aner Säit ze beliichte vun der Gewalt hei am Land, an dat ass am Fong d'Geschlecht vun den Täter wéi och d'Geschlecht vun den Affer. Et ass nämlech esou, mir schwätzen natierlech vill iwwert d'Fraen, déi Affer ginn doheem – dat ass natierlech eng Realitéit, déi ganz schlëmm ass an déi mer musse bekämpfen –, mee et ass och eng aner Realitéit an anere Länner, dass déi meeschten Affer vu Gewalt awer nach ëmmer Männer sinn, wéi natierlech och déi meeschten Täter vu Gewalt Männer sinn.

A meng Fro ass am Fong un Iech: Gëtt et déi Statistiken, jee no Geschlecht, wat d'Täter an d'Affer ugeet bei Strofdoten? An do schwätzen ech elo net nëmme vu Gewalt, mee dat kënnen och Drogendelikter sinn a sou weider. Sidd Der bereet, wann et dat net gëtt, dat ze maachen? A wiert Der och ..., géift Der dat och gutt gesinn, dass een dat géif, wéi an anere Länner och, veréffentlechen, fir dass d'Populatioun och weess, ëm wat et geet, an dass een dann och kann déi néideg Preventiounsmesüre cibléiert uwenden?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Dann ass d'Wuert elo fir den Inneminister. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Och merci fir déi Fro. Den Här Keup huet sech op d'Statistike beruff. Ech hunn och Äre Post gelies viru Kuerzem, mengen ech, op X. Do hutt Der just Statistike vun 2021/2022. Do war ech nach net an der Regierung, just fir dat ze soen.

Ech hunn hei en Tablo matbruecht. Ech liesen Iech déi Zuelen net vir. Ech ginn déi dem President, fir datt

Der déi kënnt kucken. D'Police féiert am Kader vun de Violences envers des personnes en Tablo, wou ënnerscheet gëtt tëschent den Auteuren an de Victimmen. An an deenen zwou Kategorië gëtt tëschent den Infractioune Vol avec violence, Viol, Attentat à la pudeur a Rebellioun ënnerscheet. An do gëtt dann ëmmer gekuckt, differenzéiert tëschent männlechen Auteure respektiv weiblechen Auteure respektiv männleche Victimmen a weibleche Victimmen.

Ech mengen, et huet elo kee Wäert, datt ech Iech déi Abberzuel hei ... Mee natierlech kritt d'Chamber déi vu mir zur Verfügung gestallt.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci!

(M. Léon Gloden dépose un document.)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister. Mir stellen Iech da selbstverständlech déi Statistiken hei zur Verfügung, dat, wat ech hei krut.

Mir kommen dann zur Fro Nummer 149 vum Här Laurent Mosar un den Här Finanzminister iwwert d'Bankkonten, déi zougemaach ginn. Här Mosar, et ass un Iech.

– Question n° 149 du 3 décembre 2024 de M. Laurent Mosar relative à la fermeture des comptes bancaires, adressée à M. le Ministre des Finances

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Thematik vun de Bankekonten ass eng, déi eis scho méi laang an Otem hält. Net méi spéit wéi virun enger Rei vu Wochen, wéi eng bekannte Bank hei vun der Plaz decidéiert huet, Dausende vu Konten zouzemaachen, war dëse Sujet erëm eng Kéier komplett an der Aktualitéit. An duerfir war ech och frou, wéi ech an de leschten Deeg konnt liesen, datt elo 15.000 Konte vun där Bank op eng aner lëtzebuergesch Bank automatesch transferéiert ginn, soudatt déi 15.000 Titulairë vun engem Kont also och elo erëm en anere Kont hunn. Dat ass eng ganz positiv Noriicht.

Et bleift awer, datt besonnesch um Niveau vun den Entreprisen, och vun de Startuppen nach ganz vill esou Entreprisë Problemer hunn, fir nei Konten opzemaachen. An do hate mer jo och virun enger Rei vu Wochen an der Finanzkommissioun e längert Gespréich, och mam Direkter vun der CSSF. An do war eigentlech ofgemaach ginn, zesumme mat der Bankenassociatioun géif e Vademecum opgestallt ginn, deen och kloer géif d'Konditiounen definéieren, déi all Bank misst respektéieren, wa se en neie Bankekonto opmécht. An dee Vademecum, dee sollt dann och der CSSF pour approbation zoukommen.

Duerfir meng Froen un den zoustännege Finanzminister:

Éischtens: Wat sinn d'Informatiounen, déi Der generell nach hutt, wat déi besteeënd Bankekonte vun där bestëmmter Bank ugeet?

An zweetens: Wou si mer mat deem Vademecum drun? Ass deen entre-temps approuvéiert ginn a gëtt deen och kommunizéiert a publizéiert?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. Dann ass elo d'Wuert beim Finanzminister. Här Finanzminister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Ech soen och dem Laurent Mosar Merci fir dës Fro. Jo, Dir hutt dat richteg ënnerstrach. D'Liewen zu Lëtzebuerg ass net einfach ouni Bankkonto. Ech mengen, d'Leit hunn duerfir e Recht op e Basiskonto, wou se kënnen hir Pai kréien, wou se kënnen hir Pensioun kréien, awer och e Konto, wou se kënnen elementar Rechnungen dermat bezuelen, wou se kënne Suen ophiewe goen a wou se iwwerhaapt kënne Basisoperatioune maachen.

An dat Recht, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass och an der Gesetzgeebung verankert – dat gëtt oft vergiess –, virbehalteg natierlech zu all deene Gesetzgeebungen, déi sech ëm Wäisswäsche vu Suen a Finanzéierung vun Terrorismus bekëmmeren. Et ass och wichteg ze soen, dass dat Recht an der Praxis zu Lëtzebuerg ëmgesat gëtt. Nämlech sinn et déi grouss Banken zu Lëtzebuerg – dat ass d'Spuerkeess, dat ass d'Raiffeisebank, d'BGL BNP Paribas an d'POST –, déi esou Basisoperatioune mussen ubidden. An d'BIL, d'Interbank, déi hu sech deem och fräiwëlleg ugeschloss.

Dëse Punkt, an dat wësst Der, war am Summer, et war an der Ouschtervakanz, eklatéiert, dat weess ech nach genau. Géigestand vun den Diskussiounen – ech mengen, ech däerf dat hei oppe soen – war d'Kontosschléissung vu ville Konte bei der ING-Bank. An der Tëschenzäit, dat hutt Der och an der Press gelies, ass elo en Accord fonnt ginn tëschent der ING an der Banque Générale, an deen Accord, dee beträfft, loosse mer soen, geschat ronn 18.000 Clienten. An et ass e Prozess vun enger Iwwernam vun deene Konten, dee soll bis de Summer 2025 dann ofgeschloss sinn.

Déi betraffe Clienten, an ech wëll dat wierklech eng Kéier ënnersträichen, déi mussen elo net bei d'Banque Générale wiesselen. Si kënne sech och eng aner Bank eraussichen. Mee duerch deen Accord vun deem Transfert gëtt dat natierlech méi einfach.

Dir erënnert Iech, d'Fortuna-Bank an der Zäit, déi hat en änlechen Accord mat der Spuerkeess. Dat heescht, do sinn och eng ganz Rei vu Clienten, déi vun der Spuerkeess deemools vun der Fortuna iwwerholl goufen. D'BGL, kréien ech gesot, déi hätt och hir Ekippe verstäerkt, fir dass déi Clienten, déi potenziell elo kënnen eriwwertransferéiert ginn, och richteg encadréiert ginn. An déi national Finanzopsiicht, nämlech eis CSSF, d'Bankenopsiicht, déi kuckt dat och am Intressi vum Client.

Den zweete Punkt, deen Der mentionéiert, dat ass deen: Wat sinn d'Konditiounen, fir zu Lëtzebuerg e Kont opzemaachen? An Dir als aktive Mënsch vun der Finanzplaz, Dir wësst och ganz genee, dass dat e Souci ass an dass dat och en Element ass um Niveau vun der Kompetitivitéit vun eise Banken.

Richteg ass, dass d'CSSF iwwert déi lescht Woch – an ech krut dat och vum Generaldirekter vun der CSSF confirméiert – e sougenannte Vademecum, wat ee muss alles vun Ufuerderungen erfëllen, approuvéiert huet, deen d'Bankenassociatioun, nämlech d'ABBL, ausgeschafft huet.

Wat heescht dat dann elo konkreet? Majo, dass dat esou eng Zort vu Guide ass, wéi eng Ufuerderungen d'Banke solle stellen – dat ass de berüümte Prinzipp vum „know your customer" –, dat heescht: Wat fir eng Froe muss ech stellen a wat fir eng Beleeger muss ech hunn, fir dass esou e Kont kann opgemaach ginn oder net? An dat beträfft all Gesellschaft. Dat geet vun der Startup bis an déi kleng a mëttelgrouss Betriber wéi och d'Filiale vu grousse Gruppen. Dëse Guide soll Mëtt Dezember, also a 14 Deeg, publizéiert ginn.

An dat kënnt och nach zousätzlech, an dat ass wichteg ze soen – ech weess, dass d'Zäit ofleeft hei –, fir d'ASBLen, fir Syndikater, fir Trusten a fir Investmentfongen. Do wäert dee Guide an deene Wochen duerno kommen. An, ech mengen, dat ass eng gutt Nouvelle fir d'Finanzplaz, soudass déi Froen, déi do opkomm sinn am Summer, berechtegterweis, och gekläert sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Finanzminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 150 vum Här Meris Sehovic un den Här Inneminister iwwert d'Déngschtvëloe vun der Police. Här Sehovic, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 150 du 3 décembre 2024 de M. Meris Sehovic relative aux vélos de service de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. A verschiddene Länner huet sech den Asaz vu Policepatrullen op Vëloen als positiv an effikass erwisen, well et dozou féiert, dass d'Police méi no bei de Biergerinnen a Bierger ass an d'Presenz an de Quartiere ka verstäerken. Zum Beispill huet Däitschland scho laang Erfarunge mat Vëlopolice-Patrullen, besonnesch an de Stied, wou se flexibel an enke Stroossen an an de Foussgängerzonen agéiere kënnen.

Ech wëll dës Froestonn notzen, fir e konkreete Fall unzeschwätzen, dee sech rezent op engem Policekommissariat bei eis hei am Land zougedroen huet. Do wieren d'Beamte reegelméisseg mat den ale Vëloe vun der Administratioun op Patrull gaangen. D'Buergermeeschtere vun de concernéierte Gemenge waren explizitt fir dës biergerno Patrullen. A well d'Policeadministratioun dem Kommissariat awer keng elektresch Biken zur Verfügung stelle wollt oder konnt, hunn d'Policebeamten d'Offer vun de concernéierte Gemengen ugeholl, déi hinnen E-Bikes zur Verfügung gestallt hunn. Dës E-Bikes bidde vill Virdeeler fir de Gebrauch am Déngscht: D'Beamtinnen a Beamte kënnen zum Beispill méi grouss Distanzen zréckleeën a bleiwe presentabel wärend der gesamter Dauer vum Déngscht.

Dëse lokalen Erfolleg, géif ech elo mol soen, an der Kooperatioun tëscht de Gemengen an der Police – an ech mengen, dass déi gutt Kooperatioun tëscht de Gemengen an der Police dem Minister jo wichteg ass an domat och politesch gewollt ass – wier allerdéngs vun der Policehierarchie net guttgeheescht ginn, mam Resultat, dass e Verbuet ausgeschwat ginn ass, fir dës Vëloe vun der Gemeng ze notzen.

Dëst bréngt mech zu menge Froen: Wéi bewäert de Minister dëse konkreete Sachverhalt? Ass de Minister net der Meenung, dass dat, wat do eigentlech stattfonnt huet, an der Logik ass vu senger allgemenger Politick: e besseren Echange an eng méi enk Zesummenaarbecht tëschent Police a Gemengen, méi Proximitéit, méi Presenz och um Vëlo? Gëtt et Demandë fir Déngschtvëloe bei der Police? Gëtt et do konkreet Zuelen dozou?

An da vläicht méi allgemeng: Wéi steet de Minister grondsätzlech zum Asaz vu Policepatrullen um Vëlo? Wat sinn d'Pläng fir den Asaz vun esou Patrullen? Ech hu gesinn, dass am Budget 2025 40.000 Euro virgesi si fir den Akaf vun Déngschtvëloe bei der Police. A wéi enger operativer Logik wäerten dës Déngschtvëloen agesat ginn? Gëtt et geografesch Prioritéiten och beim Asaz vun deene Vëloen?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Dann huet den Här Inneminister d'Wuert. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci dem Deputéierte Sehovic fir dës Fro. En huet mech elo interpelléiert mat enger Remark – ech huelen un, dat ass em esou erausgerutscht –: En huet gesot, da wieren d'Polizisten um Vëlo méi presentabel wärend dem Déngscht. All

Polizist ass presentabel wärend dem Déngscht, Här Sehovic.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Da wéilt ech fir d'éischt och nach soen: Säit 2018 bis elo war keng offiziell Campagne bei der Police, fir mam Vëlo ze fueren. Wéi ech Minister gi sinn – an do sinn ech ganz bei Iech, et läit mer jo um Häerz, datt d'Gemenge mat der Police enk Hand an Hand schaffen, a well mer jo d'Proximitéitsaarbecht vun der Police wëlle fërderen a fuerderen –, hat ech eng Kéier en Austausch mat der Policedirektioun, ob et eng Méiglechkeet géif ginn, mol ze testen, ob ee kéint aner Gefierer wéi Autoen oder Motorrieder am Asaz asetzen.

Fir d'Police ass et wichteg, datt dat Material, wat de Polizistinnen a Polizisten um Terrain zur Verfügung gestallt gëtt, vun der Police bestallt gëtt, well esou e Material muss Krittären entspriechen, Sécherheetskrittären, Missiounskrittären. An duerfir ass et wichteg, wann eppes kaf gëtt oder eppes utiliséiert gëtt, datt et iwwert d'Police leeft an net iwwer eng aner Verwaltung. Ech hu Kenntnis vun deem Fall, deen Der elo hei grad beschwat hutt. A jo, et ass och richteg, datt gesot ginn ass vun der Police hirer Säit, dat géif net goen, well si eeben net dat Material geliwwert hunn an net wëssen, ëm wat fir e Material et sech do handelt.

D'Police wäert vun Abrëll bis September 2025 eng Testphas lancéieren, wou zwee E-Bikes pro Kommissariat zur Verfügung gestallt ginn. Hei si fënnef Kommissariater rausgesicht ginn: Diddeleng, Réimech, d'Ville-Haute, de Kierchbierg an Dikrech. Dat si Gemenge mat verschiddene Profiller, Landschaftsprofiller, Gegeebenheeten, fir eeben ze kucken, wéi sech den Asaz mat engem E-Bike wäert maachen. Niewent de landschaftleche Gegeebenheete gëtt awer och dann de Bilan gemaach betreffend d'operationell Plus-value, d'Kompatibilitéit mat der Missioun vun der Police an d'Kompatibilitéit mam Ekipement vun der Police. Dat si wichteg Krittären. An den Haaptkrittär ass natierlech ëmmer d'Sécherheet vum Beamten.

De Budget, hutt Der gesot, dee beleeft sech op 40.000 Euro fir 2025. A wann déi Testphas positiv bewäert gëtt, da wäerten och Déngschtvëloen an de Budget pluriannuel ageschriwwe ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister.

An da komme mer zur Fro Nummer 151 vum Här Marc Goergen un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert d'Stroossemarkéierungen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 151 du 3 décembre 2024 de M. Marc Goergen relative aux marquages routiers, adressée à Mme la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Haut geet et ëm d'Verkéierssécherheet, an zwar – Dir kennt et alleguerten aus Ären Autoen –: allegueren déi neitst Autoen hunn déi sougenannte Spurhalteassistenten. Déi bréngen awer just eppes, wann d'Stroossen och ugepasst sinn. An ech hat déi Diskussioun ëfters mat Ärem Virgänger, dee leider eng zimmlech stuer Meenung op deem Sujet hat, fir keng Mëttellinn, och net op de Landstroossen, anzezeechnen, wou een awer mat Géigeverkéier mat 90 km an der Stonn ënnerwee ass an deementspriechend déi Systemer dann einfach net fonctionéieren. Dat heescht, do kéint Der an de Géigeverkéier geroden an den Auto zitt Iech net zeréck.

Dofir meng Fro un d'Ministesch, ob vläicht déi nei Regierung do eng nei Positioun geholl huet, déi zu méi Verkéierssécherheet wäert féieren. Dir hutt dat nämlech net nëmmen op Landstroossen, Dir hutt et och deelweis op Nationalstroossen an de Stied an an den Dierfer. An ech fannen einfach, wa mer schonn déi Techniken hunn, dass en Auto kann en Accident verhënneren, dann ass et net, dass mer einfach soen: „Mir zeechnen dee Stréch net, fir dee System auszeschalten."

Et si Frontalaccidenter, wann een deen aneren erwëscht, déi mat där vun den déidlechsten Accidenter sinn, déi kënne geschéien. An dofir wär et wichteg, wa mer an Zukunft géifen eis Stroossen esou ausrüsten, dass déi Systemer, déi gutt erfonnt gi sinn an déi och hiren Notzen hunn, esou vun den Autoen a vun de Chauffere kënne benotzt ginn.

Merci.

Une voix | Eng gutt Fro.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. An dann huet d'Wuert d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten. Madamm Ministesch.

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Ech soen dem honorabelen Deputéierte Merci fir dës Fro. Ech hu jo d'Éier, ëmmer ganz vill Question-parlementairë gestallt ze kréien. A wéi ech dëse Sujet an der Mëttesstonn entdeckt hunn, huet dat mer eppes gesot, well, ech mengen, et war den 2. Oktober, wou ech op siwe Säiten op déi Froen och geäntwert hunn, op d'mannst probéiert hunn ze äntwerten, ganz exhaustiv. An an deem Kontext hat ech och drop higewisen ...

(Interruption par M. Marc Goergen)

Une voix | Hien hat d'Fro gestallt.

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | A jo, den Här Goergen, jo.

(Interruption)

Pardon?

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

(Coups de cloche de la présidence)

Madamm Ministesch, et ass un Iech.

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | An där Äntwert op d'Fro, déi den Här Goergen mer deemools gestallt hat ...

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, Madamm Ministesch.

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | An där Äntwert, déi ech proposéiert hat, hunn ech och drop higewisen, dass d'Markéierung oder d'Beschélderung net deen eenzege Krittär ass fir d'autonoomt Fueren. Esou en Auto muss och bei schlechtem Wieder, bei Schnéi, wou Markéierungen dann eeben net ganz sichtbar sinn, kënne fueren. Dat ass och bei Chantieren esou, wou da multipel Markéierunge sinn, wou esou en Auto muss kënne fueren.

An d'Approche, fir d'autonoomt Fuere reng iwwer Schëlder oder Markéierungen, Infrastrukture respektiv iwwer esou eng Mëttellinn ze realiséieren, entsprécht och net deem, wat op europäeschem Plang am Fong elo diskutéiert gëtt.

Ech kann awer och soen, dass bei eis hei am Land eis Stroossen et haut schonn erlaben, theoreetesch, autonom ze fueren. Et gëtt awer nach, wéi mer wëssen, keen nationale legale Kader, fir dës Systemer eebe komplett ze notzen.

Wat awer wierklech wichteg ass hei ze ënnersträichen, ass, dass et un dem Hiersteller vun de Gefierer oder den Hiersteller vun de Gefierer, et gëtt der jo méi, ass, ze kucken, dass déi Autoen dann och esou entwéckelt ginn, dass se wierklech op allen Infrastrukturen an an alle Konditiounen, Reen, Schnéi an esou weider, kënne benotzt ginn.

Fir dass d'autonoomt Fueren dann eng Realitéit gëtt, brauche mer verschidde Saachen. Mir brauchen éischtens eng komplett EU-Reglementatioun, wat d'Homologatioun ugeet. Do muss dru geschafft ginn. Am internationale Kader, do geet et ëm d'Wiener Konventioun, do muss dru geschafft ginn, wat elo d'Notze vun de Gefierer ugeet. An um nationalen Niveau muss dann och haaptsächlech emol de Code de la route deementspriechend ugepasst ginn. Do schaffe mer drun. Dat steet och am Koalitiounsaccord.

An ech wär och ganz frou, wann Der wëllt méi iwwert déi technesch Detailer schwätzen, fir dann, zesumme mat den Experten aus dem Ministère, aus mengen Administratiounen, och an déi zoustänneg Chamberskommissioun ze kommen, fir iwwert déi Detailer ze schwätzen. Ech mengen, d'Verkéierssécherheet ass eppes, wat eis wierklech alleguerten um Häerz läit.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

An da komme mer zur Fro Nummer 152 vum Här Mars Di Bartolomeo un den Här Premierminister iwwert d'Plattform „Pensioun. Schwätz mat!". Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 152 du 2 décembre 2024 de M. Mars Di Bartolomeo relative à la plateforme « Pensioun. Schwätz mat! », adressée à M. le Premier ministre

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, wann et eng wichteg Fro ass, da muss ee sech un de Chef riichten.

Plusieurs voix | A!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | An dat ass nun emol bei der Regierung e Premierminister. E Sonnden, 1. Dezember ass d'Biergerbefroung iwwert d'Internetplattform „Pensioun. Schwätz mat!" ofgelaf. Dat deklaréiert Zil vun der Regierung war et, eng transparent a sachlech Diskussioun mat den interesséierte Bierger ze féieren. Knapp 2.000 Beiträg koumen eran. Dovu goufen der 1.000 als eendeiteg Beiträg klassifizéiert. Eng 7.000 Besicher waren um Site. Laut Regierung sollten dës Beiträg elo ausgewäert a synthetiséiert ginn.

Elo ass et awer esou, datt elo scho vu Säite vum Ministère Kommentaren iwwert déi Beiträg kurséieren, wéi zum Beispill „verhale positiv Grondstëmmung".

Well mir der Meenung sinn, datt, wann een de Bierger befreet – och wann en dofir nëmme 500 Zeechen zegutt huet –, dat de Respekt verlaangt, dass een dat net scho vu virera bewäert an déi Kommentaren och net vu privaten Agencë begleede léisst.

Dofir richten ech mech un de Premierminister, vun deem ech weess, dass e méi Vertrauen an d'Chamber huet wéi a Privatagencen, ob en et net fir richteg géif fannen, dass all déi Beiträg – et sinn der keng 10.000, et sinn der jo elo 1.000, maximal 2.000 – direkt ongefiltert géifen un d'Chamber weidergoen. Mir sinn mindestens esou vertrauenswierdeg wéi Privatagencen!

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Da ginn ech dem Premierminister d'Wuert. Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, als Premierminister kritt een allméiglech Froen; dat hunn ech de Mëtteg scho gesinn, datt ee vum Âge numérique bis zu der Plattform vun de Pensiounsconsultatiounen, déi och numérique ass, muss direkt eng Äntwert prett hunn.

Ech géif der Chamber soen, datt, well mer jo an enger transparenter Demokratie liewen, ech dat mat engem favorabele Prejugé géif op de Wee ginn, an deem Sënn, datt ech mengen, sous réserve vum Dateschutz, wat mer e wichtege Prinzipp wär, ech mer kéint virstellen, datt een der Chamber géif Accès ginn zu deenen Eingaben, déi d'Bierger do gemaach hunn. Ech soen nach eng Kéier, den Dateschutz schéngt mer wichteg, well ech weess net, ob déi Leit alleguerte wëllen, datt hir Nimm zirkuléieren. Ech fannen, datt et wichteg war, datt dës Regierung op esou enger wichteger Fro d'Leit freet.

Ech wëll Iech soen, datt niewent deenen – an ech soen deene Merci –, déi hir Meenung do eraginn hunn, och ganz vill Leit esou hir Meenung gesot hunn. Wann ech d'Leit dobausse begéinen, schwätzen d'Leit mech op déi Thematik un, well se soen: „Dat ass eng ganz wichteg Thematik. Mir ginn alleguerte Gott sei Dank méi al. Wéi geet dat virun, wa mer 40 Joer an der Pensioun sinn? Wéi sollen déi Pensioune bezuelt ginn?"

Dat ass also en Theema, wat d'Leit beschäftegt. Duerfir hu mer déi grouss Consultatioun gemaach. Déi Leit, déi dat online op där Plattform eraginn hunn, datt dat och vun der Chamber ka mat an där Diskussioun, déi mer och mat der Chamber wäerte féieren, gemaach ginn – niewent där Synthetiséierung, déi d'Ministesch mécht an déi d'Regierung da wäert virleien hunn –, do gesinn ech keen Obstakel, fir dat ze maachen.

D'Regierung wäert un hirem Kalenner festhalen, an dat ass, fir am éischten Hallefjoer vum nächste Joer d'Konklusiounen aus deenen Diskussiounen ze zéien, an dann ze soen, wéi si sech déi nächst Etappe virstellt, an engem konstruktiven Dialog mat alle Forces vives vun der Natioun a selbstverständlech och mam Parlament, wat d'Basis ass vun eiser Demokratie.

Also ech huelen dat mat op dee Wee als eng Suggestioun, déi meng Ënnerstëtzung ka fannen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

An da komme mer zur leschter Fro vun haut de Mëtten, an zwar der Fro Nummer 153 vum Här Tom Weidig un d'Madamm Ministesch fir Gläichstellung an Diversitéit iwwert d'Unzuel vun de Geschlechter. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 153 du 2 décembre 2024 de M. Tom Weidig relative au nombre des sexes, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Madamm Minister, ech hat Iech eng einfach Fro gestallt: Wéi vill Geschlechter gëtt et?

Une voix | Olala!

(Interruption)

M. Tom Weidig (ADR) | An dat, well Dir beim Observatoire net méi vu Mann a Fra schwätzt, mee vu Geschlechter oder Genre. Dir hutt net geäntwert a gesot, ech soll emol d'Bicher kucken. An dat hunn ech och gemaach. Ech ...

(Interruption par Mme Barbara Agostino et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, Här Weidig, stellt Är Froen, wannechgelift.

M. Tom Weidig (ADR) | Ech hu souguer d'„EMMA" vum Alice Schwarzer nogelies. Do hate se och déi Thematik. A meng Konklusioun ass: Et gëtt zwou Aarte vu Keimzellen: Eezellen a Spermienzellen. An all Mënsch ass eng Fusioun vun deenen zwee. An et gëtt zwee mënschlech Organismen, déi dës produzéieren: Mann a Fra. An der leschter Plenière hu mir iwwer Fraekrankheete geschwat. An et gëtt och de Mount vun de Männerkrankheeten.

(Brouhaha)

A lo grad huet den Här Minister Gloden och vu Statistik geschwat, vu Mann a Fra. Dir kommt elo warscheinlech, datt Geschlecht e soziaalt Konstrukt ass. Ma, wéi vill där Konstrukter gëtt et dann elo? Zwee, fënnef, zéng oder en onendleche Spektrum? Ech mengen, dat wär och ganz wichteg, well en Observatoire muss jo am Fong geholl wëssen, a wéi vill Kategorien de Mënsch agedeelt soll ginn, fir all déi Egalitéiten tëschent deenen eenzelne Kategorien ze moossen. Duerfir, Madamm Minister: Wéi vill Geschlechter gëtt et dann Ärer Meenung no?

Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Dann huet d'Wuert d'Madamm Ministesch fir Gläichstellung an Diversitéit.

(Interruption et hilarité)

Sou, wannechgelift, e wéineg seriö hei.

(Brouhaha)

Madamm Ministesch.

Mme Yuriko Backes, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité | Ech fannen, déi hei Fro, déi ass esou wichteg, ech verstinn net, firwat se net och un de Premier gestallt gëtt.

(Hilarité)

Une voix | Très bien!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, Madamm Ministesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Yuriko Backes, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité | Ech sinn och ganz frou, dass dann iwwert dee Sujet gelies ginn ass. Ech sinn och honoréiert, Iech kënne matzedeelen, dass mer eng Gesellschaft hunn, wou et Fraen a Männer gëtt.

Une voix | A!

Mme Yuriko Backes, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité | Dat ass d'Majoritéit. Et gëtt och Leit, déi net binär sinn. Déi sinn och fir d'éischte Kéier an eisem Koalitiounsaccord mat erkannt. Dat si Leit, déi sech weeder als Fra nach als Mann identifizéieren oder spieren. Et gëtt och intergeschlechtlech Mënschen. Abee, am ADR-Walprogramm 2023 ass deem och Rechnung gedroen!

Plusieurs voix | A!

Mme Yuriko Backes, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité | Do kënnt Der vläicht och nach eng Kéier noliesen.

(Hilarité)

Mee dat ass alles absolutt näischt Neies! Ech mengen, dat doten, dat gouf et schonn ëmmer. Am Koalitiounsaccord steet och, dass mer eis solle fir de Respekt a fir d'Protection renforcée vun net binäre Leit asetzen. Dat ass och, wat mir probéieren ze maachen. Ech mengen, dat ass och ganz wichteg an eiser Gesellschaft.

Haut zum Beispill steet an eisem Koalitiounsaccord, dass d'Qualification neutre kéint a soll an d'Identifikatiouns- oder Identitéitsdokumenter als Optioun mat afléissen. Do schafft eis Justizministesch drun. Ech an, ech mengen, déi ganz Regierung an, ech mengen, wierklech sou zimmlech all Mënsch heibannen an der Chamber setzt sech fir eng divers Gesellschaft an, wou all Mënsch sech wuel spiert, wou all Mënsch och seng Plaz fënnt, fir eng oppen a fir eng tolerant Gesellschaft. A mir wieren eis géint all Tentative, fir eis Gesellschaft ze splécken, fir Stereotyppe permanent ze renforcéieren, fir ze stigmatiséieren, fir ze diskriminéieren a fir Leit auszegrenzen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité | An ech wäert mech weider dofir asetzen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

8. Motion de Mme Sam Tanson concernant les négociations de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne (UE) et le Marché commun du Sud (Mercosur)

(Motion déposée en séance publique n° 47 du 21 novembre 2024 – à consulter au compte rendu n° 20/2023-2028 en page 56)

Domat wär d'Froestonn ofgeschloss a mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, an zwar der Motioun vun der Madamm Sam Tanson iwwert d'Verhandlunge vum Fräihandelsofkommes tëscht der EU a Mercosur. Jiddwer Fraktioun huet 5 Minutten, all Sensibilitéit huet 2 Minutten, den Auteur 5 Minutten, d'Regierung 5 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Zeimet, den Här Yves Cruchten, den Här Fred Keup an den Här David Wagner. An d'Madamm Tanson als Auteure vun der Motioun huet elo d'Wuert. Madamm Tanson.

Exposé

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Jo, merci, Här President. Merci och dem Premierminister, dass en haut disponibel ass, fir déi Diskussioun hei ze féieren. Et war mer scho wichteg, dass mer se géife féieren, éier et zu engem definitiven Accord oder zu enger definitiver Zoustëmmung vun der Lëtzebuerger Regierung géif kommen. Mir wëssen net genau, wou déi Verhandlungen dru sinn. Mir kréie vläicht herno vun Iech do Prezisiounen.

Als Rappel: Et geet ëm d'Verhandlungen tëscht der EU an de Mercosur-Länner – also Argentinien, Brasilien, Paraguay, Uruguay – fir e Fräihandelsaccord. E Fräihandelsaccord, dee scho ganz vill Joren um Bockel huet. Viru 25 Joer ass ugefaange gi mat negociéieren. 2019 hat een och schonn ee Moment den Dossier relativ wäit bruecht, mee et gouf awer dunn zolidd Oppositiounen, och du schonn, an duerfir ass et dunn net weidergaangen.

An déi deemoleg Lëtzebuerger Regierung war och bei deene Länner, déi ganz vill Doutten hat. Et gouf och dunn e Communiqué geschriwwen. E Communiqué, op deen den Ausseminister a senger Äntwert d'lescht Woch bei den Debatten zur aussepolitescher Deklaratioun explizitt higewisen huet a gesot huet, dee géif eigentlech och nach ëmmer de Kader setzen.

An deem Communiqué war eebe gesot ginn, dass den Accord vu Paräis och misst respektéiert ginn, am Kader vun deem Accord – also hei elo vu Brasilien. Dee Moment war dat méi problematesch, datt

och déi gemeinsame Valeuren, och de Respekt vum Amazonas géif gëllen an een och de Baueren hir Situatioun géif ganz enk am A behalen, grad ewéi de Respekt vun den europäeschen Norme bei den Importer.

D'Suergen deemools waren u sech déi selwecht wéi haut.

Éischtens, wéi ass et mam Respekt vum Paräisser Accord an de Mercosur-Länner? Deemools loung, wéi gesot, de Fokus éischter op Brasilien, haut ass et dann Argentinien.

Zweetens, wéi en Impakt wäert en Accord op d'Ofholze vum Amazonas hunn? E Bësch, deen net nëmmen a Südamerika, mee weltwäit eng ganz wichteg Roll fir de Planéit, fir eis alleguerten, spillt. An dat en plus an engem Kontext, wou d'Europäesch Unioun hir Deforestatiounsreegelen no hanne verréckelt huet oder ausgesat huet.

Drëttens – ganz, ganz wichteg –, wat bedeit den Accord fir d'europäesch an natierlech och fir d'Lëtzebuerger Baueren? Ginn eventuell negativ Aspekter kompenséiert? An dat ëmsou méi an Zäiten, wou d'Bauere sech schonn extreem Suerge maachen ëm hir Existenz a wéi se iwwert d'Ronne solle kommen. Gëtt hei net eng zousätzlech deloyal Konkurrenz geschaaft fir eis lokal Produzenten?

A véiertens, wéi kënne mer sécherstellen, datt ons gutt a schützend Normen, ons europäesch Norme fir de Consommateur och bei deenen importéierte Produite garantéiert ginn?

Well ech jo weess, wéi gär engem hei awer d'Wierder an de Mond geluecht ginn: Nee, mir sinn net géint de Fräihandel! Mir hunn dat hei och scho méi wéi eng Kéier gewisen. Mir wëssen och, datt et fir e staarken europäesche Maart Opportunitéite brauch, ouni héich Douaneskäschten op aner Mäert kënnen ze exportéieren, ëmsou méi an Zäiten, wou all déi grouss Mäert probéieren, op déi eng oder aner Aart a Weis hir Produzenten ze schützen, an och mat den Ongewëssheeten, déi e President – ënner anerem e President Donald Trump – an deem dote Kontext mat sech bréngt.

Mir wëllen allerdéngs net, datt esou Accorden zulaaschte gi vun deenen, déi hei onst Iesse produzéieren; oder zulaaschte vun de Konsumenten, déi sech drop verloossen, datt dat, wat et hei ze kafe gëtt, och gewëssenen Normen entsprécht; och net zulaaschte vun der Ëmwelt, andeems mer duerch d'Ofholze vum Amazonas, wat riskéiert ugeheizt ze ginn duerch dësen Accord, wäertvoll Bëscher verléieren.

A mir hunn och als Endconsommateur hei eng Verantwortung dofir, a wéi enge Konditiounen déi Mënsche schaffen, déi um aneren Enn vun der Welt fir ons hei Produiten hierstellen. Et kann ee jo net op där enger Säit astoe fir eng Politick hei am Land, déi d'Bauere stäerkt, fir se dann op där anerer Säit duerch esou Accorden ze schwächen.

An duerfir froe mer d'Regierung, op déi Punkten – wéi déi an der Motioun, an déi, déi ech elo opgezielt hunn – opzepassen, an dem Accord och nëmmen zouzestëmmen, wann dës Punkte respektéiert sinn.

An ech profitéiere vun der Presenz vum Premierminister, fir och ze froen, wéi eng Reserven – den Ausseminister hat se d'lescht Woch a senger Ried ugeschwat – mussen opgehuewe ginn, fir dass d'Lëtzebuerger Regierung hir Zoustëmmung kann zu dësem Accord ginn. An och, ob Dir elo, Stand haut, wësst, wéi et notamment mat de Garantië steet zum Paräisser Accord an eeben och zu der Situatioun vun de Baueren an Europa.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson.

Dann ass d'Wuert elo beim Här Laurent Zeimet. Här Zeimet.

Discussion générale

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Och merci der Madamm Tanson fir d'Aféierung hei an hir Motioun. Villes vun deem, wat si seet, deele mer – sécherlech. Déi Bedenken, déi se scho geäussert huet, kënne mer och deelen. An et kann een natierlech och feststellen, datt deen Zäitpunkt, fir iwwer Fräihandelsofkommessen ze diskutéieren, elo vläicht méi wéi schlecht fält, vu datt éischter protektionistesch Tendenzen amgaange sinn, sech op der Welt breetzemaachen. Oder et kann een et natierlech och aneschters gesinn: Et ass immens couragéiert, elo nach iwwerhaapt vu Fräihandel ze schwätzen a mat engem Fräihandelsofkommes wëllen opzetrieden.

Et muss een awer och feststellen, datt de Mercosur dee fënneftgréisste Marché op der Welt ass, mat gutt iwwer 280 Millioune Consommateuren. An d'Europäesch Unioun huet an 20 Joer e massive Réckgang misse feststelle vun deem, wat se op deem Marché konnt verkafen, vu 35 % erof op 17 %.

Bei dësem Fräihandelsofkommes geet et jo net nëmmen ëm den Import, mee et geet och ëm den Export, op dee mir als Lëtzebuerg an och als Europäesch Unioun awer och ugewise sinn. A mir musse feststellen, datt sech op dësem Marché am Moment China breetmécht.

D'Fro ass also och: Wëlle mer dat nach nokucken oder wëlle mer agéieren? Mir sinn a mir bleiwe fir de fräien Handel. Mir sinn a mir bleiwen awer och fir e fairen Handel. An d'Madamm Tanson huet villes vun deem virdrun ugeschwat.

Si huet awer och gesot, datt mir net wëssen, wou déi Negociatiounen dru sinn. Well et ass jo net eis Regierung, déi do verhandelt, mee et ass d'Europäesch Kommissioun, déi verhandelt. An déi Verhandlunge si jo och nach net ofgeschloss, soudatt villes vun deem, wat Der hei opfuerdert, eigentlech op Hypotheese baséiert: Wat, wann? Wat maache mer, wann?

A mir mengen net, datt dat elo e Moment ass, fir d'Regierung op Hypotheesen hin zu iergendeppes opzefuerderen, mee den Ausseminister hat et viru kuerzer Zäit hei an der Chamber betount: Mir wëlle keng Kaz am Sak kafen! Mir wäerten oppassen, wat bei dëse Verhandlungen erauskomm ass. Mir wäerten eis dat ukucken an eis da positionéieren. Mee dee Moment ass eeben nach net komm. A mir gesinn am Moment kee Grond, fir dës Motioun aus deenen Ursaachen zu dësem Moment unzehuelen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Dann ass d'Wuert beim Här Luc Emering. Här Emering.

M. Luc Emering (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Motioun vun der Madamm Tanson ass eng ganz wichteg Motioun, wou och ech als Bauer mat enger ganzer Rei Fuerderungen, déi an där Motioun hei ernimmt ginn – d'Kompetitivitéit, d'Concurrence déloyale par rapport zu den europäesche Liewensmëttelproduzenten –, 100 % averstane sinn.

Wéi all Medail huet och de Mercosur seng zwou Säiten. Mir musse bedenken, dass duerch d'Wal vum neien US-President, dem Här Trump, d'Taxe vun europäeschen Agrargüter, déi an d'USA exportéiert ginn, riskéieren, an Zukunft an d'Luucht ze goen.

China wäert duerch d'Strofzëll an den USA probéieren, en Deel vu sengem Export op aner Plazen ze verlageren, wouvunner och mir wäerte betraff sinn. Do dobäi stinn och nach Taxen am Raum, dëst op Agrarprodukter, wann am Géigenzuch d'EU Taxen op d'Elektroautoen aféiert, déi aus China kommen.

Wann dësen Accord net zustane kënnt, fält e weidere grousse Marché, nämlech dee vun de Mercosur-Länner, aus, wat d'Sparte vun de Vereedelungsprodukter an der Mëllech hefteg wäert treffen.

Déi dräi Komponenten zesummen, also Amerika, China, Mercosur-Länner, riskéieren, eng Mëllechkris auszeléisen, wéi d'EU se an der Geschicht nach net virdru gesinn huet. Et sinn also och Deeler aus dem landwirtschaftleche Secteur, déi vun dësem Accord wäerte profitéieren.

Déi aner Säit vun der Medail ass déi, dass awer och, wéi d'Madamm Tanson et beschreift, aner Sparten an der Landwirtschaft wäerte batter getraff ginn. De Fleeschsecteur wäert leiden duerch Importer vu Fleesch, wat vu Béischte staamt, déi mat Fudderzousätz gefiddert gi wéi mat Hormoner, genmanipuléiertem Soja, genmanipuléiertem Mais, an déi zu Dausenden a Feedlots gehale ginn et cetera.

Wa mir hei keng kloer Clauses miroirs ausgehandelt kréien, begruewe mer eigentlech e gudden Deel vun der europäescher Gemeinsamer Agrarpolitick. Mat guddem Recht wäerte sech zumindest eng ganz Rei Baueren an Zukunft froen, wat dat Ganzt nach fir Sënn huet.

Et ass dofir wichteg, well en Accord ëmmer besser ass wéi keen Accord, dass mer der Regierung den Handlungsspillraum loossen, fir kloer verschäerfte Kontrolle beim Import vu Produiten an d'EU ze fuerderen, ze fuerderen, dass Geld an d'Hand geholl gëtt, fir eise Fleeschproduzenten an de Fleeschproduzenten aus der ganzer EU ze hëllefen, déi Perten opzefänken, déi duerch d'Importwuer entstinn. Dës Pertë musse kloer ausgerechent ginn a kompenséiert ginn, ier ratifizéiert gëtt. A wann dëst eis geléngt, déi positiv Aspekter aus dem Accord an de Fokus ze setzen an déi negativ ofzefiederen, ouni eis lokal, regional, länneriwwergräifend Ekonomie, Industrie a Landwirtschaft futti ze maachen, si mer um richtege Wee.

Deemno bieden ech, dës Motioun net matzestëmmen, woubäi mer der Regierung d'Méiglechkeet ginn, déi Punkten ëmzesetzen, déi ech erkläert hunn. Merci.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering. Dann ass d'Wuert beim Här Yves Cruchten. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Als Alleréischt géif ech gären, am Numm vu menger Partei, bedaueren, datt mer net virdrun heiriwwer an der Kommissioun konnte schwätzen. Dat war am Fong dat, wat mer hei ofgemaach haten an der Debatt, zesumme mat dem Här Ausseminister, wou mer en drop higewisen hunn, dass d'Regierung géif eng Zort Mixed Signals ginn. Eise Premierminister huet an der Press gesot, dass eigentlech dem Ofschloss vum Accord Mercosur näischt méi géif am Wee stoen, wärend eisen Ausseminister awer gemengt huet, do misst nach ganz vill nogebessert ginn.

An deemools hate mer gesot, fir dat awer ze clarifiéieren, sollte mer an d'Kommissioun goen. An d'Regierung, besonnesch den Här Bettel, huet eis do geäntwert, dass dat selbstverständlech wier an dass e wéilt an d'Kommissioun kommen, well am Endeffekt kee vun eis weess, wat an deem Accord drasteet!

Mir schwätzen also iwwer eppes dach relativ Fiktives. An ech halen och dofir drop, dass dat nach soll geschéien an dass mer an der Kommissioun eis sollten déi néideg Zäit huelen. De President vun der Kommissioun hat mer och schonn zougesot, dass mer dat wäerte maachen. An ech fannen, dat ass och de richtege Wee.

(Interruption)

Den zweete Punkt, deen ech wéilt soen: Zum Contenu vun der Motioun vun der Madamm Tanson wëll ech awer soen, do steet dran, dass de Klimaaccord vu Paräis soll respektéiert ginn, dass mer eng Protektioun erwaarde vun eiser Landwirtschaft vis-à-vis vun deloyaler Konkurrenz, dass mer d'Ofholze vum Reebësch solle verhënneren, dass et Protektioune muss gi fir Salariéen an Allméigleches, also all déi Saachen, déi mer kennen an déi eigentlech net nei sinn, well dat ass d'Positioun gewiescht vun der viregter Regierung. An dofir kënne mir mam Contenu vun där Motioun och absolutt averstane sinn.

Drëttens géif ech awer gäre soen, dass eis dat Allerwichtegst an dëser Motioun feelt, nämlech datt d'Chamber an déi dote wichteg Debatt matagebonne gëtt. A mir wëssen haut net: Gëtt et en Accord mixte oder gëtt et keen Accord mixte? Wann et keen Accord mixte gëtt, da gëtt d'Chamber eigentlech iwwerhaapt net méi gefrot. A mir haten dee Fall bei CETA, do ass herno decidéiert ginn, dass et en Accord mixte wär an dass mer eis missten als Chamber domadder ausenanersetzen, wat mer och do gemaach hunn. Do konnten alleguerten d'Argumenter ausgetosch ginn.

An an deem Sënn géif ech proposéieren, d'Motioun vun der Madamm Tanson ze ergänzen iwwer e weideren Invite. An ech erfannen do näischt Neits, ech iwwerhuelen einfach de Saz aus enger Motioun vun 2016 zum CETA-Accord mat Kanada. Ech liese se eng Kéier vir: „Nous invitons le Gouvernement à consulter la Chambre des Députés (veuillez lire: à consulter la Commission des Affaires étrangères) afin d'y débattre la position du Gouvernement avant toute prise de décision au sein du Conseil de l'UE concernant les propositions de décision que la Commission européenne soumettra au Conseil." Wat also näischt aneres bedeit, wéi dass mer als Chamber enk do matagebonne ginn, woubäi mer dann iwwer alleguerten déi Ängscht, déi an där Motioun ausgedréckt ginn, déi d'Madamm Tanson zu Recht hei virbruecht huet, sereinement an der Kommissioun kënnen diskutéieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass jo esou, dass mer och prinzipiell fir de fräien Handel sinn an och fir fräi Handelsaccorde mat anere Regiounen op der Welt antrieden.

Et ass awer och esou – an ech mengen, dat ass dat Allerwichtegst, an dat geet wäit iwwert dat eraus, wat hei op deenen zwou Säiten a méi Motioun steet, an dat ass dat, wat och virdru mäi Virriedner hei gesot huet –: Fir eis ass et elementar wichteg, dass esou Accorde wéi déi doten och an den nationale Parlamenter musse ratifizéiert ginn. A mir bestinn drop, dass, wann deen Accord bis ausgehandelt ass, deen hei an der Chamber diskutéiert gëtt an och ofgestëmmt gëtt. Dat ass d'Roll vun den nationale Parlamenter. An dat hätte mir och gären esou.

An ech hoffen dann och, wann och aner Parteien dat wëllen, dass dat geschitt. An ech mengen, dat wier och hei déi richteg an déi wichteg Motioun gewiescht, an net onbedéngt dat heiten, wou ee ganz vill natierlech Punkten ugëtt, déi eis och gefalen, wou een awer natierlech och de Verhandlungsspillraum, wann een dat esou géif ëmsetzen, wat jo souwisou net géif geschéien, géif anenken.

Ech wëll awer nach op eppes aneres agoen, an dat ass dat, wat hei an der Motioun steet, an dat, wat och d'Autrice vun dëser Motioun, d'Madamm Tanson, virdru gesot huet. Hei steet nämlech dran, bei de Grénn: „les difficultés auxquelles sont soumises déjà à l'heure actuelle les agriculteurs luxembourgeois". An d'Madamm Tanson huet viru gesot, dass d'Bauere sech extreem Suerge maachen an dass se deelweis net méi iwwert d'Ronne kommen.

An Dir Dammen an Dir Hären, ech muss Iech awer eppes soen: Wann d'Bauere sech extreem vill Suerge gemaach hunn déi lescht 10 Joer, da war dat ganz staark, well déi gréng an der Regierung waren ...

Plusieurs voix | A!

M. Fred Keup (ADR) | ... a well ganz vill eng gréng Politick gemaach ginn ass: Environnement, Ëmweltoplagen, Gréngzon bauen, wou d'Baueren iwwerhaapt net zefridden dermat waren a wou d'Bauere wierklech immens vill Problemer domadder haten.

An dowéinst fannen ech dat heiten e bësse culottéiert, wann déi Partei, déi am Fong d'Baueren am meeschten ... Wéi soll ech dat elo propper ausdrécken?

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Also, déi gréng si jo wuel net an all den europäesche Länner an der Regierung, wann ee gesäit, wéi d'Baueren do op d'Strooss ginn, Här Keup, gell?

M. Fred Keup (ADR) | Wat d'Baueren am meeschte gestéiert huet: dass déi Partei elo higeet an hei fuerdert, dass d'Problemer vun de Bauere sollen iwwert dëse Wee geléist ginn.

Ech erënnere mech drun: D'Jongbaueren – mengen ech, waren et – hunn op de Stroossen hei am Land gréng Kräizer laanscht d'Strooss – gréng Kräizer, musst Der Iech virstellen! – opgeriicht, fir géint déi gréng Politick géint d'Baueren ze protestéieren. An dann dat heiten! Also, ech kann ...

M. Sven Clement (Piraten) | Hutt Dir net rout an Ärem Logo? Do ware rout Stiwwelen derbäi, Här Keup!

(Hilarité)

M. Fred Keup (ADR) | Ech kann ëmmer nëmme soen: Dat do ass culottéiert!

(Interruptions)

Wann een dat heite liest, Dir Dammen an Dir Hären, da kënnen engem just d'Dronkenellen ausgoen. An ech kann dat heiten also absolutt net verstoen. Mir mussen d'Baueren ënnerstëtzen. An d'Baueren, kann ech Iech soen, déi sinn och ganz frou iwwert dat, wat elo ass, ...

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Wat?

M. Fred Keup (ADR) | ... wou si net méi an der Regierung sinn. Mee et ass ganz kloer esou. An d'Baueren, Madamm Tanson, wann ee sech gefreet huet – ech kenne ganz vill Baueren – iwwert dat lescht Resultat am Oktober 2023, dass déi gréng esou vill verluer hu wéi nach ni eng Partei am Lëtzebuerger Land, da war dat de Beruffsstand vun de Baueren hei am Land!

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup.

(Brouhaha)

An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, et ass un Iech.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech erënnere mech nach gutt un d'Diskussiounen, déi mer hei haten zum CETA, wou mir Piraten kategoresch dergéint waren an och esou ofgestëmmt hunn. Leider koum deemools de CETA awer duerch. Mir gesinn dëst genausou kritesch. Deemools, ech erënnere mech nach un d'Diskussiounen, wann ech et richteg an Erënnerung hunn – mee Dir kéint mer vläicht hëllefen –, war souguer, mengen ech, d'CSV opgestanen an aus dem Sall gaangen, wéi et ëm de CETA gaangen ass, fir dat ...

(Interruption)

Am Kapp hunn ech schonn eppes ...

Elo mat Mercosur soll jo ... Et sinn nach net vill Informatioune bekannt, mee mat Mercosur soll et jo eigentlech fir eis Baueren nach méi schlëmm ginn. Dat heescht, mir als Piraten hunn nach méi Bauchwéi wéi deemools scho beim CETA – an do hu mer eis kräfteg dergéint gewiert –, fir esou ee Fräihandelsaccord ze ënnerschreiwen.

(Interruption)

Dofir wäre mer haut och éischter fir eng Enthalung gewiescht. Mir verstinn d'Punkte vun déi gréng, déi och ganz korrekt sinn. An et muss een d'Bauere schützen, mee a sech misst ee se schützen, andeems ee guer keen esou en Accord duerchbréngt.

Ech muss awer och soen, dass dem Här Cruchten säi Saz, deen e wëll derbäisetzen, dass d'Chamber soll matagebonne ginn, immens sympathesch ass. A wann dee Saz dra wär, géife mir dat och esou matstëmmen. Well et ass wichteg, dass d'Chamber dran ass, a mir hunn dat deemools och beim CETA gemierkt. Ech erënnere mech do nach u grouss Demonstratioune virun der Chamber. An dat war och eng breet Diskussioun an der Gesellschaft. An dat muss och bei Mercosur méiglech sinn.

Et kann net sinn, dass dat an iergendwelchen Hannerzëmmer herno vun der EU verhandelt gëtt an dann d'Parlament dat einfach esou op engem schéine sonnege Mëtteg duerchwénkt. Dat dote wäert schaarf Konsequenzen hunn: fir eis Baueren, fir eis Landwirtschaft. An et ass e ganz seriöt Theema, wou d'Chamber soll agebonne ginn. An d'Regierung sollt sech et och dräimol iwwerleeën, ier se do Accorde wäert agoen. An an der Europäescher Kommissioun wäerte se och missen eng Positioun huelen, fir eis Bauere weiderhin ze schützen, well dat heiten ass eng grouss Gefor! An dofir hoffen ech, dass eis Regierung do mat ganz vill Virsiicht wäert drugoen, an net dat duerchwénkt wéi de CETA.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Dann ass d'Wuert beim Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo. Merci, Här President. Mir schwätzen hei tatsächlech net iwwert de fräien Handel. Déi verschidden Accorden – et gouf scho vum CETA geschwat, et kann een nach zréckgoe bei den TTIP et cetera, oder aner Accorden, déi d'Europäesch Unioun ofgeschloss huet mat afrikanesche Regiounen – sinn u sech Accorden, déi haaptsächlech grouss Entreprisë favoriséieren.

An deem Fall ass et natierlech d'Industrie, d'Agrarindustrie. Well, ech mengen, et muss een éischter vun Agrarindustrie schwätzen, an net méi esou richteg vu Baueren. Wann een a Latäinamerika vun de brasilianeschen oder argentineschen oder uruguayeschen et cetera Bauere schwätzt, dann huet een et mat Businessleit ze dinn, déi och ... Dat si keng Gudder!

A Brasilien, zurzäit de Movimento sem Terra (veuillez lire: Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem

Terra), also déi grouss Gewerkschaft vun de landlose Baueren, déi sinn och géint deen heiten Accord, well si ganz genau wëssen: Deen doten Accord, deen ass zugonschte vun de grousse Proprietären, déi net zécken – déi net zécken! – Privatmilizen anzestellen, fir Gewerkschaftler ëmzebréngen! Dat war ënnert dem Bolsonaro. Bon, dat war e Faschist natierlech, deen huet se protegéiert. Mee déi aktuell Regierung, déi ënnerhält leider och net vill, well déi esou vill Muecht hunn. Dat heescht, esou en Accord wäert déi grouss Entrepreneure stäerken.

An et ass natierlech och katastrophal fir déi europäesch Landwirtschaft. Mee natierlech wäert dat awer och derzou bäidroen, datt duerno gréisser Betriber – ech weess net, ob d'Lëtzebuerger esou direkt dovunner betraff sinn, mee an anere gréissere Länner – ..., datt gesot gëtt: „Ma, mir mussen elo bei der Konkurrenz do matmaachen." A mir mussen dann ... Wat ass dann hir Äntwert?: „Mir mussen déi sozial Krittären erofsetzen an d'ëmweltpolitesch Krittären erofsetzen."

Dat heescht, mir hunn eng Spiral no ënnen, fir kënne kompetitiv ze sinn. An do hu mer e reelle Problem. Natierlech, da kann een esou vill Gesetzer maachen, fir ze soen: „Mir hunn esou vill Sozialoplagen, ëmweltpolitesch Oplagen an der Landwirtschaft." Wa mer souwisou esou Accorde matënnerschreiwen, dann ass dat alles fir d'Kaz gewiescht!

Et stellt sech d'Fro, ob et iwwerhaapt Sënn mécht, eng Agrikultur ze hunn, déi souwisou nach op den Export ausgeriicht ass, ob dat nach Sënn mécht am 21. Joerhonnert oder ob d'Agrikultur net aneschters soll organiséiert ginn. Well eng Agrikultur einfach esou am fräien Handel, déi op den Export ausgeriicht ass, do wäerten d'Europäer esou oder esou verléieren.

Dofir menge mir och leider, datt déi Motioun ... Mir wäerten eis enthalen, well mer der Meenung sinn, datt deen Accord muss falegelooss ginn. Mir kennen d'Detailer net, mee iwwerall op der Welt: Déi, déi betraff sinn, sinn dergéint, a si wësse ganz genau firwat.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Dann ass et un der Regierung. Här Premierminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, zënter der Debatt, déi d'Chamber gefouert huet ronderëm d'aussepolitesch Deklaratioun vum Ausseminister, gëtt et eigentlech keng substanziell nei Developpementer. Dofir géif ech gären déi Motioun, déi mer haut hei diskutéieren, vun der Madamm Tanson, nach eng Kéier an de generelle Kontext setzen.

An ech si frou, datt d'Madamm Tanson an hirer Interventioun gesot huet, datt och hire Grupp fir de fräien Handel steet. An och déi aner Intervenanten hunn dat bal alleguerte rappeléiert. Den Enjeu vun esou engem Fräihandelsaccord – dee vum Mercosur wéi anerer – ass eigentlech, datt mer méi Wuelstand kréien, well nëmmen, wa mer Handel maachen als Lëtzebuerg an als Europäer – a virun allem als Lëtzebuerg, well mer e klengt Land sinn –, ... da brauche mer Mäert/Marchéen, op deene mer kënnen déi Produkter, déi mer produzéieren, och kënne verkafen. An duerfir mécht een Handelsaccorden.

Et gëtt also en direkten ekonomeschen Interêt, fir Handelsaccorden ofzeschléissen. An duerfir hunn ech och an engem Bréif virun e puer Méint, zesumme mat enger Rei anere Regierungscheffe gesot: „Mir wäre frou, wann dësen Handelsaccord géif ofgeschloss ginn, fir datt mer eebe méi Debouchéë kréie fir eis Industrie, fir eis aner Betriber." Well grad an enger Zäit, wou aner Kontinenter, wéi Amerika, wéi China, sech nach méi wäerten ofschléissen, méi protektionistesch ginn, geet et drëm, datt mer Aarbechtsplazen an Europa kënnen halen. An duerfir brauche mer aner Mäert.

An et ass virdrun, notamment vum Här Zeimet, drop higewise ginn, datt de Mercosur nun ëmmerhin e ganz grousse Marché ass, mat ronn 260 Millioune Consommateuren. Et ass also gutt, datt mer eis Mäert opmaachen, well soss sëtze mer herno op eise Produkter a mir verléieren Aarbechtsplazen – wéi mer elo scho gesinn an Däitschland, wou ganz vill Industrien hir Produkter net méi lassginn, well aner Mäert sech zoumaachen. Och geopolitesch huet duerfir esou en Accord eng grouss Bedeitung.

Dat ass, fir de Prinzipp an och de Kontext nach eng Kéier ze setzen.

Da muss ee selbstverständlech kucken, datt dat, wat do drasteet, net eng onfair Konkurrenz ass mat deem, wat mir an Europa maachen. An duerfir muss ee selbstverständlech d'Suerge vun de Baueren eescht huelen! D'Suerge vun de Baueren, déi sech zu Lëtzebuerg virun allem an der Randfleeschproduktioun manifestéieren, well, ech mengen, notamment an der Mëllechproduktioun géife mir net bis a Latäinamerika exportéieren, mee do gëtt et manner Tariffer an Zukunft. Dat heescht, fir eng Rei Agrarbetriber och an Europa kann dat Debouchéen duerstellen.

Mir mussen d'Suerge vun de Baueren eescht huelen. An ech si frou festzestellen, datt dës Regierung et bis elo fäerdegbruecht huet, datt op all deene Sujeten, déi och zu Bréissel diskutéiert ginn, d'Baueren net op der Strooss stoungen, mee datt mir mat de Bauere geschwat hunn. Well wat soen eis d'Baueren? D'Bauere soen eis: „Mir kréien esou vill Reglementatiounen opgebrummt a mir hätte gären, wann anerer op eise Marché kommen, datt déi no den nämmlechte Konditioune musse produzéieren."

Mir wäerten eis derfir asetzen, datt déi Garantie och besteet. An duerfir wëll ech Iech soen, datt ech zesumme mat der Landwirtschaftsministerin an deenen nächsten Deeg d'Vertrieder vun de Bauere wäert empfänken, fir Punkt fir Punkt iwwert dee Projet d'accord, sou wéi e bis elo do ass, nach eng Kéier ze diskutéieren.

An ech wëll dat nämmlecht maache mam Industriesecteur, dee ganz besuergt wier, wa mer keng Accord-de-libre-échangë méi hätten. An duerfir wäert ech och an deenen nächsten Deeg e Gespréich mat den industrielle Federatiounsvertrieder féieren.

D'Konsumente sinn, nieft de Baueren, eis Suerg. An duerfir ass et wichteg, datt an deem Accord och steet, datt d'Gesondheetsstandarden, d'Standards sanitaires et phytosanitaires, selbstverständlech déi nämmlecht musse si wéi déi vun eise Länner.

Wat d'Ëmwelt ubelaangt, an do huet d'Madamm Tanson zu Recht drop higewisen, an dat ass och eis Suerg, datt mer selbstverständlech musse kucken, datt d'Ëmweltkrittäre respektéiert ginn. Dat sinn d'Accorde vu Paräis. Duerfir sollen déi och an deem Accord additionnel drageschriwwe ginn. Dat gëllt natierlech och fir d'Protektioun vun de Bëscher am Amazonas. An ech sinn dervun iwwerzeegt, datt d'Europäesch Kommissioun och do an deenen Texter, déi fir de Moment an der Negociatioun sinn, déi noutwendeg Garantië wäert kréien – also besser Garantië wéi 2019.

Elo muss een awer feststellen, wa mer keen Accord kréien, da sinn ech net onbedéngt der Meenung, datt mer eis Ekonomie da méi protegéiert hunn. Well et ass och haut schonn esou, datt zum Beispill beim Fleesch 200.000 Tonne Rëndfleesch aus dem Mercosur an d'Europäesch Unioun kommen!

Déi Iddi also, déi heiansdo seet: „Mir schützen eise Marché", déi ass falsch! Vun deenen 200.000 Tonne komme 50.000 Tonne mat engem Tarif douanier, deen eppes ëm 40 % ass. An trotzdeem komme se eran! Also hu mer all Interêt ze kucken, datt mer Konditiounen an deem Accord hunn, déi op gläich Standarden hischaffen. An ech sinn dervun iwwerzeegt, datt d'Europäesch Kommissioun dorunner och wäert schaffen. A mir wäerte se, opgrond vun deenen Texter, wa se kommen, dann och dorop jugéieren.

Wat d'Prozedur ubelaangt, ass et esou, datt e Sommet tëscht der Europäescher Unioun, representéiert duerch d'Europäesch Kommissioun, an dem Mercosur zu Montevideo am Uruguay vum 5. bis de 7. Dezember stattfënnt, datt do weider verhandelt gëtt, notamment iwwert deen Accord additionnel, dee Protocole additionnel, deem säin Text mir fir de Moment net kennen, mee wou notamment iwwert den Accord vu Paräis solle Garantien drastoe kommen.

Wa mer dann all déi Texter hunn, dann ass et selbstverständlech, datt mer déi hei zu Lëtzebuerg diskutéieren an der Regierung – natierlech! –, éier mer Instruktioune ginn op Bréissel un eis Vertrieder, fir Jo oder Nee ze soen. A selbstverständlech fannen ech et nëmmen normal an enger Demokratie, datt mer an esou engem Processus och d'Chamber consultéieren.

Duerfir géif ech ofschléissend, Här President, soen, datt ech der Meenung sinn, aus der Siicht vun der Regierung, datt déi Motioun vun der Madamm Tanson verfréit ass, well mer den Text jo nach net kennen. An et kann een net eppes ofleenen, wat een nach net ganz kennt.

An zu dem Ajout, deen den Här Cruchten proposéiert huet, géif ech soen: En ass e bësse superfetatoire, well ech Iech soen, datt et mer normal schéngt, bei esou engem Sujet wéi dësem, datt een d'Chamber consultéiert, datt ee mat esou engem Text an d'Chamber geet. A souguer: Wa mir eis net géifen ubidden ze kommen, da géift Dir eis ruffen. An dat schéngt mer nëmmen normal, datt iwwer esou en Text breet an der Bevëlkerung diskutéiert gëtt.

Generell awer wëll ech nach eng Kéier soen, datt d'Regierung der Meenung ass, datt mer esou Fräihandelsaccorde brauchen, well ouni fräien Handel, wa mer just op eisem klenge Marché sëtzebleiwen, da sti schlecht Zäiten u fir eis Aarbechtsplazen an Europa, fir eise Wuelstand. A mir hätte gären, datt de Wuelstand eropgeet, an net erofgeet.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

Ier mer elo zur Ofstëmmung kommen, ass awer nach eng Demande do gewiescht vum Här Cruchten, deen hei eng Proposition d'ajout gemaach huet. An ech wëll awer wëssen, iwwer wat mer elo ofstëmmen. An dofir kritt d'Madamm Tanson d'Wuert, fir dozou Stellung ze huelen. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Jo, merci, Här President. Ech hätt nach puer Remarken. Ech hätt awer och nach eng Fro un de Premierminister, wann dat méiglech ass.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Premierminister decidéiert, ob en elo nach wëllt op eng Fro äntweren.

(Hilarité)

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Jo. Dir hutt virdru gesot, Dir géift Punkt fir Punkt derduerchgoen, an herno hutt Der do gesot, Dir hätt awer den Text och nach net. Duerfir wollt ech wëssen, wou ee genau derduerchgeet a wéini, zu wéi engem Punkt, mir dann och deen Text kënne kréien, ëm deen et da geet. An duerno géif ech dann nach agoen op dat, wat verschidden Intervenantë gesot hunn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Also, et gëtt jo schonn en Accord. A wann ech soen, „Punkt fir Punkt duerchgoen": Ech hu mer déi Dokumenter och nach eng Kéier ugekuckt. D'Europäesch Kommissioun huet, niewent dem richtegen Text, deen do läit, och ganz flott Factsheets gemaach, déi ech gäre géif punktuell – oder d'Landwirtschaftsministesch, oder den Ausseminister, also jee no Sujet – mat der Chamber duerchgoen.

A wat nach net do ass, dat ass dee Protocole additionnel, deen elo an der Negociatioun ass an dee vläicht am Dezember ofgeschloss gëtt. Mee do wëll ech nach eng Kéier prozedural soen: Wann d'Kommissioun en Accord fënnt mat de Mercosur-Länner, dann ass dat nach net e juristesch bindenden Accord fir d'Memberstaaten. D'Kommissioun verhandelt, mee d'Memberstaate plus d'Europäescht Parlament, jee no der Natur vum Accord, musse jo och nach hiren Accord ginn.

Duerfir: Mir brauchen elo mol en definitiven Text, an da loosse mer dee mat rouegem Kapp kucken a selbstverständlech an Diskussioun mat de Secteuren an notamment mat de Lëtzebuerger Baueren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister. Dann d'Madamm Tanson zur Stellung zum Här Cruchten sengem Amendement.

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Jo, insgesamt emol. Fir d'éischt, wat mech e bëssen interpelléiert, och dat, wat de Premierminister elo gesot huet: Et gëtt kee gefrot hei, dass deen Accord net soll matgedroe ginn! Et ass eebe just: Et sinn ... Dir hutt nämlech och nach eng Kéier gesot: „Mir kënnen elo net soen, mir wéilten en net matdroen." An och vun den Interventioune vun der Majoritéit hunn ech dat eraushéieren.

Ech hunn dat ganz bewosst ganz breetgehalen, an dofir hat ech och elo kee Punkt zu der Prozedur dragesat – dat ass mer awer ganz sympathesch, wat Der sot, Här Cruchten –, well et mer drëms gaangen ass, hei einfach verschidde prinzipiell Punkte festzehalen. An eigentlech hu Der se elo alleguerte genannt, dass se alleguerte fir Iech wichteg wären.

Duerfir verstinn ech net d'Positioun vun der Majoritéit, fir sech net zu deene Prinzippien – wéi den Accord vu Paräis, wéi gutt Konditioune fir d'Baueren, wéi de Konsumenteschutz op europäeschem Niveau –, firwat Der net bereet sidd, Iech dozou ze bekennen. Well et geet wierklech net ëm Detailfroen, et geet ëm prinzipiell Froen.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Tanson, Dir sollt eis soen, ob Der domat d'accord sidd oder net, ...

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | ... an da komme mer zum Ofstëmmen.

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Genau, ech kommen dozou, Här President.

(Interruption)

An duerfir hat ech dee Punkt vum Här Cruchten net mat erabruecht. Ech fannen dat natierlech awer och ganz pertinent. Et ass mir zwar elo nach ëmmer net kloer, zu wéi engem Moment d'Chamber elo hei mat u Bord geholl gëtt.

M. Yves Cruchten (LSAP) | „Avant toute prise de décision."

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | „Avant toute prise de décision"? Maja, dat wier dann ... Voilà! Duerfir, vu dass souwisou jo keng Volontéit vun der Majoritéit do ass, fir et matzedroen, hunn ech kee Problem, wa mer dat doten och nach mat eranhuelen.

M. Claude Wiseler, Président | Ok.

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | An da wollt ech awer och nach zum Här Keup soen: Ëmmer wann Der keng Argumenter hutt, da klappt Der op déi gréng.

M. Claude Wiseler, Président | Nee, kommt ...

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Ech gesinn dat relativ kritesch.

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt ...

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Merci.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, ech mengen, déi Diskussioun ass elo ofgeschloss.

M. Fred Keup (ADR) | Et si staark Argumenter!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen nach eng Kéier, iwwer wat mer stëmmen. Mir stëmmen also iwwert d'Motioun vun der Madamm Tanson, mat dem Ajout vum Här Cruchten, deen heescht hannendrun: „à consulter la Chambre des Députés afin d'y débattre la position du Gouvernement avant toute prise de décision au sein du Conseil de l'UE concernant les propositions de décision que la Commission européenne soumettra au Conseil." Dat ass den Text vum Här Cruchten.

Iwwert dat stëmme mer elo of.

Vote sur la motion modifiée

Da maachen ech de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An dann ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 18, Nee: 40, Abstentioun: 2 Stëmmen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 18 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

9. 8281 – Projet de loi portant :

1° approbation du Protocole modifiant l'Accord du 9 février 1994 relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des poids lourds conformément à la Directive 2022/362/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 février 2022 modifiant les Directives 1999/37/CE, 2019/520/UE et 1999/62/CE relative à la taxation des véhicules pour l'utilisation de certaines infrastructures, fait à Bruxelles, le 29 mars 2023 ;

2° modification de la loi modifiée du 24 février 1995 portant approbation et application de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, fait à Bruxelles, le 9 février 1994

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an dat ass de Projet de loi 8281, eng Ofännerung vum Accord iwwert déi sougenannt „Eurovignette". Ech erënneren Iech drun, datt dëst e Riedemodell „avec rapport et sans débat" ass an deemno follgendermoossen opgedeelt ass. De Rapporter huet 5 Minutten an d'Regierung, wa se da wëllt, huet och 5 Minutten. D'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Fernand Etgen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Fernand Etgen (DP), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Gesetzesprojet Nummer 8281 soll de Protokoll vum 29. Mäerz 2023, deen eng Modifikatioun vum sougenannten „Accord Eurovignette" vum 9. Februar 1994 virgesäit, ugeholl ginn.

Den Accord Eurovignette reegelt d'Erhiewe vum Droit d'usage vu bestëmmte Stroossen, déi vu Schwéiergefierer benotzt ginn. Dëst geschitt an Zesummenaarbecht mat de Länner, déi dësen Accord ënnerschriwwen hunn. Ursprénglech ware Lëtzebuerg, Däitschland, d'Belsch, Dänemark an Holland Deel vun dësem Accord. 1998 ass dunn och nach Schweden derbäikomm.

Mëttlerweil hunn awer déi meeschte Länner, déi Deel vum Accord waren, op den Eurovignette-System verzicht. Dat heescht konkreet, datt geschwë just nach Schweden a Lëtzebuerg vun dësem Accord wäerte concernéiert sinn. Dëst huet als Konsequenz, datt Lëtzebuerg ee méi e groussen Deel vum Kuch, dat heescht vun de Recetten, kréie wäert. Gläichzäiteg wäerten awer logescherweis d'Gesamtrecetten däitlech erofgoen, well dës Eurovignette a manner Länner wäert erhuewe ginn.

Wat gëtt awer elo genau mat dësem Gesetzesprojet geännert? De Protokoll, dee mat dem Projet de loi soll approuvéiert ginn, modifiéiert den Accord Eurovignette, fir d'applikabel Reegelen un eng rezent europäesch Direktiv unzepassen, a méi genee un d'Direktiv 2022/362.

Dës Direktiv soll d'Ziler vun der Europäescher Kommissioun ëmsetzen. Fir dës Ziler praktesch ëmzesetzen, gesäit d'Direktiv vir, de Champ d'application vun der Eurovignette ze vergréisseren a sécherzestellen, datt bis de 25. Mäerz 2032 d'Partnerlänner op e System wiesselen, deen net méi op engem System vum Droit d'usage baséiert ass, mee op engem System, deen op där gefuerener Distanz berout.

Fir datt dat modifizéiert Gesetz vum 24. Februar 1995 also konform mat dëser Direktiv ass, wäerte follgend Punkte geännert ginn:

Éischtens gëtt de Krees vun de Gefierer, déi vun der Eurovignette betraff sinn, erweidert. Bis elo huet d'Eurovignette sech just fir Gefierer applizéiert, déi eng Mass vu mindestens 12 Tonnen haten. Den Tonnage wäert an Zukunft mat dësem neie Gesetz geännert ginn, andeems d'Masse minimale no ënnen ugepasst wäert ginn. Ab dem 25. Mäerz 2027 wäert dës Vignette sech nämlech fir all Gefierer mat enger Mass vu méi wéi 3,5 Tonnen applizéieren. Dëst bedeit, datt méi kleng Gefierer elo och ënnert de Champ d'application vun dësem Gesetz wäerte falen.

Déi zweet Modifikatioun vum Gesetz gesäit vir, d'Exemptioune fir d'Eurovignette un déi europäesch Texter unzepassen. Verschidden Zorte vu Gefierer wäerte vun dëser Vignette exemptéiert ginn. Ech ginn hei elo net an den Detail a vun dësen Exemptiounen; dozou gehéieren awer zum Beispill Gefierer mat null CO_2-Emissioun, wéi elektresch Gefierer, déi eng maximal Mass vu bis zu 4,25 Tonnen hunn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Chambre des Métiers huet sech zweemol zu dësem Projet de loi expriméiert. An hirem Avis complémentaire vum 24. Oktober (veuillez lire: vum 14. Oktober) huet se hiren Accord kënne ginn ënnert der Konditioun, datt hir Remarken a Consideratioun geholl géife ginn.

Och d'Chambre de Commerce huet an hirem Avis complémentaire vum 9. September hiren Accord kënne ginn.

De Staatsrot hat a sengem Avis initial vum 29. Mäerz zwou Oppositions formelles, déi a sengem Avis complémentaire vum 22. Oktober konnten opgeléist ginn.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. D'DP-Fraktioun gëtt och hiren Accord zu dësem Projet de loi. An ech soe Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Rapporteur villmools Merci fir säi mëndlechen a fir säi schrëftleche Rapport.

Wëllt d'Regierung nach Stellung dozou huelen, Madamm Ministesch?

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, merci. Merci dem Rapporteur fir säin exzellente Rapport. A merci fir d'Ënnerstëtzung, déi mer och an der Chamberskommissioun dofir kruten, wéi mer dat diskutéiert hunn.

Just fir Iech ze soen, dass mir natierlech elo zesumme mam Finanzministère d'Etüd lancéieren, fir ze kucken, wéi mir eis do weider an Zukunft opstellen, wéi e System mir wëllen hunn, an dass ech dann zréck an d'Chamber kommen, fir dat an der Chamberskommissioun dann och ze thematiséieren, wat do d'Alternative sinn an op wéi eng Pist mir da géife recommandéieren, an Zukunft ze goen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8281. Den Text steet am Document parlementaire 8281[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8281 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An domat ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm an och kenger Abstentioun. De Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par Mme Stéphanie Weydert), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Fernand Etgen), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

10. 8402 – Projet de loi relative à l'adaptation du projet de construction du bâtiment Jean Monnet 2 de la Commission européenne à Luxembourg-Kirchberg

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun de Mëtten ass de Projet de loi 8402 iwwert d'Erhéijung vun der Finanzéierung vum Jean Monnet 2-Gebai um Kierchbierg. Ech erënneren och, datt dat hei e Riedemodell „avec rapport et sans débat" ass an deemno de Rapporteur 5 Minutten huet an d'Regierung, wa se wëllt, 5 Minutten. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Mandy Minella. Madamm Minella.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Mandy Minella (DP), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet 8402 gesäit vir, de Budget fir de Bau vum Gebai Jean Monnet 2 vun der Europäescher Kommissioun um Kierchbierg ëm 350 Milliounen Euro ze erhéijen.

Dës Erhéijung ass néideg, well de Projet zanter 2016 mat enger Rei Erausfuerderungen a weesentlechen Ännerunge konfrontéiert gouf. Zanter 2017 huet d'Europäesch Kommissioun nei Ufuerderunge gestallt, besonnesch am Beräich Sécherheet. Zum Beispill gouf eng strikt Trennung tëscht der Entrée fir d'Visiteuren an där fir d'Personal virgesinn. D'Entréeë goufen och zousätzlech geséchert an e speziellen Empfangspavillon vun 3.750 Quadratmeeter fir d'Visiteure gouf ageplangt. All dës Mesüre suergen derfir, dass de Projet den héijen aktuelle Sécherheetsstandarden entsprécht.

Am Joer 2023 goufen da weider Upassunge gemaach. D'Bürosräim goufen op flexibel Strukturen ëmgestallt, déi besser op Teletravail a modern Aarbechtsmethoden ausgeriicht sinn. Dës Upassungen erméiglechen et, d'Gebai elo méi flexibel kënnen ze notzen. Méi konkreet huet dës Ëmstrukturéierung et erméiglecht, déi verschidde Servicer vun der Europäescher Kommissioun am Haaptgebai ze konzentréieren. Dëst huet et erlaabt, Etagen am Gebai „Tour" fräizemaachen a potenziell eng Sous-location virzegesinn un aner Institutiounen.

Dës Ännerungen, déi ëm 4.000 Postes de travail schafen an et erlabe wäerten, ëm déi 5.700 Aarbechtsplaze kënnen unzebidden, erfuerderen awer zousätzlech technesch Studien, ënner anerem vun den Installatioune vun der Belëftung, der Beliichtung souwéi der Upassung vun de Kontrakter mat de Bauentreprisen.

Dobäi kënnt, dass de Projet vum Gebai och huet missen ugepasst ginn, fir konform ze si mam Accessibilitéitsgesetz vun 2022, dat am Juli d'lescht Joer a Kraaft getrueden ass.

D'Gebailechkeeten hunn also missen ugepasst ginn, fir d'Barriärfräiheet fir Persoune mat Handicap, awer och fir Mënschen, déi ageschränkt sinn, kënnen ze garantéieren. Do falen dofir och nach zousätzlech Käschten un, déi noutwendeg sinn.

De Projet gouf awer och duerch e puer Evenementer opgehalen, déi net virauszegesi waren. Wéinst der Pandemie an dem Konflikt an der Ukrain sinn d'Präisser fir d'Baumaterialen tëschent 2018 an 2023 massiv geklommen. Den Index vun de semestrielle Baukäschten ass an där Zäit ëm 43,4 % an d'Luucht gaangen.

Donieft gouf et och Schwieregkeete mat de Liwwerungen a Problemer mat enger Rei Ausschreiwungen, déi hu missen annuléiert ginn, well se net konform waren, wat alles en enormen Impakt op de Chantier hat.

All dës Facteuren hunn zu Verspéidunge gefouert a maachen elo dës Budgetserhéijung noutwendeg. De Projet gëtt vun der Europäescher Kommissioun etappeweis an integral remboursséiert, wéi et am Contrat-cadre mam Staat virgesi war.

De Staatsrot huet de Projet gepréift an hat keng Opposition formelle.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. D'DP-Fraktioun gëtt dann och hiren Accord zu dësem Gesetzesprojet. An ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minella.

Dann hei och d'Fro un d'Regierung, ob se eppes dozou wëllt soen. Madamm Ministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Ganz kuerz, fir der honorabeler Deputéiert Mandy Minella och Merci ze soen.

Dëse Finanzéierungsprojet ass wichteg. Mir sinn eng EU-Haaptstad, dofir brauche mer dat Jean Monnet 2-Gebai. Et ass wichteg, dass EU-Fonctionnairen an EU-Mataarbechterinnen a Mataarbechter do, le moment venu, kënne schaffen. Et geet also ëm Aarbechtsplazen. An dann ass et natierlech och wichteg, dass sech do och Entreprisë kënnen am Bau betätegen. Dat ass et, wat heimadder geschitt, mat dësem grousse Projet. An ech wier natierlech och ganz frou, wann d'Chamber hir Zoustëmmung fir dëst zweet Finanzéierungsgesetz fir de Jean Monnet 2 géif ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

An da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8402. Den Text steet am Document parlementaire 8402[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8402 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuratioun. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, also keng Nee-Stëmm an och keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

11. 8362 – Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2022)

8393 – Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2023)

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, enger Orientéierungsdebatt iwwert d'Rapports d'activité vum Ombudsman iwwert d'Joer 2022 an iwwert d'Joer 2023. Déi gemeinsam Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet 30 Minutten, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 11, d'ADR 7,5, déi gréng hu 7 Minutten, d'Piraten 7, déi Lénk 7, d'Regierung huet 30 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Nathalie Morgenthaler, d'Madamm Mandy Minella, d'Madamm Claire Delcourt, den Här Dan Hardy, den Här Meris Sehovic, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An als Éischt huet elo d'Madamm Claire Delcourt d'Wuert, dës Kéier als Rapportrice an duerno dann als Riednerin vun der LSAP. Madamm Rapportrice, Dir hutt d'Wuert.

Rapports de la Commission des Pétitions

Mme Claire Delcourt (LSAP), rapportrice | Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Alleréischt wéilt ech der Madamm Monti an hirer Ekipp am Numm vun der Petitiounskommissioun e ganz grousse Merci ausschwätzen op déser Plaz, an net nëmme fir déi ganz ausféierlech a gutt verständlech Rapporten, déi mir all Joer gemaach kréien, mee virun allem och fir déi exzellent an immens wichteg Aarbecht, déi si Dag fir Dag maachen. Merci soe wëll ech och dem Här Joé Spier an der Madamm Pinto, déi mech beim Ausschaffe vum Rapport ënnerstëtzt hunn an ëmmer disponibel waren, wann ech Froen hat.

Ech hunn haut d'Éier, direkt zwee Rapporten zur Aarbecht vum Ombudsman ze presentéieren. Beim Jouresrapport vun 2022, deen d'Madamm Monti eis den 11. Mäerz hei an der Chamber virgestallt huet, huet si erkläert, dass et hir wichteg wier, dee Rapport net an engem Waljoer ze diskutéieren. D'Petitiounskommissioun versteet dat ganz gutt a begréisst och dës Decisioun. D'Roll vum Ombudsman ass eng iwwerparteilech. Et gehéiert zu den Aufgabe vum Ombudsman, Schwaachstelle souwuel an eise Gesetzestexter wéi an eise Verwaltunge siichtbar ze maachen. De Fait, dass si geleeëntlech de Fanger an d'Wonn leeë muss, sollt net politiséiert ginn. Et geet net dorëm, Scholdzouweisungen ze maachen, mee dorëm, zesumme Problemer ze léisen.

Mangelnd Verständnis fir d'Roll vum Ombudsman ass e Sujet, deen d'Madamm Monti am Virwuert vun hirem Rapport vum Joer 2022 besonnesch ervirgehuewen huet. Obwuel et d'Institutioun vum Ombudsman schonn iwwer 20 Joer laang gëtt an en entre-temps och eng Plaz an eiser Verfassung huet, gëtt et souwuel bei de Bierger wéi och bei de Gemengen a staatleche Verwaltungen Onkloerheeten doriwwer, wat d'Aufgaben a Kompetenze vum Ombudsman sinn.

D'Petitiounskommissioun versteet d'Frustratioun vun der Madamm Monti, wa Verwaltungen einfach net op hir Demanden äntwerten oder d'Zoustännegkeet hinan hierschiben. Och wann dat Ausname sinn, esou ass et dach schued, dass d'Ombudsman haut nach drun erënnere muss, dass si weeder Affekot nach Riichter ass, mee en onparteieschen, onofhängege Vermëttler, an dass d'Verwaltungen obligéiert sinn, hir zäitno a vollstänneg op hir Demanden ze äntwerten.

D'Ombudsman hieft awer och positiv Entwécklungen ervir. Esou gëtt et eng Rei vu Verwaltungen, déi d'Bierger systematesch drop opmierksam maachen, dass si d'Méiglechkeet hunn, sech un d'Ombudsman ze wenden, falls si mat enger administrativer Decisioun net averstane sinn. Dat begréisse mir natierlech och als Petitiounskommissioun.

Zum Deel erkläert dës Approche, dass d'Zuel vun de Reklamatioune beim Ombudsman an d'Luucht geet. Am Joer 2022 goufen am Ganzen 1.247 Reklamatiounen eragereecht. Dat waren der däitlech méi wéi dat Joer virdrun, 2021, wou den Ombudsman 975-mol sollicitéiert gouf. Dass dës Hausse vun 2022 engem kloren Trend no uewen entsprécht, wäerte mer herno am Rapport zum Joer 2023 gesinn.

De Bekanntheetsgrad vum Ombudsman gëtt deemno méi grouss an dat ass och gutt esou. Et bleift awer nach Sensibiliséierungsaarbecht ze maachen. D'Bierger, déi sech un den Ombudsman wenden, hunn zum Deel falsch Erwaardungen. Oft kenne si d'Kompetenze vum Ombudsman net richteg. Dat gesäit een un der héijer Zuel u Reklamatiounen, déi net recevabel sinn.

De Rapport vun der Madamm Monti weist ganz detailléiert, wat mat de Reklamatioune geschitt ass, déi 2022 traitéiert goufen. Vun deenen 1059, déi an deem Joer ofgeschloss goufen, waren der nëmme 671 (veuillez lire: 641) recevabel, an dovunner sinn der nach emol 299 als onbegrënnt ofgewise ginn.

An 342 Fäll ass d'Ombudsman bei de Verwaltungen intervenéiert. Dobäi gouf en Taux de correction vun 80,4 % erreecht. Dat entsprécht och ongeféier dem Taux vun deene Jore virdrun.

Dësen Taux de correction totale ou partielle bedeit allerdéngs net, dass déi Leit, déi reklaméiert hunn, onbedéngt Recht kruten. Et kann och heeschen, dass si just eng Erklärung kruten, och wann d'Decisioun, déi zu hiren Ongonschten ausgefall war, net revidéiert gouf. Et ass eeben net esou, dass d'Verwaltung ëmmer am Feeler ass, wann d'Ombudsman intervenéiert. Oft ass et och esou, dass deen, dee reklaméiert, just net verstanen huet, firwat d'Verwaltung eng bestëmmten Decisioun getraff huet. D'Interventioun vum Ombudsman erméiglecht et an deene Fäll, Mëssverständnisser aus dem Wee ze raumen.

An hirem Rapport geet d'Ombudsman souwuel op hir Relatioun mat de Gemenge wéi op déi mat de staatlechen Acteuren an. Als Chamber beschäftege mir eis natierlech un éischter Stell mat de Reklamatiounen, déi staatlech Administratioune betreffen. Aus Erfarung wësse mir, dass net all d'Ministèren am selwechte Mooss betraff sinn. Dat ass ganz normal, well net all Verwaltung d'selwecht oft am direkte Kontakt mat dem Bierger ass. Reklamatioune gëtt et logescherweis am heefegsten do, wou et ëm Steiere geet oder Demandë fir finanziell Hëllefen an aner Servicer gemaach ginn.

Dat waren 2022 an ofsteigender Reiefolleg: den Ausseministère, de Ministère vun der Sécurité sociale, den Aarbechtsministère, de Finanzministère, de Justizministère an de Familljeministère.

Positiv ervirhiewe kann een, dass bei zéng Ministèren en Taux de correction totale ou partielle vun 100 % konnt erreecht ginn. Bei véier Ministèrë gouf et keng Reklamatiounen. Dat waren de Ministère fir Digitaliséierung, de Ministère fir Gläichheet tëscht Fraen a Männer, de Konsumenteschutzministère an de Sportsministère.

An hirem Rapport hieft d'Ombudsman allkéiers eng Rei vu Fäll ervir, déi bestëmmte Problemer besonnesch gutt illustréieren. Dës Fäll si ganz am Detail beschriwwen, soudass mir e gutt Bild vun der Aarbecht vun der Madamm Monti an hirer Ekipp kréien.

Well hei vill verschidde Ministèrë betraff sinn, freet d'Petitiounskommissioun ëmmer, fir vun deenen zoustännege Chamberskommissiounen en Avis ze kréien. An deem Kontext wëll ech de Kolleegen aus deene Kommissioune Merci soen. Mat hirer Analys leeschte si net nëmmen e Bäitrag zu dësem Rapport, mee och all Kommissioun kritt op dës Manéier d'Geleeënheet, méi konkreet Problemer unzediskutéieren a gegeebenefalls zu engem spéideren Zäitpunkt entspriechend Initiativen dozou ze huelen.

Ech kann hei natierlech net am Detail op all eenzelne Fall agoen, géif awer gären e puer Beispiller aus den Avise vun de Kommissioune wëllen zitéieren. All d'Avise fannt Dir natierlech integral am schrëftleche Rapport erëm.

Als Éischt wéilt ech op den Avis vun der Interieurskommissioun agoen, well ech virdru jo och schonn de Volet vun de Gemenge kuerz ugeschwat hunn. Am Joer 2022 goufen am Ganzen 123 Reklamatiounen agereecht, déi de Gemengesecteur betreffen. 92 Dossiere konnten ofgeschloss ginn an 68 dovunner ware recevabel. A 35 Fäll ass d'Ombudsman bei der zoustänneger Gemeng intervenéiert. Den Taux de correction ass mat 74,3 % e bësse manner gutt wéi bei de staatlechen Instanzen. D'Kommissioun bedauert et, datt d'Ombudsman an 9 Fäll keng adequat Äntwert krut. Allerdéngs ass d'Zuel vun de Fäll, an deene si bei de Gemengen intervenéiert, ëmmer relativ kleng.

Generell zitt d'Interieurskommissioun e positive Bilan, wat d'Resultat vun den Echangen tëscht der Ombudsman an de Gemengen ugeet. Si ënnersträicht, wéi wichteg et ass, dass d'Gemengeservicer en

oppent Ouer fir d'Bierger hunn an am Fall vun enger Reklamatioun beim Ombudsman weider Efforte maachen, fir eng zefriddestellend Léisung ze fannen.

Wat d'staatlech Servicer ugeet, esou gëtt et bestëmmten Ursaache fir Problemer, déi sech bei méi wéi engem Ministère bemierkbar maachen an ëmmer erëm kënne virkommen. Eng dovunner ass de Mangel u Personal. Zum Deel ass dat eng Erklärung, firwat d'Administratiounen net ëmmer hiren Obligatiounen nokommen, der Ombudsman an deem gefroten Delai ze äntwerten. Dës Verwaltunge kommen ausserdeem net ëmmer no, fir de Bierger an engem räsonabelen Delai de Service unzebidden, op dee si en Urecht hunn. Et gëtt am Rapport vum Ombudsman e puer esou Beispiller, wou d'Lenteur administrative kritiséiert gëtt.

Besonnesch schlëmm ass dat, wa vulnerabel Persounen Hëllefen, op déi si dringend ugewise sinn, net matzäit ausbezuelt kréien. Dat ass zum Beispill de Fall bei den Aides au logement. An der Logementskommissioun huet den zoustännege Minister Explikatiounen dozou ginn an d'Kommissiounsmembere waren zefridden, dass serië Efforte gemaach ginn, fir dës Situatioun ze verbesseren. Dee Service gëtt renforcéiert an de Minister huet erkläert, dass d'Zesummenaarbecht mat anere betraffenen Instanze verbessert soll ginn.

Eng aner Ursaach dofir, dass et heiansdo zu immens laange Waardezäite kënnt, sinn ze vill komplizéiert Prozeduren, bei deenen och méi Acteuren implizéiert sinn. Reklamatiounen an deem Sënn gouf et zum Beispill bei der Santé an der Sécurité sociale. Et gouf hei e puer Dossieren, wou Dokteren oder Veterinäre laang gebraucht hunn, fir eng Autorisatioun ze kréien, fir hire Beruff auszeüben. D'Interventioun vum Ombudsman huet am Endeffekt dozou gefouert, dass d'Prozeduren iwwerduecht a vereinfacht ginn, wat d'Kommissioun natierlech begréisst. Ech mengen, dass ech am Numm vun eis all dës Aart vun Zesummenaarbecht tëscht dem Ombudsman an de Verwaltungen nëmme kann ënnerstëtzen.

Am Rapport vum Ombudsman gëtt et allerdéngs nach Fäll, déi illustréieren, wéi komplex Situatiounen heiansdo sinn an dass et net ëmmer eng einfach Léisung gëtt. Dat gëllt besonnesch bei grenziwwerschreidende Fäll, wou tëscht den ënnerschiddleche Rechtssystemer vun de Länner eng Léisung muss fonnt ginn.

Exemplaresch ass hei de Fall vun enger Lëtzebuergerin ze nennen, déi fréier an d'Lëtzebuerger Fleegeversécherung abezuelt huet an duerno an Éisträich wunne gaang ass. Obwuel et um EU-Niveau Reglementer gëtt, fir esou Situatiounen ze reegelen, gouf keng Méiglechkeet fonnt, dass déi Fra an Éisträich den Usproch op Fleeg konnt geltend maachen. Si huet missen op Lëtzebuerg zréckkommen, fir déi Prestatiounen, déi hir zoustinn, ze kréien.

Nieft der Komplexitéit kënnt geleeëntlech och e politeschen Aspekt zum Droen. Eng Koppel, déi hei wunnt, mat duebeler Nationalitéit vu Lëtzebuerg a Portugal huet iwwer eng Leihmutterschaft an der Ukrain e Kand kritt. Si hunn et op der portugisescher Ambassade zu Kiew als hiert biologescht Kand enregistréiere gelooss, sou wéi d'portugisescht Recht et virgesäit. Well d'Kand als biologescht Kand enregistréiert ass an net als adoptéiert, haten d'Elteren zu Lëtzebuerg kee Recht op e Congé d'accueil. D'Ombudsman war awer der Meenung, dass dat net am Sënn vum Kand wier an och net dem Geescht géif entspriechen, an deem de Congé d'accueil agefouert gouf.

Et geet hei zwar un éischter Stell ëm de Congé d'accueil, mee um Fong ass déi Fro politesch relevant, well de Problem zesummenhänkt mat der ënnerschiddlecher Aart a Weis, wéi Staaten d'Leihmutterschaft ugesinn. D'Verbuet vun der Leihmutterschaft zu Lëtzebuerg steet a sou Fäll dem Interessi vum Kand géintiwwer. Et ass deemno wäitaus méi wéi eng prozedural Fro.

Et ass richteg, dass d'Ombudsman an hirer Vermëttlerroll neutral ass. Si ass weeder Riichter nach Afekot. Wann déi Fäll, déi u si erugedroe ginn, awer op rekurrent Problemer hiweisen, huet si d'Méiglechkeet, Recommandatiounen ze formuléieren, déi duerchaus politescher Natur sinn. Do kann et dann natierlech sinn, dass dee betraffene Ministère eng ganz aner Vue huet an déi Recommandatioune keng Suitte kréien.

Ee Beispill ass d'Recommandatioun mat der Nummer 57, déi d'Ombudsman an hirem Rapport vun 2022 besonnesch ervirhieft. Et geet hei ëm d'Bénéficiaires de protection internationale, déi e Regroupement familial froen. Opgrond vun de Reklamatiounen, déi bei der Ombudsman agaange sinn, geet si dovun aus, dass et ab dem Joer 2021 Verännerunge gouf, wéi dës Demanden traitéiert ginn. Si ass der Meenung, dass d'Demanden, fir Kanner nokommen ze loossen, déi ënnert der Tutelle vun engem Familljemember sinn, deen net de Papp oder d'Mamm ass, op eemol méi restriktiv gehandhaabt gi wieren.

Sou kann et sinn, dass grad bei Flüchtlingen, déi aus engem Krichsgebitt kommen, d'Elteren dout sinn an e Monni oder eng Tatta d'Tutelle vun de Kanner iwwerhëlt. D'Ombudsman plädéiert dofir, dëse Kanner déi selwecht vereinfacht Méiglechkeet ze ginn, hei mat hirer Famill zesummenzeliewen, wéi Kanner, deenen hir Elteren d'Demande maachen. Si huet an hirer Recommandatioun eng entspriechend Propos fir eng Gesetzesännerung gemaach.

Den Ausseministère insistéiert allerdéngs, dass et keng Verännerung gouf, wéi dës Dossieren traitéiert ginn, a gëtt a sengem Bréif detailléiert Erklärungen, wéi decidéiert gëtt, ob eng Demande fir e Regroupement familial akzeptéiert gëtt oder net. Hie weist drop hin, dass Lëtzebuerg zum Deel manner restriktiv ass, wéi d'EU-Reglementatioun et virgesäit, a leent et of, d'Gesetz esou ofzeänneren, wéi d'Ombudsman et virschléit.

De Rapport vum Ombudsman weist deemno net nëmmen, wéi an Eenzelfäll tëscht Bierger a Verwaltunge vermëttelt ka ginn. E weist gläichzäiteg op Situatiounen hin, fir déi d'Politick d'Verantwortung dréit. Et läit ënner anerem bei eis, ze decidéieren, wat fir eng Konsequenze mir doraus zéie wëllen.

Une voix | Très bien!

Mme Claire Delcourt (LSAP), rapportrice | D'Aarbecht vum Ombudsman a senger Ekipp ass dofir net just fir déi betraffe Leit, mee och fir d'Verwaltungen a besonnesch fir de Legislateur vu groussem Wäert. Am Numm vun der Petitiounskommissioun soen ech der Madamm Monti an hire Mataarbechter nach eemol e ganz grousse Merci. An dat wär et elo mol fir de Rapport vum Joer 2022.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Claire Delcourt (LSAP), rapportrice | Här President, ech géing dann och direkt zu dem nächste Rapport kommen, deem vum Joer 2023. An och hei gëllt natierlech am Numm vun der Petitiounskommissioun e ganz grousse Merci un d'Madamm Monti an hir Ekipp fir d'Aarbecht an de Rapport vum Joer 2023.

Si huet eis hire Rapport hei an der Chamber den 10. Juni ganz ausféierlech virgestallt a mir haten do eng éischt Geleeënheet, fir Froen dozou ze stellen. An der Suite hunn déi eenzel Chamberskommissioune sech mat de Reklamatiounen zu de verschiddene Ministèrë befaasst, sou wéi dat üblech ass. An hir Avise fannt Der och hei am schrëftleche Rapport vun der Petitiounskommissioun erëm.

Souwuel an hirer Presentatioun wéi och am Virwuert zu hirem Rapport geet d'Ombudsman nach emol op d'Problemer an, déi d'Digitaliséierung mat sech bréngt fir Leit, déi domat net eens ginn. Dat ass net fir d'éischt, dass si dëse Sujet uschwätzt. D'Petitiounskommissioun deelt d'Meenung vun der Madamm Monti, dass et an de Verwaltungen och an Zukunft muss méiglech sinn, direkt mat de Persounen ze schwätzen, déi fir e bestëmmten Dossier zoustänneg sinn.

Une voix | Très bien!

Mme Claire Delcourt (LSAP), rapportrice | Den Zougang zu de Servicer an d'Kommunikatioun tëscht Verwaltungen a Bierger ass e Sujet, dee sech ewéi e roude Fuedem duerch de Rapport vun der Ombudsman zitt.

En éischten Deel vum Rapport beschäftegt sech awer wéi gewinnt mat de Statistiken. An insgesamt goufen 2023 1.456 Reklamatioune beim Ombudsman ageréecht. An dat sinn der jo och dann däitlech méi wéi dat Joer virdrun – déi hat ech jo genannt – mat 1.247. Also do gesi mer dann, dass och e kloren Trend do ass. 973 Dossiere goufen definitiv clôturéiert, 27 provisoresch ofgeschloss a 456 waren um Enn vun 2023 nach en cours.

D'Zuel vun de Reklamatiounen, déi de Gemengesecteur betraff hunn, war mat 122 Fäll bal d'selwecht wéi am Joer virdrun. Allerdéngs ass d'Ombudsman nëmmen a 17 Fäll bei de Gemengen intervenéiert. Mat 88,2 % war den Taux de correction e gutt Stéck besser. An d'Petitiounskommissioun begréisst dat an hofft, dass an Zukunft déi Fäll, wou d'Ombudsman einfach keng Äntwert kritt, wierklech dann d'Ausnam sinn.

Bei de staatleche Verwaltunge sinn et déi selwecht wéi an de Virjoren, déi am meeschte betraff sinn, wat e bëssen an der Natur vun der Saach läit.

Eng ganz Rei vu Reklamatioune waren a Relatioun mat der Immigratioun an dem Accueil vu Flüchtlingen. D'Interieurskommissioun huet sech vum Inneminister detailléiert Informatioune gi gelooss zu de Reklamatiounen, déi d'Direction de l'immigration betreffen. Kritiséiert goufe besonnesch déi laang Delaien, fir eng Decisioun ze kréien. D'Kommissioun huet zur Kenntnis geholl, dass hei Efforte gemaach ginn, fir Dossiere méi schnell ze traitéieren, ass sech awer gläichzäiteg bewosst, wéi komplex dës Dossieren oft kënne sinn.

An der Familljekommissioun gouf iwwert déi problematesch Situatioun beim ONA geschwat, woubäi d'Contraintë vun deem Service unerkannt gi sinn. De Problem läit wäitgeeënd bei der schwiereger Logementssituatioun zu Lëtzebuerg, déi net nëmmen Immigrante betrëfft, mee generell den Accès zu engem abordabele Logement fir e groussen Deel vun der Bevëlkerung.

Beim Logement gouf et dann och eng Partie Reklamatiounen, well et ze laang gedauert huet, bis d'Aides au logement konnten ausbezuelt ginn. Ursaach dofir waren net seele komplizéiert Prozeduren. De Ministère huet sech bereeterkläert, mat deem zoustännege Service ze kucken, wéi een dës Prozedure ka vereinfachen.

D'Familljekommissioun betount an hirer Stellungnam, dass déi Leit, déi mam Fonds national de solidarité ze dinn hunn, zu deene Vulnerabelste gehéieren. Si begréisst et, dass déi zoustänneg Servicer méi eng

proaktiv Approche hunn, fir déi Dossieren ze traitéieren.

Wat de Familljeministère ugeet, sou ass d'Ombudsman an hirer Recommandatioun Nummer 56 nach emol ganz am Detail op Froe ronderëm d'Kannergeld agaang. Konkreet geet et hei ëm d'Allocation familiale fir Kanner vu Grenzgänger. En Urteel vum Europäesche Geriichtshaff hat hei eng Diskriminatioun vu Grenzgänger, déi zu Lëtzebuerg schaffen, festgestallt. De Regimm zu Lëtzebuerg gouf doropshi geännert. An der Reunioun vun der Familljekommissioun hat de Minister och dozou Erklärungen ofginn.

En anere Ministère, wou ëmmer relativ vill Reklamatiounen aginn, ass dee vun der Sécurité sociale. D'Ombudsman hieft besonnesch eng Rei Problemer ervir, déi sech bei der Pensiounskeess erginn. Zum Deel geet si op Problemer an, déi sech stelle kënne fir Leit, déi an ënnerschiddleche Länner Pensiounsrechter hunn.

An enger vun hire Recommandatioune mécht si op d'Ongläichbehandlung opmierksam vu Leit, déi eng Pension de vieillesse anticipée kréien an nach e Revenu aus enger Activité accessoire hunn. Jee nodeem, ob dës Aktivitéit als Salarié oder Independant ausgeüübt gouf, hat dat ënnerschiddlech Konsequenze fir dee Betraffenen. Am Fall vun enger Activité accessoire salariée ass de Montant vun der Pensioun proportional erofgesat ginn. Am Fall vun enger Activité accessoire indépendante gouf d'Pensioun ganz einfach gestrach. D'Ombudsman hat dat schonn an hirem Rapport vun 2021 contestéiert.

Entre-temps gëtt et en Arrêté vum Verfaassungsgeriicht, dat festhält, dass dës Ongläichbehandlung net verfaassungskonform ass. Déi zoustänneg Chamberskommissioun weist an hirem Avis dorops hin, dass de Code de la sécurité sociale amgaang ass, an deem Sënn ofgeännert ze ginn.

D'Santé-a-Sécurité-sociales-Kommissioun huet sech natierlech och mat de Reklamatioune befaasst, déi un d'Gesondheetskeess geriicht waren. Ofgesinn dovun, dass d'Ombudsman net ëmmer zäitno déi Äntwerte krut, déi si gefrot huet, huet d'CNS an deenen zitéierte Fäll korrekt gehandelt. Allerdéngs suergt déi aktuell Rechtslag zum Deel fir Problemer: Engersäits betrëfft dat schwanger Fraen, déi keen Urecht op e Congé de maternité hunn – si riskéieren esou och an enger ganz prekärer Situatioun ze sinn –, an zum anere gëtt et Problemer, wann den Aarbechtsdokter an de Kontrolldokter zu widderspréchleche Conclusioune kommen. D'Kommissioun begréisst et, dass d'CNS en Aarbechtsgrupp agesat huet an dass Preparatioune lafen, fir dës Problemer ze léisen.

D'Aarbechtskommissioun huet sech am Detail mat enger Recommandatioun befaasst, déi d'Interimsaarbecht betrëfft. Nodeems eng Persoun reklaméiert huet, well se de Chômage refuséiert krut, huet sech erausgestallt, dass d'Interimsfirma ewuel méintelaang un déi selwecht Firma vermëttelt huet, awer ëmmer nëmme Kontrakter vu méindes bis freides gemaach huet. D'Zil vun der Recommandatioun ass et, dass Interimsfirme sech un d'Aarbechtsrecht halen. D'Aarbechtskommissioun ass der Meenung, dass d'Sécurité sociale en Deel vun der Responsabilitéit dréit, fir esou Situatiounen ze identifiéieren. Si wëll sech an deem Sënn eng Kéier mat de Membere vun der Santé-a-Sécurité-sociales-Kommissioun zesummesetzen.

Une voix | Très bien!

Mme Claire Delcourt (LSAP), rapportrice | D'Aarbechtskommissioun huet sech dann nach mat de Reklamatioune beschäftegt, déi d'ADEM an d'ITM betraff hunn. Zum Deel gouf et Problemer bei der Kommunikatioun, zum Deel hunn déi zwou Verwaltungen an den Ae vun der Ombudsman eng ze vill rigid Applikatioun vum Gesetz gemaach, déi fir de Betraffenen onverhältnismésseg Konsequenzen hat.

Här President, ech kann de Mëtten net op all eenzelne Fall agoen, deen an deenen eenzelne Kommissiounen diskutéiert gouf. Ech géif awer nach gär op d'Reklamatiounen agoen, déi vu Leit kommen, déi am Prisong sinn; net onbedéngt well d'Problemer hei am gréisste wieren, mee well d'Zuel vun de Reklamatiounen an deem Beräich eropgaang ass. An der Justizkommissioun huet d'Ministesch erkläert, dass d'Eréffnung vum Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff méiglecherweis domat ze dinn hat, well an deem Kontext vill Detenuen transferéiert gi sinn.

D'Justizkommissioun hëlt zur Kenntnis, dass, entgéint de Reklamatiounen, Prisonéier, déi opgrond vun enger Krankheet e spezielle Regimm mussen anhalen, Menüe kréien, déi dëse Bedierfnisser Rechnung droen.

Aner Reklamatiounen hunn den Accès zum Internet betraff. D'Justizministesch huet dozou rappeléiert, dass d'Detenuë kee Recht op en Internetzougang hunn, och wa si ënner bestëmmte Konditiounen Accès kënne kréien.

Ech kommen dann zu de Conclusioune vun der Petitiounskommissioun. Aus all deene Reklamatioune geet ervir, dass vill Leit Schwieregkeeten hunn, administrativ Prozeduren nozevollzéien an Decisioune vun de Verwaltungen ze verstoen. D'Digitaliséierung mécht dat net méi einfach. Au contraire: Fir en Deel vun de Leit ass dat eng zousätzlech Hürd, déi den Accès zu de Servicer an Hëllefen, op déi si e Recht hunn, erschwéiert. Mir schléissen eis dem Wonsch vun der Ombudsman un, dass d'Alternativen zu digitale Prozeduren erhale bleiwen an dass et weiderhi méiglech ass, déi zoustänneg Servicer telefonesch ze erreechen.

Mir begréissen et, dass an deene Fäll, wou Prozeduren iwwerméisseg kompliz éiert sinn, éierlech Efforte kënne gemaach ginn, fir dat ze änneren.

D'Petitiounskommissioun huet och zur Kenntnis geholl, dass et oft inkohärent oder mangelhaft Gesetzestexter sinn, déi fir Problemer suergen. Mir deelen d'Meenung vun der Ombudsman, dass dat net zum Nodeel vun de Bierger däerf interpretéiert ginn.

Här President, an dësem Débat d'orientation diskutéiere mir am Schnellduerchgang ganz ënnerschiddlech Problematiken aus zwee Joresrapporten. D'Madamm Monti huet ugekënnegt, dass mir Ufank nächst Joer schonn den nächste Rapport presentéiert kréien. Deen Exercice erlaabt et net direkt, allen oppene Froe gerecht ze ginn. Et ass awer op kee Fall eng Routine, déi duerno direkt erëm an de Vergiess geroden dierf.

Mir notzen d'Geleeënheet haut, fir eis Appreciatioun vun der enorm wichteger Aarbecht vun der Madamm Monti an hirer Ekipp ze ginn. De gréisste Merci kënne mir hinne wuel domat ginn, wa mir eis an de kommende Méint mat eenzelne Punkten aus deene Rapporten am Detail befaassen an do, wou et néideg ass, Gesetzestexter upassen.

An domat wär ech um Enn vu mengem Rapport ukomm a soe villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Rapportrice villmools Merci fir hire Rapport.

An ech ginn dann d'Wuert weider un déi éischt ageschriwwe Riednerin, d'Madamm Nathalie Morgenthaler. Madamm Morgenthaler.

Débat

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Här President, léif alleguer, beim Duerchliese vun deenen zwee Berichter vum Ombudsman, déi mer haut hei behandelen, gëtt engem ëmmer erëm bewosst, dass d'Verwaltungen d'Rechter vun alle Leit musse garantéieren an deementspriechend am Déngscht vu jidderengem musse stoen. An den Ombudsman gëtt hei eng wichteg Hëllefsstellung. Wann eng Kéier e klengen oder e gréisseren Hick an den Interaktiounen tëschent enger Persoun an enger Verwaltung ass, dann ass den Ombudsman do, fir déi richteg Léisunge virzeschloen. Dofir sief der Madamm Claudia Monti an hirer ganzer Ekipp en décke Merci gesot fir hir alldeeglech Aarbecht an hir ausféierlech Berichter, déi ganz instruktiv fir eis sinn.

Ech muss zouginn, dass ech mech den éischten Ament gefrot hunn, firwat da grad d'Petitiounskommissioun an net zum Beispill d'Institutiounekommissioun d'Haaptroll bei de Joresberichter vum Ombudsman géif iwwerhuelen. No kuerzer Iwwerleeung liicht et engem awer séier an: D'Petitiounskommissioun ass awer iergendwou déi Kommissioun, déi den nooste Kontakt zu de Biergerinnen a Bierger huet an domat och e wichtegt Bindeglid tëschent der Bevëlkerung an de Verwaltunge vum Staat ass.

D'Madamm Monti huet der ganzer Chamber dëst Joer eréischt de Bericht vun 2022 presentéiert a kuerz drop och dee vun 2023. Si huet Mëtt Februar 2024 op RTL erklärt, dass si wëlles gehat hätt, de Bericht vun 2022 am Dezember 2023 ze presentéieren, well si géif – ech zitéieren – „kucken, laanscht all Walen ze kommen, fir wierklech politesch neutral ze sinn". Als fréier Direktesch vun engem Gremium, deen och un déi selwecht Prozedur gebonne war an ass, verstinn ech déi Ausso vun der Madamm Monti zu hirer politescher Neutralitéit net wierklech. Grad wann ee politesch neutral ass, dierfte Wale jo keen Hindernis sinn, fir Verwaltungen ze luewen oder fir de Fanger op déi eng oder déi aner Wonn ze leeën. Mir géifen eis als CSV op jidde Fall wënschen, dass all d'Institutiounen, virun allem déi, déi un d'Chamber rattachéiert sinn, hire Joresbericht direkt dat Joer drop virstellen, an domat mengen ech am éischte Semester vun engem Kalennerjoer.

Komme mer elo zum Joresbericht vun 2022. Leider ass et esou, dass nach ëmmer ze vill ëffentlech Acteuren an Actricen nëmmen eng limitéiert Kenntnis vun der Roll, den Zoustännegkeeten an den Interventiounsméiglechkeete vum Ombudsman hunn. Et ass erschreckend, dat musse festzestellen, well et nach aner Gremie gëtt, déi vill manner bekannt sinn, a wann dat scho bei esou enger grousser, wichteger Institutioun, déi awer schonn 20 Joer al ass, esou empfonnt gëtt, da muss onbedéngt nach besser a verstäerkt no baussen informéiert a kommunizéiert ginn.

Dofir ass et ëmsou méi ze begréissen, dass am Verglach zu anere Länner bei eis ëmmer méi Verwaltungen am Fall vun enger administrativer Ofweisung automatesch Recoursméiglechkeeten uginn. Entscheedungen, déi de Leit Problemer kënne bereeden, ginn ëmmer méi vu kloren Informatioune begleet, wéi een e Konflikt och aussergeriichtlech ka léisen. D'Méiglechkeet, bei den Ombudsman ze goen, gëtt an de Voies non contentieuses reegelméisseg uginn. Et ass immens luewenswäert, dass Lëtzebuerg anscheinend domadder Virreider ass an aner Länner eis als Virbild wëllen huelen.

Ech ginn net méi op eenzel Dossieren an, mee wollt allgemeng éischter Feststellunge maachen. Verschidden Ufroe ginn nach ëmmer net ëmmer beäntwert

a munchmol si widderhuelt Rappellen noutwendeg, éier eng Äntwert vu verschiddene Verwaltunge kënnt, an dat, obwuel am Gesetz kloer steet, dass all Ufro fir e Renseignement muss beäntwert ginn. Den Ombudsman ka souguer Delaie festsetzen, bannent deenen eng Äntwert muss erfollegen, ausser bei de bekannten Ausnamen, wéi zum Beispill der Staatssécherheet, wou d'Geheimnis natierlech iwwerweit.

Et gëtt och nach ëmmer Reklamatiounen, wou widderhuelt Pingpong tëscht de Verwaltunge gespillt gëtt, wou eng Verwaltung där anerer d'Schold gëtt an de Bierger respektiv d'Biergerin dobäi op der Streck bleift. D'Verwaltunge verpassen et och munchmol, eng richteg Motivatioun vun hirer Entscheedung matzedeelen, respektiv kënnt et vir, dass hir Motivatioun op Konditioune fousst, déi guer net esou an engem Gesetz virgesi sinn.

D'Ausleeung vum Gesetz kann och emol ze strikt ausfalen oder guer net am Sënn vum Gesetzgeeber. Leider kritt ee munchmol den Androck, dass dem Bierger oder der Biergerin schlechte Wëlle respektiv schlecht Absichten ënnerstallt ginn. Allgemeng gëtt festgestallt, dass verschidde Situatiounen duerch méi kloer Gesetzestexter oder Reglementer kéinte verhënnert ginn. Wann Texter flou, widderspréchlech oder onkomplett sinn an net ëmmer un Iwwergangsphase geduecht gëtt, kann et virkommen, dass dëst zu juristesche Vakuume féiert, déi dacks zu Ongonschte vun de Biergerinnen a Bierger ausgeluecht ginn.

Dës Beispiller weise ganz kloer d'Wichtegkeet vun engem ëffentlechen Déngscht, deen neutral, effizient an transparent muss sinn. An als Politick si mer deementspriechend gefuerdert, fir kloer Gesetzestexter ze stëmmen, déi kee Spillraum fir Interpretatioune loossen.

D'Ombudsman gëtt ze bedenken, dass nieft dem neie Rekord vun 1.247 Dossieren, déi tatsächlech opgemaach gi sinn, awer och nach eng Hellewull Telefonsgespréicher assuréiert ginn, wou d'Leit iwwert dee Wee déi néideg Informatioune kréien. Fir e reellt Bild vun der Aarbecht vum Ombudsman ze kréien an ze gesinn, wéi vill d'Institutioun wierklech sollicitéiert gëtt, wär et vläicht interessant, an Zukunft och eng Telefonsstatistik ze féieren.

Da komme mer elo zum Joresbericht vun 2023. D'Unzuel vun den Dossieren ass flagrant an d'Luucht gaangen. Et gëtt eng Steigerung ëm zwee Drëttel am Verglach zu 2018. An deenen Zuele fanne sech och d'Reklamatiounen aus de Prisongen erëm. A well Enn 2022 eng nei Untersuchungshaft um Uerschterhaff opgaangen ass, sinn natierlech och Dossiere vun do derbäikomm.

Wou d'Ombudsman am Joresbericht 2022 nach bedauert huet, dass nach ëmmer ze vill ëffentlech Acteuren an Actricen nëmmen eng limitéiert Kenntnis vun hirer Roll, hiren Zoustännegkeeten an hiren Interventiounsméiglechkeeten hunn, esou kann een awer houfreg drop sinn, dass d'Institutioun Ombudsman u sech als Ulafstell dobaussen awer e gewëssene Bekanntheetsgrad bei der Bevëlkerung huet. Dës Tatsaach kënnt zum Deel doduerch – an dat hat ech jo virdru schonn ugeschwat –, dass ëmmer méi Verwaltungen den Ombudsman als Recoursméiglechkeet direkt an hire Bréiwer uginn.

D'Digitalisatioun gëtt am Bericht vun der Ombudsman als eng fei Saach beschriwwen. Allerdéngs stellt sech an der Praxis eraus, dass dat aus ënnerschiddleche Grënn ville Leit Problemer bereet. Mir däerfen als Politikerinnen a Politiker bei deem ganze Prozess vun der Digitalisatioun an dem Once-Only-Prinzipp net aus den Ae verléieren, dass et Leit gëtt, déi entweeder duerch eng feelend oder komplex Technik respektiv Apparater oder och wéinst engem spezifesche Bedierfnis vläicht net kënne mat op dee Wee geholl ginn. All déi nei technologesch Entwécklungen, wéi d'Kënschtlech Intelligenz, an Technologien, wéi beispillsweis Chatbots, kënnen de Leit wäertvoll Hëllefstellunge ginn, andeems se einfach Erklärungen an Informatiounen ubidden. Mee wéi maache mer et, fir hei keen op der Streck ze loossen? Et ass un eis, drop opzepassen, jidderengem dee selwechten Zougang zu senge Rechter ze garantéieren.

Den Once-Only-Prinzipp sengersäits wäert et méiglech maachen, Dokumenter tëschent verschiddenen administrativen Entitéiten ze deelen an esou onnéideg Prozeduren ze vermeiden. Doduerch géif beispillsweis den Non-recours vu verschiddene finanziellen Ënnerstëtzungen ewechfalen an d'Leit kéimen dann an de Genoss vun Hëllefen, déi se soss vläicht ni ugefrot hätten, dëst, well d'Moossnamen hinne vläicht net bekannt sinn oder déi administrativ Schrëtt als schwéierfälleg empfonnt ginn. D'Leit riskéieren och net, de Renouvellement vun enger Hëllef net unzefroen, a verpassen och keng Delaie méi. Dës Entwécklunge wäre ganz am Sënn vum Bierger oder der Biergerin. D'Feelerquelle gi minimiséiert an den Ombudsman an d'Verwaltunge ginn automatesch mat entlaascht.

Mir sinn eis heibanne wuel all eens, dass den ëffentlechen Déngscht effizient, einfach an zougängelech soll sinn a sech duerch eng grouss Transparenz auszeechne soll, jo, souguer muss. D'Regierung huet sech net fir näischt an hirem Koalitiounsofkommes virgeholl, fest a räsonabel Friste fir d'Veraarbechtung vun Ufroe vu Bierger a Biergerinne festzeleeën, virausgesat natierlech, dass den Dossier komplett ass. Donieft soll och d'Zesummenaarbecht tëscht de Verwaltunge verstäerkt a verbessert ginn.

D'Madamm Monti huet och erkläert, dass hir Verwaltung hir Approche geännert huet an doduerch elo vill Leit gemierkt hunn, wéi wäertvoll hir Institutioun ka sinn an dass si en Alliéierte fir eng Administratioun ka sinn. Och hei gëtt d'Verwaltung entlaascht, well d'Ekipp vum Ombudsman vill Reklamatiounen am Virfeld schonn ewechhuele kann, dëst, deemno wéi, direkt schonn um Telefon.

Allgemeng, esou sot si an dësem Haus, wären d'Relatioune mat de Verwaltunge besser ginn, wat een ënner anerem, jee no Ministère an no Fall, och um Taux de correction ka feststellen.

Als CSV freeë mer eis elo schonn op eppes, wat beim Bericht vun dësem Joer ugekënnegt ginn ass, nämlech de Fakt, dass den Droit à l'erreur vum Administré oder der Administrée soll verstäerkt beliicht ginn.

„Ombudsman" ass e schweedescht Wuert, wat iwwersat „Vertrieder vum Vollek" heescht. Schweden huet schonn 1809 e parlamentareschen Ombudsman agesat, fir dem Vollek méi Gehéier ze verschafen. Dee lëtzebuergeschen Ombudsman ass esou gesinn eréischt den 22. August 2003 duerch e Gesetz an d'Liewe geruff ginn.

Heibannen ass hoffentlech jidderee frou, dass den Ombudsman dann elo an der Verfassung verankert ass, och wann en d'Verfassungsreform vläicht net matgestëmmt huet. Op alle Fall ass doduerch d'Ofschafung vum Ombudsman duerch en einfacht Gesetz onméiglech gemaach ginn. Den Numm ass am Kader vun der Reform och vu „Mediateur" an „Ombudsman" geännert ginn a fir seng Ernennung brauch et eng qualifizéiert Majoritéit.

Wann dës grouss Prinzippien iwwert dee Wee festgehale gi sinn, esou ass et awer gläichzäiteg ugeduecht, verschidden Institutiounen, déi un d'Chamber rattachéiert sinn, zesummen an ee Gesetz ze schreiwen. Domat sinn den Ombudsman, den OKaJu, den Ombudsman fir d'Kanner a Jugendlecher also, an de CET, de Centre pour l'égalité de traitement, gemengt. Deemno wéi stéisst d'CCDH, déi konsultativ Mënscherechtskommissioun, och nach dozou. Bei deem Regroupement soll d'Individualitéit vun allen Institutiounen an Organisatiounen erhale bleiwen, mee et kéinte Punkte verbessert respektiv verstäerkt an ausgeweit ginn.

D'Madamm Monti hat jo heibannen zum Beispill gesot, dass si sech keng weider Sanktiounsméiglechkeete wënscht, well si gären op Vertrauensbasis mat de Verwaltunge schafft. Si huet jo als finalen Auswee souwisou ëmmer nach d'Méiglechkeet, am Kader vum Joresbericht eppes publick ze maachen.

Dogéint besteet de Wonsch awer, an dat scho méi laang, dass dem Ombudsman seng Befugnisser ausgeweit ginn, andeems en och d'Kontrollinstanz fir privat gefouert Institutioune mat staatleche Missioune gëtt. Dës Aufgabe gi jo schliisslech mat ëffentleche Gelder finanzéiert an deemno hunn d'Leit och hei d'Recht, ze reklaméieren, wann d'Aart an d'Weis vun dëse privat geréierte Servicer do net klappt.

D'Madamm Monti huet och nach aner Iddie weidergginn, déi een an engem neien Text kéint abauen, zum Beispill och d'Tatsaach, dass si sech wënscht, dass den Ombudsman Amicus curiae kéint spillen. Et wär deemno interessant ze wëssen, wou deen Text, deen hannert de Kulisse scho besteet, drun ass.

Här President, léif alleguer, de Bericht vun der aktueller Ombudsman enthält eng Abberzuel vun Eenzelfäll a Recommandatiounen. Fir eis Politikerinnen a Politiker ass et ganz interessant, an deenen eenzelne Kommissiounen d'Diskussiounen zu an de Suivi vun deenen eenzelne Fäll ze verfollegen. Doduerch, dass mer déi Fäll op deene verschiddene Plazen thematiséieren, gi souwuel d'Verwaltunge wéi och mir op verschidde Problemer opmierksam a kënnen dann decidéieren nozebesseren. Dat ka munchmol vun enger klenger Upassung bis zu enger politescher Entscheedung, zum Beispill enger Gesetzesännerung, goen.

All dës Beispiller ënnersträichen op alle Fall d'Wichtegkeet vun dësem Service an dem Exercice, dee mer zënter der Presentatioun vun deenen zwee Berichter gemaach hunn a sécherlech nach wäerte maachen. Der Ombudsman an hirer ganzer Ekipp sief nach eng Kéier e grousse Merci gesot fir hiren Asaz am Déngscht vun all de Biergerinnen a Bierger.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Morgenthaler. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Mandy Minella. Madamm Minella.

Mme Mandy Minella (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop der Madamm Rapportrice merci fir hire Rapport. An ech wollt och der Madamm Monti Merci soen, hir an hirer Ekipp, fir déi gutt Aarbecht, déi si déi lescht zwee Joer gemaach hunn.

Natierlech gëtt iwwert d'Jore versicht, Problemer a Schwieregkeeten ze evitéieren. Dat geléngt och. A wann ee sech d'Taux-de-correctionen an deene verschiddene Beräicher ukuckt, geléngt et och ëmmer méi. Trotzdeem bleift d'Zil weider, Onstëmmegkeeten a Problemer guer net entstoen ze loossen. An dofir ass de Rapport vun der Ombudsman och immens wichteg. Wichteg, well en ëmmer erëm op Situatiounen opmierksam mécht, wou een à la base net direkt gesäit, dass Problemer kéinten entstoen. Wichteg awer och, fir vun dëse Situatiounen de Suivi

ze maachen a fir ze gesinn, ob och Solutiounen ausgeschafft ginn.

D'Zil ass et, laangfristeg ze evitéieren, dass problematesch Situatioune sech widderhuelen. Lëtzebuerg huet e staarken ëffentlechen Déngscht. Sécherlech ass net alles perfekt, mee d'Ekippe sinn allgemeng immens engagéiert an och ëmmer amgaangen, sech ze developpéieren an ze moderniséieren. Dass et trotzdeem heiansdo zu Problemer tëscht de Bierger an den Administratioune kënnt, bleift natierlech net aus. Glécklecherweis ka villes duerch Mediatioun aus der Welt geschaf ginn.

D'Ombudsman bleift och haut eng onverzichtbar Institutioun an onser Demokratie. D'Ombudsman hëlt d'Mënschen an hir Problemer eescht. Et gouf hei an der Chamber schonn emol an dësem Kader gesot – ech zitéieren –, „dass de Conseil de l'Europe an d'Principes de Venise d'Wichtegkeet vum Mediateur ënnersträichen an dass [am] Dezember 2020 souguer d'Assemblée générale vun de Vereenten Natiounen Ombudsman a Mediateur promouvéiert huet". Alles dat weist ganz kloer, dass dës Institutioun engem reelle Besoin entsprécht.

Ëmsou méi freet et een, dass mat der Verfassungsreform 2023 den Ombudsman déi verdéngten Unerkennung kritt huet, déi dës Institutioun als wäertvollt Element an der Lëtzebuerger Gesellschaft verankert.

Zu deenen zwee Rapporten. Déi waren immens informativ, ech géif awer, vu d'Zäit, just op e puer Beispiller agoen. Fir awer och nach eppes ze widderhuelen, wat scho méi oft am Kader vum Ombudsrapport gesot gouf a wat och ganz richteg ass: Eng Gesellschaft muss sech doru moossen, wéi si mat deene Leit ëmgeet, déi schlecht dru sinn. Et ass genee an deene Fäll, wou den Ombudsman wichteg Akzenter setzt an de mënschleche Wee virun Texter a Reegele setzt, fir dass déi human Approche am Sënn vun de Bierger gewielt gëtt.

Sou zum Beispill de Fall vun enger Persoun, déi d'Allocation de vie chère sollt refuséiert kréien. Wat war passéiert? E Bierger hat eng Demande fir d'Allocation de vie chère eragereecht an ass no enger Zäit drop opmierksam gemaach ginn, dass e Relevé vun der Bank mat enger Kontosnummer géif feelen. Doropshin huet d'Persoun eng Foto vun hirer Bankkaart erageschéckt. Zur Iwwerraschung vun der Persoun krut si dunn awer virum virgeschriwwenen Delai vun 30 Deeg e Refus vun hirer Demande, dëst, well den Dossier net matzäiten an och net komplett eragereecht gi war. Wat déi Persoun effektiv net bemierkt hat, war, dass op deenen neie Kaarten d'Kontosnummeren effektiv net méi vir, mee hannen op der Kaart geschriwwe stinn.

Natierlech, et ass u sech un all Mënsch, derfir ze suergen, dass d'Dokumenter och an der Rei sinn, wann een eng Demande fir eppes erareecht. Mee heiansdo muss een och iwwert d'Reegelen eraus matdenken. Net nëmme krut d'Persoun e Refus nach virum gesetzlechen Delai, mee dat heite war och e ganz banale Feeler, deen een u sech mat engem einfachen Uruff hätt kënne léisen, an zwar nach virum Delai.

Och wa säitens dem Fonds national de solidarité aktuell net virgesinn ass, Rappellen zu deene verschiddenen Dossieren erauszeschécken, sollt een awer net vergiessen, dass grad déi Leit, déi e Refus kréien, batter Konsequenzen an hirem Alldag ze spiere kréien. Si mussen op dës Mesüren zeréckgräife kënnen, well se wierklech vun där Assistenz ofhängeg sinn a zu deene vulnerabelste Leit an eiser Gesellschaft gehéieren, déi et och esou schonn net einfach hunn.

Eng kleng Assistenz kann net just de Servicer immens vill Aarbecht, mee och deene Leit, déi Hëllef brauchen, immens vill Misär a Suergen erspueren. A grad dat ass jo awer eent vun den Haaptziler vun dëse soziale Mesüren. Ëmsou méi frou sinn ech, dass de Fonds national an dësem Fall net just reagéiert huet, mee och versicht, à long terme Ännerunge virzegesinn, fir genau esou Problemer ze vermeiden.

Änlech goung et enger Damm, där hire REVIS gekierzt gouf. Wat war geschitt? D'Koppel hat sech getrennt, d'Fra war bei de Kanner, mee de Mann war verschwonnen a béid haten iwwer Jore kee Kontakt. Nodeems d'Fra no Joren d'Scheedung agereecht huet, gouf et och eng Decisioun, dass de Mann sollt fir d'Kanner d'Ënnerhaltskäschte bezuelen an Alimenter u seng Exfra. D'Madamm selwer krut zu där Zäit de REVIS. Deen ass hier dunn awer op der Basis vun där Decisioun gekierzt ginn. De Problem hei awer war deen, dass d'Suen, déi si vun hirem Exmann hätt solle kréien, ni bei hir ukomm sinn. Och d'Avancë vun der Pension alimentaire konnt si dee Moment net kréien. Dat alles huet si an eng immens schwiereg finanziell Situatioun bruecht. Um Enn konnt si mol hire Loyer net méi bezuelen. D'Fra gouf also hei u sech duebel an dräifach bestrooft. An och hei war et wichteg, dass d'Ombudsman agräift an den FNS no engem éischte Refus awer dozou konnt beweegen, de Montant vum REVIS fir d'Madamm nei ze fixéieren.

Dëst schéngen oft op den éischte Bléck Klengegkeeten ze sinn. Wann ee sech awer den Impakt vun de verschiddenen Decisioune bewosst mécht, mierkt een, wéi onverzichtbar den Ombudsman tatsächlech ass, deen ëmmer erëm intervenéiert, wann d'Leit sech an enger kriddeleger Situatioun selwer net méi ze hëllefe wëssen.

Dëst gesot, a bei alle Kriticken a Problemer, déi et gëtt, sinn ech awer och frou – ech hunn elo zwee Beispiller aus der Famille genannt –, dass zum Beispill grad an der Famille bei den Dossieren, déi un d'Ombudsman erugedroe ginn, den Taux de correction an d'Luucht gaangen ass, an dat vun 80,95 % am Joer 2022 op 85,71 % am Joer 2023.

Allgemeng géifen och manner Plaintë gemaach ginn, wat dann och un der méi enker Zesummenaarbecht vum Familljeministère mam Ombudsman an den Efforten an deem Beräich géing leien. Dat ass eng positiv Entwécklung, déi ganz kloer weist, dass och opsäite vun de Ministèren a Verwaltunge wierklech Efforte gemaach ginn, fir de Leit entgéintzekommen an och Léisungen ze fannen.

Onofhängeg dovu ginn ech awer och dervun aus, dass de Guichet social unique, zesumme mam Once-Only-Prinzipp, un deenen de Familljeminister Max Hahn an d'Madamm Minister fir Digitalisatioun Stéphanie Obertin schaffen, an Zukunft zousätzlech Verbesserunge grad am Beräich vun de soziale Leeschtunge wäerte mat sech bréngen.

E weideren Dauerbrenner am Beräich Santé, fir méi genau ze sinn an der Sécurité sociale, ass de Problem vun de verschiddene Meenungen tëschent dem Kontrolldokter an dem Aarbechtsdokter. De Rapport vun 2023 geet op de Fall vun engem Här an, deen 2022 en Aarbechtsaccident hat. Doropshin hat hien eng Operatioun an du krut hien no siwe Méint vum Kontrolldokter gesot, e wier erëm kapabel, schaffen ze goen. Nodeems den Här erëm ugefaangen hat mat schaffen, krut hien awer du vum Aarbechtsdokter gesot, e wier net apte, weider op senger Plaz ze schaffen. Vum Hausdokter krut de Mann finalement e Krankeschäin. Deen, gradewéi d'Prise en charge vum Här, goufen awer vun der CNS refuséiert. D'Resultat war: Den Här war finalement ouni Akommes an huet seng Aarbecht erëm mussen ophuelen.

Den Ombudsman huet doropshin d'CNS kontaktéiert an ass informéiert ginn, dass fir d'Dossiere, wou Diskrepanze sinn tëschent de Meenunge vun Aarbechts- a Kontrolldokter, de Conseil d'administration consultéiert gëtt. Och de Ministère gouf kontaktéiert, dee confirméiert huet, dass an esou engem Fall de Patron per Gesetz gehalen ass, dem Salarié weider säi Salaire auszebezuelen.

Och dëser Fäll gëtt et ëmmer an ëmmer erëm. An de Bierger gëtt hei zum Spillball tëschent de verschiddenen Administratiounen. Dat dierf net sinn an dofir kann een och an dëse Fäll frou sinn, dass d'Ombudsman do ass, fir souwuel d'Verwaltungen, mee och d'Bierger iwwer hir Flichten an hir Rechter ze informéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e leschte Punkt, ier ech zum Schluss kommen, an zwar e Punkt, deen och all Joer erëm en Hot Topic am Kader vum Ombudsrapport ass, dat ass d'Fro vum Ombudsman a senge Kompetenzen. Dir wësst, dass den Ombudsman aktuell fir ëffentlech Administratiounen zoustänneg ass. Et gëtt awer och eng ganz Rei u Services publics, déi zwar eng Konventioun mam Staat hunn, déi awer net an de Kompetenzberäich vum Ombudsman falen. D'Madamm Monti an hir Ekipp weise Joer fir Joer an hirem Rapport, wéi vill si gefuerdert ginn. A mat den Taux-de-correctionen, déi an d'Luucht ginn, gesi mir, dass d'Aktivitéite vum Ombudsman och Changementer a Verbesserunge mat sech bréngen, dëst souwuel fir d'Leit, mee eeben och fir d'Verwaltungen. Et kann also nëmme vu Virdeel sinn, d'Kompetenze vun der Mediatioun och op déi aner konventionéiert Servicer ze erweideren.

Dëst gesot, kann een der Madamm Monti fir hiren Asaz iwwert déi lescht siwe Joer nëmme Merci soen. Säit siwe Joer ass si elo, wéi et deemools an der Press geheescht huet, als „Knouterfra" engagéiert. Als Vermëttler huet si hire Rôle zu all Moment ëmmer mat der néideger Seriositéit, mat deem Versteesdemech fir de Bierger an awer och mat der wuel néideger Ausdauer erfëllt, fir zesumme mat hirer Ekipp de Leit no beschtem Wëssen a Gewëssen zur Säit ze stoen. Dëst gesot, mengersäits an och säitens menger Fraktioun der Madamm Monti nach eemol e grousse Merci.

Domat wär ech och um Schluss vu menger Ried ukomm an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen (DP) | Richteg gutt!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minella. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Claire Delcourt, dës Kéier am Numm vun der LSAP-Fraktioun. Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Merci, Här President. Hei sinn ech dann elo nach eng Kéier am Numm vun der Fraktioun vun der LSAP. Hei sinn elo schonn e puer Punkten ugeschwat ginn, déi natierlech net onwichteg sinn. Et ass vläicht da gradesou gutt, wann een dat nach eng Kéier widderhëlt, fir dass dat dann och ukënnt.

Wat mech eeben och besonnesch interpelléiert huet hei an deene Rapporte vum Ombudsman, ass wierklech déi héich Unzuel u Reklamatiounen, déi net recevabel oder offensichtlech net fondéiert sinn. Dobäi kommen dann och déi Telefonsuriff, déi d'Madamm Morgenthaler ugeschwat huet an déi och d'Madamm Monti an hirem mëndleche Rapport kuerz ugeschwat hat a wou et net zu enger offizieller Reklamatioun kënnt, well se net an de Kompetenzberäich vum Ombudsman falen.

Mir wëllen net, dass den Ombudsman nach méi e laange Rapport muss schreiwen, mee et wier awer interessant ze wëssen, vläicht bei der mëndlecher Presentatioun e klengen Abléck ze kréien, wouriwwer d'Leit sech hei am meeschte bekloen oder beschwéieren. All dës Reklamatioune weisen, dass d'Leit oft nach net verstinn, wourop si e Recht hunn a wourop net. Dat ass net just e Problem vun Digitalisatioun, mee d'Kommunikatioun tëscht de Bierger an de Verwaltungen ass gréisstendeels eng schrëftlech.

Am Kader vum Internationalen Dag vun der Alphabetiséierung si mir drun erënnert ginn, dass 10 % bis 12 % vun der Bevëlkerung Schwieregkeeten hunn, dat, wat si liesen, och ze verstoen. Mir sollten eis dobäi keng Illusioune maachen, well nach laang net jiddereen, deen duerch eise Schoulsystem geet, kompliziéiert Verwaltungstexter versteet, ganz ofgesi vu Leit, déi net hei opgewuess sinn an eventuell en anere Schrëftsystem gewinnt sinn. An da kënnt och nach eis komplex Sproochsituatioun dobäi. Mir mussen also dovunner ausgoen, dass ganz vill Leit sech mat administrative Virgäng schwéierdinn.

D'LSAP ass duerfir ganz d'accord, dass ee sech net mat engem „nul n'est censé ignorer la loi" begnüge kann, ëmsou méi, wann ee bedenkt, wéi oft mir souguer hei an der Chamber iwwert d'Interpretatioun vun deem engen oder aneren Text diskutéieren.

Fir vill Leit ass den Ombudsman déi lescht Optioun, wa se no enger Persoun sichen, déi hinnen hëlleft, hir Problemer ze léisen. D'LSAP begréisst d'Efforten, déi vun hir a vun hire Mataarbechter gemaach ginn, fir dës Leit un déi zoustänneg Instanze weiderzeleeden.

Mir sinn awer och der Meenung, dass eis Verwaltungen esou opgestallt musse sinn, dass d'Leit direkt bei deenen zoustännege Servicer déi Erklärunge kréien, déi si brauchen. Et ass a bleift och an Zukunft wichteg, dass een telefonesch eng Persoun erreecht, déi engem ka weiderhëllefen. Dëst ass ëmsou méi wichteg fir eeler Leit, déi et am Zäitalter vun der Digitaliséierung oft schwéier hu matzekommen. Mir schwätzen hei och oft vum Digital Divide, an do gëllt et opzepassen, datt dësen net méi grouss gëtt. Mee mir mussen dës Leit mathuelen a begleeden, well si op eis Ënnerstëtzung ugewise sinn.

Fir d'LSAP war et ëmmer wichteg, dass d'Leit, déi net zu de Privilegiéierten zielen an déi Urecht op bestëmmte Forme vun Ënnerstëtzung hunn, dës kënne kréien, ouni sech wéi Bittsteller ze fillen. Mir sinn eis awer och bewosst, dass et och bei de Bierger, déi d'Verwaltunge kontaktéieren, Leit gëtt, déi mat iwwerzunnene Fuerderungen oder Erwaardunge kommen. Net jiddereen, dee bei enger Verwaltung urifft, ass fein a frëndlech.

D'Beamte sinn och just Mënschen. Si wëllen, wéi jiddereen, mat Respekt behandelt ginn. Et gëtt sécher Servicer, wou d'Leit méi heefeg probéieren, de System ze ëmgoen, fir eppes ze kréien, wéi anerer. Et ass natierlech novollzéibar, dass dat besonnesch bei Hëllefen de Fall ass, déi existenziell wichteg sinn, wéi dem REVIS, dem Chômage, dem abordabele Wunnraum oder iwwerhaapt dem Recht, hei zu Lëtzebuerg ze bleiwen.

An hei ass den Challenge, dass trotzdeem all nei Demande ouni Virurteel ze consideréieren ass. Et däerf net generell zu deem kommen, wat d'Ombudsman eng „présomption de mauvaise foi" nennt. Natierlech muss sech de Beamten un d'Gesetz halen, och wann dat net ëmmer fir déi eenzel Persoun novollzéibar ass. An dofir plädéiert d'Ombudsman fir méi Mënschlechkeet an de Relatiounen tëschent de Bierger an den Administratiounen.

Si huet ugekënnegt, dass si an hirem nächste Rapport de Prinzipp vum Droit à l'erreur ervirhieft, wéi et et scho vereenzelt an anere Länner gëtt. D'LSAP wäert dat sécher mat groussem Interessi ophuelen. Kee System ass perfekt. Et wäert sécher och an Zukunft Feeler, Mëssverständnisser an Onzefriddenheete ginn, déi Bierger dozou beweegen, den Ombudsman ze kontaktéieren. Dës Institutioun ass genau déi Schnëttstell tëscht de Bierger, de Gemengen an dem Staat, déi en Element vu Mënschlechkeet kann erabréngen; eng Méiglechkeet zur Korrektur an engem System, dee vun Natur aus vu Reegelen a Prozedure gepräägt ass, déi net allen Eenzelfäll gerecht ginn. Mir sinn der Madamm Monti an hirer Ekipp dofir ganz dankbar fir hiert Engagement an déi Efforten, déi si an dësem Sënn maachen.

Ech wëll dann och am Numm vun der LSAP nach eng Kéier mat engem ganz grousse Merci ofschléissen a soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Dan Hardy. Här Hardy.

M. Dan Hardy (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech der Madamm Monti an hire Mataarbechter e grousse Merci soe fir déi geleeschten Aarbecht, déi mer jo hei haut diskutéieren. Merci och un d'Rapportrice Claire Delcourt, déi wierklech villes am Detail erkläert huet.

Et schéngt esou ze sinn, datt mir alleguerten eebe gréisstendeels zefridde si mat der Effikassitéit vun den Interventioune vum Ombudsman, also och iwwert de sougenannten Taux de correction. Dat weist, wéi wichteg a wéi nëtzlech déi Institutioun ass – op Lëtzebuergesch iwwregens „Knoutermann" genannt; deen Term war nach vum Jean-Claude Juncker an enger Regierungserklärung proposéiert ginn. An datt de Knoutermann mëttlerweil en Deel vun eiser Verfassung ass, hate mir als ADR ausdrécklech begréisst.

Här President, mir gesinn, datt d'Zuel vun den Dossiere vun der aktueller Knouterfra vun 2022 un all Joer ëm ronn 200 Dossieren an d'Luucht gaangen ass, wat fir eis och op de Wuesstem vun der Populatioun zréckzeféieren ass. Dofir ass et eis als ADR ganz wichteg, datt mir den Apparat vum Ombudsman esou ekipéieren, datt dësen och an Zukunft eng gutt Aarbecht leeschte kann.

Déi meescht Demanden un den Ombudsman zejoert hunn de Bausseministère betraff, dat virun allem am Kader vum Asylrecht. Do si mir ganz der Meenung vun der Madamm Monti, wa si seet, datt betraffe Leit Kloerheet mussen hunn an et net ka sinn, datt si jorelaang higehale ginn.

Da bleiwe mir och der Meenung, datt d'Digitaliséierung Virdeeler bréngt, awer an engems d'Geforen dovunner weider thematiséiert musse ginn. Sou däerf se net op d'Käschte vum perséinleche Kontakt goen. Mir musse sécher sinn, datt d'Digitaliséierung eng Hëllef ass fir d'Leit a keen ausschléisst. Dofir bleiwen déi analog Méiglechkeeten, fir kënnen ze kommunikéieren – dat heescht och virun allem déi perséinlech Berodung –, extreem wichteg.

Här President, Dir Dammen an Hären, zu der Assistance juridique: De Staat soll dës fir seng Leit an aner Bierger, déi dës Hëllef brauchen, vill méi flexibel handhaben. Et ass eng Diskussioun, déi schonn zënter Jore gefouert gëtt, an awer schéngt et, datt de Staat an dëser Saach ze bürokratesch ass, wann et drëms geet, d'Assistance juridique ze accordéieren oder eeben net ze accordéieren.

Do plädéiere mir fir méi Generositéit. Dat heescht jo net, datt dat finanziell zulaaschte vum Staat ass. Well wa se net geschëlt ass, wa Verurteelunge kommen, da kann dat natierlech recuperéiert ginn. Mee fir de Leit bäizestoen, virun allem deene Leit, déi beim Staat selwer schaffen – ech denken un d'Polizisten, mee och un aner Leit, déi vläicht an enger Situatioun sinn, wou se déi Assistance juridique brauchen –, däerf et do keng Diskussioune ginn. Betraffe Leit missten déi Hëllef direkt kréien. A wann et sech dann herno erausstellt, datt dat net néideg war, datt dat net ubruecht war, da soll déi eeben zréckbezuelt ginn. Mee wann d'Leit Hëllef brauchen, da soll se direkt kommen.

Här President, ech komme schonn zum Schluss. Grad an dësen Zäiten, wou d'Liewenskäschten ëmmer méi héich ginn, ass et fir vill schaffend Leit wichteg ze wëssen, wéi héich hir Pensioun nom Beruffsliewen ass. Déi Berechnung ass awer weider ganz komplex. An hei stellt sech fir eis d'Fro vun der Kompetenz vun den Établissements publics, déi zum Deel eege Servicer hunn, fir d'Pensiounen ze berechnen. An do kann ee sech och d'Fro stellen, ob déi Berechnung vun de Renten net soll zentral beim Staat gemaach ginn, einfach och fir eng Verlässlechkeet ze hunn, well et ass jo kompliziéiert. A wat eis um Häerz läit, ass, datt et do keng Mëssverständnisser oder falsch Berechnunge soll kënne ginn.

Da begréisst d'ADR nach, datt sech d'Madamm Monti an hirer wichteger Positioun bis elo ëmmer politesch neutral verhalen huet, sou wéi dat an der Definitioun vum Ombudsman festgeschriwwen ass. Mir bedaueren dogéint, datt sech eenzel Responsabel vun aneren Institutiounen, déi der Chamber ënnerstinn, net ëmmer un déi politesch Neutralitéit halen. Beispill OKaJu: Den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher huet rezent kloer politesch Positioun bezunn, andeems e se sech fir méi LGBTQ-Enseignement an de Schoulen ausgeschwat huet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Meris Sehovic. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Här President, Madamm Ombudsman, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll natierlech ufänke mat engem grousse Merci fir d'Madamm Ombudsman Claudia Monti an hir Ekipp fir d'Rapports d'activité aus de Joren 2022 an 2023 a virun allem awer och fir déi wäertvoll Aarbecht, déi si Dag fir Dag leeschten als Vermëttler tëscht de Biergerinnen a Bierger – den Administrés – op där enger Säit an den ëffentlechen Instanzen op där anerer Säit, den Administratiounen op nationalem a kommunalem Plang.

Wa mer haut iwwert déi zwee Rapport-d'activitéen debattéieren – dat läit iergendwou an der Natur vun der Saach –, da konzentréiere mer eis natierlech op déi Fäll, wou eppes am Kontakt tëscht den Administratiounen an de Biergerinnen a Bierger net geklappt huet, wou e Malentendu war oder carrement e Problem.

Bis op verschidde strukturell Problemer, déi d'Madamm Ombudsman a béide Rapporten wéi gewinnt schonungslos oppegeluecht huet an op déi ech nach méi spéit wäert ze schwätze kommen, verlafen d'administrativ Prozedure bei eis am Land awer meeschtens reiwungslos a konfliktfräi – dat wëll ech op dëser Plaz awer och eng Kéier kloer gesot hunn –, an dofir profitéieren ech och ausdrécklech vun der Occasioun, fir awer de Beamtinnen an de Beamten an allen Ugestallte beim Staat a bei de Gemenge Merci ze soe fir

hiren Asaz am Déngscht vum Land a vun de Biergerinnen a vun de Bierger.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wäert net op d'Zuelen an op d'Statistiken agoen. Dofir hunn ech d'Zäit net, an dat huet souwisou d'Rapportrice op eng exzellent Aart a Weis gemaach. Ech erlabe mer awer, vläicht eng Zuel erauszepicken, déi mir perséinlech Freed gemaach huet bei der Lektür vun de Rapporten an déi vläicht e bëssen Hoffnung mécht an der net ëmmer ganz reiwungsloser Zesummenaarbecht tëscht de Gemengenadministratiounen an der Institutioun vum Ombudsman: Den Taux de correction op kommunalem Plang ass 2023 bei enger stabel bleiwender Unzuel vu Reklamatioune weesentlech eropgaangen: vu 74,3 % am Joer 2022 op 88,2 % am Joer 2023.

D'Unzuel vun de Reklamatiounen ass an de Joren 2022 an 2023 wéi gewinnt ëm e Villfacht méi héich um Niveau vum Zentralstaat wéi bei de Gemengen. Wisou ass dat eigentlech esou? Vläicht well d'Administratiounen op kommunalem Niveau méi no un de Biergerinnen a Bierger kënne sinn an domat haut an der Reegel och eng méi weesentlech Roll am Alldag vun de Mënsche spille kënnen? Bestëmmt huet et awer och e bëssen domadder ze dinn, dass grad op kommunalem Plang an och bei de Biergerinnen a Bierger nach net genuch bekannt ass, wat de Rôle vum Ombudsman ass an dass och op kommunalem Plang intervenéiert a vermëttelt ka ginn.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Do misst een eiser Meenung no kucken – de Staat zesumme mat de Gemengen –, fir um Niveau vun de Ministèren an och vun de kommunalen Administratiounen zentral Kontaktstelle fir den Ombudsman ze schafen an all Gemeng besser iwwert d'Aarbecht ze sensibiliséieren. Eng Fuerderung, déi esou net ganz nei ass, déi scho mol diskutéiert ginn ass an déi mer ausdrécklech ënnerstëtzen.

Am Avant-propos vum Rapport 2023 – wann ech mech richteg erënneren – schwätzt d'Madamm Monti vum „Pingpong" tëscht den Administratiounen, dee si an hirer Aarbecht oft feststellt an dee munchmol zu ganz skurrillen, munchmol awer och zu ganz problematesche Konsequenze fir déi Betraffe ka féieren. Mir ralliéieren eis do ausdrécklech der Madamm Ombudsman.

Ech verweisen an dësem Kontext zum Beispill op déi Diskussioun, déi mer rezent am Kader vun der Interpellatioun iwwert d'Inklusioun an de Schoulen haten. An deem Beräich maache mir leider och de Constat, dass et ze oft zu Pingpong kënnt tëscht den ëffentlechen Instanzen, déi dann an der Konsequenz ganz grav Problemer schafe fir d'Kanner a fir hir Elteren. Do, also am Beräich vun der Vereinfachung vun de Prozedure fir d'Prise en charge vu Kanner mat spezifesche Besoinen, mee och am Allgemenge bei de Prozeduren, huet d'Regierung an de leschte Méint relativ vill – wann och vag – Versprieche gemaach. Do ass se elo an der Bréngschold. Do wäerte mir genau drop kucken.

En anere Sujet, deen am Avant-propos ugeschwat gëtt an dee jo och wärend der leschter Debatt hei an der Chamber vill diskutéiert ginn ass, ass d'Digitaliséierung vun den ëffentleche Verwaltungen. Mir Gréng sinn der Meenung, dass do nach vill Potenzial ass an ënnerstëtzen all d'Efforten, fir d'Digitaliséierung an der ëffentlecher Verwaltung virunzedreiwen. Mee mir sinn awer och der Meenung, dass een net all Service digitaliséiere kann. Do, wou Fangerspëtzegefill an Empathie verlaangt sinn, ka kee Computer dotëschtgeschalt ginn. Dofir muss den direkte Kontakt och an Zukunft en héije Stellewäert behalen. Eng mëndlech Kommunikatioun dréit oft dozou bäi, dass een d'Situatioun respektiv eng Decisioun vun enger Verwaltung besser erkläre kann a soumadder och besser novollzéibar maache kann. Ëffentlech Verwaltunge mussen inklusiv sinn a fir all Mënsch einfach a gratis accessibel bleiwen. Et dierf keen ausgeschloss sinn.

Erlaabt mer vläicht, nieft deene verschiddene Recommandatiounen an och Fäll, déi am Rapport drastinn an déi schonn zum Deel vu menge Virriednerinnen a Virriedner erwäänt gi sinn, op zwee spezifesch Fäll anzegoen, déi dréngend mussen diskutéiert ginn.

Am Rapport vun 2023 ass rieds vun e puer Fäll, wou Fraen ënner verschiddene Konditioune wärend hirer Schwangerschaft duerch dat aarbechtsrechtlecht Schutznetz gerutscht sinn an hir Rechter, sief et beim Congé de maternité, sief et beim pre- a postnatale Beschäftegungsschutz, verluer hunn. D'Madamm Ombudsman weist am Rapport zu Recht drop hin, dass hei e ganz dréngende Besoin ass, d'Legislatioun unzepassen. D'Ministesch huet an der Kommissiounssëtzung, wou mer dat diskutéiert hunn, och an Aussiicht gestallt, dass mer do géifen um legislativen Niveau nobesseren. An do musse mer onbedéngt hannendrubleiwen!

Aus Aktualitéitsgrënn géif ech dann awer och nach gären op eng Recommandatioun aus dem Rapport vun 2022 agoen – d'Recommandatioun 57 –, an där et ëm d'Prise en charge an ëm d'Rechter vun de Mineurs non accompagnés geet, also de Kanner a Jugendlechen, déi nach mannerjäreg an eleng sinn an ouni Elteren oder erwuesse Familljememberen an eist Land geflücht sinn. Si sinn eleng ënnerwee, well se hir Famill verluer hunn, vun hir getrennt goufen oder ganz einfach keng Famill méi hunn. Am internationale Flüchtlingsrecht ginn dës Kanner a Jugendlecher besonnesch geschützt, well si ganz vulnerabel sinn an Hëllef brauchen.

Dat ass eng Problematik, déi an de virleiende Rapporte vun der Madamm Ombudsman thematiséiert gëtt, mee och scho vun aneren Acteure wéi dem UNHCR, dem OKaJu, der Unicef oder dem Lëtzebuerger Flüchtlingsrot. Den zoustännege Minister huet virun e puer Deeg op eng Question parlementaire vun der Kolleegin Djuna Bernard a mir geäntwert, dass am Kader vun der Ëmsetzung vum Pacte migratoire Verbesserunge fir dës vulnerabel Kanner a Jugendlecher komme sollen. An an deem Kader muss och onbedéngt – dat wëll ech hei ganz däitlech soen – d'Recommandatioun 57 vum Ombudsman consideréiert ginn an an d'Aarbechte vum Parlament integréiert sinn!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Ofschléissend wëll ech am Numm vun deene Gréngen nach eng Kéier eise Merci an eis Ënnerstëtzung ausschwätze fir d'Aarbecht vun der Madamm Monti an hirer Ekipp. Well déi Aarbecht sou wichteg ass a well den Ombudsman esou e wichtege Rôle an eiser Demokratie spille kann a spille muss, musse mir eis och froen, wéi eng Implikatiounen déi gesellschaftlech Verännerungen, déi mer duerchliewen, op de Rôle vum Ombudsman an op d'Funktiounsweis vum Ombudsman hunn a wat gebraucht gëtt, fir dass den Ombudsman och an Zukunft d'Erausfuerderungen ugoe kann.

Eis géif et an deem Kontext freeën, wann d'Petitiounskommissioun oder d'Chamber am Allgemengen – an do kommen ech e bëssen op eng Recommandatioun zréck, déi den Här Schaaf schonn d'lescht Joer ulässlech dëser Debatt formuléiert huet –, wa mer kéinten an e méi reegelméissegen, konkreeten Echange kommen, vläicht an deenen nächste Wochen, an deenen nächste Méint, iwwert d'Funktiounsweis an iwwert d'Zukunft vun där esou wichteger Institutioun.

Ech soen Iech Merci.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och merci dem Claire Delcourt fir déi zwee gutt Rapporten, déi et mer erméiglechen, an deene kuerze siwe Minutten net op déi eenzel Fäll anzegoen. Awer och e ganz grousse Merci un eist Chamberspersonal, dat déi ganz Kommissiounsrapporten zesummegefaasst huet an déi eenzel Dokumenter mat duerchgaange ass, fir dem Claire Delcourt ze hëllefen. Natierlech och e grousse Merci un d'Madamm Claudia Monti an hir Ekipp, well ech genéissen et allkéiers, wann de Rapport kënnt an déi e bësse méi pickeg Bemierkungen – virun allem déi mëndlech – kommen, déi awer d'Realitéit erëmspigelen.

Et ass awer och do eise Beamte Merci ze soen. Mee et ass eeben nun emol och esou – an dat mécht d'Madamm Monti ëmmer ganz diplomatesch, awer prezis –, dass et heiansdo Fäll gëtt, wou ee muss e bëssen op d'Fanger geklappt kréien, well de Bierger awer net zu senge Rechter komm ass. An dat ass och genau déi Aufgab, déi een als Ombudsman huet. Well als Bierger huet een esou eng gewëssen Onmuecht virum Staatsapparat oder viru senger Gemeng, an do ass et gutt, dass een eng aner Kontaktstell huet, déi engem dann emol weiderhëlleft.

Well wann ech an de Rapporte liesen, dass souguer d'Madamm Ombudsman frech Äntwerte kritt, da wëll ech net wëssen, wat verschidde Bierger heiansdo geäntwert kréien. An dat sinn heiansdo déi Punkten, bei deene mer eis awer och politesch musse froen, ob do net vläicht heiansdo gewësse Formatiounen am Staatsapparat bei verschiddene Leit gefeelt hunn, well ech huele jo net un, dass et béise Wëllen ass, wann de Bierger op verschidde Froen oder op Demanden eng esou negativ oder einfach eng salopp Äntwert kritt. Dofir ass et gutt, dass d'Madamm Monti dat ëmmer erëm ervirhieft.

Et ass och wichteg, dass een déi Rechter, déi een huet, ëmgesat kritt, virun allem wann een am Recht ass. An dat ass eeben déi Statistik, déi am Rapport ze gesinn ass. Et sinn natierlech e puer Froen, déi net fundéiert waren, mee bei deenen, déi berechtegt waren, ass et gutt. An ech hu gelies, dass verschidde Leit eeben net d'Méiglechkeet haten. Et war ee Punkt, wou souguer drastoung, dass kee finanzielle Moyen do war, fir eeben den Affekot ze huelen, well op där anerer Säit de Staat esou vill Geld gefrot huet. Dat sinn alleguerten déi Punkten, déi ee sech eng Kéier muss iwwerleeën.

An ech hu mer jo all Joer e klengen Dadda erausgeholl aus de Rapporten, wat mech besonnesch interesséiert huet. An dat ass dëst Joer virun allem de Logement. Well do war ee Punkt, dee mech awer alarméiert huet. Ech hat dat och schonn an e puer Rieden zum Logement hei ugedeit an ech hunn och haut eng Motioun matbruecht, well ech awer der Meenung sinn, dass mer dat politesch mussen änneren. An do geet et ëm d'Loyerspräisser.

D'Madamm Monti huet do e Fall opbruecht, wou net de maximale Loyerspräis, deen d'Steierverwaltung mengt, kënnen ze froen, gefrot ginn ass. An do ass déi betraffe Persoun deementspriechend sanktionéiert ginn an huet misse méi bezuelen. Dat ass fir mech eigentlech onverständlech. Wann een eng Wunneng zur Verfügung stellt an e seet: „Ech ginn déi fir e méi soziale Loyer", soll en déi Méiglechkeet och an Zukunft hunn. Wa mer eppes wëlle mat de

Logementspräisser maachen, da solle mer d'Leit net forcéieren, de maximale Loyer ze froen. Dofir hunn ech haut dës Motioun matbruecht, fir do awer eng Ouverture ze maachen, well et sinn esou vill Leit, déi bereet wären, ze soen: „Ech ginn net onbedéngt de maximale Präis froe fir mäin Appartement oder Haus, wat ech verlounen, mee ech ginn hin an ech huele méi e klenge Präis. Mee da wëll ech awer och net duerno bestrooft ginn."

Vill Dossieren, vun deenen ech am Rapport gelies hunn an déi d'Madamm Delcourt nach eng Kéier hei erwäänt huet, erënnere mech ëmmer e bëssen un d'Diskussiounen, déi mer och am Office social hunn. Et ass och do oft esou, dass d'Leit eng negativ Äntwert kréien a sech dann awer herno – wéi soll ech dat diplomatesch ausdrécken? – erausstellt, dass se awer vläicht Recht haten, mee awer do Leit dertëschent sinn, déi dann emol de REVIS gekierzt kruten oder aner Hëllefen an einfach emol op null gefall sinn. An dat hunn ech och e puermol am Rapport vun der Ombudsman mat erëmfonnt.

An dat ass eigentlech e Punkt, wou mer eis och politesch eng Kéier sollten d'Fro stellen, ob mer allkéiers direkt esou quasi mat der Aaxt eruginn a soen: „Déi Leit kréien elo nëmmen nach null Euro oder guer näischt", an herno kréie se dann iergendeng Kéier Recht, mee si hunn awer sechs, siwe Méint missen iwwerliewen. Dann hu se Chance, wa se en Office social hunn an enger Gemeng, deen hinnen ënnert d'Äerm gräift. Mee och dat ass net iwwerall de Fall. An do musse mer eis eng Kéier iwwerleeën, wann esou Fäll, wéi se och hei am Rapport genannt gi sinn, optrieden, ob een d'Leit ëmmer direkt op null muss setzen oder ob een do net kann aner Stufen hunn.

Ech war jo selwer eng Kéier Rapporter vum Rapport vum Ombudsman. An ech mengen, ech hat souguer schonn deemools d'Motioun eng Kéier bruecht, fir dass aner Service-publicken och sollte mat … Ne, Madamm Arendt? Deemools war et …, et ass scho laang hier, ech mengen, et si fënnef, sechs Joer. Esou e laange Baart huet dat schonn.

(Interruption)

Et ass mer elo erëm agefall, wéi aner Riedner hei driwwer geschwat hunn, dass mer dat nach ëmmer net gemaach hunn.

An ech mengen, do sollte mer awer elo eng Kéier mat Nodrock drugoen an och als Kommissioun fir d'Petitiounen eng Kéier soen, wou dat dann dru wär. Well deemools, wann ech mech richteg erënneren, ware mer eis unanime eens, dass och den Ombudsman sollt do seng Berechtegunge kréien. Mee en huet se awer ni kritt. A mir wëssen awer alleguerten aus de Fäll, déi eis gezielt ginn, dass och do Problemer entstinn.

An ech mengen, d'Madamm Monti wär och nach ëmmer Demandeur, fir do Accès ze kréien, fir deementspriechend och do kënnen op d'Fäll anzegoen. An et wär meng Demande un d'Chamber, dass mer deen Dossier nach eng Kéier relancéieren. Déi Motioun läit bestëmmt nach iergendzwousch. Mir sollte se an enger vun deenen nächste Kommissiounen huelen, fir do nach eng Kéier virunzemaachen.

Also alleguerten e grousse Merci, an hei ass e Rapport, wou am Déngscht vum Bierger geschafft ginn ass. Merci.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– De Rapport annuel 2022 vum Ombudsman nennt e Fall (Location d'un logement à un membre de famille [2022/33]), an deem e Proprietär vun enger Wunneng dës fir e reduzéierte Loyer verlount huet, wat fir e Konflikt tëschent der Steierverwaltung an dem Besëtzer gesuergt huet betreffend d'Charges déductibles beim Akommes vum Loyer, well de gefrotene Loyer ënnert dem Duerchschnëttsloyer an der Gemeng loung.

– De Fall 2022/33 aus dem Rapport weist, dass och um Privatmarché Wunnengsbesëtzer existéieren, déi net de maximale Loyer froen, dee se kéinte froen, an dës Besëtzer droe soumadder zur Schafung vun erschwéngleche Wunnraum hei am Land bäi.

– Wunnengsbesëtzer, déi hir Wunneng iwwert de Modell vun der Gestion locative sociale (GLS) verlounen, kënnen 90 % vum Loyer steierfräi behalen.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– en Incentive auszeschaffen, fir Wunnengsbesëtzer, déi um private Marché erschwéngleche locative Wunnraum schafen, steierlech ze entlaaschten;

– sech heifir op Krittäre vun der Gestion locative sociale (GLS) ze stäipen;

– kloerzestellen, datt kee Wunnengsbesëtzer obligéiert dierf ginn, de maximal méigleche Loyer ze froen.

(s.) Marc Goergen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. An natierlech och vun eiser Säit villmools merci der Madamm Monti fir hir Aarbecht, déi ganz wäertvoll ass an déi se och ëmmer mat groussem Engagement mécht.

A wann een och d'Aarbecht vum Ombudsman säit senger Grënnung Revue passéiere léisst, da fält engem als Alleréischt emol op, dass d'Unzuel vun de Reklamatiounen, mat där dës Institutioun sech befaasse muss, net stabel ass. Besonnesch an de leschten zwee Joer ass d'Zuel vun de Reklamatioune sprongaarteg geklommen, vu ronn 900 Reklamatiounen d'Joer an de Virjoren op 1.250 am Joer 2022 an op 1.450 am Joer 2023. An e weidere klenge Peak gouf et awer och 2011 an 2012.

Eng eendeiteg Erklärung fir dës Entwécklung steet net an de Rapporten dran an et ass och net esou einfach, aus dësen Zuelen eppes erauszeliesen. Mir mengen awer, dass et wichteg ass, zumindest de Versuch ze maachen. Opgrond vu senger Missioun ass den Ombudsman eng Aart Opfänkstatioun fir d'Onzefriddenheet an der Gesellschaft, vum Gefill vun de Leit, ongerecht behandelt ze ginn. Dat kann eng subjektiv empfonnten Ongerechtegkeet sinn oder eng reell Ongerechtegkeet. Oder et ass béides zesummen.

2011 an 2012 ware mir kuerz nom Héichpunkt vun der Finanz- a Wirtschaftskris, déi vill Leit méi staark vun de soziale Sécherungssystemer ofhängeg gemaach huet, well Akommes verluer goung oder direkt d'Aarbechtsplaz, a munche Fäll och d'Existenzgrondlag.

An de leschten zwee Joer huet sécherlech den Impakt vum Krich an der Ukrain op d'Energiepräisser a generell op d'Inflatioun souwéi och déi héich Zënsen op Immobilieprêten zu enger Vergréisserung vun den Ongläichheete gefouert. D'Leit droen en ëmmer méi schwéiere Rucksak um Réck a sichen no Hëllef an Ënnerstëtzung. Mir gesinn dat exemplaresch un der Logementspolitick, wéi mäi Virriedner och virdru gesot huet.

Am Bericht vun 2023 schreift den Ombudsman, dass ëmmer méi Leit reklaméieren, well d'Wunnengspräisser ze héich sinn a se sech net méi ze hëllefe wëssen, jee nodeem hir Wunneng musse verloossen an an de schlëmmste Fäll op der Strooss landen. Den Ombudsmann ass do natierlech de falschen Adressat, kann net dofir, mee d'Demande vun dëse Leit ass awer gerechtfertegt a richteg. Déi allermeeschte Leit sinn der Meenung, dass, eng Wunneng ze hunn, e fundamentaalt Recht ass. Mir och.

Leider hu mir an dësem Land Regierungen, déi dat net esou gesinn, déi dat Recht dem Recht vu Promoteuren an Immobiliespekulanten ënnerwerfen, sech op onverschimmten Aart a Weis op Käschte vun normale Leit ze beräicheren.

Mir gesinn et och bei den Demanden, fir eng Logementshëllef ze kréien, beispillsweis eng Subvention de loyer. D'Waardezäite sinn hei effektiv ze laang, och wann Efforte gemaach ginn, fir se ze verkierzen. Dräi Méint op eng Hëllef ze waarden, ka fir vill Leit scho ganz laang sinn, jee nodeem, wéi knapp et ass mam Budget.

D'Leit empfannen et jo deelweis och als Demütegung, musse Suen ze froen, fir eng Wunneng kënnen ze hunn. An da muss een dofir och nach x Pabeieren eraginn an da muss ee Méint waarden, well eng Verwaltung déi Dokumenter minutiéis ënnersiche muss. D'Leit wëllen net Sue froe goen! Esou funktionéiert dat jo net. Si wëllen de soziale Status erreechen, deen et hinnen erméiglecht, fir sech selwer kënnen ze suergen.

Genee dat ass fir ëmmer manner Leit nach méiglech, well de fräie Maart decidéiere gelooss gëtt. E seriöe Loyersdeckel ass en Instrument, fir dat ze änneren. Esou e Loyersdeckel hätt warscheinlech vill Demandë fir Hëllef vum Staat iwwerflësseg gemaach.

Här President, nach méi esou Fäll, wou Leit Hëllef musse froen, ganz oft d'ailleurs well hire Salaire net héich genuch ass, fënnt een an de Reklamatiounen, déi beim Familljeministère agereecht ginn. Beispill: REVIS. Déi meeschte Leit am REVIS kréien de Complement. D'Leit ginn also schaffen, mee de Salaire geet net duer. Dat ass eng Tatsaach, déi ëmmer erëm vergiess gëtt.

Wat och vergiess gëtt, ass, dass d'Leit, déi de REVIS ufroen, komplett duerchliicht ginn, dass se doheem kontrolléiert ginn, dass se d'Wunneng oder d'Haus, an deem se wunnen oder wat se ierwen, och nach hypothekéiert kréien. Déi Leit kréien hir Souveränitéit geholl. Dat ass humiliant fir déi Leit a soll natierlech eng Ofschreckung sinn.

An dann e klenge Parallèle, deen ech schonn hei gemaach hunn, wa mer iwwert d'Bankgeheimnis schwätzen, wat just nëmmen déi Räich betrëfft – net déi normalverdéngend Leit, wat just nëmmen déi Räich betrëfft –, a mir soen, dat muss opgehuewe ginn, fir fir d'Steiergerechtegkeet ze suergen, do gëtt gesot: „O nee, de gliesene Bierger, ëm Gottes Wëllen, dat däerfe mer net maachen!" Wann s de aarm bass an du hues de REVIS, da komme se bei dech heem an da kucke se och nach, wéi s de liefs. Well déi Aarm, déi sinn ëmmer schëlleg. Déi Aarm, déi ginn ëmmer soupçonéiert, eng ze stiichten. A wa se vläicht och nach eng stiichten, dann ass et meeschtens, fir ze iwwerliewen, an net fir – wat weess ech? – Poschen anzekafen am Wäert vun zwou Milliounen Euro.

(Interruption)

Déi problemateschst Fäll, Här President – doriwwer schwätze mer och eng Kéier an engem anere Kontext –, betreffen awer d'Pension alimentaire. Aus deem Rapport vum Ombudsman geet jo kloer ervir, dass d'Leit, meeschtens Fraen, déi Alimenter vum fréiere Partner kréien, fir iwwert d'Ronnen ze

kommen, op allen Niveauen zum Bittsteller gemaach ginn. Si mussen d'Alimenter erstreiden an duerno derfir suergen, dass se och ëmmer ukommen.

Wann d'Alimenter dann awer net ukommen, kann d'Persoun beim FNS méi REVIS ufroen, mee net ouni dass se beleeë kann, dass se déi néideg juristesch Schrëtt ënnerholl huet, fir d'Alimenter awer ze kréien. Dësen Hürdelaf huet scho bal eppes Onmënschleches u sech, well hei vu ganz vulnerabele Persounen Demarchë verlaangt ginn, déi och fir Leit, déi stabill am Liewe stinn, scho schwiereg ze bewältege sinn.

Dofir si mir och frou, ze héieren, dass hei eng Reform soll kommen, wann een och bedenkt, wéi Fraen oft behandelt ginn. Dir hutt jo all bestëmmt och leschte Samschden um Radio déi fantastesch Table ronde héiere vu Patrone vum Commerce, wéi si iwwer schwanger Fraen hierfalen. Do seet een u sech: Mir brauche wierklech staark Gewerkschaften, nach méi staark Gewerkschaften u sech, an och eng vill méi staark ITM!

Här President, all Affären an de Rapporte vum Ombudsman sinn u sech eng eegestänneg Analys wäert an et kéint een iwwer se all schwätzen. Mir hunn awer de Choix gemaach, e bësse méi déif ze kucken an den Ombudsman als eng Aart Barometeer ze gesinn.

Natierlech intervenéiert den Ombudsman am Fall vu Konflikter tëscht Bierger a Verwaltungen, mee dës Bierger treffe jo net neutral op déi Verwaltung, mee si sinn oft an enger schwaacher, vulnerabeler Positioun. D'Verwaltung u sech ass jo am Prinzipp och net neutral. Si ass d'Produkt vun de bestoende Muechtverhältnisser. Dofir ass den Inhalt vun de Berichter vum Ombudsman, déi dat Openeentreffe vu Bierger a Verwaltung dokumentéieren, och esou politesch.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An d'Wuert huet elo direkt d'Regierung. Madamm Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Relations avec le Parlement | Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Ombudsfra, et ass mer eng Freed, hei bei Iech ze sinn an am Fong d'Traditioun weiderzeféiere vu mengem Virgänger en charge vun der Relatioun mam Parlament an e puer Wierder ze soen am Numm vun der Regierung iwwert de Rapport 2022 an de Rapport 2023.

Ech géif ufänke mat engem Merci un d'Rapportrice, déi am Fong dat, wat an de Kommissiounen diskutéiert ginn ass, ganz kloer duergestallt huet a ganz komplett och resüméiert huet. An da géif ech natierlech och e ganz grousse Merci un d'Madamm Monti an hir Ekipp adresséieren, déi wierklech eng ganz wäertvoll Aarbecht maachen an déi eis ëmmer erëm och drun erënneren, wéi wichteg déi Relatioun mam Bierger ass an datt mer alles musse ginn, fir datt déi esou gutt wéi méiglech fonctionéiert.

Fir d'Demokratie an d'Vertrauen an d'Institutiounen ass den Ombudsman e ganz wichtegen Acteur. Et ass wichteg, dass en eng onofhängeg Stëmm duerstellt an en neutralen Acteur ass an der Relatioun tëscht de Bierger an dem Staat. Ëmmer nees mécht den Ombudsman op Mëssstänn opmierksam a formuléiert Recommandatiounen am Interesse vun de Bierger an hëlleft derbäi, Konflikter ze léisen, awer heiansdo och schonn, Konflikter ze verhënneren.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

A mir deelen am Fong d'Zil vum Ombudsman fir eng biergerno, eng effikass an eng transparent Administratioun. Do zéie mer un engem Strang.

Dir hat an de Kommissiounen och schonn d'Geleeënheet, déi verschidde Recommandatiounen ze diskutéiere mat deene verschiddene Ministeren aus deene verschiddene Ressorten. Ech wäert also net méi op déi agoen. Och dat, wat an der Justizkommissioun diskutéiert ginn ass, notamment d'Erklärungen, déi gi gi sinn, wisou am Fong d'Reklamatiounen an d'Luucht gaange sinn, wat de Prisong ubelaangt, duerch deen Transfert eebe vum CPL op den Uerschterhaff, si scho ganz gutt erkläert ginn. A fir de Rescht wäert ech och all déi Saachen, déi Der haut gesot hutt, natierlech weiderginn un déi zoustänneg Ministeren.

D'Zuel vun de Saisinne vum Ombudsman ass an d'Luucht gaangen. Dat huet verschidde Grënn. Bon, éischtens sinn natierlech méi Demarchen, déi kënne gemaach ginn. Den Ombudsman ass och méi bekannt. Natierlech läit et och dorunner, datt mer an den Decisiounen dann och allkéiers dorobber opmierksam maachen, datt et en Ombudsman gëtt, wat gutt ass, an datt natierlech herno och méi Leit dorobber zréckgräifen.

Natierlech ass all Reklamatioun eng ze vill. Ech sinn awer frou, datt den Taux de correction 2022 stabel bliwwen ass, trotz dem Fakt, datt et méi Demandë gouf, an 2023 souguer liicht eropgaangen ass. Et ass also am Grousse a Ganze positiv. D'Relatiounen tëscht dem Staat a senge Bierger lafe gutt. Mee natierlech ass nach ëmmer Loft no uewen an d'Roll vum Ombudsman musse mir all méi bekannt maachen. An och dee Message ginn ech un de Minister vun der Fonction publique weider, well et ass wichteg, datt mer den Ombudsman kennen, mee awer och, datt d'Leit all wëssen, wat seng Roll ass a wat seng Roll net ass. An deem Sënn wäert ech de Message weiderginn, fir datt mer eis Hausaufgabe kënne maachen.

Mir mussen awer och an all deenen Erausfuerderungen, déi elo op eis duerkommen, an dat huet d'Madamm Monti och gutt beschriwwen, ëmmer kucken, wéi déi Relatioun evoluéiert tëscht dem Staat a senge Bierger. An do ass natierlech d'Digitalisatioun eng ganz grouss Verännerung, déi mer am Moment erliewen. Et ass wichteg, dass mer virukommen an der Digitalisatioun, fir datt mer eis Demarchë kënne méi einfach maachen, och vun doheem aus, an net ëmmer mussen op d'Administratioun lafen.

Mee et däerf keen an deem ganzen Debat op der Streck gelooss ginn an et ass wichteg, dass mer och nach weiderhin ëmmer d'Méiglechkeet bäibehalen, eis ganz Demarchen och kënnen analog ze maachen, fir datt mer net an eng Situatioun kommen, wou d'Leit hir Rechter net méi kënne wouerhuelen, well se eeben net esou digital ënnerwee sinn. An ech mengen, datt déi digital Demarchen zwar kommen, mee datt dat, wat d'Madamm Monti beschriwwen huet, datt keng analog Demarchë méi méiglech wären, wierklech Ausnamefäll sinn. An dat solle se och bleiwen, well de mënschleche Kontakt, wéi gesot, wichteg ass a well een heiansdo och scho ka mat engem Telefonat villes aus dem Wee raumen. Ech kann Iech op alle Fall versécheren, dass d'Regierung keen Digital Divide – oder keng Fracture numérique, wéi mer dat nennen – wëll hunn. Mir setzen alles drun, fir datt dat net geschitt.

A mir wäerten elo änlech Diskussiounen hunn, wa mer vun der Kënschtlecher Intelligenz schwätzen, well et ass wichteg, datt d'Kënschtlech Intelligenz esou genotzt gëtt, datt se zum Wuel vum Mënsch ass, datt se dem Mënsch hëlleft an net de Mënsch ersetzt; datt de Bierger matgeholl gëtt an och léiert, mat der Kënschtlecher Intelligenz ëmzegoen. Well wat ee méi kënneg domadder ass, wat ee se och besser ka benotzen. An ech wäert zesumme mat der Madamm Obertin a mam Här Delles eng Strategie ausschaffe fir d'Kënschtlech Intelligenz, wou natierlech dee Volet vun der Formatioun a vum Kenneléiere vun der Kënschtlecher Intelligenz och absolutt e wichtegt Element wäert sinn.

Dann huet d'Regierung sech natierlech och engagéiert – an et ass och schonn e puermol gesot ginn – fir administrativ Vereinfachungen, well mer einfach festgestallt hunn, datt iwwert déi lescht Joren d'Prozeduren ëmmer méi komplex gi sinn, deelweis och méi laang daueren. Dat ass och e puermol haut gesot ginn. An do soll de Prinzipp vum Once-Only, deen, wéi gesot, elo soll ëmgesat gi vun der Madamm Obertin, definitiv eng wichteg Avancé sinn.

Dann en anere Punkt, deen och ganz positiv soulevéiert ginn ass vun der Madamm Monti, dat ass dee vum Guichet social, fir datt eeben déi Leit, déi an de Genoss vu verschiddenen Aidë kënne kommen, dat och méi einfach an automatesch kënne maachen. Ech fir mäin Deel wäert mech natierlech och asetzen, fir d'Geriichtsprozedure méi séier ze maachen, fir datt och do keng Onzefriddenheet entsteet.

Fir all déi Vide-juridiquen, déi et vläicht gëtt, an all déi Situatiounen, déi beschriwwe gi sinn, wou eng Période transitoire feelt, ech mengen, do kënne mir nëmmen all zesummen Efforte maachen, fir datt dat an Zukunft net geschitt, datt mer ëmmer am Kapp behalen, datt ee muss e Régime transitoire hunn. An ech mengen, et ass och Är Roll an ons Roll zesummen, dat hinzekréien.

Den Ombudsman ass a bleift e wichtegen an onëmgänglechen Acteur, deen och am Kontakt mam Terrain ass, wat ganz wichteg ass, an dee sech fir eng Verbesserung asetzt vun de Relatiounen tëscht de Bierger an de Verwaltungen. Null Saisinne wäert et net ginn, mee mir wäerte weiderhin eis Hausaufgabe maachen, fir ze kucken, datt et der esou mann wéi méiglech sinn.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat ass dann d'Diskussioun ofgeschloss.

Motion 1

An dann ass eng Motioun hei deposéiert gi vun dem Här Marc Goergen. Här Goergen, wëllt Dir nach eng Kéier Stellung zu Ärer Motioun huelen?

M. Marc Goergen (Piraten) | Herno.

M. Claude Wiseler, Président | Dir huelt gär zum Schluss Stellung. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert huelen? D'Madamm Hartmann, d'Madamm Delcourt, den Här Sehovic. Madamm Hartmann, fänkt Dir un, wannechgelift.

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo, merci, Här President. Mir hunn hei eng Motioun, déi u sech de Logement betrëfft. Dat ass eng Propositioun, Incentiver ze schafen, fir Wunnengsbesëtzer ze incitéieren, Wunnraum zu erschwéngleche Präisser ze offréieren. Ech mengen, dass op dësem Niveau an deene leschte Joren, och vun der viregter Regierung nach, eng ganz Rei Mesüre geholl gi sinn, eebe grad fir ze encouragéieren – wat Der am zweete Punkt sot –, Wunnengen och als GLS ze verlounen, wat een dann eeben och konsequent ka steierlech ofsetzen.

Doriwwer eraus gëtt och weiderhin dru geschafft, generell de Logement abordable auszebauen. Dat ass doweinst an eisen Ae schonn assuréiert. Ech mengen, dass och ëmmer weider Efforte musse gemaach ginn, fir d'Proprietären ze encouragéieren, hir Wunneng an

eng GLS eranzeginn. Do kënnen duerchaus nach weider Efforte gemaach ginn, mee et ass awer en fin de compte och all Proprietär seng eegen Entscheedung, ob en dat wëllt maachen.

Den drëtte Punkt: Ech mengen, mir hunn e gesetzleche Kader, dee virgesäit, dass bis op e gewëssene Maximum kann e Loyer gefrot ginn. An dat, wat Dir hei frot, dat ass gesetzlech och net ëmsetzbar. Et gëtt de Kader, deen et erméiglecht, och e Loyer virzegesinn, a mir gesinn do elo net direkt Handlungsbedarf. Dofir géif ech proposéieren, dass dës Motioun net soll gestëmmt ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Dann ass et un der Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP), rapportrice | Jo, merci, Här President. Bon, mir fannen, dass hei ganz interessant Usätz a Pisten drastinn. A mir hunn eis just e bëssen d'Fro gestallt, wéi mer dat eebe grad kontrolléiere kéinten. Dat ass natierlech ëmmer e bëssen d'Fro, déi sech stellt. Dowéinst hate mir elo am Fong e bëssen d'Iddi gehat, déi heite Motioun vläicht an enger Kommissioun ze beschwätzen, fir dat och e bëssen auszeschaffen, well dat eng Motioun ass, wou ee sech natierlech muss Zäit huelen, fir dës Objektiver, déi gefrot ginn, och tatsächlech kënnen ëmzesetzen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. Den Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Jo, ech schléisse mech e bësse menger Virriednerin un. Wat de Punkt 3 aus der Motioun ugeet, mengen ech schonn, dass et en Handlungsbedarf gëtt. Dat ass op d'manst erauskomm aus den Diskussiounen, déi mer hate ronderëm de Rapport vum Ombudsman, well et schonn eenzel Fäll gëtt, wou dann iwwert d'Steieradministratioun duerno Leit obligéiert ginn, e méi héije Loyer ze froen. An ech mengen, dass et de But ass vum Auteur, dat ze verhënneren an Zukunft. Dat sollt och verhënnert ginn. Dat heescht, de Punkt 3 ass eis ganz sympathesch.

Par contre war bei de Punkten 1 an 2, muss ech soen, fir eis elo net ganz kloer, wat dat fir en alternative System wär. Et gëtt jo d'GLS. Am Kader vun der GLS gëtt et och eng steierlech Erliichterung fir déi Proprietären, déi hir Wunnengen an d'GLS ginn. Dofir war fir eis net kloer, wat den 1 an den 2 sinn. Do wär eis Propos, dass mer dat eventuell an d'Kommissioun huelen, fir dat am Detail ze diskutéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, et kann een ëmmer froen, fir et an der Kommissioun ze diskutéieren. Firwat net? Dogéint wier ech och net. Well à l'heure actuelle hätte mer éischter d'Tendenz, eis ze enthale bei dëser Motioun.

Den drëtte Punkt ass natierlech ganz interessant. An do si mer och der Meenung, datt et Handlungsbedarf gëtt.

Duerno: Et gouf och scho gesot, et gëtt schonn d'Gestion locative sociale, déi et de Leit erméiglecht, hiren Objet justement do weiderzeginn. An dat betrëfft jo och ganz oft Leit, Particulieren, déi net d'Energie oder d'Loscht hunn, sech drëms ze bekëmmeren. Da kënne se dat der GLS ginn. Da sinn do déi zwou Partië Gewënner. Mee bon, nach e steierlechen Incentive ze schafe fir Proprietären ... En plus kënnt net kloer eraus, wien ... Ass et en eenzelne Proprietär oder e gréissere Proprietär? Si kréien der scho genuch! Mir mengen, datt et do aner Weeër gëtt, ënner anerem de Loyersdeckel, wéi ech virdru gesot hunn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Gëtt et nach eng aner Wuertmeldung am Sall? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Dann, Här Goergen, ass et un Iech.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Effektiv, dat Ganzt kënnt vun dem Tiret 3, dat heescht, dass een net de Maximum muss froen. Den 1 an den 2 ware just, fir et eng Kéier ze encadréieren, fir dass keen Abus do ass, dat heescht, dass ee kuckt, wat de GLS fir e Loyer freet par rapport zu deenen aneren, fir dass een den Abus verhënnert. Et kann een awer einfach den 1 an den 2 eraushuelen a soen: „Mir froe just, dass een net méi muss de Maximalloyer froen."

Et ass net, wéi d'Madamm Hartmann gesot huet, dat ass nämlech e ganz anert Gesetz. Hei geet et reng dorëms, dass Leit, wéi aus dem Rapport ze liese war, bei der Steierverwaltung bestrooft gi sinn. Well soe mer mol – ech weess, d'Montante stinn elo net dran, mee ech soen dat elo einfach –, Äert Appartement huet 2.000 Euro Marchéswäert an der Locatioun. Wéi d'Steierverwaltung dat erausfonnt huet, dat ass eng aner Diskussioun, vum Dateschutz. Mee dee Mann huet dat da fir 1.200 oder 1.300 verlount. An dunn ass en herno vun der Steierverwaltung bestrooft ginn, well en ënnert dem Präis wär, deen um Marché ass.

An dat ass eigentlech de Punkt, op dee mer eraus wëllen, dass een, wann een higeet a seet: „Ech verloune mäin Appartement zu engem méi soziale Präis", dann net vun der Steierverwaltung zousätzlech bestrooft gëtt. Et huet ee jo souwisou schonn op déi 700 Euro verzicht! Mee dann ass et net, dass een déi da muss herno der Steierverwaltung on top ginn. Dat ass eigentlech dat, wat aus dem Rapport vun deem dote Fall ervirgaangen ass. An dofir war eis Iddi, ze soen, dass een net gezwongen ass, de maximale Montant ze froen an dass een de Leit kann entgéintkommen.

Ob een dat herno an engem Kader mécht vun enger GLS oder vun eppes anerem, dat ass jo eng Diskussioun, déi ee misst féieren. Dofir wier et vläicht och sënnvoll, dat an d'Kommissioun ze ginn, fir dass een do eng Kéier kuckt, wéi e Kader ee schaaft. Et soll een awer ewechkomme vun deem Punkt, dass een herno bestrooft gëtt, wann een net de Maximalpräis gefrot huet als Proprietär.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Wann ech Iech elo richteg verstanen hunn, wäert Dir d'accord mat der Propositioun, dës Motioun an d'Kommissioun ze ginn, éier hei doriwwer ofgestëmmt gëtt.

(Brouhaha)

Ech wëll dat dann awer och zum Vott stellen. Mir musse fir d'éischt decidéieren, ob d'Majoritéit hei d'accord ass, ob mer eng Majoritéit an der Chamber fannen, déi d'accord ass, et an d'Chamberskommissioun ze schécken, oder net.

Kann ech dat mat Handophiewe maachen an d'Majoritéit esou feststellen?

(Assentiment)

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Wann dat de Fall ass: Wien d'accord ass, dës Motioun an d'Kommissioun ze schécken, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen. Ech soen Iech Merci.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Ech mengen, dann ass d'Majoritéit domat kloer festgestallt. Si gëtt also net an d'Kommissioun verwisen.

Infolgedesse gëtt hei doriwwer ofgestëmmt. Da kritt Dir nach eng Kéier d'Wuert, Här Goergen, an da stëmme mer doriwwer of.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Well se jo elo net an d'Kommissioun gaangen ass, muss een a sech och net driwwer diskutéieren, wéi e Modus gewielt gëtt. Dofir géif ech d'Tireten 1 an 2 dann eraushuelen a just den Tiret 3 beloossen, dass een net soll de Maximalpräis musse froen.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, mir stëmmen also iwwer eng Motioun of, wou just den Tiret 3 drasteet. Kann ech Iech dann elo bieden, de Vott ze ënnerhuelen?

Vote sur la motion 1 modifiée

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Ech schléissen de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: Jo-Stëmmen: 20, Nee-Stëmmen: 35, Abstentiounen: 5. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. Gusty Graas), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

12. Vérification des pouvoirs d'un nouveau membre du Parlement européen

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar der Verifikatioun vun de Pouvoire vun engem neie Member vum Europaparlament.

(Brouhaha)

Ech géif ëm e bësse méi Rou bieden!

Säit dem 1. Dezember 2024 ass den Här Christophe Hansen europäesche Kommissär.

Laut Artikel 7 Paragraf 1 vum Akt vum 20. September 1976 ass dës Fonctioun mat där vum Europadeputéierten inkompatibel. Deemno ass dem Här Hansen säi Mandat fräi ginn.

Esou wéi den Artikel 203 vum Chambersreglement et virgesäit, muss e Suppleant op der Lëscht vun der CSV dozou opgeruff ginn, d'Mandat, dat fräi gouf, weiderzeféieren. D'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung

vun de Pouvoiren huet eng Reiefolleg vun de Suppleantë festgeluecht, déi de 25. Juni 2024 vun der Chamber ugeholl ginn ass. Déser Reiefolleg no ass den éischte Suppleant d'Madamm Martine Kemp.

Esou wéi den Artikel 203 (3) vum Chambersreglement et virgesäit, ass et d'Chamber, déi d'Gültegkeet vun de Pouvoire vum Suppleant kontrolléiert am Fall, wou keng Zweifel a keng Contestatiounen, wat déi simultan Kandidatur an engem aneren EU-Memberstaat fir d'Europawalen ugeet, wat d'Wielbarkeet vum Suppleant ugeet oder wat d'Inkompatibilitéiten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis ugeet, bestinn. Den Artikel 203 preziséiert och nach, dass d'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren nëmmen da muss zesummekommen, wann et esou Zweifel oder Contestatioune géif ginn.

D'Artikelen 203 (2) an 200 (1) vun eisem Reglement sinn agehale ginn, andeems d'Madamm Martine Kemp virum 29. November um 18.00 Auer, also véier Deeg virun däser Sëtzung, follgend Pièce ofginn huet: eng Kopie vun hirer Carte d'identité; e Certificat de résidence; eng Deklaratioun op d'Éier, datt keng Inkompatibilitéiten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis bestinn; e Formulaire, mat deem si sech engagéiert, d'Inkompatibilitéiten, wat d'Fonctioun ugeet, matzäit ze behiewen; esouwéi eng Attestatioun, datt si net och simultan an engem aneren EU-Memberstaat fir d'Europawale kandidéiert huet.

Mat der Awëllegung vun der Madamm Martine Kemp huet de Parquet général der Chamber d'Conclusiounen iwwert d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, matgedeelt. De Parquet général huet ënnersicht, datt d'Madamm Martine Kemp hir zivill a politesch Rechter besëtzt, net duerch eng Verurteelung hir Wielbarkeet verluer huet an net strofgeriichtlech duerch eng Verurteelung hiert Walrecht verluer huet.

Et ergëtt sech aus de genaue Kontrollen op deene gesamte Pièce, datt d'Madamm Martine Kemp, éischtens, d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, erfëllt, esou wéi se am éischte Paragraf vum Artikel 285 an am éischten Alinea vum Artikel 286 vum Walgesetz virgesi sinn; zweetens, vu kenger Inkompatibilitéit duerch Verwandtschaft oder Bestietnis betraff ass, esou wéi et am Artikel 288 vum Walgesetz steet; drëttens, net simultan an engem aneren EU-Memberssstaat fir d'Europawale kandidéiert huet, konform zum Verbuet, deen am zwieleften Alinea vum Artikel 291 vum Walgesetz steet; véiertens, datt se sech iwwregens och derzou verflicht huet, nodeems hir Pouvoire vun der Chamber validéiert gi sinn, d'Demarchen ze ënnerhuelen, fir datt keng Inkompatibilitéiten, wat d'Fonctioun ugeet, méi bestinn, esou wéi dat am Artikel 287 vum Walgesetz an am Artikel 7 Paragraf 1 an 2 vum Europäeschen Akt vun 1976 steet.

D'Pouvoire vun der Madamm Martine Kemp sinn deemno gülteg.

Ass d'Chamber mat däser Konklusioun averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert. Dës Konklusioun gëtt der Presidentin vum Europaparlament haut nach matgedeelt.

Plusieurs voix | Très bien!

13. Désignation d'un membre du Centre pour l'égalité de traitement

M. Claude Wiseler, Président | Da komme mer zu dem nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar dem leschte Punkt, der Designatioun vun engem Member vum Centre pour l'égalité de traitement, esou wéi d'Gesetz vum 28. November 2006 iwwert d'Kreatioun vum CET an d'Artikelen 135 bis 142 vum Chambersreglement et virgesinn.

No den Dispositioune vun den Artikelen 138 an 139 vum Chambersreglement huet d'Presidentekonferenz eng Kandidatelëscht mat véier Persounen arrêtéiert, déi un d'Deputéierte verschéckt ginn ass an och nach eng Kéier haut verdeelt ginn ass. Et sinn an alphabeetescher Reiefolleg: d'Madamm Isabelle Cames, den Här Ivan Leal Martins, d'Madamm Claudine Ries an den Här Andy Schammo.

D'Chambersreglement gesäit a sengem Artikel 140 vir, datt d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Et däerf also net par procuration ofgestëmmt ginn. Nëmmen d'Votten iwwert déi offiziell deponéiert Kandidature si valabel.

D'Wal vum Kandidat erfollegt duerch eng absolutt Majoritéit vun de Stëmmen, woubäi déi blank an ongülteg Walziedelen net a Betracht gezu ginn, fir d'Majoritéit auszerechnen.

Wa beim éischten Tour kee vun de Kandidaten déi absolutt Majoritéit krut, kënnt et zu engem Ballotage, an deem déi zwee Kandidate vertruede sinn, déi am éischten Tour déi meeschte Stëmme kritt hunn.

Bei Stëmmegläichheet am éischten Tour kënnt et zu engem Spezialtour, fir d'Kandidate fir de Ballotage ze designéieren. An däsem Spezialtour geet dann eng relativ Majoritéit duer.

Beim Ballotage gëtt et dräi Méiglechkeeten:

Entweeder ee Kandidat kritt déi absolutt Majoritéit vun de Stëmmen an ass gewielt.

Oder et ass Stëmmegläichheet an da kënnt et zu engem zousätzlechen Tour. Wa bei däsem Tour déi zwee Kandidaten nach ëmmer déi gläich Stëmmenzuel hunn, da muss d'Lous entscheeden.

Oder et kritt beim Ballotage kee vun de Kandidaten déi absolutt Majoritéit vun de Stëmmen an et ass keng Stëmmegläichheet, an deem Fall muss en neien Appel à candidatures gemaach ginn.

Sou, elo sinn déi Saache fir jiddweree kloer an däitlech. An da kënne mer mam Walvirgang ufänken.

Ech wëll d'Chamber och nach eng Kéier drop opmierksam maachen, datt héchstens eng Kandidatur däerf ugekräizt ginn, soss ass de Stëmmziedel selbstverständlech ongülteg.

Ech maachen den Appell nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen – mee déi mussen elo fir d'éischt emol ausgedeelt ginn. Voilà, dat ass gemaach.

Da fänken ech u mam Appel nominal.

(Appel nominal)

Voilà, dann ass d'Sëtzung ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 17.27 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 17.33 heures.)

D'Sëtzung geet erëm weider.

No dem Ausziele vun de Stëmmziedelen hu mer follgend Resultater:

Am Total waren et 54 Stëmmziedelen. Gülteg Stëmmziedele waren et der 54. D'absolutt Majoritéit ass also: 28.

D'Stëmme si follgendermoosse verdeelt: D'Madamm Isabelle Cames huet 4 Stëmmen, den Här Ivan Leal Martins 9 Stëmmen, d'Madamm Claudine Ries 4 Stëmmen an den Här Andy Schammo huet 37 Stëmme kritt.

Deemno huet d'Chamber mat enger absolutter Majoritéit vu 37 Stëmmen decidéiert, datt den Här Andy Schammo als Member vum Centre pour l'égalité de traitement designéiert ginn ass. An domat ass dës Prozedur dann och eriwwer.

14. Ordre du jour (suite)

Ech wëll nach just soen, éier mer zum Enn vun eiser Sëtzung kommen, datt den Här Goergen am Ufank vun der Sëtzung eng Motioun iwwert den obligatoresche Militärdéngscht deposéiert hat an datt ech géing der Chamber proposéieren, datt mer déi zesummen op den Ordre du jour huele mat der Heure d'actualité, déi d'Madamm Liz Braz zum selwechte Sujet eraginn huet. Kënne mer déi zwou Saache gemeinsam diskutéieren?

(Assentiment)

Ech mengen, et ass jiddwereen domadder d'accord. Da soen ech Iech dofir Merci.

Da si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer nees um 14.00 Auer zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.35 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 34
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Question élargie n° 22 de Mme Francine Closener au sujet de l'introduction d'un deuxième intervenant au Cycle 1** p. 34
   Mme Francine Closener | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (intervention de Mme Francine Closener) | Mme Francine Closener | M. le Ministre Claude Meisch
3. **Question élargie n° 25 de M. Meris Sehovic au sujet de la crise actuelle dans le secteur de la construction** p. 35
   M. Meris Sehovic | M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | M. Meris Sehovic | M. le Ministre Claude Meisch
4. **Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de l'utilisation du téléphone portable à l'école** p. 37
   Exposé : Mme Djuna Bernard (dépôt des motions 1 et 2)
   Débat : M. Ricardo Marques | Mme Barbara Agostino | Mme Francine Closener | M. Fred Keup (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, M. Sven Clement et M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse) | M. Sven Clement | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mme Djuna Bernard (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch
   Motion 1 : Mme Francine Closener | M. Sven Clement | Mme Barbara Agostino | M. Fred Keup | M. David Wagner
   Vote sur la motion 1 (rejetée)
   Motion 2 : Mme Francine Closener | Mme Barbara Agostino
   Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission (adopté)
5. **Motion de Mme Joëlle Welfring relative à l'évaluation de la loi modifiée du 2 août 2023 concernant le soutien au développement durable des zones rurales** p. 45
   Exposé : Mme Joëlle Welfring
   Discussion générale : M. Jeff Boonen | M. Luc Emering | M. Ben Polidori | M. Jeff Engelen | Mme Joëlle Welfring
   Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture
   Vote sur la motion (rejetée)
6. **Motion de Mme Joëlle Welfring relative à la stratégie facilitant la reprise d'entreprises agricoles par les jeunes et les personnes en reconversion professionnelle** p. 46
   Exposé : Mme Joëlle Welfring
   Discussion générale : M. Jeff Boonen | M. Luc Emering | M. Ben Polidori | M. Jeff Engelen | M. David Wagner | Mme Joëlle Welfring | M. Jeff Boonen (interventions de Mme Joëlle Welfring)
   Vote sur la motion modifiée (adoptée)
7. **Motion de Mme Joëlle Welfring relative au dialogue stratégique sur l'avenir de l'agriculture** p. 48
   Exposé : Mme Joëlle Welfring
   Discussion générale et prise de position du Gouvernement : Mme Octavie Modert | M. Jeff Engelen | Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Mme Joëlle Welfring
   Vote sur la motion (rejetée)
8. **Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet des résultats de la COP29** p. 49
   Exposé : M. Franz Fayot (dépôt de la motion 1)
   Débat : M. Paul Galles | M. Luc Emering | M. Jeff Engelen | Mme Joëlle Welfring | M. Marc Goergen | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
   Motion 1 : M. Paul Galles | Mme Joëlle Welfring | M. Franz Fayot
   Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission
9. **8373 – Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre portant création de l'Alliance solaire internationale (ASI), fait à New Delhi, le 4 février 2021** p. 55
   Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : Mme Carole Hartmann
   Discussion générale : Mme Octavie Modert | M. Georges Engel | M. Tom Weidig | Mme Joëlle Welfring | M. Sven Clement | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8373 et dispense du second vote constitutionnel
10. **Motion de M. David Wagner relative au prolongement d'une année supplémentaire de toutes les mesures de limitation des prix de l'énergie actuellement en place** p. 56
   Exposé : M. David Wagner
   Discussion générale : M. Jeff Boonen | Mme Carole Hartmann | M. Georges Engel | M. Fred Keup | Mme Joëlle Welfring (intervention de M. Georges Engel) | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme (interventions de M. Georges Engel, M. Sven Clement et M. Marc Goergen)
   Vote sur la motion (rejetée)
11. **8428 – Projet de loi relatif au financement de la contribution négative dans le cadre du mécanisme de compensation pour l'année 2025** p. 59
   Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : Mme Carole Hartmann
   Discussion générale : M. Jeff Boonen | M. Georges Engel | M. Fred Keup | Mme Joëlle Welfring (dépôt des motions 1 et 2) | M. Sven Clement | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme (interventions de M. Georges Engel) | M. Marc Baum (parole après ministre)
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8428 et dispense du second vote constitutionnel
   Motion 1 : Mme Carole Hartmann | M. Jeff Boonen | M. Georges Engel | Mme Joëlle Welfring | Mme Carole Hartmann | Mme Joëlle Welfring
   Vote sur le renvoi de la motion 1 modifiée en commission (adopté)
   Motion 2 : Mme Carole Hartmann | M. Franz Fayot | M. David Wagner | M. Fred Keup | Mme Joëlle Welfring
   Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission (rejeté)
   Vote sur la motion 2 (rejetée)
12. **8423 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 16 décembre 2022 autorisant l'État à participer au financement du surcoût des produits énergétiques et d'électricité supporté par les centres intégrés pour personnes âgées, maisons de soins, logements encadrés pour personnes âgées et centres psycho-gériatriques agréés en vertu de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique** p. 65
   Rapport de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité : Mme Mandy Minella
   Discussion générale : Mme Nathalie Morgenthaler | Mme Claire Delcourt | M. Dan Hardy | Mme Djuna Bernard | M. Marc Goergen | M. Marc Baum (intervention de M. Georges Engel)
   Prise de position du Gouvernement : M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil (intervention de M. Georges Engel)
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8423 et dispense du second vote constitutionnel
   M. Marc Baum
13. **8424 – Projet de loi portant modification :**
   1° de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;
   2° de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale p. 68

Rapport de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité : Mme Mandy Minella

Discussion générale : Mme Nathalie Morgenthaler | Mme Claire Delcourt | M. Dan Hardy | Mme Djuna Bernard | M. Marc Goergen | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8424 et dispense du second vote constitutionnel

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, M. Lex Delles, M. Max Hahn, M. Serge Wilmes, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Question élargie n° 22 de Mme Francine Closener au sujet de l'introduction d'un deuxième intervenant au Cycle 1

Als éischte Punkt op eisem Ordre du jour vun haut steet d'erweidert d'Fro Nummer 22 vun der Madamm Francine Closener iwwert d'Aféierung vun engem zweeten Intervenant am Cycle 1.

Den Auteur vun der Fro huet, wéi ëmmer, 5 Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. An d'Regierung huet duerno 10 Minutten Zäit. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener (LSAP) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, op den Ufank kënnt et un. Oder anescht gesot: Wat éischter, wat besser. Sou steet et ganz uewen am thematesche Rapport vum Observatoire vun der Schoulqualitéit, deen d'Aschoulung an d'Bedéngunge fir e gudde Schoulstart analyséiert.

Do, gradewéi och a villen anere wëssenschaftlechen Etüden, steet et schwaarz op wäiss: Wann ee wierklech wëll derfir suergen, datt all Kand déi selwecht Chancen huet op eng gutt schoulesch Karriär an herno op eng gutt Aarbecht, wann een dat wierklech fir all Kand wëll, egal wéi eng Sprooch et doheem schwätzt, egal aus wéi engem Elterenhaus et kënnt, da muss ee fréi ufänke mat hëllefen.

D'Ressourcen, déi een huet – materieller a personeller Natur –, mussen also an d'Petite enfance, an de Precoce an an d'Spillschoul investéiert ginn. Souwäit sou kloer.

Duerfir setzt d'LSAP sech schonn zanter Jore fir een zweeten Intervenant am Cycle 1 an, also an der Spillschoul. Mir wëllen also, datt, genee wéi am Precoce, an all Klass nieft dem Enseignant d'office en Educateur oder eng Educatrice derbäi ass, fir datt Chancëgerechtegkeet an natierlech Inklusioun kënne geléngen. Duerfir hu mer eis och wierklech éierlech gefreet, wéi d'Regierung genee dat do fir déi ronn 850 Spillschoulklasse vum Cycle 1 annoncéiert huet. An engems – an dat wësse mer all – besteet zanter Joren eng Penurie u qualifizéiertem Personal am edukativen a soziale Beräich. An duerfir huet d'Regierung jo och bei der Annonce vum Projet vun enger Prozedur an Etappe geschwat.

Säit där Annonce ass awer elo schonn e Joer vergaangen, ouni datt een nach esou ganz vill dovunner héiert. A mëttlerweil äusseren och d'Gewerkschaften hir Inquietuden. Heiansdo héiert een, wéi wann déi ursprénglech Iddi vun engem zweete fixen Intervenant pro Klass duerch en anert Konzept géif ersat gi mat just enger temporärer Verstäerkung wärend eenzelne Schoulstonnen.

Aus deem Grond hunn ech haut follgend Froen un den Här Educatiounsminister: Wou sinn d'Aarbechten un deem Projet drun? Hält de Minister dru fest, dass et fir all Klass am Cycle 1 eng dauerhaft Presenz gëtt vun engem zweeten Intervenant an net just eng temporär Ënnerstëtzung wärend eenzelne Schoulstonnen? Wéi gesinn déi eenzel Etappen aus beim Ausbau vum Enseignement à deux? Wéi ee konkreeten Zäitramen huet sech d'Regierung fir dëse Projet ginn? Wéi eng Missiounen an Tâchë plangt d'Regierung eigentlech och, deem zweeten Intervenant dann zouzedeelen? Mat wéi engen Diplomer ginn déi Intervenanten agestallt? Handelt et sech ëm ausgebilt Educateuren oder geet et mat engem DAP duer? Wäerten hir Kontrakter iwwert de Staat lafen oder wäerte se Deel vum Personal an de Maisons relais sinn a vun do aus dann zäiteweis a Klassen detachéiert ginn? A wéi eng Roll spillen eigentlech heibäi d'Classes mixtes, wou jo Kanner aus der Spillschoul an dem Precoce zesummen an enger Klass beschoult ginn, bei der Ëmsetzung vum Projet vum zweeten Intervenant an der Spillschoul? Soll dëse Modell ieren ausgebaut ginn oder generaliséiert ginn?

D'LSAP ass der Meenung, datt et héich Zäit gëtt, op d'Wëssenschaft ze lauschteren an dësem Projet eng maximal Prioritéit ze ginn, fir datt Kanner aus defavoriséierte Milieuen eng gerecht Chance kréien, net schonn um Enn vum Cycle 2 vum System fale gelooss ze ginn, awer och, fir d'Enseignanten ze ënnerstëtzen, déi hiert Bescht maachen, fir eeben d'Usprëch vun der Inklusioun, vun der Chancëgerechtegkeet ze erfëllen, sech awer dacks genuch dobäi aleng gelooss fillen. D'LSAP géif et begréissen, wann de Minister deem Projet deemno och déi néideg maximal Prioritéit géif ginn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Educatiounsminister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci och der Madamm Closener, fir eis d'Geleeënheet ze ginn, de Mëtteg kuerz hei de Point kënnen ze maachen. Merci eigentlech och fir déi Ënnerstëtzung vun der Säit vun der LSAP fir d'Ëmsetzung vum Regierungsprogramm: e Regierungsprogramm, dee genau dat dote virgesäit, e Regierungsprogramm, deen net nëmmen de Fokus op de Cycle 1 setzt, mee virun allem op déi fréi Kandheet. Well mer hunn eng Rei vun aneren Initiativen, déi mer jo och ugekënnegt hunn, déi an den éischte Joren – sief et an der nonformaler Bildung oder an der formaler Bildung – eis nach emol besser sollen opstellen, fir deene ganz ënnerschiddlechen, zalreichen an extreem wichtegen Defie kënne gerecht ze ginn.

Jo, och mir wëssen, datt d'Fréiférderung wichteg ass. Och mir wëssen, datt déi éischt Joren déi wichtegst sinn. Och mir wëssen, datt all Euro, dee mer an der Educatioun investéieren – vlächt nach emol besser an den éischte Joren investéiere wéi méi spéit –, dozou bäidréit, datt mer méi Resultater op jidde Fall do kënnen erzilen. An ech mengen, jidderee weess dat – wann e kleng Kanner huet, wann e kleng Kanner kennt –, wéi schnell dat geet, wéi gutt dat geet, wa se gutt encadréiert sinn, genuch stimuléiert sinn, den néidege Kader fannen an och déi néideg Prise en charge fannen, fir sech eebe gutt ze entwéckelen an eng ganz Rei vu Basiskompetenzen ze entwéckelen, déi een duerno souwuel fir déi schoulesch Entwécklung wéi awer och eebe fir seng Entwécklung als jonke Mënsch an duerno als Biergerin oder als Bierger an eiser Gesellschaft brauch.

Mir hunn zu Lëtzebuerg nach eng spezifesch Situatioun, well mer jo dacks genuch, eigentlech ëmmer, wann d'Wëssenschaft sech iwwer eise Schoulsystem béckt a kuckt, wou mer sollten usetzen, gesot kréien, datt d'Bildungsschéier ganz schnell auserneegeet, datt mer ganz schnell mierken, datt eebe Kanner ofhängeg vun hirem Elterenhaus, vum sozioekonomesche Profill vun hirem Elterenhaus, vum Bildungsniveau vun hirem Elterenhaus, Chancen hunn an eisem Bildungssystem respektiv manner Chancen hunn an eisem Bildungssystem, an datt dat – an ech denken, dat erféiert een eigentlech ëmmer erëm, wann een et selwer seet a selwer héiert a wa mer eis däers bewosst ginn – scho moossbar ass am Cycle 3, dat heescht am Alter vun aacht Joer schonn eigentlech villes decidéiert ass, virbestëmmt ass, wat déi weider Schoulkarriär ubelaangt, an domadder och, wat d'Chancen am Beruffsliewen ubelaangt, domadder wat d'Plaz an eiser Gesellschaft ubelaangt. Dat ass eigentlech eppes, wat net hinneembar ass. Dat weist och nach eng Kéier, wou mer am meeschte mussen usetzen, datt dat eebe virun deem doten Alter ass, fir do nach eppes kënnen ze bewierken, fir do nach kënnen e maximalen Afloss op d'Bildungschancen an op d'Liewenschancen duerno ze hunn.

An duerfir hu mer eeben och an eisem Regierungsprogramm stoen, datt mer de Personalschlëssel an der nonformaler Betreiung bei klenge Kanner, also an der Crèche, wëllen adaptéieren, fir eeben och schonn do ze kucken, datt mer en optimale Kader, dee Kanner dann och an der Crèche kënne fannen, an eng optimal Stimulatioun vun hire Sënner hunn, och par rapport zu deene Sproochen, déi an hirem Liewensëmfeld schonn eng Realitéit sinn, awer och duerno an der Schoul eng heiansdo ausschléissend Realitéit sinn, fir se och dorobber kënnen ze preparéieren.

Duerfir hu mer eeben och an eise Regierungsprogramm geschriwwen, datt mer am Cycle 1 en zweeten Intervenant wëllen hunn. Och duerfir fokusséiere mer eis esou staark op den Ufank vun der Schoulkarriär mam Projet ALPHA, fir eeben duerno definitiv all Kand kënnen d'Chance ze ginn, de Choix kënnen ze treffen, op Franséisch oder op Däitsch alphabetiséiert ze ginn. Dat alles ass e Package an dat alles gehéiert och zesummen an dat alles ass eng Regierungspolitick, déi mer maachen, fir de Kanner besser Startchancen ze ginn. Ech kéint nach weiderfueren: Mir hunn nach aner Iddien an eisem Regierungsprogramm stoen ...

Madamm Closener, Dir sidd extreem ongedëlleg.

Mme Francine Closener (LSAP) | Dir hutt scho véier Minutte geschwat.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mir hunn nach aner Iddien an eisem Regierungsprogramm stoen, un deene mer gradesou schaffe wéi um zweeten Intervenant am Cycle 1. Dat ass d'Angebot vun der Éducation précoce, déi nach net ëmmer gläichwäerteg ass, queesch uechtert d'Land, obschonn awer elo scho bal 30 Joer vergaange sinn, zanterdeem se agefouert ginn ass. Jee nodeem, wat fir eng Gemeng ee sech do ukuckt, gëtt et nach ëmmer Nodeeler vun eenzelne Familllen a vun eenzelne Kanner. Mir hunn och eng Plazgarantie an der Crèche, an der nonformaler Bildung, fir 2030 virgesinn, wou mer virun allem mat de Gemengen ,denken ech, nach eng Kéier e grousse Schratt no vir musse maachen, well et ass schéin, Offeren ze hunn, et ass awer nach eng Kéier besser, wann all Kand och dovunner wierklech um Maximum profitéiere kann. Dat ass dee Package, un deem mer schaffen. An do ass den zweeten Intervenant am Cycle 1 ee wichtegt Element dervunner.

Wat mech e bëssen iwwerrascht, dat ass, datt d'Diskussioun dach awer eigentlech beim zweeten Intervenant am Cycle 1 ëm den zweeten Intervenant gefouert gëtt. Et gëtt nach gekuckt a geschwat: Wat ass dat fir ee Profill? Ass dat e ganzen? En hallwen? An awer, ech héiere relativ wéineg – an dat ass fir mech awer eng Viraussetzung, fir iwwerhaapt dee Schratt do ze maachen: Wat ass d'Plus-value? Wat ass déi pedagogesch Approche? Wat ass d'Konzept? Wéi schaffen déi zwou Persounen zesummen? Wéi wëlle mer dann och, datt dat gewënnbréngend fir d'Kand ass? Einfach weider de Krunn opzedréinen a Ressourcen eranzeschëdden, fir Ressourcen eranzeschëdden, an ech mengen, dat soen och sämtlech Bildungsetüden, mécht, datt déi verpuffen an datt dat deier gëtt, mee datt et awer kee Resultat wäert bréngen.

An duerfir ass main éischte Schrëtt, éier ech op all déi dote Froe vun der Madamm Closener, déi berechtegt Froe sinn, kann äntwerten, wéi mer dat vläicht schrëttweis kënne maachen … Ass dat eng zweet Persoun mat engem Profill vun engem Educateur oder vun engem aneren? Ass dat vläicht mol stonneweis? Ass et cibléiert? Ass et fir spezifesch Aufgaben? Oder ass et iwwert déi ganz Woch? All déi Froe mussen och beäntwert ginn, mee éier mer déi eigentlech kënne beäntwerten, mengen ech, musse mer eis selwer d'Fro stellen: Wat ass déi Zilsetzung, déi mer domadder wëllen erreechen? A mir si momentan domadder amgaangen, déi Iwwerleeungen ze féieren. An ech mengen och, dat muss opbauen op deenen Demarchen, déi mer scho gemaach hunn.

Mir fänke jo bei der Approche am Cycle 1 net bei null un. Mir hunn eng zweet Sprooch, notamment d'Presenz vun der franséischer Sprooch am Cycle 1, virun enger Rei vu Joren agefouert – et ginn der, mengen ech, elo gläich siwen, aacht. Mir hu méi staark den Accent ënner anerem op phonologesch Bewosstheet geluecht, fir grad d'Sproochentwécklung am Cycle 1 ze fërderen, well mer wëssen, datt dat de Moment ass, wou d'Kanner a virun allem hiert Gehier enorm receptiv si fir all sproochlechen Input a wou se en eigentlech mat Liichtegkeet och kënnen opsaugen an duerno mat weider an hir Sproochkarriär huelen.

Mee et gëtt awer och weider Iwwerleeungen, déi de Cycle 1 betreffen, notamment de Projet ALPHA, wou mer dru schaffen, fir duerno all Kand um Enn vum Cycle 1 de Choix ze ginn, ob et wëll am Cycle 2 op Franséisch oder op Däitsch alphabetiséiert ginn, wat och en Impakt op den Enn vum Cycle 1 wäert hunn, well mer dann déi Sprooch nach méi staark wäerte present hunn, zum Beispill am drëtten Trimester vum Cycle 1, sief et op Franséisch, awer sief et dann och op Däitsch, eng Sprooch, déi bis elo eigentlech esou net present ass am Cycle 1. A wa mer déi Konditiounen do och emol erfëllt hunn, wou mer soen: „Dee Projet hei dockt un un dat, wat mer gemaach hunn, an un dat, wat mer nach wëlle maachen, an un dat, wat et op anere Plaze gëtt", dann, mengen ech, hu mer de Kader emol fixéiert, deen noutwendeg ass, fir ze kucken, wat eigentlech d'Plus-value vun enger zweeter Persoun dann och am Cycle 1 ka sinn?

Ech verstoppen net – an ech mengen, dat weess jiddereen heibannen, an de klore Mënscheverstand, dee seet eis et: Mir hunn iwwer 800 Klassen am Cycle 1. Einfach elo ze decidéieren, mir missten elo eng zweet Persoun derbäirekrutéieren, ob dat eng Enseignante oder en Enseignant ass, ob dat eng Educatrice oder en Educateur ass, ob dat soss iergendeen ass …, wësse mer jo, datt dat vun haut op muer net wäert goen, well mir missten eigentlech deenen Educatricen an Educateuren, déi mer haut am LTPES ausbilden, an deenen, déi mer elo amgaange sinn, an der École nationale pour adultes an och am Lycée Bel-Val auszebilden, scho mat der Remise vun hirem Diplom direkt en Aarbechtskontrakt dohinnerleeën a se quasi forcéieren, dee bei eis ze ënnerschreiwen an net méi bei en anere Patron dierfen ze goen, fir datt dat dote reng quantitativ denkbar wär.

An ech mengen, jidderengem liicht an, datt mer dat doten duerfir net vun haut op muer kënne maachen, och wa mer eis et wënschen. An duerfir muss, mengen ech, d'Konzept entwéckelt ginn. Duerfir musse mer och vläicht kucken, wéi mer dat schrëttweis duerno kënne maachen, wéi mer ufänken, awer och, wou mer duerno wëllen hikommen. Mee mer mussen ëmmer och d'Fro vum Personal am Hannerkapp behalen: Wat ass iwwerhaapt machbar, fir do kënnen ze rekrutéieren? Jo, et wär vläicht méiglech, fir d'Schoul ze rekrutéieren, mee mer wëssen, datt déi Leit dann anzwousch aneschters verluer ginn: an de Crèchen, an de Maison-relaisen, am Jugendberäich, am Senioreberäich, bei Behënnerten. An dat, mengen ech, ass och eng Responsabilitéit, déi mer hunn. An duerfir däerfe mer hei deen doten Aspekt net vernoléissegen.

Ech engagéiere mech, Här President, wa mer déi éischt Elementer vun deem dote Projet och méi gekläert hunn, nämlech d'Konzept an d'Approche an déi Plus-value, déi mer wëllen domadder erreechen, gären der Chamber dat rapportéieren ze kommen an dann awer natierlech och en Zäitplang derbäizeleeën, a wat fir enge Schrëtt mer do wëlle virgoen. Jo, et ass en ambitiéise Punkt, et ass eng Prioritéit an eisem Regierungsprogramm, mee eis Regierungsperiod huet nach e puer Joer an ech sinn optimistesch, datt mer et an deene Joren och wäerten ëmsetzen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Da kann d'Madamm Closener, wa se wëllt, nach eng Zousazfro stellen. Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Jo, villmools merci. Ech hätt just eng Zousazfro.

Här Minister, also e Konzept hutt Der jo dann nach net, awer no engem Zäitramen hat ech Iech gefrot. Do wiere mer awer frou, ongeféier ze wëssen, wéini Der dann domadder géift ufänken, wann et jo awer eng grouss Prioritéit ass. Dir hutt jo elo hei gutt erkläert, dass dat fir Iech eng wichteg Prioritéit ass, an eebe well et esou schwiereg ass, misst ee jo awer esou lues eng Kéier domadder ufänken. Also, wat ass dann déi éischt Etapp? Wéini kann een dann domadder rechnen?

Merci.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Also ugefaange ginn ass zanter der Annonce vum Regierungsprogramm. Meng Servicer sinn amgaangen, dorunner ze schaffen, konzeptuell dorunner ze schaffen. Dir wësst, datt wa mer eppes wëlle maachen – an dat mer gëtt dacks hei vun Iech mer mat op de Wee ginn –, et wichteg ass, och mat de Schoulpartner doriwwer ze diskutéieren, éier mer mat engem dach awer schonn deelweis ficeléierte Konzept an d'Ëffentlechkeet ginn, an datt dat net eis Manéier ass. An ech hunn en Zäithorizont genannt: De Regierungsprogramm gëllt fir fënnef Joer, an innerhalb vun deene fënnef Joer wëlle mer en integral ëmgesat hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

3. Question élargie n° 25 de M. Meris Sehovic au sujet de la crise actuelle dans le secteur de la construction

An da komme mer zu deem nächste Punkt. Dat ass d'erweidert Fro Nummer 25 vum Här Meris Sehovic iwwert déi aktuell Kris am Bausecteur mat deene selwechte Konditioune wéi déi Fro virdrun. Här Sehovic, Dir hutt d'Wuert.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Regierung huet am Januar 2024 eng Rei vu Mesüren op de Wee bruecht, fir der Kris am Bausecteur entgéintzewierken a fir de Secteur ze relancéieren. En Deel vum Mesürepak war et, den Invest an d'VEFAen, also an d'Vente en l'état futur d'achèvement, méi attraktiv ze maachen.

Zéng Méint méi spéit, haut, maache mir de Constat, dass dës Mesüre wéineg bruecht hunn. Dem Statec no goung den Invest a VEFA-Projeten am zweeten Trimester 2024 net erop, mee esouguer weider erof. Donieft geet d'Unzuel vun den ugefrote Baugeneemegungen op ee Joer gekuckt ëm 40 % erof. Wat d'Transaktiounen um Logementsmarché ugeet, gëtt et zwar eng liicht Reprise, ma den Undeel vun de VEFAe läit awer däitlech ënnert der Moyenne aus de leschte Joren. Trotzdeem huet de Finanzminister nach beim Depot vum Budget hei am Haus virun e puer Woche behaapt, d'Mesüren, déi d'Regierung geholl hätt, géifen éischt Wierkunge weisen.

Dofir hei meng éischt Fro un den Här Minister: Wouru mécht d'Regierung dat da fest bei de VEFAen? D'Erhéijung vun den Transaktiounen u sech ass jo keen Indicateur, well d'Erhéijung vun den Transaktiounen am Existant dem Bausecteur elo näischt bréngt.

Zweetens: Kann de Minister eis déi entspriechend Zuele liwweren, déi Opschloss doriwwer ginn, wat den Impakt vun de Mesüren op d'Relance vum Bau ass?

Eng Mesür, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi schonn ënnert der viregter Regierung geholl gi war an déi dës Regierung weidergefouert huet, ass den Opkaf vu VEFA-Projeten duerch de Staat. De Minister hat eis dozou an der Kommissioun scho gesot, dass an dësem Kader 466 Wunnengen amgaange sinn, realiséiert ze ginn. Am Budget pluriannuel ass ze liesen, dass d'Enveloppe fir dës Mesüren allerdéngs no 2025 net klamme soll, mee souguer liicht erofgoe wäert. Och waren am Pluriannuel vum Budget 2024 nach däitlech méi héich Montante virgesinn.

Dofir e puer weider Froen un den Här Minister: Firwat goufen d'Ausgaben am Pluriannuel säit 2024 no ënne revidéiert? Wéi gesäit den Här Minister d'Zukunft vum VEFA-Opkafprogramm? An ass den Här Minister d'accord, dass mer am Kontext vun der Logementskris de VEFA-Programm eigentlech nach weider ausbaue missten iwwert déi nächst Joren? A wann en d'accord ass mat deem Constat: Wéi wëll en dat ëmsetzen?

Wat de staatlechen Invest a bezuelbare Wunnraum ugeet, wëll d'Regierung an der Period 2025 bis 2028 bal 2 Milliarden Euro mobiliséieren. Dat ass manner wéi dat, wat nach d'Joer virdru virgesi war. Do waren iwwert d'Period 2024 bis 2027 eng 400 Milliounen Euro méi virgesinn.

Dat bréngt mech dann zu menger nächster Fro: Firwat gouf dës Enveloppe no ënne revidéiert? Ass de Minister net der Meenung, dass grad an Zäite vun enger Baukris de Staat selwer méi baue misst, fir domat och de Secteur ze ënnerstëtzen a gläichzäiteg bezuelbare Wunnraum ze schafen, deen och laangfristeg dann an der Hand vum Staat ka bleiwen?

Nieft der Wichtegkeet, de Bau ze relancéieren, musse mer och déi strukturell Problemer ugoen, déi e Grond sinn, firwat net méi gebaut gëtt. D'Regierung huet decidéiert, de Fokus op d'Vereinfachung vun de Prozeduren ze setzen. Am Prinzipp ass dat eng gutt Saach, och wa mer skeptesch sinn, dass do wierklech den Haaptproblem läit, an och wa mer skeptesch sinn, dass déi bis elo annoncéiert Mesüre wierklech e groussen Effekt wäerten hunn, wa se dann iwwerhaapt ëmgesat ginn.

An enger Ëmfro vun der Chambre de Commerce bei iwwer 700 Entreprisë koum eraus, dass 40 % vun de Befroten d'Spekulatioun mat Terrainen a Wunnengen als ee vun den Haaptgrënn vun der Wunnengskris gesinn. Déi ze komplex Prozedure goufe just vun 9 % vun de Befrote genannt, d'Ëmweltnorme just vu 6 % vun de Befroten.

Dofir da meng lescht Fro un den Här Minister: Wéini gedenkt en, Amendementer zum Projet de loi iwwert d'Mobiliséierungssteier an och d'Leerstandssteier ze proposéieren? Am Koalitiounsaccord steet, dass d'Mobiliséierungs- an d'Leerstandssteier solle gehéicht ginn a méi séier gräife sollen. Kann de Minister eis do schonn Detailer ginn, wat d'Regierung do plangt?

Ech hoffen op méiglechst konkreet Äntwerten op meng konkreet Froen an ech soen Iech Merci.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Dann huet d'Regierung d'Wuert an dës Kéier ass et de Logementsminister.

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, an hei nach merci un de Meris Sehovic fir d'Geleeënheet, nach eng Kéier de Point ze maache vun de Mesüren, vun deem, wat se bruecht hunn, vun deem, wat se wäerte bréngen an deenen nächste Joren.

Ech wëll vläicht direkt, wann Der erlaabt, eng kleng Aschränkung maachen.

Dir stellt mer hei eigentlech Froen aus dräi Theemebléck. Ee fält zu 100 % a meng Kompetenz. Ech sinn awer net zoustänneg fir de gesamte Bausecteur am Land. An ech sinn och net zoustänneg fir d'Mobiliséierungssteier an d'Taxatioun vun eidel stoende Wunnengen. Dat ass nämlech de Kolleeg, den Inneminister. Mir schaffen awer enk zesummen. A souwäit ech am Bild sinn iwwert déi Projeten – an dat sinn ech –, probéieren ech awer hei, Iech Äntwerten dorop ze ginn.

Vläicht ugefaangen nach eng Kéier mat deem, wat Der gesot hutt: Déi lescht Regierung hat effektiv ugefaangen, mam Opkomme vun där akuter Situatioun um Immobiliemarché, déi bedéngt ass doduerjer, datt mer héich Präisser haten an hunn an d'Zënsen awer och explosiounsaarteg an d'Luucht gaange sinn an eigentlech keng Transaktioune méi stattfonnt hunn, well einfach de Finanzement vun de Bienen net méi assuréiert war, zum Deel anzesprangen.

An d'Regierung huet gesot: „Mir wëlle Logement abordable kafen, fir deen an eise Parc immobilier fir de Locatif kënnen ze integréieren." Dat huet déi lescht Regierung gesot. Dat huet dës Regierung nach eng Kéier verstäerkt. An déi nei Regierung huet am Ufank vum Joer nach eng Kéier eng substanziell Enveloppe vu bal enger hallwer Milliard zousätzlech zur Verfügung gestallt, fir dat iwwert déi nächst Joren dann och kënnen ëmzesetzen.

Mir hunn 89 Dossieren eigentlech erakritt, déi mer analyséiert hu vu privaten Immobilienentwéckler, déi gesot hunn: „Ech wëll deen dote Projet oder kann deen dote Projet momentan um private Marché net ofsetzen. Ass dat eppes, wat de Staat interesséiert?" Mir hunn der bis elo 15 aktéiert. Mir hu 5 Contrats de réservation, wou mer elo kuerz virum Akt sinn a wou d'Negociatioune gefouert sinn. Mir si bei 9 aneren Dossieren an der Analys an an der Negociatioun dovunner.

Dat seet awer och direkt, datt mer der 60 refuséiert hunn oder do net eens gi sinn. Dat weist eigentlech och, datt mer selektiv sinn an datt mer och heiansdo soen: „Zu deenen dote Konditiounen, virun allem, wat de Präis vum Terrain ubelaangt, gi mer net mat." Well et ass, mengen ech, net um Staat ... an ech denken, mir sinn eis hei queesch uechter d'Bänken eens: Wann ee sech verspekuléiert huet, einfach ze deier an den Terrain investéiert huet ..., fir da quasi als lescht Garantie nach bei de Staat ze goen an deen dat doten erëm zu deene Konditioune muss opkafen.

Dat ass e Pak vu 647 Wunnengen, wou mer momentan stinn – wann ech déi huelen, déi mer aktéiert hunn, déi mer reservéiert hunn a wou mer momentan och konkreet Negociatioune féieren. Vun all deene Wunnengen, déi eis ugebuede goufen an deene Projeten – dat sinn der 1.398 – mécht dat 46 % aus, déi mer ugeholl hunn, oder bal d'Hallschent vun der Zuel vun de Wunnengen. Do si mer dach awer no drun, fir eens ze ginn.

Beim Invest, deen an deem dote Package bis elo gemaach ginn ass – an dat si Budgeten, déi schonn 2023, 2024 an an de Joren duerno natierlech dann och budgetiséiert sinn –, do leie mer momentan bei enger Enveloppe vu 414 Millioune Euro, mee et kommen nach weider Demanden eran. A jo, de Staat an d'Regierung wäerten deen Opkafprogramm do oprechterhalen. Ech denken, à moyen terme sécher, mee och à long terme soll dat eigentlech e Wee sinn, wéi de Staat och säin eegene Parc immobilier ka vergréisseren, andeems en och do mam Privatsecteur zesumme kuckt, wat privat gebaut gëtt, ëffentlech kaaft gëtt an dann als ëffentlech Wunneng duerno geréiert gëtt.

Vläicht eng Prezisioun direkt, well ech mengen, dat ass eng Fro, déi och an de leschte Wochen an der Ëffentlechkeet diskutéiert ginn ass. Dir hutt se elo e puermol opgeworf: Ass dat, wat budgetiséiert gëtt an den nächste Joren, vläicht méi niddreg wéi dat, wat am Pluriannuel mol virgesi war? Dat ass, well mer et awer och elo mol un déi realistesch ze erwaardend Depensen ugepasst hunn. Well wann Der nämlech an déi Jore virdru kucke gitt, wat all Joer budgetiséiert war un Depensë fir de Logement abordable zum Beispill a wat och herno realiséiert gouf, wat reell Depensë waren, da gouf et do eng enorm Diskrepanz.

An ech mengen, datt de Finanzminister, d'Regierung an och mäi Ministère hei richteg leien, fir e Budget ze presentéieren, dee realistesch ass, deen op Basis vu realisteschen Erwaardungen opgestallt gëtt: dat, wat och wierklech kann exekutéiert ginn opgrond vun Erfarungswäerter an de Joren 2025, 2026, 2027 an 2028. An dat heescht net, datt mer manner ambitiéis wären. Dat heescht net, datt mer manner Projete wéilten entaméieren. Mee dat heescht, datt mer et der Exekutioun, dem Rhythmus vun der Exekutioun vun deene Projeten dann och wëllen upassen.

Et gëtt ee Punkt, wou mer och draus geléiert hunn. Ech mengen, mir hunn an der Kommissioun driwwer geschwat, mir hunn an der Regierung driwwer geschwat: Mir hu bis elo eigentlech ee Plaffong, wat de Präis vum Foncier ubelaangt fir dee ganzen Opkafprogramm do, onofhängeg vun der geografescher Situatioun.

Ech mengen, datt dat net realistesch ass. A mir wëssen, datt an der Stad, ronderëm d'Stad, an de Ballungsgebidder am Süden oder vläicht an aneren urbanen Zentren de Foncier méi deier ass wéi op anere Plazen. An duerfir si mer amgaangen, och mat Hëllef vum LISER, e Mechanismus ze entwéckelen, wou mer och kënne retracéieren, wat en normale Präis ass fir de Foncier queesch uechtert d'Land, vläicht och nach eng Kéier kombinéiert mat landesplanereschen Iwwerleeungen, datt mer dat net nëmmen op eng ganz Gemeng kucken. Gëtt et vläicht Uertschaften an enger a Gemeng, wou mer soen: „Déi solle méi staark wuessen a méi staark och ënnerstëtzt ginn do derbäi wéi vläicht kleng Dierfer, déi och nach ronderëm sinn an zur selwechter Gemeng kënnen zielen."

Mir verloossen eis awer beileiwen net op de VEFA-Programm aleng, fir deen opzekafen. Mir hunn eis – traditionell, géif ech bal soen – ëffentlech Promoteuren, fir dat weiderhin ze maachen. An och do si considerabel Budgete virgesinn, awer och erëm eng Kéier realistesch Budgete virgesinn an dem Budget 2025 an och am Pluriannuel duerno. Fir d'SNHBM sinn et 2025 166 Milliounen, fir de Fonds du logement 179 Milliounen. 2026 sinn et fir d'SNHBM 180 Milliounen, fir de Fonds du logement 217 Milliounen.

Mir wëssen awer och, datt et am Logement abordable och nach ganz vill aner Acteure gëtt, an net nëmmen déi doten zwee ëffentlech Promoteuren. Ech hat gëschter d'Chance, bei enger vun den Oeuvres paroissiales derbäi ze sinn, déi nei Wunnengen ageweit huet, déi mer gesot huet, datt momentan an eise Servicer am Logementsministère Projete vun iwwer 100 Wunnengen aleng vun Oeuvre-paroissialle queesch uechtert d'Land géife leien als Logement abordable, déi se eigentlech 2025 och kéinten ufänken, also datt och do am karitative Beräich ganz vill Acteure sinn, déi sech do engagéieren!

An do hu mer zum Beispill fir 2025 am Budget 38 Millioune virgesinn, fir als Aides à la pierre matzekontribuéieren – fir 2026 sinn et 44 Milliounen; dat sinn dann déi 75 %, déi mer direkt als Aides à la pierre do ginn –, wat mer da jo finalement un de Bausecteur ginn, well et si jo de Bausecteur, d'Privatentreprisen an der Konstruktioun, déi dat dote musse verschaffen.

Et gëtt eng Pist fir Logement abordable, wou mer momentan an der Kommunikatioun probéieren, et wierklech un d'Acteuren ze bréngen: Dat ass de Logement abordable „salariés", wou iwwert dee selwechte Wee eigentlech och Entreprisen, wa si sech dann als „Non-Profit Organism" géife constituéieren, kënnen déi selwecht Aidë kréien, fir och selwer Logement abordable fir hir Salariéen ze schafen. An ech denken, datt och dat eppes ass, wou nach e grousst Potenzial ass.

Grousst Potenzial ass sécherlech bei de Gemengen. Dir wësst, datt ech ëm déi 40 Gemengen am Laf vun deene leschte Méint visitéiert hunn, datt mer ganz am Detail och iwwert d'Logementsproblematik geschwat hunn, iwwert de Logement abordable geschwat hunn, iwwert déi Mechanismen, déi do existéieren, iwwer eenzel Projeten och geschwat hunn, déi interessant sinn um Territoire vun där Gemeng.

Mir ënnerstëtzen d'Gemengen och weiderhin an der Schafung vu Logements abordables, an dat och an dëse Budgete mat méi wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war: 2025 mat 32 Millioune fir Aides à la pierre, 2026 mat 39 Millioune fir Aides à la pierre. A mir wäerten an enger Iwwerschaffung vun dem Gesetz vum Logement abordable och proposéieren, datt d'Gemengen au même titre wéi aner Acteuren aus dem karitative Secteur zum Beispill vun engem Rendement garanti um Capital investi kënne profitéieren, soudatt se déi 25 %, déi se net direkt kënnen als Aides à la pierre, als Subventioun kréien, duerno iwwert d'Durée och kënnen – zum Deel op d'mannst – erakréien a matsubventionéiert kréien, wéi aner Träger am Logement abordable och. Dat, fir nach eng Kéier kloerzemaachen, datt mer gären eng Partnerschaft hätten, grad am abordabele Wunnengsbau, mat deenen 100 Gemenge queesch uechtert d'Land.

Dann hu mer, Här President – an ech mierken d'Zäit leeft mer fort, mee ech wëll awer op dee Punkt do nach agoen – Steiermesüre geholl. Jo, dat ass wouer. An ech fannen nach ëmmer, datt déi richteg waren, well et kann net sinn, datt d'ëffentlech Hand dat doten eleng muss stemmen! Wann déi privat Demande esou dramatesch abrécht, wéi se agebrach ass am Laf vun deene leschten zwee Joer, well mer einfach eng Inadequatioun haten tëschent héije Präisser an op eemol och héijen Zënsen, an do de Finanzement net méi garantéiert war, da kann de Staat dee ganze Volume net einfach op seng eege Schëlleren huelen. Da musse mer kucken, datt mer iergendwéi och de Privatinvestisseur erëm do mat erakréien. An duerfir hu mer zäitlech begrenzt steierlech Mesüre geholl.

Déi hate méi e groussen Effet bei de Bestandswunnengen, an dat huet och e Grond: well do d'Proprietäre méi staark mat de Präisser erofgaange sinn, wéi zum Beispill d'Immobilienentwéckler bei de VEFAen. Dat ass eppes, wat ech kritiséieren: datt déi hiren Apport, dee se kéinte maache bis elo, mengen ech, net maximiséiert hunn, fir erëm en Equiliber ze kréien tëschent Präisser an Zënsen. Well wa mer deen net hikréien, wa bei méi héijen Zënsen d'Präisser weider héich bleiwen, och fir VEFAen, kann och de Staat dat net op Dauer iwwer Steiermesüre maachen, an da wäerte mer do d'Aktivitéit net erëmfannen.

Déi Steiermesüren, déi mer geholl hunn am Ufank vum Joer, déi, déi mer elo nach eng Kéier derbäigesat hunn um Enn vum Joer, notamment och, datt den Enregistrement just op der Hallschent vum Wäert gezu gëtt, souwuel bei deem, wat scho gebaut ass, wéi och um Terrain, dat, mengen ech, huet schonn derzou gefouert, datt mer elo an deene leschte Wochen eigentlech eng Acceleréierung vun der Vente och an der VEFA erëm kritt hunn. An dat ass de Feedback, deen een héiert vu Banken, dat ass de Feedback, deen een héiert vun den Nottären: datt dat schonn elo gegraff huet. An ech denken, datt dat duerfir dee richtege Wee war.

E leschte Punkt, Här President, dat ass d'Mobiliséierung vun Terrainen. Mir kënnen als ëffentlech Hand nëmmen dauerhaft eng zilgeriicht Wunnengsbaupolitick maachen, wa mer och méi ze soen hunn iwwert den Terrain. An dat hu mer haut net, well mer ganz dacks net Proprietär si vun den Terrainen. Duerfir, mengen ech, musse mer weiderhin eng Serie vu Mesüren huelen, fir allgemeng Terrainen ze mobiliséieren.

Ech denken do och un dat, wat Dir gesot hutt: nämlech d'Tax op eidel steeënd Terrainen, net genotzten Terrainen. Ech denken awer och un de Remembrement ministériel. Ech denken awer och ..., wou mer amgaange sinn als Regierung, souwuel technesch Léisungen ze siche wéi och un deenen Adaptatioune vun de Gesetzesprojeten ze schaffen, fir dass mer och méiglechst schnell hei an d'Chamber kënnen domadder kommen. Ech denken awer och un d'Mobiliséierung vun Terrainen, déi scho laang ausgewise sinn an engem Plan sectoriel „Logement" zum Beispill a wou bis elo kee sech esou richteg dréms gekëmmert huet.

Do musse mer kucken, wou et Sënn mécht, ze bauen, wou et Sënn mécht, ze urbaniséieren, wou et Sënn mécht, datt méi Leit hi wunne kommen, fir déi Terrainen och, zum Deel op d'mannst, an d'ëffentlech Hand ze kréien, fir dann do och méi staark kënnen ze steieren, wat dohinner kënnt, wéi et dohinner kënnt a virun allem och wéi schnell et dohinner kënnt.

Dat war et an e puer Wierder. A merci, Här President, fir déi zwielef Minutten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci fir déi kloer Wierder.

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Dir waart ganz generéis. Kuerz op déi dräi Froe geäntwert.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Et war jo eng wichteg Fro an eng wichteg Äntwert. Mee ech gesinn: D'Äntwert war net laang genuch, well et ass nach eng Zousazfro do. Här Sehovic, Dir hutt d'Wuert.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Ech hu gären nogelauschtert. Mat der fortschreidender Zäit ass d'Äntwert vum Minister méi konkreet ginn. Dofir hunn ech et elo gutt fonnt, ...

M. Claude Wiseler, Président | Dofir hu mer en dat jo och maache gelooss.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | ... dass en awer e bësse méi laang konnt schwätzen.

Zwou Froen a Constaten.

Dat eent ass ... Wat ech interessant fannen, ass: Dir sot elo selwer, an dat ass fir mech en neie Moment, d'Promoteuren hätte missen/sollen och selwer erofgoe bei de Präisser vun de VEFAen. Dat ass u sech fir mech elo en neie Moment gewiescht, well d'Regierung eigentlech bis elo ëmmer gesot huet, dat wär net de Problem. Ech huelen dat awer zur Kenntnis, begréissen dat. An ech mengen, dass dat eppes ass, wat mer hei an der Chamber zu ganz vill och esou gesinn.

Mee da bleift awer nach d'Fro ... Dir hutt elo d'Opléschtung gemaach vun all deene Mesüren, déi scho geholl gi sinn, an awer bleift de Constat, dass se net duergaange sinn an dass se net vill Effekt produzéiert hunn. Bon, Dir sot elo, dass Der elo op Basis vun Ären Zuelen iergendwou elo e Constat maacht, dass et elo rezent an deene leschten Deeg eropgaangen ass. Ech kann dat elo net jugéieren.

Dat, wat ech rapportéiert kréien, an dat läit an der Natur vun der Saach: De VEFA-Opkafprogramm vum Staat ass natierlech een, dee grad och méi groussen Entitéiten, méi grousse Promoteuren éischter zegutt kënnt. An dat, wat ech vill héieren, ass: D'nächst Joer gëtt et immens sauer fir déi kleng an déi mëttel Betriber am Secteur an am Handwierk, well déi jo iergendwou an der Mëtt si vun där Chaîne d'approvisionnement.

An do ass eeben d'Fro – an do bleiwen ech awer nach e bëssen elo ..., waarden ech op eng Äntwert: Majo, gedenkt d'Regierung dann elo, nei Mesüren ze huelen, fir de Secteur ze stabiliséieren? Oder sidd Der der Meenung, dass dat duergeet, wat bis elo opgezielt ginn ass vun Iech a wat och elo schonn op de Wee bruecht ginn ass?

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Merci Här Sehovic. Dat war elo eng vast Fro, mee de Minister probéiert, eng konzis Äntwert ze ginn.

(Hilarité)

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Ech gi mer ganz vill méi, Här President, well ech mengen, ech hu se och schonn ugeluecht virdrun an deem, wat ech geäntwert hunn.

Mir wäerten natierlech iwwert déi selwecht Weeër kucken, och nach méi ze maachen. Ech hu jo gesot: De VEFA-Programm gëtt net auslafe gelooss. Mir wäerten weider dorunner schaffen. Ech hu gesot: D'ëffentlech Promoteuren, d'Gemengen, de karitative Beräich wäerte méi Moyenen hunn – an dat heiten ass op Basis vu reelle Chifferen, vu reelle Projeten, déi och an eisen Administratioune scho gekuckt goufen an approuvéiert sinn, wou de Budget 2025 virun allem opgestallt gouf –, fir och nach eng Kéier méi kënnen ze maachen. An dat sinn Aarbechten, déi direkt och de Konstruktiounsfirmen an de ganzen Handwierksbetriber zegutt wäerte kommen.

Ech soen awer och: Dat aleng geet net duer, fir an esou enger Situatioun ..., datt de Staat als eigentlech eenzegen Demandeur vu Main-d'oeuvre dann op de Marché kënnt. Do musse mer déi privat Initiativ och erëm matkréien. An do weisen déi Chifferen, déi mir hunn – wat awer éischter Aussoe sinn, déi nach informell sinn, well dat einfach esou zäitno ass, datt een elo kaum ka mat Chiffere beleeën –, datt d'Kombinatioun vun de Steiermesüren, déi mer am Ufank vum Joer geholl hunn, plus elo nach eng Kéier beim Enregistrement, op der Hallschent vun der Valeur den Droit d'enregistrement ze zéien, awer och eng Acceleréierung mat sech bruecht hunn.

An datt ech der Meenung sinn, datt mer en neien Equiliber brauchen tëschent de Präisser an der VEFA, déi ugebuede ginn, an den Zënsen. Dat ass net déi éischte Kéier, datt ech dat hei gesot hunn. Ech hunn et ganz dacks op ville Plaze gesot, wou virun allem Promoteuren nogelauschtert hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dëse Punkt dann ofgeschloss.

4. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de l'utilisation du téléphone portable à l'école

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar enger Aktualitéitsstonn iwwert d'Notze vu Smartphonen an der Schoul, déi déi politesch Sensibilitéit vun déi gréng ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chambersreglement festgehalen. D'Auteure vun der Aktualitéitsstonn huet 10 Minutten, déi verschidde Gruppen a Sensibilitéite jeeweils 5 Minutten, an duerno huet d'Regierung 15 Minutte fir ze äntweren. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Ricardo Marques, d'Madamm Barbara Agostino, d'Madamm Francine Closener, den Här Fred Keup, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Djuna Bernard.

Exposé

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, léif Schülerinnen a Schüler, Meediekompetenz ass eppes, wat mir alleguerte méi wéi jee kënne gebrauchen. Eng gewëssen Zort vu Meediekompetenz, Här Minister, hutt Dir selwer fir d'Rentrée ënner Beweis gestallt. Et war jo schonn e bëssen e Meediestunt, mat deem Der aus der Summervakanz eraus gestart sidd: keen Handy an de Grondschoulen, keen Handy an der Klass am Lycée! An effektiv: D'Land schwätzt säitdeem onënnerbrach iwwert den Handyverbuet.

Wann een awer mat den Enseignante geschwat huet, dann hunn déi allermeescht gesot: „Wéi? Dat maache mer dach souwisou!" An och doriwwer eraus stelle sech awer bei der Ëmsetzung och fir si nach eng ganz Rei Froen.

Duerfir hu mir Gréng dës Aktualitéitsstonn ugefrot, fir e Bäitrag zu méi Kloerheet ze leeschten, well och mir parteiintern vill Echangen haten. A well ee jo och an der Oppositioun net nëmme soll kritiséieren, wëlle mir och eis Positioun haut mat afléisse loossen.

Vu scho bal moralesche Froen, ob déi digital Technologie elo gutt oder schlecht soll sinn, bis hin zu ganz prakteschen Detailer vun der Ëmsetzung vum Handyverbuet an de Schoulen, kann een dësen Debat op ganz verschidde Manéieren ugoen. Fir meng Interventioun ze strukturéieren, wëll ech mech dofir un e puer grousse Constaten orientéieren.

Éischte Constat: Mir Gréng ënnerstëtze grondsätzlech en Handyverbuet an der Grondschoul. Mir schléissen eis de Recommandatioune vun der Wëssenschaft un, dass permanente Bildschiermkonsum ka physesch wéi psychesch negativ Konsequenze fir d'Entwécklung vum Kand hunn. Am Lycée ass et jo elo schonn esou, dass den Handy an der Bänk net benotzt soll ginn. Dozou stinn och mir Gréng. Mir kéinten eis doriwwer eraus handyfräi Zonen oder Zäiten an der Schoul virstellen.

Fir eis ass eppes elementar: Loosst eis awer net den Handy als Outil mat Social-Media-Plattforme verwiesselen. An doriwwer eraus brauch et an dëser Fro och Kohärenz an Zesummendenke vun allen Acteure ronderëm d'Kand: d'formell Bildung, d'nonformell Bildung an och d'Elterenhaus.

Sou wéi Dir, Här Minister, konkreet virgaange sidd, fanne mir awer, dass Der den Handyverbuet e bëssen iwwert de Knéi gebrach hutt an d'Verantwortung ofdréckt, virun allem op d'Lycéeën. Dir hutt et jo bei der Annonce belooss, dass d'Lycéeë bis Päischten elo Zäit hätten, fir Konzepter auszeschaffen. Duerno géift Dir da kucken, ob dat fir Iech duergeet an, wann néideg, noschäerfen.

An eisen Ae riskéiert dëst zu Inkohärenzen an enger gewëssener Konkurrenz tëscht de Lycéeën ze féieren. Sou wäerten d'Elteren an d'Schüler sech an Zukunft beim Choix vun engem Lycée da lo mussen iwwerleeën, wéi eng Handyreegelungen hinnen da lo vläicht do besser gefalen. Dat wäert e weidert Element vun Zersplitterung an eisem Schoulsystem ginn, wat mir bedaueren.

(Interruptions)

Mir Gréng schwätzen eis och géint e komplett Handyverbuet am Lycée aus. Den Handy ass e weesentlechen Aspect am gesellschaftlechen Alldag vun haut a vu muer an den Ëmgang domat kann net am Abstrakte geléiert ginn. Vu dass jonk Erwuessener aus dem Lycée erausginn, muss fir eis hei en Iwwergang stattfannen zu engem méi nuancéierte Modell.

Här Minister, well mir der Meenung sinn, dass et Är politesch Verantwortung gewiescht wier, d'Lycéeën an enger éischter Phas net eleng ze loossen, hätte mir et besser fonnt, wann Dir vu vireran e kloert Konzept fir de Secondaire op den Dësch geluecht hätt, natierlech am Echange mat hinnen, mam Resultat zum Beispill vun engem Stufeplang oder engem Baukastesystem vu Mesüren, un deene sech d'Lycéeën hätte kënnen orientéieren, wou si nach gewësse Gestaltungsméiglechkeete gehat hätten, jee no hire spezifesche Besoinen. Dat wier an eisen Ae besser gewiescht am Sënn vu Kohärenz a vu Chancëgerechtegkeet.

Dofir eis Fro, Här Minister: Dir sot jo schonn, dass Dir no der Päischtvakanz wëllt e Bilan maachen an dann eventuell noschäerfen, wann Dir eng Diskussioun ëm Inkohärenzen tëscht de Schoule gesitt. Sidd Der also prett, op de Wee ze goe vun enger Aart Stufeplang oder engem Baukastesystem, op alle Fall eppes méi Ausgeduechtem wéi dat, wat Der bis elo virgestallt hutt? An deem Kontext deposéieren ech eng éischt Motioun.

Motion 1

« relative à une approche globale en matière d'éducation numérique »

La Chambre des Députés,

considérant

– l'interdiction des appareils numériques dans toutes les écoles fondamentales et les restrictions concernant l'utilisation de ces mêmes appareils dans les écoles secondaires ;

– le fait que ces interdictions ou restrictions ne sauraient résoudre tous les problèmes qui se posent dans le domaine éducatif dans le contexte de la digitalisation de notre société ;

– qu'il est d'une importance primordiale d'équiper tou.te.s les élèves des compétences essentielles pour naviguer le monde numérique tout en minimisant les risques associés à ce dernier,

invite le Gouvernement

– à définir une approche globale en matière d'éducation numérique couvrant tous les domaines de l'éducation nationale et toutes les tranches d'âge ;

– à inclure dans cette approche :

• des principes directeurs quant à l'utilisation des appareils numériques,
• des lignes directrices concernant l'utilisation de contenus numériques,
• des lignes directrices concernant l'acquisition de compétences numériques,
• des principes directeurs quant à l'enseignement et à l'utilisation des réseaux sociaux selon l'âge des élèves.

(s.) Djuna Bernard, Meris Sehovic, Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | An et si jo net nëmmen d'Lycéeën, déi fäerten, dass se eleng gelooss ginn. Och an der Grondschoul waarden d'Enseignanten nach ëmmer op ausgedäitschte Reegelungen, wéi eng Flichten a Kompetenze si dann elo hunn, wéi eng Base légale, fir zum Beispill den Handy ewechzehuelen, et fir si gëtt. D'Rechtssécherheet ass fir eis e Minimum an déi hätt Der eis u sech och missen direkt bei Ärer Annonce am September matliwweren. Mir wiere frou, hei als Chamber sou schnell et geet de Règlement grand-ducal ze kréien.

Eisen zweete grousse Constat, do bleiwe mer beim Stéchwuert vun der Kohärenz. Déi misst eiser Meenung no nämlech iwwert d'Fro vun de Geräter erausgoen. Fakt ass, dass mir zu Lëtzebuerg ëmmer nach kee ganzheetlecht, alters- a formatiounsiwwergräifend Konzept hu fir d'Fërderung vun den digitale Kompetenzen an den Asaz vun digitalen Technologien an der Schoul. Mir Gréng hate schonn an eisem Walprogramm gefuerdert, dass esou e Konzept dréngend misst kommen, fir déi Jonk wierklech zu besseren Digital Citizens ze maachen, besserer, wéi mir et haut oft sinn.

Fir dass dat gelénge kann, muss d'Zilsetzung vun eiser Digitaliséierungsstrategie an der Educatioun gekläert ginn. Geräter ze hunn, ouni ze wëssen, wéi eng Ziler een domadder verfollegt, féiert just zu Inkohärenz an zu Konfusioun. Et geet net dorëms, dass een iwwer Geräter verfüügt, et geet virun allem dorëms, dass ee weess, wat ee mat de Geräter maache wëll. Do ass säit der Aféierung vun den iPaden an der Schoul sou munches verpasst ginn. D'Digitaliséierung muss begleet gi vu Meedienerzéiung, souwuel am jonken Alter wéi och fir eeler Generatiounen. Dofir och hei d'Fro, Här Minister: Hutt Der d'Ambitioun, fir esou eng iwwergräifend Strategie ze liwweren?

An dann eisen drëtten a leschte Constat: Do geet et ëm d'Fro, wat eigentlech genee de Problem ass an ob Dir dee wierklech léist. Den Dokter Serge Tisseron, deen Dir jo invitéiert hat fir eng Konferenz iwwert den Handyverbuet, huet et selwer betount: Eigentlech sinn d'Problemer, op déi den Handyverbuet ofzielt, oft guer net op Kanner a Jugendlecher beschränkt. Zum Beispill geet et ëm déi sozial Meedien, ëm hir Algorithmen an ëm hir Geschäftsmodeller, ëm Meediekompetenz och bei Erwuessenen an ëm d'Fro, wéi gutt si hir Kanner am Digitale kënne begleeden.

Dofir menge mir Gréng, dass den Handyverbuet net drop erauslafen dierf, dass mir als Politick déi gesellschaftlech Schwieregkeete mat der Digitaliséierung erofbriechen oder klengschwätzen. A wann Dir dat och mengt, wat sidd Der prett ze ënnerhuelen, Här Minister an och léif Regierung? Ech schwätzen do net emol dovunner, dass et drëms geet, d'Facebooken oder d'TikToke vun dëser Welt besser ze reguléieren op europäeschem Niveau oder hei – woubäi: och do-rëms geet et.

Mee zum Beispill kéint Dir och eng wëssenschaftlech Evaluatioun vum Handyverbuet en place setzen. Do kéint Der zum Beispill och probéieren, déi digital Bildung an de Famillje besser ënnert d'Lupp ze huelen. An eisen Ae wier esou e Suivi vum Handyverbuet ganz wichteg, wou och zum Beispill bei de Familljen de sozioekonomeschen Aspekt matgekuckt gëtt a wou bei de Schoulen déi verschidde Modeller, déi et dann elo wäert ginn, och matenee verglach ginn.

Loosst eis aus dem Aktionismus erauskommen an eng kohärent, wëssenschaftlech begleet Strategie. Loosst eis dësen Defi net just um Réck vun de Schüler/innen ausdroen, mee d'Plattformen hannerfroen. A loosst eis d'Schoulen an d'Enseignantë wéi och d'Elteren net eleng loosse mat dësem Risendefi. Dat ass eppes, wat mir Gréng eis géife wënschen a wou mer och nach eng zweet Motioun preparéiert hunn.

Motion 2

« relative à l'interdiction des appareils numériques dans le contexte scolaire »

La Chambre des Députés,

considérant

– l'interdiction des appareils numériques dans toutes les écoles fondamentales à partir de Pâques 2025 ;

– la garantie d'une distance physique au téléphone portable pendant les cours dans les lycées à partir de la Pentecôte 2025 ;

– l'obligation pour chaque lycée d'élaborer, jusqu'à la Pentecôte, un concept pour l'utilisation des appareils numériques ;

– la liberté des lycées d'introduire, dans ce cadre et sur base de leur autonomie pédagogique, des limitations supplémentaires pouvant aller jusqu'à une interdiction généralisée du smartphone,

invite le Gouvernement

– à mettre en place une évaluation comparative des modalités de mise en œuvre de la distanciation des appareils numériques, ainsi que des limitations supplémentaires, par les différents lycées ;

– à présenter, sur la base de cette analyse, un modèle par étapes ou un guide de bonnes pratiques afin de favoriser une approche cohérente à travers le pays ;

– à mettre en place une évaluation scientifique des effets de l'interdiction des appareils numériques dans les écoles, et à y inclure également une analyse des effets potentiels sur l'utilisation des technologies numériques dans le cadre familial.

(s.) Djuna Bernard, Meris Sehovic, Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Zum Schluss, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, e Resümmee: Mir sinn averstane mam Handyverbuet an de Grondschoulen, mee mir hätten eis vu virera méi Kloerheet gewënscht, wat genau d'Rechter an d'Flichte vun den eenzelnen Enseignantë sinn.

Bei de Lycéeë si mer géint en absolutt Verbuet fir d'Schüler/innen. D'Absence vum Handy an der Klass respektiv zu verschiddenen Zäiten oder op verschiddene Plazen an der Schoul kéinte mer eis virstellen – dat geet jo laut Ärem Modell –, mee mir hätten et wichteg fonnt, dass Dir als Minister méi Verantwortung huelt fir kohärent Mesüren uechtert d'Land fir all d'Schoulen, mee och fir sämtlech Outilen, vum Handy iwwert den Tablet bis hin zum PC. Egal wéi, an do si mer ganz bei Iech, muss dëst mat enger attraktiver alternativer Offer begleet ginn, zum Beispill am Sport, an der Kultur oder an der Fräizäit.

Mir hätten et besser fonnt, wann Der vun Ufank un e méi duerchduecht Konzept op den Dësch geluecht hätt à la Stufemodell oder Baukastesystem. An dann, wa mer vun den digitalen Inhalter a Kompetenze schwätzen, do fanne mir Gréng, datt et héich Zäit gëtt, dass de Minister e kohärente Plang oder e Konzept virleet fir digital Bildung vum jonken Alter bis hin zu den Ofschlossklassen. An dat wier ëmsou méi wichteg als Basis, fir dass dat kann iwwergräifen an d'Erwuessenebildung an an d'Vernetzung tëscht de verschiddene staatlechen Acteuren, déi mat der Digitaliséierung an hire Suitten ze dinn hunn.

Dat gesot, soe mer Iech Merci fir d'Äntwerten op eis Froen. Mir hoffen, dass Der bei eisen zwou Motioune bereet sidd, mat op de Wee ze goe vu Verbesserungen a méi Kloerheet dobäi, wéi den Oflaf a wat d'Konsequenze wäerte si vum Handyverbuet, sou wéi Dir et bis elo decidéiert hutt.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard.

An deen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Ricardo Marques. Här Marques.

Débat

M. Ricardo Marques (CSV) | Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt wollt ech der honorabeler Deputéierter Djuna Bernard Merci soe fir dës Heure d'actualité, wou mer iwwer e Sujet diskutéiere kënnen, deen an der Schoulwelt ëmmer méi wichteg gëtt a fir déi zukünfteg Generatioune relevant ass.

Virun 20 Joer, ech weisen Iech dat elo, hat ech dësen Handy, wou ech an de Lycée komm sinn – deemools e revolutionären Apparat.

(M. Ricardo Marques montre un téléphone portable.)

Et konnt een deen opklappen an deen huet souguer am Däischtere geliicht. Ech konnt telefonéieren, SMSe schreiwen, an dat war et och schonn. An all SMS huet deemools 20 Cent kascht. Et huet ee misse gutt oppassen, wat een ze schreiwen hat. Och wann deemools den Handy schonn am Cours net erlaabt war, sou war ech awer schonn ëmmer tentéiert, d'SMS liesen ze goen, wou den Handy a soumat och mäi ganze Kierper mat vibréiert huet.

(Exclamations et hilarité)

Haut huet de Smartphone – oder besser gesot ... Wannechgelift!

(Hilarité)

Haut huet de Smartphone – oder besser gesot déi virtuell Welt, déi am Smartphone lieweg gëtt – eng grouss, jo heiansdo eng ze grouss Plaz an eisem Liewen. Haut gi Jugendlecher, déi kee Smartphone hunn, scho schif gekuckt, well se an der virtueller Welt keng Trace hunn. Well och wann d'Sozial Medien et de Jonken erlaben, mat hire Kolleegen a Kontakt ze sinn, sou huele se heiansdo iwwerhand iwwer wichteg relationell Momenter, wou si net esou richteg present sinn.

Dofir begréisse mir d'Decisioun vun der Regierung, eng physesch Distanz zwëschent dem Schüler an dem Handy ze schafen. Ab Ouschtere bedeit dat e generellen Handyverbuet an all de Grondschoulen. An am Secondaire gëllt et, wärend dem Cours den Handy ganz op der Säit ze loossen, fir déi physesch Distanz ze kreéieren.

D'Lycéeë goufe vum Educatiounsministère invitéiert, bis Ouschteren hir eege Reglementatioun ronderëm déi Haaptmesüren auszeschaffen. Dës verschidde Reglementatioune vun all de Schoulen a Lycéeë si wichteg, fir en differenzéierten an integréierte Wee ze fannen, deen zum Beispill och altersgerecht ass, wou een am Cycle inférieur méi strikt Reegelen huet wéi am Cycle supérieur.

Den Handy op der Säit ze loosse wärend der Schoul erlaabt, Konzentratioun a besser Léierleeschtungen ze entwéckelen. Jo, d'Schoul ass den Tempel, fir ze léieren an nozedenken. D'Smartphonen, déi de Schüler permanent Notifikatioune vun de soziale Meedie schécken, stéieren hir Opmierksamkeet. TikTok heescht esou, well et wéi d'Zäit onendlech tickt, well een onendlech duerch d'Videoe scrolle kann. Déi meescht Applikatiounen an hir Algorithme sinn do, fir dee Jonken zu engem permanente Klicken a Scrollen ze bréngen, mam Risk, eng Sucht ze entwéckelen an am Léieren net méi nozekommen.

Länner wéi Australien, hu mer nach gëschter héieren, hunn de Mindestalter fir d'Notzung vu soziale Meedien adaptéiert. Och Frankräich, Italien a Grossbritannien hu generell Verbueter a verschiddene Schoulen an Altersstufen agefouert. Lëtzebuerg kéint dës Modeller analyséieren an adaptéieren.

Här President, d'mental Gesondheet vun de Kanner a Jugendlechen ass eng vun de gréissten Erausfuerderunge vun eiser Zäit. Dat gouf och kloer am Rapport vum OKaJu vun dësem Joer ënnerstrach. Vill Studien hu gewisen, datt exzessiv Zäit virum Ecran a sozialen Netzwierker zu méi Onsécherheeten, Angschtgefiller, Depressiounen a Schlofproblemer bei Jonken ënner 18 Joer féieren. Cybermobbing a Kriminalitéit si reell Problemer, wou vill Jonker sech ëmmer méi isoléiert fillen.

Dofir begréisse mir d'Campagne, déi virun e puer Méint ronderëm de Motto „Screen-Life-Balance" gestart gouf, fir d'Elteren an all d'Acteuren, déi ronderëm d'Kanner sinn, ze sensibiliséieren an dat no Altersgruppen, wou ee gutt Recommandatioune kritt. De Sënn hannert engem Verbuet musse mir de Kanner erklären a si vun Ufank u matabannen. Jo, si sollen zu de Botschafter vun dëser Mesür ginn, fir dass si déi Reegelen akzeptéieren an dass déi Reegelen duerno och fonctionéieren. Firwat net och mat Schülerkomiteeën oder Klasse Projeten op d'Bee stellen, wou si hir eege Campagnen entwéckele kënnen, wéi een e méi gesonden a méi verantwortungsvolle Bezuch zum Smartphone entwéckele kann?

Dofir ass et op där anerer Säit och wichteg, hinne gutt Alternative wärend der Schoulzäit ze bidden. Aktivitéite wärend der Paus, wou d'sozial Kontakter méi valoriséiert ginn, Atelieren iwwer digital Kompetenzen a verantwortungsvoll Notzung vum Internet oder och Projeten, déi d'Kreativitéit an den Teamgeescht vun de Schüler férderen, si just e puer vun den Aktivitéiten, déi hei a Fro kéinte kommen.

Här Minister, mir sinn der Meenung, dass d'physesch Distanzéierung vum Handy an der Schoul an am Lycée e wichtege Schrëtt ass. E klore Message erlaabt, Kloerheet ze schafen. E generellen Handyverbuet an de Grondschoulen an eng physesch Distanzéierung vum Handy am Cours si kloer Messagen. Mee d'Schoulen däerfen an dësem Prozess net eleng gelooss ginn. Mir brauche kloer Richtlinnen an eng enk Koordinatioun mam Ministère, fir de Schoulinstitutiounen déi néideg Moyenen ze ginn, fir hir Approchen a Reglementatiounen ze definéieren an ëmzesetzen. Esou kënne mir verhënneren, datt onkloer oder inkohärent Reegele fir Onsécherheet suergen.

Verschidde Kanner, déi spezifesch Besoinen hunn oder a verschiddene Situatiounen am Alldag sinn, brauchen zum Beispill Ausnamen, fir de Smartphone ze notzen. Hei ass et wichteg, Raum fir déi Ausnamen ze schafen an och d'Kanner an d'Jugendlech anzebannen. Well formell an nonformell Bildung ëmmer méi beieneeréckelen, wollte mir Iech och froen, wéi dës Mesüren an der Maison relais oder a Jugendhaiser ausgesinn. Fir eng Kohärenz an eng Kontinuitéit ze schafen, ass et fir eis immens wichteg, dee ganzen nonformelle Secteur matanzebannen an hinnen och kloer Messagen ze ginn, wou si dann och hir eege Reegelen opbaue kënnen.

D'Verbidde vu Smartphonen an de Schoule soll net als einfache Verbuet gesi ginn, mee als eng nei Chance fir eis Kanner. Eng Chance, fir si ze schützen, hinnen e sécherе Raum am virtuellen Ëmfeld ze ginn, wou si sech fräi a méi sécher entwéckele kënnen. Meedienan digital Kompetenzen ze férderen, ass de Schlëssel, fir d'Kanner op déi digital Welt virzebereeden an hinnen eng gesond Approche mat op de Wee ze ginn, wéi si dës Technologië bewosst an hiren Alldag integréiere kënnen. Kommt, mir iwwerzeegen eis Kanner a Jugendlech, datt dat richtegt Gläichgewiicht tëscht Technologie a Realitéit eppes ass, wat si meeschtere kënnen.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Marques. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Barbara Agostino. Madamm Agostino, et ass un Iech.

Mme Barbara Agostino (DP) | Här Marques, et ass schued, dass d'Madamm Polfer net am Sall ass, well si kéint mam alen Handy nach rivaliséieren. Si huet nach esou een.

(Hilarité)

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass eis all bewosst: Dat Digitaalt ass mëttlerweil e feste Bestanddeel vun eisem Alldag. Gläichzäiteg gëtt et ëmmer méi kloer, wéi déi permanent Presenz vun den Ecranen eise Kanner a Jugendlechen hir Entwécklung, hiert Selbstbild an hiert soziaalt Verhale beaflosst.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift! Kënnt Der e wéineg méi calme sinn? Da kann d'Madamm Agostino besser schwätzen.

Mme Barbara Agostino (DP) | Dajee!

Une voix | D'Madamm Agostino huet virdrun och esou e Kaméidi gemaach, wéi d'Madamm Bernard geschwat huet.

(Exclamations)

Mme Barbara Agostino (DP) | Oh là là! Also dat epuiséiert mech hei an där Chamber: „Deen huet dat gemaach. Deen huet dat ...!"

M. Claude Wiseler, Président | Jo, mee wannechgelift, kommt zu Ärem Text zréck an da schwätze mer zum Sujet, Madamm Agostino.

(Hilarité)

Mme Barbara Agostino (DP) | Dofir war et och absolutt richteg, dass den Educatiounsminister Claude Meisch dëst Joer am September virun der Rentrée Verantwortung iwwerholl a kloer Reegele geschaf huet, déi e gesond Gläichgewiicht, eng Screen-Life-Balance, fir eis Kanner an Zukunft solle garantéieren.

Mee wisou genee brauche mir dës Reegelen? Eis Schoulen a Maison-relaise sinn déi Plazen, wou eis Kanner net nëmme liesen a rechne léieren, mee och sozial Kompetenzen entwéckelen, kritescht Denken developpéieren an och emotional gestäerkt ginn. De Smartphone kann deem Prozess méi schuede wéi notzen. Dofir huet den Educatiounsministère am September dëst Joer decidéiert, datt d'Smartphones an alle Grondschoulen ab Ouschteren 2025 komplett verbuede ginn. D'Kanner an der Grondschoul sollten hir Zäit domat verbréngen, sozial Fäegkeeten opzebauen, ze spillen, ze entdecken an ze léieren, an dat ouni konstant Oflenkung duerch Smartphones.

Ab Ouschteren 2025 soll dëst Verbuet elo ëmgesat ginn, natierlech mat enger Sensibiliséierungscampagne, déi sech un d'Eltere riicht a si am Virfeld iwwert d'Ziler vun de Mesüren an de positiven Impakt op d'Kanner a Jugendlech opkläre soll. Dat selwecht gëllt natierlech och fir d'Maison-relaisen. An de Crèchen ass d'Richtlinn ganz kloer: keen Ecran fir Kanner ënner dräi Joer. An dësem sensibelen Alter entwéckelen d'Kanner sech duerch Aktivitéite wéi kucken, upaken, lauschteren an ausprobéieren. Dofir brauch ee keen Ecran, mee e soziaalt Mateneen. D'Restriktioun gëllt fir all d'Strukture vun der Kannerbetreiung ab Januar 2025 a gëtt och am nationale Referenzkader fir nonformal Bildung verankert. Natierlech soll all Kommunikatioun tëschent den Elteren an hire Kanner an de Grondschoulen an Noutsituatioune weiderhi méiglech bleiwen. Dofir bleift fir den Noutfall och weiderhin eng reng Telefonsverbindung bestoen.

An de Lycéeën ass d'Situatioun méi komplex. D'Schüler si méi al an hu méi Autonomie. Trotzdeem ass et wichteg, wärend dem Unterrecht eng physesch Distanz zum Smartphone ze garantéieren. Dozou zielen natierlech och Smartwatches an därgläichen. Den Handy soll keen Oflenkungsfacteur am Klassesall sinn. Fir eeben dat ze vermeiden, wäert eng physesch Trennung tëschent dem Schüler a sengem Handy garantéiert ginn. Dëst ass eng gemeinsam Reegel fir all d'Lycéeën. D'Lycéeë kréien dobäi awer och d'Fräiheet, fir eege Richtlinne festzeleeën. Et kënne beispillsweis méi spezifesch Reegele fir méi jonk Schüler gëllen oder eng Aschränkung jee no Plaz oder Auerzäit. Déi eenzel Lycéeë kënnen och méi streng Moossnamen aféieren, bis zu engem komplette Verbuet.

De Ministère huet hei bewosst de Lycéeën d'Fräiheet gelooss, fir am Kader vun hirer pedagogescher Autonomie zousätzlech Reegele festzeleeën. Kee Lycée a kee Schüler ass gläich. Dofir war et och wichteg, dem Personal, dat all Dag mat de Schüler a Kontakt ass a mat hinne schafft, dës Decisioun ze iwwerloossen. Wat den Zäitplang ugeet, hunn d'Lycéeë bis Péngschten 2025 Zäit, fir hir eege Konzepter auszeschaffen an unzepassen.

E Wuert zu eisen Nopeschlänner: A Frankräich sinn d'Handyen zënter 2010 am Unterrecht verbueden an zanter 2018 och wärend der kompletter Schoulzäit, och an de Pausen. A Schwede sollen d'Schüler bis op 9e hiren Handy virum Unterrecht ofginn. An der Belsch gëllt ab September 2025 am däitschsproochege Raum en ëmfaassend Handyverbuet an de Schoulen. Och an anere Länner huet een also d'Drénglechkeet erkannt, beim Theema Handy am Unterrecht am Sënn vun eise Kanner an hirer gesonder Entwécklung anzegräifen.

Dës Moossname sinn net just Aschränkungen. Si sinn eng Ënnerstëtzung fir d'Liewensqualitéit vun eise Kanner a Jugendlechen. Mir wëllen, datt eis Schoulen eng Plaz vum Léieren, vum Dialog a vun der kreativer Entfalung bleiwen. Smartphones an digital Meedien hunn hir Plaz, mee net iwwerall an net ëmmer. Mir kënnen net d'Aen zoumaachen, wann et ëm d'Risike vun eiser digitaler Welt geet. Mir kënnen awer hëllefen, eis Kanner schonn an der Schoul mat den néidegen digitale Kompetenzen auszerëschten, fir dës Erausfuerderungen unzegoen an hinnen de Wee zu engem responsabelen Ëmgang mat den neie Meedien an enger besserer Screen-Life-Balance ze bereeden.

Mat dësen neie Reegele schaaft den Educatiounsminister e Kader, dee Responsabilitéit op enger a Fräiheet op där anerer Säit op eng equilibréiert Manéier kombinéiert. Mir wëllen d'Kanner encouragéieren, bewosst mat der Digitalitéit ëmzegoen an doduerch eng gesond Relatioun mat der Technologie opzebauen.

Mir als Demokratesch Partei sinn zouversiichtlech, dass dës Moossnamen e positiven Impakt op d'Schoulklima an op d'Liewe vun eise Kanner a Jugendleche wäerten hunn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Agostino. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Francine Closener. Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen. 47 Sekonnen – sou laang kënne sech ganz normal Erwuessener, also mir heibannen, déi um Computer schaffen, nach op eng eenzeg Saach konzentréieren. Dat beleet eng rezent Etüd vun der amerikanescher Fuerscherin a Psychologin Gloria Mark. No duerchschnëttlech 47 Sekonnen ass et fäerdeg mat der Konzentratioun. Dann äntwert ee séier tëschenduerch op eng Mail, et kuckt een e Message um Handy, et gesäit een eng interessant Reklamm a klickt drop oder et steet ee carrement op an et hëlt ee sech emol e Kaffi.

47 Sekonnen ass also d'Moyenne bei Erwuessenen tëscht 25 a 50 Joer virum Ecran. Musse mer eis da wierklech nach wonneren, wann déi Jonk sech net méi kënne konzentréieren?

D'Oflenkung duerch Internet, Smartphone, Social Media ass an de leschten 20 Joer geklomm a geklomm. Mir hunn eis e Stéck drun ugepasst. Mir kënnen zum Deel domadder ëmgoen, mee et ass ganz ermiddend, permanent online a permanent erreechbar ze sinn.

An ech gesinn, d'Konzentratioun bei de Kolleegen ass scho rëm fort!

(Hilarité et interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Sot Dir hinnen et, Madamm Closener, da brauch ech et net ze maachen.

Mme Francine Closener (LSAP) | 47 Sekonne si schonn eriwwer. Jiddefalls ass et bei eise Kanner natierlech net besser, héchstens nach schlëmmer. Well op de soziale Meedien an den Chatgruppe gëtt et ganz eegen Dynamiken. Et wëll een näischt verpassen. Et wëll een derzou gehéieren. Et vergläicht ee sech gär mat verzerrten Idealer. Et ass een am permanente Kontakt mat anere Leit. Am beschte Fall mat léiwe Messagen, am schlëmmste Fall geet et a Richtung Cybermobbing.

Mir wëssen, dass en exzessiven Internet- a Smartphonekonsum negativ Konsequenzen op de Bien-être kann hunn an eng kloer Oflenkung am Schoulalldag duerstellt. Dat ass evident. Duerfir ass et wichteg, dass d'Kanner an déi Jonk fréi léieren – doheem, awer eeben och an der Schoul –, wéi e gesonden Ëmgang mam Smartphone a mam Internet kann ausgesinn.

An natierlech ass eng Aschränkung vum Handy – nenne mer et emol esou – sënnvoll. D'Mady Delvaux-Stehres hat en entspriechend Reglement ëmmerhi schonn de 7. Juni 2009 ënnerschriwwen. Just richteg ëmgesat gouf dat Reglement net.

Geneesou wichteg awer wéi e Verbuet selwer sinn déi Mesüren, vun deenen e Smartphoneverbuet an der Schoul misst oder muss begleet ginn. Mir brauchen eng besser Prise en charge an der Schoul, wann et drëms geet, déi Jonk ze ënnerstëtzen, wa se se sech onsécher fillen – online oder offline! –, wa se Drock erliewen oder mierken, datt se aus wéi enge Grënn och ëmmer Problemer hunn, sech op d'Schoul ze konzentréieren.

A mir brauchen eng héichwäerteg Meedienerzéiung am Léierprogramm – an ech ka guer net méi zielen, wéi dacks ech dat hei scho gefuerdert hunn –, fir dass d'Kanner an déi Jonk zum Beispill léieren, wéi Algorithme systematesch probéieren, hir Opmierksamkeet op bestëmmt Contenuen ze lenken, wéi se sech selwer online schütze kënnen, wéi insgesamt e gesonden Ëmgang mat Internet a Smartphone kann ausgesinn.

Mat eng, zwou Stonne BEE SECURE am Joer, Här Minister, geet et awer net duer! An och den Digital-Science-Cours ass bei Wäitem net gutt genuch.

An et muss ee ganz naiv sinn, fir ze mengen, dass déi Jonk keng Weeër géife fannen, e Verbuet ze ëmgoen. Et dierf een och net vergiessen, datt et ouni Smartphone ganz vill Oflenkungsméiglechkeete gëtt a vill Problemer aus der digitaler Welt, déi och offline existéieren.

D'Schoulpersonal, d'Elteren an déi Jonk mussen onbedéngt an d'Ausschaffe vun de Reegele fir de Meediekonsum an de Schoule matagebonne ginn. An de Minister huet dat jo och wëlles, wat awer net heescht, dass de Ministère elo déi ganz Verantwortung bei si dierf tippen. Mee u Reegelen, un deenen ee matschafft oder matschaffe konnt an déi een och kann novollzéien, hält ee sech éischter wéi u Verbueter, déi engem vun uewen erof diktéiert ginn. Et wier awer an eisen Ae ganz sënnvoll, wann ee sech herno op eng kohärent Linn kéint eenegen, fir sämtlech Gebaier.

Et brauch een onbedéngt an dréngend Konzepter, déi déi digital Meedie sënnvoll an de Bildungsalldag integréieren. Gläichzäiteg brauch een Zäitfënsteren, awer och ganz dersonner. Mir mussen de kriteschen Ëmgang mat den digitale Meedien, natierlech awer och mat der kënschtlecher Intelligenz fërderen an dierfen net pauschal a flächendeckend verbidden. Dat gëllt fir e Smartphone-Verbuet geneesou wéi fir déi aktuell jo vill diskutéiert Alterslimitt fir d'Notze vun de soziale Meedien.

Experten ënnersträichen ëmmer méi, dass et net de Gebrauch ass vum Smartphone, dee problematesch ass, mee de fräien Accès op den Dschungel vun de soziale Meedien. Duerfir begréisse mer, datt de Premier Luc Frieden net méi spéit wéi gëscht hei der Madamm

Braz geäntwert a gesot huet, dass Lëtzebuerg eng europäesch Initiativ vun der Majorité numérique géif ënnerstëtzen. D'Politick huet hei d'Responsabilitéit, den Ëmgang vu Kanner a Jugendlechen op Plattforme wéi Facebook, TikTok an anere méi streng ze encadréieren. An et wier wierklech gutt, wa Lëtzebuerg hei an der EU e Frontrunner wier an net just e spéide Matleefer.

An der Primärschoul brauch ee kee Smartphone. Ech mengen, do si mer eis alleguerten eens. A wärend dem Mathéscours am Lycée kann en Handy och emol ausgeschalt sinn an an enger Këscht um Pult leien. Mee esou e Verbuet léiert dee Jonken net, wéi een dann nom Mathéscours mat där digitaler Welt ëmgoe soll.

Fir eis als LSAP kann dofir nëmmen eng ganzheetlech Approche de richtege Wee sinn, fir ze kucken, wat Kanner a Jugendlecher wierklech brauchen, fir an enger Welt, an där digital Meedien omnipresent sinn, physesch a mental gesond ze bleiwen, hire Wee ze fannen, hire Wee ze maachen.

Et dierf net just drëms goen, deene Jonken eppes ewechzehuelen. Et muss drëms goen, hinnen dat ze ginn, wat se och wierklech brauchen. An ech hoffen, mir kréien déi Solutiounen hin a mir diskutéiere se méi wéi 47 Sekonnen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Dann ass deen nächsten ageschriwwene Riedner den Här Fred Keup. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, 47 Sekonnen Opmierksamkeet. Jo, ech wëll hei nach eng Kéier widderhuelen, dass ech ëmmer erëm derfir sinn, dass d'Riedezäiten hei an der Chamber däitlech erofgesat ginn.

(Hilarité)

Et géif nämlech och duergoen. An haut hu mer erëm en Dag, wou mer warscheinlech hei sëtze wäerte bis 21.00, 22.00 Auer, also wou mer elo amgaange si mat den Diskussiounen a jiddwereen iwwerzitt an der Zäit. Ech probéieren, dat dann net ze maachen. Et wäert dann esou ausgesinn, wéi wann et nach méi spéit gëtt. An ech fannen, ...

(Interruption)

... dass dat net onbedéngt e Meerwäert bréngt.

Dat gesot, Dir erënnert Iech alleguerten un Zäiten, wou mer keen Handy haten. Enfin, déi meescht heibannen, mengen ech, emol schonn, ne? An dat war och flott. An du koum den normalen Handy an iergendwa koum de Smartphone.

Fréier, wa mer eppes wollte wëssen, hu mer missen an eng Zeitung kucke goen oder de Radio lauschteren. Mir hunn op de Radio ugeruff, do ass et eng Nummer ginn, fir ze froen, wéi d'Wierder géif ginn. Dat hu se da gesot. D'Fussballresultater huet ee méindes moies missen an der Zeitung kucken. Wann ee wollt erausgoen, huet een an der Zeitung gekuckt. Wann ee wollt eppes gewuer ginn, wat am Duerf lass war, huet een net op Facebook gekuckt, mee et ass een an de Café gaangen. Dat war dann och interessant. An do hunn d'Caféen och nach gelieft.

Jee, et waren eng ganz Partie Virdeeler, déi et deemools ginn ass. Mee natierlech muss een och soen, dass duerch de Smartphone ganz vill aner Virdeeler derbäikomm sinn. Et ass also esou eppes wéi e Seegen an e Fluch zugläich, de Smartphone. A mir alleguerte si jo betraff. Wa mer haut an d'Vakanz ginn ... Ech weess net, wéi et war fir d'Deputéiert oder d'Ministeren zu där Zäit, an den 1980er-Joren zum Beispill, wéi et do war ...

(Hilarité)

Do ass een an d'Vakanz gaang an dann hat ee seng Rou. Haut geet een an d'Vakanz an et kuckt een andauernd d'Noriichten, an de WhatsApp an esou weider an esou fort. An et kritt een ugeruff. Mir kréien ugeruff vu Journalisten oder vun anere Leit oder vläicht aus der Partei.

(Brouhaha)

An et kritt een einfach net méi seng Rou. An dat ass, dat ass dann ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dir hutt dach e Knäppchen.

M. Fred Keup (ADR) | Dat ass den ... Jo, mee, Här Di Bartolomeo, Dir wësst jo selwer, wéi et ass: Et fäert ee jo dann, et géif een eppes verpassen.

Une voix | Jo.

M. Fred Keup (ADR) | A mir hunn dat als Erwuessener an d'Kanner hunn dat natierlech och, an ech géif souguer soen nach deelweis méi staark: Ëmmer derbäi sinn. An et sinn och net nëmmen déi sozial Meedien. Et ass och effektiv de WhatsApp, oder wou och ëmmer, Chatte mat Kolleegen, wou ee fäert, eppes ze verpassen, a wou een also andauernd wëll iergendwéi derbäi sinn.

An dat ass eppes, dat mécht d'Leit nervös. An et mécht d'Kanner nervös. An et schuet de Kanner. An et gëtt jo immens vill Etüden. An ech wëll hei net all déi Argumenter widderhuelen. Mee et ass fir mech absolutt kloer, dass e Kand ënner zwielef Joer iwwerhaapt keen Handy – ni! – sollt hunn. Ech hunn dat och bei menge Kanner esou gemaach. Dat war net ëmmer einfach. Well da si se komm: „An all déi aner hunn een." A, bei mir hate se keen! Sou! Bis zwielef Auer iwwerhaapt keen Handy.

(Interruption)

An da stellt sech och guer net déi Fro ...

Bis zwielef Joer iwwerhaapt keen Handy.

An da stellt sech och guer net déi Fro, wéi et an der Primärschoul ass, well dann huet an der Primärschoul souwisou keen en Handy. Da brauche mer déi Diskussioun guer net ze féieren. Ech fannen et verréckt, dass ee Kanner mat zéng, eelef Joer mat engem Handy an eng Primärschoul goe léisst. Wat soll dat bréngen?

Gutt! Also si mer frou, dass dat elo endlech verbuede gëtt. Et kann een och emol fir e Verbuet sinn. Iwwregens, interessant ...

M. Sven Clement (Piraten) | Verbuetspartei!

M. Fred Keup (ADR) | Interessant ass, dass mer virun engem Joer, Här Meisch, zesummen am „Kloertext" ware mat och anere Parteien. An do ass d'Fro gestallt ginn: „Sidd Der fir oder géint en Handyverbuet?"

An all déi aner Parteien, an Dir och, Dir hutt gesot: „Nee, keen Handyverbuet." An deen Eenzegen, deen et gesot huet, war ech. An elo sinn ech frou, dass Der Iech allegueurten och ...

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Et soll kee soen, mir wären net léierfäeg!

M. Fred Keup (ADR) | ... der Meenung vun der ADR ugeschloss hutt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Ech kann Iech dat duerno weisen.

Sou! Wat dann nach dat anert ugeet, mengen ech, schwätze mer och iwwert de Lycée. An och do mengen ech, dass et wichteg ass, eppes ze maachen. Ech hunn dat och scho gesot, wéi d'Petitioun hei war. Ech war jo och selwer Proff. Ech hunn déi Entwécklung matkritt, déi Entwécklung aus enger Zäit, wéi d'Kanner an der Paus oder an der Fënnef-Minutte-Paus oder wéi och ëmmer gesonden Aktivitéiten nogaange sinn, Dir bestëmmt och an Ärer Jugend: mam Schwamp schéissen, jäizen, streiden, diskutéieren, mat Kräid schéissen, eng fëmme goen.

(Interruption)

Nee, ech iwwerdreiwen hei, mee ech hunn dat materlieft, dass op eemol d'Schüler apathesch do sëtzen, soubal et schellt, den Handy eraushuelen an net méi diskutéieren, net méi liewen, sech net méi beweegen. An dat ass eppes, wat mer immens vill Gedanke gemaach huet. An do gesäit een am Fong déi grouss Gefor vun deem iwwerdriwwene Konsum vum Smartphone, deen andauernd present ass an deen eis sozial Kontakter immens zerstéiert. Dat ass eng Katastroph. Duerfir och am Lycée e Verbuet. Aner Länner maachen et och. Ech géif elo soen, dass een op d'mannst dohigeet an dat mécht bis 9e mat – 5e heescht dat – oder vläicht bis 4e, dass ee seet: D'Kanner komme moies an d'Schoul an da benotze se den Handy net méi, bis se owes erausginn aus der Schoul. Ech géif dat eng gutt Approche fannen.

An elo sinn et nach dräi Sekonnen, da sinn ech ganz genee an der Zäit fäerdeg. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. An dann ass d'Wuert fir den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol merci, Djuna Bernard, fir d'Ufroe vun dëser Aktualitéitsstonn, well ech mengen, et ass en Theema, dat – an dat gesäit ee jo awer un den Diskussiounen – e bëssen Diskussiounsbedarf ervirrifft. Wann ee sech just eng Kéier kuerz d'Zuelen ukuckt, da mierkt een, datt déi meeschte Kanner, entgéint deem, wat hei op der Tribün och zum Deel elo grad nach vu mengem Virriedner gesot gouf, dach awer hiren éischte Smartphone am Alter tëscht 10 an 12 Joer kréien.

Esou huet de Bitkom, den däitsche Verband vun der digitaler Industrie, erausfonnt an engem Sondage, datt déi meeschte Kanner eeben an deem Alter hiren éischte Smartphone kréien a souguer tëscht 6 an 9 Joer scho 17 % e Smartphone hunn. Dat sinn u sech Zuelen, déi sollten eis interpelléieren, an déi weisen och, wéi wichteg et ass, datt mer iwwert dee Sujet schwätzen. Ab 16 Joer sinn et 95 % laut där Studie. Dat weist, datt quasi kee méi do ass, deen net e Smartphone huet.

Dat sinn awer just Zuelen iwwert de Besëtz vun engem Géigestand. Se soen awer näischt iwwert d'Benotzung vun eeben dësem aus. An déi lescht Méint an och haut gouf vill iwwert d'Notzung vum Smartphone an der Schoul geschwat. Déi eng gesinn do kee Problem an déi aner molen den Däiwel un d'Mauer.

Nach am November hu mer hei am Kader vun enger Petitioun iwwert de Verbuet vum Smartphone an de Schoule geschwat. An dunn, op eemol, den Educatiounsminister quasi als Cavalier seul, e bëssen eng Surprise, wéi d'Madamm Bernard et genannt huet, kënnt bei der Rentrée a seet: Ab Ouschteren – firwat bei der Rentrée an dann ab Ouschteren, dat hunn ech net esou ganz verstanen – soll awer da keen Handy méi an de Klassesäll vun de Primärschoulen erlaabt sinn. Am Lycée soll et e partiellen Handyverbuet ginn, andeems wärend dem Unterrecht eng physesch

Distanz tëscht de Schüler an hirem Handy bestoe soll. Jo, ok, mee och do keng Kohärenz tëschent de Gebaier an ech deelen do awer d'Gefill vun e puer Virriednerinnen, datt et wichteg wär, datt mer hei eng gewëssen national Kohärenz hätten. A fir e generelle Verbuet – do kommen ech nach drop zréck – sinn ech och net ganz waarm.

Kuckt ee sech d'Zuele fir 2022 vun der OMS un, da versteet ee vläicht, wou den Interêt vun esou enger Positioun hierkënnt. 11 % vun de Jugendleche weisen haut e Suchtverhale bei soziale Meedien op. Véier Joer virdru waren et just 7 %. Dat heescht, mir hunn eng Croissance. An dat sollt eis ze denke ginn, datt mer hei u sech eng Generatioun vu Süchtege kéinten erunzéien, wa mer net entgéinthalen. Een Drëttel vun de Jonke spillt all Dag Onlinespiller an 22 % vun hinnen – also 22 % vun deem Drëttel, net 22 % vun hinnen all – spillen op d'mannst véier Stonnen. Véier Stonnen den Dag! Da si mer wäit vun deene 47 Sekonnen Opmierksamkeetsspann ewech. An ech mengen, et hänkt e bësse vum Theema of, ob ee sech nach laang konzentréiere wëll, kann oder iwwerhaapt déi Loscht dorobber huet.

Dat heescht, mir mussen eis vläicht d'Fro stellen: Wéi gi mer mat deene Geräter ëm? Et geet nämlech net nëmmen drëm, iwwert d'Konsequenzen ze schwätzen, et geet och drëm: Wat maache mer domadder? A just well een d'Gerät huet, an dat, mengen ech, sollt eis alleguerten heibanne bewosst sinn, just well een d'Gerät huet an all Dag benotzt, gëtt een net op eemol en Digital Native an et huet een déi néideg Skills, fir an enger digitaler Gesellschaft ze fonctionéieren. Well ech kéint Iech elo alleguerten heibannen eng Kéier d'Fro stellen, ob Der Iech dann als Digital Native verstitt a mat Ärem Gerät, wat Der do an der Täsch hutt, och wierklech konsequent gutt eens gitt. An ech weess aus perséinleche Gespréicher mat deem engen oder aneren, wou een och emol scho probéiert, de Wi-Fi erëm un d'Goen ze kréien oder d'Imprimante un d'Goen ze kréien, datt dat net forcement de Fall ass.

Sou. Elo muss ee sech d'Fro stellen: Ass et also un der Politick, ze soen, ween en Handy ze hunn huet oder net? An do ass d'Positioun vun de Piraten ganz kloer: Nee, et ass eng Entscheedung vun den Elteren! Wat d'Politick awer maache kann, ass, dem Smartphone innerhalb vun de Schoulen e gewëssenen, mee sënnvolle Kader ze ginn. Hei goufen e puer Schrëtt gemaach, mee e generelle Verbuet virun allem an de Lycéeën ...

An ech ginn net op d'Primärschoul an. Ech ginn Iech do Recht, am Fondamental muss een net permanent erreechbar sinn. Do léiert een déi digital Skills och nach anescht. Mee am Lycée, spéitstens do muss een awer iwwer eng méi sënnvoll Notzung nodenken. Generell Verbueter ginn nämlech ëmgaangen. A se maachen et och nach méi reizvoll. Well, an dat weess ech vun enger ganzer Rëtsch Enseignanteën an Enseignanten aus de Lycéeën, et ass haut schonn esou, datt ganz vill Schülerinnen a Schüler mat zwee Handyen an d'Schoul kommen. Ee fir ofzeginn am Ufank vum Cours an deen anere fir dann awer wärend dem Cours ze notzen. Dat heescht, wat vill méi wichteg wär an eisen Aen, wär, de Jonke fundéiert digital Outile bäizebréngen: wéi se mam Smartphone kënnen ëmgoen, wat fir Geforen et an der digitaler Welt gëtt a wéi se domat kënnen ëmgoe respektiv se evitéieren. Well de Smartphone ass kee Fläschegeescht, deen een zréck a seng Fläsch späre kann oder iwwerhaapt misst. E gehéiert mëttlerweil ontrennbar zu eisem Alldag an deementspriechend musse mer eis méi mat der Notzung an de Gefore befaassen, amplaz ze mengen, datt verschidde Problemer just kéinte mat Verbueter geléist ginn.

An, Här President, wann Der mer eng lescht Remark erlaabt: Et ass awer interessant, wéi déi Partei, déi am meeschten hei ëmmer iwwer Verbuetsparteie jäizt, haut op eemol zu enger richteger Verbuetspartei ginn ass.

Merci.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, also, bis repetita, dat gouf e puermol gesot. Et kann een net méi ignoréieren, wat den intensive Gebrauch vum Handy fir Konsequenzen, och negativ Konsequenze kann hunn op d'Gehierer vu Kanner, vu Jugendlechen a vun Erwuessenen och. Mee bei méi jonke besonnesch, well do sech d'Gehier jo och nach an der Entwécklung befënnt, wat een och mat anere Substanze ka vergläichen, mam Huele vun illegalen Drogen oder mam Huele vu legalen Droge wéi dem Alkohol.

Et ass och wichteg, ze betounen, datt de Gebrauch u sech net schiedlech ass, wann en natierlech a Moosse stattfënnt. Wat e jonkt Gehier méi laang dem Handy an Applikatiounen ausgesat ass, wat d'Niewewierkunge méi grouss ginn. Sozial Meedien a Spiller stimuléieren de Belounungssystem duerch Likes et cetera, duerch Push-Noriichten, déi eng Dopaminausschéddung ausléisen. Mee Spillen huet ëmmer Dopaminausschéddungen ausgeléist, och an der realer Welt, an der net virtueller Welt. Mee bon, natierlech sinn dës Plattforme bewosst sou entworf ginn, fir e Suchtverhalen ze provozéieren, well déi Plattforme sinn u sech jo soss näischt wéi och gréisser kapitalistesch Entreprisen, déi natierlech och no enger Profittmaximéierung sichen. A si gi jo och guer net richteg gereegelt. Et schéngt jo och guer net gewollt ze sinn, well mir si permanent amgaangen, ëmmer driwwer ze diskutéieren, wat d'Konsequenze si vu Saachen, an deem Fall eebe vun digitale Plattformen – si goufen all genannt et cetera –, mee et däerf een ni vergiessen, datt se u sech och däerfe maachen, wat se wëllen.

Also den Handyverbuet, d'Limitatiounen hunn e positiven Impakt. D'Limitatioun op jiddwer Fall, besonnesch fir Schüler aus benodeelegte Milieuen. Den Handy stéiert d'Konzentratioun, och wann en nëmme visuell present ass, an dacks gëtt de Cours duerch Gepiips vun den Notifikatiounen ënnerbrach. Aus dëse Grënn ass an eisen Aen och eng Reguléierung vum Handygebrauch an de Lycéeë méi wéi néideg. Éischter eng Reguléierung och wéi just e strikte Verbuet, well dat ze vill pauschal an eisen Aen ass. D'Problematik gëtt an d'Privatliewe vun de Schüler verluecht. D'Elteren an ausserschoulesch Institutioune wéi d'Jugendhaiser mussen dann awer och d'Verantwortung iwwerhuelen. D'Schoulen an d'Lycéeë solle sech awer aktiv fir d'Ferdere vun den digitale Kompetenzen asetzen, fir datt déi Jonk de bewosste Gebrauch vum Internet an den Handye léieren. Dës Kompetenze solle sech och op Theemen erstrecke wéi Sexting, wéi Fakenews, wéi Sécherheet virun Abusen, also dem Grooming, an d'Vermeide vun Trickbedruch, an d'Schoulen an d'Lycéeë sollen och eng Ulafstell sinn, wa si Opfer si vu Cybermobbing.

Et soll een net mengen, datt d'Schoul iergendwéi esou eppes Apaartes wier. D'Schoul ass en Deel vun der Gesellschaft. Et gëtt oft gesot, datt d'Schoul misst sanktuariséiert sinn. Mir sinn der Meenung, datt d'Schoul net soll sanktuariséiert ginn an deem Sënn, datt d'Schoul u sech jo och dat mathuele muss, wat an der Gesellschaft geschitt, fir datt d'Schüler méi protegéiert ginn.

Den Handy gëtt awer ëmmer méi an eisen Alldag integréiert. Mir bezuelen, loggen eis an a koordinéieren eisen Alldag mat dësem Apparat. An dat gëtt och nach geferdert. Fir datt Jugendlecher net blann Konsumente ginn, mee bewosst Notzer, musse si op dës Realitéit virbereet ginn. Dofir ass et wichteg, datt all Moossnam zur Limitatioun oder Reguléierung vum Handygebrauch an de Lycéeë mat pedagogeschen a mat digitale Konzepter verbonne gëtt. Dës Konzepter mussen awer och zesumme mat allen Acteuren ausgeschafft ginn: mat de Schülerkommiteeën, mat den Enseignanten, mam CEPAS a mat den Elteren. Virun allem mussen d'Schüler an d'Schülerinnen och als gläichberechtegt Partner matabezu ginn, well si an dësem Beräich heiansdo méi Kompetenzen hu wéi Erwuessener.

Och Apparater, déi mam Handy synchroniséiert sinn, wéi Smartwatches oder Tablets, solle bei dëser Diskussioun net vernoléissegt ginn.

Mir sinn och der Meenung, datt d'Enseignanten an all déi Erwuessen, déi d'Jugend professionell begleeden, eng Virbildfunktioun hunn. Et ass kontraproduktiv, wa Schüler/innen en Handyverbuet operluecht kréien, wärend d'Enseignanten e fräi kënne benotzen.

D'Limitatioun vum Handygebrauch am Lycée däerf net zu enger digitaler Prohibitioun oder enger Hexejuegd féieren. Si muss integréiert ginn an e pedagogescht Konzept, dat d'digital Kompetenze vun de Schüler/innen op déi technologesch Erausfuerderunge vun haut a muer virbereet.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Dann huet elo d'Regierung d'Wuert. Här Educatiounsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Och e grousse Merci un d'Deputéiert Djuna Bernard, fir och hei an der Chamber iwwert dat ze schwätzen, wou anscheinend d'ganzt Land driwwer schwätzt.

An effektiv, mat dem Lancement vun der Campagne Screen-Life-Balance, mat deem kloren Akzent, datt mer och soen: „Mer brauchen eng kloer Reegelung, eng kloer Haltung par rapport zum Smartphone an zu soziale Meedien an der Schoul", huet d'ganzt Land, hunn d'Enseignanten, d'Educateuren, d'Schülerinnen, d'Schüler, awer och d'Eltere sech domadder beschäftegt. An ech denken, datt dat en éischte positiven Effet ass, sech der Erausfuerderung bewosst ze ginn, der Presenz, déi Smartphonen a sozial Meedien an eiser aller Liewen anhuelen, an awer och de Gefore virun allem fir Kanner a fir Jonker, déi eigentlech wëssenschaftlech mëttlerweil dach awer ganz kloer etabléiert sinn.

Ech hat de Moien d'Chance, d'Geleeënheet, mech mat engem US-amerikaneschen Expert an där doter Matière kënnen auszetauschen, dem Rob Weil, deen Direkter vun enger Fuerschungs- an Entwécklungsabteilung vun enger US-amerikanescher Enseignantsgewerkschaft ass, deen den Owend och eng Konferenz gëtt an der Chambre des Salariés – fir déi, déi interesséiert sinn – virun allem awer axéiert op artifiziell Intelligenz.

An en huet mer bei deem Gespréich zwee Slidë gewisen: Eng Kéier een, awéiwäit Suiciden, Problemer mat der mentaler Gesondheet bei deene Jonken ab den 10er-Joren, also ab 2010, zougeholl hunn. An deen zweete Slide, dat war, awéiwäit de Gebrauch vu Smartphonen a soziale Meedien an deem selwechten Zäitraum eropgaangen ass bei Kanner a bei Jonken.

Dat ass nach ëmmer kee wëssenschaftleche Beweis, mee et sollt eis awer ganz staark interpelléieren, datt et eng vun de Sourcë kéint sinn, déi Kanner a Jonker ganz staark duercherneebréngt an hinnen net deen Halt am Liewe gëtt, dee se eigentlech brauchen, an dee Kader gëtt, dee se brauchen, fir sech eebe gutt kënnen ze entwéckelen.

Mee doriwwer eraus gëtt et eng ganz Rei vu wëssenschaftlechen Etüden. Déi lescht PISA-Etüd huet weltwäit eigentlech och eng Korrelatioun nogewisen, eng negativ Korrelatioun, datt wann den Handy méi present ass – och am Unterrecht, op der Bänk, an der Täsch, am Schoulsak, wou och ëmmer, mee present ass –, d'Schoulresultater méi schwaach sinn. An ech denken, datt dat och eppes ass, wat eis sollt interpelléieren a wat eis jo hei och zum Deel guidéiert huet, fir kloer Indikatiounen a Richtlinnen ze developpéieren.

Wichteg ass, mengen ech, och, datt mer mat dem Begrëff vun der Screen-Life-Balance souwuel d'Schoul, d'nonformal Bildung viséieren, wéi awer och de familiäre Kader, de private Kader. An ech mengen, mir hunn eng Verantwortung, heibanne ganz besonnesch, awer net exklusiv, an der Schoul an an der nonformaler Bildung Reegele virzeginn. Virun allem musse se kohärent sinn zu deem, wat mer recommandéieren oder wat wëssenschaftlech indiquéiert ass fir de Gebrauch an d'Notzung vun deenen Instrumenter am private Raum – sief et doheem, sief et soss am Liewen. Déi Kohärenz hu mer jo awer och probéiert hinzekréien. Wa mer soe „kee Smartphone an der Schoul", heescht dat natierlech och „keen an der Maison relais", mee et heescht och „keen ënner zwielef Joer soss iergendzwousch – doheem an am Veräin oder wou och ëmmer".

Firwat mer eis elo bis Ouschteren Zäit ginn? Et misst eigentlech gewosst sinn: Mir adaptéieren e groussherzoglecht Reglement. An et ass net, wann de Minister seet: „Ech wëll eppes hu bei der Schoulrentrée", datt en dat direkt an e Reglement géisst, dat a Kraaft trëtt, mee e consultéiert. An dat hunn ech och hei gemaach. Ech hunn eng Consultatiounsronn virun der grousser Vakanz gemaach, 2024 – mat de Schouldirektiounen, mat den Enseignantsgewerkschaften, mat de Schülervertrieder, mat den Elterevertrieder –, fir déi ganz Problematik vu Grondschoul, awer d'Crèche mat, Maison relais bis erop an de Lycée ze diskutéieren. Mir hunn no der Vakanz och nach eng Kéier dee selwechten Tour gemaach an eis do eigentlech och plus ou moins op d'Grondprinzippie kënnen eenegen – wéi dat dann eeben ëmmer ass, wann et ëm sensibel Theeme geet, wou jiddereen och eng Meenung derzou huet, och eng berechtegt Meenung derzou huet –, wéi dat da méiglech ass.

Do hu mer elo an deene leschte Wochen e Règlement grand-ducal geschriwwen. Deen ass um Instanzewee, en ass duerch de Regierungsrot gaangen. Mir waarden op den Avis vum Conseil d'État. Deen trëtt dann och hoffentlech virun Ouschteren a Kraaft. Dann hu mer eng legal Basis, fir eeben och en neit Reglement kënnen an d'Schoulen ze ginn, mat aller Kloerheet, an och en Text, wou ee sech da kann drop baséieren. D'Formulatioun ass kloer do, datt d'Notzung vun engem Smartphone am Enseignement fondamental, mee och an de Maison-relaisen, ënnersot ass, an natierlech och vun dem Schoulpersonal ze ënnerbannen ass.

Baséierend op deenen Erkenntnisser, déi aus der PISA-Etüd ervirgaange sinn, fir ze soen: „Eleng schonn d'Presenz vum Smartphone hält vum Léieren of", mengen ech, imposéiert et sech, datt ee seet, datt mer déi Presenz och am Lycée net méi toleréiere kënnen an datt mer eng physesch Distanz brauchen an datt deen Apparat an enger Këscht ze leien huet, am beschten agespaart iergendzwousch an engem Schaf, datt ech emol net muss dohinner kucken, ob net awer nach eng Luucht ugeet an ech vläicht awer e Message kritt hunn, a wien dat dann elo wuel kéint gewiescht sinn, a wat dann iergendee mer kéint geschriwwen hunn. Doréms geet et jo. An dat mécht, denken ech, och e ganz, ganz breede Konsens.

Jo, elo ass et esou, datt ech op Basis vun deenen Diskussiounen, déi mer haten, och gemierkt hunn, datt et och do ënnerschiddlech Schoule gëtt, mat ënnerschiddleche Schoulpopulatiounen. An hei gëtt no Kohärenz gefrot. Ech denken, Kohärenz kritt een net, datt een op ënnerschiddlech Situatioune mat deem selwechten äntwert. Kohärenz kritt ee vläicht och éischter, andeems een op ënnerschiddlech Situatiounen, ënnerschiddlech Entwécklungen, déi och déi eenzel Schoule gemaach hunn ...

Well mir hate Schoulen, déi schonn e kompletten Handyverbuet haten. Mir haten der, déi e partielle Verbuet haten. Mir haten der, déi et fir e Site verbueden hu fir ze soen: „Op där doter Plaz wëlle mer dat net." A mir wollten eigentlech an där Entwécklung och weiderfueren, fir op ënnerschiddlech Situatiounen och ënnerschiddlech kënnen ze reagéieren.

A virun allem awer och, an dat huet d'Madamm Closener och beschriwwen: Wann ee gären eng Akzeptanz hätt vun enger Mesür, da muss se verstane ginn! An eng Viraussetzung, datt se verstane gëtt, ass, datt ee se matentwéckelt – datt ech mech konnt abréngen an datt ech de Pro an de Contra mat konnt ofweien a vläicht dann och eng Kéier déi Alternativ géint déi stellen – an dann zesumme kuckt, wéi een eigentlech dann do zu engem Konsens fënnt.

Wat fir jiddereen a fir all Lycée wäert de Fall sinn, dat ass, datt deen Dialog do intern muss gefouert ginn, datt do net eng Direktioun eleng decidéiert a seet: „Bei eis ass et elo esou", mee datt eng Direktioun mat den Enseignantsvertrieder, mat den Elterevertrieder a mat de Schülervertrieder dat doten echangéiert an dann herno an hire Gremien zesummekënnt, fir dat dann och zesummen an engem méiglechst breede Konsens och festzehalen. Well ech denken an ech gleewe fest dorunner: Dat ass och déi eenzeg Viraussetzung, fir herno och eng Akzeptanz ze kréien, datt et och ëmgesat gëtt an net, datt just herno e flotten Text anzwousch steet an d'Realitéit an der Schoul esou bleift, wéi se ass.

Ech mengen, datt mer eis alleguerten eens sinn, datt et net eng Technologie ass, déi d'office gutt oder schlecht ass, mee et kënnt natierlech op d'Notzung un. Mir sinn eis warscheinlech och alleguerten eens, datt villes, wat an de soziale Meedie geschitt, net gutt ass – net gutt ass fir d'Kanner, och net wierklech eng Plus-value fir Erwuessener duerstellt –, datt ee villes do gesäit, wat d'Welt net gebraucht hätt. Mee et ass awer eng Realitéit.

Mir mierken alleguerte bei eis, wéi schnell de Grëff zum Smartphone ass, wa mer riskéieren, eis eng Sekonn laang eng Kéier ze langweilen, a mir verstinn dat doten als Erwuessener. D'Kanner kënnen dat dacks net aschätzen a sech net op déi dote Manéier kontrolléieren. An duerfir fannen ech et eigentlech normal, datt mer gewëssen Notzungen zu gewëssene Momenter och hei aschränken. Dat wëll awer net heeschen, datt eng sënnvoll Notzung vun Outile wéi engem Smartphone, engem Tablet an der Schoul net och indiquéiert wären. Dat wëll net heeschen, datt mer eis elo par rapport zur Welt vun der Artifizieller Intelligenz net awer misste positionéieren, well och dat eng Realitéit ass dobaussen an déi Jonk dorobber musse preparéiert sinn. Da wëll dat net heeschen, datt mer algorithmescht Denken net misste fërdere bei deene Jonken. Da wëll dat net heeschen, datt den Ëmgang mat der digitaler Welt, d'Chancen an awer och d'Risiken, net dierften thematiséiert ginn. An dat ass awer eppes, wat mer och schonn zanter Jore maachen.

Et war 2020, wéi de Ministère deemools eng Strategie lancéiert huet, „einfach digital" huet se geheescht, déi mer Punkt fir Punkt ëmgesat hunn. Mir hunn de Coding, wat éischter algorithmescht Denken ass, am Fondamental agefouert. Mir hunn en neit Schoulfach am Secondaire agefouert, wou déi dräi éischt Joer net zwou Stonnen am Joer, wéi dat hei gesot gëtt, mee eng Stonn d'Woch Digital Sciences geléiert gëtt, fir d'ganz Bandbreet vun der digitaler Welt och kënnen ze vermëttelen.

Mir hunn I-CNen, Instituteurs spécialisés en compétences numériques, agefouert an de Grondschoulen, fir och d'Enseignantë mat op eng nei Form vun Enseignement ze huelen, eng nei Form vun Unterrecht ze huelen, digital Outile gewënnbréngend am Unterrecht kënne mat anzesetzen. Mir hunn de Meediepass an de Meediekompass entwéckelt, fir Meedienerzéiung eigentlech och ze strukturéieren a sech, au choix vun Enseignanten, au choix vu Schoulen, och dat eent an dat anert kënnen erauszepicken als Outil, wéi ech ganz konkreet Meedienerzéiung ka maachen.

Mir hunn den IFEN chargéiert, ganz besonnesch nach eng Kéier bei der Weiderbildung vun eisen Enseignanten am Fondamental an am Secondaire dat digitaalt Element dann och ze thematiséieren: Wéi halen ech mat digitalen Outilen Unterrecht? Wéi setzen ech se am Unterrecht an, queesch iwwer sämtlech Fächer ewech? An dat sinn déi Formatiounen, déi am beschte gebucht waren am IFEN iwwert déi leschte Joren. Ech denken, datt mer do e kohärent Konzept haten, dat mer eigentlech och bis zum Schluss ëmgesat hunn.

Mir hu bei dëser Rentrée en neit Konzept lancéiert, nämlech „sécher.digital", wou mer och den Aspekt ganz besonnesch vun der sécherer Notzung wäerten thematiséieren am Laf vun deenen nächste Joren. Een Haaptelement an en éischte Pilier dovunner, dat ass d'Campagne ronderëm d'Screen-Life-Balance, déi net eng eemoleg Campagne däerf sinn, wou jo och dran ugeduecht ass, datt mer op där enger Säit d'Bildschiermzäit solle reduzéieren a limitéieren an op där anerer Säit awer och dat reellt Liewen, analog Aktivitéiten, wéi een haut bal muss soen derfir, solle fërderen an déi erëm schmackhaft maachen an déi jonk Kanner, Jonker dohinner kréien, an dat op ganz vill ënnerschiddlech Manéieren. Mir wäerten awer weiderhin och am Kontext vu „sécher.digital" d'Notzung vun Artifizieller Intelligenz fërderen an der Gestioun vun eise Schoulen, mee awer och d'Notzung vun Artifizieller Intelligenz als Kompetenz vermëttelen un déi Jonk, a villes aneres méi.

Ech géif proposéieren, well ech hei erausheéieren, datt mer eis a villem eigentlech eens sinn – datt et eng Gefor ass, datt mer musse reagéieren, datt mer och als Politick eng Verantwortung hunn, datt mer och un d'Eltere mussen erukommen a se sensibiliséieren an un hir Verantwortung dann och erënneren, datt mer an der Schoul an an der nonformaler Bildung och Reegele brauchen –, datt mer deem, wat mer ugekënnegt hunn, elo mol eng Chance ginn an datt mer och dokumentéieren, wat virun allem, an dat ass jo e Punkt, deen eis hei zum Deel ënnerscheet, am Lycée dann och festgehale gëtt. Mir wëssen net, ob herno 45 Lycéeë soen: „Mir hunn en totale Smartphoneverbuet", oder ob se soen: „Mir maachen dat bis 5e", oder ob se soen: „Mir maachen dat just an der Kantin". Alles dat ass méiglech.

Ech wëll och soen, wann hei vu Stufemodell geschwat gëtt – et ass genau dat, wat ech den Direktioune gesot hunn, et ass och genau esou, wéi ech et bei der Rentrée kommunikéiert hunn, datt et ganz ofgestuufte Méiglechkeeten do gëtt, déi awer och ëmmer erëm en fonction si vun der Schoul, vun hirer Schülerschaft, vun hirer Gebailechkeet, déi se huet, vun hiren technesche Méiglechkeeten, dat och iergendwéi kënnen anzeschränken an ze kontrolléieren –, datt mer dat dokumentéieren an datt mer dat virun allem och begleeden. Jo, begleeden, wéi et ëmgesat gëtt. Begleeden, wat dat och heescht fir d'Schoulklima. Wat et heescht fir d'Wuelbefannen an der Schoul, och wat et heescht, souwäit een dat alles ka moossen, fir d'schoulesch Resultater an d'schoulescht Fortkomme vun deene Jonken. Domadder hunn ech sécherlech kee Problem.

Ech géif et haut virschnell fannen, elo deenen Diskussiounen, déi an de Schoule stattfannen, wou d'Schoulpartner grad an dëse Wochen d'Käpp beieneestrecke fir ze kucken: „Wou wëlle mer dann do erauskommen?“, virzegräifen an elo hei an der Chamber ze soen: „Dat ass net gutt! Mir decidéieren an Ärer Plaz.“ Dat ass op jidde Fall net eng Approche, déi ech hei géif recommandéieren, mee mir kënne gären um Enn vum Schouljoer, no Päischten dann, wann d'Schoule sech festgeluecht hunn, hei oder an der Kommissioun nach eng Kéier eng Diskussioun doriwwer féieren.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Dann hätt d'Auteure vun der Heure d'actualité nach eng Zousazfro, wann den Här Minister se akzeptéiert.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Dat gesäit esou aus. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här Minister, fir Är Explikatiounen. Sidd Dir der Meenung, dass d'Mesüre besser verstane respektiv akzeptéiert ginn, wann et iwwerall anerer gëtt, also op Basis vun den Ënnerscheeder? Ech hunn d'Gefill, dass jee méi ënnerschiddlech Versiounen et an de Schoule gëtt, desto méi kéinte se awer och hannerfrot ginn oder déi Akzeptanz manner kloer si vis-à-vis vun deene Mesüren. Wéi géingt Der Iech dozou positionéieren?

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech sinn der Meenung, an duerch meng bescheide Liewenserfarung bis elo ass dat confirméiert ginn, datt Mesüren éischter akzeptéiert ginn, wann ee selwer konnt driwwer nodenken, selwer konnt seng Contributioun bréngen, mat sech selwer vläicht och gerongen huet, wat da richteg a wat falsch ass, och gespuert huet, wou ee vläicht selwer hiwéilt, wou een awer weess: „Ech sinn net eleng a menger Schoul, a menger Klass, op dëser Welt, an ech muss mech do och mat aneren ofschwätzen a concertéieren“, an dann e gudde Kompromëss am Interessi vun der Saach dobäi erauskomm ass. Ech mengen, datt dat de Kinnekswee ass, fir souwuel e Verständnis wéi och eng Akzeptanz an och en Anhale vun esou Reegelen ze kréien. An nach eng Kéier: Duerch meng bescheide Liewenserfarung, och am Domän vun der Educatioun, hunn ech éischter gespuert, datt wa vun uewen erof eppes dekretéiert gëtt, ouni datt et diskutéiert ass, ouni datt d'Acteure sech konnten abréngen, och an de jeeweilege Schoulen, d'Akzeptanz da finalement ganz limitéiert war. An duerfir wollt ech Iech deelhuele loossen un där bescheidener Liewenserfarung.

(Interruptions et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Bon, voilà. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Punkt ofgeschloss.

Motions

Da sinn zwou Motiounen hei um Büro. Zwou Motioune vun der Madamm Bernard.

Motion 1

Mir fänke mat der éischter un. Madamm Bernard, Dir hutt se schonn erkläert an Dir wëllt duerno warscheinlech Stellung huelen. Dann ass meng Fro: Wie wëllt zu där éischter Motioun Stellung huelen? Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Jo, villmools merci. Ech hunn och elo mat Interessi nach eng Kéier gelauschtert, wat den Här Minister gesot huet. Et ass e bëssen dat selwecht, wat en och scho gesot huet no dem Débat public iwwert d'Petitioun Handyverbuet, wou mer jo eigentlech festgehal haten, dass mer nach eng Kéier géifen de Point maache viru Péngschten, mengen ech, war et. Dir hat Iech jo do engagéiert, ze kommen.

Nach muss ech awer soen: Ech kann zwar net richteg verstoen, firwat e Schüler – ech soe lo mol – zu Ettelbréck anescht soll mat engem Handy dierfen ëmgoen an der Schoul wéi e Schüler zu Esch. Also fir mech wier et awer scho wichteg, dass ee wuel ausschafft, mat de Schüler kuckt, mat den Eltere kuckt, der Schoulcommunautéit kuckt, wéi si dat am beschte fannen, mee ech denken awer schonn, dass de Ministère do awer och entweeder eng kohärent Approche sollt virginn oder herno tranchéieren, wann d'Ënnerscheeder ze vill grouss wieren. Ech mengen, dass d'Ënnerscheeder tëscht de Kanner net esou grouss wieren, dass een do misst jidder Schoul hir eege Reegelen accordéieren.

Fir de Rescht fannen ech déi Motioun vun deene Gréngen eigentlech ganz gutt, well se alles zréckhält, wat mir eigentlech och scho laang fuerderen. D'Acquisition de compétences numériques fannen ech besonnesch wichteg. Ech wëll och nach eng Kéier soen: Ech hunn effektiv vun deem Cours geschwat, Digital Sciences. Ech weess och, dass dee méi oft ass wéi een-, zweemol d'Joer. Dat war gemengt fir de Cours vu BEE SECURE, wou et Schüler gëtt, déi dat an hirer ganzer Schoulkarriär nëmmen eng Kéier matmaachen. Dat fannen ech e bësse schued. Ech géif et besser fannen, wann dat méi dacks wier. Fir de Rescht si mir d'accord mat der Motioun vun deene Gréngen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här Clement, der Madamm Agostino an dem Här Keup. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Bon, ech mengen, nodeem ech dem Minister elo nogelauschtert hunn, misst en u sech mat där Motioun hei ganz zefridde sinn, well e seet eis jo, et géif eng global Approche dozou definéiert ginn an all déi Saache wären dodran herno och erëmzefannen – ech schwätze vun der éischter Motioun, iwwert déi zweet schwätze mer jo herno eréischt. Et wär also u sech sënnvoll, wa mer eng global Approche zu der Éducation numérique hätten. Dat hunn ech a menger Ried och gesot. Mir mussen iwwert d'Geforen, iwwert d'Opportunitéiten a virun allem iwwert d'Digital Skills insgesamt schwätzen. An dofir, mengen ech, ass déi Motioun hei immens wäertvoll. Ech hunn d'Gefill, se géif oppen Dieren arennen. An dofir kann ee se, mengen ech, och matstëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Madamm Agostino.

Mme Barbara Agostino (DP) | Jo, also zur éischter Motioun: Et ass jo esou, dass den Här Minister Claude Meisch fir eng Flexibilitéit ass an de Lycéeën, wat mir ganz gutt fannen. Et soll do all Direkter kucke mat sengen Enseignanten, wat dat Bescht ass fir de Lycée. Déi physesch Trennung muss op alle Fall bestoen. Dat heescht ech roden eiser Fraktioun, déi Motioun hei net unzehuelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Agostino. An dann ass et den Här Keup, deen d'Wuert nach gefrot huet. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Ech muss als Éischt soen, dass ech mech och e bësse wonneren iwwert dat, wat déi vill Liewenserfarung den Här Meisch geléiert huet: dass ee muss de Leit nolauschteren um Terrain, dass d'Acteuren do mussen zesumme schwätzen an dass et um Terrain selwer bei den Acteuren an der Schoul muss eng Akzeptanz ginn, soss wier et awer schwiereg, dat duerchzesetzen.

Da misst dat jo och bei anere Projeten, wéi beispillsweis bei der Alphabetiséierung op Franséisch, wou een dat dann an all Schoul misst diskutéieren, méiglech sinn an net nëmmen hei elo bei där Saach hei, wou et jo awer dann e bëssen arrangéiert, wann een dat ofwälzt un d'Direktiounen, fir – soen ech elo mol – dee Problem ze léisen an net vun uewen erof da bei de Schüler als dee béise Minister dozestoen, deen d'Handye wëll ewechhuelen. Ech kann dat also politesch iergendwéi novollzéien.

Deen zweete Punkt ass … Hei steet dann – dat ass e bëssen dat, wat och gesot ginn ass –: „des réseaux sociaux“, dass do d'Utilisatioun dervunner … Bon, wat ass mat „réseaux sociaux“ ëmmer genee gemengt? Ass dat éischter de WhatsApp, wou kommunizéiert gëtt zwëschent Leit, oder ass domat éischter en TikTok an esou gemengt? An ech wëll awer och hei e bësse soen: Et muss een awer oppassen, dass een dat net alles einfach esou elo verdäiwelt. Also déi sozial Meedien, spréch elo TikTok, Twitter a wéi se all heeschen, si jo eigentlech änlech wéi déi traditionell Meedien. Et fënnt ee vun–bis. Et fënnt ee qualitativ immens gutt Saachen an et fënnt een dee leschte Schrott, genausou wéi et an den normalen Zeitungen ass zënter Joerzéngten a wéi et um Radio ass a wéi et op der Tëlee ass. Esou ass et!

Et hat eng Kéier ee gesot: „D'Tëlee mécht déi gescheit Leit méi gescheit an déi domm Leit méi domm.“ Ech weess net méi, wien dat gesot hat, mee et war, well déi gescheit Leit déi méi gescheit Sendunge kucken an déi domm Leit déi méi domm Sendunge kucken. Dat ass d'Logik, déi dohannert war.

(Interruption)

An duerfir mengen ech, dass een net verallgemengere soll. Elo kommen ech awer méi prezis zur Motioun. Dat heiten, dat kann een am Fong akzeptéieren. Also ech fannen dat, wat elo hei steet, vum Prinzipp hier ok. Dass een do eng „approche globale“ definéiert als Regierung oder als Ministère, dat, mengen ech, kann ee maachen, jo.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Dann huet den Här Wagner nach d'Wuert gefrot.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, ganz kuerz. Mir wäerten déi Motioun vun der Madamm Bernard a vun de Gréngen awer och ënnerstëtzen. Mir sinn awer och der Meenung, éierlech gesot, dass … Ech wier u sech net gäre Schouldirekter, wann ech einfach gesot géif kréien, ech misst do kucken, eens ze gi mat där Situatioun. Esou kann dat net funktionéieren, zemools wann et esou wichteg ass. Dofir ass et wichteg, justement mat alle Partner zesummen ze diskutéieren, dat heescht och mat de Schüler, mat den Enseignanten, mat der Wëssenschaft ze kucken,

Ligne-directricen auszeschaffen an dann iergendeng Kéier eng Entscheedung ze treffen. Well et ass e bëssen einfach, ze soen: „D'Direktioune solle kucken, datt se eens ginn."

Also wann et de Bildungsminister op eemol arrangéiert, da gëtt e basisdemokratesch oder esou – oder pseudo-basisdemokratesch , well de Leit um Terrain nozelauschteren, dat war bis elo net ... Den Här Meisch huet vill Qualitéiten. Dat war net seng gréisst bis elo.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Bon. Merci, Här Wagner. Si soss nach Wuertmeldungen do?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Da géinge mer zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat ass: 24 Jo-Stëmmen, 34 Nee-Stëmmen a keng Abstentioun. Domat ass dës Motioun ofgeleent mat 34 Nee-Stëmme géint 24 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 24 voix pour et 35 voix contre.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claire Delcourt), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mmes Djuna Bernard, Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Françoise Kemp), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nathalie Morgenthaler), Marc Spautz (par Mme Stéphanie Weydert), Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. André Bauler), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel.

Motion 2

An da komme mer zu der Motioun Nummer 2. Madamm Bernard, Dir wëllt warscheinlech zum Schluss schwätzen. Da froen ech: Wien hëlt bei der zweeter Motioun d'Wuert? D'Madamm Closener, d'Madamm Agostino.

Mme Francine Closener (LSAP) | Jo, villmools merci. Also, wéi gesot, mir haten dat hei jo eigentlech schonn alles am Débat public iwwert den Handyverbuet. déi gréng hu sech elo d'Méi gemaach, dat nach eng Kéier hei an eng Motioun ze schreiwen. Duerfir, déi Konklusiounen, déi mer deemools gezunn hunn, stinn elo hei dran. Dat fannen ech eigentlech och net falsch. Virun allem dee leschten Tiret vum Invite, d'„évaluation scientifique des effets de l'interdiction des appareils", dat ass eppes, wat d'LSAP och gefuerdert huet, den Här Polidori an ech, an enger Question parlementaire. An duerfir ass et jo kloer, dass mir och dëst wäerte matdroen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Madamm Agostino.

Mme Barbara Agostino (DP) | Jo, zur zweeter Motioun. No engem Echange mat der Madamm Bernard hu mer driwwer geschwat, dës Motioun mat an d'Kommissioun ze huelen. Eng „évaluation comparative" kann een nëmme maachen, wann een eng Evaluatioun huet. A fir de Moment hu mer näischt ze evaluéieren, soudass mer dann dës Motioun mat an d'Kommissioun huelen, an dat nach virum Summer.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Agostino. Ech ginn dovunner aus, wann ech elo richteg héieren hunn, datt d'Madamm Bernard domat d'accord ass. Da géing ech einfach froen, ob d'Chamber domat d'accord ass, dës Motioun an d'Kommissioun ze renvoyéieren.

Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission

Wien domat d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht strecken.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech? Dat ass net de Fall.

Dann ass Unanimitéit, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze schécken.

(La motion 2 de Mme Djuna Bernard est renvoyée à la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.)

Ech soen Iech Merci dofir. An domat wär dann och eis Heure d'actualité ofgeschloss.

5. Motion de Mme Joëlle Welfring relative à l'évaluation de la loi modifiée du 2 août 2023 concernant le soutien au développement durable des zones rurales

(Motion déposée en séance publique n° 47 du 21 novembre 2024 – à consulter au compte rendu n° 20/2023-2028 en page 64)

An da kommen ech zum nächste Punkt um Ordre du jour. An dat sinn a sech dräi Punkten. Dat sinn déi dräi Motioune vun der Madamm Joëlle Welfring. Ech ginn dovunner aus, dass Der se wëllt eenzel huelen, wann ech richteg verstanen hunn. Da maache mir dat esou. An Dir wëllt och direkt d'Wuert huelen, gesinn ech. Da kritt Dir et selbstverständlech. Madamm Welfring.

Exposé

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | Merci, Här President. Déi dräi Motioune sinn, wéi Der wësst, am Zesummenhang mat dem ofgeännerten Agrargesetz ze gesinn, dat mer d'lescht Woch hei zesumme gestëmmt hunn. Déi éischt betrëfft eeben d'Erofsetzung vun der Kontrollfrequenz bei de Bauerebetriber vu 5 % vun den Demandeuren op 1 %, wat jo och europawäit esou decidéiert ginn ass, och mat der Ënnerstëtzung vun dëser Regierung. An dat, wat mir am Fong an dëser Motioun wollte suggeréieren, dat ass, dass déi „composante fondée sur les risques" ..., also dass de risikobaséierte Prinzipp sollt iwwerweien oder och wierklech quasi nëmmen iwwert d'risikobaséiert Approche sollt virgaange ginn, mat dem Motto, dass ee seet: „Wa scho manner, dann och méi geziilt."

Et ass jo erwisen, wou Problemer sinn, och geografesch. An d'Iddi war och, dass een nach méi eng enk Zesummenaarbecht domadder fërdert zwëschent deene verschiddene Kontrollinstanze beim Staat, deene ganz verschiddene Verwaltungen, déi dat do maachen, déi sech sollen e Plang pro Joer ginn, wou een da seet, wou ee kontrolléiere geet a wéi eng Prioritéiten ee sech pro Joer gëtt, statt dass een en Deel ëmmer nach zoufallsprinzippméisseg mécht, dat heescht dass een dohinner geet, wou wierklech Problemer sinn. Dat war am Fong de Sënn vum éischten Deel vun dëser Motioun.

Den zweeten Deel ass eeben, fir déi Evaluatioun, déi och d'lescht Joer hei an enger Motioun gestëmmt ginn ass, nach ze preziséieren, dass een och d'Effikassitéit vun deene Moossnamen an och d'Effekter vun deenen ofgeännerte Mesüren an dësem ofgeännerte Gesetzestext mat evaluéiert, wann een déi Evaluatioun mécht, déi hei zimmlech breet gestëmmt ginn ass am Summer d'lescht Joer, wou d'Agrargesetz déi éischt Kéier och gestëmmt ginn ass.

Voilà, sou wäit zu dëser Motioun. Ech géing mech iwwer eng breet Zoustëmmung freeën. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring.

Dann hunn ech dräi Leit, déi sech ageschriwwen hunn: den Här Boonen, den Här Polidori an den Här Engelen – an den Här Emering och nach elo. Da ginn ech dem Här Boonen fir d'éischt d'Wuert. Här Boonen.

Discussion générale

M. Jeff Boonen (CSV) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Merci och fir dës Motioun. Mir hunn dat nogekuckt, och e bëssen, wéi déi Kontrolle gemaach ginn. An den Artikel 31 vum Reglement vum Agrargesetz gesäit am Fong geholl vir, dass deen Echantillon selektionéiert gëtt a muss selektionéiert ginn op en Deel, deen aleatoire muss gemaach ginn, 20 % bis 25 %. Dat ass och esou, mengen ech, vun der Kommissioun virgesinn, dass een eeben och d'Kontrollen, déi een do mécht, aleatoire eraussicht.

An deen aneren Deel, dat ass deen, dee basé ass sur une analyse des risques. An déi Analyse des risques, déi Critère-de-risquë ginn och zesumme mat deenen anere Verwaltungen, Administratiounen ofgeschwat.

An dofir gesi mer elo net an, do eppes ze änneren, a géife mat deem Argument dës Motioun ofleenen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Här Emering.

M. Luc Emering (DP) | Merci fir d'Wuert. Ech géing gär soen, dass et e bëssen esou eriwwerkoum, wéi wann d'Qualitéit vun de Kontrollen awer zimmlech géif a Fro gestallt ginn. Wann ech dat kucken, d'Effikassitéit ... D'Kontrollen, déi op de Risk baséiert sinn, wëllt Der favoriséieren. Domat sot Der jo dann indirekt, dass déi aner an der Qualitéit schlecht wieren, wou ech awer erstaunt driwwer sinn. Ech mengen, wann ee schonn eng Kéier esou eng Kontroll matgemaach huet, da weess een, dass déi scho relativ effikass sinn. Dat ass dat eent.

An dat anert, dee leschten Tiret: Déi Saachen, déi Der do fuerdert, dat sinn awer alles Saachen, déi souwisou am Kader vum PSN, vum Plan stratégique national, ëmgesat musse ginn. Do muss jo awer gekuckt ginn, wéi déi ganz Mesüre wierken, ob se net wierken, ob se wierken, ob se mussen adaptéiert ginn. Dat heescht dat, wat hei gefuerdert gëtt, dat ass eigentlech eppes, wat souwisou d'office gemaach gëtt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering. Dann huet den Här Polidori d'Wuert. Här Polidori.

M. Ben Polidori (LSAP) | Merci, Här President. Bon, ech sinn e bëssen anerer Meenung wéi meng

Virriedner. Ech mengen, si hunn elo erkläert, dass verschidde Saache schonn haut géife gemaach ginn. An ech denken, wann déi Saachen och sollte schonn en place sinn, da géif et jo och net wéidoen, dës Motioun matzedroen. Ech mengen, et ass jo, wéi Der och gesot hutt, wichteg, dass mer dee Midterm-Review maachen, fir wierklech ze kucken, wéi déi Mesüre vum Agrargesetz gegraff hunn. An ech denken, dass et och wichteg ass, do nach eng Kéier wierklech d'Wichtegkeet vun deem Ganzen ze ënnersträichen, a mat dëser Motioun géife mer deem Rechnung droen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Do si jo déi Etüden hei um Lafen. Eiser Meenung no sollt een ofwaarden, wat do erauskënnt, an duerno dann eng Analys maachen an dann duerno eng Etapp méi wäit goen. Et soll een eent nom anere maachen an net alles mateneen. Ech mengen, et ass jo esou virgesinn. An deem Sënn géife mir bei dëser Motioun dergéint stëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? D'Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | Merci. Ech wollt just nach eng Kéier drop reagéieren. Éischtens: Wann et e Reglement gëtt, ass dat fir mech dann näischt, wat a Stee gemeesselt ass. Och e Reglement kann een ofänneren, wann de Wëllen do ass.

An dat Zweet ass: Wann ech héieren, dass een erstaunt ass, dass d'Effikassitéit vun de Kontrollen a Fro gestallt gëtt, fannen ech dat och erstaunlech, well ech héieren dat selwecht Erstaunen an eise Kommissiounssëtzungen, wann nach ëmmer gesot gëtt, dass mer nach ëmmer Belaaschtungen hunn, ganz lokaler an déi och wierklech iwwer Jore schonn daueren an eisem Grondwaasser, wat d'Nitratbelaaschtung ugeet. Dann ass een och erstaunt vun deem selwechte Secteur, dass do nach ëmmer déi Problemer sinn.

Ech fannen, wa mer wierklech wëllen d'Problemer ugoen, da musse mer och eis Kontrollen dohinner orientéieren. Déi Efforten, déi gemaach ginn, solle sou effikass wéi méiglech sinn. An ech denken, dass do nach nach eppes ze huele wär. Dat ass och dat, wat ech vu Leit aus dem Secteur héieren, déi da soen, dass se ganz oft kontrolléiert ginn, dass een dat och vläicht do kéint e bësse méi gemeinsam maachen, dat nach méi gemeinsam virbereeden.

Dat Zweet, wat eis och ëmmer erëm gesot gëtt, ass, dass vill Leit sech vill Méi gi bei de Baueren, fir d'Saach gutt ze maachen, mee dass et ëmmer e puer wéineg schwaarz Schof gëtt, déi all deenen aneren hir Efforten dann zunichtemaachen. A genau dorëms geet et jo: dass ee probéiert, déi op de richtege Wee ze kréien, déi dat eeben net esou gutt maachen. An dofir soen ech, dass déi Kontrollen duerchaus nach kéinten e bësse méi geziilt sinn an dass et do sécher nach e bësse Sputt no uewe géif ginn.

Voilà, merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Nach aner Wuertmeldungen?

D'Regierung freet nach d'Wuert. Madamm Minister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Jo, ech wollt just nach eng Kéier preziséieren, datt d'Kontrolle wierklech esou gemaach ginn a mir wäerten dat och bäibehalen, datt mer awer e klengen Deel aleatoire hunn, 20 bis 25 %. Well wa mer just à risque maachen, dann, fannen ech, fänkt et op eemol un, awer relativ subjektiv ze ginn. Also et soll een och e klengen Deel einfach esou huelen, dem Zoufallsprinzipp no.

An dann deen à risque: Mir kontrolléiere jo u sech, ob een d'Primmen zegutt huet, a mir kontrolléieren d'Konditionalitéit, an Dir schwätzt, mengen ech, vill vun der Konditionalitéit. Do hu mer déi Ëmweltberäicher. Do gëtt och mat den Ëmweltverwaltungen zesummegeschafft. A mir hunn och d'Conditionnalité sociale, wou och mam Aarbechtsministère zesummegeschafft gëtt. Also dat wäerte mer esou bäibehalen. Dat hu mer och am PSN esou festgehalen. A mir hunn zousätzlech och e Plan d'évaluation – an ech mengen, dat weess den Här Haagen och – iwwert de PSN, deen u sech och zu Bréissel esou ugeholl ginn ass, wéi mer d'Agrargesetz evaluéieren, wou mer och lafend mussen zu Bréissel Date liwweren. An dat wäerte mer och elo net änneren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Ech gesinn also, datt elo keng weider Wuertmeldungen zu deem Sujet méi do sinn.

Da géinge mer zum Ofstëmmen iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 18 Jo-Stëmmen, 42 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also mat 42 Nee-Stëmme géint 18 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nathalie Morgenthaler), Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. André Bauler), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. Gusty Graas), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

6. Motion de Mme Joëlle Welfring relative à la stratégie facilitant la reprise d'entreprises agricoles par les jeunes et les personnes en reconversion professionnelle

(Motion déposée en séance publique n° 47 du 21 novembre 2024 – à consulter au compte rendu n° 20/2023-2028 en page 64)

Da komme mer zur nächster Motioun vun der Madamm Welfring. Madamm Welfring.

Exposé

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | Merci. An dëser Motioun geet et drëm, am Fong d'Nofolleg oder d'Successioun vun de Bauerebetriber nach e bëssen ze stäerken. Dat ass eppes, wat och esou empfonnt gëtt vu ville jonke Baueren, an och, dass déi Iwwernam eppes ass, wat kompliziéiert ass fir vill Leit. Dat ass dat eent.

Dat anert ass, dass mer och Suerg droen, dass mer dat de Quereinsteiger, déi sech motivéiert fillen an och gewëllt sinn, déi néideg Formatiounen ze maachen, och nach méi einfach maachen. Do sinn eng Rei Elementer schonn am Gesetz an och schonn an der Praxis. An dach si mer der Meenung, dass do verschidden Etappen nach kéinte verstäerkt ginn. Ech hat verschidde Beispiller schonn a menger Ried d'lescht Woch an och elo an dëser Motioun sinn der e puer als Beispill opgeziielt. A mir sinn der Meenung, dass et sech do géing lounen, sech duerch all déi verschidde Méiglechkeeten do eng geziilt Strategie ze ginn, fir dat dote wierklech nach ze verstäerken.

Voilà, dat heescht de Sujet war wierklech d'Nofolleg souwuel aus den eegene Reie bei de Bauerebetriber wéi awer och bei de Quereinsteiger. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring.

Dann hunn ech ageschriwwen hei: den Här Boonen, den Här Polidori, den Här Engelen an den Här Emering, dee sech och nach aschreift. Här Boonen, et ass un Iech.

Discussion générale

M. Jeff Boonen (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech muss soen, dass déi Motioun hei ganz gutt beschreift, wat dobaussen de Problem ass. Mir hunn eng Zuel vu Betriber, déi wierklech ofhëlt. Et gouf esou eng Fauschtzuel viru fënnef Joer – oder zéng Joer –, wéi ech nach President vun de Jongbauere war: 50 Betriber hunn opgehalen, 25 sinn der iwwerholl ginn. Wann dat esou virugeet, da weess jo jiddereen, wou et higeet.

An duerfir, mengen ech, ass et wichteg, dass mer déi Saach vun der Reprise vun de landwirtschaftleche Betriber uginn, dass mer Léisunge sichen oder emol iwwerhaapt Ursaachen: Firwat ginn déi Betriber net iwwerholl? Firwat wëll e Jonken net virufueren? An och, wat si vläicht do Ënnerstëtzungen, déi gebraucht ginn, fir déi Betriber virunzeféieren?

D'Regierung ass och gewëllt, an deem Beräich eppes ze maachen. Um Jongbauerendag hat d'Ministesch annoncéiert, dass se sech wéilt mat de Jongbaueren zesummesetzen. Si ass bereet, effektiv an déi do Richtung eppes ze maachen. A mir géinge proposéieren, dat e bëssen ze vereinfachen, hei déi Ausso, fir dass se awer hir Flexibilitéit behält oder op d'mannst dat ka virundreiwen oder emol ka kucken, wéi mer déi Saach elo uginn, an duerno och mat eis zesumme mat der Chamber vläicht ka kucken, wéi dat kann ëmgesat ginn.

An duerfir proposéieren ech, déi Motioun ëmzeänneren, den Invite esou net stoen ze loossen an ze schreiwen: „invite le Gouvernement à élaborer un plan d'action ‚renouvellement générationnel' visant à maintenir l'attractivité économique et sociale du secteur agricole et alimentaire". Dat géif der Regierung d'Flexibilitéit elo emol loossen, mam Secteur zesummen a mat deene Concernéierten ze kucken an dann au fur et à mesure hei Léisungen ze sichen, déi, mengen ech, am Interêt vun eis alleguerten a virun allem vum Secteur sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Här Emering.

M. Luc Emering (DP) | Merci fir d'Wuert. Bon, ech mengen, den Här Boonen huet jo elo schonn d'Adaptatioun erkläert, déi mer virschloen. Wat ech just wollt soen, ass, dass ech e bëssen erstaunt driwwer sinn, dass an deem ursprénglechen Text, deen d'Madamm Welfring proposéiert, dann ënnen drasteet, dass mer misste kucken, verschidde Saachen en place ze setzen, wéi „l'accès à la terre, aux équipements et aux financements". Wat awer net drasteet – an dat ass jo awer e ganz grousse Problem –, dat sinn d'Autorisatioune vum Environnement. D'Autorisatioune vum Environnement, dat ass ee vun den Haaptgrënn, firwat déi lescht Joren esou wéineg Installéierunge waren hei am Land, well d'Leit sech einfach net méi wollten domadder beschäftegen, well se d'Flemm haten, well se extreem Steng an d'Féiss gehäit kréien. Ech wëll dem Här Keup seng Ried vu gëschter elo net widderhuelen, mee et ass awer dat ...

(Brouhaha)

Nee, ech sinn net amgaangen ... Ech wëll dat awer soen, well wann ee schonn esou eng Motioun mécht, da muss awer och d'ganz Wourecht drastoen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering. Här Polidori.

M. Ben Polidori (LSAP) | Merci, Här President. Jo, ech mengen, ech hat d'lescht Woch a menger Ried, wou mer iwwert d'Modifikatioun vum Agrargesetz geschwat hunn, och gesot, dass effektiv fir déi jonk Leit dat jo net nëmme positiv war, wat mer lescht Woch gestëmmt hunn. Dowéinst geet dës Motioun hei an déi richteg Richtung.

Bon, ech kann awer och elo liewe mat där Propositioun vum Här Boonen. Et ass natierlech méi schwammeg, mee fir mech geet awer hei, mengen ech, ëm d'Saach. A mir sollte kucken, dass mer deene Jonke wierklech do déi néideg Méiglechkeete ginn, an och kucken, dass mer och nach an der Zukunft esou vill Familljebetriber halen an dass et net nach weider ofhëlt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, et ass e Problem, dee landeswäit besteet, datt d'Zuel vun de Betriber ëmmer ofhëlt. Dat ass och um Buchstellentag leschte Méindeg ugeschwat ginn dës Breeden an dës Laangen. An ech mengen, an deem Sënn do géif ech da vläicht soen, datt mir déi Motioun vum Här Boonen ënnerstëtze géifen, well se méi generell gehalen ass.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | D'Motioun vun der Madamm Welfring mat dem Amendement vum Här Boonen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Ech mengen dem Här Boonen seng Suggestioun. Déi wollt ech hunn.

Plusieurs voix | A!

M. Jeff Engelen (ADR) | Pardon. Dann hunn ech mech vläicht falsch ausgedréckt, mee dat ass awer net schlëmm.

M. Claude Wiseler, Président | Mir hunn et verstanen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Mir huelen dem Här Boonen seng Suggestioun gäre mat op de Wee. An do wollt ech dann eisen Accord ginn zu där Ännerung vun der Motioun vun der Madamm Welfring. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Bon, mir hate jo d'Motioun vun der Madamm Welfring mat ënnerschriwwen. Mir fannen, datt d'Propos vum Här Boonen awer tatsächlech schwammeg ass. Dat heescht, à la limite kéint ee scho bal d'Motioun zréckzéien, well si ass wierklech nichtssagend. Also si seet näischt Falsches, mee op jidde Fall och näischt Richteges.

(Hilarité)

Dat heescht mir kënnen domadder net vill ufänken. Dat heescht bei der Versioun vum Här Boonen hätte mer dann éischter d'Tendenz, eis ze enthalen. Mee op jidde Fall: Déi vun der Madamm Welfring, déi wäerte mer weiderhin ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Ier ech der Madamm Welfring elo d'Wuert ginn, wollt ech froen: Sinn nach aner Wuertmeldungen do?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Dann ass et un der Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | Jo, merci. A merci och fir déi Propositioun. Ech fannen, dass déi duerchaus interessant ka sinn. An ob do elo „eng Strategie" steet oder „e Plan d'action", do wëll ech net op de Wierder ronderëmreiden. Wat mer awer wichteg wier, ass, dass mer eis eens sinn – an dofir wollt ech nach eng Kéier nofroen –, dass mam Renouvellement générationnel net just d'Nofollger aus den eegene Reie gemengt sinn, mee och d'Quereinsteiger. An ech wollt froen, ob Der mer dat kënnt confirméieren, dass dat och hannendrusteet, hannert deem Term. Wann dat esou wär, dann denken ech, dass een dat do kéint matdroen.

Ech wollt awer och nach eng Kéier reagéieren op dat, wat den Här Emering mer gesot huet, an zwar, dass d'Problemer all op den Environnement zréckzeféiere sinn. Ech muss awer mat Erliichterung feststellen, dass den Agrarkommissär awer do schonn e bësse méi oppegeeschteg ass a gesäit, dass et hei net mat enger Spaltung vun där ganzer Problematik gedoen ass. Ech fannen, déi Defien, déi mer als Gesellschaft do hunn, sinn esou grouss, dass mer mat där doter Aart vu Parole kee Schrëtt weiderkommen.

Mme Sam Tanson | Très bien!

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | Dat weist eis och de Passé.

Zweetens wollt ech soen, dass an där Motioun, wéi se ursprénglech formuléiert war, dat och just, wéi ech gesot hunn, eng beispillhaft Opléschtung war. An do steet och eppes, dass d'Lourdeur administrative sollt ofgebaut sinn – wat an der Saach sécher eng gutt Saach ass. Voilà.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Dann huet d'Madamm Welfring un den Auteur vun dem Amendement vun hirer Motioun eng Fro gestallt an elo kréie mer d'Äntwert.

M. Jeff Boonen (CSV) | Jo, also, wat eis wichteg ass, dat ass effektiv, dass d'Betriber virugefouert ginn. An do hannendrun hänkt natierlech: Wann dat Leit sinn, déi net aus der Landwirtschaft kommen, hu mer Definitiounen am Agrargesetz vum aktive Bauer, déi mussen erfëllt ginn, wou een eng Formatioun muss hunn. An da sinn déi Leit selbstverständlech mat derbäi, wa se déi Krittären erfëllen, déi d'Agrargesetz virgesäit. Mee ech mengen, och dat kann an deem Plan d'action do developpéiert ginn. Also, et kann driwwer diskutéiert ginn, wat do misst geännert ginn um Niveau vun de Reegelen oder vun de Bäihëllefen, fir dass dat mat a Betruecht gezunn ass.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | Ma gutt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen.

Wollt d'Madamm Minister och nach ...?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Da wollt ech nach eng Kéier froen, ob d'Madamm Welfring d'accord ass, den Amendement hei unzehuelen an datt mer iwwert déi Motioun ofstëmmen, déi amendéiert ass.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass de Fall. Ok.

Ma da kënne mer iwwer hir amendéiert Versioun ofstëmmen.

Motion modifiée

« Stratégie facilitant la reprise d'entreprises agricoles par les jeunes et les personnes en reconversion professionnelle »

La Chambre des Députés,

considérant

– qu'en 2000, le Luxembourg comptait 2.728 exploitations agricoles et que ce nombre a diminué de 33 % passant à 1.822 exploitations en 2023 ;

– que, selon une enquête menée par le Service d'économie rurale datant de 2021, seulement 26 % des exploitant.e.s agricoles sondé.e.s âgé.e.s de plus de 54 ans ont déjà réglé la reprise de leur entreprise, tandis que pour 30 % la succession reste incertaine et que 44 % n'ont aucune succession mise en place ;

– qu'il est nécessaire d'apporter des perspectives et un soutien accru aux jeunes et aux personnes en reconversion professionnelle souhaitant se lancer dans un métier dans le domaine de l'agriculture,

invite le Gouvernement

– à élaborer un plan d'action « renouvellement générationnel » visant à maintenir l'attractivité économique et sociale du secteur agricole et alimentaire.

(s.) Joëlle Welfring, Ben Polidori, Sam Tanson, David Wagner.

Vote sur la motion modifiée

Ech géif dann de Vott opmaachen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmmen, bei 2 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ugeholl mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nathalie Morgenthaler), Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. Gusty Graas), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

7. Motion de Mme Joëlle Welfring relative au dialogue stratégique sur l'avenir de l'agriculture

(Motion déposée en séance publique n° 47 du 21 novembre 2024 – à consulter au compte rendu n° 20/2023-2028 en page 64)

Da kéime mer zur drëtter Motioun vun der Madamm Welfring. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | Merci. Ech hunn et virdru schonn ugeschwat an och d'lescht Woch a menger Ried: An der drëtter Motioun geet et ëm den Dialogue stratégique, eng ganz interessant Initiativ, wéi ech fannen. Eng ganz luewenswäert Initiativ, déi vun der viregter Europäescher Kommissioun lancéiert ginn ass – vun der Madamm von der Leyen –, fir wierklech mat 29 verschiddenen Acteure vu verschiddene Borden ze kucken, a wéi eng Richtung sech d'Landwirtschaft an Zukunft an Europa soll entwéckelen a wat d'Defie sinn, an och mat konkreete Recommandatiounen elo erauskomm ass.

D'Iddi war, mat dëser Motioun eis Regierung dozou ze encouragéieren, eisen neien Agrarkommissär och do ze ënnerstëtze bei der konkreeter Ëmsetzung vun deene Recommandatiounen. Dee besoten Agrarkommissär soll lo innerhalb vun den éischten 100 Deeg a sengem Amt eng Visioun op den Dësch leeën, déi op deene Recommandatioune baséiert. An et wär eis wichteg, dass déi ganz wäertvoll Aarbecht, déi do gemaach ginn ass, och esou gutt wéi méiglech ëmgesat gëtt.

Dat Zweet war – well mer déi Approche esou gutt fannen a well mer och mengen, dass et hei zu Lëtzebuerg duerchaus och Bestand hätt, dat och esou duerchzeféieren, wann een déi Villfältegkeet vun de Problemer kuckt, déi an der Landwirtschaft bestinn, och fir eis Ernärungssécherheet an Zukunft –, dass dat also scho méi breet ass, wéi just nëmme mat engem Secteur doriwwer ze schwätzen, dass et wierklech wichteg wier, fir och där Spaltung entgéintzewierken. Dat ass och dat, wat den Agrarkommissär a sengem eegenen Debat virum Europäesche Parlament jo och gesot huet: dass e géint déi Spaltung wéilt aktiv virgoen.

Ech géif et wichteg fannen, dass mer och zu Lëtzebuerg méi eng oppen Approche hätten am multilateralen Dialog ronderëm d'Landwirtschaft an do méi Leit un den Dësch invitéieren, wéi d'Bauerebetriber – déi natierlech hei sollten am Zentrum stoen, mee awer net eleng gelooss gi mat där heiter Diskussioun.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring.

Dann hu sech elo ageschriwwen: den Här Boonen an den Här Engelen, einstweilen.

Une voix | An d'Madamm Modert.

M. Claude Wiseler, Président | ... an d'Madamm Modert. Madamm Modert, jo.

Discussion générale et prise de position du Gouvernement

Mme Octavie Modert (CSV) | Jo, merci, Här President. Den nächste strateegeschen Dialog iwwert d'Landwirtschaft an hir Zukunft, deen ass elo schonn, an zwar d'nächst Woch, den 12. Dezember, wou e Landwirtschaftsdësch ass. An do schwätzt d'Landwirtschaftsministerin Martine Hansen am offiziellen Dialog mam landwirtschaftleche Secteur iwwert de strateegeschen Dialog vun der Europäescher Kommissioun an déi Recommandatiounen, déi do erauskomm sinn.

Deemno ass dës Motioun och superfetatoire, well den Dialog ass schonn instituéiert. Mir wëssen och, datt d'Ministerin ganz vill Dialog mam Secteur an dësem Joer hat. Dee geet och d'nächst Joer nach weider. A souwisou gëtt e fir de Midterm-Review vum PSN mat allen Acteure weidergefouert. Deemno ass dës Motioun net néideg.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Modert. Dann ass d'Wuert fir den Här Engelen. Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, merci, Här President. Mir wäerten dës Motioun och net matstëmmen. Mir wéilte léiwer déi Saach bei der Landwirtschaft loossen, well wann ze vill Acteure matschwätzen, da geet et och rëm hannerzeg. An et sollt een no vir kucken, well mir brauche Liewensmëttel fir all eis Leit an et ginn der jo all Dag méi. Da musse mer kucken, datt mer do virukommen, ouni awer den Naturschutz ze vernoléissegen. Dat wëll ech soen. Mee dat gëtt jo um Landwirtschaftsdësch souwisou mat bäigeholl.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. Sinn nach aner Wuertmeldungen zu dëser Motioun do? D'Regierung huet nach d'Wuert gefrot. Madamm Ministesch.

Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Jo, villmools merci. Och merci fir d'Motioun.

Also, deen éischte Punkt: Et ass kloer, datt mer de Kommissär Christophe Hansen wäerten ënnerstëtze bei senger Ëmsetzung vun der Visioun. Mir wäerten um Landwirtschaftsdësch eeben iwwert dat Dokument mat deene Recommandatiounen diskutéiere mat der Landwirtschaft. Dofir wëll ech deem u sech hei och net virgräifen.

Mee mir wäerten awer sécherlech keng Carte blanche hei ausdeelen, och kee Fräifaartsschäin, well mir si mat eenzelne Punkten net averstanen, déi an deem Dokument stinn. Dofir ass schonn eleng dat ee Punkt. Well hei steet dran, mir missten dat „fidèle au consensus" esou ënnerstëtzen. Dat wäerte mer net maachen. Also kënne mer déi Motioun do net matstëmmen.

A wat d'Consultatiounen ugeet: Och beim leschte PSN, wéi deen ausgeschafft ginn ass, ass breet consultéiert ginn. Dat wäert dës Kéier och nach eng Kéier geschéien.

Wat den Deel Alimentation ugeet, do hunn ech jo gesot ... Do hunn ech elo mol en Débat de consultation an der Chamber ugefrot, well ech denken, datt déi gewielte Representante sollen déi éischt sinn, déi do consultéiert ginn. An da kucke mer och do weider.

Also géif ech proposéieren, datt mer déi refuséieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Dann huet d'Auteure vun der Motioun nach eng Kéier d'Wuert gefrot. D'Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | Jo, ech hunn elo héieren, wat do gesot ginn ass. Ech hunn den Androck, dass net richteg verstane ginn ass, wat ech gemengt hunn. Wat ech gemengt hunn, war net en Dialog eleng mat de Bauerebetriber oder de Vertrieder dovun, mee en Dialog, dee méi breet ugeluecht ass, wou wierklech och aner Stakeholder matagebonne ginn, fir eebe justement vun där Polarisatioun, déi een heiansdo dann och hei an der Ronn erëm ze spiere kritt, e bëssen ewechzekommen.

Dat anert, wat ech wollt soen ... An ech hat genau nogelauschtert, Madamm Minister, wou Der beim Jongbauerendag och iwwert de strateegeschen Dialog geschwat hutt. Ech kann och verschidde Saachen novollzéien. Wat ech allerdéngs bedaueren, ass, dass elo schonn zu engem fréien Zäitpunkt deene Leit aus dem Secteur Angscht gemaach gëtt mat deem ekologesche Benchmarking – just als Beispill.

Ech hunn deen och elo nach eng Kéier extra nogelies. An deem strateegeschen Dialog steet dran, dass deen och geziilt ass an haaptsächlech elo mol soll op deem baséieren, wat elo schonn an de Gesetzgeebunge steet, an dass en och geziilt zu enger administrativer Vereinfachung soll mat bäidroen.

Ech fannen et einfach schued, wann elo schonn de Leit Angscht gemaach gëtt an ee sech eigentlech elo schonn net d'Chance gëtt, dat doten als eng Geleeënheet ze notzen, fir wierklech dat, wat mer elo hunn, déi Defien, déi mer jo och ëmmer rëm feststellen, wa mer den Nitrat-Rapport kucken an esou weider ..., dass een d'Problemer – an net nëmmen am Ëmweltberäich, d'Problemer si jo méi villfälteg – elo wierklech géif bei den Hare paken a kucken, dass een déi géif léisen, a mat méi enger breeder Consultatioun.

Dat wollt ech heimadder soen. An dass ech dat eigentlech bedaueren, dass hei déi Geleeënheet verpasst gëtt, an dass ech et eigentlech ëmmer schued fannen, wann de Leit Angscht gemaach gëtt – onnéidegerweis.

Merci.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring.

Vu datt elo keng weider Wuertmeldungen do sinn, géing ech da proposéieren, datt mer zum Vott iwwert dës Motioun géife kommen.

Vote sur la motion

Ech maachen de Vott op. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, bei 40 Nee-Stëmmen.

Domat ass dës Motioun ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme bei 20 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nathalie Morgenthaler), Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. André Bauler), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

8. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet des résultats de la COP29

Da géife mer a priori zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen. Dat ass de Mëtten d'Aktualitéitsstonn iwwert d'Resultater vun der COP29, déi d'LSAP-Fraktioun ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chambersreglement festgehalen. Den Auteur huet 10 Minutten, all Fraktioun a Sensibilitéit 5 Minutten, d'Regierung 15 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Galles, den Här Emering, den Här Engelen, d'Madamm Welfring, den Här Goergen an den Här Wagner. An elo huet den Auteur, den Här Franz Fayot, als Vertrieder vun der LSAP-Fraktioun d'Wuert. Här Fayot.

Exposé

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'COP29 ass eng vun deenen Ëmweltkonferenzen, déi elo Enn dës Joers stattfonnt hunn – déi iwwert d'Biodiversitéit a Kolumbien, déi iwwert d'Plastikpollutioun a Südkorea – respektiv och nach amgaang sinn, wéi d'Wüste-COP zu Riad a Saudi-Arabien.

(Brouhaha)

Alleguerten déi Konferenze weisen, an dat ass keng gutt Nouvelle, dass d'Weltgemeinschaft et fir de Moment ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Här Fayot, ech wollt just froen, datt e wéineg méi Rou am Sall ass, well et ass schwéier, sech ze konzentréieren op dat, wat Der sot. Villmools merci.

Merci, Här Fayot, Dir kënnt weiderfueren.

M. Franz Fayot (LSAP) | All déi Konferenzen, an och den Ausgang vun deene Konferenzen, an dat ass keng gutt Nouvelle, weisen, dass d'Weltgemeinschaft et fir de Moment net fäerdegbréngt, déi grouss Erausfuerderunge vum Ëmweltschutz mat Ambitioun unzegoen.

D'Pann vum Multilateralismus ass hei, wéi och a munchen anere Beräicher, ganz offensichtlech. Mee hei ass et vläicht nach méi dramatesch, well et ëm eis gemeinsam Heemecht geet.

D'COP29 zu Baku ass kee grousse Worf, dat muss ee ganz kloer soen! Dobäi war d'Hoffnung grouss am Virfeld, dass kéint en Accord fonnt ginn, op d'mannst 1,3 Trilliarden (veuillez lire: Billiounen) Dollar ze mobiliséiere fir d'Klimaaktioun. Dat ass nämlech dee Betrag, vun deem d'Wëssenschaftler eis haut soen, dass et d'Besoine si vu Finanzementer, fir eng Welt méiglech ze maachen, op där mir an och eis Kanner a Kandskanner nach kënnen uerdentlech liewen. Dat sinn 1.300 Milliarden all Joer.

Deenen, déi dat vill fannen, géif ech gär soen, dass mer all Joer 2,5 Billiounen ausginn, fir Kricher ze féieren, a 7 Billiounen ausginn, fir weiderhin nach fossill Energien ze subventionéieren.

D'Wëssenschaft, an dat ass vläicht eng gutt Nouvelle, weist de Wee, fir déi Klimatransitioun hinzekréien. Eng rapid Transitioun, notamment zu erneierbaren Energien, ass technesch méiglech an och rentabel. Wat feelt, dat ass offensichtlech de politesche Wëllen, well den Accord iwwert déi nei Finanzobjektiver NQCG, New Quantitative Climate Goals (veuillez lire: NCQG, New Collective Quantified Goal on climate finance), gesäit elo en Engagement vun 300 Milliarden Dollar bis 2035 vir, woubäi dat net nëmmen de Kär vun ëffentlechem Geld ass, mee och privat Suen a Finanzementer vu multilaterale Banken. Ganz wäit ewech also vun deem Objektiv vun 1,3 Billiounen Dollar. Dobäi wësse mer, dass all Euro, dee mer haut investéieren, gutt investéiert ass, well mer muer e Multipel vu Käschten a Schied vun der Klimakris doduerch aspueren.

Ausserdeem läit hei och eng reell ekonomesch Opportunitéit fir eis Wirtschaft. A well all Honnertstel Grad zielt, ass et wichteg, elo net d'Bengele bei d'Tromm ze geheien, mee Efforten ze maachen, fir méi ambitiéis ze sinn.

Här President, Aserbaidjan war als Ausdrounsplaz fir dës COP problematesch. Éischtens wéinst der Mënscherechtssituatioun an dem Ëmgang mat der Oppositioun vum Aliyev-Regimm. An ech war mer bewosst, wéi ech dohinner gereest sinn, dass ech géif an e Land goen, wou zwee Deputéiert aus dëser Chamber zur Persona non grata deklaréiert goufe wéinst hirem Vote an der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe, d'Madamm Modert an den Här Cruchten. Ech hunn och vu menger Presenz zu Baku profitéiert, fir mech mat engem Mënscherechtsdefenseur ze treffen. An ech géif dem Yves Cruchten gäre Merci soen, dass e mer dee Kontakt do erméiglecht huet.

Den zweete Grond, firwat dat problematesch war, war den desastréise Message, eng weider COP an engem Petrostaat ze organiséieren, no där an Ägypte virun zwee Joer an där an den Emiraten d'lescht Joer, dat an Zäiten, wou justement den Ausstig aus fossillen Energien d'Bedéngung schlechthin ass, fir d'CO_2-Emissiounen iwwerhaapt nach an de Gréff ze kréien.

Zur Erënnerung: d'Emissiounen duerch fossill Energië waren 2024 esou héich wéi nach ni virdrun an 2024 ass och dat wäermstent Joer an der Geschicht, säit d'Temperaturen opgeholl ginn. Wat ganz kloer ass, dat ass, dass mer op enger Trajectoire si vun 2,6 bis 3,1 °C bis 2050, dat huet den UNO-Emissiounsprogramm Emissions Gap Report eis gesot, ganz wäit ewech also vun deem Objektiv vun 1,5 Grad vum Paräisser Klimaaccord.

Experte soen eis, mir sollen eis drop astellen, dass et onvirstellbar méi schlëmm gëtt mat esou Temperaturen, och bei eis hei am Norden. Trotzdeem, an trotz all den Defauten, déi déi COPen hunn – an dat sinn der vill! –, wiere mer ouni COPe wuel ënnerwee op 4 °C, dat heescht dass, wéi gesot, trotz all deene ville Problemer, déi et mat deene Konferenzen do gëtt, se trotz allem de Meritt hunn, ze existéieren.

Här President, Lëtzebuerg huet an der Klimaaktioun e risegen Atout, mat deem mer och international wierklech kënnen eng Differenz maachen, an dat ass eis Finanzplaz. Mir hunn eng Finanzplaz mat deem zweetgréissten Zentrum weltwäit fir Investmentfongen a mir hunn och eng gréng Bourse, wou elo scho grouss Länner, wéi zum Beispill China, hir Klimaobligatiounen, hir Green Bonds, cotéieren. Mir sëtzen also am Fong un der Quell – an dat war, mengen ech, och relevant an dëser Finanz-COP zu Baku –, fir den Desinvest vu fossillen Energien ze erméiglechen. Mee nach brauche mer de politesche Wëllen, fir dës Spëtzepositioun esou ze notzen, dass konkreet och eppes derbäi erauskënnt.

Fir eis als LSAP ass et an der Rei, dass ëffentlech Gelder als Levier benotzt ginn, fir privat Investissementer ze mobiliséieren, mat deenen Entwécklungsländer sech un de Klimawandel adaptéiere kënnen. Mee dës Suen, an dat ass wichteg, däerfen net benotzt gi vun Investmentfongen, fir Greenwashing ze maachen! A mir wëssen, dass dat och nach ëmmer eng Realitéit ass bei der grénger Finanz. An do muss ee soen, besteet schonn eng gewëssen Diskrepanz tëscht Staatshëllefen u Betriber oder och u Privatstéit, fir zum Beispill Energieeffizienz ze fërderen, wou engersäits all Euro muss ëmgedréit an no strenge Krittären analyséiert ginn, op Staatshëllef hin, an deene Suen, déi Fonge kréien, fir De-Risking ze maache vu Projeten, wou et guer keng Krittäre gëtt a wou ganz einfach Greenwashing ka gemaach ginn op där anerer Säit. Et stelle sech hei ganz seriö Froe vun Normen a vu Kontroll, déi fir de Moment net do sinn.

Här President, gradewéi mer d'Solidaritéit mat de Mënschen am Süde mussen eescht huelen, musse mer och de sozialen Impakt vum Klimawandel op eis Gesellschaft heiheem am Bléck hunn. Obwuel mer am Fong ëmmer méi schnell an drastesch Mesüre missten huelen, fir d'Klimaschutzziler ze erreechen, geet de politeschen Trend zurzäit hin zu Parteien, déi bremsen, déi d'Leit net wëllen nerven oder carrement behaapten, de Klimawandel wär eng Ligen. Extreem Rietsparteien hunn dorauser Kapital geschloen a wäerten dat an Zukunft och weider nach maachen.

D'Ongläichheeten an d'Aarmut wäerte weider zouhuelen, wann d'Politick net aktiv géigesteiert, an domat geet d'Akzeptanz fir d'Klimaschutzpolitick verluer. Ee Beispill dofir ass d'CO_2-Steier. Ouni substanziell Sozialtransferte géif dës Steier déi am häertsten treffen, déi net d'Moyenen hunn, fir sech unzepassen. Et ass sécher och méiglech, esou eng CO_2-Steier sozial méi differenzéiert ze gestalten, fir dass se grouss Pollueure méi staark belaascht wéi déi mat engem normale Foussofdrock.

Här Minister, fir eis ass et ganz wichteg ze verstoen, wéi d'Regierung wëlles huet, déi nei ETS 2-Reegele fir den Transport an de Bau ëmzesetzen. Bis Juni d'nächst Joer muss d'Regierung en nationale Klima-Sozialplang un d'EU-Kommissioun schécken. Si muss sech och decidéieren, ob se vun der Derogatiounsméiglechkeet Gebrauch mécht, fir méi spéit an den neien Emissiounshandelssystem fir Transporter a Gebaier eranzeklammen. A mir wäre frou an deem Kontext, wa mer hei kéinten transparent an an Zesummenaarbecht mat der Chamber dorunner schaffen.

An d'nächst Joer musse mer och nei NDCen erareechen, Nationally Determined Climate Goals (veuillez lire: Nationally Determined Contributions), en vue vun der COP30 zu Belém a Brasilien. An och do, Här Minister, wär mäi Message un Iech, dass mer op Iech zielen, éischtens fir ambitiéis ze si bei der Formulatioun vun deenen Ziler an och, fir hei d'Chamber mat anzebannen.

Zum Schluss, Här President, géif ech d'Regierung och gären opruffen, sech d'Global Solidarity Levies Task Force unzekucken an hir méiglecherweis

bäizetrieden. Dat ass eng Taskforce, wou Länner wéi Frankräich, Spuenien an Dänemark ënner anerem mat Länner wéi Fiji, Barbados, de Marshall-Inselen, Senegal, Sierra Leone an aneren Entwécklungslänner dru schaffen, Solidaritéitsofgaben auszebauen, fir d'Finanzlach ouni Neiverschëldung ze schléissen.

An dat sinn notamment Ofgaben, déi u sech net ganz radikal sinn, vu ganz niddregen Tauxen op Aktien- an Obligatiounshandel, eng Ofgab op Schëfffaart vun 100 Dollar pro Tonn Kuelendioxid an eng Ofgab op fossill Brennstoffférderung vu 5 Dollar pro Tonn CO_2, mat deenen Honnerte Milliarde kënne mobiliséiert ginn.

Här Minister, näischt heivunner ass radikal, wéi gesot, an alles ass méi bëlleg wéi dat, wat eis erwaart, wa mer weiderhin de Klimawandel als Klimakris wierke loossen. Mir hunn Optiounen, mir musse se nëmme gräifen.

An, Här President, ech géif och nach gären eng Motioun ofginn, déi d'Regierung opfuerdert, wéi gesot, national an och international weiderhin Ambitioun ze weisen. Dat ass eng Motioun, déi och vun de Kolleegen a Kolleeginne vun de Gréngen, vun de Lénken a vun de Piraten mat ënnerschriwwe ginn ass a fir déi ech hinne Merci soen, déi ech elo awer net hei bei mer hunn, déi ech just muss siche goen an Iech dann iwwerreechen.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass kee Problem, da maache mir dat esou.

An Zwëschenzäit géif ech Iech Merci soen an den Här Paul Galles als éischten ageschriwwene Riedner un d'Riednerpult bieden. Här Galles.

Merci, Här Fayot.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant le « New Collective Quantified Goal » adopté à la Conférence des Nations Unies sur le Climat à Baku, accord qui prévoit que les pays développés versent annuellement 300 milliards de dollars d'aides financières aux pays en développement pour financer leur transition climatique d'ici 2035 ;

– considérant que cette contribution des pays riches ne provient pas uniquement des fonds publics, mais peut être complété par des investissements privés ;

– considérant que cet accord reste largement en-dessous des attentes des pays du Sud qui avaient demandé une contribution annuelle de 1.300 milliards de dollars des pays développés ;

– prenant note que l'accord prévoit la mobilisation de 1.300 milliards de dollars par an pour l'action climatique avec la contribution de sources publiques et privées ;

– rappelant l'objectif du Gouvernement de « miser sur le développement de produits financiers respectueux de l'environnement, durables et socialement responsables et innovants, en positionnant la place financière luxembourgeoise comme hub international de la finance durable » ;

– considérant que la place financière luxembourgeoise s'est établie comme le leader européen dans la finance verte et soutenable ces dernières années ;

– considérant le Plan d'action en 10 points du Ministère des Finances pour la finance durable, et notamment l'objectif de « tirer parti de la position du Luxembourg en tant que centre financier international pour aider à orienter les flux financiers vers la réalisation de l'Accord de Paris et des Objectifs de développement durable en collaboration avec le secteur privé » ;

– estimant que la mise en œuvre de l'Accord de Paris ne demande pas seulement un effort de solidarité considérable entre les pays riches et les pays en développement, mais également des investissements et transferts importants au niveau national en faveur des ménages à revenu modeste ;

– rappelant que le Gouvernement doit présenter à la Commission européenne un « plan social pour le climat » pour le 30 juin 2025,

invite le Gouvernement à

– renforcer la position du Luxembourg et de sa place financière lorsqu'il s'agira de mobiliser des investissements privés à hauteur des défis afin de permettre aux pays en développement de financer leur transition climatique ;

– à lier toute aide financière étatique au secteur financier à des critères de durabilité contraignants afin que ceux-ci puissent contribuer de manière efficiente aux objectifs de durabilité et à la lutte contre les changements climatiques et afin d'éviter toute forme de « greenwashing » ;

– à s'engager au niveau européen pour une transformation de nos économies qui les rendra plus résilientes dans un contexte international volatil et qui ne se contentera pas d'améliorer la compétitivité à court terme au détriment de la durabilité ;

– à continuer à soutenir au niveau européen des politiques climatiques ambitieuses qui incluent des mesures à caractère social pour éviter un accroissement des inégalités ;

– à associer la Chambre des Députés à l'élaboration du plan social pour le climat.

(s.) Franz Fayot, Marc Goergen, David Wagner, Joëlle Welfring.

Débat

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léiwen Här Minister, bei enger COP stellt sech ëmmer herno déi Fro: Geet et dann elo duer, wat do entscheet ginn ass?

An u sech huet am Interview e Méindeg de Moien um RTL d'Luisa Neubauer eng interessant Ënnerscheedung gemaach. Hatt huet nämlech gesot: „U sech kënnt et drop un, wat fir e Referenzpunkt dass een hëlt. Wann ee seet: ‚Mir gi vun der Klimakatastroph aus!', da geet et ni duer, wat op enger COP entscheet gëtt, da lafe mer ëmmer hannendrun." An och e rezente „Wort"-Artikel huet nach gewisen – ech mengen, e war souguer haut dran –, dass d'CO_2-Emissiounen an deem leschte Joer global gesinn nach weider an d'Luucht gaange sinn.

„Wann een awer déi geopolitesch Situatioun hëlt", sot hatt, „da muss ee soen, dass ee frou ass an dass et gutt ass, dass iwwerhaapt eppes entscheet ginn ass!" An, Här Minister, Dir hat, och en Artikel, en Interview, mengen ech, am „Tageblatt" viru Kuerzem, grad iwwert déi geopolitesch Situatioun, fir eng Kéier ze erklären, wéi schwéier et op dëser COP eigentlech war, iwwerhaapt zu Entscheedungen ze kommen.

Ech erlabe mer, Här President, op déi geopolitesch Situatioun eng Kéier anzegoen, well ech mengen, dass déi an dësem Fall dës COP29 zu Baku am Aserbaidjan ganz staark belaascht huet.

Ech maachen dat an dräi Punkten.

Den éischte Punkt ass den Austragungsort gewiescht vun dëser COP. Mir wëssen, dass d'UNO a Regiounen agedeelt ass an dass an deene Regiounen à tour de rôle dann eng COP organiséiert gëtt. Dëst Joer war eeben eng Regioun drun, wou et och Sträit gouf, wou, mengen ech, wann ech richteg informéiert sinn, Russland souguer probéiert hat, eng Kandidatur ze stellen an den Aserbaidjan hannen um Enn dann e Kompromësskandidat war, woumat da jiddwereen iergendwéi konnt liewen.

Mee de Problem mam Aserbaidjan ass awer – an de Franz Fayot huet dat jo elo scho gutt erkläert –, dass änlech wéi mat Ägypte virun zwee Joer an de Vereenegten Arabeschen Emirate virun engem Joer trotzdeem e Land Organisateur war an d'Presidence hat, dat selwer ganz staark Interessen hat, déi eigentlech de Klimawandel befeieren an net bekämpfen. An am Aserbaidjan ass eeben nach dat derbäi komm, wat eeben hei war, dass et eng schwaach Presidence war, keng héich Ambitiounen. An et huet mech och markéiert, dass eeben zwee Kolleegen, Kolleeginne vun der APCE du Persona non grata waren, wat natierlech net ze toleréieren, net ze akzeptéieren ass.

Déi Situatioun iwwregens, dass Länner Organisateure si vun enger COP, déi eigentlech och aner Interessien hunn, dat kann awer och an déi aner Richtung goen. Wann een elo kuckt, wat am Aserbaidjan geschitt ass, da kann een dee Pabeier vun Dubai nach eng Kéier nei liesen, well do d'Vereenegt Arabesch Emirater scho probéiert hunn, déi Geleeënheet ze notze fir ze weisen, wat se kënnen, wat se wëllen. Natierlech ass et ëmmer gemëscht, mee trotzdeem hu se e Pabeier fäerdegbruecht, dee wäitaus méi staark ass wéi deen elo dëst Joer am Aserbaidjan.

Den zweete Punkt ass deen, dass dee globale geopoliteschen Desequiliber an der Welt derzou féiert, dass vill Politicken op villen Niveauen, a besonnesch leider och déi ekologesch Noutwendegkeeten, vill méi staark zréckgeschraufft ginn. A leider wäert och d'Situatioun an den USA am nächste Joer do nach vill méi op eis laaschten.

An deen drëtte Punkt ass deen, dass eigentlech an dëser Presidence, an dëser COP, kee grousse Schlusspabeier geplangt war. Dat war beim Aserbaidjan net esou wéi bei anere Länner. Mee um Enn ass et ëm zwee Pabeiere gaangen, déi se da virgeluecht hunn. Deen een, dat ass eeben dee bekannte Pabeier vun de Finanzen, wou – de Franz Fayot huet et schonn erkläert – 300 Milliarden Dollar bis 2035 am Minimum sollen dann un ëffentleche Suen oder virun allem ëffentleche Sue vum globalen Norden an de globale Süde fléissen.

Dat war wichteg, dat dëst Joer zu Baku ze decidéieren, well eebe grad déi geopolitesch Situatioun derzou féiert, dass, wann d'Amerikaner d'nächst Joer ënner Ëmstänn net méi derbäi wären, dat d'nächst Joer net méi méiglech gewiescht wär. Dat heescht, hei huet een nach probéiert ze kréien, wat ee ka kréien an dësem ganzen Entscheedungsprozess.

Et ass awer och esou, dass d'Donor Base, also d'Basis vun deene Länner, déi elo do mat abezuelen, méi breet gemaach ginn ass – also sinn zum Beispill Länner wéi China, d'Vereenegt Arabesch Emirater, awer och Saudi-Arabien, Länner, déi soss als Empfängerstaate betruecht gi sinn, hei invitéiert ginn, sech och elo als Donateure mat un dësem ganze Prozess ze bedeelegen, wat och wichteg ass – an dass eeben dee ganze Flux vun deenen dote Suen da soll derzou féieren, dass 1,3 Billiounen Dollar mat der Hëllef vum Privatsecteur sollen insgesamt kënne mobiliséiert ginn, fir géint de Klimawandel ze kämpfen. An ech géif do gären och den Här Minister froen – Dir hutt och an deem Interview do e Beispill bruecht, wéi Lëtzebuerg mat der Europäescher Investmentbank dann eeben esou eng Kooperatioun mam Privatsecteur fäerdegbruecht huet –, wéi dat ongeféier kéint opgestallt sinn a wéi Dir och do déi Perspektiven da fir d'Zukunft gesitt.

Deen zweete Pabeier war dee vun der Energieeffizienz. Deen ass ofgeleent ginn oder net akzeptéiert ginn, well vill Länner, zum Beispill och déi pazifesch Staaten, net dermat d'accord waren. Dee war net ambitiéis genuch. Dofir ass ee bei deem vun Dubai bliwwen. Do stinn esou Saachen dra wéi zum Beispill

de Phasing-out, d'Verdräifachung vun erneierbaren Energien, de Carbon Capture and Storage bei net vermeidbaren CO_2-Emissiounen an esou weider an esou virun. Also e Pabeier, deen elo nach eng Kéier seng Stäerkt eigentlech im Nachhinein gewisen huet.

An erlaabt mer als lescht Wuert, Här President, an als Ofschloss: Et mierkt een, dass a leschter Zäit méi a méi diskutéiert gëtt iwwert de Courage, deen elo muss behale ginn an deem Moment, wou et einfach weltwäit esou schwiereg ass an doduerch och d'Klimaziler ëmmer méi a Fro gestallt ginn. Et ass wichteg, dass mir – an ech wëll och do eng Kéier e Luef ausschwätzen un déi Lëtzebuerger Regierung, och am Verbund mat den europäesche Staaten –, do ambitiéis bleiwen, dass mer kloer bleiwen, dass mer standhaft bleiwe mat deem, wat mer gesot hunn.

Eng COP ass déi grouss Geleeënheet, wou all d'Länner zesummekommen, an de Franz Fayot huet dat och nach eng Kéier gutt beschriwwen, dass bei allen Nodeeler de Virdeel ass, dass do muss eppes entscheet ginn an dass Saachen entscheet ginn. A souguer wann et net séier genuch ass, dann ass et awer wichteg, dass grad mir als Lëtzebuerg mat den Europäer zesummen déi sinn, déi ambitiéis virausginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Galles. Här Emering, Dir sidd scho prett.

M. Luc Emering (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, d'COP 2029 ass mat engem Resultat op en Enn gaangen, dat zwar alles anescht wéi perfekt war – ech mengen, dat ass jo elo schonn e bësse gesot ginn hei –, mee awer trotzdeem wichteg ass an d'Weiche fir d'Zukunft stellt.

Jo, d'Problematik vum Klimawandel ass do a gëtt och ëmmer méi akut. D'Bäihëllefe fir déi Länner, déi am meeschten ënnert dem Klimawandel an der Äerderwiermung leiden, sinn net op deen Niveau erhéicht ginn, wéi vill Leit sech dat gewënscht haten. Trotzdeem kann ee soen, dass d'Industriestaaten et net nëmme fäerdegbruecht hunn, sech ze engagéieren, hir Hëllefen op 300 Milliarde pro Joer ze verdräifachen, mee et och fäerdegbruecht hunn, datt ganz wichteg Partner wéi zum Beispill China sech dru bedeelegen.

Heizou sief och gesot, dass Lëtzebuerg, d'selwecht wéi Dänemark, sech derzou engagéiert huet, déi Kontributioune proaktiv an d'Luucht ze setzen a laangfristeg den Entwécklungslänner méi Hëllefen zoukommen ze loossen.

Amerika, nieft den EU-Staaten, war eng ganz staark Stëmm fir dësen Accord. Grad elo, wou mer jo och net wëssen, wéi et mat deem transatlantesche Partner, mat deem neien US-President, weidergeet, ass dat Signal wichteg. Et wier definitiv e ganz schlecht Signal – et kann een awer dervun ausgoen, dass et leider wäert antrieden –, wann Amerika sech aus de Klimaaccorden zréckzéie géif, wouduerch den Drock, wéi och scho gëschter beim Mercosur gesot, op déi westlech Länner sécherlech zouhuele géif.

Mir gesinn awer och, datt all d'Acteuren sech eens gi sinn, datt ee misst vill Efforte maachen, fir den Entwécklungslänner duerch ëffentlech Gelder an awer och duerch Privatinvestitiounen Hëllefen am Wäert vun 1,3 Billiounen Dollar zur Verfügung ze stellen, fir dem Klimawandel entgéintzewierken. Wat dës Finanzéierung aus dem Privatsecteur ugeet, gesi mir als Demokratesch Partei och eng Chance, fir eist Land an eis Finanzplaz weiderhin ze stäerken.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Ënnert de leschte Finanzministeren, dem Pierre Gramegna an der Madamm Backes, gouf vill derfir geschafft, eis Finanzplaz méi ekologesch opzestellen, wéi beispillsweis mat der LGX, der Luxembourg Green Exchange. Insgesamt chiffréiert sech de gesamte Lëtzebuerger Marché vu Green Events (veuillez lire: Green Exchange) op eng Billioun Euro, opgedeelt op iwwer 3.700 Fongen. Dëst sinn déi ideal Viraussetzungen derfir, datt sech Lëtzebuerg op der Weltbün weider derfir staarkmaache kann, Privatinvestisseure mat op de Wee vun enger ekologescher Transitioun ze huelen.

Virun ongeféier engem Joer stoung ech hei, Här President, an ech hu vill Wäert drop geluecht, dass et wichteg ass, d'Leit matzehuelen, andeems mer Méiglechkeete bidden, op klimafrëndlech Alternativen ëmzeklammen, sief et an der Mobilitéit, sief et an erneierbaren Energien, sief et bei klengen Naturschutzmesüren, sief et am Logement. Genau dat ass och geschitt oder et ass amgaangen ze geschéien.

Kierzlech hu mer Ëmännerunge vum Naturschutzgesetz presentéiert kritt: „Natur auf Zeit“, méi Begringungen an de Stied. Alles dat si kleng Mesüren, wou mer eise Bäitrag hei leeschten, fir eisen Naturschutz ze verbesseren, eist Klima ze schützen.

Obwuel ee sech vun der COP méi Konkreetes erwaart hätt, gesi mer awer och, dass zemools Länner aus der Europäescher Unioun sech engagéieren, méi finanziell Mëttel zur Verfügung ze stellen, fir géint de Klimawandel virzegoen. Dëst Verspriechе gëllt et elo ëmzesetzen an dann och souwuel national wéi op internationalem Niveau eisen Engagement géint de Klimawandel aktiv virunzedreiwen.

Dëst gesot, kommen ech heimat un d'Enn vu menger Ried an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Emering. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci der LSAP fir d'Ufroe vun dëser Aktualitéitsdebatt zur COP29. Ronn 40.000 Leit hu sech op der COP29 zesummefonnt, fir iwwer Klima- an Ëmweltfroen ze beroden. D'Resultat ass eng Geschicht ... Ech mengen, doriwwer kann een diskutéieren. Et ass ganz sécher net zefriddestellend fir d'ganz Welt. Mee ëmmerhin, et gëtt matenee geschwat a fréier oder spéider wäert och do eng Kéier vläicht en anert Resultat kommen.

D'Richtung, an déi et geet, ass och iergendwéi kloer: D'Industrienatioune gi schwindelerreegend Zomme fir d'Entwécklungslänner aus, fir esou d'Follge vum Klimawandel ofzefiederen. Och Lëtzebuerg wäert an den nächste fënnef Joer säi Bäitrag ëm weider 100 Milliounen Euro erhéijen. Mir gehéieren also kloer zu de sougenannte Geberländer. Wann een awer de globalen Text vun där Debatt kuckt, léisst sech awer iwwer Sënn an Onsënn vun esou Mesüren diskutéieren. Och iwwert d'Geberländer muss een och eng Kéier diskutéieren, well do kéinte vläicht mol aner Länner bäikommen, fir datt och net ëmmer nëmmen déi selwecht Länner do bludde mussen, wann ech et esou däerf soen.

Ass et an deem Kontext fair, wa Länner wéi Lëtzebuerg, déi souwisou schonn um nationale Plang massiv an Natur- an och a Klimaschutz investéieren, och nach hei iwwerproportional Zomme mussen ausginn, wärenddeems déi wierklech grouss Verursaacher vun CO_2-Emissiounen net an d'Gebiet geholl ginn? Well mir wëssen alleguerten, datt deen CO_2 virun der Grenz net stallhält – en ass weltwäit, da muss en och weltwäit bekämpft ginn.

Da stellt sech nach d'Fro vun der Kontroll, wat wierklech mat all deene Milliarden a Milliarde geschitt. Mir wëssen, datt a villen Entwécklungslänner onstabill politesch Strukture sinn. Wéi ka séchergestallt ginn, datt hei net am klengen oder am grousse Stil Mëssbrauch bedriwwe gëtt?

D'ADR bleift bei hirer Linn, datt eng effikass Reduzéierung vun CO_2-Emissiounen net kann eesäiteg just iwwert d'Logik vu Spenden ofgewéckelt ginn. Änlech wéi bei der Entwécklungshëllef musse mer wirtschaftlech Ureizer schafen, déi et grad fir Entwécklungslänner interessant maachen, op de Wee vum Klimaschutz ze goen. Klimaschutz a wirtschaftlech Interessie schléisse sech dann net aus.

Global gesinn hu mer eng Dose Plazen op der Welt, déi fir de Gros vun der globaler Verknaschtung mat CO_2-Emissioune verantwortlech sinn. Eleng an Indie sinn zum Beispill Honnerte vun ale Kuelekraaftwierker a Betrib, déi grouss Emissioune verursaachen. Lëtzebuerg – an déi méi industrialiséiert Länner allgemeng – kéint dann hei geziilt Investitiounen an eng méi technologesch Moderniséierung vun deenen ale Kuelekraaftwierker an deene Länner erreechen, déi hei jo fir de Gros vun den Emissioune verantwortlech sinn, wat weltwäit eng reell Chance kéint sinn.

Duerch déi nei verbessert Technologie, déi mer haut hunn, kënne Kraaftwierker vill manner Emissioune verursaachen. Heivunner kéint Lëtzebuerg och direkt ekonomesch profitéieren, zum Beispill duerch eng Bedeelegung vu Lëtzebuerger Entreprisen am Projet respektiv eng Bedeelegung vum Staat. Alternativ kéinten dës Projeten och iwwer Kreditter vu Lëtzebuerger Banke matfinanzéiert ginn. Lëtzebuerg kéint sech déi entspriechend Depensen op seng Entwécklungshëllef urechne loossen. Iwwert dëse Wee hätte mer tatsächlech eppes fir d'Reduktioun vum CO_2-Ausstouss gemaach. Mir hätten zugläich och Kooperatiounshëllef geleescht an et kéim zu enger wierklecher wirtschaftlecher Plus-value.

Erlaabt mer nach, kuerz op d'Situatioun hei am Land anzegoen. Wiederextreemer, wéi zum Beispill Iwwerschwemmungen, fanne sech och hei am Land. Et sief ganz kloer betount, datt net nëmmen d'CO_2-Emissiounen hei matwierken, mee och eise stramme Wuesstum. Ech wëll dorobber och eng Kéier opmierksam maachen. D'Flächeversigelung an d'Zoubetonéiere vum Land gi permanent monter weider. D'Versickerungsfläche fir d'Waasser, gradewéi den Naturraum, huelen of. Och dëst dréit säin Deel zu den Iwwerschwemmunge bäi. De massive Wuesstum – mir brauche Wuesstum, wuel verstanen – erfuerdert och ëmmer ...

(Interruption)

... e méi grousse Bedarf un Energie an huet en negativen Impakt op d'Ëmwelt an den Naturschutz. Wien den onkontrolléierte Wuesstum ënnerstëtzt, däerf op der anerer Säit net vun Ekologie schwätzen. Et ass duerfir dréngend noutwendeg, dës Fro mam néidege Geescht unzegoen. Konkreet muss d'Politick och hir Landesplanung esou ausriichten, datt Lëtzebuerg besser viru Wiederextreemer geschützt ass. Hei muss een och schonns dacks op kommunalem Plang ufänken.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Erausfuerderungen, virun deene mer stinn, si grouss. Als ADR gi mer déi Erausfuerderunge mat Verstand, ouni Tunnelbléck an an engem globale Kontext un.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Engelen. An da wier et elo un där honorabeler Madamm Joëlle Welfring. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Eng Heure d'actualité iwwert d'Klimakonferenz gehéiert antëschent zu eisem järleche Beräich hei am Haus, e bësse wéi Kleeserchersdag a ville Familljen an dësem Land, mam Ënnerscheed, dass et bei der Klima-COP a bei de COPe generell oft net ëm freedeg Iwwerraschungen a leider och net genuch ëm Nächsteléift geet.

2023 – et ass schonn ugeklongen – war an d'Annalen agaang als dat global wäermst Joer, säit et Opzeechnunge gëtt. Mee dëse Rekord gëtt mat gréisserer Warscheinlechkeet och dëst Joer nees geknackt. Mir gesinn d'Resultater ganz däitlech. Vun de pazifeschen Inselstaate bis matten an Europa goufen a deene leschte Wochen a Méint Doheemer a Liewen zerstéiert. Biller a Videoen aus Däitschland, Éisträich a Spuenien hunn eis alleguer schockéiert. Et hätt awer genau sou gutt nees och Lëtzebuerg kënnen treffen an, jo, och kujenéiere kënnen.

Et geet also ëm e Problem, deen eis ganz kloer alleguerte betrëfft an deem mir alles anescht wéi entspaant zesummen entgéintwierke mussen. D'Haapttheema op dëser COP war, wéi vu menge Virriedner éinescht schonn duergeluecht, d'Finanzéierung vum Klimaschutz an den Entwécklungslänner. D'Finanzéierung engersäits vun den Ustrengungen, déi si maache mussen, fir sech esou gutt et geet un d'Klimakris unzepassen, well se sech bei hinne méi staark auswierkt, an anerersäits, fir hir wirtschaftlech Entwécklung op anere Grondlagen, zum Beispill op erneierbaren Energien, opzebauen. Béides kënnt eis heiheem alleguerten zegutt an hëlleft zäitgläich, deem Desequiliber entgéintzewierken, deen duerch dee staarken Zougrëff op an ongläich Ausbeutung vu Ressourcen duerch industrialiséiert Länner wéi eisem entstanen ass.

Aus dëse Grënn muss dës Finanzéierung och en Zousaz zu der eigentlecher Entwécklungshëllef sinn a bleiwen. Klimaschutz ass also och eng Fro vu Gerechtegkeet – Gerechtegkeet net just vis-à-vis vun Entwécklungslänner, mee och vis-à-vis vun deene vulnerabelste Leit an eiser Gesellschaft.

Hei dräi Beispiller:

Déi, déi manner verdéngen: Si wunnen oft a schlecht isoléierte Wunnengen op Plazen, wou d'Wiederextreemer méi staark sinn.

D'eeler Leit: D'Doudesfäll duerch Hëtztwellen, grad bei eelere Leit, sinn am Verglach mat den 90er-Joren ëm 167 % an d'Luucht gaangen. Och d'KlimaSeniorinnen krute Recht. Laut dem Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter verletzt de Schwäizer Staat hiert Recht op Klimaschutz a schränkt soumat hir Grondrechter ënner anerem op e gesond Liewen an.

An duerch déi ëmmer méi staark Hëtztwellen – dat ass dat drëtt Beispill – kënnt et weltwäit och zu méi Fréigebuerten, zu méi Stëllgebuerten a weidere Komplikatioune bei Schwangerschaften.

D'Klimakris verstäerkt also d'Ongläichheeten a schränkt Rechter op d'Liewen an, an op d'Gesondheet an d'Liewensqualitéit vun deene Leit, déi haut liewen, mee och vun deene Mënschen, déi elo nach net gebuer sinn, egal op wéi engem Kontinent si wäerten an Zukunft liewen.

Dass et also dëst Joer op der COP zu enger schwaacher Decisioun fir d'Finanzzil bis 2035 komm ass, ass kee gutt Zeeche fir eis Zukunft. An awer musse mer eis mat Zouversiicht, Drock aus der Zivillgesellschaft a strateegeschen Allianze mat ambitiéise Partner weider um internationale Plang derfir asetzen, dass, éischtens, positiv Tendenzen, wéi dass d'Weltgemeinschaft de Fossillen de Réck dréint, gestäerkt a rechtlech verankert ginn a bleiwen, zweetens, dass mer d'Finanzéierungszil ëmmer weider operationaliséieren an Zeeche setzen, dass net nëmmen d'Regierungen a multilateral Banke solle finanziell bäisteieren, mee och alternativ Finanzéierungsquellen ugezaapt solle ginn, zum Beispill iwwer Taxen op Privatjets, Stéchwuert d'Solidarity Levies Task Force, déi schonn ugeschwat ginn ass, an drëttens, dass d'konkreet Ëmsetzung vu Klimaschutzmoossnamen um Terrain an de Länner an an de Regioune méi an de Mëttelpunkt vun de Verhandlunge soll kommen. Nëmme sou, genee wéi mam Iwwerdenke vun dem Funktionement vun de COPen, kënne mer nees d'Vertrauen an d'Politick souwéi an déi multilateral Ofkommesse stäerken.

Fir e vertrauenswürdege Verhandlungspartner ze sinn, dierf d'Regierung awer och heiheem keng hallef Saache maachen. D'Rofsëtze vu Klimabäihëllefe fir Privatleit, d'Halbéierung vum Stroumpräisdeckel an déi zousätzlech Netzkäschte beim Stroumpräis droe sécher net zur Begeeschterung fir de Klimaschutz bäi. Au contraire. Et stelle sech grad elo déi Leit, déi elo schonn a Wärmepompelen an an Elektroautoen investéiert hunn, d'Fro, ob dat eng gutt Iddi war.

Onsécherheet ass Gëft fir d'Transitioun. Fir dass d'Transitioun eis geléngt, heiheem an um internationale Plang, dierf deen Elan, dee mer an deene leschte Joren opgebaut hunn, net gebrach ginn. A mer mussen d'Gerechtegkeet fir déi vulnerabelst Leit heiheem an och soss um Planéit am Fokus halen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Welfring. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Mir maache jo all Joer eng Kéier deen Exercice, dass mer dat, wat op enger COP erauskomm ass, kommentéieren. An dann ass et awer och esou, dass wann een dëst Joer kuckt, wat erauskomm ass, een eigentlech Angscht virdrun hat, dass d'Enttäuschung esou grouss wär. Mee eigentlech ass d'Enttäuschung nach méi grouss, wéi een et eigentlech virdru konnt denken.

A mir schlenderen esou vu COP zu COP, wou et eigentlech ëmmer manner gëtt. Et ass eigentlech esou eng Veranstaltung mat de minimaalsten Ziler, mam minimaalste Konsens. Et muss een och do mol eng Kéier froen, ob dat Format, wéi et am Moment stattfënnt, iwwerhaapt nach dat ugepasstent Format ass. Wann ee kuckt, wat herno den Output ass, an dass et awer net der Wichtegkeet vun der Situatioun vun der Klimakris Rechnung dréit.

Dofir ass och ze hannerfroen, ob een net déi COPen anescht soll ugoen, a vläicht och déi Länner – iwwer 50 % vun den Emissioune kommen nun emol aus China, Indien an den USA – vill méi an d'Verantwortung hëlt a vläicht och do als Weltgemeinschaft net nëmme probéiert, ganz fein a léif ze froen, mee se och e bësse méi ënner Drock setzt. Ech weess, dat wäert elo mat engem President Trump nach méi schwiereg ginn. Op där anerer Säit ass et awer vläicht eng Chance, wann d'USA net um Dësch sëtzen, fir da vläicht emol aner Kompromësser, déi vläicht méi Valeur hunn an déi méi kënnen erreechen, duerchzesetzen.

Well de Problem ass jo, dass zwar déi südlech Länner elo alleguerte wäerten am meeschten drënner leiden, mee awer keen op se gehéiert huet. Si hunn op der COP natierlech, wéi all Joer, ervirbruecht, wéi se leiden a wat hir Problemer sinn. Mee se fannen einfach kee Gehéier. An dat ass eng Situatioun, déi immens frustréierend ass fir alleguerten déi Länner, déi awer och scho geféierlech ass.

Well mir wëssen et alleguerten: D'Klimakris wäert sech beschleunegen, mat all Accord, deen net stattfënnt. Well et muss een och soen: Déi Accorden, déi bis elo do waren: Net nëmmen, dass se scho vun Ufank un nëmme schlecht waren, mee se sinn och nach net agehale ginn.

Deementspriechend hannerléisst dat heiten e ganz fade Bäigeschmaach, virun allem wann ee weess, dass Länner wéi Saudi-Arabien alt nees probéiert hunn, den Ausstig aus dem fossille Brennstoff ze sabotéieren. Et ass gottseidank net duerchkomm, mee op d'mannst hu se et probéiert. An ech fäerte ganz, wa mer nach e puer COPen erliewen an hei wäerte kommentéieren, dann hu mer iergendeng Kéier och nach dat, dass der dann aus alleguerten deenen Accorden, déi zum Beispill zum fossille Brennstoff schonn unerkannt goufen, erëm erausgaange sinn.

Well et muss een nun emol éierlech sinn: D'Tendenzen, souwuel an der Europäescher Unioun wéi och an anere Länner, huelen éischter sou zou, dass Parteie gewielt ginn, déi net iwwert de Klimaschutz schwätzen. Heiansdo huet een esou d'Gefill, wéi wann d'Mentalitéit wär: „Kommt, mer schwätzen net driwwer, da gëtt et de Klimaschutz an da gëtt et d'Klimakris net. Da brauche mer och kee Klimaschutz ze maachen."

Mee en ass awer do! E wäert nach ëmmer weiderhin zerstéieren. An d'Leit mierken et. En ass hei zu Lëtzebuerg, en ass a Spuenien, e kënnt ëmmer méi no an d'Leit mierken et. Mee heiansdo huet een d'Gefill, dass wann een einfach net méi driwwer schwätzt a wa Parteien un d'Rudder kommen, déi soen: „Nerf net dermat!", en da vläicht iergendeng Kéier verschwanne wäert. Mee et bleift awer do.

Lëtzebuerg huet a mengen Aen och net genuch Ambitiounen. Et ass schonn hei ugeklongen: Wa mer elo och nach déi eenzel Subsiden zréckfueren, brauch ee sech net ze bretzen, wann een op d'COP fiert, well Lëtzebuerg dann och net wierklech eppes geleescht huet. An dat ass eppes, wou een awer dann all déi Joren, wann een hei allkéiers erëm nei iwwert d'COP diskutéiert, och sech selwer éierlech muss an d'Gebiet huelen, wat Lëtzebuerg als Land selwer mécht fir de Klimaschutz. An dat geet eis bei Wäitem net duer.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci villmools, Här Goergen. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Bon, international Verhandlungsronne kënnen nëmme schwéier zu Decisioune kommen, déi jiddereen zefriddestellen – dat wësse mer –, an dat scho guer net, wann den dominantsten Interessi um Verhandlungsdësch d'Pëtrolsindustrie an dat internationaalt Finanzkapital ass. Bei dëser COP29 ass et awer esou, dass tatsächlech just déi doten zefridde sinn: nämlech d'Pëtrolsindustrie an déi Räich a Mächteg, déi se ënnerstëtzen a finanzéieren, an natierlech déi Regierungen, déi hir Interesse vertrieden oder net de Courage hunn, sech mat dëse schiedlechen Entreprisen unzeleeën.

Déi eenzeg positiv Aschätzung iwwert dës COP héiert een tatsächlech bei der Presidence zu Baku selwer, gradewéi vun anere Pëtrolstaaten oder bei Patronatsorganisatioune wéi BusinessEurope. A wa BusinessEurope frou ass, dann ass natierlech och d'EU-Kommissioun zefridden. Mee dat ass net onbedéngt e gutt Zeechen, zemools net mat dëser.

Lëtzebuerg war zu Baku duerch e positiv gestëmmtenen Ëmweltminister vertrueden, dee souguer den Ufank vun enger neier Ära an engem Accord gesäit, deen awer awer gläichzäiteg deen Accord just als Minimalléisung empfënnt, wat de Minimum ass, wat ee kéint soen. Warscheinlech ass de Grond fir dës Konfusioun, dass d'Regierung vläicht souguer zefridden ass, dass net méi erauskomm ass zu Baku.

Wann e méi ambitiéisen Accord fonnt gi wier bei de Gelder, déi déi méi räich Industriestaaten un d'Länner am globale Süde fir Investitiounen an de Klimaschutz an an d'Upassung solle bezuelen, jo, da misst Lëtzebuerg och méi däitlech opstocken, wéi dat elo bei dem minimalisteschen Accord zu Baku de Fall ass. D'Regierung huet dëst Joer 64 Milliounen Euro bis 2028 zougesot an dësem Kader. D'Berechnunge weisen awer, dass Lëtzebuerg zirka néngmol méi misst bezuelen, well Lëtzebuerg eeben nun emol fir e groussen Ausstouss vum CO_2 säit dem 19. Joerhonnert verantwortlech ass.

Sech elo als Regierung dohinnerzestellen an ze soen, dass ee méi géif maache wéi déi allermeescht, loosse mer net duerchgoen. Wann et ongenügend ass, da brauch ee sech net ze bretzen, dass een nach de Beschte vun de Schlechten ass. Da fält een trotzdeem duerch.

Här President, de globale Süden an domat déi am stäerkste vun der Klimaverännerung betraffe Mënschen op der Äerd sinn net dat Eenzegt, wat zu Baku op der Streck bliwwen ass. Déi global Aarbechterbeweegung ass och bäilafe gelooss ginn. D'Gewerkschaftsverbänn si skandaliséiert, well keng seriö Diskussioun zu Baku stattfonnt huet iwwert d'Transition juste. A bei der Transition juste geet et just doréms, dass net déi schaffend Leit duerch de Verloscht vun hirer Aarbecht oder duerch Ëmweltschied op hirer Aarbecht duerch d'Klimaverännerung zu Schued kommen. Dat ass d'ailleurs och eng Interpellatioun, déi mir viru Méint, a ville Méint, gefrot hunn, fir eng Kéier driwwer ze diskutéieren.

Stand haut ass dat awer esou, well et zu Schléissunge vu Wierker kënnt, zu Delokaliséierungen, zu Ëmwelt-Dumping a gesondheetleche Schied. An dat passéiert, well d'Entreprisen net investéieren a méi propper Technologien an an d'Reconversion professionnelle. Dat ass och e Problem an Europa an och zu Lëtzebuerg, wou a verschiddenen Industriesecteuren ëmmer méi Drock op d'Aarbechter ausgeüübt gëtt. D'Transition juste soll dat verhënneren an den Aarbechter an Aarbechterinnen eng staark Stëmm an der Klimapolitick ginn.

D'Pëtrolsindustrie dogéint ass de grousse Gewënner, well se mat hirer Armada aus Lobbyisten an och verschiddenen EU-Memberstaaten erreecht huet, dass de Schlussaccord kee Wuert iwwer si verléiert. D'Sortie aus de fossillen Energien ass also op der Streck bliwwen, an domat och d'Konditioun sine qua non, fir iwwerhaapt d'CO_2-Emissiounen entscheedend ze drécken.

D'Reglementatioun vum Emissiounshandel ass e weidert Affer vu Baku gewiescht. Carbon Market Watch, déi op d'Analys vun dësem Handel spezialiséiert sinn, soen: „The agreement […] at COP29 in Baku risks facilitating cowboy carbon markets at a time when the world needs a sheriff." Grosso modo heescht dat, dass grouss Multinationallen an och Staaten an Zukunft kënne maachen, wat se wëlle mat hiren Emissiounen, well eng seriö Kontroll a Sanktioune wäert et souwisou net ginn.

Et huet och kee Wäert, dass elo gesot gëtt, et dierft een net alles ze negativ gesinn. An et kann een och soen: „Jo, ok, wann d'Amerikaner net méi mam Trump dobäi sinn …", bon, déi si wéinstens kloer. Si soen: „Mir maachen do net mat." Anerer, wéi d'Europäer, maache mat, mee maachen herno och net mat.

Et muss een d'Saach beim Numm nennen. Wann et de versammelte Staaten net geléngt, sech eens ze ginn, fir d'Zerstéierung a grousst mënschlecht Leed ze verhënneren, an dat obwuel et Mëttel dofir gëtt a mir dat Leed scho gesinn an erliewen a weiderhi wäerten erliewen … Schlecht a geféierlech Decisiounen an dëser Situatioun muss ee kloer als dat uprangeren, soss gi se zur Fatalitéit. A grad dat ass geféierlech, besonnesch an der Klimapolitick, wou mir eis esou Aussetzer net méi erlabe kënnen. Et wäert tatsächlech an Zukunft net si fir ze spaassen. Et presséiert. Mir hu keng Zäit. Ech soen och dofir dem Här Fayot Merci, datt mer déi Diskussioun haten, well ech hunn net den Androck, op jiddwer Fall hautzudaags, datt dat op groussen Interessi stéisst, zemools net bei der Majoritéit a bei dëser Regierung. An dat gesinn ech och elo hei.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Wagner.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Ëmweltminister Serge Wilmes.

Prise de position du Gouvernement

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Här President … Här Wagner, déi lescht Remark hätt Der Iech kënne spueren, well kuckt eng Kéier, wéi eis Majoritéit vertrueden ass. Ech sinn als Ëmweltminister do. Mir hunn d'Initiativ selwer geholl, fir virun deenen dräi COPen an d'Kommissioun ze kommen a mat Iech alleguerten iwwert déi dräi COPen ze schwätzen. Also ech mengen, Är lescht Remark war total deplacéiert. Dowéinst sief dat hei och eng Kéier ganz kloer gesot.

Déi COPen …, well et ass jo villes gesot ginn iwwert d'Format vun deene COPen an ob et iwwerhaapt nach e Wäert huet, esou COPen ze organiséieren, ob de Multilateralismus iwwerhaapt nach wierklech eng Plus-value ass. Och do kann ech nëmme ganz kloer soen: Ass et! An all Accord ass e besseren Accord wéi keen Accord. Well wa mer dee Multilateralismus net hätten, an – wéi et hei virdru vum Här Goergen gesot ginn ass – wann dann nach déi grouss Staate just aleng ënner sech misste vläicht eens ginn, fir sech op iergend en Zil ze eenegen, da kann ech Iech soen, da wär d'Welt verluer. Well wann Der aleng nëmme G7 oder G20 … Déi Formater gëtt et jo. Wat koum dann dobäi eraus?

(Interruption par M. David Wagner)

Net ganz vill. Mir maachen net vill.

(Interruption par M. David Wagner)

Hei sinn 195 Länner, déi zesummekommen an déi grouss Plus-value dovunner ass: All Land huet do eng Stëmm, dat Klengst wéi dat Gréisst, an et kann och een deem anere soen, wat e vu senger Positioun hält. Selbstverständlech ass et dann net einfach, eng gemeinsam Positioun vläicht erauszeschielen. Et ass awer gelongen. Et ass gelonge bei engem Finanzzil, dat vläicht net dat ass, wat mer eis gewënscht hätten. Et ass awer eng Verdräifachung vun 100 Milliarden US-Dollar pro Joer op 300 Milliarden US-Dollar pro Joer bis 2035. Dat war dat, wat einfach hei nëmmen erauszehuele war, an engem ganz ugespaanten, schwéiere geopolitesche Kontext, wou ee mat deem aneren net fein ëmgaangen ass. Et ass de Chineesen net léif gesot ginn: „Maacht wannechgelift och mat." Et ass ganz haart hei verhandelt ginn.

An d'Europäesch Unioun huet de Leadership iwwerholl. D'Europäesch Unioun huet versicht, datt en Accord géif kommen zu deem heite Punkt, well et wichteg war, och wann e vläicht net ambitiéis genuch ass, fir alleguerten deene Länner ze hëllefen, déi haut elo scho weltwäit ënnert dem Klimawandel leiden a wou et d'Geeberlänner sinn, déi a Verantwortung sinn – déi ronn 39 Länner, déi laut der OECD déi sinn, déi musse bezuelen. Dozou gehéiere mir och. Dozou gehéiert d'Europäesch Unioun. Mee op d'mannst hu mer et fäerdegbruecht, en Accord ze fannen, well et war laang an Aussiicht, bis zum leschte Moment iwwerhaapt keen Accord ze fannen. An dann hätte mer näischt geschafft gehat.

Ganz kloer ass et natierlech, datt et ze bedaueren ass, datt et net weiderkomm ass bei deem Punkt, ëm deen et u sech bei esou enger Klima-COP geet, nämlech d'Erofsetze vun den CO_2-Emissiounen. Dat, wat d'lescht Joer zu Dubai decidéiert ginn ass, dat war e wichtege Schratt, och eng éischte Kéier d'Bekenntnis dozou, datt mer erausklamme mussen aus de fossillen Energien, datt mer mussen CO_2-Emissioune weltwäit bis 2030 ëm minus 46 % erofsetzen, datt mer mussen d'Energieeffizienz och verduebelen an den Ausbau vun den erneierbaren Energië musse verdräifachen. Dat ass dee Konsensus, deen zu Dubai fonnt ginn ass. Do si mer effektiv net weiderkomm.

D'Europäesch Unioun huet drop insistéiert, datt dat och an d'Texter misst drakommen, déi Referenz dorobber als Minimum, mee och den Text selwer nach eng Kéier ze widderhuelen. Dat war net méiglech. An dat war net, well d'Europäesch Unioun net wollt – wéi Dir elo hei gesot hutt, Här Wagner – wéinst de Lobbyisten, well mer net wollten iwwert d'Erausklammen aus de fossillen Energië schwätzen, mee et ass, well déi Länner, déi dat produzéieren, wéi Saudi-Arabien, eng Revanche geholl hu fir dat, wat se d'lescht Joer net erreecht hunn, nämlech zu Dubai ze verhënneren, datt dat géif an d'Texter kommen.

A mir kruten dat dowéinst net duerch, well mer soss erëm blockéiert gi wäre bei dem Finanzzil, dat awer erreecht ginn ass. Elo geet dat vläicht nach net duer fir déi Besoinen, mee et steet awer och dran am Text, datt déi Besoinen op 1,3 Billiounen Dollar estiméiert ginn, déi weltwäit nach musse fonnt ginn an dann eeben och zum groussen Deel mat private Gelder, well natierlech och de Privatsecteur eng Responsabilitéit ze droen huet. Och d'alternativ Sourcen, déi d'Madamm Welfring ugeschwat huet: et ass richteg, et steet dran, datt och do kéinte mol nei Steiere kommen.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Oder wat den Här Fayot hei gesot huet, vläicht bei de Schëfffaartsemissiounen, bei de Loftfaartsemissiounen, wat och ëmmer. Dat steet doranner. Dat ass trotzdeem och e Fortschrëtt gewiescht an och dat, datt mer et fäerdegbruecht hunn, datt awer China mat op de Wee gaangen ass – vläicht fräiwëlleg –, mee trotzdeem kënnen och si méi investéieren, fir d'CO_2-Emissiounen erofzesetzen. Si sinn haut dee gréissten Emetteur vun CO_2-Emissioune weltwäit. Si sinn natierlech net … nach ëmmer als en Entwécklungsland ugesinn. Si wäerten net aus där Lëscht erausgeholl ginn, well dofir brauch een Unanimitéit. Mee si hu sech awer fräiwëlleg dozou bekannt, fir och hir Efforten eropzesetzen, och méi ze bezuelen am Kader vun hire Süd-Süd-Entwécklungsprojeten, fir dann och kënnen hire Bäitrag do ze leeschten. Dat heescht et ass awer esou gewiescht, datt ënnert deene schwéierste geopolitesche Konditiounen den Accord op der Finanzéierung fonnt ginn ass. An et ass besser, datt deen Deal fonnt ginn ass, wéi datt mer hei guer keen Deal gehat hätten. Well d'nächst Joer hätte mer sécherlech iwwerhaapt keen Deal hei méi fonnt.

D'nächst Joer geet et dann a Brasilien, op Belém. An do muss et dann nees ëm dat goen, wourëms et, wéi ech virdru gesot hunn, iwwerhaapt bei de Klima-COPe muss goen: Wéi komme mer weider an der Reduktioun, der massiver Reduktioun, mat och kloer enger Roadmap, fir d'CO_2-Emissioune weltwäit kënnen erofzesetzen. Dat ass dann, wat zu Belém muss diskutéiert ginn. Do musse mer dann och déi national Kontributiounen eraginn.

Et ass awer esou, datt d'Europäesch Unioun jo do hir wäert eraginn als national Determinatioun a Kontributioun. Et ass net Lëtzebuerg aleng. Mir hunn eise PNEC adaptéiert, an deen aktualiséierte PNEC kënnt also och da mat all den europäesche Memberstaaten hire PNECen zesummen. Dat gëtt e Gesamt-PNEC fir d'Europäesch Unioun an dee gëtt dann och d'nächst Joer zu Belém eeben deposéiert an an de Prozess mat eraginn. Mee dat ass et, ëm wat et d'nächst Kéier zu Belém wäert goen.

Wat awer och ganz wichteg ass, dat ass, datt een déi COPen net déi ganzen Zäit soll esou getrennt consideréieren an datt et och ëmmer wichteg ass, net aleng vun der Klima-COP ze schwätzen. Dëst Joer hate mer déi dräi: am Moment leeft nach déi iwwert de Landverbrauch a Saudi-Arabien a mir haten déi iwwert d'Biodiversitéit a Kolumbien. Se sinn allen dräi 1992 zu Rio um Äerdsommet lancéiert ginn. Dono hu se sech natierlech getrennt entwéckelt, well et dräi getrennte Konventiounen eebe sinn. Mee si sinn a sech esou matenee verbonnen, wéi ee sech dat nëmme ka virstellen, well se eebe matenee verbonne musse sinn, well alles zesummenhänkt.

Maache mer eppes, fir de Biodiversitéitsverloscht ze bekämpfen? Maache mer eppes, fir de Klimawandel och mat ze bekämpfen? Bekämpfe mer de Klimawandel, da reduzéiere mer och an deem Moment nees de Verloscht vun der Biodiversitéit. Maache mer eppes, fir de Landverbrauch ze stoppen, maache mer eppes, fir de Biodiversitéitsverloscht ze stoppen? Et hänkt alles zesummen. An och an deem Kader gëtt et ganz vill Méiglechkeeten, fir méi finanziell Synergien ze sichen, déi am Moment net ëmmer esou gesicht ginn. Well dat si getrennte Fongen, déi dann och spezifesch nëmmen an déi Projeten investéiert ginn, woubäi se Kobenefissen hunn, déi ee vill méi misst kënnen zesummeféieren. An do kéinten och scho vill Milliarden, déi haut existéieren, méi geziilt zesumme genotzt ginn, fir dann all deenen dräi verschiddene Konventiounen hiren Ziler gerecht ze ginn.

D'Fro war opkomm vum Här Galles an den Här Fayot huet dat jo och erwäänt, d'Madamm Welfring hat et och erwäänt, a bal alleguerten d'Spriecher hei, déi geschwat hunn: Wéi kann och Lëtzebuerg doduerjer, datt mer awer eng Finanzplaz sinn, sécher eng nohalteg Finanzplaz jo och gäre wëlle ginn, och eng gréng Bourse hunn, e grousse Knowhow, mee och natierlech ganz vill Kapital, dat hei konzentréiert ass, dovunner profitéieren, fir vläicht och méi weltwäit Finanzstréim a Richtung vun der Erfëllung vun deenen Ziler vun de COPen ze féieren?

An do gëtt et jo Initiativen, déi scho vun der viregter Regierung agefouert gi sinn an déi dës Regierung och wäert weiderféieren a vläicht och nach dann zum Deel wäert ausbauen. E konkreet Beispill: d'Zesummenaarbecht, déi Lëtzebuerg mat der Europäescher Investmentbank huet, wou eng Klimafinanzéierungsplattform geschafe ginn ass, wou d'Lëtzebuerger Regierung 70 Milliounen Euro investéiert. Da leet d'BEI nach eng Kéier 350 Milliounen Euro bäi. An do sollen eng Kéier bis zu 13, 14 Milliarden Euro u private Suen och ugezu ginn, déi dann dee Moment a ganz konkreet Adaptatiouns- a Mitigatiounsprojeten an eisen eenzelen Ënnerfongen investéiert ginn.

Ech schloen awer vir, vu datt dat elo hei d'Zäit net duergeet, fir do am Detail driwwer ze schwätzen, datt mer eis eng Kéier an der nächster Kommissiounssëtzung – Ëmwelt- a Finanzkommissioun zesummen – Zäit huelen, fir a Rou eng Kéier iwwert déi international Finanzéierung am Beräich vum Klima, mee och vun der Biodiversitéit a vum Bekämpfe vum Landverbrauch kënnen ze diskutéieren. Vu datt mir elo als Lëtzebuerg jo decidéiert hunn, datt mer nach eng Kéier 100 Milliounen Euro wäerten eropgoen an der internationaler Klimafinanzéierung iwwert déi nächst fënnef Joer, musse mir och eng Kéier eis Strategie deementspriechend e bëssen upassen am Laf vun der Zäit, an dat wäerte mer also och ganz gäre mat Iech zesummen diskutéieren. Genausou wéi déi Fro, déi komm ass mat deem soziale Klimaplang, un deem intensiv amgaangen ass, geschafft ze ginn. An dat wäert eng änlech Prozedur si wéi beim PNEC. Och do wäert eng ëffentlech Consultatiounsphas sinn an den nächste Méint.

A selbstverständlech wäerte mer do och bei d'Chamber kommen, fir mat Iech dann och iwwert deen éischten Entworf ze schwätzen an och driwwer ze debattéieren, well dat ass awer e ganz wichtege Pilier. Déi ganz sozial Transitioun, d'sozial Gerechtegkeet muss och kënnen iwwert déi ganz Klima-, Ëmwelt- an Naturschutzpolitick mat erbäigefouert ginn, wat mir als Regierung jo och gäre wëlle maachen. A beim Opstelle vun dësem Plang wäerte mer natierlech och op Iech zréckkommen.

Op jiddwer Fall hu mir als Lëtzebuerg kënne bei dëser COP – well mer am Virfeld schonn als Regierung d'Decisioun geholl haten, nach eng Kéier 100 Milliounen Euro an d'Luucht ze goen, fir an deenen nächste fënnef Joer bei 320 Milliounen Euro ze si fir déi international Klimafinanzéierung – eng Leaderroll iwwerhuelen, well just Dänemark a Lëtzebuerg hate schonn dee Commitment gemaach, haten dat Engagement scho geholl. Dat huet der Europäescher Unioun et och erlaabt, gestäerkt an déi Verhandlungen eranzegoen an op hirer Säit och erëm eng Leaderroll ze iwwerhuelen an deene gesamten Diskussiounen. A wären d'Europäesch Unioun an hiren Asaz net gewiescht – well op d'Amerikaner konnte mer eis dës Kéier net esou verloosse wéi nach déi leschte Kéier –, hätte mer deen Accord hei net gemaach. An dofir sinn ech frou, datt mir Deel dovunner konnte sinn an datt mir och an Zukunft wäerten op deem Wee weiderfueren.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dëse Punkt an der Diskussioun zumindest emol ofgeschloss.

Motion 1

An dann hu mer eng Motioun hei leien, eng Motioun vum Här Fayot. Här Fayot, Dir hutt déi scho presentéiert. Da géif ech froen, wien zu dëser Motioun nach d'Wuert huele wëllt. Den Här Galles mellt sech. Da ginn ech mol dem Här Galles d'Wuert. Här Galles.

M. Paul Galles (CSV) | Villmools merci, Här President. An och merci dem Här Fayot a senge Cosignatairë fir dës Motioun, déi ganz interessant ass, well se eng ganz breet Vue duerstellt. Si verknäppt eeben d'Theema vun de Finanze virun allem mat der struktureller Approche vun der Nohaltegkeet an och mam Plan social. An déi allgemeng Vue, déi hannendrun ass, déi fanne mer wierklech interessant.

A mir wéilten dofir proposéieren, dass mer eng Commission jointe maache vun de Finanzen a vun der Ëmwelt – dat géif ech och als President vun der Ëmweltkommissioun wierklech begréissen –, fir eebe genau dat doten eng Kéier am Detail ze kucken. Well d'Motioun selwer erwäänt eeben och, dass et jo scho ganz villes gëtt, wat zu Lëtzebuerg gemaach gëtt, zum Beispill déi zéng Punkte vum Finanzministère an der Finance durable. Mir wëssen, dass mer eng ganz gréng Bourse hunn hei zu Lëtzebuerg. Mir wëssen, dass d'Banke selwer schonn eng ganz Rei vun Oplagen hunn, déi och mat Nohaltegkeetskrittären ze dinn hunn.

Dofir wär dat eis Propos, well dat wär nämlech d'Geleeënheet, fir dat am Fong ze verdéiwen an och eng Kéier Informatiounen auszetauschen. An et rejoignéiert och e bëssen dat, wat den Här Ëmweltminister elo just gesot huet an och de Moien an der Ëmweltkommissioun scho proposéiert hat, nämlech, dass mer géifen eng Kéier an enger Kommissiounssëtzung kucken, a wat fir eng Fongen déi 100 zousätzlech Milliounen Euro erafléissen, déi Lëtzebuerg dann elo fräiméicht fir ze investéieren. Den Här Minister hat déi de Moie schonn opgezielt an do hat en d'Propos gemaach, dass mer dat och eng Kéier an enger Kommissiounssëtzung kéinten am Detail kucken. Woufir net déi zwee Theemen an enger Jointe kombinéieren an dann eebe ronderëm dës Theemen esou eng Jointe maachen? Dat wär eis Propos.

Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Galles. Hunn ech nach aner Wuertmeldungen zu dësem Sujet? Dat ass net de Fall. Dach, d'Madamm Welfring. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, ech wollt mech och zu där Motioun hei prononcéieren. Ech fannen dat eng ganz wichteg Motioun. A se gëtt och e bëssen d'Suite vun där Motioun, déi mer am Fong d'lescht Joer hei zesumme gestëmmt hunn no der COP28, woubäi hei awer wierklech de Fokus nach méi op der Finanzplaz läit, wat ech ganz wichteg fannen. An ech géif et begréissen, wa mer dat an enger Jointe eventuell géifen diskutéieren.

Ech wëll awer drop insistéieren, dass mer och de Plan social pour le climat eng Kéier an enger Kommissiounssëtzung zesummen diskutéieren. Dat hate mer och d'lescht Joer schonn eng Kéier hei gefrot, dass mer dat méi genee suivéieren. An dofir géif ech déi Motioun och ënnerstëtzen. Ech kann awer och dermat liewen, wa mer dat do an enger Jointe diskutéieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring.

(Brouhaha)

D'Madamm Welfring sot, dass se d'Motioun géif ënnerstëtzen, mee och d'accord wär, wa se géif renvoyéiert ginn. Just fir de Resümmee ze maachen.

Plusieurs voix | Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Et ass gär geschitt. An dann ass d'Fro: Ass nach eng aner Wuertmeldung dozou? Soss géif ech dem Här Fayot d'Wuert ginn, fir eventuell Stellung ze huelen zum Här Galles senger Propositioun.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, also, bon, ech fannen dat eng interessant Propositioun, fir dat effektiv an eng Jointe ze huelen. D'Finanzen, déi gréng Finanzen, si jo och eng Compétence jointe zwëschent de Finanzen an dem Environnement, d'Luxembourg Sustainable Finance Initiative. Mee ech mengen, et geet effektiv och drëm, ze kucken, justement elo, an deem Moment, wou mer probéieren, mat ëffentleche Finanze privat Finanzen ze mobiliséieren, wat d'Krittäre si vun deene Fongen, ob mer do weiderkomm sinn, och bei

méi contraignante Krittären. Well nach eng Kéier, ech hunn dat och a menger Interventioun gesot: Déi sinn net ëmmer ganz prezis! Dat ass oft e bësse schwammeg. Dat gëtt och munchmol kritiséiert. An dofir wär et, mengen ech, gutt, de Punkt ze maache mam Ëmweltminister an och zesumme mam Finanzminister, wou mer elo qualitativ dru sinn a wéi mer do kënne virukommen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Soss gesinn ech elo keng Wuertmeldung dozou. Da géif ech mengen, datt mer kënnen doriwwer ofstëmmen, fir dat an eng jointe Kommissioun ze ginn.

Ech maachen awer drop opmierksam, datt ech, wa mer doriwwer ofstëmmen a wann déi zwee Presidente vun deene Kommissiounen, der Finanzkommissioun an der Ëmweltkommissioun, déi positiv matstëmmen, dervunner ausginn, datt se dann och a priori d'accord wären, eng Jointe ze organiséieren.

(Hilarité)

Dat schéngt mer jo logesch ze sinn, mee ech wollt et preziséieren.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Wann dat de Fall ass, da géif ech froen: Wie mat dem Renvoi vun dëser Motioun averstanen ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen. Merci.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dann ass dee Renvoi à l'unanimité esou decidéiert. Da soen ech Iech Merci dofir.

(La motion 1 de M. Franz Fayot est renvoyée à la Commission des Finances et à la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité.)

An dann hätte mer dëse Punkt ofgeschloss.

9. 8373 – Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre portant création de l'Alliance solaire internationale (ASI), fait à New Delhi, le 4 février 2021

Da géinge mer zum nächste Punkt kommen. Dat ass de Projet de loi 8373, en Accord-cadre iwwert d'Schafe vun enger Alliance solaire internationale. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet 10 Minutten, d'Fraktiounen an d'Sensibilitéite 5 Minutten, d'Regierung 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Boonen, den Här Engel, den Här Weidig, d'Madamm Welfring, den Här Clement an den Här Wagner. An d'Wuert huet elo d'Madamm Carole Hartmann als Rapportrice. Madamm Hartmann.

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

Mme Carole Hartmann (DP), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, beim Projet de loi 8373 geet et drëm, den Accord-cadre, deen d'Alliance solaire internationale, kuerz ASI, kreéiert huet, unzehuelen. Dës Allianz gouf gegrënnt, fir op internationalem Niveau géint d'Klimaerwiermung virzegoen. Si gouf an der Suite vun der Paräiser Konferenz 2015, der COP21, duerch den indesche Premierminister an den deemolege franséische President lancéiert.

2016 gouf dunn den Accord-cadre opgemaach, fir dass d'Länner dee sollte kënnen ënnerzeechnen. Stand haut hunn 116 Länner dësen Accord ënnerschriwwen. 94 vun deene Länner hunn de Ratifikatiounsprozess och schonn ugefaangen. No der éischter Generalversammlung vun der ASI 2018 goufen dunn Amendementer ugeholl, déi 2020 a Kraaft getruede sinn. Dës Amendementer erlaben all UNO-Memberstaat, der ASI, also dëser Allianz, bäizetrieden.

Allgemeng ass d'Zil, d'Solarenergie als alternativ Energiequell net just ze stäerken, mee och ze encouragéieren, dass se och virun ausgebaut a genotzt gëtt, fir esou d'Ofhängegkeet vu fossillen Energien ze reduzéieren.

D'Zil ass och, als Länner, déi un dëser Allianz deelhuelen, gemeinsam d'Defien an d'Schwieregkeeten, déi engem Ausbau bei der Solarenergie eventuell am Wee kéinte stoen oder och tatsächlech stinn, ze identifizéieren. D'Staate solle sech ënnereneen ënnerstëtzen, souwuel an der Recherche wéi och bei der Entwécklung an eeben den Aktivitéiten an dësem Beräich. Entwécklungslänner solle vun de méi entwéckelte Länner Ënnerstëtzung kréie fir gemeinsam Recherche- an Developpementsaktivitéiten a fir den Developpement vu Materialien am Beräich vun der Solarenergie.

D'Chambre de Commerce huet d'Bedeelegung vu Lëtzebuerg an der Alliance solaire internationale an hirem Avis begréisst. De Staatsrot hat keng weider Beanstandungen.

Voilà, de weideren Detail, dee liest Der a mengem schrëftleche Rapport. Dëst gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn den Accord vun der DP-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

An déi éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Modert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert (CSV) | Jo, villmools merci, Här President, an och der Madamm Rapporterin. Jo, hei ass eppes, wou d'Länner kënne fräiwëlleg matmaachen. An ech denken, et ass ëmmer positiv, sech zur Entwécklung vun der Solarenergie zesummenzedoen. Hei ginn dann an de sonneräiche Länner ronderëm d'Tropenzone Projete geférdert. Vill Länner hu sech och schonn engagéiert. Wann ee kuckt, datt elo scho 94 Länner amgaange sinn ze ratifizéiere respektiv der 116 ënnerschriwwen hunn, ass dat relativ vill.

Bon, d'Finanzéierung gëtt de Moment vu Frankräich an Indie gedroen. Dofir kann ee sech vläicht d'Fro stellen, wéi déi Lëtzebuerger Kontributioun heizou global ausgesinn wäert an ob scho Projete fir Lëtzebuerg denkbar wären. Schliisslech nach vläicht déi lescht Fro: Et ass virgesinn, datt en nationale Point focal muss bestëmmt ginn. Bei wiem géif deen hei zu Lëtzebuerg ugesidelt ginn?

Mat deene Bemierkunge géif ech wëllen d'Zoustëmmung vun der CSV zu dësem Gesetzesprojet ginn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Modert. Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Jo, merci, Här President. Mir ënnerstëtzen d'ASI, d'Alliance solaire internationale. Mir fannen dat e gudde Projet a mir ginn duerfir eisen Accord.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Mir als ADR si fir Grondlagefuerschung, fir technologesch Innovatioun a fir d'Notzung vun neien Technologien an der Industrie, mee och beim Bierger. Duerfir begréisse mir dës Kooperatioun an den Informatiounsaustausch tëschent den Natiounen, wéi dat hei bei der International Solar Alliance gemaach gëtt.

Well et ëm d'Solarenergie geet, wëll ech och dozou e puer Wierder soen. D'Solarenergie huet an de leschte Joren e grousse Sprong no vir gemaach, keng technologesch Revolutioun, mee eng industriell Revolutioun an de Käschten. D'Solarenergie war ëmmer déi deierst Energiequell, mee elo ass se d'selwecht deier oder nach méi bëlleg wéi aner Quellen, jee nom geografesche Kontext. Dat ass natierlech e grousse Schrëtt no vir, fir déi enorm Energie, déi vun der Sonn kënnt, ze notzen.

Mee wéi esou oft am Liewen ass näischt perfekt. D'Solarenergie huet e ganz grousse Problem: Et gëtt nëmme bëlleg Energie produzéiert, wann d'Sonn och schéngt. A Marokko mat 3.000 Sonnestonnen an enger Sonnenastralung mat héijem Wénkel ass dat gutt. Bei eis mat ronn der Hallschent Sonnestonnen net. Mir als Industriegesellschaft brauchen Energie a Stroum 24 Stonnen op 24, an dat all Dag am Joer. De Stockage vun Energie aus der Solarenergie ass extreem deier an hält och d'Energie nëmme fir e puer Stonnen. An et ass och technesch net méiglech, de Manktem u Sonn iwwer e puer Deeg bëlleg an ouni Verloscht ze iwwerbrécken. Et gëtt am Moment keen technologeschen Duerchbroch, och net Waasserstoff. An et ass onkloer, ob a wéini dat kënnt.

An Däitschland hate mir virun e puer Wochen eng Dunkelflaute, wéi keng Sonn oder kee Wand war. An do ass et bal zum Zesummebroch vum Stroumnetz komm. Den Atomstroum aus Frankräich huet Däitschland gerett. Et gëtt dofir zwee Grënn: De Gas aus Russland ass fort an den Atomausstig. Hätt Däitschland nach seng sécher Nuklearzentralen, da wär d'Solarenergie nach méi effizient ze notzen: Solar am Summer, Nuklear, Gas a Kuel am Wanter. Dat heescht, déi Partei, déi am meeschten d'Energiewend blockéiert huet, sinn déi Gréng, ...

Plusieurs voix | A!

M. Tom Weidig (ADR) | ... och wa si hei de Géigendeel mengen. Duerch hir jorelaang irrational Campagnen hu mir keng sécher alternativ Energiequell, wa keng Produktioun vu Solar- oder Wandenergie ass.

A wien nach d'Schold huet, sinn d'Politiker aus anere Parteien, déi dat entweeder net erkannt hunn oder kee Courage haten, dat ze soen. Mir als ADR hunn dee Courage!

(Interruption)

Richteg! Déi meeschte Länner, déi hunn elo och realiséiert, datt een déi zwee brauch, Erneierbar an Traditionell. An och op deem Theema si mir, d'ADR, an der politescher Mëtt an Europa.

Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Madamm Welfring, et ass un Iech.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Et ass quasi berouegend, Här President, dass ëmmer erëm déi selwecht Téin vun där anerer Säit kommen. Dat berouegt mech. Et ass jiddwereen a sengem Rôle an et gëtt alles no dem Bichelche vun der AfD hei gesot, ouni Iwwerraschungen. Ech hätt mech scho bal inquietéiert, wann et net esou wär. Ech si wierklech bal stolz, dass Der et dacks erwäänt, well dat weist, dass mer wierklech esou wäit auserneeklaffen, wéi mer nëmme kënnen.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Très bien!

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Sou, ech géif ganz gären dëse Gesetzestext hei mat ënnerstëtzen, well et ass ganz wichteg, dass mer eis breet opstellen an dem Approvisionnement vun Energie an dass mer do international Allianze schléissen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, also zum Projet ass alles gesot. Do kënne mer och nëmmen eisen Zousproch derzou ginn. Ech hat awer bei enger viregter Ried e bëssen d'Gefill, wann een dat esou héieren huet, dee Witz vum Geeschterfuerer ze héieren, deen op der Autobunn de Radio uméicht a gewarnt gëtt, et wär e Geeschterfuerer op der Autobunn ënnerwee a sech selwer seet: „Een? Honnerten!"

(Hilarité)

Jo, genausou hunn ech mech elo grad hei gespiert. Deementspriechend, bei deem Projet hei kënne mer awer eisen Accord ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir wäerten dee Projet de loi och matstëmmen. Et muss een awer soen: Solarenergie ass jo net déi eenzeg net fossill Energie, déi et gëtt. Dat heescht, ech hunn ëmmer den Androck ... Mäi Virvirvirriedner hat d'Tendenz, hunn ech verstanen, esou ze maachen, wéi wann et nëmmen d'Solarenergie wier, wou jidderee weess, datt d'Solarenergie jo net komplett ass. Also et funktionéiert, wann d'Sonn schéngt, genausou wéi d'Wandenergie, do brauch ee Wand et cetera. Also, et huet ee verschidden Energiequellen, déi net fossill sinn, an dat alles muss jo matenee gemixt ginn.

En plus muss een natierlech plangen op laang Dauer. Jo, et muss ee plangen – Politick, dat ass Plangen –, fir eeben aus der fossiller Energie erauszekommen. An et huet jo kee behaapt, dat géif innerhalb vun dräi Joer geschéien. Dat muss een op laang Dauer maachen.

Dat heescht, et muss een och immens vill investéieren. An dofir muss een och immens vill Fonge fräimaachen, fir datt d'ëffentlech Hand dat ka plangen, fir kënnen aus der fossiller Energie erauszekommen. Fir ze soen, datt d'Atomenergie do d'Alternativ ass, ass immens geféierlech, well duerno huet een dann d'Tendenz, deen Ausstig net wëllen ze maachen an alles op d'Atomenergie ze miséieren. Dofir muss een oppassen, datt een net alles duerjerneegeheit.

Mee dofir wäerte mir awer dee Projet de loi matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Ech si ganz frou iwwert déi breet Zoustëmmung hei. Et gesäit een hei, dass virdrun den Debat iwwert d'COP gefouert ginn ass. Ma dat heiten ass eng Diskussioun, déi lancéiert ginn ass op der COP21 zu Paräis, wou Indien a Frankräich d'Initiativ geholl hunn, fir eeben déi ASI, d'Alliance solaire internationale, ze lancéieren.

116 Länner, d'Madamm Modert huet et nach eng Kéier gesot, hu sech schonn hei engagéiert, fir eebe grad an de Froe vun den erneierbaren Energië weiderzekommen, fir Kooperatiounen ze siche bei der Entwécklung, bei der Recherche, fir weiderzekommen, fir eebe grad kënnen eng dekarbonéiert Energie weiderzebréngen.

Zu deenen zwou Froen, déi gestallt gi sinn. Éischtens, ob et scho Projete gëtt, konkreet Projeten, fir d'Ëmsetzungen: Nee, et gëtt nach keng. Mir sinn awer amgaangen, mat dem Environnement ze kucken, wat d'Méiglechkeete si vun enger Kooperatioun mat anere Länner iwwert d'Zukunft. Dofir hu mer och op de Ratifikatiounsprozess gewaart, deen hei mat dësem Projet de loi dann elo definitiv och ugeholl ginn ass. An déi zweet Fro, de Point contact national, dee gefrot gëtt, dat ass bei eis am Departement vun der Energie am Ministère.

Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär d'Diskussioun zu dësem Projet dann ofgeschloss.

Mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8373 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8373[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8373 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Ricardo Marques (par Mme Françoise Kemp), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nathalie Morgenthaler), Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. Gusty Graas), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

10. Motion de M. David Wagner relative au prolongement d'une année supplémentaire de toutes les mesures de limitation des prix de l'énergie actuellement en place

(Motion déposée en séance publique n° 46 du 20 novembre 2024 – à consulter au compte rendu n°20/2023-2028 en page 21)

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar enger Motioun vum Här David Wagner iwwert d'Verlängerung vum aktuelle Präisdeckel fir Energie. An den Auteur huet 5 Minutten, all Fraktioun huet 5 Minutten, d'Sensibilitéiten hunn 2 Minutten an d'Regierung huet duerno 5 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Jeff Boonen, den Här Georges Engel, den Här Tom Weidig, d'Madamm Joëlle Welfring. An elo huet den Auteur vun der Motioun, den Här Wagner, d'Wuert.

Exposé

M. David Wagner (déi Lénk), auteur | Merci, Här President. Voilà, ech wollt dann erëm eng Kéier eng Motioun deposéieren, déi mer zesumme mat der LSAP a mat de Piraten hei deposéieren. Mir wäerten herno och nach weider d'Diskussioun féiere beim Projet de loi. U sech wäert ech mech vläicht e bësse méi kuerz faasse bei dëser Motioun, well d'Argumentatioun ass déi selwecht beim Projet de loi.

Mee Dir wësst schonn, wouräms et geet. Mir sinn der Meenung, datt de Präisdeckel fir d'Energie, deen elo den 31. Dezember soll oflafen, nach ëm ee Joer soll verlängert ginn. Et ass jo esou: D'Subventiounen, wat den Naturgas ugeet, si betraff, d'Subventiounen, wat de Masutt ugeet, si betraff an d'Subventiounen, wat de flëssege Pëtrol, d'Pellets an de Chauffage urbain ugeet, si betraff. An dat Eenzegt, wat duerno nach bleift, dat ass den Deckel fir de Stroum, deen awer nëmmen nach 30 %, also just d'Hallschent vun der Erhéijung, wäert betreffen. Dat ass dat Eenzegt, wat iwwregbleift.

Mir sinn awer der Meenung, datt all déi Subventiounen nach ëm ee Joer mussen erweidert ginn. D'autant plus mierke mir jo, datt vill Leit duerjerneegemaach gi sinn. Éierlech gesot, mir och. Et weess een net esou richteg – et kritt ee vill kontradiktoresch Stëmmen –, wat d'Erhéijung vun den Energiepräisser wäert sinn ab dem nächste Joer, mee si wäerte scho relativ considerabel si fir eng ganz grouss Partie vun der Bevëlkerung. Et gesäit net gutt aus. Dofir si mer der Meenung, datt et nach ëm ee Joer soll verlängert ginn.

Et muss een natierlech soen, datt mir och net der Meenung sinn, datt de Präisdeckel eng Allheilléisung ass. Also, et muss een natierlech Alternativen hunn. Déi existéieren zurzäit net, also muss een déi Hëllefe wéinstens ëm ee Joer erweideren, verlängeren, fir datt d'Leit, zemools d'Leit – an net just déi Äermst, mee awer och e groussen Deel vun der Mëttelschicht –, déi awer ugewise sinn op déi verschidde Quelle vun Energie, net nach méi an d'Aarmut oder an de Risiko vun der Aarmut kënne falen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Dann huet den Här Jeff Boonen d'Wuert. Här Boonen.

Discussion générale

M. Jeff Boonen (CSV) | Jo, merci, Här President. Merci fir d'Motioun hei, wou gefrot gëtt, dass d'Präisdeckelen op alle Forme vun der Energie verlängert ginn. Déi Präisdeckele sinn 2022 agefouert ginn, wéi Russland d'Ukrain iwwerfall huet, an et war eng Mesür, fir d'Inflatioun ze bremsen. Ech mengen, de System huet funktionéiert. Mir haten eng mat deenen niddregsten Inflatiounen an Europa. Mëttlerweil si mer ukomm bei Inflatiounstauxen, déi erëm relativ normal sinn. An ech mengen, do ass et wichteg, dass een esou an der Zäit limitéiert Mesüren, wéi dat hei sollt sinn, och auslafe léisst.

Et gëtt an der Motioun am Considerant ënner anerem geschriwwen, dass dat finanzéierbar wier. Wann ee kuckt: Eleng 2024 huet dat 400 Milliounen Euro

kascht. Dat ass net näischt! A wann een elo de Bléck op d'Energiepräisser riicht, an ech hunn emol gekuckt zum Beispill fir de Masutt: 2021 waren et 66 Cent pro Liter, 2022 1,12 Euro, also eng Verdueblung, an elo si mer zréck bei 80 Cent pro Liter. Dat heescht, mir sinn awer net méi bei deene Präisser, déi an der Energiekris do waren.

An da kënnt derbäi: D'EU seet, dass déi Forme vun Ënnerstëtzung op der Energie um Präis sollen zäitlech limitéiert sinn an och ewechfale sollen. Ënner anerem seet se an der Analys vum Budget vun 2023 an och 2024, dass Lëtzebuerg eigentlech nach eent vun deenen eenzege Länner ass, déi e Präisdeckel hunn – ënner anerem och, well mer elo gläich nach de Präisdeckel am Stroum stëmmen.

Si seet – an ech zitéieren hei d'Kommissioun, si ass jo net ganz frou doriwwer –: „E Bäibehale vun engem Präisdeckel erlaabt net, dat richtegt Signal ze ginn, fir Energie ze spueren an d'Energieeffizienz eropzesetzen." An da seet se – an Dir hutt jo selwer elo dovu geschwat, dass een d'Menagë muss erreechen –: „E Präisdeckel ass net sozial an hëlleft net, déi vulnerabel Stéit ze schützen." An dat ass och d'Ursaach, firwat déi hei Majoritéit elo net weiderfiert mat engem Präisdeckel, mee sozial selektiv Ënnerstëtzungspolitick mécht, andeems si zum Beispill d'Energieprimm verdräifacht.

Ab Januar kritt e Stot mat véier Leit, deen e Bruttoakommes ënner 7.115 Euro huet, 1.050 Euro Energieprimm. Dat si 700 Euro méi wéi nach 2024! Wann een dat elo ëmrechent mat engem Präisdeckel um Masutt zum Beispill, sinn dat 4.600 Liter Masutt, wann déi 15 Cent bezuschusst ginn. Also gëtt hei keen an der Keelt sëtze gelooss, mee d'Stéit kréie selektiv gehollef.

Mir brauchen dofir keng pauschal Ënnerstëtzung méi um Präis an dofir wäerte mir dës Motioun net matstëmmen.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Hartmann. Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Merci och fir d'Motioun, déi hei agereecht ginn ass. Bon, d'Diskussioun ëm den Energiepräisdeckel ass an de leschte Méint schonn e puermol hei am Haus opkomm. An ech wëll och soen, Här Wagner, mir hunn och am Detail an der Ekonomieskommissioun heiriwwer geschwat, wou och am Detail schonn iwwert d'Präisser, och déi zukünfteg Präisser, fir d'Energie de manière générale diskutéiert gouf.

An den Diskussiounen, déi mer hunn, réckelen u sech d'Ziler, déi schonn déi viregt Regierung sech ginn huet an och déi aktuell Regierung iwwerholl huet, nämlech d'Energietransitioun weiderzeféieren an a Richtung vun enger Klimaneutralitéit ze goen, leider meeschtendeels an den Hannergrond. Verschidde Fraktiounen – an et ass och elo nach eng Kéier ugeklongen – ignoréieren och, wéi d'Marchéspräisser am Energiesecteur, notamment säit 2023, evoluéiert hunn an dass een duerchaus och a Fonctioun vun der Energiesource differenzéiere muss.

Dobäi ass et e Fakt, dass d'Marchéspräisser sech de manière générale nees berouegt hunn. D'Präisser sinn normal genuch, fir den Energiepräisdeckel, op d'mannst beim Masutt, de Pellets, der Fernwärme an dem Gas, auslafen ze loossen. Dat ass iwwregens – an et ass och scho grad gesot ginn – an alle Länner an Europa esou gemaach ginn, soudass eis Regierung hei näischt aneres mécht wéi dat, wat och an den aneren europäesche Länner geschitt – ausser beim Stroum. Do bleift, contrairement zu deem, wat an deenen aneren europäesche Länner geschitt, nämlech e Präisdeckel hei zu Lëtzebuerg bestoen.

Firwat maache mir hei als Lëtzebuerg bande à part? Et geet dobäi ganz kloer ëm eng Offiederung, eng Offiederung vu Stroumpräisser, déi soss ëm ongeféier 60 % géifen an d'Luucht goen. An dat wier effektiv e ganz haarde Coup fir d'Kafkraaft vun de Leit a géif en plus weiderhin och d'Inflatioun ufeieren.

Duerfir gëtt genee op dësem Niveau am Sënn vun de Bierger géigegesteiert. Fir d'nächst Joer gëtt – an Dir hutt et gesot, mir gi méi genee am nächste Projet de loi dorop an – d'Hausse vum Stroumpräis op 30 % limitéiert an da stabiliséiert. Dëst gëtt erméiglecht duerch eng Kontributioun vum Staat vu bis zu 171 Milliounen, déi de Staat sech hei gëtt, fir de Stroumpräisdeckel matzefinanzéieren. Mat dëser immens héijer Kontributioun wäert de Stroumpräis zu Lëtzebuerg mat den niddregste sinn, wa mer dëse Präis mat deem vum Stroum an eisen Nopeschlänner vergläichen.

Niewent eisen niddrege Stroumpräisser an der Groussregioun gëtt an der Motioun och mëssuecht, dass parallell zu den Energiemesüre schonn ënnert der viregter DP-gefouerter Regierung an och ënnert der aktueller Regierung spezifesch Mesüre geholl gi sinn, fir deene Leit ënnert d'Äerm ze gräifen, déi am meeschten ënnert den Energiepräisser leiden. Leit, déi wierklech Problemer hunn, hir Rechnungen ze bezuelen, kréie gehollef, andeems d'Energieprimm weiderleeft a souguer méi Leit dofir eligibel gemaach ginn, gradewéi si vun engem erhéichte Crédit d'impôt énergie profitéiere kënnen. Eleng d'Depensë vun der Energieprimm, déi ausbezuelt gëtt, gi vun 8 Milliounen op 24 Milliounen erop, plus eng hallef Millioun fir déi nei eligibel Persounen.

Niewent esou geziilte Mesüren, déi sech op d'Energiekäschte vun de Leit bezéien, denken ech awer och un d'Erhéijung vun 10 % vun der Allocation de vie chère an aner Mesüre vum Familljeministère, déi meng Kolleegin, d'Mandy Minella, um Schluss vun der haiteger Sitzung nach wäert presentéieren.

All dës finanziell Ënnerstëtzungen hëllefen de sozial schwaache Stéit zu Lëtzebuerg, ob bei der Bezuelung vun den Energiepräisser oder och soss bei anere Liewenskäschten. Et kann een deemno d'Diskussioun ëm d'Limitatioun vun den Energiepräisser net ouni dës cibléiert Mesüre fir déi Schwächst an eiser Gesellschaft féieren. Well genee dat awer hei net consideréiert gëtt an aus de virgenannte Grënn zu der Realitéit vun den Energiepräisser, recommandéieren ech menger Fraktioun, déi proposéiert Motioun net ze stëmmen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Dann ass et um Här Georges Engel. Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Merci, Här President. Déi Energiehëllefe sinn effektiv an der Tripartitt 2022 agefouert ginn a si sinn net nëmmen agefouert ginn, fir d'Inflatioun ze bremsen, sou wéi den Här Boonen dat elo gesot huet, mee si sinn och agefouert ginn, fir de Leit ze hëllefen, fir datt hir Energiepräisser net duerch de Plaffong ginn. An et gouf do besonnesch drop opgepasst, dass mer deene Leit, déi am meeschte vulnerabel sinn, an awer och de Leit aus dem Mëttelstand hëllefen, fir datt déi Energiepräisser do net onüberwindbar ginn.

An dës Regierung, déi steet awer net méi dozou. Dat muss een elo soen. Ech fannen och d'Volte-face vun der DP hei awer zimmlech gewot, fir ze soen: „Virun zwee Joer hu mer dat hei nach wonnerbar fonnt an elo wëlle mer déi Hëllefen hei vun haut op muer ofschafen, mat Ausnam vun deem nächste Projet, deen elo nach kënnt."

Dozou muss een nach soen, dass d'Kommunikatioun effektiv katastrophal ass. De Bedreiwer seet: „D'Präisser ginn erop. A nee, si ginn awer erëm erof. Vläicht e bësse méi spéit. D'Netzkäschte ginn an d'Luucht." D'Regierung seet: „Jo, d'Präisser ginn erop, mee si ginn awer vläicht an dem nächste Joer erëm eng Kéier e bëssen erof. Duerfir maache mer elo d'Subsiden zur Hallschent, mee Dir kritt awer hei nach Subsiden." Also, et fënnt kee sech hei méi erëm. Eng wierklech miserabel a kontradiktoresch Kommunikatioun! Do ass wierklech vill, vill Verbesserung néideg.

Wann Der e bëssen d'Avise kuckt, déi och nach esou geschriwwe goufen, da gesitt Der an deem vun der CSL, dass och nach genuch Sputt am Staatsbudget do gewiescht wär, fir déi heite Mesüre weiderlafen ze loossen. Déi Mesüren hei ginn elo halbéiert par rapport zu deem, wéi se bei Gambia waren. Dat ass e Fakt an dat muss een och emol eng Kéier hei kënne soen.

Et ass d'autant plus méi schlëmm, wann ee weess, datt 2026 d'Energiepräisser wäerten nach eng Kéier staark erofgoen. Duerfir hätt een eiser Meenung no déi Subventiounen hei solle bäibehalen. An hei gëtt och deene Betriber, déi sech nach net ëmgestallt hunn zum Deel an déi ënner 25.000 Kilowatt sinn – an dat sinn der awer eng ganz Rei –, e Stéck Previsibilitéit ewechgeholl. Si kréien nach just d'Hallschent vun den Hëllefen, wa se beim Elektresche sinn, wat mer jo beim nächste Projet elo diskutéieren. A si hunn et a schwieregen Zäite scho schwéier.

Jo, elo kéint ee soen: „Jo, hei, Lëtzebuerg huet awer déi nidderegst Energiepräisser oder op alle Fall méi déif wéi eis Nopeschlänner, Däitschland, Frankräich an d'Belsch", mee wat hei spillt, dat ass, datt de Logement eis esou vill hei opfrësst vun de Suen, déi d'Leit hunn. A wann een dat dann och mat den Nopeschlänner vergläicht, da gesäit een, datt mer do guer net esou gutt dostinn. De Portmonni gëtt hei vun de Wunnkäschten am Logement total opgefriess an et bleift hei och net méi vill Sputt fir nach méi héich Energiepräisser.

Duerfir si mir derfir, déi Motioun hei matzedroen. Et géing méi Sécherheet a méi Previsibilitéit ginn an et wär eng reell Hëllef fir alleguerten eis Bierger. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, et ass effektiv, wéi den Här Engel et scho grad gesot huet: Et huet mech e bësse verwonnert, dass déi Argumenter, déi virun zwee Joer benotzt gi sinn, elo net méi zielen, wou awer trotzdeem gesot ginn ass: „Hei, mir maachen eppes fir d'Leit, fir d'Leit ze ënnerstëtze bei deenen deiere Präisser", an elo op eemol gëtt da just nach gesot: „Mir cibléieren dat just nach op déi Schwächsten."

An ech maachen do och effektiv direkt op eppes opmierksam: Et ass ëmmer schéin a gutt, alles op déi Schwächsten ze cibléieren, mee et ass och esou, dass awer ganz vill Leit zu Lëtzebuerg an der Mëttelschicht aus verschiddene Grënn – effektiv Logement, mee och aner Saachen – finanziell am Moment vir bäi an hanne widder sinn. Aus der Mëttelschicht! An dat heescht, mir hunn hei e Problem vun enger Populatioun an der Mëttelschicht, déi zu engem Deel wierklech, wierklech Problemer huet, iwwert d'Ronnen ze kommen. An ech mengen, dass grad do awer esou eng Mesür wéi déi hei, proposéiert vun de Lénken, eng Léisung wier, fir déi Leit ze ënnerstëtzen, a wichteg wier.

Et muss een awer och kucken, wou dat Ganzt hierkënnt. Et ass vläicht e bësse vereinfacht gesot, dass et ugefaangen huet mam Krich an der Ukrain. Mir hunn Energiepräisser, déi iwwert déi leschte Jore schonn eropgaange sinn duerch eng ganz Partie Moossnamen, déi och op europäeschem Plang geholl gi sinn. Ech schwätzen elo mol hei zu Lëtzebuerg ganz einfach vun der CO_2-Steier, mee et si ganz vill Elementer. Mir hunn an Däitschland eng Energiewende, déi immens deier ass – dat ass incontestabel – an déi derzou gefouert huet, dass Däitschland déi héchste Stroumpräisser huet. A wann Der d'Evolutioun kuckt vun de Stroumpräisser, huet déi net am Februar 2022 ugefaang eropzegoen. Déi huet schonn 2021 ugefaang, staark eropzegoen, dat heescht virum Krich an der Ukrain.

An de Krich an der Ukrain ass och net eleng d'Ursaach, mee et ass och d'Fro, ob mir Energie huelen aus Russland oder net. An do ass jo am Moment déi kokass Situatioun, dass mir zwar Gas aus Russland hei zu Lëtzebuerg benotzen, mee dee Gas, deen ass méi deier, well dat Flësseggas ass, an dee gëtt mat Schëffer aus Russland op Zeebruges bruecht a kënnt dann hei zu Lëtzebuerg un. Dat heescht, mir hunn nach ëmmer Gas aus Russland, eebe just méi deier, well en als Flësseggas heihinner kënnt amplaz duerch d'Pipeline. Dat heescht, et ass och en Deel vun deem Ganzen trotzdeem selwer gemaach.

Ech wëll och hei nach eng Kéier drun erënneren, dass hei och emol eng ganz Partie Parteie waren, déi gesot hunn, dass se frou wieren, wann d'Energiepräisser géifen eropgoen. Also där waren der och schonn heibannen, déi gesot hunn, dat wier gutt, dat wier en Incentive, fir Energie ze spueren an domadder eppes ze maachen, fir manner CO_2 ze verbrauchen. Dat hunn ech hei och schonn héieren. Mee bon, gottseidank héieren ech dat am Moment net méi. Dat heescht, mir sinn alleguerten hei e bësse méi an der Realitéit och ukomm. Dat ass eng gutt Saach.

Op jidde Fall ass dat heiten eppes, wat mer géifen ënnerstëtzen. An duerfir kritt Der vun eis dann e Jo zu dëser Motioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Welfring.

(Interruption)

M. Georges Engel (LSAP) | Et ass eng Motioun vun déi Lénk, LSAP a Piraten.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Ech mengen, eis Positioun ass zimmlech kloer, dass mer derfir wären, dass dee Präisdeckel fir d'Elektreschpräisser géing integral weidergefouert ginn ëm ee Joer, d'autant plus well mer wëssen, dass 2026 d'Elektreschpräisser souwisou wäerte falen. Dat heescht, ee Joer méi wär definitiv gutt. Et wär gutt fir eis Wirtschaft. Dat weisen eis och d'Zuele vum Statec, dee mer invitéiert haten an d'Ekonomieskommissioun, fir eis eng Kéier déi Zuele weisen ze kommen. An dofir wär dat eppes ganz Wichteges.

Allerdéngs hu mer Problemer – obwuel mer vill Sympathien hu fir dës Motioun a ville Punkten – mat deem Deel, dass hei „toutes les mesures de limitation des prix de l'énergie" géife weidergefouert ginn. Wann deen „toutes" net wär, hätte mer se sécher mat ënnerstëtzt. De Problem ass nämlech, dass déi hei elo d'fossill Energieträger mat weider wëllt zéien. An dat ass definitiv eppes, wou mer soen, dass dat eis hei an dëser Situatioun net hëlleft, éischter eise Problem nach verstäerkt. An ech kommen net derlaanscht, e Pressecommuniqué vun 2022 vun deene Lénken ze erwänen, wou och rieds war vun „ekologeschem Onsënn" beim Aféiere vun esou enger Moossnam. Dat heescht, et ass wierklech och hei eng „fausse bonne idée" fir mech, fir hei déi fossill Brennstoffer mat ze subventionéieren, well dat ass dat definitiv.

D'Präisser si gefall, an ech begréissen natierlech déi sozial Moossnamen, déi d'Regierung agefouert huet, fir hei och ofzefiederen, quitte dass – an dat muss ech awer och nach soen – de Statec eis awer och ganz kloer gewisen huet, dass déi méi modest Menagen, an dat sinn déi ënnescht zwee Quintilen, déi sinn, déi wierklech vun deem Stroumpräisdeckel och am meeschte profitéiert hunn an an deem Sënn och elo am meeschte penaliséiert ginn. Dat heescht, et ass wierklech net fir näischt, dass mer déi Aiden do brauchen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Schonn an de leschte Rieden hate mer ugedeit, dass virun allem bei der Energie, also dem Stroum, dat doten d'Leit wäert virun e grousse Problem stellen. Well wat wäert elo geschéien? Alleguerten déi Leit, déi a leschter Zäit investéiert hunn an déi ëmweltfrëndlech Léisungen, dat wäerten déi sinn, déi mat am meeschte bestrooft ginn. An dobäi kënne se jo mol net derfir, well dat doten ass jo eigentlech, well d'Fournisseuren zu engem falsche Präis akaf hunn an dat sech dann iwwert déi nächst Méint, Jore verzitt. Dat heescht, a sech dréit herno de Client hei d'Responsabilitéit fir dat, wat d'Acheteure vun deene grousse Konzerner falsch akaf hunn. An dat ass fir eis natierlech de falsche Wee.

Op där anerer Säit, et ass virdrun ugeklongen, d'Stroumpräisser am Ausland. Jo, Dir musst awer och eng Kéier kucken: Hei zu Lëtzebuerg huet een och keng Konkurrenzsituatioun. Dat heescht, zu Lëtzebuerg ass et och net esou, dass déi Fournisseuren esou ënner Drock si wéi vläicht am Ausland, wou ee méi attraktiv Offere ka kréien. Hei zu Lëtzebuerg sinn et ganz klenger nieft enger ganz grousser. Dat heescht, deementspriechend ass de Marché och net esou liberaliséiert, wéi en eigentlech am Ausland virstellbar ass a wat eigentlech zu Virdeeler féiert, dass een och besser Offere kritt, soudass de Lëtzebuerger Client eigentlech gebonnen ass un ee Groussen.

Et däerf ee bei deem Ganzen een Aspekt net aus den Ae verléieren, an do sinn ech net der Meenung vun der ADR: Et ass schonn duerch d'Invasioun an der Ukrain, wou déi ganz Energiekris entstanen ass. An et däerf een och do net vergiessen, dass déi ganz Energie och vum Putin genotzt gëtt, fir Politick ze maachen. En huet zimmlechen Erfolleg domat an Europa, well wann d'Energiepräisser an d'Luucht gaange sinn – et ass eigentlech Ironie –, da sinn nämlech herno déi riets Parteien, déi genau dat kritiséiert hunn an déi ni wollten eng Transaktioun hikréien an ni op ëmweltbewosst Energië wollten ëmklammen, déi, déi am meeschte profitéieren. Dat heescht, wann een de Stroum kënschtlech méi deier mécht, dann huet een herno, dass déi riets Parteien éischter gewielt gi wéi déi, déi vläicht méi sozial denken.

An dat ass eigentlech e Problem, wou een dem Putin an d'Kaarte spillt, wann ee seet: „Mir maachen de Stroum méi deier, wéi en elo schonn ass", well et féiert einfach nëmmen nach zu méi Verdruss. A mir wëssen, dass esou lues Ermiddungserscheinungen an d'Theema Ukrain-Invasioun kommen. An dat doten ass ee Punkt, wou ech d'Regierung géing bieden: Gitt de Leit net nach méi Drock drop, fir dass d'Präisser an d'Luucht ginn. Am Contraire, weist dem Putin, dass och d'Regierung hei wäert derzou stoen an den Energiepräis niddereg hält an net seng Spillercher matmécht!

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Ech géif ufänke mat engem Zitat: „Nëmmen den denkende Mënsch ännert seng Meenung." Well wann ech hei gesinn, wéi mer nach virun engem Joer, virun zwee Joer, driwwer diskutéiert hunn: „D'Energiepräisdeckelung ass Schwachsinn aus ëmwelttechnesche Grënn", wéi et scho gesot ginn ass: „Et ass Schwachsinn, well et ass net sozial selektiv", wat och hei gesot ginn ass, dass einfach nëmme breetflächeg Geld zur Fënster erausgehäit gëtt, an da gesinn ech déi Motioun hei, wou dann am Fong vun de selwechte Leit dat do gefrot gëtt, stellen ech mer awer Froen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Ech mengen, dass ganz vill hei gesot ginn ass zum Theema.

M. Georges Engel (LSAP) | Et sinn net déi selwecht!

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Mir kommen och beim Projet ...

M. Sven Clement (Piraten) | Dofir sinn et jo Homo sapiens.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Gelift?

M. Sven Clement (Piraten) | Dofir sinn et jo Homo sapiens.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, kommt ...

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Dofir gesinn ech jo trotzdeem, dass mer als Regierung hei eng ganz kloer Positioun hunn. An hei ass et net, wéi gesot ginn ass: „Eng Kéier gëtt dat eent gesot, eng Kéier gëtt dat anert gesot." Ech si ganz traureg, wann d'Kommunikatioun esou kloer net beim Här Engel ukomm ass. Ech geloben dann awer sécherlech Besserung. Well et ass vu virera gesot ginn, dass hei de Präisdeckel – dat war nach kuerz virum Summer – op den 1. Januar wäert bei 30 % gedeckelt ginn.

De Projet de loi ass deposéiert ginn – mir wäerten duerno doriwwer schwätzen –, 171 Milliounen, déi hei investéiert ginn. Well wat hu mer gemaach? Mir hunn hei an der Groussregioun nach ee vun deene bëllegsten Energiepräisser, andeem mer grad hei dee Projet de loi mat 171 Millioune fir 2025 nach stäipen, wou mer eebe grad kucken, dass d'Elektresch hei a Lëtzebuerg nach déif ass. A mir sinn eent vun deenen eenzege Länner, wat iwwerhaapt nach en Energiepräisdeckel huet, fir kënne weiderzefueren. En Energiepräisdeckel, obwuel mer vun Europa gesot kréien: „Maacht et net!"

A firwat maache mer et, dass mer e Phasing-out maachen? Ma well mer net wëlle vun haut op muer de grousse Coup hunn. Dofir elo 30 % an 2026, wou mer wëssen, dass d'Präisser erofginn, wäert et net méi néideg sinn. Dofir de Phasing-out. A bei der Kommunikatioun: Wann näischt Dramatesches geschitt, wäert et 2026 guer kee Präisdeckel méi gi beim Elektresch. Dat ass laang am Viraus, wou dat gewosst ass.

Wa mer vun der sozialer Selektivitéit schwätzen, da schwätze mer eebe grad och dovunner, vun deem ganze Paquet, deen hei ronderëm gemaach gëtt. E

Paquet, wou et drëm geet, d'Energieprimm ze verdräifache fir grad déi Leit, déi et néideg hunn, wou mer och do méi wäit eropgi mat deem Projet, fir d'Energieprimm eropzesetzen. Do gi mer souguer nach d'Basis vun de Leit, déi se kréien, méi breet maachen an – den Här Hahn wäert och nach dozou schwätze bei engem Projet duerno – et wäert och nach automatiséiert ginn. Dat heescht, et muss ee se mol net méi ufroen!

Dat heescht, hei hu mer grad e ganze Paquet gemaach, fir op där enger Säit de Phasing-out ze maachen, op där anerer Säit awer och mat der Energieprimm nach ze kucken, dass grad déi, déi et am néidegsten hunn, nach vill méi kënnen ënnerstëtzt ginn och nach méi breet ënnerstëtzt ginn, an dat och nach automatesch kréien. Et gesäit een also, dass hei e gesamte Paquet gesat ginn ass.

Just zu deene déi Froen, wou gesot ginn ass: „Mir hu bis an d'Mëttelschicht ...“ Ech weess net méi, vu wou dat komm ass. Ma och do sinn Upassunge gemaach ginn, fir steierlech Entlaaschtunge bei de Leit ze maachen: dëst Joer véier Indextranchen, op den 1. Januar 2025 zwou an eng hallef Indextranchen, fir eebe grad do och nach eng Kéier ...

(Interruption par M. Marc Goergen)

Jo, dach, et ass eng Erliichterung! Et ass méi am Portefeuille duerno, wéi wann näischt gemaach gi wier.

M. Marc Goergen (Piraten) | Et ass eng Neutraliséierung, keng Erliichterung!

(Interruption)

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Et ass méi am Portefeuille, wéi wann näischt gemaach gi wier. Här Goergen, dat kënnt Der mer net falschmaachen. Dofir ass et ...

(Interruption)

M. Marc Goergen (Piraten) | Et ass eng Zousazsteier erhuewe ginn um Index.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Hei, Dir kënnt ganz gär duerno Froe stellen. Well Dir maacht de Mikro un, fir dass Äre Kommentar duerno gelauschtert gëtt an ech Iech net richteg verstinn.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Minister huet eleng d'Wuert.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci.

Ech mengen, dass et eebe grad wichteg ass, dass mer och hei deenen hëllefen, déi et brauchen, mat all deene verschiddene Voleten, op där anerer Säit mer awer kucken ... Also, do schwätze mer vun dem Mindestloun, dee steierfräi ass, do schwätze mer vum Crédit d'impôt monoparental, deen op den 1. Januar eropgesat gëtt, vun der Energieprimm, déi ugepasst gëtt, mir schwätze vum ECI (ndlr: Équivalent crédit d'impôt), deen och perenniséiert gëtt vun dëser Regierung – also e ganze Paquet, deen hei gemaach gëtt! A parallell dozou och nach eng Kéier de Phasing-out. An ech si mer sécher, dass de Phasing-out dee richtege Wee ass, fir heihinner ze kommen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär d'Diskussioun iwwert dës Motioun dann ofgeschloss.

Da géinge mer zum Vott kommen.

Vote sur la motion

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 21, Nee: 35, Abstentioun: 4. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 21 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana (par Mme Claire Delcourt), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Françoise Kemp), Ricardo Marques (par Mme Stéphanie Weydert), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nathalie Morgenthaler), Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. André Bauler), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

11. 8428 – Projet de loi relatif au financement de la contribution négative dans le cadre du mécanisme de compensation pour l'année 2025

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dem Projet de loi 8428 iwwert d'ëffentlech Finanzéierung vun de Käschte vun den Energiepräisser am Kader vum Kompensatiounsmechanismus fir d'Joer 2025. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Deemno huet de Rapporter 10 Minutten, all Fraktioun a Sensibilitéit 5 Minutten an d'Regierung 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Jeff Boonen, den Här Georges Engel, den Här Fred Keup, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann.

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

Mme Carole Hartmann (DP), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 8428 schaaft eng legal Basis, fir d'Kontributioune vum Staat am Kader vum Energiepräisdeckel zum Deel ze verlängeren. Dat Ganzt leeft iwwert de Mécanisme de compensation, sou wéi et scho virun zwee Joer bei de successive Solidaritéitspäck decidéiert gouf.

Et geet heibäi ëm Persounen, déi e Stroumverbrauch vu bis zu 25.000 Kilowattstonnen am Joer hunn an domat Clienten aus der Kategorie A sinn. Fir eng massiv Hausse bei den Energiepräisser ze vermeiden, fir de Pouvoir d'achat vun de Leit ze stäerken a fir och d'Auswirkungen op d'Inflatioun esou gutt et geet ze limitéieren, goufe mat der Tripartitt am September 2022 eng Rei Mesüren, dont eng Deckelung vum Stroumpräis, am Kader vun de Solidaritéitspäck decidéiert.

Dës Deckelung ass iwwer eng negativ Kontributioun vum Staat am Kader vum Mécanisme de compensation finanzéiert ginn. De Präisdeckel huet 2023 eng éischte Kéier gegraff an ass finalement op d'Joer 2024 verlängert ginn.

De Constat beim aktuelle Projet de loi ass deen, dass, wann nom 31. Dezember 2024 keng Stabilisatiounsmesüre beim Stroumpräis geholl géinge ginn, d'Präisser fir d'Leit aus der Kategorie A op ee Sprong ëm ongeféier 60 % an d'Luucht klamme géingen. Dat wär net nëmmen eng considerabel Hausse fir d'Stéit, mee hätt och en negativen Impakt op d'Fërderung vun der Dekarbonisatioun, notamment d'Wärmepompelen an d'Elektromobilitéit.

Fir d'Präishausse beim Stroum ofzefiederen an och fir eis ambitiéis Ziler vum Nationalen Energie- a Klimaplang laangfristeg ze verwierklechen, gouf dohier eng ofgeännert Limitéierung vum Stroumpräis vun der Regierung decidéiert. Iwwert de Kompensatiounsmechanismus soll d'Hausse bei de Präisser op 30 % begrenzt ginn an eng Stabiliséierung vum Stroumpräis kommen. D'Inzidenz op d'Inflatioun wier laut Statec nach just bei minus 0,5 Prozentpunkte géint plus 1 Prozentpunkt ouni dës Mesür.

D'Limitatioun vum Stroumpräis op e Plus vun 30 % amplaz bis zu 60 % verlaangt en zousätzleche Bäitrag an de Kompensatiounsmechanismus, deen iwwert dëse Projet de loi vu regulär 75 Milliounen op e maximale Montant vun 171 Milliounen Euro kann eropgoen. Well d'Augmentatioun bei méi wéi 60 Milliounen Euro läit, brauche mir dëst Finanzéierungsgesetz, wat elo gläich zum Vott steet.

Nach e puer Wuert zu den Avisen, déi zu dësem Projet de loi erakomm sinn: Fir d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hätt ee kënne méi wäit goe wéi déi 30 %, op déi d'Hausse vun de Stroumpräisser limitéiert gouf. Et sollt een an hiren Aen d'Entwécklung bei de Präisser gutt am A behalen an de Fall gesat intervenéieren. D'Chambre des Fonctionnaires hat och bedauert, dass dëse Projet explizitt eleng d'Stroumpräisser géif betreffen. Dozou war och an der Kommissioun d'Fro opgeworf ginn, wéi et mat de Reseauskäschte wär. An op Nofro an der Kommissioun hat de Minister preziséiert, dass net nëmmen d'Energiekäschte selwer, mee och d'Reseauskäschten iwwert dëse Projet de loi couvréiert sinn.

D'Chambre des Salariés hat an hirem Avis geschriwwen, dass de Plaffong vun 30 % Hausse vun de Stroumpräisser net géif duergoen. Si huet hirersäits och e puer Berechnunge gemaach a fir sech d'Konklusioun gezunn, dass de Staat d'Käschten hätt kënnen integral iwwerhuelen, ouni de Staatsbudget ze vill ze impaktéieren.

D'Chambre de Commerce huet de progressive Phasing-out vum Energiepräisdeckel hirersäits begréisst.

An ofschléissend: De Staatsrot hat zu dësem Projet de loi keng Bemierkungen um Fong.

Fir den Detail vun dësem Projet de loi verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och schonn den Accord vun der DP-Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Boonen. Här Boonen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jeff Boonen (CSV) | Merci, Här President. D'Rapportrice ass elo op d'Detailer vum Projet agaang, a mir hunn am viregte Punkt schonn driwwer geschwat. Mat dësem Text gëtt en Deel vum Stroumpräis d'nächst Joer kompenséiert, soudass de Präis maximal 30 % fir d'Menagë klëmmt. Wa mir näischt géinge maachen, géing de Präis ëm 60 % klammen.

Déi lescht dräi Joer huet e komplette Präisdeckel derfir gesuergt, dass de private Konsument d'Kris net gespuert huet. Dobäi war de Präis um Marché heiansdo véiermol méi héich wéi virun der Kris. A fir dat emol mat Zuelen ze soen: Ouni dëse Präisdeckel huet en duerchschnëttleche Stot bei 4.000 Kilowatt 2024 1.450 Euro Stroum misse bezuelen. Duerch d'Hëllef waren et just 900 Euro.

Mee dës Hëllefen um Präis sollen awer an der Zäit limitéiert sinn, well soss de Maart- an de Präiseffekt net richteg funktionéieren. An dofir ass et och wichteg, dass een elo erausklëmmt – oder e Phasing-out mécht, wéi mer et och nach nennen – an net méi 100 % kompenséiert.

D'Präisser um Marché sinn um Falen, an d'Regierung suergt elo mat enger negativer Kompensatioun fir 2025 derfir, dass en eebe maximal 30 % klëmmt. Dat heescht da fir dee Menage vu 4.000 Kilowatt, dass en 1.100 Euro Stroum ze bezuelen huet an net 1.400 Euro. Domat hu mir déi niddregste Stroumkäschten hei an der Groussregioun an och an Europa. Zu Tréier géif dee selwechte Stot 1.900 Euro bezuele fir säi Stroum.

A jo, mir hunn e Logementsproblem – ech sinn och domat d'accord –, mee Energiepolitick ass awer net gläich Logementspolitick. Mir mussen an der Energiepolitick awer déi Mesüren huelen, déi eis erlaben, déi Energietransitioun ze maachen. An an der Logementspolitick musse mer selbstverständlech derfir suergen, dass de Logement ze bezuelen ass.

An dat Ganzt gëtt jo kompenséiert bis 25.000 Kilowatt. An dobäi muss ee wëssen: Mat 25.000 Kilowatt kann ee méi wéi zwee Elektroautoe lueden an och nach eng Wärmepompel bedreiwen.

D'EU-Kommissioun seet an hirer Analys, an ech hat et och virdru scho gesot, dass am Fong geholl d'Länner sollen elo erausklammen aus deene Präisdeckelen oder aus där Ënnerstëtzung um Präis, well een eeben net déi Stéit erreecht, déi ee misst erreechen.

An duerfir musse mir och déi Mesüren, déi mer hei huelen, zesumme kucke mat deene Mesüren, déi den Här Delles virdrun annoncéiert huet am Beräich vun dem Entlaaschtungspak, wou zum Beispill eng Energieprimm verdräifacht gëtt.

Mir begréissen als CSV dëst selektiivt Virgoen. Et ass esou, wéi een eng sozial begleeten Energietransitioun mécht. An et ass och esou, dass een och mat 30 % Stroumdeckel d'E-Mobilitéit net benodeelegt, wéi dat ëmmer gesot gëtt. Et ass mat deem do Präis nach ëmmer méi bëlleg, den E-Auto elektresch ze lueden, wéi de Verbrenner ze tanken.

Ech kommen awer och net derlaanscht, zum Schluss eppes zu der neier Tarifikatioun vum Stroum ze soen. Hei hat den ILR virun engem Mount annoncéiert, dass an Zukunft bei der Berechnung vun den Netzkäschten der Leeschtung muss Rechnung gedroe ginn. An et ass absolutt begréissenswäert, dass een hei op de Wee vun dynameschen Tariffer geet, fir esou eng méi effizient Auslaaschtung vum Netz ze kréien. Dat ass d'Zukunft.

Ech wëll awer profitéieren, fir de Minister ze froen, ob en eis haut oder muer de Moien an der Kommissioun awer kéint zu deem do Punkt Ried an Äntwert stoen, well mer jo awer elo geschwënn un d'Enn vum Dezember kommen an an dat neit Joer. An do wier et awer elo interessant, an Euroen ze wëssen, wat dat heescht a punkto Tariffer.

Mir begréissen natierlech, an d'Madamm Hartmann hat et gesot, dass d'Netzkäschten och am Präisdeckel dra sinn, an dat wäert derzou féieren, dass den normale Standardkonsument, dee vu 4.000 Kilowatt, dat net wäert spieren, dass déi Netzkäschten hei an d'Luucht ginn, wa méi gezu gëtt.

Am Resümmee: e klore Jo zu dësem Projet de loi, deen d'Stroumpräiserhéijung offiedert an esou e Phasing-out erméiglecht.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Dann ass d'Wuert fir den Här Georges Engel. Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Stroumpräis geet d'nächst Joer an d'Luucht par rapport zu dësem Joer. Dat wäert jiddwereen ze spiere kréien. D'Chambre des Salariés rechent an hirem Avis – ech hunn et virdru gesot –, datt de Staat genuch Suen huet, fir dat ze evitéieren, an dass de Stroumdeckel vu 60 % och bis 2026 kéint bestoe bleiwen. Effektiv spuert d'Regierung elo 54 Milliounen Euro, an dat um Réck vun de Leit a vun de klenge Betriber.

Ab 2026 gëtt nämlech domadder gerechent, dass d'Präisser dann nees erofginn. An ab 2026, do kéint een deen Deckel dann och elo ophiewen, ouni Niewewierkungen. Mee d'Majoritéit ass do anerer Meenung.

D'Allocation de vie chère gëtt wuel erhéicht, et gëtt och Energieprimmen – dat ass och gutt esou, dat ënnerstëtze mer och –, mee de groussen Hoken ass awer, dass déi Primmen natierlech nëmme bis op e gewëssene Montant spillen. An ab deem Montant gëtt et keng Hëllefe méi. An de Montant wäert esou ëm déi 3.400 Euro Verdéngscht leien. Do sinn d'Leit net mat Zoossiss ugestréckt. Dat ass net, datt se do enorm vill Suen hunn. Ab deem dote Montant gëtt et nämlech keng Hëllefe méi. An dofir mussen déi Leit alleguerte méi déif an d'Täsch gräifen. Déi ganz Aarm, déi kréie gehollef – jo, dat ass och gutt, mir ënnerstëtzen dat –, mee de Mëttelstand gëtt hei ganz, ganz staark bei d'Lisette gelooss.

Manner Stroumhëllefen hunn net nëmmen en Impakt op d'Energieaarmut, mee och en Impakt op d'Energietransitioun. An hei ass et awer och erstaunlech – an ech muss et nach eng Kéier soen –, dass d'DP, déi déi Transition énergétique hei ëmmer matgedroen huet, dat heiten einfach esou duerchgoe léisst, well finalement ginn alleguer déi Leit, déi bis elo a Wärmepompelen, an Elektroautoen investéiert hunn, duerch déi méi héich Präisser hei mat gestrooft. Also déi, déi mer gebraucht hunn, fir iwwerhaapt emol deen Incentive ze hunn, fir déi Transition énergétique do mat unzegoen als Éischt, als First Mover, déi ginn elo hei och nach bestrooft.

Bis virun engem Joer huet d'DP dat alles hei mat ënnerstëtzt an encouragéiert. An et wonnert mech wierklech, datt duerch déi Reduktioun vun den Hëllefen och hei vill kleng Betriber mat getraff ginn, déi also elo mat méi Energiekäschten, well de Präis fir jiddweree vun der Deckelung vu 60 % op 30 % erofgeet, och hei méi schwéier getraff ginn.

Aner Hëllefe gi ganz ofgeschaaft an déi heite ginn halbéiert. Et gëtt ëmmer nees widderholl, datt déi fossill Energië méi onattraktiv wéi déi erneierbar solle sinn. Et wier hei e gutt Zeeche gewiescht, d'Stroumpräisser trotzdeem méi ze schützen, fir d'Transitioun nach méi attraktiv ze maachen.

An duerfir soll een elo hei net mat dësem Projet hei erausgoen, wéi wann een hei dee grousse Retter wär, deen elo derfir géif suergen, dat d'Präisser just nach ëm 30 % amplaz ëm 60 % wäerte klammen, well dat ass awer liicht Sand an d'Ae gestreet. Ech hunn haut en interessanten Artikel vum Här Boonen gelies, deen natierlech scho gutt dat preparéiert huet, wat haut an der Chamber soll gestëmmt ginn, mee et ass awer och Sand an d'Ae gestreet.

Well wat hei um Terrain geschitt, dat ass eng Kierzung ëm d'Hallschent vun den Hëllefe bei der Energie, beim Stroum, an anerer gi souguer ganz ofgeschaaft. Dat geschitt hei. Bei Gambia waren dat 100 %. Bei CSV/DP ass et nach just 50 %. Amplaz vum Kuch fir jiddweree gëtt et just nach e bësse Grimmelen, an dat geet eis net duer. An duerfir si mir géint dëse Projet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Dann huet den Här Fred Keup d'Wuert. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Et gëtt jo hei am Fong zwou Liesaarte vun esou enger Zort vu Projete wéi deem heiten, wouriwwer mir 60 dann elo wäerte mussen ofstëmmen.

Dat eent ass natierlech, wann ee sech elo bezitt op déi Motioun vu virdrun, an da seet een: „Ok, hei, mir haten elo vill méi Hëllefen an déi Hëllefe ginn elo halbéiert a si ziele just nach beim Stroum", da seet een natierlech: „D'Leit kréie manner." An ech mengen, ech hu jo scho virdru gesot, firwat mir fir déi Propositioun waren, d'Energiehëllefen esou ze erhalen, wéi se elo waren. Dat wäert ech elo net nach eng Kéier widderhuelen.

Da gëtt et awer nach déi aner Liesaart. Dat ass eeben déi: Wann et elo aktuell esou bleift, wéi et ass, da gëtt et iwwerhaapt keng Hëllef méi fir d'nächst Joer. A wa mer elo awer hei mat Jo ofstëmmen – ech weess jo net, wéi et wäert ausgoen, déi Ofstëmmung –, da wäert et awer op d'mannst just en Deel vum Stroum – leider – ginn.

A wann een dat dann esou iwwerleet an där Liesaart, dann ass een natierlech éischter gewëllt, zouzestëmmen, quitte dass ee sech méi gewënscht hätt. An aus där Iwwerleeung wäerte mer dat heiten da matstëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Eent virop: De Stroum ass d'Energieform vun der Zukunft. Net, well dat grad e flotten Trend ass, mee well stroumbaséiert Technike generell méi effizient si wéi déi Prozesser, déi op Verbrennungsprozesser berouen, a well mer als Gesellschaft mussen intelligent mat eise knappen Energiequellen ëmgoen. Dofir musse mir als Land derfir suergen, dass d'Stroumpräisser bëlleg bleiwe fir d'Leit, fir d'Entreprisen a fir eis Industrie an natierlech och fir d'Energietransitioun a fir de Schutz vun eisem Klima.

Dofir sinn och mir derfir, dass dee ganze Stroumpräisdeckel fir d'nächst Joer hätt misse bäibehale ginn a keng hallefhäerzeg Mesüre geholl ginn. Et wier besser fir de Leit hire Portmonni, fir kleng a mëttelstännesch Entreprisë wéi Commercen, Horeca- oder Handwierksbetriber a fir d'Inflatioun. Jo, laut Statec wär et fir eis gesamt Wirtschaft a fir den Emploi besser, dee ganzen Deckel bäizebehalen. An dat

hätt zousätzlech nach derfir gesuergt, dass keng weider Indextranchen erfalen. Dat geet virun allem op d'Käschte vun de klenge Patronen, an net nëmmen.

Mir sinn der Meenung, hei hätt d'Regierung net dierfe spueren an hätt sech dat misse leeschten. Vum Point de vue vun der Energietransitioun leeft een de Risiko, dass grad déi Leit, déi sech en Elektroauto oder eng Wärmepompel ugeschaaft hunn, sech bestrooft fillen. An dat ass dat falscht Zeechen zum falschen Zäitpunkt.

Et gouf scho gesot, dass am Januar zäitgläich de Stroumpräisdeckel zur Hallschent ewechfält, d'Netzkäschten an d'Luucht ginn a parallell d'Subside fir Solaranlagen an Elektromobilitéit erofginn: Et ass en denkbar schlechten Timing a kee positive Message. An deem Sënn reeche mir zwou Motiounen eran – wannechgelift –, ...

Motion 1

« Prix de l'électricité pour les ménages »

La Chambre des Députés,

considérant

– la directive (UE) 2019/944 relative aux règles communes pour le marché de l'électricité, qui met l'accent sur la protection des consommateurs, notamment les plus vulnérables, et qui autorise les États membres à adopter des mesures visant à garantir des prix électriques abordables et équitables ;

– l'augmentation des factures d'électricité des ménages, en raison de la réduction du plafonnement étatique des prix de l'électricité ;

– l'introduction d'une nouvelle structure des tarifs d'utilisation du réseau à partir de 2025 payée par les ménages ;

– le plan de développement du réseau national, estimant à 300 millions d'euros les investissements nécessaires pour le réseau de transport sur la période 2024-2034, afin de répondre aux besoins futurs, y compris l'intégration accrue des installations de production décentralisées utilisant des sources d'énergie renouvelables, le déploiement de solutions de stockage et l'électrification des transports ;

– que la transition énergétique nécessite des prix d'électricité abordables pour favoriser l'électrifiation, les technologies durables, ainsi que la compétitivité des entreprises et de l'industrie ;

– que la transition énergétique requiert une flexibilité accrue à tous les niveaux du système énergétique ;

– l'impact direct et indirect de l'augmentation des prix de l'énergie sur l'inflation et le pouvoir d'achat des citoyens,

invite le Gouvernement

– à maintenir le plafonnement du prix d'électricité à 60 % pour l'année 2025 ;

– à réaliser une évaluation de l'impact de la limitation de la hausse du prix de l'électricité à 30 % en 2025 sur l'avancement de la transition énergétique, et prévoir les moyens nécessaires pour intervenir en cas de développement ou tendance négatifs ;

– à réaliser une évaluation de l'impact de la limitation de la hausse du prix de l'électricité à 30 % en 2025 sur l'inflation et les factures d'électricité des ménages vulnérables, et prévoir une adaptation des aides sociales nécessaires pour intervenir en cas de développement ou tendance négatifs ;

– à se donner les moyens nécessaires pour assurer un accès équitable et abordable à l'électricité pour l'ensemble des citoyens et garantir la protection de tous les ménages, dont ceux investissant dans la transition énergétique, contre la hausse des prix de l'électricité ;

– à garantir une communication claire, transparente et proactive sur l'évolution des prix de l'électricité, afin d'informer les citoyens et de les préparer à toute variation éventuelle des tarifs ;

– à investir dans des batteries de stockage à grande capacité, stratégiquement positionnées, afin d'optimiser la gestion de la charge du réseau électrique, de réduire les coûts et d'augmenter la résilience du système énergétique ;

– à garantir que les subventions étatiques et investissements futurs dans le domaine de la transition énergétique soient orientés exclusivement vers la promotion des systèmes énergétiques intelligents, en veillant à l'utilisation efficace des technologies flexibles intelligentes au service du réseau (telles que les bornes de charge, pompes à chaleur, batteries, etc.) ;

– à analyser les différents instruments tarifaires et interventions réglementaires nécessaires pour garantir un prix d'électricité abordable et compétitif pour les ménages, tout en équilibrant les besoins d'investissements futurs pour la transition énergétique.

(s.) Joëlle Welfring, Djuna Bernard, Sven Clement, Georges Engel, Meris Sehovic, Sam Tanson, David Wagner.

Motion 2

« Prix de l'électricité pour l'industrie et les entreprises »

La Chambre des Députés,

considérant

– le rapport Draghi sur l'avenir de l'Europe insistant sur la nécessité de mettre en place des mécanismes permettant de réduire les coûts de l'énergie pour les industriels, incluant des aides publiques, et mettant l'accent sur un équilibre entre des solutions immédiates pour limiter les coûts actuels et des réformes structurelles visant à garantir des prix de l'électricité compétitifs à long terme ;

– l'augmentation des factures d'électricité des petites et moyennes entreprises (PME) ayant une consommation d'électricité inférieure à 25.000 kWh/an, en raison de la réduction du plafonnement étatique des prix de l'électricité et de l'introduction d'une nouvelle structure tarifaire pour l'utilisation du réseau basse tension à partir de 2025 ;

– la réforme des tarifs d'utilisation de réseaux du prix de l'électricité pour la moyenne et haute tension prévue pour 2026 ;

– que la transition énergétique nécessite de la prévisibilité et des prix d'électricité abordables pour favoriser l'électrifiation, les technologies durables, la compétitivité et les processus de décarbonation des entreprises et de l'industrie ;

– que la transition énergétique requiert une flexibilité accrue à tous les niveaux du système énergétique,

invite le Gouvernement

– à réaliser une évaluation de l'impact de la limitation de la hausse du prix de l'électricité à 30 % en 2025 pour les petites et moyennes entreprises (PME), et prévoir les moyens nécessaires pour intervenir en cas de développement ou tendance négatifs ;

– à garantir une communication claire, transparente et proactive sur l'évolution des prix de l'électricité envers les entreprises et l'industrie, et de les préparer à toute variation éventuelle des tarifs ;

– à intensifier les mesures financières ciblées destinées aux entreprises, avant tout l'industrie, où l'électricité joue un rôle clé dans la décarbonation, en particulier lors de la transition des processus industriels à forte consommation d'énergie, passant des énergies fossiles à l'électrification ;

– à analyser la mise en place d'un dispositif de régulation des prix de l'électricité pour les industries et les grandes entreprises, afin de limiter les hausses tarifaires, qui peuvent nuire à leur compétitivité et à leurs investissements à long terme.

(s.) Joëlle Welfring, Djuna Bernard, Sven Clement, Franz Fayot, Meris Sehovic, Sam Tanson.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | ... an deene mir engersäits d'Weiderféiere vum Stroumpräisdeckel, sou wéi virdru gesot, an dee Phasing-out ëm e Joer méi spéit fuerderen an d'Regierung froen, sech e Mechanismus ze ginn, fir laangfristeg derfir ze suergen, dass d'Stroumpräisser niddreg bleiwen. Zousätzlech soll d'Evolutioun vum Impakt vum hallwe Stroumpräisdeckel observéiert ginn, fir dass d'Regierung am Fall vun negativen Entwécklungen, grad bei de Stéit mat niddregem Akommes, an awer och bei der Transitioun, schnell reagéiere kann, sief et a Form vun engem méi héijen Deckel oder vum Erhéije vun Aiden zum Beispill.

An enger zweeter Motioun, déi méi d'Betriber betrëfft, froe mir, fir den Impakt vum hallwe Stroumpräisdeckel op déi kleng a mëttelstännesch Betriber ze bewäerten a fir déi grouss Entreprisen an d'Industrie an Zukunft viru volatille Stroumpräisser ze schützen, fir hir Planungsssécherheet ze suergen a fir hir Dekarboniséierungsprozesser an hir Kompetitivitéit méi staark ze fërderen. Zousätzlech soll d'Regierung kucken, sech en Dispositif ze ginn, fir de Stroumpräis bei der Industrie niddreg a laangfristeg stabel ze halen – ech hat virdrun d'Madamm Hartmann esou verstanen, wéi wann dat och virgesi wär, dofir géing et mech interesséieren, wat dat da wier –, an dat och am Aklang mat enger laangfristeger Strategie.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt héiert een: „D'Präisser falen", an dann direkt am nächste Saz: „D'Präisser wäerte klammen." Am Projet de loi schwätze mer vun enger potenzieller Croissance vu 60 % dee Moment, wou en deposéiert gëtt, an zwee Deeg drop schéckt de gréisste Energiefournisseur hei zu Lëtzebuerg Courrieren un all d'Menagen, wou e seet: „D'Präisser ginn erof." Also, d'Kommunikatioun ronderëm deen heiten Dossier ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

... war alles anescht wéi optimal. Den Här Di Bartolomeo nennt et eng Katastroph. Ech kann Iech do Recht ginn.

(Brouhaha)

Et ass eng Katastroph! Et kann een net op där enger Säit de Leit Angscht maachen: „60 %, a kuckt, wat mir elo Guddes maachen. Et ginn nëmmen 30 %", wann op där anerer Säit de Fournisseur seet: „Et sinn der awer ... Vläicht gëtt et manner", oder: „Esou ganz genau weess keen et."

Ech mengen, dat Hin an Hier ... A jiddwereе vun eis huet et matkritt. D'Leit hunn eis gefrot: „Mee wat ass dann elo? Gëtt et méi deier? Gëtt et manner deier? Mir kréien e Bréif. D'Regierung seet eppes aneres." An an der Chamber, do hu mer probéiert, et ze elaboréieren, mee mir wossten et jo och net, well Dir hutt et och eis net an där Kloerheet kommunizéiert. An ech mengen, datt domadder ganz kloer ass, datt d'Kommunikatioun an deem heiten Dossier mol den éischte grousse Problem ass.

(Interruption)

An dann dat Zweet hei: Virdrun hu mer dovunner geschwat, et misst ee méi sozial cibléiert Mesüre

maachen. Ech mengen, dat gouf virdru vun der Regierungsbänk hei gesot. A genau bei deem heite Projet gëtt dann erëm gesot: „Jo, mee mat 25.000 Kilowattstonnen ass jo u sech jiddwereen ofgedeckt. Do maache mer da keng sozial cibléiert Mesür draus bei de Menagen.“ Dat, wat een an der leschter Ried héieren huet, ass awer kontradiktoresch zu deem, wat een an dëser Ried héieren huet. Et ass e bëssen d'Gefill: A soen, B maachen an C denken, héchstwarscheinlech.

(Exclamations et interruptions)

A wann een d'Motioun virdru gestëmmt hätt, majo da géif de Stroum net méi deier ginn. Elo gëtt de Stroum méi deier. An dat ass e bewosste politesche Choix vun der Regierung.

A grad déi, déi hir eege Suen an de Grapp geholl hunn, fir d'Energietransitioun ze erméiglechen, fir eis Klimaziler ze erreechen, fir datt mer am PNEC eenegermoosse gutt dostinn, déi ginn am stäerkste getraff. An déi, déi d'Transitioun schonn ëmmer fir Quatsch gehalen hunn an der Meenung waren, datt mer u sech dee ganze Klima do net bräichten an net missten driwwer nodenken – se sëtzen hei meeschtens op menger lénker Säit –, ma déi fille sech elo och nach confirméiert vun der Politick vun der Regierung! An och dat ass schlecht Kommunikatioun: op där enger Säit soen: „Mir wëllen, datt d'Energietransitioun stattfënnt. Mir wëllen dat begleeden“, an op där anerer Säit: „Jo, da gi mer all deene Recht, déi dat fir Quatsch halen.“

Also stellt sech d'Fro: Wat maache mat deem heite Projet? Ech mengen, et ass relativ kloer, datt dat heiten net d'Präisser erofsetzt, well de Stroum gëtt méi deier. Dat Eenzegt, wat et ass, ass eng Brems, eng schlecht wierkend Brems a warscheinlech och nach eng Brems, déi zu Aquaplaning wäert féieren. Mee et ass alt wéinstens eng Brems. An dofir kann een deem dann och zoustëmmen. Mee et muss een awer éierlech sinn: De Stroum gëtt och mat deem heite Projet 30 % méi deier.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. An dann ass d'Wuert fir den Här Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Bon, mir wäerten natierlech géint dëse Projet de loi stëmmen. Ech mengen, dat wier jo och kohärent an et mécht och Sënn.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, loosst Iech net duerjerneebréngen, Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Ech hu mer vill Notte geholl, well virdrun hu mer iwwer eis Motioun diskutéiert an do sinn och vill Argumenter bruecht ginn. Ech versichen, mer eng Partie Notten ze huelen, well ech hunn den Androck, et gëtt e bëssen ... Et ass relativ einfach esou gesot ginn, datt mer elo souwisou erëm op enger Schinn wären, wou d'Präisser einfach esou generell géifen eroffalen, wou awer eng Partie Facteure guer net an déi selwecht Richtung ginn. Wann een zum Beispill de Präis kuckt op der wichtegster Gashandelsplattform Gas Hub TTF zu Rotterdam, ass deen elo zurzäit bal op 50 Euro de Megawatt, wann ee bedenkt, datt mer am Juni bei ongeféier 28 Euro de Megawatt waren. Et gouf och gesot: „Bon, fréier war de Masutt op 60 Euro. Elo ass en op 80 Euro.“ Dann hu mer awer trotzdeem eng Erhéijung.

Duerno, och wat de Käschtepunkt ugeet, schonn nëmmen, wat d'Elektresch ugeet: D'Chambre des Salariés rechent aus, datt dat de Staat zum Beispill 64 Millioune kascht, mee wann een natierlech nach déi aner Hëllefen derbäirechent, si mer op engem beträchtleche Käschtepunkt, deen awer an eisen Ae complètement drobar ass, virausgesat, déi heite Regierung géif op aner Steierkaddoen, notamment fir d'Betriber, verzichten. Ech erënneren drun, datt d'Kierperschaftssteier, déi erofgesat gëtt ëm 1 %, deemno wéi een et rechent, de Staat bis zu 150, voire 200 Millioune Euro kaschte kéint. An dann hunn ech nach net vun anere Steierkaddoe geschwat. Dat heescht, dat doten ass u sech eng falsch Diskussioun.

Energiespueren: Bon, d'Stéit maachen u sech 15 % aus an d'Industrie 85 %. Dat heescht, et ass jo awer och elo e bësse problematesch, erëm eng Kéier d'Fro vum Energiespueren op d'Menagen ofzewälzen. Selbstverständlech si mer awer och trotzdeem der Meenung, datt och alles muss gemaach ginn, an ech mengen, d'Biergerinnen an d'Bierger wëllen dat jo och. Si wëllen och, wann et méiglech ass, Energie spueren. Mir si just der Meenung, datt et net esou wäit soll kommen, datt een duerch de Konsum vun Energie veraarmt. Mir haten an deene leschten zéng Joer eng Regierung, déi och d'Méiglechkeet hat, Alternativen auszeschaffen. Dat ass leider net geschitt. Well da kéint een iwwer aner Punkten diskutéieren. Elo mussen d'Leit nach weiderhi Gas a Masutt, fossil Energië benotzen.

Mir waren och ëmmer der Meenung, datt een déi Präisser muss staffelen. Dat soe mer beim Waasser, mee dat soe mer och bei der Energie, well mir wëlle justement, datt et engersäits sozial bleift an datt anerersäits den ekologeschen Aspect soll bäibehale ginn. Dofir hu mir ni einfach esou pauschal gesot: „Mir sinn der Meenung, datt et keng Hëllefe beim Gas oder beim Masutt soll ginn“, mee mir waren ëmmer fir eng Staffelung. Dat heiten – dat hunn ech och virdru gesot bei der Motioun –, dee Präisdeckel, dat ass net déi beschte Léisung. Et misst een aner Alternativen hunn. Et misst een eng Stafflung hunn. Et misst een och eng ëffentlech Renovatioun hu vun de Gebaier. Dat ass net dat, wat déi heite Regierung mécht. Dat ass och net dat, wat déi viregt Regierung wollt maachen. Ça va au compte-gouttes et cetera, et cetera. Et misst een Alternativen hunn. Déi hu mer zurzäit net, a mir sinn dofir der Meenung, datt mer awer schlussendlech déi Hëllefe sollen ee Joer laang weiderféieren.

D'Chambre des Salariés huet awer trotzdeem berechent, datt et en moyenne den duerchschnëttleche Stot tëschent 600 an 1.000 Euro kaschte wäert. An och nach grad déi, déi den Effort maachen, fir op Wärmepompelen ëmzesteigen, déi ginn einfach erëm eng Kéier bestrooft. An et ass och net richteg ze soen: „Ok, mee da gëtt et eng Erhéijung vun der Allocation de vie chère“. Sou kann een dach keng Politick maachen, sou prinzipiell. Also, et ass wierklech problematesch, well éischtens betrëfft dat wierklech d'Leit, déi guer net méi eens ginn – si sinn net sozial schwaach, mee dat si warscheinlech déi, déi am meeschten ausgebeut ginn an eiser Gesellschaft; esou muss een dat éischter ausdrécken –, mee duerno awer och d'Mëttelschichten. Déi wäerte weiderhin dorënner leiden. An et däerf een ni vergiessen, datt awer de Réckgrëff op solch Aiden humiliant ass fir d'Leit. A wann een einfach eng Politick mécht an et seet een: „O, souwisou kréien d'Leit d'Aarmegeld“ – well a Wierklechkeet ass et dat –, ass dat net seriö.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

Wann d'Regierung wëllt, hätt d'Regierung dann d'Wuert.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Ech hu mäi Blat vergiess.

M. Claude Wiseler, Président | Dir kënnt et awer nach siche goen, wann Der et braucht. Dat ass vläicht méi sécher.

(Hilarité)

Mir hunn nämlech gär, datt Der op all d'Froen äntwert.

Une voix | Dir braucht awer och kee Blat virun de Mond ze huelen.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, d'Regierung huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Merci och fir d'Verständnis. Ech mengen, et ass ganz vill gesot ginn an och schonn an der Motioun vu virdrun iwwert d'Theema vun der Brems iwwerhaapt, fir de Phase-out ze maachen, fir dass mer déi béllegste Präisser awer och nach fir 2025 kënnen halen an dann 2026 kënnen op en normale Präis kommen.

Ech wëll just op e puer Froen agoen, déi gestallt gi sinn. Éischtens emol ass vum Här Boonen d'Fro gestallt ginn iwwert den ILR. Muer an der Kommissioun gëtt eebe grad iwwert d'Netzkäschten nach eng Kéier geschwat, fir do nach eng Kéier am Detail de Mechanismus ze erklären, wou och den ILR selwer present ass, fir do nach eng Kéier de Point ze maachen, wéi et mat de Stroumpräisser ass.

Ech wëll just hei nach Kéier ganz kuerz soen: Et gëtt och verschidde Mechanismen, wou ee kann am Kader vum Stroumpräis agéieren. De Stroumpräis ass am Fong an dräi gedeelt: éischtens den Elektron selwer, zweetens d'Netzkäschten an drëttens d'Taxen. Bei de Steiere kënne mer net méi erofgoen, well mer do déi déifsten hunn. Mir kënnen net méi déif an de Steiere goen. Dat heescht, op deem kënne mer net méi erofgoen. Beim Elektron si mer op engem internationale Marché. An op d'Netzkäschten, wéi gesot, wäerte mer muer nach eng Kéier agoen.

Well wat ass déi kritesch Fro, déi sech stellt? Mir brauchen e staarkt Netz. Mir brauchen e gutt Netz. Dat hu mer och hei zu Lëtzebuerg. Dat bréngt och mat sech, dass mer en Ausbau musse maache vun deem Netz. Wa mer d'Netz ganz vill ausbauen, gëtt d'Netz méi deier. Wann d'Netz méi deier gëtt, gëtt de Stroumpräis méi deier. Dofir muss een ëmmer kucken, dass een dat am Equiliber hält, fir d'Netz esou effizient wéi méiglech kënnen ze benotzen. An dofir och déi Upassungen, wéi mer se muer an der Kommissioun wäerte beschwätzen.

Ech sinn awer ganz frou ze gesinn, dass de Spriecher vun der LSAP sech esou asetzt fir d'Betriber. Ech fannen dat wierklech gutt. Ech si ganz frou doriwwer. Mir wäerten dann och nach ...

M. Georges Engel (LSAP) | Dat hu mir nach ëmmer gemaach, Här Delles.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Da sinn ech frou, dass Der dat esou ëffentlech hei sot. Ech sinn nämlech ganz frou doriwwer, well mer nämlech och nach an anere Projeten ...

(Interruption par Mme Francine Closener)

Jo, also, mat Iech, mengen ech ...

M. Georges Engel (LSAP) | Et ass keng Exklusivitéit vun der DP, d'Betriber.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Dat hunn ech net gesot.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, Här Engel!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Georges Engel (LSAP) | Dir maacht awer wéi wann hei.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Ech sinn awer frou, dass Der Iech hei esou asetzt fir d'Betriber. Ech soe just, ech si frou, dass Der Iech asetzt. Dat ass dach schéin.

(Interruptions)

Wann dat Iech och nach opreegt, wann ech dat soen, verstinn ech et net, well Dir Iech jo nach ëmmer fir se agesat hutt.

(Interruptions)

En tout cas wëll ech Iech hei soen, dass Der Iech nach ëmmer ganz gutt fir se agesat hutt an dass et eebe grad wichteg ass.

An ech kommen dann och hei direkt op e Punkt vun der Motioun ze schwätzen: wa mer de Betriber Staatshëllefe ginn, fir d'Industrie zum Beispill, déi Hëllefe kritt huet, fir den Energiepräisdeckel ze maachen. Bei de Betriber ass eng Ouverture gemaach ginn iwwert den TCTF (ndlr: Temporary Crisis and Transition Framework) iwwer Europa, dass d'Betriber kënnen Hëllefe kréien. Deen ass awer am Juni 2024 ausgelaf, soudass d'Betriber keng Hëllefe méi kënne kréien an der ganzer EU, soudass och do Lëtzebuerg d'Hänn gebonne sinn, fir d'Betriber nach weider ze ënnerstëtzen, fir déi Staatshëllefe kënnen ze ginn.

Ech mengen, dass awer ee ganz wichtege Volet hei nach eng Kéier ze ënnersträichen ass. Dat ass déi sozial Selektivitéit. Déi sozial Selektivitéit, wou e Paquet vu Mesüren hei nach dobäi ass, fir grad deenen ze hëllefen, déi et am néidegsten hunn. Well hei schwätze mer elo just vum Energiepräisdeckel vum Elektreschen, wou 171 Milliounen heimat an d'Hand geholl ginn, fir eebe grad déi Offiederung nach kënnen ze maachen.

An ech fannen et och ganz geféierlech an deem ganzen Discours, Angscht ze maache virun der Elektromobilitéit a virun de Wärmepompelen. Et ass esou, dass haut en Elektroauto nach ëmmer méi bëlleg am Verbrauch an am Fueren op de Kilomeeter ass wéi e fossillen. Et ass jo net, wéi wann de Bensinn an den Diesel säit 2022 net méi deier gi wieren. De Bensinn an den Diesel si 2024 méi deier, wéi se et 2022 waren. An dofir muss een och déi Saache matenee vergläichen. Et ass haut nach ëmmer interessant, eng Wärmepompel ze maachen, well een do méi Hëtzt aus dem Elektreschen erauskritt, wat also méi bëlleg ass, an op där anerer Säit och den Elektroauto do méi bëlleg ass. Duerfir, mengen ech, muss een dat ëmmer e bësse mat an d'Woschuel geheien, wann een déi ganz Diskussioune mécht.

En tout cas sinn ech frou iwwert déi ganz breet, wann och net komplett Zoustëmmung, fir awer trotzdeem deen Deckel hei ze maachen, de Phase-out, wou Lëtzebuerg dann nach eent vun den eenzege Länner ass, fir e Phase-out kënnen ze maachen, dass mer do nach weiderhi kënnen awer mat de soziale Krittären do hëllefen, e Phase-out maachen an esou an déi richteg Richtung goen.

Ech soen Iech alleguer villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat ...

(Interruption par M. Marc Baum)

Wëllt Der eng Fro stellen?

M. Marc Baum (déi Lénk) | Parole après ministre.

M. Claude Wiseler, Président | Parole après ministre, ok.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech wollt just eppes richtegstellen, wat virdru gesot ginn ass vum Minister a vun der Exministesch, nämlech datt déi Lénk géint dee Mechanismus gewiescht wieren, deen en place gesat war, an datt et duerfir, esou d'Argumentatioun, inkohärent wier, wa mer elo d'Verlängerung géife froen.

Ech hu mer dee Communiqué nach eng Kéier ugekuckt. An do steet einfach dran: „les mesures du gouvernement sont insuffisantes. Pour une aide directe et simple", a mir hunn dann eise Modell presentéiert. Dat heescht, dat, wat mir kritiséiert hunn, ass, dass dat, wat d'Virgängerregierung proposéiert huet, net duergeet. Dat hu mer kritiséiert. Dat heescht awer net, datt mer géint dee Sockel, dee se gesat huet, gewiescht wieren. An duerfir ass et och net inkohärent, datt mer elo probéieren, dee Sockel weider ze verlängeren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Gutt, dat da richteggestallt, ass elo, mengen ech, d'Diskussioun ofgeschloss.

Wann d'Diskussioun ofgeschloss ass, da géinge mer elo fir d'éischt zur Ofstëmmung vum Projet de loi kommen, dem Projet de loi 8428. An zwar steet den Text am Document parlementaire 8428[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8428 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 46 Jo-Stëmmen, 14 Nee-Stëmmen. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 46 Jo-Stëmme géint 14 Nee-Stëmme bei kenger Abstentioun.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Charles Weiler), Ricardo Marques (par M. Alex Donnersbach), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nathalie Morgenthaler), Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. Gusty Graas), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motions

An da géinge mer zu de Motioune kommen, déi bei dësem Projet deposéiert gi sinn, der Motioun 1 an der Motioun 2 vun der Madamm Welfring.

Motion 1

Madamm Welfring, wëllt Dir nach eng Kéier Stellung dozou huelen? Dir maacht dat gär duerno, huelen ech un. Da froen ech: Wie wëll zu dëser Motioun Stellung huelen? D'Madamm Hartmann gesinn ech, den Här Boonen. Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP), rapportrice | Jo, merci, Här President. Ech mengen, mir kënnen eigentlech relativ séier sinn. Mir hunn elo grad e Gesetz gestëmmt, wat dann d'Kontributioun fir eng Limitatioun op eng Hausse vun 30 % vun de Stroumpräisser zréckbehält. Duerfir kënne mer déi éischt Motioun net matdroen, well d'Essenz dovunner déi ass, fir an dem éischte Punkt effektiv e Plafonnement op 60 % fir 2025 ze hunn. Duerfir géif ech menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net matzedroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Här Boonen.

M. Jeff Boonen (CSV) | Jo, merci. D'Argumentatioun ass änlech. Ech mengen, mir hunn elo an deenen zwee Punkte virdrun erkläert, firwat mer net derfir sinn, fir e volle Präisdeckel op dem Elektreschen ze ginn. An dofir géif ech och menger Fraktioun roden, d'Motioun net matzestëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Merci, Här President. Hei an där Motioun stinn eng ganz Rei ganz interessant Consideranten an och Invitten dran, notamment déi, fir de Präis dann op 60 % ze deckelen. Dat ass och fir eis eng ganz gutt Saach, gradesou wéi d'Evaluatioun ze maachen, wat d'Transition énergétique ugeet, wéi se viru soll goen an och wat d'Präisser op d'Inflatioun ausmaachen. Och dat kënne mer 100%eg ënnerstëtzen.

Ech hunn et virdrun ugeschwat, vun der Kommunikatioun, datt déi katastrophal a miserabel wär. Och dat soll hei besser ginn, freet dës Motioun. A gradesou och: Ee vun de grousse Problemer vun der erneierbarer Energie ass jo de Stockage vun der Energie. An och hei soll weider a „batteries de stockage à grande capacité" investéiert ginn, fir dat ze fërderen. Och dat fanne mer gutt. An duerfir stëmme mer déi Motioun hei mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Si soss nach weider Wuertmeldungen zu dëser Motioun do? Dat schéngt mer net de Fall ze sinn.

Da géing ech déi éischt Motioun vun der Madamm Welfring zur Ofstëmmung stellen.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Däerf ech vläicht nach eppes soen?

M. Claude Wiseler, Président | Jo, pardon.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. An ech wäert et kuerz maachen. Ech wollt just froen, wann den eenzege Point d'achoppement deen éischte Punkt ass, dass mer de Präisdeckel am léifste gäre ganz weidergefouert hätten, wa mer deen da géingen erausheulen, wär de Rescht fir d'Majoritéit dann awer ze droen? Wëssend, dass mer ...

(Interruptions)

Dir sidd elo just op deen éischte Punkt agaangen. Mir hunn eis d'Méi gemaach, fir eis wierklech hei konstruktiv anzebréngen an déi ganz Diskussioun, fir ze kucken, wéi mer dat, wat mer elo matgestëmmt hunn, obwuel mer am léifsten eppes anescht gehat hätten, awer esou kéinten an d'Realitéit ëmsetzen, dass ee wierklech derfir suergt, dass ee sech net nëmmen eemol am Joer Gedanke mécht, mee e bëssen méi oft awer kritesch bleift a kuckt, ob dat doten an déi richteg Richtung weidergeet. Dat fannen ech elo schued, dass dat elo a senger Gesamtheet einfach elo hei ofgeschmettert gëtt, well ech mengen, et kéim eis alleguer zegutt.

M. Claude Wiseler, Président | Ass eng Wuertmeldung zu där doter Remark do? D'Madamm Hartmann. D'Madamm Hartmann huet d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP), rapportrice | Also, deen éischte Punkt, dee kënne mer natierlech net matdroen, dat verstitt Der, och duerch de Vott, dee mer grad geholl hunn. Fir déi reschtlech Punkte géife mir suggeréieren, et mat an d'Kommissioun ze huelen. Da schwätze mer dodriwwer. Voilà, dat wär eis Propositioun, dat heescht, d'Motioun an dëser Form net matzedroen, mee d'Motioun ouni den éischten Tiret mat an d'Diskussioun an d'Kommissioun ze huelen.

M. Claude Wiseler, Président | Da muss d'Auteure vun der Propositioun soen, ob se d'accord ass, fir dann deen Tiret erauszehuelen an déi ouni deen Tiret an d'Kommissioun ze renvoyéieren.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Ech denken, dass dat doten eng sënnvoll Approche ass, well et geet eis jo hei wierklech éischter ëm de Contenu an dass mer am Fong hei weiderkommen, wéi ëm d'Form. An dofir droe mer dat do mat.

M. Claude Wiseler, Président | Gutt, da brauch ech also de Vott iwwert d'Motioun net ze maachen.

Da géing ech hei d'Chamber froen, ob mer kënnen à main levée ofstëmmen, fir se an d'Kommissioun ze schécken, déi reduzéiert Versioun dovunner.

(Assentiment)

Motion 1 modifiée

« Prix de l'électricité pour les ménages »

La Chambre des Députés,

considérant

– la directive (UE) 2019/944 relative aux règles communes pour le marché de l'électricité, qui met l'accent sur la protection des consommateurs, notamment les plus vulnérables, et qui autorise les États membres à adopter des mesures visant à garantir des prix électriques abordables et équitables ;

– l'augmentation des factures d'électricité des ménages, en raison de la réduction du plafonnement étatique des prix de l'électricité ;

– l'introduction d'une nouvelle structure des tarifs d'utilisation du réseau à partir de 2025 payée par les ménages ;

– le plan de développement du réseau national, estimant à 300 millions d'euros les investissements nécessaires pour le réseau de transport sur la période 2024-2034, afin de répondre aux besoins futurs, y compris l'intégration accrue des installations de production décentralisées utilisant des sources d'énergie renouvelables, le déploiement de solutions de stockage et l'électrification des transports ;

– que la transition énergétique nécessite des prix d'électricité abordables pour favoriser l'électrification, les technologies durables, ainsi que la compétitivité des entreprises et de l'industrie ;

– que la transition énergétique requiert une flexibilité accrue à tous les niveaux du système énergétique ;

– l'impact direct et indirect de l'augmentation des prix de l'énergie sur l'inflation et le pouvoir d'achat des citoyens,

invite le Gouvernement

– à réaliser une évaluation de l'impact de la limitation de la hausse du prix de l'électricité à 30 % en 2025 sur l'avancement de la transition énergétique, et prévoir les moyens nécessaires pour intervenir en cas de développement ou tendance négatifs ;

– à réaliser une évaluation de l'impact de la limitation de la hausse du prix de l'électricité à 30 % en 2025 sur l'inflation et les factures d'électricité des ménages vulnérables, et prévoir une adaptation des aides sociales nécessaires pour intervenir en cas de développement ou tendance négatifs ;

– à se donner les moyens nécessaires pour assurer un accès équitable et abordable à l'électricité pour l'ensemble des citoyens et garantir la protection de tous les ménages, dont ceux investissant dans la transition énergétique, contre la hausse des prix de l'électricité ;

– à garantir une communication claire, transparente et proactive sur l'évolution des prix de l'électricité, afin d'informer les citoyens et de les préparer à toute variation éventuelle des tarifs ;

– à investir dans des batteries de stockage à grande capacité, stratégiquement positionnées, afin d'optimiser la gestion de la charge du réseau électrique, de réduire les coûts et d'augmenter la résilience du système énergétique ;

– à garantir que les subventions étatiques et investissements futurs dans le domaine de la transition énergétique soient orientés exclusivement vers la promotion des systèmes énergétiques intelligents, en veillant à l'utilisation efficace des technologies flexibles intelligentes au service du réseau (telles que les bornes de charge, pompes à chaleur, batteries, etc.) ;

– à analyser les différents instruments tarifaires et interventions réglementaires nécessaires pour garantir un prix d'électricité abordable et compétitif pour les ménages, tout en équilibrant les besoins d'investissements futurs pour la transition énergétique.

(s.) Joëlle Welfring, Djuna Bernard, Sven Clement, Georges Engel, Meris Sehovic, Sam Tanson, David Wagner.

Vote sur le renvoi de la motion 1 modifiée en commission

Wien d'accord ass, streckt d'Hand an d'Luucht.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dann ass also déi reduzéiert Motioun an d'Kommissioun renvoyéiert.

(La motion 1 modifiée de Mme Joëlle Welfring est renvoyée à la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme.)

Motion 2

An da komme mer zur Motioun 2 vun der Madamm Welfring. Do hëlt och d'Madamm Hartmann gär d'Wuert. Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP), rapportrice | Jo, merci, Här President. De Minister hat et a senger Interventioun schonn indiquéiert: D'Motioun wëllt am Fong an déi Richtung intervenéieren, dass och eppes gemaach gëtt par rapport zu de Betriber. An do ass et ganz kloer, dass, wéi gesot ginn ass, säit Juni 2024 déi kuerzfristeg autoriséiert Aide-d'Étaten elo net méi méiglech sinn. An duerfir géife mer aus deem Grond och proposéieren, dës Motioun hei net unzehuelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Dann huet den Här Fayot d'Wuert gefrot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Mir ënnerstëtzen déi Motioun hei, well mer effektiv och mengen, dass mer ganz gutt musse kucken, wat fir en Impakt dat heiten op d'Betriber kritt. An ech muss soen, ech sinn awer e bëssen enttäuscht gewiescht iwwert déi Remark, déi de Minister elo éinescht gemaach huet a senger Interventioun. Här Minister, mir hunn ...

(Interruptions)

... an där leschter Legislatur vill zesummegeschafft am Sënn vun de Betriber, am Kader vun der Covidkris an och duerno vun deene successive Krisen, wou mer eis zesummen agesat hunn, y compris och bei den Energiepräisser, fir d'Betriber kompetitiv ze halen. An ech mengen, dass eng Rei Virgänger, och vu mir, vun der LSAP, déi Wirtschaftsminister waren, genee déi selwecht Politick gemaach hunn. Voilà, dofir hunn ech dat liicht deplacéiert fonnt, fir esou eppes am Debat ze soen. Bon, dat ass da vläicht esou, wéi mer Politick maachen.

Mee op alle Fall fannen ech, dat heiten ass eng Motioun, déi mer ënnerstëtzen. Et geet och drëm, dass mer bei zukünftege Projeten, déi mer am Beräich vun der Elektrizitéit, vun der Energie iwwerhaapt, maachen, kucken, dass mer just nach dekarbonéiert Projete finanzéieren an eis och an deem Sënn asetzen um europäeschen Niveau.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Den Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir haten déi éischt Motioun, déi elo an eng Kommissioun geet, mat ënnerschriwwen. Déi heiten hu mer net mat ënnerschriwwen, well mer mat engem Tiret e puer Schwieregkeeten hunn, notamment deem leschten Tiret, wou et drëms geet, datt ee soll analyséieren, ob een en „dispositif de régulation des prix de l'électricité pour les industries et les grandes entreprises" soll virgesinn, „afin de limiter les hausses tarifaires". Fir eis ass dat e bësse large a mir stellen eis d'Fro, ob een net awer och esou en Dispositif misst konditionéieren. An do feelen d'Konditiounen. Natierlech steet do „mise en place d'un dispositif". Ech ginn dervunner aus, datt dat vläicht Konditionnementer net géif ausschléissen. U sech hätte mir léiwer gehat, datt déi heiten och an eng Kommissioun geet, well een doriwwer kéint diskutéieren. Bon, d'Autrice muss kucken, wéi se dat selwer gesäit. Mee en l'état actuel géife mer eis éischter enthalen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Dann ass nach den Här Keup, deen d'Wuert wëllt. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Also, et kann ee jo och mol probéieren, bei esou enger Motioun wéi där heiter – déi natierlech och gutt klengt, wou ee seet, et muss een d'Betriber ënnerstëtzen, wat mir jo och ënnerstëtzen – awer e bësse méi wäit ze denken. An et geet jo hei net nëmmen drëms, fir d'Betriber ze ënnerstëtzen, mee et geet och drëms, dass se eng Elektrifikatioun maachen. Dat heescht, dass een dann och ëmmer méi Elektresch wäert verbrauchen. Mir schwätzen hei vun eppes, wat immens, immens staark ass, immens vill Stroum wäert bedeiten an immens Käschte wäert engendréieren. Wann ee mol einfach bedenkt: De Stroum, deen d'Industrie hei zu Lëtzebuerg verbraucht, dat ass iwwer 50 % vum Stroum. An da brauch d'Industrie jo awer och Gas an aner Energiequellen. An déi si jo zum Beispill hei net erwäänt. Do wier et awer och wichteg, fir d'Industrie an Europa an a Lëtzebuerg ze ënnerstëtzen, dass och déi aner Energiequelle géifen op engem nidderege Präis sinn, esou wéi se et och zum Beispill an Amerika sinn.

An et muss ee jo och bedenken, dass mir a Lëtzebuerg pro Joer 50 Terawattstonnen Energie verbrauchen, also alles zesummen, Gas, Bensinn, Stroum. An am Moment mécht de Stroum 7 Terawattstonnen aus. Dat heescht, wa mer elo wëllen am Elektreschen ëmmer méi kréien, da komme mer vu 7 op 10, op 15, op 20, ëmmer méi héich. An da muss ee jo och eng Quell hunn, wou déi Energie hierkënnt. A wa mer an esou grouss Gréisstenuerdnunge kommen, da geet och dat, wat hei ëmmer geplangt gëtt, déi alternativ Energien, Solar- a Wandenergie, eleng net méi duer.

Wann een also konsequent dat heite wëll duerchféieren, wat hei steet, d'Betriber alleguerten op Elektresch ëmstellen, da brauch een och Elektrizitéitsquellen, déi deen Elektresch och liwweren, an och zu engem Präis, deen ee ka bezuelen. An déi Logik, déi vermëssen ech hei scho säit enger gudder Zäit an der Chamber an eeben och hei an där Motioun. Duerfir kënne mer dat net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. An da géing ech der Madamm Welfring d'Wuert nach eng Kéier ginn.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, merci. Merci och fir all Är Iwwerleeungen. Ech denken, déi hei Motioun ass awer an hirem Inhalt extreem wichteg. Och wann den TCTF ewechgefall ass, kënne mer awer elo net einfach opginn a soen: „Bon, et gëtt keen TCTF méi. Elo kënne mer eis och keng Gedanke méi maachen, wéi mer an Zukunft déi Elektrifikatioun an déi Dekarbonisatioun vun eisen Entreprisen, déi mer awer mussen hikréien, wëllen hikréien a wat fir Moyenen et do iwwerhaapt an Zukunft géing ginn, fir dat kënnen hinzekréien.“ A méi steet jo eigentlech am leschten Tiret net dran.

Kommt, mir iwwerleeën zesummen, wat fir en Dispositif ee sech misst ginn. A mir invitéieren d'Regierung natierlech, déi Iwwerleeungen och ze maachen an eis do vläicht Propositiounen ze maachen, wéi dat an Zukunft kéint gehandhaabt ginn. An ech sinn der Meenung, dass et do och Piste gëtt. An do gëtt et jo och aner Länner an Europa, déi sech genau déi Gedanke maachen. An déi halen och net einfach op, just well et den TCTF net méi gëtt.

Dofir wär ech frou, wa mer awer deen Inhalt vun där heiter Motioun kéinte mat an d'Kommissioun huelen, well ech denken, dat hei ass zentral wichteg fir eis Betriber. Mir verlaange vun hinnen, dass se mat op de Wee gi vun der Transitioun. Da musse mer natierlech och kucken – vläicht och iwwert déi Aiden, et läit jo och am Moment e Gesetzesprojet vir –, fir d'Dekarbonisatioun méi geziilt ze ënnerstëtzen.

Mee vläicht geet dat net duer. Vläicht soll een awer kucken, ob et net nach aner Piste gëtt, wéi een dat heiten nach kéint zousätzlech ënnerstëtzen. Well et ass fir eis alleguerte wichteg, dass mer déi Betriber hunn, déi mer hei zu Lëtzebuerg an der Zukunft brauchen. Och hierstellend Betriber wäerte mer an Zukunft hei zu Lëtzebuerg brauchen. Dat huet eis de Covid kloer gewisen. Da musse mer och kucken, wéi mer déi dote kënnen ënnerstëtzen, mat méi, wéi mer am Moment schonn um Dësch leien hunn. Dat ass am Fong dat, wat ech heimadder just wollt froen: ob mer dat kéinten zesummen an enger Kommissioun diskutéieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Dat heescht, wann ech elo richteg verstanen hunn – ech interpretéieren –, sidd Dir d'accord mat der Propositioun vum Här Wagner, fir se an eng Kommissioun ze verweisen.

Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission

An dann ass elo meng éischt Tâche, fir hei d'Chamber ze froen, ob se d'accord ass, et an d'Kommissioun ze verweisen, oder net. An ech géing och proposéieren, datt mer iwwert dat mat Handophiewen ofstëmmen.

Deen, deen d'accord ass, dee soll elo d'Hand an d'Luucht hiewen. Ech soen Iech Merci.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Da stellen ech domat fest, datt eng Majoritéit do ass, déi net derfir ass, fir se an d'Kommissioun ze verweisen.

Da stellen ech déi Motioun hei zum Vott. Dee Vott gëtt natierlech elektronesch gemaach.

Vote sur la motion 2

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Nach e klengen Effort. Kuckt nach eng Kéier no, ob kee méi op Ärer Lëscht ass. Ok, da schléissen ech de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 18, Nee: 39, Abstentiounen: 2. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 39 Nee-Stëmme géint 18 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Jeff Boonen), Ricardo Marques (par Mme Stéphanie Weydert), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nathalie Morgenthaler), Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. Fernand Etgen), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

12. 8423 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 16 décembre 2022 autorisant l'État à participer au financement du surcoût des produits énergétiques et d'électricité supporté par les centres intégrés pour personnes âgées, maisons de soins, logements encadrés pour personnes âgées et centres psycho-gériatriques agréés en vertu de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique

An da géife mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen. Dat ass de Projet de loi 8423 iwwert d'Verlängerung vu Bäihëllefe fir Strukture fir eeler Leit, déi vun der Hausse vun den Energiepräisser betraff sinn. Och hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, déi selwecht wéi virdrun. Schonn ageschriwwe sinn: d'Madamm Nathalie Morgenthaler, d'Madamm Claire Delcourt, den Här Dan Hardy, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Marc Goergen an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice, déi honorabel Madamm Mandy Minella. Madamm Minella.

Rapport de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité

Mme Mandy Minella (DP), rapportrice | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am September 2022 gouf am Kader vum Solidaritéits...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | E wéineg méi Rou wannechgelift! Merci.

Mme Mandy Minella (DP), rapportrice | Am September 2022 gouf am Kader vum Solidaritéitspak 2.0, deen tëschent der Regierung, der Union des entreprises luxembourgeoises an de Gewerkschaften ausgehandelt gouf, decidéiert, dass de Staat sech finanziell un den Energiekäschte fir Alters- a Fleegeheemer bedeelege géif, dëst, well d'Alters- an d'Fleegestrukturen opgrond vun den héijen Energiekäschte soss warscheinlech gezwonge gewiescht wieren, hir Pensiounspräisser no uewen unzepassen.

Déi staatlech Participatioun un den Energiepräisser huet also virop derzou gedéngt, d'Leit an dëse Strukture viru Präiserhéijungen ze schützen. Eng Alters- a Fleegestruktur, déi dës finanziell Hëllef erhält, verflicht sech am Géigenzuch dann och derzou, hir Hebergementspräisser net ze erhéijen.

Mam Solidaritéitspak 3.0 gouf déi staatlech Ënnerstëtzung bis den 31. Dezember 2024 verlängert. Well dës Mesür dëst Joer elo ausgelaf wier, d'Situatioun um Energiemaart sech awer nach net gänzlech entspaant huet, gesäit de Gesetzesprojet 8423 vir, dës finanziell Bedeelegung eng weider Kéier bis den 31. Dezember 2025 ze verlängeren.

Esou gëtt deene Strukturen, déi vun enger finanzieller Ënnerstëtzung profitéiere wëllen, weiderhin dës Optioun ugebueden. Et ass keng Obligatioun, dës Hëllef an Usproch ze huelen. All Gestionnaire vun enger Alters- oder Fleegestruktur muss evaluéieren, ob et fir si opportun ass, eng Demande ze stellen.

D'Demanden, fir déi finanziell Participatioun ze kréien, musse vun den Alters- a Fleegestrukture fir d'Méint Januar bis Juni 2024 bis den 31. Januar 2025 agereecht ginn, fir d'Méint Juli bis Dezember 2024 bis den 30. Abrëll 2025.

Här President, nieft dem Avis vum Staatsrot goufen zu dësem Projet de loi nach fënnef weider Avisen agereecht: vun der Commission nationale pour la protection des données, déi awer keng Punkten, wat den Dateschutz ugeet, feststelle konnt, vun der COPAS, der Chambre de Commerce, der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an der Chambre des Salariés.

Déi verschidde Chamberen an och d'COPAS approuvéieren de Projet de loi. D'Chambre de Commerce an d'COPAS hätte sech gewënscht, dass d'Attributioun vun der finanzieller Hëllef net weiderhin doru gekoppelt wier, datt d'Hebergementspräisser net erhéicht dierfe ginn.

Ech soen all de Kolleegen aus der Familljekommissioun Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci och fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

An déi éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Nathalie Morgenthaler. Madamm Morgenthaler.

Discussion générale

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Här President, léif alleguer, dëse wichtege Gesetzesentworf erméiglecht et, d'finanziell Stabilitéit vun den Altersstrukturen an de betreiende Strukturen an de kommende Jore weider ze sécheren. De Gesetzestext erlaabt et dem Staat, seng finanziell Ënnerstëtzung bis Enn 2025 ze verlängeren. Zousätzlech ginn déi nei agreéiert Strukturen, déi ënnert d'Qualitéitsgesetz vun 2023 falen, an dës Moossnamen integréiert. Mat dëse Moossname limitéiere mer d'Auswierkunge vun de schwankenden Energiepräisser op d'Bewunnerinnen an d'Bewunner vun dëse Strukturen.

D'Gesetz garantéiert, dass d'Pensiounspräisser net däerfen erhéicht ginn, ausser fir se un den Index unzepassen. Vereenzelt Avisen hunn drop opmierksam gemaach, dass d'Energiepräiserhéijungen an d'Ëmsetzung vum SAS-Kollektivvertrag zu engem finanziellen Drock fir déi verschidden Träger kéinte féieren, wat si derzou kéint zwéngen, d'Präisser an Zukunft unzepassen. Et muss een dës Tatsaach am Hannerkapp halen an an Zukunft drop oppassen, dass d'Träger eng qualitativ héichwäerteg Betreiung garantéieren, ouni onkontrolléiert Präiserhéijunge virzehuelen.

Dëse Gesetzesentworf ass zu dësem Zäitpunkt op alle Fall e wichtege Schratt an déi richteg Richtung. An dofir wäert d'CSV dëse Gesetzesprojet matstëmmen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Morgenthaler. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Claire Delcourt. Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, zu Lëtzebuerg ze wunnen ass net bëlleg, net an engem Haus oder Appartement a scho guer net an Alters- a Fleegeheemer. Mat Pensiounspräisser, déi seelen ënner 2.600 Euro pro Mount leien, kann d'Wunnen am Alter zu enger reeller Erausfuerderung ginn, an dat natierlech besonnesch fir déi wuessend Unzuel un eelere Mënschen, déi ënnert der Aarmutsgrenz liewen, mee och fir ëmmer méi eeler Leit mat mëttlere Pensiounen.

Mir brauchen dofir ganz dréngend eng staark Sozialpolitick, e gerechte Steiersystem an e proaktiivt Virgoen, wann et ëm d'Altersaarmut geet. Natierlech brauch et niewent dëse wichtege breede Reformen awer vun Zäit zu Zäit och punktuell Mesüren, wéi zum Beispill elo hei a Form vun der Energiehëllef, iwwert déi mer haut schwätzen.

Selbstverständlech sollen d'Wunnpräisser vun Alters- a Fleegeheemer an och d'Präisser vun de Servicer vun de Fleegereseauen duerch déi steigend Energiekäschten net nach méi deier ginn, wéi se souwisou scho sinn. Mir als LSAP hunn dofir d'Energiehëllef fir de Secteur vum Drëtten Alter an hirer initialer Fassung kloer begréisst an och hei an der Chamber matgestëmmt, geneesou wéi mir et och bei der éischter Verlängerung vun der Aide gemaach hunn. U sech ënnerstëtze mir d'Hëllef also.

Mee bei dëser zweeter Verlängerung hu mir elo awer leider ganz grouss Zweifel, dass dëse Projet säin Zil erreeche wäert. Eigentlech soll dat hei Gesetz jo verhënneren, dass d'Präisser fir Wunnen a Fleeg fir eeler Leit ze vill klammen. Mee d'Acteuren um Terrain hunn awer ganz däitlech gemaach, dass déi hei Energiehëllef mat deene Konditiounen, déi elo virgesi sinn, an der aktueller Situatioun vun enger Rei Haiser guer net an Usproch geholl wäert kënne ginn. Ech mengen, d'Madamm Morgenthaler huet et jo elo schonn e bëssen ugedeit. An hei si mir wierklech erstaunt, wéi eng Regierung an eng Majoritéit, déi sech d'Aarmutsbekämpfung esou grouss op de Fändel geschriwwen hunn, elo d'Ae virum Problem zoumaachen an de Projet trotz Kritick vum Terrain duerchwénken.

Et gouf däitlech gemaach, dass eng Rei Haiser fir eeler Leit hir Pensiounspräisser wäerten héije mussen, well entre-temps – an dat ass de sprangende Punkt hei – en neie Kollektivvertrag fir de Secteur ënnerschriwwe gouf. Dat war e ganz wichtege Schrëtt, fir d'Rechter vun den Employéen am Sozialsecteur weider ze ënnerstëtzen, an dat begréisse mer natierlech och ausdrécklech. Mee all déi Haiser, déi duerch d'Käschten, déi mam neie Kollektivvertrag verbonne sinn, hir Zëmmerpräisser wäerten héije mussen, ginn elo automatesch vun der virleiender Energiehëllef ausgeschloss, well e Beneficiaire vun der Aide sech verflichte muss, d'Wunnpräisser net ze hiewen. An dat ass fir eis awer e grousse Problem.

Ursprénglech war d'Iddi, eng Präishausse ze verbidden, jo opkomm, well ee wollt verhënneren, dass en Haus géif d'Energiehëllef vum Staat kréien an déi steigend Energiepräisser dann trotzdeem iwwert de Wunnpräis un d'Bewunner géif weiderginn. Mee an der aktueller Situatioun riskéiere mir, dass d'Bewunner duerch déi Reegel schlëmmstefalls duebel bestrooft ginn. Dat heescht, verschidde Leit wäerten elo d'Hausse bezuelen, déi eeben duerch d'Verbesserung um Niveau vum Kollektivvertrag entsteet, an on top nach eemol d'Hausse vun den Energiepräisser. Esou war et wuel initial net geduecht.

Wisou goufen déi zousätzlech Ausgaben, déi duerch den neie Kollektivvertrag fir d'Haiser ufalen, an dësem Projet de loi net als Ausnam opgezielt, esou wéi et eeben och bei den Ausgaben duerch eng nei Indextranche de Fall ass?

Mir hunn d'Problematik an der Kommissioun ugeschwat an haten awer leider d'Gefill, de Ministère géif drop setzen, dass den Terrain scho Weeër géif fannen, fir eens ze ginn, am Noutfall iwwer Sous-traitancen.

Et kann een net engersäits vun Aarmutsbekämpfung schwätzen an anerersäits Verschlechterunge fir déi eeler Leit a respektiv oder fir d'Aarbechtskräften esou a Kaf huelen. An eng ambitionéiert Aarmutsbekämpfung gesäit sécherlech aneschters aus.

Mir als LSAP wäerten dëse Projet dofir haut leider net kënne matdroen. Mir si wierklech net géint eng Energiehëllef fir de Secteur vum Drëtten Alter, mee mir kënnen eis leider net hannert déi Hëllef do stellen, déi wéinst hirer Form riskéiert, dass verschidde Pensionnairen um Enn méi amplaz manner bezuelen, an déi och nach en Ureiz duerstellt, fir e Kollektivvertrag duerch Sous-traitancen ze ëmgoen.

Dat ass fir eis einfach net akzeptabel. An dofir kënne mir dëse Projet net ënnerstëtzen a wäerten eis dofir haut enthalen. Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. Den Här Dan Hardy huet d'Wuert.

M. Dan Hardy (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, fir unzefänke soen ech der Rapportrice, der Madamm Minella, Merci fir hiren ausféierleche Rapport. Bon, mir stëmmen dëse Gesetzesprojet mat. En ass eng vun de Mesüren am Kader vum Solidaritéitspak. Voilà, an datt dëse Projet vum staatlechen Energiezouschoss elo mol just fir dat ganzt Joer 2025 verlängert gëtt, dat ass fir eis an der Rei. Wann d'Energiepräisser awer op deem héijen Niveau bleiwen oder nach méi deier ginn, dann ass et an eisen Ae ganz wichteg, datt déi Mesür weidergefouert gëtt, fir datt déi eeler Leit net nach méi déif an d'Täsch gräife mussen, wa se an eng Altersstruktur kommen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. Dann ass et un der Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Merci der Rapportrice. Säit enger Zäitche kënne mer d'Transparenz vun de verschiddene Präisser vun den Haiser jo live op de Sitte kucken. Ech mengen, dass dat eng Verbesserung ass, déi gutt ass, wou mer nach ëmmer dohannert stinn. Dat gesot, wëll ech awer och eng Kéier der Madamm Delcourt Merci soe fir hir Ausféierung. Ech mengen, dass dat e ganz gudde Punkt ass. Ech fannen et och wichteg, datt Der deen hei nach eng Kéier opgezielt hutt. Nichtsdestotrotz sti mer virun engem Defi par rapport zu den Energiepräisser, virun deem och d'Haiser net fortkommen. An deementspriechend, sachant, dass Der dee Punkt opgeworf hutt, géinge mir trotzdeem awer wëllen hei d'Gesetz matstëmmen, well mer et awer wichteg fannen, dass dës Mesür weidergefouert gëtt. Mee ech wëll awer wierklech nach eng Kéier drop hiweisen, dass Är Remark ganz, ganz pertinent ass. A vläicht kann de Minister och nach eng Kéier dozou Stellung huelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Dann huet elo den Här Marc Goergen d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. D'Madamm Bernard huet dat mam Präisverglach elo ugeschwat. Ech mengen, do war d'Madamm Cahen nach Ministesch, wéi mer domadder ugefaangen hunn. An ech hunn d'lescht Kéier emol op deem Internetsite gekuckt an ech war nawell ferm erstaunt, wéi héich déi Präisser sinn. Et ass wierklech e reelle Problem hei am Land, dass ee sech am Alter herno déi Fleegestrukturen net méi leeschte kann. An do muss een nach méi Schrauwen dréine wéi just déi heiten.

Et ass richteg, dass een d'Energiepräisser muss deckelen, mee wat d'Madamm Delcourt sot, ass och richteg. Ech hätt et natierlech begréisst, wann d'LSAP haut en Amendement matbruecht hätt, fir vläicht dat nach ze änneren, well et wär vläicht och eng Majoritéit fonnt ginn, well Är Argumenter si ganz valabel. De Problem ass, mir stinn elo virun dem Choix: Gi mer de Leit Bäihëllefe bei der Energie oder net, och wann Äert Argument valabel ass? Ech hat dofir éischter gehofft, Dir hätt en Amendement oder eng Motioun haut matbruecht, wou een do d'Kéier nach hätt kënne kréien, well mir sinn der Meenung, dass een trotzdeem d'Präisser sollt offänken, ...

(Brouhaha)

... andeems een higeet a seet, dass een ...

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Marc Goergen (Piraten) | ... d'Energiepräisser, déi elo wäerten an d'Luucht goen ... A mir haten dat Theema jo awer haut scho grouss diskutéiert, soudass mer et awer elo wäerte matstëmmen, eebe fir déi Energiepräisser ofzefänken. Awer trotzdeem misst een nach eng Kéier driwwer diskutéieren, a vläicht bréngt d'sozialistesch Fraktioun jo nach an den nächsten Deeg oder nächste Wochen eng Kéier eppes, wou ee kann driwwer diskutéieren an ofstëmmen, fir dee Problem, deen awer wierklech ze erkennen ass, ze behiewen an deem Gesetzestext.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Den Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. D'Madamm Delcourt huet eppes relativ Erstaunleches fäerdegbruecht. Si ass elo nämlech grad esou e bëssen den Hond am Keelespill, ...

(Hilarité)

... andeems se en Argument an e Räsonement developpéiert huet, ...

M. Georges Engel (LSAP) | D'Madamm Delcourt ass keen Hond.

M. Marc Baum (déi Lénk) | ... dat aliichtend ass. Dat muss ee ganz einfach soen an zouginn.

Ech fannen d'Logik richteg, déi d'Regierung – an och schonn d'Virgängerregierung – geholl huet, fir ze soen: „Ma wa mir d'Augmentatioun vun den Energiepräisser iwwerhuelen, dann ass dat gebonnen un d'Verflichtung vun den Haiser, datt si dann net hir Präisser an d'Luucht setzen."

Wann awer elo effektiv duerch e Kollektivvertrag, deen och zu Recht ausgehandelt ginn ass, well et geet jo och drëms, déi Leit, déi do schaffen, ze valoriséieren, well mer hunn och e Fleegekräftemangel ..., da mengen ech, datt een awer misst Mechanisme fannen oder sech ausdenken, wéi een dat awer dann och opfänke kéint, soudatt dat net eent zu eent un d'Senioren, un d'Beneficiairë weidergi gëtt, soudatt ech no Iwwerleeung och éischter derzou tendéieren, mech bei dësem Projet ze enthalen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Sou, villmools merci, Här President. Ech géing gären ufänken an direkt der Rapportrice, dem Mandy Minella, Merci soe fir dee ganz gudden an explizitte schrëftlechen an och mëndleche Rapport, wat mir et dann erlaabt, e bësse méi kuerz kënnen ze sinn.

Ech hat eigentlech gemengt, dass dat heiten eng Affär wier, déi relativ zügeg géing duerchgoen, déi dann och jidderee géing matdroen, besonnesch déi Partner, déi dann och déi lescht zwee Joer heiru matgeschafft hunn an dat heiten eigentlech mat developpéiert hunn am Kader vun der Energiekris an den Tripartitten, wou déi Mesür hei developpéiert ginn ass, eng Mesür, déi agefouert ginn ass, wou mer eis Gedanke gemaach hunn deemools als Majoritéit, fir ze kucken: Wéi kënne mer déi vulnerabelst Leit an eiser Gesellschaft opfänken? An do derzou huet och den eelere Mënsch gehéiert, den eelere Mënsch an enger Wunnstruktur, sief et en Altersfleegeheem, sief et en Dagesfoyer oder e Logement encadré.

Deemools si scho genau déi selwecht Kriticke vusäite vun der COPAS an och vun der Chambre de Commerce komm – doru wëll ech déi Leit erënneren, déi dat haut vläicht net méi wëssen –, déi gesot hunn: „Ma wann Dir eis d'Energiehëllefe wëllt ginn, da wëlle mer awer net, dass mer op där anerer Säit verbuede kréien, dann eng Augmentatioun vun eise Loyerspräisser däerfen derbäizesetzen." Deemools gouf du festgehal, dass mer wuel fir alles, wat indexgebonne wier, géingen Exceptioune maachen. Dunn ass deemools och opgeworf ginn: „Ma lauschtert, d'Liewensmëttel ginn awer an d'Luucht, d'Zouliwwererbetriber, och dat geet an d'Luucht." An och deemools huet déi heite Chamber sech eestëmmeg – zweemol, wou dat heite gestëmmt ginn ass – derfir ausgeschwat, där Recommandatioun net Rechnung ze droen an eebe justement derfir ze suergen ...

D'selwecht hätt ech och dann d'Augmentatioun vum Mindestloun den 1. Januar 2023 kënnen nennen. Och dat war schonn eppes, wat deemools opgeworf gouf, wou et awer fir eis als Gesetzgeeber deemools, awer och virun allem der Regierung ganz wichteg war ze soen: „Et gëtt näischt fir näischt! Wann een op där enger Säit ëffentlech Gelder kritt, ongeféier siwe Milliounen d'Joer, da muss een op där anerer Säit och eppes fir den eelere Mënsch direkt maachen." An den eelere Mënsch sollt geschützt ginn, andeems de Pensiounspräis respektiv och de Präis, wann en an enger Dagesstruktur ass, net sollt an d'Luucht goen. Dat war eis ëmmer ganz wichteg. An dat ass och där heiter Regierung nach ëmmer ganz wichteg.

Da gëtt elo opgeworf: Den SAS-Kollektivvertrag trëtt elo den 1. Januar d'nächst Joer a Kraaft. Dat ass richteg. Ech wëll Iech awer soen – och do hu verschidde Leit da keen esou e laange Verhalt, deene wëll ech da just op d'Spuer hëllefen –: Den SAS-Kollektivvertrag ass eigentlech den 1. Januar dëst Joer ausgelaf. An et war kloer, an op d'mannst déi Deputéiert, déi d'lescht Legislaturperiod hei waren, wëssen och, mengen ech, dass en Accord fonnt ginn ass an der Fonction publique, a se wëssen, dass dat eigentlech d'Mass ass, déi genotzt gëtt, fir duerno dann eeben och den SAS-Kollektivvertrag auszehandelen.

Et hätt eigentlech schonn den 1. Januar dëst Joer solle sinn. Dann hätte menger Meenung no déi selwecht Leit, déi dann elo do zweifele wéinst dem SAS-Kollektivvertrag, déi Verlängerung, déi gemaach ginn ass, fir dat och dëst Joer 2024 ofzedecken, eigentlech och schonn net dierfe matstëmmen. Dat ass gemaach ginn. D'ailleurs, an ech erënnere mech drun: Ech mengen, et war emol keng Diskussioun, deen heite Punkt. Ech mengen, deen heite Gesetzestext ass bal einfach à la main levée gestëmmt ginn.

Wéi gesot, et ass elo den 1. Januar 2025, wou den SAS-Kollektivvertrag da wäert augmentéiert ginn, wou natierlech och allem Rechnung gedroe gëtt: dass dëst Joer retroaktiv eng Primm ausbezuelt gëtt. Ech mengen, dass do souwuel d'Patronat wéi och d'Gewerkschaften e ganz gudden Accord fonnt hunn. Ech hat et d'lescht Kéier an der Chamberskommissioun schonn opgelëscht.

Dëst gesot, wëll ech Iech awer och nach eppes soen, well gesot gëtt: „Ass dat dat, wat dës Regierung mengt, wa se vun Aarmutsbekämpfung fir Leit am héijen Alter schwätzt?" Ma nee! Och do wëll ech vläicht deem engem oder aneren op d'Spréng hëllefen. Virun allem och e Gesetzestext, deen déi viregt Regierung grad heiwéinst nach op den Instanzewee bruecht huet, wou mer elo den Avis vum Staatsrot kruten, nämlech déi Allocation complémentaire pour personnes âgées, dofir brauch kee sech ze schummen. Ganz am Géigendeel, do sollte mer houfreg drop sinn, dass deen Text um Instanzewee ass an och am Koalitiounsaccord virgesinn ass, dass deen ëmgesat soll ginn, wou mer grad dem eelere Mënsch et erlaben, fir wann en d'Enner net beieneekritt, gehollef ze kréien iwwert de Fonds national de la solidarité, net nëmmen um Pensiounspräis, fir dass en do bäigeluecht kritt, an datt och ... Déi héich Präisser sinn ugeschwat ginn, déi een d'ailleurs – elo maachen ech e bësse Reklamm – op infosenior.lu mëttlerweil kann a vollster Transparenz, och eppes wat eis ganz wichteg war, erausfannen, wou och d'FNS-Präisser wäerten op d'Moyenne vun den Zëmmere gerechent ginn. A bis dohinner wäert den FNS mathëllefen. An doriwwer eraus ass am Gesetzestext, natierlech sous réserve, dass dës Chamber deen da wäert stëmmen, och virgesinn, dass souguer d'Täschegeld nach an d'Luucht gesat gëtt op iwwer 600 Euro, wou een eigentlech net drugeet, an do dernieft d'Hygiènesartikelen och virgesi sinn, fir hei mat integréiert ze ginn, wéi d'Duschbett, d'Wäsch, d'Botz, jee, déi ganz Panoplie, déi den eelere Mënsch och brauch a senge Prestatiounen. Och dorun ass geduecht ginn.

Dofir, entschëllegt mech, dass ech esou laang hu misse schwätzen. Ech hat geduecht, et wier e bësse méi kuerz, einfach an der Logik vun deem, wat mer an deem heite Kontext déi lescht zwee Joer erlieft hunn. Ech hunn awer Verständnis fir déi, déi do nach net derbäi waren, déi dat da vläicht net méi esou an Erënnerung hunn.

Dëst gesot, wéi gesot, ...

M. Georges Engel (LSAP) | D'Kompositioun ass besser ginn.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | ... Iech alleguerten e ganz grousse Merci fir déi breet Zoustëmmung, déi Der hei da fir deen Text wäert ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär d'Diskussioun dann ofgeschloss.

A mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8423 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8423[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8423 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 46 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmmen a 14 Abstentiounen. Dëse Gesetzestext ass also ugeholl mat 46 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a bei 14 Enthalungen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Ricardo Marques (par M. Charles Weiler), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par M. Paul Galles), Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. Gusty Graas), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An ech ginn dervunner aus, datt eng Justifikatioun fir d'Enthalung hei gefrot gëtt. Dann huet den Här Marc Baum d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci. Merci, Här President. Ech hunn och dem Här Minister sengen Explikatiounen nogelauschtert. Nawell bleift et, esou wéi et elo votéiert ginn ass – an duerfir hunn ech mech enthalen –, e Pari. Déi Institutioun, mécht déi mat? Hëlt se déi Hëllef hei un? Da ginn d'Präisser effektiv net an d'Luucht. Mee geet se deen heite Wee net mat, da ka souwisou den SAS-Kollektivvertrag verrechent ginn an d'Energiepräisser kënne verrechent ginn. An dann ass et quasi eng Verschlimmbesserung vun deem, wat mer am Moment hunn. An duerfir, wéinst deem Risiko an deene gudden Absichten, déi ech doranner gesinn, hunn ech mech hei enthalen.

M. Claude Wiseler, Président | Et war eng Erklärung vun der Enthalung. Normalerweis kënnt no enger Erklärung vun enger Enthalung net erëm eng Diskussioun. Et deet mer leed, Här Minister, mee eis Prozedure sinn do relativ kloer.

Dat, wat mir nach zu dësem Projet ze froe bleift, dat ass, ob d'Chamber d'Dispens zum zweete Vote constitutionnel freet.

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

13. 8424 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;
2° de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour an eisem leschte Punkt vun dem Ordre du jour vun haut de Mëtten, dem Projet de loi 8424 iwwert d'Erhéije vum Équivalent crédit d'impôt vu 84 Euro op 90 Euro fir REVIS- an RPGH-Beneficiairen. D'Riedezäit ass hei och nom Basismodell festgeluecht, also dee selwechte Modell wéi bei deenen Texter virdrun. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Nathalie Morgenthaler, d'Madamm Claire Delcourt, den Här Dan Hardy, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Marc Goergen an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Mandy Minella. Madamm Minella.

Rapport de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité

Mme Mandy Minella (DP), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi vergaange Regierung hat fir d'Beneficiairë vum REVIS a vum RPGH en Équivalent crédit d'impôt, kuerz ECI, agefouert. No enger éischter Verlängerung vum ECI sollt dësen elo 2024 auslafen. Well REVIS- an RPGH-Bezéier awer oft net am selwechten Ausmooss vu steierlechen Adaptatioune profitéiere kënne wéi Leit mat méi héije Revenuen, gesäit de Koalitiounsaccord 2023–2028 vir, doriwwer nozedenken, den ECI an de Barème vum REVIS a vum RPGH opzehuelen.

De Gesetzesprojet 8424 dréit dësen Iwwerleeunge Rechnung an huet d'Zil, den ECI fir d'Beneficiairë vum REVIS a vum RPGH ze perenniséieren. Zousätzlech gëtt de Montant vum Équivalent crédit d'impôt vu 84 op 90 Euro eropgesat.

Här President, de Staatsrot hat keng gréisser Remarken zu dësem Projet de loi. Nieft dem Avis vun der héijer Korporatioun sinn d'Avise vun der Commission nationale pour la protection des données, vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics souwéi dee vun der Chambre des Salariés agereecht ginn.

Wéi scho beim Gesetzesprojet 8423 huet d'CNPD och an dësem Text keng Froen identifizéiert, déi a Relatioun mam Dateschutz stinn, an huet dowéinst keng weider Remarke formuléiert.

Déi aner zwou Kummeren hunn d'Mesüren aus dem Projet de loi guttgeheescht, well se e Moyen sinn, Mënschen a besonnesch prekäre Situatiounen ze entlaaschten an esou géint den Aarmutsrisiko virzegoen.

Ech soen op dëser Plaz nach eng Kéier alle Memberen aus der Familljekommissioun Merci fir d'Zesummenaarbecht a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minella, fir Äre schrëftlechen an Äre mëndleche Rapport.

An déi éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Nathalie Morgenthaler. Madamm Morgenthaler.

Discussion générale

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Merci fir d'Wuert. Dat hei ass e wichtegt Gesetz, dat d'Liewensqualitéit vun deene vulnerabelste Membere vun eiser Gesellschaft wäert verbesseren. Dëst Gesetz mécht den ECI zu engem feste Bestanddeel vum REVIS a vum RPGH a féiert eng Erhéijung vun dëser finanzieller Ënnerstëtzung an. Nieft dëser Integratioun an Erhéijung vum Betrag vereinfache mer awer nach zousätzlech d'Prozedure fir déi Betraffen, an dat an enger Zäit, wou d'Käschten am Alldag ëmmer méi klammen.

Dofir brauch ech net ze preziséieren, dass d'CSV dëst wichtegt Gesetz natierlech matstëmme wäert an esou hirer Verantwortung géigeniwwer deene Leit gerecht gëtt, déi eis Ënnerstëtzung am meeschte brauchen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Morgenthaler. Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Jo, ech maachen et dës Kéier dann e bësse méi kuerz. Also, d'Energiekris an d'Energietransitioun dierfen natierlech net derzou féieren, dass déi Leit, deenen et schonn net gutt geet, nach manner gutt dostinn. A mir ënnerstëtzen an deem Sënn natierlech dëse virleiende Gesetzesprojet fir d'Perennisatioun vum Equivalent crédit d'impôt a begréissen natierlech och, dass de Montant vun dëser Hëllef wäert an d'Luucht goen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. Den Här Hardy.

M. Dan Hardy (ADR) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, gradewéi bei dem Gesetzesprojet virdrun ass et fir eis als ADR wichteg, datt och dës Mesür weidergefouert gëtt, fir dem Aarmutsrisiko entgéintzewierken. Dofir ginn ech den Accord vun der ADR fir dëse Gesetzesprojet.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. D'Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Ech hale mech ganz kuerz. Merci der Rapportrice. Mir kënnen d'Perennisatioun vum ECI nëmmen ënnerstëtzen a wäerten dowéinster och dëse Projet de loi matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci. Ech maachen et och ganz kuerz. Mir ënnerstëtzen dat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir ënnerstëtzen dat hei natierlech och. Aus enger Krisemesür gëtt e permanent Instrument. Ech mengen, dat ass eppes ganz Wichteges. Grad an deem Beräich, wou mer zu Lëtzebuerg awer mierken, datt d'Entwécklung vun der Aarmut an eng negativ Richtung geet, ass dat hei, mengen ech, e ganz wichtegt Instrument, dat mer eis ginn.

Ech wëll awer drun erënneren, datt de Montant vum REVIS respektiv vum RPGH nach ëmmer ënner all deem läit, wat soit de Statec gerechent huet, wat d'Vie décente ugeet, soit d'Seuil-de-pauvretéen. Do leien déi Montanten nach ëmmer drënner, an dëst ass natierlech besonnesch bedenklech fir Leit, déi den RPGH kréien, well dat jo de par la nature Leit sinn, déi net méi schaffe kënnen a fir déi et do och ganz wéineg Perspektive gëtt. An ech hoffen, datt mer an deenen nächste Méint och nach Diskussioune wäerte kënne kréien, wéi een och do nach kann Efforte maachen, fir deene Leit entgéintzekommen.

Dëst gesot, dat hei ass en éischte Schrëtt, dee mir natierlech ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

Dann huet d'Regierung d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Jo, merci, Här President. Dem Här Baum, well hien elo als Lescht geschwat huet: Hätt ech em virdrun nach kënnen äntweren, dann hätt ech em gesot, dass vun 113 potenzielle Strukturen, sief et Logements intégrés, Wunnstrukture fir eeler Leit oder Dagesfoyeren, do an der éischter Mouture 71 dovu profitéiert hunn. An dat huet ofgeholl bis 59. A mir sinn elo vun deenen 113, déi a Fro kommen ..., soudass eigentlech dat Gesetz, dat virdru gestëmmt ginn ass, net heescht: „Du däerfs de Präis net erhéijen", mee et ass nach ëmmer dem Prestataire säi Choix, fir ze soen: „Notzen ech dat eent oder de Präisdeckel?" Dat hätt ech Iech virdru gesot, ...

M. Claude Wiseler, Président | Sou, ech mengen, dat hätt Der him geäntwert an Dir misst elo zum Sujet schwätzen.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | ... an dat ass och onverännert bliwwe par rapport zu der Situatioun virdrun.

(Interruption)

Ech géing ganz gären nach eppes zum ECI soen. Virun allem der Presidentin an der Rapportrice e ganz grousse Merci fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Op där anerer Säit wollt ech nach eppes ënnersträichen, well et och am Avis vun der Chambre des Salariés, mengen ech, opgeworf gouf: dass d'Tendenz vun de REVIS-Bezéier an d'Luucht géif goen, well d'Zuel vun den ECI-Bezéier an d'Luucht géif goen. Dat läit net dorun, dass méi REVIS-Bezéier do sinn, mee dat läit dorunner, dass virun allem och – an do si mer voll an der Bekämpfung vun der Aarmut bei de Working Poor – déi Leit, déi just e Complement-REVIS kréien, vum vollen ECI kënne profitéieren. Dat heescht, déi kréie pro Persoun 90 Euro integral an, wa se zu zwee am Stot sinn, déi REVIS-Bezéier sinn, souguer dat natierlech verduebelt. An et war eis eebe wichteg, dat Kriseninstrument dauerhaft an de Barème vum REVIS ze integréieren.

Dëst gesot, Iech all e ganz, ganz grousse Merci fir déi breet Zoustëmmung.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. An domat wär d'Diskussioun zu dësem Punkt dann ofgeschloss.

Mir géingen elo zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi, de Projet de loi 8424, kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8424[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8424 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Ricardo Marques (par M. Charles Weiler), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nathalie Morgenthaler), Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. Gusty Graas), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber hei och d'Dispens vum zweete Vott?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.01 heures.)

50e séance

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** **p. 70**
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Question élargie n° 28 de M. Mars Di Bartolomeo au sujet du financement du système de don du sang** **p. 70**
   M. Mars Di Bartolomeo | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Mars Di Bartolomeo
3. **8305 – Projet de loi portant :**
   1° mise en œuvre :
   a) du règlement (UE) 2018/1862 du Parlement européen et du Conseil du 28 novembre 2018 sur l'établissement, le fonctionnement et l'utilisation du système d'information Schengen (SIS) dans le domaine de la coopération policière et de la coopération judiciaire en matière pénale, modifiant et abrogeant la décision 2007/533/JAI du Conseil, et abrogeant le règlement (CE) n° 1986/2006 du Parlement européen et du Conseil et la décision 2010/261/UE de la Commission, tel que modifié ;
   b) du règlement (UE) 2022/1190 du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2022 modifiant le règlement (UE) 2018/1862 en ce qui concerne l'introduction dans le système d'information Schengen (SIS) de signalements pour information concernant des ressortissants de pays tiers dans l'intérêt de l'Union ;
   c) de l'article 20 du règlement (UE) 2019/818 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 portant établissement d'un cadre pour l'interopérabilité des systèmes d'information de l'UE dans le domaine de la coopération policière et judiciaire, de l'asile et de l'immigration et modifiant les règlements (UE) 2018/1726, (UE) 2018/1862 et (UE) 2019/816, tel que modifié ;
   d) de l'article 20 du règlement (UE) 2019/817 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 portant établissement d'un cadre pour l'interopérabilité des systèmes d'information de l'UE dans le domaine des frontières et des visas et modifiant les règlements (CE) n° 767/2008, (UE) 2016/399, (UE) 2017/2226, (UE) 2018/1240, (UE) 2018/1726 et (UE) 2018/1861 du Parlement européen et du Conseil et les décisions 2004/512/CE et 2008/633/JAI du Conseil, tel que modifié ;
   e) du règlement (UE) 2018/1860 du Parlement européen et du Conseil du 28 novembre 2018 relatif à l'utilisation du système d'information Schengen aux fins du retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier ;
   f) du règlement (UE) 2018/1861 du Parlement européen et du Conseil du 28 novembre 2018 sur l'établissement, le fonctionnement et l'utilisation du système d'information Schengen (SIS) dans le domaine des vérifications aux frontières, modifiant la convention d'application de l'accord de Schengen et modifiant et abrogeant le règlement (CE) n° 1987/2006 ;
   2° modification :
   a) du Code de procédure pénale ;
   b) du Code civil ;
   c) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ;
   d) de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire ;
   e) de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État ;
   f) de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;
   g) de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise **p. 71**
   Rapport de la Commission des Affaires intérieures : M. Marc Lies
   Discussion générale : M. Gusty Graas | M. Dan Biancalana | M. Tom Weidig | M. Meris Sehovic
   Prise de position du Gouvernement : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8305 et dispense du second vote constitutionnel
4. **Dépôt d'une résolution par M. Gusty Graas** **p. 73**
   Exposé : M. Gusty Graas
5. **Interpellation de M. Franz Fayot au sujet des suites accordées à la vision stratégique à long terme ECO2050** **p. 74**
   Exposé : M. Franz Fayot (dépôt de la motion 1)
   Débat : M. Laurent Mosar (interventions de M. Marc Goergen, M. Tom Weidig et M. Franz Fayot) | M. André Bauler | M. Tom Weidig (interventions de Mme Corinne Cahen, M. Franz Fayot et Mme Joëlle Welfring) | Mme Joëlle Welfring | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme
   Motion 1 : M. Franz Fayot | M. André Bauler | Mme Joëlle Welfring | M. Tom Weidig
   Vote sur la motion 1 (rejetée)
6. **8377 – Projet de loi portant modification :**
   1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

2° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ;

3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ;

4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

5° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;

6° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur l'Inspection générale de la police ; et

7° de la loi modifiée du 1er août 2018 portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la fonction publique, en vue de la mise en œuvre des points 5 et 10 de l'accord salarial dans la fonction publique du 9 décembre 2022 **p. 84**

Rapport de la Commission de la Fonction publique : M. Maurice Bauer

Discussion générale : M. Maurice Bauer | M. Gusty Graas | M. Ben Polidori (dépôt de la motion 1 et de la résolution 1) | Mme Alexandra Schoos | Mme Djuna Bernard | M. Marc Goergen | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8377 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : M. Maurice Bauer | M. Ben Polidori | M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)

Vote sur le renvoi de la résolution 1 en commission (adopté)

7. Ordre du jour **p. 88**

M. Claude Wiseler, Président

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Lex Delles, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, M. Serge Wilmes, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Question élargie n° 28 de M. Mars Di Bartolomeo au sujet du financement du système de don du sang

Mir fänken d'Sëtzung vun de Mëtteg mat der erweiderter Fro Nummer 28 vum Här Mars Di Bartolomeo iwwert d'Finanzéierung vum Bluttspendesystem un. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit fir seng Haaptfro a fir seng Zousazfro. An duerno huet d'Regierung 10 Minutten Zäit fir ze äntweren. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, dës Fro hätt op kee besseren Dag kënne fale wéi haut, ass dach haut den internationalen Dag vum Benevolat. Dofir fir unzefänken e grousse Merci aus der Chamber fir den Engagement vun all eise Benevollen, dorënner och de Bluttspender.

Dat gesot, hu mer hei zu Lëtzebuerg déi grouss Chance, en exzellent funktionéierenden Zenter fir Bluttspenden ze hunn. An déi ronn 15.000 fräiwëlleg Bluttspender a Plasmaspender souwéi 70 kompetent Mataarbechter vun deem Zenter erlaben eis – dem Lëtzebuerger Modell, wat Blutt a Bluttderivaten ugeet – an eisem Gesondheetssystem, onofhängeg ze sinn. Dat verdéngt eis Unerkennung an eise Merci.

Virun dräi Woche stoung déi finanziell Situatioun vun dësem liewenswichtege Service public am Mëttelpunkt vun de Froe vun de Kolleeginne Kemp a Bernard. An d'Madamm Minister huet eng Rei vu Perspektiven opgezeechent fir déi Defiziter – 1,2 Milliounen 2023 a viraussiichtlech 2 Milliounen 2024 –, déi zulaaschte vum Roude Kräiz ginn. Dofir merci.

Mëttelfristeg huet d'Madamm Minister de méiglechen Iwwergang vun dem Bluttspendezenter an en Établissement public envisagéiert. Dofir meng éischt Fro: Firwat en Établissement public, wann dësen Zenter dach exzellent fonctionéiert a ganz gutt Aarbecht leescht?

E puer Deeg méi spéit huet d'Rout Kräiz Alarm geschloen, well d'Bluttreserven e kritesche Punkt erreecht haten. Déi fräiwëlleg Bluttspender goufe gebieden, eng Hand mat unzepaken, fir erëm en normale Stand ze erreechen. Mengen Informatiounen no ass dësen Appell gehéiert ginn a mer sinn erëm um gudde Wee – wat net heescht, datt een elo a sengem Engagement soll noloossen!

Ënnerfinanzement a Fluktuatiounen an de Reserven, och an dem Gebrauch vum Blutt, verlaange schnell Aktiounen an enker Zesummenaarbecht tëscht allen Acteuren. Dofir meng zweet Fro un d'Madamm Minister: Huet si wëlles, all d'Acteuren – d'Regierung, d'Croix-Rouge, de CTS, de Centre de transfusion sanguine, d'Gesondheetskeess an d'Spideeler – zesummenzeruffen, fir direkt Äntwerten op d'Ënnerfinanzéierung ze ginn?

D'Ursaachen dovun hat d'Madamm Minister den 13. November selwer genannt. Elo gëllt et, all d'Aktivitéite vum Bluttspendezenter dauerhaft finanziell ofzesécheren iwwert d'CNS an eng Feelbedarfsfinanzéierung duerch de Staatsbudget. Doriwwer eraus musse méiglech Risike bei Blutttransfusiounen, déi dank der grousser Kompetenz vum Bluttspendezenter a sengem Personal siele sinn, duerch de Staat iwwerholl ginn, statt aleng duerch eng deier Privatversécherung, déi zulaaschte vun der Croix-Rouge geet.

D'Madamm Minister, wéi hir Virgängerin, ass bereet, och op dëse Wee ze goen. Mee hei gëllt och: Wie schnell hëlleft, hëlleft duebel. Wéini soll dës Reegelung kommen, wat d'Assurance ugeet, déi wuel endlech och dozou bäidroe wäert, där onberechtegter Diskriminéierung vun homosexuelle potenzielle Bluttspender en Enn ze setzen?

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. An dann ass d'Wuert fir d'Regierung. Madamm Gesondheetsministesch.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President, a merci och nach eng Kéier dem Deputéierte Mars Di Bartolomeo fir déi Question élargie, déi dann definitiv weist, datt no zwou Question-orallen an no e puer Question-écritten a villen Artikelen an der Press de Sujet derwäert ass, nach eng Kéier hei diskutéiert ze ginn.

Natierlech ass de Benevolat haut ervirzestäichen, dat hutt Der och ganz gutt gemaach. An um Benevolat baséiert och de Moment de Centre de transfusion sanguine op der Säit vun de Bluttspender selwer an op der Säit vun deenen, déi dann d'Bluttspender uwerben an och do encadréieren, wa se fäerdeg si mat hirer Bluttspend.

Ech widderhuelen eng Kéier dat, wat ech viru puer Woche gesot hunn: Enn November 2023 hat ech eng Entrevue mat der Direktioun vum CTS an am Laf vum Joer hat ech och eng Entrevue mam Conseil d'administration vun der Croix-Rouge an do waren déi Sujete schonn alleguerten diskutéiert ginn. Mir hunn den État des lieux gemaach. Mir stelle fest: Effektiv, et gëtt eng Ënnerfinanzéierung. Déi ass awer net eréischt dëst Joer festgestallt ginn. Déi huet schonn 2018 ugefaangen, festgestallt ze ginn. An deen Defizit huet sech am Laf vun de Joren accumuléiert, well all déi Acteuren, déi reegelméisseg zesummekomm sinn, keng Léisung fir de Problem fonnt hunn.

Ech hunn an deenen zwee Gespréicher ugedeit, datt eng Léisung eventuell de Wee vun engem Établissement public wär. A mir hunn net méi spéit wéi no der Interventioun an der Chamber vu virun e puer Wochen elo d'Croix-Rouge, de Conseil d'administration, nach eng Kéier invitéiert, an de Ministère ze kommen, fir iwwer hir Positioun ze schwätzen an iwwer hir Proposen, fir deem Problem do entgéintzewierken.

D'Diskussioune mat der CNS sinn amgaangen. Do sinn iwwerall Diskussioune mat der CNS amgaangen, mat sämtleche Prestatairen, ënner anerem och mam Centre de transfusion sanguine, an déi gi valablement warscheinlech fir den 31. Dezember ofgeschloss. Ech kann deenen awer net virgräifen.

Wéi gesot, d'Regierung ass sech dem Problem bewosst. Mir wäerten als Ministère emol fir d'éischt eng Entrevue mam Conseil d'administration vun der Croix-Rouge hunn. A fir de Rescht kann ech Iech och um Lafenden halen iwwert den Dossier, wou en dann dee Moment drun ass.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Vu datt et eng Question élargie war, kann den Här Di Bartolomeo, wann e wëllt, nach eng Zousazfro stellen. Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech wëll elo net no engem geneeën Datum froen, ech wëll just feststellen, dass bei all deenen Interventiounen, déi an der Lescht hei an der Chamber stattfonnt hunn, d'Madamm Minister an och de Finanzminister an och de Staatsminister sécher kënne sinn, dass, wa se hei schnell eng Léisung fannen, d'Chamber hannerun hinne steet. Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass elo net grad, wat ee kann eng Zousazfro nennen.

(Hilarité)

Dat war eng Zousazremark. Domat ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Nee, Här President, déi 36 Sekonne sinn à la libre disposition vum Froesteller.

M. Claude Wiseler, Président | Dat war fir eng Zousazfro, jo. Mee ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech kann awer och nach eng Fro stellen.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Ech géing mengen, mir géingen elo dee Punkt ofschléissen, Här Di Bartolomeo, an zum nächste Punkt kommen.

3. 8305 – Projet de loi portant :

1° mise en œuvre :

a) du règlement (UE) 2018/1862 du Parlement européen et du Conseil du 28 novembre 2018 sur l'établissement, le fonctionnement et l'utilisation du système d'information Schengen (SIS) dans le domaine de la coopération policière et de la coopération judiciaire en matière pénale, modifiant et abrogeant la décision 2007/533/JAI du Conseil, et abrogeant le règlement (CE) n° 1986/2006 du Parlement européen et du Conseil et la décision 2010/261/UE de la Commission, tel que modifié ;
b) du règlement (UE) 2022/1190 du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2022 modifiant le règlement (UE) 2018/1862 en ce qui concerne l'introduction dans le système d'information Schengen (SIS) de signalements pour information concernant des ressortissants de pays tiers dans l'intérêt de l'Union ;
c) de l'article 20 du règlement (UE) 2019/818 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 portant établissement d'un cadre pour l'interopérabilité des systèmes d'information de l'UE dans le domaine de la coopération policière et judiciaire, de l'asile et de l'immigration et modifiant les règlements (UE) 2018/1726, (UE) 2018/1862 et (UE) 2019/816, tel que modifié ;
d) de l'article 20 du règlement (UE) 2019/817 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 portant établissement d'un cadre pour l'interopérabilité des systèmes d'information de l'UE dans le domaine des frontières et des visas et modifiant les règlements (CE) n° 767/2008, (UE) 2016/399, (UE) 2017/2226, (UE) 2018/1240, (UE) 2018/1726 et (UE) 2018/1861 du Parlement européen et du Conseil et les décisions 2004/512/CE et 2008/633/JAI du Conseil, tel que modifié ;
e) du règlement (UE) 2018/1860 du Parlement européen et du Conseil du 28 novembre 2018 relatif à l'utilisation du système d'information Schengen aux fins du retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier ;
f) du règlement (UE) 2018/1861 du Parlement européen et du Conseil du 28 novembre 2018 sur l'établissement, le fonctionnement et l'utilisation du système d'information Schengen (SIS) dans le domaine des vérifications aux frontières, modifiant la convention d'application de l'accord de Schengen et modifiant et abrogeant le règlement (CE) n° 1987/2006 ;

2° modification :

a) du Code de procédure pénale ;
b) du Code civil ;
c) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ;
d) de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire ;
e) de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État ;
f) de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;
g) de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

Den nächste Punkt ass de Projet de loi 8305, d'Ëmsetze vu verschiddenen europäesche Reglementer am Zesummenhang mam Schengener Informatiounssystem, dem SIS. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Deemno huet de Rapporter 10 Minutten, all Fraktioun a Sensibilitéit 5 Minutten, d'Regierung 10 Minutten. Et si schonn ageschriwwen: den Här Marc Lies als Rapporter an dann och als Riedner vun der CSV, den Här Gusty Graas, den Här Dan Biancalana, den Här Tom Weidig an den Här Meris Sehovic. An elo géif ech dem Rapporter d'Wuert ginn. Här Lies, et ass un Iech.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

M. Marc Lies (CSV), rapporteur | Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Gesetzestext, deen nach vun der viregter Regierung den 1. September 2023 deposéiert ginn ass, sollen eng Rei europäesch Reglementer betreffend de Schengener Informatiounssystem, kuerz SIS genannt, ëmgesat ginn.

De SIS ass en europäesche System, fir grenziwwerschreidend an och tëscht den EU-Memberstaaten Informatiounen auszetauschen. De SIS gëtt vun alle Länner mat Informatiounen a Meldunge gespeist, déi dann ënnerenee gedeelt kënne ginn.

Sou ass de SIS e wichtegt Instrument am Kampf géint den Terrorismus, grenziwwerschreidend Kriminalitéit an irregulär Migratioun. No der Migratiounskris an de villen terroristeschen Akte säit den 2010er-Jore sinn d'Fonctionalitéite vum SIS ënnert dem SIS Recast nach verstäerkt ginn. Et gouf verstäerkt op biomeetresch Donnéeën zréckgegraff, fir beispillsweis verschwonnen oder verdächteg Persounen ze sichen. Am selwechten Zäitraum kruten dann och Frontex an Europol e besseren Accès op dës Daten. De SIS dréit deemno vill zu der Sécherheet vun den EU-Biergerinnen a -Bierger bäi.

An der dagdeeglecher Gestioun gëtt et zwou wichteg Entitéiten, déi hei zu Lëtzebuerg allebéid vun der Police grand-ducale ausgefouert ginn. Et ass engersäits den N.SIS als national Kopie vum SIS an anerersäits de Büro SIRENE, deen d'Meldungen an de System agëtt an d'Verifikatioun vun der Qualitéit vun den Date koordinéiert an op weider Informatioune soll reagéieren.

Säitdeem de SIS 1990 (veuillez lire: 1995) an der EU agefouert ginn ass, gëtt et zu Lëtzebuerg keng speziell legal Basis fir de SIS. Dëst soll elo mat dësem Text endlech geännert ginn. Den Text ass an enker Zesummenaarbecht mat alle concernéierten Autoritéiten ausgeschafft ginn. De SIS Recast bitt deemno eng méi grouss Sécherheet an der Europäescher Unioun an dëse Projet soll dann dofir och zu enger rechtlecher Basis hei am Land féieren. Sou kënne vill Dispositiounen aus den europäesche Reglementer och endlech am nationale Recht ëmgesat ginn.

A sengem éischten Avis vum 6. Februar 2024 hat de Staatsrot dräi Oppositions formelles formuléiert a gläichzäiteg awer begréisst, dass mat dësem Text endlech fir eng Sécurité juridique an dësem Beräich vun der Datesécherheet gesuergt gëtt. Der héijer Kierperschaft no hätt dëse Projet de loi allerdéngs scho missen éischter deposéiert ginn. No den Aarbechten an der Kommissioun an den Amendementer, déi deposéiert gi sinn, konnt de Staatsrot mat sengem Avis complémentaire d'Oppositions formelles ophiewen.

Och d'CNPD, d'Commission nationale pour la protection des données, weist sech insgesamt gesinn zefridden, dass de SIS Recast an nationaalt Recht opgeholl gëtt, huet awer och e puer Kriticke formuléiert. Sou wären d'Responsabilitéite bei der Protektioun vun den Donnéeën an d'Rolle vun de verschiddenen Acteuren net kloer definéiert. Hei misst ee fir eng kloer Gouvernance suergen. Weiderhi sollten net all d'Daten an de SIS agespeist ginn a virum allen net esou laang drableiwen.

Ech soen de Kolleeginnen a Kolleege Merci fir d'Zesummenaarbecht an der Kommissioun a ginn heimat dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lies, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

An deen éischten ageschriwwene Riedner ass elo den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Effektiv, d'Schengener Ofkommes vun 1985 ass jo ouni Zweifel e Pilier vun der Europäescher Unioun. Et huet eis erlaabt, ouni Pass quasi duerch sämtlech Länner vun der Europäescher Unioun ze reesen. Ronn 25 EU-Staate sinn dem Schengener Ofkommes bis haut bäigetrueden. Leider sinn d'Grenzkontrollen elo erëm en Theema an deene leschte Wochen a Méint.

Ech verweisen drop, datt zënter dem 16. September Däitschland erëm Grenzkontrollen agefouert huet – dat éischter wéinst Problemer, déi d'Migratioun ubelaangen – mat och all deenen negative Repercussioune fir eis Ekonomie, virun allem mat all deene Stauen, déi sech do rëm gebilt hunn. Och Frankräich huet nogezunn zënter dem 1. November. Mir kënne just hoffen, datt d'Belsch net och op déi Iddi do kënnt.

Den Artikel 25 vum Schengener Grenzkodex gesäit jo u sech gewëssen Ausname vir, wou dann am Prinzipp bis 30 Deeg erëm Grenzkontrolle kënnen agefouert ginn. Déi kënnen dann natierlech och verlängert ginn.

Leider stelle mer awer elo an der leschter Zäit och ëmmer méi Violatioune quasi vum Schengener Ofkommes fest. Dee ronne Gebuertsdag, dee mer d'nächst Joer feieren, 40 Joer, de Moment jiddefalls steet en awer e bëssen ënnert engem schlechte Stär.

Ech mengen, de Projet de loi, dee mer haut diskutéieren, ass deposéiert ginn an enger Zäit, wou et déi Problemer hei op déi Manéier net gi sinn, mee et sinn aner Problemer ginn, well Covid huet natierlech och dee Moment leider derzou gefouert, datt eng Rei Grenzkontrolle gemaach gi sinn. Mee wat wichteg ass fir deen heite Projet – an de Rapporter Marc Lies huet dat scho gutt ënnerstrach hei –, dat ass déi juristesch Securitéit, déi elo am Fong geholl hei geschafe gëtt.

De SIS-System gëtt et jo u sech schonn zënter 1995. 2013 koum de SIS II an 2021 ass am Fong geholl d'Zesummenaarbecht mat Europol nach verstäerkt ginn. An zënter dem Mäerz 2023 hu mer dann och d'biomeetresch Donnéeën.

Jiddefalls huet de SIS eng ganz bedeitend Roll ze spillen um Niveau vun dem Austausch vun den

Informatiounen am Schenge-Raum. A wat leider eng Tatsaach ass: D'Kriminalitéit a virun allem och den Terrorismus hunn net ofgeholl. Au contraire, si hunn zougeholl. Dowéinst ass et och wichteg, datt mer esou e System hunn, well dee Fleau kann am Fong geholl nëmmen op internationaler Basis zesumme bekämpft ginn.

Dee System erlaabt jo am Fong doriwwer eraus awer och zum Beispill, d'Sich no Vermësste ze vereinfachen oder och vulnerabel Persounen am Virfeld ze schützen. Ech denken hei virun allem natierlech och un de Mënschenhandel.

Da gëtt et eeben och eng Rei Autoritéiten, déi elo berechtegt sinn, zum Beispill Informatiounen iwwer Fligeren, iwwer Schëffer oder och Waffen ofzeruffen.

Natierlech, dat ass e bëssen de sprangende Punkt an ech mengen, och grad als liberal Partei mécht ee sech do prioritär Suergen: Wann esou Austausche vun Donnéeë geschéien, datt awer och do keng Abuse kënnen dermat gemaach ginn. An et weess ee jo, datt all Land selwer dofir responsabel ass, mee ënnert der Kontroll natierlech vun der Europäescher Kommissioun.

Bei eis ass natierlech d'Police direkt involvéiert, donieft och d'Douane. An dat ass, wat gutt ass un dësem Gesetz, datt awer och all déi Autoritéiten opgezielt sinn, déi, wéi gesot, Kompetenz hunn. An ech mengen, dat misst am Fong derzou bäidroen, datt Abuse jiddefalls hei a priori ausgeschloss sinn. Och wann zum Beispill DNA-Prouwe musse geholl ginn, muss am Virfeld awer och do eng Autorisatioun vum Procureur d'État do sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass evident, datt ee sech hei natierlech e bësselchen an engem delikate Beräich beweegt. Engersäits ginn hei ganz vill Donnéeë vu Persounen – dat kënnen och mir heibanne sinn – stockéiert. An dowéinst huet jo dann och d'CNPD gesot, datt déi net sollen iwwer sechs Méint stockéiert ginn.

Op där anerer Säit däerf een natierlech net vergiessen: Mir liewen an onsécheren Zäiten. Mir brauchen am Fong eng gewësse Kontrollinstanz. Mir brauchen deen Austausch vun den Informatiounen. An ech mengen, et ass och dat, wat priméiert. Dowéinst muss een awer och e gewëssent Vertrauen hunn an dee ganze System, well en am Endeffekt awer zum Virdeel vun der Sécherheet vun der Gesellschaft wäert bäidroen.

Onofhängeg, wéi gesot, vun deene puer Iwwerleeungen, déi ech aus Siicht vu menger Partei hei wollt awer maachen, sti mir awer selbstverständlech hannert deem Projet de loi. Et ass e gudde Projet de loi a mir wäerte selbstverständlech och eis Zoustëmmung ginn. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. An dann ass d'Wuert fir den Här Dan Biancalana. Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Jo, mam Gesetz, dat mer haut stëmmen, setze mer en europäescht Reglement ëm ronderëm de Schengener Informatiounssystem. An ech mengen, et ass e wichtege Bausteen, e wichtege Kooperatiounsmechanismus als System an der Europäescher Unioun an am Schenge-Raum, bei de Schenge-Memberstaaten. An et ass och e wichtegt Instrument fir d'Police-, fir d'Douane- an och fir d'Justizautoritéiten a relevant national Autoritéiten, déi derbäikommen.

Et ass also, mengen ech, och e wichtegt Instrument, fir den Echange ze vereinfachen, wann och Donnéeë kollektéiert ginn, gesammelt ginn, am Kader vun der Sécherheet. Mee et ass awer och gradesou wichteg, den Accès hei ze reglementéieren. Mee et ass, wéi gesot, en effikassen Outil am Kampf géint den Terrorismus an déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit. An ech mengen, als LSAP ënnerstëtze mer dat.

Allerdéngs ass et wichteg – an déi Diskussioun hate mer an der Kommissioun, an och déi verschidden Avisen hunn drop higewisen –, wéi ee mat sensibelen Donnéeën, déi ee sammelt, ëmgeet. An ech mengen, dëst Haus ka sech nach ganz, ganz gutt un déi Diskussioun erënneren, déi mer haten iwwert d'Policefichieren an iwwert d'JU-CHA-Fichieren, wou jo och sensibel Donnéeë gesammelt gi mat engem kloren Objektiv, mat engem kloren Zil, am Kader vun der Strofverfollgung an och effektiv am Kader vun de Gesetzer, déi applizéiert ginn, fir een dann och ze bestrofen iwwert d'Juridictiounen.

Et ass also, mengen ech, wichteg, dass den Accès wéi och d'Sécherheet an och d'Konservatiounsdurée – an déi ass och hei ugeschwat ginn – ronderëm déi sechs Méint ..., dass sensibel Donnéeën net esou laang gehale ginn, dass do e klore Kader ass, deen natierlech och deementspriechend reglementéiert, wien Accès op déi Donnéeën huet, fir eebe keen Abus ze bedreiwen. Well och esou Situatioune gouf et an der Vergaangenheet. Ech rappeléieren hei nach eng Kéier déi Diskussioun, déi mer hate ronderëm d'Policefichieren a ronderëm d'JU-CHA-Fichieren.

Wat awer och ganz wichteg ass an dësem Gesetz, dat ass, dass am Fong och digital Fangerofdréck a Fotoe strikt reglementéiert sinn, och d'Prelevement vu mënschlechen Zellen, wou mir derfir sinn, datt dat eréischt soll als Identifizéierungsoutil genotzt ginn, wann alleguerten déi aner Methoden, déi ee virdru ka benotzen, net erfollegräich waren.

Et ass also eng gewësse Chaîne, déi sech hei deementspriechend applizéiert. A wann dat applizéiert gëtt en dernier lieu, da brauch een natierlech och hei den Accord, wéi gesot, vum Procureur d'État respektiv dann och vum Untersuchungsriichter. Also, mengen ech, e klore Kader, wéi d'Donnéeë gesammelt ginn an deementspriechend och wéi se genotzt ginn a wien Accès drop huet.

A well mir, mengen ech, wëssen, dass dee Kader elo hei kloer ass, bréngt dat natierlech och mat sech, dass mir als sozialistesch Fraktioun eisen Accord ginn. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. An dann ass d'Wuert fir den Här Tom Weidig. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Mir begréisse grondsätzlech all Mesüren, déi eis eng besser Sécherheet a Kooperatioun tëschent de Sécherheetsdéngschter an Europa verspriechen. D'Kooperatioun tëschent de verschiddene Policë gëtt elo verbessert. An dëse Projet de loi geet an déi richteg Richtung.

De Schengen Information System, SIS, soll méi effikass ginn. Frontex an Europol sollen e besseren Accès op déi Date vum SIS kréien, well se dat fir d'Erfëllung vun hiren Aufgaben dréngend brauchen. Mir begréissen, datt d'Frontex domat gestäerkt soll ginn. Hire gudde Fonctionnement ass fir eis Bannesécherheet vun enormer Wichtegkeet. Dëst gëtt nach ëmmer zu Lëtzebuerg net richteg unerkannt vu munche Parteien.

Eng méi sécher europäesch Baussegrenz wäert och hëllefen, datt déi temporär Grenzkontrollen am Schenge-Raum nees reduzéiert ginn. Eis Reklamatiounen zu Bréissel, wéi se och kierzlech an der Chamber gestëmmt gi sinn, bréngen do am Géigesaz zu deene Moossnamen net vill. D'Schafe vun engem Büro SIRENE an de Reie vun der Police, dee sech mam SIS ausenanersetzt an als Bindeglid fungéiert, ass och ze begréissen.

Aus all deene Grënn si mir mam Gesetzesprojet averstanen. Och wa mir der Meenung sinn, datt et nach net wäit genuch geet, fir Kriminalitéit an illegal Immigratioun ze bekämpfen, esou ass dat awer e ganz gudden Ufank. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. An deen nächste Riedner ass den Här Meris Sehovic. Här Sehovic, Dir hutt d'Wuert.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hu viru knapp zwou Wochen hei an der Chamber iwwert d'Grenzkontrollen op eise Grenze mat Däitschland a mat Frankräich diskutéiert. An do war jo och vill rieds vun der Wichtegkeet vum Schenge-Raum. Déi allerallermeeschte vun eis, mat e puer Ausname vläicht, ware sech eigentlech och eens doriwwer, wéi wichteg Schenge fir eise Lëtzebuerger Liewensmodell ass, fir eise Wuelstand, fir eis Ekonomie.

An haut, mam virleiende Projet de loi, hu mer d'Geleeënheet, an doriwwer freeën ech mech, dës Diskussioun e Stéck wäit weiderzeféieren a se ze verdéiwen, well de Schengener Informatiounssystem, SIS, ass a gewëssener Hisiicht – fir an engem informateschen Term ze bleiwen – de „Backend"; also de Computerprogramm, deen am Hannergrond vum Schenge-Raum leeft. En enthält wichteg Informatiounen iwwer Persounen, déi gesicht ginn, zum Beispill am Kader vun der Kriminalitéitsbekämpfung oder bei Vermësstemeldungen; en enthält zum Beispill Informatiounen iwwer Autoen, déi geklaut goufen, iwwer Reesdokumenter, déi gefälscht goufen oder verluer gaange sinn.

Dëse System ersetzt d'Grenzkontrollen an hëlleft den Autoritéiten, besser zesummenzeschaffen. Säit 1995 ass en operativ, dat heescht, säit déi éischt europäesch Bannegrenzen ofgeschaaft goufen. De SIS ass domadder integrale Bestanddeel an och Viraussetzung fir de gudde Fonctionnement vum Schenge-Raum.

Mee mëttlerweil ass en eigentlech méi wéi dat. Spéitstens säit dem Update vun 2018 ass de SIS e wichtegt Instrument, wann net dat wichtegst Instrument vläicht, fir d'grenziwwerschreidend Kooperatioun, fir Polizistinnen a Polizisten, fir Grenzbeamten, fir d'Douane a fir d'Geriichter a ganz Europa. De SIS ass also net nëmme Viraussetzung fir oppe Grenzen, mee e contribuéiert och zu eiser Sécherheet.

An dofir, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, muss ech awer nach eng Kéier zréckkommen op d'Diskussioun vu virun zwou Wochen. Ech hunn do zesumme mam Kolleeg Yves Cruchten eng Motioun deposéiert, déi och mat ganz grousser Majoritéit ugeholl ginn ass hei an der Chamber, fir de Schenge-Raum ze verdeedegen an och déi noutwendeg politesch a juristesch Schrëtt ze ënnerhuelen, fir d'Bannegrenzkontrollen op der däitscher an op der franséischer Grenz erëm ewechzekréien. Déi eenzeg Partei, déi dës Motioun net matgestëmmt huet, waren d'Kolleegen aus dem rietsen Eck, wann een erakënnt an d'Chamber.

(Interruption)

Wéi eng Iwwerraschung, jo. Hire Vertrieder huet Versteesdemech gewise fir d'Grenzkontrollen an huet eis iergendwéi versicht, ze erklären, dass se iergendwéi jo awer legitimm wieren an esou weider. Ech muss soen: Do hunn ech wierklech gestaunt! Et erstaunt mech, dass eng lëtzebuergesch Partei léiwer de Kolleeginnen a Kolleegen aus Däitschland an aus Frankräich, vun der AfD a vum RN, noäifert, amplaz sech fir

d'Interesse vun de Lëtzebuergerinnen a vun de Lëtzebuerger a fir d'Interesse vun eisem Land anzesetzen. Dat hu mer kloer gesi virun zwou Wochen. An dofir ass et och iergendwéi gutt, dass mer haut nach eng Kéier kënnen an dësem Kader iwwert de Schenge-Raum diskutéieren.

Well d'Äntwert op Onsécherheet an op Onstabilitéit ass eeben net, erëm Grenzkontrollen op de Bannegrenze vun der EU anzeféieren. Dat ass réckwäertsgewante Symbolpolitick. D'Äntwert ass eng Stäerkung vun der grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht.

Une voix | Très bien!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | An de SIS ass dat beschte Beispill dofir. Mir hu vill besser geschafft fir eis Sécherheet, wa mer dëse System stäerken a wa mer iwwerhaapt d'grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht tëschent den Autoritéiten och weider stäerken. An dofir wäerte mir dëse Projet de loi och ënnerstëtzen.

Et gëtt e Bemoll an der ganzer Saach, dee wëll ech awer och uschwätzen, an, ech mengen, de Kolleeg Dan Biancalana hat et och schonn ugedeit: Den Artikel 11 aus dem virleiende Projet de loi bréngt e puer Ännerungen um Artikel 45 vum Code de procédure pénale mat sech, deen d'Iwwerpréifung vun der Identitéit an d'Erfaassung vu biomeetreschen Donnéeë betrëfft.

De Staatsrot huet a sengem éischten Avis d'Fro gestallt, ob d'Sträichung vu verschiddene Schutzmechanismen aus dem Artikel 45 gerechtfäerdegt ass. Et geet am Weesentlechen ëm zwou Dispositiounen, déi am Interessi vum Dateschutz d'Notzung vu staark invasiven Identitéitskontrolle limitéieren. Am aktuelle Paragraf 6 vum Artikel 45 steet, dass d'Ofhuele vu Fangerofdréck oder d'Maache vu Fotoen nëmmen am Kader vun enger Enquête zu enger Strofdot op Uerder vun engem Juge d'instruction oder am Kader vun der Exekutioun vun engem Ordre de recherche rechtens ass.

Am selwechte Paragraf ass och festgeluecht, dass den Uerder vum Parquet, mënschlecht Zellmaterial ze erhiewen, nëmme méiglech ass ënner verschiddene Konditiounen, déi an deem Artikel 45 opgezielt ginn. Ech bedaueren ausdrécklech, dass Dir, Här Minister, hei net der Recommandatioun vum Staatsrot nokomm sidd an déi Dispositiounen am Interêt vum Dateschutz a vum Schutz vun der Privatsphär vun de Biergerinnen a Bierger trotzdeem weiderhi wëllt sträichen. Et wier fir d'Ëmsetzung vun den EU-Reglementer net noutwendeg gewiescht. Bon, de Staatsrot huet keng Opposition formelle ageluecht an dofir wäerte mir et och net maachen.

Ech kommen zum Schluss. De SIS verbënnt Fräiheet a Sécherheet, an dofir ënnerstëtze mir en. Merci.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic.

Da wär d'Wuert fir d'Regierung. Här Inneminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci dem Rapporteur fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport, an och merci hei fir déi ganz breet Zoustëmmung zu dësem Gesetz.

D'Kriminalitéitsbekämpfung am 21. Joerhonnert mécht een och, andeem een Daten austauscht mat de Servicer an engem Land an iwwert d'Grenz eraus. Dat gehéiert haut zu enger moderner Kriminalitéitsbekämpfung. Däers muss ee sech bewosst sinn. Eng Datebank ass wichteg, fir datt een déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit kann effikass bekämpfen. Duerfir ass et ëmsou méi wichteg, datt een och e Gesetz huet, wat reegelt, wéi den Accès op déi Date geschitt, wien et ka kucken a wien et kann traitéieren.

Dat ass nämlech dee groussen Ënnerscheed zu der JU-CHA-Affär, déi hei e puermol ugeschwat ginn ass. Well déi Zäit si Fichieren ugeluecht ginn, ouni datt eng Base légale war. Dat ass dee groussen Ënnerscheed. An, ech mengen, däers sollte mer eis ëmmer erëm bewosst sinn. D'Traitement vun den Donnéeën ass wichteg – mee mat gesetzlecher Basis.

Dann ass hei och nach eng Kéier d'Wichtegkeet vu Schengen ënnerstrach ginn. An ech kann dat nëmmen ënnersträichen. Säit dem Vott vun der Motioun hei an der Chamber war ech beim Kolleeg Inneminister am Saarland. An de Premierminister war och virun e puer Deeg am Saarland bei der Ministerpresidentin, wou mer allen zwee nach eng Kéier ënnerstrach hunn, datt Lëtzebuerg géint déi Grenzkontrollen ass. Mir hunn hinnen och matgedeelt, datt d'Chamber d'Regierung opgefuerdert huet, bei der nächster Prolongatioun och do déi néideg Schrëtt bei der Kommissioun ze maachen.

Ech wäert och an deem Kontext muer de Moien um 8.45 Auer zu Schengen den EU-Kommissär fir Immigratioun empfänken. Et ass, wann ech richteg informéiert sinn, seng éischt Auslandsvisitt. An den Här Brunner huet drop gehalen, déi op Schengen ze maachen, wou ech em dann och nach eng Kéier wäert kloer ze verstoe ginn, datt Lëtzebuerg géint d'Grenzkontrollen am Schenge-Raum ass.

A wann ee géint d'Grenzkontrollen am Schenge-Raum ass, da muss een zesumme kucken, datt ee sécherstellt, datt d'Kontrollen op de Baussegrenze vun Europa effikass sinn.

Une voix | Très bien!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | An da brauch een an deem Sënn Outil-informatiquen. An hei ass esou en Outil. Dofir ass et wichteg, datt een esou en Outil wéi de SIS, de Schengener Informatiounssystem, huet, fir kënnen eeben Informatiounen auszetauschen, fir grenziwwerschreidend d'Kriminalitéit ze bekämpfen.

Ech ginn elo net op d'technesch Aspecten hei an. Et ass villes do gesot ginn. Ech wëll just dorunner erënneren, datt de Schengener Informatiounssystem schonn 1990 (veuillez lire: 1995) als System genotzt ginn ass, fir signaléiert Persounen an Objeten ze sichen an ze fannen. An no enger Serie vun terroristeschen Uschléi am Joer 2015 gouf de System adaptéiert, fir esou och de Kampf géint den Terrorismus an déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit gemeinsam ze maachen.

An ech wéilt Iech hei e puer Zuele virstellen, déi weisen, wéi wichteg dee System ass, fir eeben d'Baussegrenze vun Europa ze sécheren, a wéi e wichtegt Instrument et och ass fir Lëtzebuerg, fir mat de Kolleeginnen a Kolleegen aus dem Ausland iwwert dee System zesummenzeschaffen.

Insgesamt sinn dëst Joer 93.089.353 Signalementer am SIS gemaach ginn. 31.217 Signalementer dovu si vu Lëtzebuerg gemaach ginn. Dovunner betreffen 2.684 Signalementer Persounen a 26.153 Signalementer Dokumenter wéi Fürerschäiner, Päss oder Titre-de-séjouren. An deem Sënn ass 31-mol en anert Land eng Persoun op Lëtzebuerg siche komm, déi hei verhaft ginn ass, an 92-mol konnte mir eng Persoun, déi vu Lëtzebuerg gesicht war, an d'Ausland siche goen. Dat weist och d'Wichtegkeet an d'Effikassitéit vun dësem System am Sënn, nach eng Kéier, keng Kontrollen un de Bannegrenzen an effikass Kontrollen un de Baussegrenzen ze hunn.

An deem Sënn soen ech Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär d'Diskussioun zu dësem Projet dann ofgeschloss a mir géifen zur Ofstëmmung kommen.

Ech ginn dovunner aus, datt Der Iech alleguer ageloggt hutt. Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8305. Den Text steet am Document parlementaire 8305[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8305 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm an 2 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Charles Weiler), Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Stéphanie Weydert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. André Bauler), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Fernand Etgen), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Georges Engel), Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Ben Polidori), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup (par M. Jeff Engelen), Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Djuna Bernard) et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Als nächste Punkt kënnt d'Interpellatioun vum Här Franz Fayot iwwer ...

(Interruption par M. Gusty Graas)

Pardon, Här Fayot, wann Der nach erlaabt: Ech hunn nach eng Zwëschemeldung vum Här Graas, deen, wann ech mech gutt erënneren un dat, wat e mer virdru gesot huet, eng Motioun wollt am Laf vum Nomëtten deposéieren. Här Graas.

4. Dépôt d'une résolution par M. Gusty Graas

Exposé

M. Gusty Graas (DP), auteur | Merci, Här President. Dir hutt eng ganz gutt Memoire, mee et ass awer eng Resolutioun.

(Hilarité)

An zwar geet et hei ëm d'Walen a Georgien. Ech mengen, Dir hutt et alleguer matkritt, déi Wale waren de leschte 26. Oktober, déi vu verschiddene Säiten natierlech och zum Deel kontestéiert goufen. Wat allerdéngs elo méi schlëmm ass, onofhängeg vum Resultat, wat ech elo net hei wëll kommentéieren, dat sinn awer d'Konsequenzen, déi do entstane sinn, well eeben dach awer eng Rei Leit géint d'Resultater waren, och géint d'Manéier, wéi u sech déi Walen do zustane komm sinn, och virun allem géint dat, wat am Virfeld alles ofgelaf ass, soudatt do ganz grouss Protester entstane sinn.

Ech mengen, an enger Demokratie, an engem Rechtsstaat, musse Protester autoriséiert bleiwen, sous réserve, datt se natierlech net a Gewalt ausaarten. Dat war mat Sécherheet net de Fall. Mee déi Biller, déi mer an deene leschten Deeg aus Georgien, virun allem aus Tiflis geliwwert kruten, déi weisen, datt hei d'Autoritéiten allerdéngs ganz staark duerchgegraff hunn, Gewalt ugewannt hu vis-à-vis vun de Leit, déi do protestéiert hunn. Virun allem grad well et sech ëm Georgien handelt – e Georgien, wat u sech eng Demande gemaach huet fir an d'Europäesch Unioun ze kommen; e Georgien, wat u sech nach viru Méint e Kandidat war –, hu mer wierklech geduecht, datt et d'Krittäre géing gréisstendeels erfëllen.

Do waren natierlech dunn zwee Gesetzer gestëmmt ginn, op déi ech elo net ze vill an den Detail wëll agoen, engersäits vis-à-vis vun der Transparence an anerersäits vis-à-vis vun der LGBT-Communautéit. An dat huet natierlech du schonn awer en éischte Beweis geliwwert, datt hei am Fong déi rechtsstaatlech Krittären net géifen an deem Sënn respektéiert ginn. Dat, wéi gesot, wat an deene leschten Deeg no de Wale geschitt ass, ass menger Meenung no inakzeptabel!

Dowéinst hunn ech och am Numm vun der Majoritéit hei eng Resolutioun proposéiert, déi ech eeben och, wéi gesot, elo emol soll hei deposéieren. Et geet virun allem dorëm, wéi gesot, datt awer och eng Enquête indépendante soll gemaach ginn, fir gewëssen Irregularitéite bei de Walen opzezeechnen.

Dann awer, wat fir eis immens wichteg ass, ass, datt den Dialog bäibehale gëtt, an awer trotzdeem do ze bedenken: Engersäits hat zwar schonn d'Europäesch Kommissioun deklaréiert, datt se géif d'Bäitrëttsverhandlunge suspendéieren, elo huet awer de Premierminister vu Georgie selwer deklaréiert, datt se bis 2028 net méi wëlles hunn, déi Diskussioune weiderzeféieren. Ech mengen, och dat gëtt engem ze denken.

Wat mer awer wëlle virun allem hei condamnéieren, dat sinn déi Reaktiounen, déi disproportionéiert si vis-à-vis vun deene Leit, déi am Fong wollten hir Meenung no baussen artikuléieren. An dowéinst fuerdere mer awer am Fong geholl och, datt déi demokratesch Valeuren och an Zukunft solle respektéiert ginn.

Awer, wéi gesot, nach eng Kéier, wat wichteg ass, ass, datt mer am Dialog bleiwen, datt awer vläicht Georgien, wat op engem gudde Wee, op engem richtege Wee war, fir Beweegung ze weisen a Richtung Europäesch Unioun ..., datt dat soll bäibehale ginn.

A schlussendlech, Här President, géinge mer Iech och bieden, vläicht dann och déi Resolutioun hei an deem Sënn un Ären Homolog aus Georgie weiderzeginn.

Voilà, déi ass bis elo ënnerschriwwe gi vun de Majoritéitsparteien, da vun deene Gréngen, vun der ADR. Ech krut awer allerdéngs vun de Piraten scho confirméiert, datt si se och géingen ënnerstëtzen. Vun der LSAP krut ech elo nach keng Réckmeldung, mee wéi gesot, et ass selbstverständlech nach net ze spéit, fir déi Resolutioun hei matzedroen.

An an deem Sënn, Här President, géing ech Iech déi selbstverständlech och hei iwwerreechen, wannechgelift. An ech soen Iech Merci.

Résolution

« relative à l'évolution préoccupante de la situation en Géorgie suite aux élections législatives du 26 octobre 2024 »

La Chambre des Députés,

– considérant que la Géorgie, en tant que candidate officielle à l'adhésion à l'Union européenne et signataire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Convention européenne des droits de l'homme, ainsi qu'en tant que membre du Conseil de l'Europe et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), s'est engagée à respecter les droits humains, les principes de la démocratie, l'État de droit et les libertés fondamentales ;

– considérant que le statut de pays candidat de la Géorgie lui impose des obligations spécifiques et donne à l'Union européenne le droit d'évaluer la compatibilité de la législation géorgienne avec les normes et les valeurs de l'Union européenne, y compris le respect des droits de l'homme, étant donné que l'adhésion future est liée au respect des règles communes ;

– considérant l'adoption des lois sur « la transparence de l'influence étrangère » et sur « la protection des valeurs familiales et des mineurs », incompatibles avec les normes internationales en matière de droits humains, la Convention européenne des droits de l'homme ainsi que les normes et valeurs de l'Union européenne, critiquée par les Nations Unies et la Commission de Venise ;

– considérant les élections législatives tenues en Géorgie le 26 octobre 2024 ;

– considérant le recul démocratique observé tout au long de 2024 ;

– considérant que malgré de nombreux rapports faisant état de graves irrégularités, de manipulations des électeurs et de restrictions à la liberté de vote, notamment par l'achat de voix, la Commission électorale centrale de Géorgie, le 16 novembre, a validé les résultats contestés ;

– considérant le déséquilibre des ressources financières en faveur du parti sortant et réélu, qui a contribué à accentuer les inégalités entre partis dans le processus électoral, ainsi que la faible surveillance du financement des campagnes électorales ;

– considérant le parti pris politique des médias, qui, selon la mission internationale d'observation électorale, ont accordé une couverture disproportionnée au parti au pouvoir, l'instrumentalisation des médias privés à des fins de propagande politique par le parti sortant, ainsi que la dégradation croissante de l'environnement médiatique, illustrée par le classement de la Géorgie en 2024 dans le rapport de Reporters sans frontières (103e sur 180) ;

– considérant que ces irrégularités ont été confirmées par les rapports de la mission internationale d'observation électorale, menée conjointement par l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, le BIDDH, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et le Parlement européen ;

– considérant l'annonce faite par le Premier ministre géorgien Irakli Kobakhidze, le 28 novembre 2024, de suspendre les efforts d'adhésion à l'Union européenne jusqu'en 2028, date à laquelle le Gouvernement estime être prêt ;

– considérant qu'il convient d'assurer à la population géorgienne que l'UE continue de soutenir pleinement ses aspirations européennes ;

– considérant les manifestations de masse qui ont éclaté le 28 octobre 2024 et qui, depuis l'annonce du 28 novembre, ont gagné en intensité et en ampleur ;

– considérant la réponse répressive et disproportionnée des autorités à ces manifestations, restreignant le droit de réunion et le droit de s'exprimer librement,

et

– vu la Constitution de la Géorgie, qui garantit l'exercice de la liberté d'opinion, d'association et de réunion pacifique, et qui stipule, à l'article 78, que le Gouvernement doit prendre les mesures nécessaires pour assurer l'intégration de la Géorgie dans l'Union européenne et l'OTAN ;

– vu la Déclaration universelle des droits de l'homme ;

– vu le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ;

– vu la Convention européenne des droits de l'homme ;

– vu le statut de candidat à l'adhésion à l'Union européenne attribué à la Géorgie en décembre 2023 et les critères établis dans l'accord d'association et vu les conclusions du Conseil européen du 17 octobre 2024 ;

– vu la résolution 2561 adoptée par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 27 juin 2024 ;

– vu la résolution adoptée le 9 octobre 2024 par le Parlement européen sur le recul démocratique et les menaces pesant sur la pluralité politique en Géorgie ;

– vu la résolution adoptée le 28 novembre 2024 par le Parlement européen sur la crise démocratique à la suite des élections parlementaires en Géorgie ;

– vu la déclaration arrêtée par la Commission permanente de l'Assemblée parlementaire du Conseil d'Europe en date du 29 novembre 2024,

s'engage

– à appeler les autorités géorgiennes à autoriser la conduite d'une enquête indépendante sur les irrégularités électorales signalées par la mission d'observation électorale internationale ;

– à encourager les autorités et instances concernées à maintenir le dialogue avec les autorités géorgiennes et à reconsidérer leur décision de suspendre leurs efforts d'adhésion à l'Union européenne ;

– à condamner les réactions disproportionnées des autorités face aux manifestants exerçant leur droit constitutionnel de manifester, ainsi que les violations des droits humains qui y sont associées ;

– à rappeler aux autorités géorgiennes l'importance du respect des normes et des valeurs démocratiques, ainsi que des droits de l'homme, tels qu'énoncés dans l'accord d'association avec l'Union européenne,

charge

M. le Président de la Chambre des Députés de transmettre la présente à M. Chalva Papouachvili, Président de l'Assemblée parlementaire de la Georgie.

(s.) Gusty Graas, Simone Beissel, Marc Goergen, Carole Hartmann, Meris Sehovic, Tom Weidig, Laurent Zeimet.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Graas. An da kucke mer, wéini mer se elo op den Ordre du jour setzen. Dat gesi mer duerno.

5. Interpellation de M. Franz Fayot au sujet des suites accordées à la vision stratégique à long terme ECO2050

An da maache mer, Här Fayot, en zweeten Ulaf fir Är Interpellatioun iwwert d'Follge vun enger laangfristeger strateegescher Visioun ECO2050. Hei ass et e Modell 1: 30 Minutte fir den Interpellateur, 15,5 fir d'CSV, d'DP 12, d'LSAP 11, d'ADR 7,5, déi gréng, d'Piraten an déi Lénk jeeweils 7, d'Regierung 30. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Mosar, den Här

Bauler, den Här Weidig, d'Madamm Welfring, den Här Clement an den Här Wagner.

An elo huet d'Wuert den honorabelen Deputéierten Här Franz Fayot als Auteur vun der Interpellatioun. Här Fayot.

Exposé

M. Franz Fayot (LSAP), interpellateur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, virun e bësse méi wéi engem Joer, am September 2023, ass d'Vision ECO2050 presentéiert gi vu Luxembourg Stratégie, eng Visioun mat zéng Bausteng, déi u sech eng Hëllef war, oder sech verstanen huet als eng Hëllef fir d'Regierung, fir Decisiounen ze huelen am Beräich vun der Wirtschaftspolitick.

Säithier ass et roueg ginn ëm Luxembourg Stratégie, déi et och an där Form esou net méi gëtt an Ärem Organigramm, Här Minister, am Wirtschaftsministère. An Dir hutt nach op eng Question parlementaire – Nummer 0349, mengen ech – vun der Madamm Welfring geäntwert, dat ass schonn eng Partie Méint hier, dass d'Vision stratégique à long terme zwar en Élément clé wär fir d'Entwécklung vun der Wirtschaft, awer trotzdeem d'Aarbechte vu Luxembourg Stratégie elo ofgeschloss wären. Dat ass natierlech Äert gutt Recht gewiescht, mee et werft awer eng Rei Froen op an eisen Aen.

Här President, ech géif just gär kuerz awer e bëssen op den Historique zréckkomme vu Luxembourg Stratégie, well dat mer awer och wichteg schéngt am Kontext vun dëser Interpellatioun.

Luxembourg Stratégie war u sech e Kand vun der Covid-19-Kris. Kuerz nodeem ech Minister gi sinn, huet déi Kris ageschloen an huet, wéi mer alleguer wëssen, d'ganzt Land lamgeluecht, awer och en particulier d'Ekonomie. An den aktuelle Wirtschaftsminister, deen deemools Mëttelstandsminister war, ka sech och nach gutt un déi Zäit zréckerënneren, déi fir eis, mengen ech, alleguerten angoissant war, mee insbesonnesch, wann een en charge war vun der Zukunft vun der Ekonomie.

Bei Luxembourg Stratégie war d'Iddi vun Ufank un, déi grouss Tendenzen, déi grouss Trende vun der Zukunft ze erfaassen an dorauser Sënn ze maachen a se och ze iwwersetzen, fir dem Land ze hëllefen, sech besser opzestellen, och fir d'Wirtschaft méi resilient ze maache vis-à-vis vun esou externe Schocke wéi Covid-19, och wa Covid-19 am Fong dee perfekte schwaarze Schwan war, dee kee wierklech komme gesinn huet, komplett extern, an deen net nëmmen d'Land an Europa, mee natierlech och d'ganz Welt affektéiert huet. Trotzdeem huet Covid-19 eng ganz Rei Trende méi kloer gemaach an och acceleréiert: D'Digitaliséierung, d'Kënschtlech Intelligenz, iwwert déi mer och am Kontext vum Budgetsrapport nach wäerte schwätzen, eis Ofhängegkeeten, wat d'Liwwerketten ugeet, a besonnesch, wat d'Gesondheetsmaterial ugeet, mee am grousse Ganzen d'Prise de conscience, dass mer eis als Land an och als Regioun an Europa méi autonom missten opstellen, fir eis manner verletzlech ze maachen. Och d'Emissioune sinn an där Zäit erofgaangen an hu gewisen, wéi reell de Klimawandel wierklech war a wat een am Fong dergéint misst maachen, fir dat an de Grëff ze kréien. Bref, Covid-19 war an deem Sënn schonn e Revelateur.

D'Inspiratioun vu Luxembourg Stratégie, dat war France Stratégie – bon, den Numm ass vun dohier net ganz originell gewielt gewiescht. „France Stratégie", dat ass eng Cellule, déi un de Premierminister a Frankräich rattachéiert ass an déi dem Commissariat au plan zouschafft. Also ass hei och ganz kloer hannendrun eng Iddi vu Planifikatioun. Mee och Länner wéi Singapur, Norwegen, Finnland maache scho ganz laang esou eng Aarbecht vu Prospektiv, och mat ganz ville gudde Resultater. Dat si gutt geféiert Länner. An och d'OCDE an d'Europäesch Unioun maache Prospektiv op verschiddenen Niveauen.

D'Method vun der Prospektiv, déi mer gewielt hunn, ass eng Method, déi am Fong ganz participativ war. Luxembourg Stratégie huet iwwer bal dräi Joer a ganz villen Atelieren, ëffentleche Konferenzen, och ëffentleche Consultatioune mat allméiglechen Acteuren aus der Zivillgesellschaft zesummegeschafft, Gewerkschaften, Beruffskummeren, Federatioune vun Entrepreneuren – och direkt Echangë mat Entrepreneuren si gemaach ginn. An et sinn doropshin, an enger éischter Phas, dräi Zenarien ausgeschafft ginn.

Firwat Zenarien? Majo, Zenarisatiounsaarbecht ass am Fong an där ganzer Demarche dat, wou ee probéiert, méiglech Zukunften ze identifiéieren an déi am Fong dann och ze huelen, fir eng Partie Politicken an Optiounen dorunner ze testen. Mee fir dat ze maachen, muss ee sech an d'Zukunft projezéieren. An esou sinn dräi Zenarien ausgeschafft ginn. Déi meescht vun Iech kenne se, mee ech wëll se just kuerz rappeléieren, well déi och vill fir Diskussioune gesuergt hunn a well se och ganz oft am Fong verwiesselt gi sinn, entweeder aus Versinn oder heiansdo och intentionnel, mat effektive Strategien. Mee déi Zenarien, wëll ech soen, dat sinn Zenarien, déi een am Fong international e bëssen iwwerall erëmfonnt huet. Déi gläichen zimmlech staark deem, wat ee, wéi gesot, international gesäit.

Deen éischten Zenario, dat war u sech en Zenario „Business as usual". Dat ass d'Poursuite vun enger Politique inchangée. An déi géif antrieden, wa mer den aktuelle Modell vum lineäre Wuesstum géife bäibehalen, och mat deem selwechten demografesche Wuesstum. De Ressourcëverbrauch wier héich an de Fokus géif op kuerzfristege Gewënner leien, wärend d'Resilienz an d'Ëmwelt vernoléissegt géifen.

Den zweeten Zenario, dat war en Zenario mat manner Croissance an enger méi bioregional ausgeriichter Aktivitéit, wou u sech eng wirtschaftlech Neiausriichtung erreecht gi wier, andeems op regional Zesummenaarbecht a Kreeslafwirtschaft gesat gi wier, an der Haaptsaach mat Schwéierpunkten op lokalem Ressourcëverbrauch, Energieeffizienz a Maximiséierung vun Nohaltegkeet. Lëtzebuerg wier an dësem Modell och am Fong e Pionéier gewiescht fir nohalteg Entwécklung an der Groussregioun.

Den drëtten Zenario, dee mer identifiéiert hunn, dat war u sech e ganz techno-optimisteschen Zenario, wou ganz vill nach méi op d'Digitaliséierung gesat ginn ass an alle Beräicher, fir méi Produktivitéit ze erreechen, fir Prozesser méi effikass ze maachen a wou u sech d'Erausfuerderunge vun haut a vu muer an der Haaptsaach mat technologeschen Innovatiounen an Transformatioune géife bewältegt ginn. D'Wirtschaft géif och ëmmer méi mat Kënschtlecher Intelligenz fonctionéieren, fir d'Effizienz ze steigeren an nei Geschäftsmodeller ze schafen. Mat deem Zenario géife mer eis am Fong nach méi vun der Technologie an der Technik ofhängeg maachen, wéi dat bis elo de Fall war.

Déi dräi Zenarie sinn du veröffentlecht ginn an hu fir vill Diskussioune gesuergt. Et ass och eng ëffentlech Enquête, eng Consultatioun gemaach gi beim Public, wou ongeféier 700 bis 800 Leit matgemaach hunn a wou der ganz vill – 70 % – eng Preferenz fir deen zweeten Zenario mat méi enger limitéierter Entwécklung vum Land an och méi enger softer Entwécklung fir d'Ëmwelt gewisen hunn. Interessanterweis huet dee selwechte Pourcentage vu Leit awer och gesot, dass dat deen Zenario ass, un dee se am mannste géife gleewen, wat natierlech dann och eppes ausseet iwwert de Glawe vun de Leit oder d'Kredibilitéit vun der Politick, fir esou Saachen dee Moment och ëmzesetzen.

Déi Zenarien, insbesonnesch deen zweeten, hu fir zimmlech hefteg Reaktioune gesuergt a verschiddene Milieuen. Ech ka mech nach gutt un d'Diskussiounen – mam Här Mosar notamment – hei an dëser Chamber erënneren iwwert déi Zenarisatiounsaarbecht an insbesonnesch iwwert deen zweeten Zenario, deen, wéi gesot, just en Zenario war a keng Preferenz vum Wirtschaftsministère deemools. A vläicht dann ouni Surprise ass en och bei Entreprisen a bei hire Federatioune sauer eropgestouss, obwuel, wéi gesot, et just en Zenario war. Mee anscheinend war d'Iddi schonn ze vill.

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Effektiv ... Majo, Dir kënnt jo nach gären da vun de Männercher schwätzen an Ärer Interventioun.

(Hilarité)

Effektiv ass ee bei deem Zenario och no bei den Iddie vun enger Doughnut Economy, déi jo am Fong drop ofziilt, e Wirtschaftsmodell ze schafen, dee sech an de planetäre Limitten entwéckelt an och am Fong haaptsächlech op d'Bedierfnisser vum Mënsch kuckt. En ass och net wäit ewech vun Iddie vun engem Timothée Parrique, dee viru Kuerzem invitéiert gouf vum Conseil supérieur du développement durable fir hiren zéngte Gebuertsdag, oder engem Jason Hickel, deen d'nächst Woch oder an zwou Wochen hei ass – engem Anthropolog –, déi allen zwee op der Post-Growth oder Decroissance schaffen. Wéi gesot, och Iddien, déi sech rapprochéiere vun der Doughnut Economy.

Här President, dat war also d'Aarbecht vun der Zenarisatioun, déi gemaach gouf, an opgrond vun deenen Zenarie gouf dunn eng Aarbecht gemaach vu Visiounen ausschaffen an enger Strategie – an dat ass ECO2050 –, déi dobäi erauskomm ass.

ECO2050 – dat ass wichteg ze soen – ass keng Roadmap, dat ass kee Plang, deen een eent zu eent ëmsetzt. Dat ass, wéi gesot, eng Baukëscht mat Elementer, déi der Politick sollen hëllefen, eng Wirtschaft ze kréien, déi méi nohalteg, laangfristeg kompetitiv an och inklusiv ze gestalten ass. Wéi gesot ass iwwert dräi Joer do vill geschafft ginn a vill echangéiert ginn an deem ganze Prozess.

Et ass och wichteg ze soen, dass aner Strategien aus de Ministèren an och vu verschiddenen Observatoiren alleguerten an déi Vision stratégique do agefloss sinn. Ech denken un e PNEC, ech denken u „Luxembourg in Transition", ech denken un d'Strategie vum MEGA iwwert d'Égalité des genres an eng ganz Rei anerer. Et sinn der bal eng Honnert, déi repertoriéiert goufen an déi, wéi gesot, alleguerten an déi Aarbecht do eragaange sinn.

An dofir, Här Minister, virop vläicht e puer Froen och un Iech, fir dass Der Är Äntwerte fir duerno, nom Debat, kënnt preparéieren. Déi éischt Fro, déi ech mer stellen, dat ass, ob déi Aarbecht elo vun enger anerer Direktioun vum Wirtschaftsministère weidergemaach gëtt sous une forme ou une autre.

Dir hutt e puermol gesot an ëffentlechen Interventiounen an an Interviewen, dass Der géift fannen, dass et géif e bësse vill Strategië ginn an dass een déi elo all mol misst ëmsetzen. Dat ass effektiv eng Positioun, déi ee kann hunn an déi och am Fong Sënn mécht, awer trotzdeem muss ee gesinn, dass eng Strategie näischt ass, wat a Stee gemeesselt gëtt a wat u sech ëmmer weider muss à jour gehale ginn, fir dass et weider relevant bleift.

An dofir ass d'Fro: Gëtt déi Vision ECO2050 à jour gehalen? Gëtt se méiglecherweis aktualiséiert? Wat fir eng strateegesch Visioun vertriet Dir a vertrëtt och d'Regierung? Oder schafft Der carrement un enger anerer Strategie? Well et muss een och soen, dass deen Effort vu Luxembourg Stratégie sech natierlech areit an eng Fonctioun, déi de Wirtschaftsministère iwwer vill Joren hat. De Wirtschaftsministère war am Fong ëmmer an der Regierung e bëssen eng Aart Thinktank, fir d'Wirtschaftspolitick vu muer ze entwéckelen.

Ech denken zréck un de Rapport vum Lionel Fontagné 2012 – „Une paille dans l'acier" –, wou et ëm d'Diversifikatioun vun der Wirtschaft gaangen ass. Ech denken un de Rapport vum Jeremy Rifkin vun 2015 iwwert déi drëtt industriell Revolutioun, wou eng Rei Iddien och wierklech en Impakt fonnt hunn op d'Politick vum Alldag.

Net méi spéit wéi haut de Moien hate mer an der Kommissioun nach d'Diskussioun iwwert d'Upassung vun den Elektreschtariffer mam ILR. Abee, déi ganz Iddie vun de Prosumer, vun de Smartmeters, alles dat kënnt aus dem Rifkin-Prozess, soudass ee gesäit, dass déi Iddien, déi Denkprozesser, déi am Wirtschaftsministère gemaach ginn, wierklech och reell Repercussiounen an der Vergaangenheet fonnt hunn. An déi Softpower, déi de Ministère do huet, ass, wéi gesot, e bëssen eng speziell am Gefüge vun der Regierung, an dofir wär et an eisen, a mengen Ae schued, wann déi géif verluer goen.

Natierlech ass et och méiglech, dat op anere Plazen unzesidelen. Op ville Plaze gëtt dat zum Beispill am Ministère d'État ënnerbruecht. Ech hu Frankräich genannt als Beispill. Op anere Plazen ass dat och esou, dass u sech dee Ministère, deen en charge ass vun der Prospective stratégique, de Ministère d'État ass, den Office vum Premierminister.

Egal wéi et ass, ass et an eisen Ae wichteg, dass d'Regierung sech weider mat der Prospektiv a mat de Megatrends auserneesetzt, och an Zukunft.

Här Minister, op déi zéng Bausteng ginn ech elo net am Detail an. Ech mengen, Dir hutt déi och gelies an der Strategie. Et geet doriwwer eraus och nach ëm Etüden, déi vu Luxembourg Stratégie gemaach goufen, wéi RISK2050, wat eng Etüd ass, déi mat der Uni gemaach gouf, wéi SOC2050 iwwert d'Désirabilité sociale vum Changement, déi mam LISER gemaach gouf, an och déi rezent Etüd iwwert d'Infrastruktur, INFRA2100, wou et u sech drëm geet, fir d'Infrastruktur vu muer virzedenken, déi mer brauche fir eis wirtschaftlech Entwécklung.

Déi zéng Bausteng, do geet et, fir dat graff ze resüméieren, engersäits drëm, eis strateegesch méi autonom ze maachen, net nëmmen domat, dass mer evidemment probéieren, alles hei am Land ze produzéieren, mee och doduerch, dass mer zolidd Partnerschaften ausschaffen am Ausland. Et geet och ëm Kreeslafwirtschaft, wou mer wëssen, dass mer virun allem an enger Regioun, déi aarm ass un eegene Ressourcen, déi Probleemer huet, hir eegen Energie ze produzéieren, fir hir Besoinen ofzedecken, aner Produktiounsprozesser brauchen. An do ass d'Kreeslafwirtschaft natierlech absolutt essentiel. An ech sinn och frou, dass dat eppes ass, wat an der Regierung hirem Programm steet. An ech géif Iech och do gär froen, vläicht eis e bëssen eng Mise à jour ze ginn, wou Der elo dru sidd mat der Ëmsetzung vun der Kreeslafwirtschaftsstrategie, déi mer och schonn an der leschter Regierung op de Wee bruecht hunn.

Et geet an där ganzer Vision ECO2050 natierlech och drëm, mat manner Ressourcen eens ze ginn. D'Iddi vun der Sobrietéit ass eng transversal Iddi, déi sech doduerchzitt. An doriwwer eraus geet et och drëm, déi verschidden Transitiounen, an deene mer dra sinn – dat sinn déi ekologesch, déi digital an déi sozial Transitiounen –, op eng sënnvoll Aart a Weis mateneen ze verbannen.

De Mënsch a säi Wuelbefanne solle sech och am Zentrum zréckfanne vun där ekonomescher Strategie. An dann ass och eng Iddi, déi mer oft hei diskutéieren, u sech déi, ze gesinn, dass déi ganz Dekarbonatioun, déi Iddi, eng karbonfräi Ekonomie opzebauen, awer och déi ganz Limitatioun vun de Risiken an d'Adaptatioun, e Business Case fir sech ass, dass dat e ganze Pont vun der Ekonomie ass, vu Servicer, vun Dekarbonatioun zum Beispill, awer och bei der Finanzplaz eppes ass, wou ee wierklech kann nei Aktivitéiten och hei am Land unzéien. An ech weess och, dass dat eppes ass, wat Iech um Häerz läit.

Schlussendlech geet et och ëm d'Anticipatioun, dat heescht, d'Method selwer vun der Prospektiv souwuel bei de Betriber wéi och beim Staat zu enger Composante vun eiser Politick ze maachen, well wann een no vir denkt, wann ee sech mat deene groussen Iddien ausenanersetzt, souguer wann een et net ëmmer 100 % richteg hikritt, gëtt een ëmmer méi intelligent an och méi resilient dobäi.

Här President, ech kommen hei zum Schluss. Dir hutt, mengen ech, verstanen, dass et mir elo net hei drëm geet, an dëser Interpellatioun mäi Bëbee ze verteidegen. Et geet mer am Fong haaptsächlech drëm, dass deen Effort, deen ugefaange ginn ass, weidergefouert gëtt, ënner wat fir enger Form och ëmmer. Ech denken, dass dat wierklech de wichtege Message ass. Mir hunn allerdéngs e bëssen de Verdacht, dass dës Regierung net wëlles huet, wierklech virausschauend a strateegesch Wirtschaftspolitick ze maachen.

(Interruption)

De Kurs op muer vun dëser Regierung ass an der Haaptsaach – an dat hu mer och elo erëm an der Budgetsdiskussioun gemierkt –, Multiproprietairen an Entreprisë manner Steieren ze froen, ...

(Interruptions)

... och Oplagen erofzesetzen a Reglementer, an der Hoffnung, dass de PIB-Wuesstem ugekuerbelt gëtt an och dann iergendwann eng Kéier e bësse bei de Leit duerchsickert. Ech hoffen, dass ech Onrecht hunn an där doter Analys, mee et ass schonn e puermol gesot ginn, och hei vum Finanzminister ...

(Interruption)

.... am Kader vun der Budgetsdiskussioun: Et gëtt kee Plang B zu dëser Politick. An dat ass an dësen Zäiten eng ganz riskéiert Wett an eisen Aen.

Här President, mir sinn der Meenung, dass et un eis ass, déi Zukunft ze schafen, déi mer gären hätten. An do brauche mer e Plang. Ech freeë mech op d'Diskussioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Fayot. An deen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Mosar. Dir wollt mer nach eng Motioun elo ...?

M. Franz Fayot (LSAP), interpellateur | Ech ginn Iech se elo. Wannechgelift.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant l'enjeu des mégatendances telles que le changement climatique, les transitions numérique, énergétique et sociétale ;

– considérant que les analyses approfondies et les travaux prospectifs apportent une contribution importante à l'élaboration stratégique du pays, notamment dans les domaines du développement économique durable, de la planification des infrastructures et des transformations sociétales ;

– considérant que les rapports élaborés par Luxembourg Stratégie, tels que la vision EC02050 et INFRA2100, offrent des perspectives solides et à long terme qui peuvent servir de base pour les décisions politiques ;

– considérant que l'intégration de ces travaux dans les processus politiques peut contribuer à un développement stratégique cohérent et tourné vers l'avenir,

invite le Gouvernement à

– poursuivre et actualiser les travaux élaborés et publiés par Luxembourg Stratégie au cours des dernières années, qu'il s'agisse de la Vision ECO2050, ou encore des rapports RISK2050 (Uni.lu), SOC2050 (LISER) ou INFRA2100 ;

– intégrer systématiquement ces travaux et réflexions dans les processus de développement stratégique de l'économie luxembourgeoise ;

– renforcer le travail prospectif en apportant à la direction de prospective stratégique les ressources nécessaires et en poursuivant et approfondissant la coopération avec le Statec, l'université et les instituts de recherche publics, et le dialogue avec la société civile et les chambres et fédérations professionnelles, afin d'assurer la qualité et la portée de ses analyses sur le long terme.

(s.) Franz Fayot.

M. Claude Wiseler, Président | Dir gitt mer se. Merci.

Débat

M. Laurent Mosar (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt mat engem Merci ufänken un den Interpellant, den honorabelen Här Fayot, deen de Mëtten d'Regierung interpelléiert huet iwwert d'Strategie ECO2050. Ech soen em dofir Merci, mee ech enttäuschen en direkt: Ech wäert net iwwert déi Strategie schwätzen. Firwat wäert ech dat net maachen? Mee fir d'alleréischt: Déi Strategie ass ofgeschloss. Den Här Fayot huet dat selwer gesot.

Zweetens soen ech och ganz éierlech: Ech si kee grousse Fan vu Strategien. Well déi Strategien, déi gi gewéinlech net op, wat och net anormal ass, well ëmmer Evenementer vu bausse kommen, an dat hu mer an deene leschte Méint gesinn, déi leider Gottes et da maachen, datt dat, wat ee sech erwaart hat, net antrëfft. An ech brauch net op all déi exterieur Evenementer anzegoen.

Mee dann awer mäin Haaptgrond, léiwe Kolleeg Fayot: Mir liewen haut an hei. An ech muss Iech soen, eis Entreprisen an eis Wirtschaft hu ganz vill Probleemer am Moment. Extreem vill Probleemer, ganz besonnesch wann ech Kleng- a Mëttelentreprisë kucken. An do sinn der, déi wëssen net, wéi se bis un d'Enn vum Joer kommen. An ech muss Iech soen, wann ech e bësse kucken, wat un Erausfuerderungen an deenen nächste Joren och op all déi Entreprisen zoukënnt, da stellen ech mer ganz vill Froen. An duerfir wollt ech mech eigentlech de Mëtten e bësse mat deenen Erausfuerderungen, mat deene mer haut an hei a muer confrontéiert sinn, auserneesetzen. A mat allem Respekt, 2050 wäert eng Kéier kommen, mee dat ass elo net dee Problem, deen déi allermeeschten Entreprisen haut an hei beschäftegt.

An ech wëll direkt mat engem Constat ufänken, well dat och e bëssen an Ärer Ried ugeklongen ass, fir och do ganz kloer ze sinn. Ech mengen, mir brauche weider an dësem Land Wirtschaftswuesstum, ...

Une voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV) | ... net egal wat fir ee Wirtschaftswuesstum – en nohaltege Wirtschaftswuesstum, deen natierlech Ëmwelt an Natur respektéiert, deen och d'sozial Rechter vun eise Salariéë respektéiert, mee deen trotzdeem e Wuesstum huet. Ech verwiere mech dofir och géint esou Theorië vun Degrowth, Decroissance, negative Wuesstum. Well ouni Wuesstum, léif Kolleeginnen a Kolleegen, kann eng Gesellschaft net evoluéieren, kann een och net dee Sozialmodell, dee mer am Moment hunn, iwwerhaapt weiderféieren!

Ech kann Iech just soen: Fir meng Fraktioun a fir mech sinn all déi Modelle keng Optioun. Fir eis brauche mer weider an deem Land e gesonde Wirtschaftswuesstum!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV) | En zweete Constat, deen ech direkt wéilt maachen: Déi allergréissten Erausfuerderung, mat där mer an den nächste Woche wäerte confrontéiert sinn, dat ass d'Produktivitéit an d'Kompetitivitéit. An ech muss Iech soen: Mir hunn ëmmer zu deene beschte Schüler gehéiert, wat d'Produktivitéit betrëfft. Dat huet leider Gottes an deene leschte Jore changéiert. An dat ass net d'Schold vun iergendenger Regierung – ech maachen also elo hei kee Bashing vu fréiere Regierungen –, dat huet einfach eppes dermat ze dinn, wéi eis Entreprisen evoluéiert hunn.

Do gëtt et eng ganz Rei vu Grënn, firwat datt déi Produktivitéit net méi esou grouss ass. Een – an dat ass net dee mannste Grond – huet mat der Bürokratie ze dinn, mat där d'Betriber sech Dag an Nuecht mussen erëmschloen an déi et hinnen net méi erlaabt, eigentlech hire Corebusiness ze maachen, wou se kënne wirtschaftlech Aktivitéite generéieren. Dat ass e risege Problem an dee féiert derzou, datt d'Produktivitéit vu villen Entreprisen hei erofgeet. Dofir hunn d'Entreprisë selwer keng Responsabilitéit. Ech wäert herno nach eng Kéier op dee Punkt do agoen.

Elo ass et awer wichteg, datt mer weider un där Produktivitéit schaffen. An ech si kee Produktivitéitsfetischist, mee ech soen awer och: Mir musse ganz gutt oppassen, datt mer do net den Zuch verpasse par rapport zu villen anere Länner, souwuel um Niveau vun der Europäescher Unioun wéi och ausserhalb vun der Unioun. An dofir musse mer deen dote Punkt onbedéngt am A behalen.

Ech begréissen dofir, datt de Wirtschaftsminister an de Wirtschaftsministère och e ganz groussen Akzent op eng méiglechst gutt Produktivitéit leeën. Dat ass wichteg. Ouni Produktivitéit, an domadder verbonnen d'Kompetitivitéit, kann eng Wirtschaft sech net weiderentwéckelen.

Wat sinn elo déi ganz grouss Erausfuerderunge vun der lëtzebuergescher Wirtschaft? Ech hunn et schonn e puermol hei gesot an ech hunn och de Mëtten net d'Zäit, fir am Eenzelnen drop anzegoen. Ech widderhuele se nach eng Kéier ganz schnell: dat Éischt ass de Präis vun der Energie fir d'Betriber – fir mech eng fundamental Erausfuerderung –, dann d'Iwwerregulatioun, d'Simplification administrative, d'Recherche an d'Evaluatioun, Talentattraction, an ech géif vläicht e sechste Punkt derbäisetzen, op deen ech awer de Mëtte wierklech net kann agoen, nämlech dee vum Logement.

E puer Wierder iwwert de Präis vun der Energie. Gëschter hate mer eng ganz interessant Diskussioun. Mir wëssen, datt mer leider, an dat ass gëschter e puermol gesot ginn, keng Hëllefe méi kënne ginn, well d'Europäesch Kommissioun dat leider onméiglech mécht. Mir wëssen awer och, datt d'Energiepräisser souwuel hei zu Lëtzebuerg wéi a ganz Europa leider ze héich si fir vill Entreprisen.

D'Industrie an, jo, och ganz vill Kleng- a Mëttelentreprisë leiden un deenen enorm héijen Energiekäschten. Mir mussen et wierklech fäerdegbréngen, déi an den nächste Joren erofzekréien! An natierlech ass et do wichteg, datt mer all renouvelabel Energië kucken, vill méi schnell virunzedreiwen. Mir mussen och vill méi schnell mat der Transition énergétique virukommen. An ech begréissen och do déi ganz vill gutt Initiativen, déi do vum Wirtschaftsministère geholl ginn.

Ech kommen dann zu deem zweeten an deem drëtte Punkt. An ech wollt eigentlech de Mëtten net méi doriwwer schwätzen, mee ech hunn an de leschten Deeg erëm e puer Beispiller kritt, zu wat Surregulatioun an Europa féiert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech muss wierklech de Mëtten doriwwer schwätzen.

Dir hutt hei virun Iech en iwwerzeegten Europäer stoen. Ech wäert ëmmer en iwwerzeegten Europäer bleiwen, mee et mécht et engem heiansdo schwéier, nach un Europa ze gleewen, wann een e bësselche kuckt, wat do iwwer Jore vu Reglementatiounen op d'Entreprisen duerkommen. An erlaabt mer, véier Beispiller dozou ze ginn.

Dir hat gëschter eng passionant Diskussioun iwwert d'Roll vun der Finanzplaz an der Energietransitioun. An Dir hutt do zu Recht gesot – oder all déi Riedner, och den Här Fayot notamment –, wéi wichteg datt et wier, datt d'Finanzplazen déi Energietransitioun géife begleeden.

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, ech kann Iech soen: Lëtzebuerg – an ech luewe souguer déi viregt Regierung, wat mer jo net esou oft virkënnt –, do ass ganz vill geschitt! Mir sinn eng vun deene wichtegste grénge Finanzplazen. Niewent Singapur an Asie si mer warscheinlech déi wichtegst gréng Finanzplaz an Europa. Mir hunn op der Bourse extreem vill gréng Bonds an de leschte Jore kënnen erausginn. A mir hunn och international eng ganz gutt Reputatioun.

Wat ass awer elo an der Zwëschenzäit geschitt? D'Europäesch Kommissioun huet d'Konditioune fir ESG-Fongen extreem kompliéiert gemaach, d'Formalitéite kompliéiert gemaach, mam Resultat, datt haut, a lauschtert elo gutt no, keen eenzege Fong – keen eenzege Fong! – méi déi reduzéiert Taxe d'abonnement ufreet, well kee méi sech erëmfënnt a kee méi iwwerhaapt interesséiert ass, ënnert dem ESG-Sigel ze fonctionéieren! Ech muss Iech soen: Mir haten do eng Industrie, déi amgaange war, sech ze developpéieren, déi wichteg ass, déi elo erëm blockéiert ginn ass duerch eng Iwwer- an zum Deel falsch Regulatioun.

Ech ginn Iech en zweet Beispill. Ech si kontaktéiert gi vu Leit, déi eng fantastesch Startup hei an deem Land en place gesat hunn. Iwwregens och do e Merci – et kënnt mer net oft vir – un déi fréier Regierung, natierlech och déi aktuell, déi ganz vill fir Startuppe gemaach hunn. Och den Här Fayot, mat deem ech net ëmmer eens sinn, mee do huet e ganz vill gemaach. An dat soll een och eng Kéier ervirsträichen.

Mir hunn entre-temps ganz vill flott Startuppen an deem Land. An do ass eng, déi ganz staark ënnerstëtzt ginn ass vun der Regierung an déi elo amgaangen ass ze emergéieren. Si huet e Privatinvestisseur fonnt, dee 17 Milliounen Euro dran investéiert. Wësst Der, u wat déi am Moment amgaangen ass, ze scheiteren – a wa mer Pech hunn, wäerte se muer an Amerika auswanderen? Si kréie kee Bankkont an deem Land méi opgemaach, Dir Dammen an Dir Hären! Si kréie kee Bankkont méi opgemaach! An dat ass de Fall fir ganz vill Entreprisen – FinTechen – an deem heite Land!

Ech kommen zu engem drëtte Punkt, och engem Aktualitéitssujet: Liberty Steel. Ech wëll net op déi ganz Affär agoen, mee och do hunn den Här Fayot an ech zesumme gekämpft. Wat ass d'Originn vu Liberty Steel? Dat ass d'Konkurrenzrecht an Europa – wat total onméiglech an onglécklech ass! Mat engem normale Konkurrenzrecht wär warscheinlech haut nach d'ArcelorMittal zu Diddeleng a géif dat Wierk flott an effikass exploitéieren. Duerch d'Konkurrenzrecht an Europa ass dat awer onméiglech gemaach.

Véiert Beispill, léif Kolleeginnen a Kolleegen – an do kommen ech warscheinlech mat eppes, wat Der nach net kennt: Mir wäerten an deenen nächste Méint mat enger Direktiv konfrontéiert ginn, déi „Pay Transparency" heescht. Deene meeschte wäert dat näischt soen. Et ass, wéi esou oft, eng Direktiv, déi eigentlech eng ganz gutt Intentioun huet, nämlech, d'Egalitéit zwëschent Männer a Fraen, wat d'Paie betrëfft, hierzestellen.

Wann een awer elo kuckt, wat do erauskënnt, dann ass dat e Bürokratiemonster! Do wäerten d'Entreprisë mussen an Zukunft verschidde Kategorië vu Salariat maachen, vu Paien! Dat wäert alles hei zu Lëtzebuerg incluéieren, souwuel déi staatlech Institutioune wéi och dee ganze Privatsecteur. Dat wäert sech am Prinzipp op all Entreprise appliéieren. Allerdéngs gëtt et d'Méiglechkeet dofir, eng Optioun ze zéien, datt zumindest déi kleng Entreprisen ënner 100 Leit net wäerten drafalen. Ech soen Iech: Wann dat kënnt ... Déi aarm Entreprisen, déi dat och erëm mussen an Zukunft ëmsetzen!

Duerfir, mat allem Respekt fir Europa, musse mir wierklech eng Kéier kucken, datt deen zum Deel Regulatiounswan – an ech soe wierklech, wat ech mengen – op en Enn kënnt! Well soss, soen ech Iech, wäerte mir geschwënn hei an Europa ganz eleng sinn, well da kënnt kee méi heihinner, weeder bei eis nach a Frankräich, Business maachen. A schwätzt emol mat jonke Leit, och wann der Kanner hutt, Kandskanner. Déi bleiwe léiwer am Ausland, well se soen: „Zu Lëtzebuerg gëtt et esou kompliéiert a mir ginn harasséiert vu Paperasserie a Bürokratie." An duerfir, mengen ech, ass dat doten eng vun den absolutt weesentlechen Erausfuerderungen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll awer nach ganz kuerz op en anere Punkt agoen, dee mer och ganz uewe läit, dat ass, wéi mir generell an Zukunft eis Wirtschaft diversifiéieren. Mir sinn nach ëmmer – an hei schwätzt eng Persoun, déi wierklech no bei der Finanzplaz ass, well ech weess, wéi wichteg datt déi Finanzplaz ass – vill ze vill ofhängeg vun där Finanzplaz. Et si vill Efforte gemaach gi vun alle Regierungen, mee mir hunn et bis elo nach net fäerdegbruecht, déi Ofhängegkeet do erofzesetzen.

Elo muss ech och soen: Mir brauchen nach wie vor dee Finanzsecteur! An och am Finanzsecteur muss et zu enger Diversifikatioun kommen. Ech hu virdru vu Green Finance geschwat. Ech wollt awer hei eng Kéier eng Lanz brieche fir dee ganze Secteur vun de FinTechen, well ech mengen, datt dat wierklech eng formidabel Saach ass, och fir d'Zukunft vun eiser Finanzplaz. A mir wäerten – ech weess net, ob mer et nach fäerdegbrénge virum Enn vum Joer – e ganz wichtegt Gesetz stëmmen. Dat ass MiCA (ndlr: Markets in Crypto-Assets Regulation), wou et och ëm d'Blockchain geet, wou et och ëm déi ganz digitaliséiert Banke geet. Do ass extreem vill Potenzial! An ech géif wierklech hoffen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt mer et do erëm eng Kéier fäerdegbréngen, First Mover ze ginn, well dat wäert eis et zumindest

erlaben, eis Finanzplaz weider op engem héije kompetitiven Niveau ze halen.

Här President, ech kommen zum Schluss. Mir liewen an enger Welt vu Multikrisen a geopolitesche Konflikter, déi och ganz grouss Konsequenzen op d'wirtschaftlech Entwécklung weltwäit, an Europa, awer och bei eis am Land wäerten hunn. Mir kréien et an den nächste Woche mat engem President Trump ze dinn, fir dee Protektionismus, Bilateralismus an d'Politick vum Deal erëm wäerten an de Vierdergrond vun der amerikanescher Wirtschaftspolitick réckelen. Et ass iwwerliewenswichteg fir Europa, fir Lëtzebuerg, datt mir zesummen, an ech betounen dat Wuert „zesummen", an Europa an an der Europäescher Unioun versichen, déi richteg Äntwerten op esou eng Politick ze ginn, fir eis europäesch Wirtschaft an domadder besonnesch och déi Dausende vu klengen a mëttlere Betriber mat hire ganz villen devouéierte Mataarbechterinnen a Mataarbechter ze schützen.

Mir dierfen awer virun allem, an ech hunn et virdru gesot, d'Kompetitivitéit an Europa, mee awer och hei zu Lëtzebuerg, net aus den Ae verléieren. An dofir brauche mir e wirtschaftlech frëndlecht Ëmfeld.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Goergen wëllt Iech eng Fro stellen. Den Här Mosar hëlt se sécher un. An den Här Weidig och.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och merci, Här Mosar. Ech hunn Iech nogelauschtert, ech wëll de Constat elo och net bewäerten iwwert d'Europäesch Unioun. Ech wollt Iech just froen, wéi eng Parteifamill dann d'Europäesch Kommissiounspresidentin stellt an d'Majoritéit am Europaparlament a wéi eng Parteifamill dann a sech dat Ganzt mat ze verantworten huet, an ob et kéint sinn, dass dat Är Parteifamill ass.

Merci.

M. Laurent Mosar (CSV) | Also, Här Goergen, ech muss Iech soen, ech hunn elo wierklech keng Parteipolitick gemaach. An ech fannen et eigentlech traureg, well Wirtschaft concernéiert eis alleguer, Iech och. A mir sollen hei d'Parteipolitick erausloossen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Et ass nach eng Fro do vum Här Weidig, Här Mosar. Dir kënnt se awer och vun Ärer Plaz beäntwerten, wann Der wëllt.

M. Laurent Mosar (CSV) | Nee, ech bleiwen och nach fir den Här Weidig gär stoen.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | A majo. Da fuert lass, Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Villmools merci. Et ass selbstverständlech wichteg, datt mer an eisem Land Wuesstum brauchen, mee Dir hutt awer net gesot, wat fir e Wuesstum datt Dir an Är Partei wëllt. Wëllt Der gär déi Wuesstumspolitick hunn, déi mer déi lescht zwanzeg Joer gemaach hunn, wou mer eng massiv Immigratioun haten?

(Interruptions)

Oder wëllt Der gär an en anere Wuesstumsmodell eragoen, deen alt op d'Erhéijung vu Produktivitéit an anere qualitative Mesüre geet? An do wollt ech gär wëssen, wéi ee vun deenen zwee Modeller esou an Ärem Kapp schwieft.

M. Laurent Mosar (CSV) | Also Här Weidig, ech si frou, datt Der mer déi Fro do stellt, well Dir – net Dir, mee Är Partei! – mech heiansdo nervt.

(Hilarité)

Ech stellen Iech déi Fro: Wéi mengt Dir, datt dat Land hei géif fonctionéieren ouni Immigratioun?

(Brouhaha)

Wa mir net Dausende vu Leit hätten, déi an eisen Entreprisen, an eise Spideeler schaffen? Da kréiche mer kee Wuesstum. An dat ass net déi Politick, déi d'CSV wëllt, an ech mengen, och déi meescht vun deenen anere Parteien net!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Jo, dann hu mer nach eng Fro vum Här Fayot, Här Mosar. Ech loossen en elo op seng Plaz goen an dann hëlt en d'Fro vum Här Fayot do.

M. Laurent Mosar (CSV) | Et ass awer ok.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Här Fayot, et ass un Iech.

M. Franz Fayot (LSAP), interpellateur | Jo, merci, Här President. Och merci dem Här Mosar. En huet mech net enttäuscht a senger Verve an a senger Implikatioun an dëser Interpellatioun.

(Hilarité)

En huet eng Lanz gebrach fir d'Politick vun haut a muer, fir d'Kompetitivitéit, d'Produktivitéit. Dir hutt gesot: „Loosst eis net op 2050 kucken. Loosst eis kucken, wat mer elo kënne maachen, dans l'immédiat, fir eis Betriber ze stäerken!" Ech sinn do ganz bei Iech, an do si mer jo och en ligne mat deem europäeschen Debat, mat de Rapporten Draghi a Letta, déi och eng ganz Rei gutt Pisten do hunn. Ech mengen, dat ass alles an der Rei.

Et ass trotzdeem awer eng Fro, wann Der de Long terme net kuckt ..., an ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens – mir hate gëschter d'Diskussioun am Kader vun der COP29 –, dass dee Modell, dee mer elo fueren, dee lineäre Wuesstum mat ganz vill Ressourcëverbrauch, mat ganz vill Decheten, mat ganz vill Energieverbrauch, net durabel ass.

An dofir ass d'Fro, elo mol net aus iergendenger grénger Consideratioun, ob et net un der Zäit ass, aleng nëmme wéinst haarde Businessinterêten, de Long terme ze kucken. Sech ze froen: Wéi kënne mer eis organiséieren, fir dass eis Betriber och nach an 20, 30, 40 Joer kënne Profitt maachen a wuessen?

An ech mengen, da muss ee sech awer trotzdeem, wat Dir elo absolutt guer net gemaach hutt an dëser Diskussioun, mat deene Froen ausenanersetzen, déi an deem Rapport do thematiséiert ginn, deen Iech – ech verstinn dat – net gefält. Wat awer ganz änlech Elementer si wéi déi, déi Der och fannt am Ausland an engem Rapport, deen den Ekonomist Pisani-Ferry fir France Stratégie gemaach huet, wou e sech mat deenen doten Elementer beschäftegt, fir och d'Stabilitéit an d'Prosperitéit vun der Ekonomie vun iwwermuer ze garantéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech weess net, mir féieren elo hei en Dialog.

M. Claude Wiseler, Président | Nee, Dir kritt elo nach d'Méiglechkeet ze äntwerten, well Der eng Fro gestallt hutt, an dann hale mer op. Dann huele mer deen nächste Riedner.

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech hu keng Fro, den Här Fayot huet eng gestallt.

M. Claude Wiseler, Président | Dir krut eng gestallt, dofir sollt Der drop äntwerten.

M. Laurent Mosar (CSV) | Also, nach eng Kéier, Här Fayot: Ech mengen, wann Der mer richteg nogelauschtert hutt, hunn ech op d'Wichtegkeet vun der Energietransitioun higewisen. Natierlech brauche mir eng Energietransitioun vun eiser Wirtschaft. Mir brauchen Digitaliséierung. Allerdéngs muss déi finanzéiert ginn. Wéi wëllt Der déi finanzéieren, wann Der kee Wuesstum hutt? Well et kann och net alles vun der ëffentlecher Hand finanzéiert ginn. Och de Privatsecteur muss do seng Kontributioun bréngen.

An dann déi zweet Fro: Ech hätt natierlech och elo kënnen iwwer 2050 hei laang schwätzen. Ech begéinen – an ech weess net, wien Dir gesitt – all Dag kleng Entrepreneuren, Leit, déi an Entreprisë schaffen. Déi Froen, déi ech hei opgeworf hunn, dat sinn déi Froen, déi d'Leit mir stellen, an op déi ech als verantwortleche Politiker de Leit muss eng Äntwert ginn. An ech hu versicht, déi Froen de Mëtten ze stellen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. An dann ass den nächsten ageschriwwene Riedner den Här André Bauler. Den Här Bauler steet scho prett hei. An da kritt hien direkt d'Wuert. Här Bauler.

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi meng zwee Virriedner et schonn onmëssverständlech gewisen hunn, liewe mir an enger ganz schwiereger Zäit. A kucke mer nëmmen op dat, wat gëschter Owend a Frankräich geschitt ass, wou eng Regierung gestierzt ginn ass, déi mol keng dräi Méint am Amt war.

Villes vun deem, wat op dëser Welt passéiert, huet Konsequenze fir eis Ekonomie, fir eisen Alldag an eise Liewensstandard. Denke mer nëmmen un de Klimawandel an déi sëllege Wiederphenomener, déi ëmmer méi extreem ginn, un déi geopolitesch Spannungen, de Krich an der Ukrain, d'Situatioun am Noen Osten, déi net einfach ass, de globale Süden, deen amgaangen ass, nei Allianzen ze sichen an ze organiséieren.

Erënnere mer och un den Ausgang – den Här Mosar sot et – vun de Walen an de Vereenegte Staate vun Amerika, deen derzou féiere wäert, oder warscheinlech féiere wäert, datt d'USA méi protektionistesch, jo vläicht souguer isolationistesch ginn an d'Handelsrelatioune mat den transatlantesche Partner eng aner Natur riskéieren ze kréien.

Denke mer awer och un déi postpandeemesch Konsequenzen, déi weider en Impakt op eis Welt wäerten hunn. Stéchwierder sinn hei natierlech: Inflatioun, Liwwerenkpäss a Personalmangel.

Och d'Globalisatioun, wéi mer se bis ewell kannt hunn, schéngt duerch déi geopolitesch Spannungen eng ganz nei Dimensioun ze kréien, steiere mer dach op eng Fragmentéierung vun eiser Weltwirtschaft hin.

All dat schaaft en immens volatillt Ëmfeld a ville Beräicher. A well dat esou ass, misst och an Europa gekuckt ginn, sech net duerch Bürokratismus an Hoerspléckerei selwer am Wee ze stoen an d'Wettbewerbsfäegkeet vun de Betriber a verschiddene Beräicher ze verschlechteren.

D'Lëtzebuerger Wirtschaft ass der internationaler Konkurrenz – an dat brauch ee wierklech kengem extra ze soen – extreem ausgesat, an dofir och ganz verletzlech. Als kleng, oppen Ekonomie si mer ganz staark vum Aussenhandel ofhängeg. Mir hu kee grousse Bannemaart. Ech soen ëmmer – zemools

wann een eis Finanzindustrie kuckt: Eise Bannemaart ass eigentlech den europäesche Bannemaart. A well dat esou ass, gëtt ëmmer nees op extern Schocke gekuckt, déi méiglech sinn an déi eis Ekonomie kéinten oder kënnen aus der Bunn geheien.

Onofhängeg dovunner sinn d'Welt an d'Gesellschaft an engem bestännege, jo, rapide Wandel, virun allem op technologeschem an digitalem Plang. An ech denken, d'Budgetrapportrice vun dësem Joer wäert nach méi geziilt dorobber agoen, wa se vun der Intelligence artificielle wäert schwätzen.

Alles dat sinn Elementer an Entwécklungen, op déi et ze reagéiere gëllt, fir datt eist Land als Wirtschaftsstanduert souwuel attraktiv wéi och resilient, widderstandsfäeg bleift. Grad bei der Produktivitéit ..., souwäit ee se iwwerhaapt moosse kann. Et kann ee se net ëmmer moossen. D'Produktivitéit vun engem Affekot ze moossen oder engem Banquier, dat ass e bësse schwiereg. Mee eng standardiséiert Produktioun erlaabt et, eng Produktivitéit ze moossen. Mee grad bei der Produktivitéit huet et sech gewisen, dass den Avantage vu Lëtzebuerg vis-à-vis vun anere Länner méi kleng gëtt. Mir kommen dofir net derlaanscht, um technologesche Plang matzehalen. Mir dierfen d'Entwécklungen an der Weltwirtschaft also net verschlofen.

Ma och bei de strukturelle Verännerungen op industriellem Plang dierfe mer den Zuch net verpassen, gradewéi bei der Digitalisatioun an de sougenannten „Zukunftstechnologien", déi, wann een awer kuckt, wéi wäit beispillsweis d'Kënschtlech Intelligenz haut schonn ass, en integralen Deel a ville Secteuren ausmaachen.

Et soll ee sech also seriö Gedanke maachen iwwert d'Zukunft. Scho kuerz- a mëttelfristeg si mer mat enger ganzer Rei vun Erausfuerderunge konfrontéiert. Zu deene Chantiere gehéiert och déi weider Finanzéierung – dat ass elo net virdrunner ugeschwat ginn –, vun eiser sozialer Sécherheet. Denke mer nëmmen un d'Entwécklung bei der Gesondheetskeess.

Lëtzebuerg muss dofir fit gemaach gi fir d'Zukunft. Dofir ass et wuel wichteg, de Long terme am Bléck ze behalen. Denke mer un déi energeetesch Transitioun, un d'Moderniséierung vun eisen Infrastrukturen, un d'Resilienz vun eiser Industrie a villes méi.

Dofir: Mir sollten net scheien, eis kloer Ziler ze setzen. Wichteg ass awer och, dass mir eis Pläng ëmmer erëm iwwerpréiwen, kritesch hannerfroen also. Iwwerpréiwen heescht kucken, ob se weider d'Weichen an déi richteg Richtung stellen. Mir sollen eis Ziler och net an engem Vakuum definéieren, mee se zesumme mat den Acteure gemeinsam versichen ze erreechen. Virun allem dës Acteure musse se jo ëmsetzen.

An et ass wichteg, datt mer de Suivi vun de Megatendenzen, déi eis Wirtschaft beaflossen, viruféieren. Mir sollten awer net bei de Feststellungen an de Studie stoebleiwen, mee alles drusetzen, fir eis Betriber kuerz- a mëttelfristeg op déi grouss Erausfuerderunge vun eiser Zäit virzebereeden. Well nëmme wann eis Betriber wettbewerbsfäeg a produktiv bleiwen, kann eise sougenannte „Lëtzebuerger Erfollegsmodell" an der Welt vu muer weidergefouert ginn.

An dofir musse mer en Akzent setzen op d'Verbesserung vun der Produktivitéit vun eise Betriber, virun allem duerch d'Digitaliséierung. Produktiv a kompetitiv ze sinn, ass nämlech kee Selbstzweck, mee et ass eng Noutwendegkeet. Verpasst eis Ekonomie hei Chancen an Opportunitéiten, zum Beispill bei den Entwécklungen am Beräich vun der Kënschtlecher Intelligenz, da wäert dat riskéieren, eis an der internationaler Konkurrenz zolidd no hannen ze geheien.

Konform zu hirem Programm huet d'Regierung also eng Reorientéierung vu Luxembourg Stratégie virgeholl. D'Prospektiounsaarbechte gi wuel weidergefouert, mee de Lien mat den Theeme vun der Produktivitéit an der Wettbewerbsfäegkeet gëtt verstäerkt. Dofir ass och déi nei Direction générale am Wirtschaftsministère gegrënnt ginn. Ënnert dëser Direction générale sinn den Observatoire de la compétitivité a Luxembourg Stratégie regruppéiert.

D'Prospektiounsaarbechten, laangfristeg gesinn, sinn an der leschter Legislaturperiod ofgeschloss ginn. D'Studien, déi gemaach goufen, hu Resultater geliwwert. An elo ass et awer un der Zäit, Neel mat Käpp ze maachen, fir ze synthetiséieren an d'Konklusioune fir de Court an de Moyen terme ze zéien, beispillsweis an Domäner wéi deem vun der ekonomescher Diversifizéierung – den Här Moser hat se ugeschwat –, der Datestrategie, der Strategie am Beräich vun der Kënschtlecher Intelligenz oder der industrieller Strategie zesumme mat der Dekarbonisatioun vun eisen Entreprisen. Dat alles och ënnert der Berücksichtegung vun der Waasserstoffstrategie.

Et ass och ganz wichteg, denken ech, déi sektoriell Strategien ze entwéckelen an och eng Veille technologique anzeriichten, beispillsweis fir d'Fro ze beäntwerten, wat déi neisten Trends a punkto Energieeffizienz sinn.

Den enken Austausch mat den ekonomeschen Acteuren an och hiren Engagement fir eis Wirtschaft ass enorm wichteg. Et ass dofir relevant, si och esou wäit wéi méiglech méi staark anzebannen, wéi dat bis ewell de Fall war.

Léif alleguer, et ass an der leschter Legislaturperiod eng gewësse Viraarbecht geleescht ginn. De Suivi vun de Megatendenze gëtt sécherlech weidergefouert. An de Fokus ass elo virun allem déi mëttelfristeg Perspektiv, déi mëttelfristeg Approche. Virun allem och soll d'Fro beäntwert ginn: Wéi bereede mer eis Ekonomie konkreet op d'Defie vu muer vir? Well d'Beschäftegung mam Long terme bréngt just eppes, wann een och fir d'Welt vun haut déi néideg Konklusiounen zéie kann an de Betriber konkreet bei de groussen Zukunftstheeme wéi zum Beispill der Dekarboniséierung an der Digitaliséierung mat ënnerschiddlechen Instrumenter ënnert d'Äerm gräift.

Lëtzebuerg huet kee Choix: Et muss seng Attraktivitéit weider verstäerken, fir esou als ekonomesche Standuert besser opgestallt ze sinn. Et heescht, Talenter unzezéien an eng Dynamik oprechtzeerhalen, an där eis Wirtschaft weider floréiert. Well nëmmen ënnert deene Konditioune kënne mer eis dee Sozialstaat leeschten, dee mer bis ewell kennen, dee mer haut kennen, mat sozialen Netzer, déi kee fale loossen, mat engem leeschtungsfäege Gesondheetssystem, mat virun allem zouverlässegen zäitgeméissen Infrastrukturen.

Dacks gëtt vu Kompetitivitéit geschwat an da gëtt dacks iwwert déi steierlech Kompetitivitéit geschwat. Et gëtt awer och den nonpekuniären Aspekt, an zum nonpekuniären Aspekt, nonfiskalen Aspekt, gehéieren eebe grad d'Infrastrukturen. A wichteg ass och, datt d'ëffentlech Hand séier do kann agräifen – an d'Pandemie hat et zum Beispill gewisen –, wou et néideg ass.

Jo, aus der Vergaangenheet léiert een. D'Zukunft kann een allerdéngs net viraussoen. D'Zukunft ass dat, wat mir eigentlech haut draus maachen.

Ech widderhuelen et nach eng Kéier: Déi aktuell geopolitesch Situatioun ass wierklech eng äusserst komplizéiert. A mir hu gemierkt, an de leschte Joren zumindest, dass villes bannent ganz kuerzer Zäit ka changéieren. A jo, ech hu gesot: Mir erliewen dat zanter 2020. An et ass dofir un eis, Methoden an och Instrumenter ze schafen, eis déi ze ginn, déi hëllefen, pragmatesch Léisungen ze fannen an eis elo scho kuerz- a mëttelfristeg gutt opzestellen, fir d'Erausfuerderunge vun der Zäit unzegoen a fir nei Opportunitéiten ze schafen.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Tom Weidig. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Et ass wichteg, datt mir vun Zäit zu Zäit iwwert déi laangfristeg ekonomesch Zukunft vu Lëtzebuerg schwätzen. Dat Positiivt um ECO2050-Rapport ass, datt sech do Leit higesat an nogeduecht hunn iwwer eis Zukunft, esou gutt wéi si dat konnten an esouwäit dat och méiglech ass. Duerfir e grousse Merci och un de Franz Fayot fir déi Initiativ.

Et ass och gutt, datt de Rapport kloer dräi Zenarie fir eis ekonomesch Zukunft bruecht huet. Ech sinn awer mat munche Prognosen net averstane respektiv et feele mir wichteg Elementer, déi eis Zukunft signifikant beaflosse wäerten an déi net dra sinn.

Trotzdeem ass deen Exercice net sënnlos, well nëmme wann ee konkreet Zenarien opschreiwe kann, kann ee sech konkreet mat deenen Zenarien auserneesetzen a soen, wat feelt oder wat falsch ass. An et kann een och soen: Wëll ech dësen Zenario oder wëll ech dësen Zenario net?

Meng Problemer ... a wat mir hei feelt, ass: Éischtens muss ech soen, datt dëse Rapport an enger europäescher Blos vum Green Deal a vu Klimapanik geschriwwe ginn ass. Wann een a Panik ass, iwwerdreift een normalerweis d'Gefor an et reagéiert een net grad rational a besonnen. Zum Beispill kritt d'Klimaerwäermung fir all Iwwerschwemmung d'Schold. Den Haaptfacteur ass awer mënschegemaach duerch Zoubetonéierung, duerch Ofholzung a falsch Kanaliséierung an zum aneren Deel einfach, well mir halt an der Natur liewen, wou et schonn ëmmer Naturkatastrophe gouf. Dat ass och net de Problem fir eis europäesch Ekonomie. De Problem ass, ze mengen, datt d'Politick aktiv duerch de Green Deal Problemer léise kann. Mir gesinn et ëmmer nees, datt gréngen Aktivismus de Problem oft méi grouss mécht wéi méi kleng. Erneierbar Energië kënnen och manner benotzt ginn, well eeben Nuklearzentralen ofgeschalt gi sinn. An de Verbuet vum Verbrennermotor an d'Subside fir den E-Auto bréngen Problemer, well den E-Auto nach net massentauglech ass, well soss bräicht ee keng Subsiden a kee Verbrennerverbuet.

Mee virun allem kommen enorm Käschten op eis duer, och well aner Länner a lo och warscheinlech Amerika net matmaachen a manner Käschten hunn. Duerfir wäert déi feelgelenkte Green-Deal-Politick Europa an och Lëtzebuerg enorm schueden an der Zukunft.

Dat selwecht gëllt och fir d'Iwwerreguléierung. Och do wäert eis ekonomesch Zukunft dervun ofhänken, ob mir sënnvoll dereguléiere kënnen.

Dat zweet Element, dat vergiess gëtt an där ganzer Analys, dat sinn déi kulturell Faktoren an och Froe vun der nationaler Identitéit. Dat, wat ëmmer vergiess gëtt, ass, dass sech eise Wuelstand net aus enger multikultureller Gesellschaft vu Parallellgesellschaften entwéckelt huet, mee aus enger konservativer Leeschtungsgesellschaft. Eis Ekonomie ass opgebaut op enger Natioun mat ville Gemeinsamkeeten: enger gemeinsamer Sprooch, engem gemeinsame

Schoulsystem, enger gemeinsamer Kultur a gemeinsame Wäerter. All dës Gemeinsamkeete léise sech lues a lues op wéinst der enormer Immigratioun iwwert déi lescht 20 Joer. Dës wäert e wichtegt Element ginn, dat och d'Ekonomie signifikant beaflosse wäert. Dëse Faktor gëtt awer komplett ausgeklamert.

Drëttens: Et gëtt zu Lëtzebuerg, mee och an allen aneren europäesche Länner, en demografesche Kollaps, deen d'Dynamik an eise Gesellschaften an den nächste Joerzéngten dominéiere wäert. D'Gebuerterat ass ze niddreg. Et ginn nëmmen 1,3 Kanner pro Fra gebuer an net 2,1, fir eng Gesellschaft stabill ze halen. Zum Beispill: Anstatt datt mer 100 Handwierker hunn, hu mer an der éischter Generatioun nëmme méi 60 Handwierker an an der zweeter Generatioun nëmme méi 40 Handwierker. Dëst wäert e groussen Impakt op eis Ekonomie hunn, well déi Leit do eis feele wäerten. Abee, och d'Nofro geet erof, well halt déi Jonk am meeschte konsuméieren, fir hiert Liewen opzebauen. Ëmmer manner Leit mat Aarbecht mussen ëmmer méi Leit, déi net schaffen, ënnerstëtzen. Gutt ausgebilten Immigrante kënnen dat e bëssen offiederen, mee déi ...

(Interruptions)

Wat? Offiederen. Nee, hei, kënnt Der wannechgelift e bësse manner schwätzen?

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, loosst ...

M. Tom Weidig (ADR) | Dir wësst jo, datt et fir mech net esou einfach ass. Wann Der vill schwätzt, hunn ech leider Problemer. Et deet mer leed. Merci.

Wéi gesot, mee déi komme vun ausserhalb vun Europa a si wäerten ni qualitativ d'Kanner ersetzen, déi hei zu Lëtzebuerg opgewuess an ausgebilt sinn an eis Sprooch a Kultur intus hunn.

Dat waren elo dräi Beispiller, wou déi Zenarie menger Meenung no net richteg sinn. Trotzdeem ass et wichteg, datt mir haut iwwerhaapt Zenarien hunn. Wat mir am Allgemengen um Rapport net gefält, ass, datt et esou ausgesäit, wéi wa mir komplett dem Schicksal ausgesat sinn an net selwer decidéiere kënnen. Dat ass falsch! Mir hunn Agency, wéi et op Englesch heescht. Mir kënne mat eiser Politick d'Zukunft beaflossen. An dat hunn ech och zesumme mam Fred Keup an eisem Buch gesot. Déi dräi Zenarie sinn awer gutt, well een erausfanne kann, wat fir een Zenario ee wëll. Mir wëlle weeder den Zenario 1 nach den Zenario 3.

D'ADR wëll keen Eng-Millioun-Awunner-Staat. A mir mengen, datt haut déi allermeeschte Leit dat och net wëllen. Duerfir fuerdere mir e Referendum, wou d'Leit haut selwer entscheede kënnen.

Mir sinn der Meenung, datt souwuel Lëtzebuerger wéi och Auslänner hei zu Lëtzebuerg dat net wëllen. Wann de Referendum kloer ausgeet, ...

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift!

M. Tom Weidig (ADR) | Wann de Referendum kloer ausgeet, hu mir eng Marschrichtung, déi eis politesch Entscheedunge leede kann.

Fir d'ADR ass d'Analys kloer. Mir haten an de leschten 20 Joer eng massiv Immigratioun, déi eis kuerzfristeg e Wuelstand bruecht huet. Mee mir mierken elo ëmmer méi déi negativ Konsequenze vum onkontrolléierten Turbowuesstum. An do schwätzen ech elo mol net vun eiser Sprooch, déi, wa mer en Eng-Millioun-Awunner-Staat ginn, definitiv wäert ausstierwen.

Nee, och déi héich Hauspräisser a Loyere sinn eng direkt Konsequenz vun der massiver Immigratioun iwwert déi lescht 20 Joer. Wann 200.000 Leit derbäikommen, mee et gëtt awer kee Wunnraum fir 200.000 Leit geschafen, da mussen d'Präisser explodéieren, d'sozial schwaach Lëtzebuerger mussen an d'Ausland wunne goen an nach vill aner Lëtzebuerger kréien d'Kéier net méi.

Duerfir brauche mir e qualitative Wuesstum mat liichter Immigratioun. Mir wëllen zréck zu der Migratiouns- an Integratiounspolitick vun de 60er-, 70er- an 80er-Joren. E puer Dausend Leit pro Joer mat enger Aarbecht, déi ob se gewaart huet, an deenen hir Kanner an de Lëtzebuerger Schoulsystem gaange sinn a sech gutt integréiert hunn.

Als Resümmee: Mir hunn eist Schicksal selwer an der Hand. Mir mussen de Courage hunn, d'Problemer kloer unzeschwätzen, an de Wëllen hunn, eis Zukunft ze gestalten.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. An dann ass déi nächst ageschriwwe Riednerin d'Madamm Joëlle Welfring.

Mme Corinne Cahen (DP) | Ech hätt eng Fro.

M. Claude Wiseler, Président | Här Weidig, Dir kënnt se akzeptéieren, Dir musst net. Den Här Weidig akzeptéiert d'Fro. Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, villmools merci. Här Weidig, Dir widderspriecht Iech. Op där enger Säit sot Der, mir hätten net genuch Handwierker. Op där anerer Säit sidd Der ëmmer géint d'Immigratioun. Dir wettert do ëmmer dergéint. Ech géing nawell gäre vun Iech wëssen: Wéi géing dann de Wuelstand vun eisem Land ausgesinn ouni Immigratioun an ouni eis auslännesch Frënn, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen?

An da wollt ech och nach froen: Niéiert Der de Klimawandel?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Also, wa Leit haut op Lëtzebuerg kommen, jo, da si se natierlech hei an dann hu mer natierlech e Virdeel. Ma op där anerer Säit brauche mer nach méi Dokteren, mir brauche méi Handwierker a mir brauche vill méi Infrastruktur. Dat heescht, wann een dat ganz laangfristeg kuckt, dann huet et oft kee Meerwäert. Dat heescht kuerzfristeg huet et vläicht e Meerwäert, mee awer net laangfristeg.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, dat ...

Une voix | An de Klimawandel?

M. Claude Wiseler, Président | Nee, elo een nom aneren. Här Weidig, et ass, wéi Der wëllt. Dir kënnt op déi do Fro äntweren, quitte datt se elo net onbedéngt hei zum Sujet tel quel gehéiert. Här Weidig, et ass un Iech.

M. Tom Weidig (ADR) | Also, wéi gesot, mir schwätzen hei net iwwer Klimawandel. Ech hunn hei gesot, ech géif de Green Deal an déi ganz Klimapanik, wéi dat haut gesot gëtt – lauter Katastrophenzenarien – net deelen. Dat deelen ech och net, well ech zwanzeg Joer laang Risikomanagement gemaach hunn an net aner Saachen – dat war mäi Liewe laang. Dat heescht ech menge schonn, datt ech do e gudde Risikoassessment hunn.

An den zweeten Deel ass: Wann et e Problem gëtt, kann een natierlech Léisunge proposéieren. Dee Green Deal ass katastrophal fir eis Ekonomie a wäert eis Problemer och net léisen. Dat gesäit ee jo mat den Nuklearzentralen, datt do ganz vill Länner elo eng komplett aner Vue hunn.

A mam E-Auto gesäit een och, datt et do elo ëmmer méi Problemer gëtt, well en nach net massentauglech ass.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Ech hunn nach zwee Leit, déi Iech wëllen eng Fro stellen. Wann Der se unhuelt, da ginn ech fir d'éischt ...

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, da kommt.

M. Claude Wiseler, Président | ... dem Här Fayot an dann der Madamm Welfring d'Wuert. Här Fayot. An ech huelen déi zwee lo zesummen, da kënnt Der op alles zesummen äntweren. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP), interpellateur | Merci, Här President. Ech weess net, ob ech dat elo akustesch richteg héieren hunn. Mee Dir hutt och iwwert d'Demografie geschwat, dass net méi genuch Kanner gemaach ginn. An ech hat gemengt, ech hätt do verstanen, ...

M. Tom Weidig (ADR) | Firwat hunn ech et net gesot.

M. Franz Fayot (LSAP), interpellateur | ... dass Der gesot hätt, dass déi Immigratioun, déi mer kréie vu baussen, qualitativ net dat kéint ersetzen, wat mer hei am Land géifen u Kanner kréien an dann och hei géife grousszéien? Hunn ech dat richteg verstanen?

M. Tom Weidig (ADR) | Also am Moment fonctionéiert dat definitiv. Déi meescht Immigratioun, déi mer hunn, ass jo aus der EU. Mee all EU-Land huet demografesch Problemer. Si kréien ëmmer manner Kanner. Dat heescht iergendwann eng Kéier fonctionéiert dat och net méi, well déi Länner, déi brauche jo och Handwierker an esou weider. Dat heescht, aus deem Pool do kënne mer definitiv keng Leit rekrutéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, merci. Et geet e bëssen an déi selwecht Richtung. Ech hat gemengt ze verstoen, Dir hätt dat Wuert „qualitativ Kanner" gesot. Oder hunn ech mech verhéiert?

M. Tom Weidig (ADR) | Wat?

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | „Qualitativ Kanner", hätt Der virdru gesot. Hat Der dat gesot oder hunn ech dat just esou héieren?

M. Tom Weidig (ADR) | Nee, nee, nee, nee.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Well dann hätt ech gär gewosst, wat dat heescht. Merci.

M. Tom Weidig (ADR) | Nee, ech hu gesot, datt déi bescht Leit fir eis Ekonomie déi sinn, déi hei opgewuess sinn an an eise Schoulsystem gaange sinn, eis Sprooche geléiert hunn, eis Kultur kennen, eis Wäerter, integréiert sinn an de Veräiner an och all d'Kompetenzen hunn, déi mer brauchen. Dat ass menger Meenung no och déi bescht Optioun, déi ee kann hunn als Land. Dat war meng Meenung.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Da ginn ech der Madamm Welfring fir hir Ausféierung d'Wuert. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Hären, wann een eppes erreeche wëll, da brauch een dofir Ziler oder zumindest eng graff Iddi vun deem, wou een hiwëll, eng Visioun.

Soe mer zum Beispill, et wéilt een en Haus renovéieren, da brauch een natierlech niewent engem méiglechst ambitéiése Konzept fir eng energeetesch

Sanéierung och eng graff Iddi, wéi et zum Schluss soll ausgesinn. Soll et komplett ëmgebaut ginn? Oder sollen awer just e puer Detailer ugepasst ginn? Ass déi Visioun bis kloer, da kann een e Plang maachen, wéi ee genau dat kann ëmsetzen. Dee Plang muss warscheinlech en cours de route ugepasst ginn a verbessert ginn. Mee d'Haaptiddi bleift an d'Richtung ass kloer.

Bei der Entwécklung vun enger Ekonomie ass et net vill anescht. Genau wéi bei der Renovatioun vun engem Haus muss een dat berücksichtegen, wat haut schonn do steet. A genau do brauche mer och eng graff Visioun, wou mer hiwëllen, fir duerno kënnen e Plang ze maachen, wéi mer dohikommen. Eng Visioun, fir d'Ekonomie vu muer ze formuléieren an dobäi déi grouss global Tendenzen ze berücksichtegen, dat ass genau den Usaz vun der Visioun ECO2050, déi an der leschter Legislatiounsperiod ausgeschafft gouf. An och déi enthält Notioune vu Produktivitéit a Kompetitivitéit. D'Ekonomie ass awer kee Selbstzweck, mee sollt de Mënschen déngen an domadder – och wa Verschiddener dat vläicht net esou gesinn, dat sief dohinner gestallt – och der Natur, well ouni eng intakt Natur och keng Mënschen.

Une voix | Très bien!

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Mir stinn dofir hannert der prospektiver Approche vun der Visioun ECO2050. Op dëser Plaz wëll ech dem Kolleeg Franz Fayot eng Kéier Merci soe fir dës Interpellatioun. Mir sinn natierlech ganz gespaant, wéi sech d'Regierung hei an der Debatt dozou positionéiert. Am Koalitiounsaccord steet, dass déi Vision stratégique iwwerschafft soll ginn. Wéi, dat gi mer bis elo nach net wierklech gewuer. Fir de Moment vermësse mer d'Visioun an d'Richtung an, bis op beispillsweis e liicht ugepassten Energie- a Klimaplang vun der Virgängerregierung, och e konkreete Plang, deen ugëtt, wéi mer dohinner solle kommen.

Stattdesse goufe Primme fir Solarenergie a Vëloe gekierzt a mat de klammende Stroumpräisser op den 1. Januar 2025, trotz der Reunioun vun haut de Moien, ginn och nach zum Deel déi Leit bestrooft, déi an de leschte Joren a stroumbaséiert Léisungen investéiert hunn. Dobäi kënnt, zum Beispill, dass d'Kierperschaftssteier pauschal reduzéiert gëtt an all Entreprise an de Genoss dovunner kënnt, amplaz geziilt Incentivë fir Investitiounen an Zukunftstechnologien ze setzen.

Dës Beispiller weise wéineg kloer Signaler en faveur vun enger kohärenter Transitioun oder enger virausschauender Wirtschaftspolitick. Dobäi kënnt eng gespaante Relatioun tëscht dem Aarbechtsminister an de Gewerkschaften, wat de Sozialdialog an domadder d'Rechter vun de Salariéen an dësem Land net stäerkt

Fir eis ass et kloer: Net de Réckbau vum Klimaschutz a vun de soziale Rechter, mee dat intelligent Stäerken dovu mécht eis méi kompetitiv. Kohärent Investitiounen an de Klimaschutz maachen eis manner ofhängeg a stäerken eis strateegesch Autonomie. D'Attack vu Russland op d'Ukrain an d'Konsequenzen dovun, awer och d'Covidpandemie, wéi virdru schonn ugeklongen ass, hunn eis dëst wéi ni virdru virun Ae gefouert. Mir mussen dofir och um europäesche Plang ëmdenken.

Här President, nieft enger Visioun brauch een och e klore Plang mat konkreete Mesüren. Hei wëll ech op zwee konkreet Punkten agoen, wou mir eis Aktioun vun der Regierung erwaarden. An och déi hu mat Entreprisen ze dinn.

Deen éischte betrëfft dee gréisste Secteur hei zu Lëtzebuerg, nämlech d'Finanzplaz. Wa mir wëllen, dass dës och eng Zukunft zu Lëtzebuerg huet, da si mir iwwerzeegt, dass mir se am Sënn vun der Zäit weiderentwéckele mussen, andeems mir déi nohalteg Finanze massiv ausbauen. Doduerch droe mir net just eisen Deel zu engem intakte Planéit bäi, mee mir stäerken och d'Kompetitivitéit. Et goufe vun der leschter Regierung schonn eng Rei Saachen en place gesat a mir sinn der Meenung, dass dës och weider verdéift musse ginn. An dat bedeit ganz konkreet zum Beispill d'Opwäertung vun der Luxembourg Sustainable Finance Initiative fir d'Aktiounen op der Finanzplaz, a wierklech déi och konkreet ze ënnerstëtze bei der Ëmsetzung vun deenen Obligatiounen, déi se elo hunn, a wierklech konkreet positiv Beispiller erauszeschaffen an doraus eng richteg Agence ze maache fir d'gréng Finanzen. Dobäi soll och de Rôle vun der Agence LuxFLAG gestäerkt a matgeduecht ginn. Reegelméisseg an am beschten all Joer soll evaluéiert ginn, wéi d'Investitiounen op der Lëtzebuerger Finanzplaz am Aklang si mat den Ziler vum Paräisser Klimaaccord. Mir erwaarden eis och hei kloer Akzenter vun der Regierung.

Deen zweete Punkt betrëfft d'Innovatioun. Mir sinn eis ganz bewosst, dass Lëtzebuerg net muer schonn zum nächste Silicon Valley wäert ginn. Mee trotzdeem hunn aner Länner scho gewisen, dass ee mat engem attraktive Kader d'Grënnung vun innovativen Entreprisë ka fërderen, zum Beispill a wichtege Beräicher wéi der Kreeslafwirtschaft. An eisen Ae gëtt et hei e puer Chantieren, déi mer ugoe mussen. E wichtegen dovun ass den Accès zum Finanzement. Engersäits muss de private Finanzement gestäerkt ginn, mat zum Beispill steierlechen Avantagë fir déi Leit, déi an innovativ an nohalteg Startuppen investéieren. Anerersäits sollen och déi staatlech Ënnerstëtzungsprogrammer, déi et haut scho fir Startuppe gëtt, enger Evaluatioun ënnerzu ginn, fir do eventuell nozebesseren a weider auszebauen.

De Finanzminister hat an enger Kommissioun gesot, hie géif am Hierscht zesumme mam Wirtschaftsminister e Programm en faveur vu Startuppe presentéieren. Ech hunn nogekuckt: Den Hierscht dauert nach bis just kuerz viru Chrëschtdag. Vläicht kann de Minister eis herno soen, wou dëse Programm drun ass a wat d'Haaptprioritéiten dovunner solle sinn.

Geneesou géif et eis interesséieren, wat seng Iwwerleeunge fir d'Zukunft vun eiser hierstellender Industrie hei am Land sinn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Dann ass deen nächsten ageschriwwene Riedner den Här David Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och dem Här Fayot fir dës Interpellatioun, déi u sech wierklech ganz spannend ass, d'autant plus, dass ech muss asprange fir de Kolleeg Marc Baum, deen normalerweis zu dësem Theema misst schwätzen. Mee ech fannen et immens interessant.

(Interruption)

Merci och dem Här Delles, dem Wirtschaftsminister, well u sech … Ech hu seng Äntwert op d'Question parlementaire vum Här Fayot (veuillez lire: vun der Madamm Welfring) a vum Här Bausch gelies. Si war gutt an deem Sënn, datt ech natierlech politesch net mat der Äntwert averstane ka sinn, mee si war gutt, well et eng laang Äntwert ass, fënnef Säiten, an et ass eng politesch Äntwert, déi sech och auserneesetzt mat der Froestellung vun den zwee Deputéierten, déi d'Fro gestallt hunn. An et deet heiansdo och gutt ze gesinn, datt Ministeren, och wa se eng Meenung hunn, déi ech guer net deelen, wéinstens och eng politesch Meenung vertrieden a mat oppene Kaarte spillen – do huet ee wéinstens Matière – a sech net hanner Technokratie verstoppen, wou een näischt domadder kann ufänken. Et ass och eng Form vu Respekt vis-à-vis vun der Chamber, fannen ech.

Här President, 2020 gouf ënnert dem Androck vun der Covidkris dann am Wirtschaftsministère déi Cellule Luxembourg Stratégie lancéiert. Staark bedeelegt war jo och den Ëmweltministère. Dat heescht, et war en gros eng Initiativ vun der LSAP a vun de Gréngen. Dës Aarbechte waren aus eiser Siicht zwar net revolutionär, mee trotzdeem awer schonn interessant. Se confirméieren dat, wat mir – a ganz vill anerer natierlech och – scho säit Jore soen, nämlech datt mer um soziale Plang an um ekologesche Plang amgaange sinn, an eng Mauer ze rennen, an datt et héich Zäit ass, ambitiéis politesch Verännerungen unzestoussen, fir deem entgéintzewierken a sech dorobber virzebereeden.

A senger Äntwert erkennt den Här Minister zwar och d'Wichtegkeet an d'Qualitéit vun där Aarbecht un, seet awer gläichzäiteg, datt et elo duergeet domadder. Fir et e bëssen ze karikaturéieren: Amplaz laangfristeg iwwer sozial Inegalitéiten, Klimawandel, Energietransitioun a Konsumverhalen nozedenken, soll elo mëttelfristeg un der Erhéijung vun der Produktivitéit an der Profitabilitéit vun de Betriber geschafft ginn. An dofir gëtt déi strateegesch Cellule zesummegeluecht mam Observatoire de la compétitivité.

Den honorabelen Här Mosar hat virdru gesot: „Jo, mir kënne laang iwwer 2050 diskutéieren, mee mir sinn elo haut. Hic et nunc, mir mussen elo agéieren." Dat eent schléisst u sech dat anert net aus. Ech stellen awer fest, datt mer an der Pensiounsdiskussioun eng ganz aner Diskussioun féieren. Do si mer amgaangen, Astrologie ze maachen an ze kucken, wéi et 2070 kéint ausgesinn. Total e bëssen … An deem Fall ass et komplett nieft der Plack.

Mee bon, déi nei Approche ass natierlech aus eiser Siicht bedauerlech, mee si wonnert eis och net a si passt jo och gutt an d'Bild. Bon, et ass e politesche Richtungswiessel op allen Niveauen ze spieren. Dat mierke mer. Sozial an ekologesch Froe gi vun dëser Regierung zwar thematiséiert, mee si si kloer dem Profittstriewen ënnergeuerdent. Et gouf vu Produktivitéit a vu Wuesstem geschwat. An et gëtt ganz oft vu Produktivitéit a vu Wuesstem geschwat, an ech hunn den Androck, et misst een och eng Kéier diskutéieren, wat Produktivitéit iwwerhaapt konkreet bedeit, wat Wuesstum bedeit. Wuesstum moosst ee jo … Et ass jo en Taux: en gros ginn d'Gaine vun engem Joer mat de Gaine vun engem anere Joer verglach.

Elo ass et awer esou, datt mer mat der Produktivitéit och … De Problem ass deen: Mir liewe jo am Kapitalismus an de Kapitalismus huet eng ganz grouss Kontradiktioun, déi en däitschen Denker vum Tréier am 19. Joerhonnert schonn entwéckelt huet a déi hautzedaags nach ëmmer an den Unien enseignéiert gëtt, y compris zu Princeton oder esou. Dat ass déi sougenannte „baisse tendancielle du taux de profit". Ech weess net, wéi een dat op Däitsch seet. Léiwer op Franséisch. Mee et ass u sech ganz einfach: De Problem ass ganz einfach, datt am Kapitalismus iergendeng Kéier Betriber a Konkurrenz matenee sinn – dat wësse mer – an datt se Investitioune musse maachen, datt se Käschten hunn an datt se géinteneen untrieden an datt dat net permanent, mee ganz oft tendenziell, zu enger Baisse vun hirem Profitttaux féiert. A fir deem entgéintzegoen, fir dee Profitt do op Trabb ze halen oder erëm ze erhéijen, gëtt et net 10.000 Schrauwen. Do gëtt et haaptsächlech Schrauwen, zum Beispill déi vun de Salairen – wat jo eng Investitioun ass, d'Salairen –, déi

erofgoe mussen, fir eeben e Maximum vu Profitt kënnen erauszehuelen. Dat heescht en gros, de Wuesstum an d'Produktivitéit hunn och eppes domadder ze dinn: Vill Wuesstum kann och heeschen, datt u sech d'Salairen erofgedréckt ginn.

Bon, do si mer och nach bei anere Froen, nämlech och där vun der Kafkraaft. Et gëtt gesot: „D'Bürokratie ass de grousse Problem." Ech weess net. Gréisser Betriber hunn oft Méiglechkeeten, déi Bürokratie ze ëmgoen. Kleng Betriber hu vläicht e puer Schwieregkeeten um bürokrateschen Niveau an da muss een och Saachen ënnerhuelen. Mee ech hunn awer och heiansdo den Androck, datt mat „Bürokratie" aner Saache gemengt sinn. Mir hu Legislatiounen. Mir hu Gesetzer. Se si vläicht net all gutt, mee eis Gesetzer hunn och domadder ze dinn, datt de Kapitalismus esou eppes vun onperfekt ass, datt mer Gesetzer brauchen, fir d'Leit ze protegéieren a fir d'Ëmwelt ze protegéieren. Dat heescht, mir hunn en Aarbechtsrecht a mir hunn och Oplagen. Dat kann een als Bürokratie ofdoen, mee dat ass einfach eng Form vu Protektioun, well wann een dat net huet ... Ech mengen, mir hu gesinn op RTL, wéi dat ganz séier ausaart, esoubal dräi Patrone mateneen diskutéieren. Duerno ass de Problem: dat sinn d'Gewerkschaften, dat sinn hir Salariéeën – hir Kniechten, huet ee bal den Androck –, déi net op Trabb sinn an déi net schaffe wëlle kommen. Well déi Patronen, déi stelle sech selwer ni a Fro. Vläicht ass d'Ambiance am Betrib net esou gutt. Oder et si schwanger Fraen, déi och nach de Feeler maachen, schwanger ze sinn an esou weider et cetera et cetera.

(Interruption)

Dat heescht, et ass wichteg, Protektiounen ze hu fir d'Salariéen, well d'Salariéë sinn ëmmer déi Schwächst an eisem System, wou mer funktionéieren. Dat heescht déi puer Saache wollt ech awer och soen, well ech mengen, ënner „Bürokratie" gëtt oft dat dote verstan.

An duerno, zu allerlescht, gëtt zu Recht och an der Äntwert vum Här Delles gesot: „Et muss vill investéiert ginn an d'Infrastrukturen, well och d'Betriber brauchen dat." An dat ass richteg. Jidderee brauch d'Infrastrukturen. Duerno muss een awer och Recetten hunn. Dat kascht jo eppes. Investitioune si jo net gratis. Jo, an da bäisst sech d'Kaz erëm an de Schwanz.

Voilà, well wa mer eng Politick maache wéi déi heite Regierung, déi dorobber ofziilt, awer d'Käschte vun de Betriber a vum Kapital erofzesetzen – wéi mer dat elo d'nächst Woch och nach hoffentlech net wäerten unhuelen, mee d'Majoritéit ass derfir –, jo, mee wie bezilt dann? Well d'Betriber, déi wëllen anscheinend keng Steiere bezuelen, mee sinn awer frou, datt mer gutt Infrastrukturen hunn, wouvunner si och profitéieren. Dat heescht dat ass och eng Fro, déi mer diskutéiere wäerten, déi mer d'nächst Woch och nach wäerte weider diskutéieren. Et ass schonn eriwwer.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An da géing ech der Regierung d'Wuert ginn. Här Wirtschaftsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Jo, entschëllegt, den Här Wagner hat esou e flotten Exkurs gemaach. Ech hu mer nach missen e puer Saachen opschreiwen, well de Marxismus ëmmer erëm ganz interessant ass, besonnesch wann en awer esou kohärent a senger Argumentatioun ass, wéi den Här Wagner et ëmmer ass, obwuel ech em a kengem Punkt Recht ginn, mee awer trotzdeem gesinn, dass seng Argumentatioun awer ganz, ganz kohärent ass.

Loosst mech, fir unzefänken, dem Här Fayot Merci soen, dass mer dat Theema hei, dat esou wichteg ass, awer hei eng Kéier kënnen uschwätzen. Et ass wichteg ze gesinn, dass et Strategië gëtt. Et ass wichteg ze gesinn, dass ee Visiounen huet. Et ass wichteg, dass ee weess, wouhinner ee wëll goen. Et ass wichteg, dass een d'Saache komme gesäit. An alles dat ass och an der Strategie 2050 gemaach ginn. Den Här Fayot huet et jo gesot: Am September 2023 ass déi ganz Visioun presentéiert ginn. Direkt duerno sinn déi Aarbechten ugaangen an den Här Fayot huet et och erkläert. Den Här Fayot huet och de ganze Meritt vun deem Luxembourg-Stratégie-Grupp erkläert, deen do ass mat der Visioun 2050. Si baséiert op den Iddie vun der Resilienz, vun de Megatendancen an all deene Froen, déi et do gëtt, a kënnt no enger Etüd, déi säi Virgänger gemaach huet, dem Rifkin-Prozess, fir och do d'Megatendancen ze kucken an ze kucken: Wouhinner gi mer an der Zukunft?

Wat ech gesot hunn a wat ech och an der Question parlementaire geäntwert hunn, ass, dass et wichteg ass, dass ee Visiounen huet. Mee keng Visioun bréngt eppes, wann ee just d'Visioun huet an dann erëm un der nächster Visioun schafft. Keng Visioun bréngt eppes, wann ee kuckt: „Majo, wéi gesäit et 2050 aus?", an elo kënnt dann en neie Minister an den Delles mécht dann eng Visioun 2055 an deen nächste Minister, deen no mer kënnt, mécht dann eng Visioun 2060. An dofir ass eebe grad dat, wat an der Diskussioun hei wichteg ass, dat, dass mer elo mol alleguer déi Strategien, déi wichteg sinn, dass mer de Rifkin a Luxembourg Stratégie mat der Visioun 2050 och an déi nei gegrënnten – an den Här Fayot huet se ugeschwat – Direction générale Affaires économiques, compétitivité et prospective matagebaut hunn.

Dat heescht déi Visioun, déi do ass, gëtt geholl, fir verschidde Strategië weider auszeschaffen, fir weiderzekommen, fir konkreet um Terrain de Kuerz-, de Mëttelfristeg och ze implementéieren. Well déi Visiounen, déi do sinn, déi jo esou wichteg sinn, musse mer awer och iergendwéi kënnen erofbriechen a se häppechersweis an eis Industrie mat erabréngen, an eis Ekonomie mat erabréngen. Well mir kënnen hei stonnelaang driwwer diskutéieren, wéi mer eis – an do ginn ech dem Här Mosar an dem Här Bauler vollkomme Recht – d'Zukunft virstellen, wa mer net dee Réckhalt hunn a gesinn: Ma hei do an do an do musse mer ganz konkreet um Terrain Upassunge maachen, fir dass mer dat och kënnen erreechen!

An da schwätze mer – d'Madamm Welfring huet et ugeschwat – zum Beispill vum Volet vun der Dekarbonisatioun. Wa mer de PNEC hunn, ma och d'Ziler am PNEC hunn eeben en direkte Lien mat der Visioun ECO2050, mee trotzdeem hu mer och hannendru Strategien, Strategië vun der Dekarbonisatioun. Dat heescht alles dat gräift aneneen an dat hu mer bei eis um Ministère, an dat ass wouer. Mir hunn d'Cellule Luxembourg Stratégie integréiert an eng Direction Affaires économiques, compétitivité et prospective, déi déi verschidde Voleten dovunner soll mathuelen.

Et geet drëm, dass mer d'Prospektiv maachen, dass mer also kucken, d'Megatendancen och ze suivéieren, déi mer och an där Cellule hei hunn, dass mer kucken, wéi alleguer déi Benchmarke sinn, déi mer hunn. Wa mer vun Digital Decade schwätzen zum Beispill, wa mer vum IMD (ndlr: World Digital Competitiveness Ranking de l'International Institute for Management Development (IMD)) schwätzen, da musse mer do – an dat maache se och an där Cellule Affaires économiques – déi ganz genau Analys maachen: Majo, mir hu verschidde Voleten an de Strategien, mir gesinn awer, dass mer u Kompetitivitéit verléieren. Ma firwat verléiere mer dann u Kompetitivitéit? Den IMD ass jo ganz interessant ze gesinn: Majo, Lëtzebuerg verléiert e puer Plazen. Wa mer awer net d'Analys hannendru maachen, firwat mer déi Plaze verléieren ... Ma genau do schaffe mer eeben drun an där Direktioun, fir dat doten ze maachen.

Déi zéng Bausteng aus där Visioun, déi ugeschwat gi sinn, ginn a verschidde Strategië mat eriwwergeholl an och adaptéiert. Well – kommt, mir huelen de Rifkin-Prozess – d'Digitaliséierung, déi am Rifkin-Prozess beschriwwe ginn ass, ass a verschiddene Weeër och an der Realitéit. Op anere Plazen awer net!

Am Rifkin stoung net, dass Covid war. A grad aus Covid ass jo déi Visioun 2050 komm. Mee wa mer elo nach iergendeppes aneres a fënnef Joer kréien, da muss dat erëm alles ëmgebaut ginn.

Dat heescht den Ensembel muss een an enger Direktioun gesinn. Mee et däerf een net vu lauter Visiounen a Strategien d'Realitéit um Terrain verkennen.

Dofir mengen ech, dass alleguer d'Riedner vun de Mëtten iergendwou sech awer och kënnen erëmfannen, andeem se soen: „Majo, mir brauchen eng Visioun. Dat huet keen niéiert", an op där anerer Säit awer och soen: „Mir mussen awer elo kuerz- a mëttelfristeg Accente setzen, an déi Visiounen an déi Strategien, déi mer hunn, och kënne maachen."

An ee klenge Kritickpunkt, deen een eeben awer kann hu bei der Visioun ECO2050, dat ass, dass all Visioun, déi een an der Politick hei haut de Mëtten diskutéiert, awer och muss vum Terrain matgedroe ginn. An dat ass e wichtege Punkt, dass een alleguerten d'Acteure federéiert, fir an déi Richtung och kënnen ze goen, dass een et ëmsetzt. Well och wann een Incentivë setzt, a mir wäerten an deenen nächste Méint nach iwwer eng Rëtsch vun Aidëregimmer fir d'Betriber schwätzen am Kader vun der Dekarbonisatioun, am Kader vun der Waasserstoffstrategie, am Kader vun deene verschiddenen Iwwerleeungen, mee alles dat geet nëmmen, wann d'Wirtschaft et matdréit, wann d'Wirtschaft matinvestéiert. An d'Wirtschaft ka just matinvestéieren, wa se kompetitiv ass, wann d'Wirtschaft Sue verdéngt. Wann d'Wirtschaft Sue verdéngt, ka se investéieren, a wa se kann investéieren, ka se mat un de Strategië schaffen.

An alles dat ass an engem Krees, deen ee muss esou gutt wéi méiglech kënne mat begleeden.

Just fir op déi verschidde Froen ze äntweren, déi den Här Fayot gestallt huet: Gëtt nach un deene Strategien, un der Visioun weidergeschafft? Do hunn ech jo gesot: Jo, am Kader och vu verschiddenen ..., jo, awer anescht, anescht gëtt dru geschafft, well mer se nämlech erofbriechen an där Direktioun, fir se och direkt kënne mundgerecht ze maachen, an dat an déi direkt Strategien ... D'Industrie du futur zum Beispill, d'Strategie Industrie du futur, déi zesumme mam Haut comité pour le développement de l'industrie ausgeschafft ginn ass, ma déi baséiert och op verschiddene Pilieren, déi an der Visioun sinn.

D'Datestrategie, och do gëtt an der Visioun driwwer geschwat. Mir brauchen awer konkreet Datestrategien, fir elo virunzekommen. D'AI-Strategie, un där mer amgaange sinn ze schaffen: Och do gëtt et verschidden Iwwerleeungen am ECO2050, an awer och am Rifkin.

Dat heescht alles dat ass en Ensembel. Wat ech sot: Mir brauchen elo déi Prospektiv, déi mer an där Direction générale hunn. Mir mussen analyséieren, wou mer u Produktivitéit, u Kompetitivitéit kënne gewannen, fir dass mer ..., an och do, mengen ech, si mer eis alleguerten heibannen eens: Mir brauchen

eng staark Wirtschaft, fir dass mer eise Sozialmodell hei zu Lëtzebuerg kënnen erhalen. Nëmme mat enger staarker Wirtschaft geet dat!

(Interruption)

Dann ass d'Strategie Kreeslafwirtschaft ugeschwat ginn. D'Strategie Kreeslafwirtschaft, e wichtegen ...

Pardon! Net alleguerten, mee e gudden Deel heibanne sinn averstanen domat.

D'Strategie vun der Kreeslafwirtschaft ass och e wichtege Bestanddeel. Europa huet verschidde Matière-raren net. Wéi kënne mer...? Mir kafe se ganz deier an. Wat ass, wann a verschiddene Länner immens héich Steieren drop kommen oder einfach nëmmen zougemaach gëtt fir den Export vu verschiddene rare Materialien?

Dat heescht, d'Kreeslafwirtschaft ass e ganz wichtege Volet, deen och an där Strategie beschriwwe ginn ass, awer och an der Visioun 2050 beschriwwe ginn ass, awer wou och muss gekuckt ginn, deen um Terrain wierklech ëmzesetzen.

Déi éischt Schrëtt si gemaach ginn, wou den Här Fayot nach Minister war, wou d'PCDS (ndlr: Product Circularity Datasheet Luxembourg) zum Beispill ausgeschafft ginn ass, wou Lëtzebuerg e Virreider ass. „Terra Matters" – ech hunn et souguer nach an der Ried gesot, Här Fayot –, de GIE, deen do gegrënnt ginn ass, fir eebe grad och d'Vermaartung vun der PCDS kënnen ze maachen, deen ass do.

Dat sinn déi éischt Bausteng, fir och wierklech weiderzekommen an der Kreeslafwirtschaft. An ech mengen, am Koalitiounsprogramm, ouni dass ech elo op all eenzele Punkt aginn, ass och d'Kreeslafwirtschaft an engem wichtege Kapitel nach eng Kéier ganz beschriwwen. Well mer wëssen, dass mer, wa mer manner Ressourcë wëlle verbrauchen, déi mer musse manner verbrauchen, mee da musse mer och an d'Kreeslafwirtschaft investéieren. A mir gesinn och do, dass d'Betriber vereenzelt elo schonn um Wee sinn, méi intensiv an d'Kreeslafwirtschaft ze investéieren.

Den Här Mosar huet vum nohaltege Wuesstum geschwat, dee mer eebe grad, wéi ech elo grad gesot hunn, brauchen, fir eise soziale Modell kënnen ze erhalen, fir sécher a gutt Aarbechtsplaze kënnen ze erhalen.

Den Här Mosar huet awer och vun der Bürokratie geschwat, d'nämmlecht wéi och den Här Bauler, dass eis Industrie awer am Moment, oder eis Ekonomie am Moment sech ganz vill Froen dozou stellt. Dat steet net an der Visioun 2050. Dat ass awer e Volet. An et ass och nach eng Kéier vun der Madamm Welfring, mengen ech, ugeschwat ginn – nee, pardon, vum Här Wagner: Mir brauche Gesetzer. Mir brauche Reegelen. Mir brauchen ee Level-Playingfield fir eis Ekonomie, fir eis verschidden Acteuren.

Mee mir brauchen awer net de Staat, deen zéngmol dat nämmlecht freet! Mir brauchen net, fir eis Gesetzer ëmzesetzen, e Staat, deen honnertmol kontrolléiert, fir déi honnertanéischte Kéier ze gesinn: „A, ech hat vergiess, dat déi éischte Kéier ze froen."

An eebe grad do ass d'Simplification administrative. Mir brauche Gesetzer. Mir brauche Reegelen, un déi ee sech muss halen. Déi mussen och kontrolléiert ginn. Mee mir brauchen awer net eng Iwwerreglementatioun vun der Reglementatioun, fir ze reglementéieren.

(Interruption)

An dat ass dat, wou mer mussen drop schaffen, zu Lëtzebuerg an an Europa, fir dass mer d'Produktivitéit an eise Betriber erëm kënnen e bëssen eropschrauwen an net Aarbechtsplaze schafen, nëmme fir verschidden administrativ Hürde kënnen ze huelen, also eng Bürokratie, déi eis Industrie an eis Wirtschaft net futti mécht.

D'Zukunftstechnologië sinn ugeschwat gi vum Här Bauler. Eebe grad dofir ass et wichteg, dass mer d'Megatendancen – an och dat, Här Fayot, ass Bestanddeel vun der Strategie 2050 – och nach weider suivéieren.

Mir hunn eebe grad an där Direction générale um Ministère de Volet, fir d'Megatendancen ze suivéieren, fir dass mer wëssen: Wou geet et dann hin? Wou geet et hin? Wou sinn d'Entwécklungen? An do schwätze mer jo schonn net méi vun deenen normalen AI-Programmer, déi ee kann iergendwou implementéieren, mee do kucke mer, wéi déi Masse vun Date kënne geréiert ginn, an alleguer déi Voleten. Dofir och d'Investissement an de Quantecomputer, d'Infrastrukturen, déi wichteg sinn, fir dass mer och eng Wirtschaft hunn, déi sech ka weiderentwéckelen, baséierend dorop, dass mer wëssen, wat och an Zukunft kënnt.

D'Investissement an de Quantecomputer, dat an der Regierung decidéiert ginn ass, ass eebe grad e ganz gutt Beispill dofir. Mir wëssen, dass de Quantecomputer, wann e bis hei steet, zum Deel nach experimentell ass. Mir wëssen, dass mer awer den Knowhow brauchen, net dëst Joer, net d'nächst Joer, mee mir brauchen hei zu Lëtzebuerg den Knowhow vun engem Quantecomputer, fir et a fënnef, sechs, siwe Joer kënnen ze maachen. Déi Investissementer sinn eebe grad Investissementer an d'Zukunft.

An ech mengen, d'Madamm Welfring huet gefrot: Wéi gesäit dann d'Zukunft aus? Ma dat do ass ee ganz konkreet Beispill, wou Investissementer an d'Zukunft gemaach ginn, fir och nach kënne weider kompetitiv ze bleiwen, de Mëttelfristeg an deem dote Volet, deen e ganz wichtege Bestanddeel ass.

Eis Pläng musse mer ëmmer erëm iwwerpréiwen an net bei eise Studie stoe bleiwen. E Plang vun haut oder eng Iwwerleeung vun haut ass muer Tatsaach an iwwermuer schonn erëm iwwerlieft. Dat heescht, natierlech musse mer déi ëmmer erëm iwwerschaffen.

Dofir och an der Motioun déi Punkten zwee an dräi, déi Der frot, Här Fayot: Ma genau dat maache mer! Ech soen Iech Merci, mee et ass genau dat doten, wat mer maachen um Ministère, fir eebe grad de Suivi kënnen ze maachen.

D'Madamm Welfring seet: „Mir vermëssen e Plang, eng Visioun." Ma, ech hunn elo grad ee Beispill gesot! Mir sinn u ganz vill Strategien amgaangen ze schaffen, net nëmmen der Industrie du futur, der Datestrategie, der AI-Strategie, dem Quantecomputer, deen ech elo genannt hunn, awer och dem PNEC, de PNEC-Ziler, den erneierbaren Energien. Alles dat ass en Ensembel, deen iwwergräifend zesummepasst.

Dir hutt mech ganz gutt kritt, Madamm Welfring, andeem Der gesot hutt: „Et ass annoncéiert ginn, d'Startuppe-Roadmap sollt am Hierscht presentéiert ginn." Ech hat am Kapp, et wär ufanks vum Joer. Mee wann ech Hierscht gesot hunn, da kann ech Iech elo soen: Et ass dat éischt Quartal vum Januar. Ech hat gëschter nach eng Reunioun doriwwer.

Ech mengen eebe grad, wa mer vun de Visioune schwätzen a wa mer vun der Dekarbonisatioun schwätzen, wa mer kucken, wéi mer weiderkommen, dann ass d'Bonification d'impôt fir d'Transition énergétique et digitale e ganz wichtege Volet dovun, dee mer als Regierung agefouert hunn, fir eebe grad den Entreprisen den Incentive ze ginn, och weider an d'Dekarbonisatioun ze investéieren. Ech mengen, dass mer do an enger Linn sinn.

Mee wéi gesot, et ass net deen heite Wirtschaftsminister, deen eng nei Strategie mécht, mee e wäert déi verschidde Strategien huele fir déi kuerz- a mëttelfristeg Ziler, ouni awer déi laangfristeg Visiounen, Megatendancen, Prospektiven ze gesinn. Mee elo gëllt et, zesumme mat eiser Wirtschaft deenen Defien, déi mer hunn, entgéintgoen. An ech mengen, dass mer dat och esou kënne maachen.

Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Da wäre mer um Schluss vun eiser Diskussioun ukomm.

Motion 1

Ech hunn hei um Büro nach eng Motioun vum Här Fayot leien. Här Fayot, Dir wëllt se nach explizéieren. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP), interpellateur | Just kuerz, Här President. Bon, dat rejoignéiert dat, wat ech a menger Interventioun gesot hunn. Et geet hei drëm, u sech d'Regierung ze invitéieren, effektiv déi Aarbechte weider ze poursuivéieren. De Minister huet jo och elo gesot, dass dat d'Intentioun wär – mat Verweis op déi zwee lescht Tirete vun deenen dräi Tireten.

Bon, bei deem éischten Tiret, do, wéi gesot, geet et drëm, dann awer trotzdeem déi Aarbecht, déi ugefaange ginn ass, mat deene Visioune respektiv deene verschiddenen Etüden à jour ze hale respektiv och mat ze integréieren an déi Aarbecht.

Ech ka mer och elo virstellen, wat elo wäert kommen: Elo kënnt d'Diskussioun iwwert de Caractère superfétatoire.

(Hilarité)

Ech mengen, bon, dat ass dat éiwegt Spill.

(Interruption)

Do gi mer eis warscheinlech dann net eens.

Mir wäerten op alle Fall dervun ausgoen, dass dat heiten dann elo vun der Majoritéit net wäert matgedroe ginn, a wäerten dat da ganz soigneusement weider verfollegen, awéifern effektiv dann och déi Zouso, dass déi Aarbechten do weider poursuivéiert ginn an Ärer neier Direktioun ... Dat wäerte mer ganz no kucken an dat och verifiéieren.

Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Dann hunn ech zu dëser Motioun eng Wuertmeldung: den Här Bauler.

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. Här Fayot, ech muss Iech wierklech luewe fir dat Feigespier, dat Der hutt, well Dir konnt meng Gedanke liesen.

(Hilarité)

Nämlech datt Der an där Motioun hei, déi Der presentéiert hutt, wat déi zwee Tireten – 2 an 3 – ugeet, am Fong geholl eppes sot oder schreift, wou de Ministère am Fong geholl schonn um Wee ass.

Beim Tiret 1, do geet de Ministère effektiv en anere Wee. E mécht et do e bëssen anescht, andeems en eeben eenzel Elementer an nei Strategien, déi eeben net de Long terme upeilen, net de Long terme uviséieren, mee eeben op de Court an de Moyen terme ausgeriicht sinn, iwwerhëlt.

Dofir géif ech wierklech roden, dës Motioun net ze ënnerstëtzen. An dat ellent Wuert, dat mat S ufänkt, géif ech dann net nennen, mee einfach soen, mir sollten déi hei ofleenen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Elo hunn ech nach eng Wuertmeldung vun der Madamm Welfring. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, merci fir d'Wuert a merci och fir d'Äntwerten op eis Froen. Ech denken, déi Motioun hei ass scho wichteg, well et geet drëm, op deen Knowhow, deen do opgebaut ginn ass, och opzebauen, quitte dass et vläicht net geneesou weidergeet, mee dass awer déi Viraarbecht, déi gemaach ginn ass, esou gutt wéi méiglech genotzt gëtt. Ech mengen, dat ass am Interêt vun eis allegueren. Vun dohier ... Esou hunn ech op alle Fall den éischten Tiret och verstan.

An dass dat, wat do erauskënnt, an och déi Iwwerleeunge wichteg si fir zukünfteg Aarbechten, déi och, wann ech richteg verstanen hunn, an e bëssen enger anerer Konstellatioun trotzdeem awer gemaach ginn. Vun dohier, bon, géing se eis och net wéidoen. Au contraire: Ech mengen, se wär ganz gutt. Se géif och e wichtegt Zeeche setzen, dass mer eis als Haus fir déi do Saach interesséieren an och mat der Regierung zesumme kucken, wéi do d'Aarbechte weiderlafen.

D'Strategien – an do kann ech hei op döser Säit dem Virriedner vun der CSV net Recht ginn – si wichteg. Se si wichteg fir Organisatiounen, och fir Betriber, awer och fir eng Regierung a fir e Land. A wéi gesot, et ass e bësse wéi an engem Schachspill. Et muss een d'Zich virausgesinn an anticipéieren an dat ass fir eis allegueren ganz wichteg. Vun dohier wär ech frou, wa mer hei e bësse méi Zousproch kréichen. Zumindest, mengen ech, ass et en Theema, dat mer sollten an der Kommissioun a reegelméissegen Ofstänn erëm opgräifen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Gëtt et nach aner Wuertmeldungen? Den Här Weidig. Jo.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, mir fannen, datt deen Exercice vum ECO2050 am Fong eng gutt Iddi ass, well et ass wichteg, dat ee konkreet Zenarien huet, fir datt een da kann driwwer diskutéieren, wat engem gefält, wat engem net gefält an och doriwwer, wat richteg ass oder falsch ass. An ech si mat ganz villen Detailer net averstanen. Ech mengen, datt et aner Megatrende gëtt, déi hei an der Lëtzebuerger Blos komplett ignoréiert ginn. Mee bon, dat ass meng Perspektiv.

Mee trotzdeem fannen ech den Exercice ganz, ganz wichteg. Ech fannen et och ganz wichteg, datt ee reegelméisseg, vläicht all fënnef Joer, all d'Akten eng Kéier zesumme kuckt a kuckt, ob sech dat elo geännert huet oder net. Duerfir wäerte mir eis enthalen, well mer den Exercice gutt fannen, mee net mat all den Detailer do averstane sinn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Nach aner Wuertmeldungen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da géif ech a sech dës Motioun zur Ofstëmmung stellen.

Vote sur la motion 1

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Mir hunn 20 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmme bei 5 Abstentiounen. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana (par Mme Claire Delcourt), Mmes Taina Bofferding (par M. Georges Engel), Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques (par M. Laurent Mosar), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Stéphanie Weydert), Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup (par M. Jeff Engelen), Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Domat wär dann dëse Punkt vum Ordre du jour och ofgeschloss.

6. 8377 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

2° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ;

3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ;

4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

5° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;

6° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur l'Inspection générale de la police ; et

7° de la loi modifiée du 1er août 2018 portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la fonction publique, en vue de la mise en œuvre des points 5 et 10 de l'accord salarial dans la fonction publique du 9 décembre 2022

Mir géingen zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun dëser Woch kommen. Dat ass de Projet de loi 8377, d'Ëmsetzung vun zwee Punkte vum Gehälterofkommes, deen tëscht der Regierung an der CGFP den 9. Dezember 2022 ofgeschloss gouf. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. De Rapporter an d'Regierung hunn 10 Minutten, all Fraktioun a Sensibilitéit huet 5 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Maurice Bauer, den Här Gusty Graas, den Här Ben Polidori, d'Madamm Alexandra Schoos, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An da kritt elo den Här Maurice Bauer fir d'éischt als Rapporter d'Wuert. Här Bauer, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Fonction publique

M. Maurice Bauer (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, léif Kolleegen, et ass mer eng grouss Éier, Iech als Rapporter haut de Projet de loi 8377 ze presentéieren, e Projet, deen de 25. Abrëll 2024 vum Minister vun der Fonction publique, dem Här Serge Wilmes, an der Chamber deposéiert ginn ass. D'Zil vun dësem Gesetzesprojet ass, d'Punkte 5 an 10 vum Gehälteraccord, deen den 9. Dezember 2022 tëscht der Regierung an der CGFP ënnerschriwwe gouf, ëmzesetzen.

De Gesetzesprojet gouf den 8. Mee 2024 an d'Chamberkommissioun vun der Fonction publique weidergeleet. D'Chamber vun de Fonctionnairen an den Employés publics huet den 18. Juni 2024 hiren Avis ofginn an de Staatsrot huet säin Avis de 25. Juni 2024 ofginn. En Amendement gouvernemental gouf den 29. Juli 2024 deposéiert, wouropshin d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics dee selwechten Dag hiren Avis complémentaire erausginn huet, wärenddeem den zousätzlechen Avis vum Staatsrot den 8. Oktober 2024 publizéiert gouf.

D'Kommissioun vun der Fonction publique krut de 7. November de Gesetzesprojet presentéiert an d'Avise vun dem Staatsrot an der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics goufen an där selwechter Sëtzung analyséiert. Den 28. November dëst Joer huet d'Kommissioun vun der Fonction publique den aktuelle Rapport ugeholl.

Den aktuelle Gesetzesprojet huet d'Zil, zwou spezifesch Bestëmmunge vum Gehälterofkommes ëmzesetzen, déi den 9. Dezember 2022 tëscht der Regierung an der Confédération générale de la Fonction publique ofgeschloss goufen: op där enger Säit d'Verlängerung ëm fënnef Joer vum temporairë Mechanismus fir d'Änerung vun der Gehaltsgrupp, déi sougenannte „Voie expresse", dem Punkt 5 vum Gehälterofkommes; an op där anerer Säit d'Ofschafung vum Bewäertungssystem vun der berufflecher Performance fir den Opstig an den héijeren Niveau a fir d'Promotiounen an déi verschidde Grade vum héijeren Niveau, esou wéi et am Punkt 10 vum Gehälterofkommes virgesinn ass.

Dës Moossnam gëllt net fir Beamten, Stagiairen an Employéen an der Initiatiounsperiod. Si behalen de Bewäertungssystem vun der berufflecher Performance an déi Bewäertung fënnt wärend de leschten dräi Méint vun hirer Referenzperiod statt.

Bäibehale ginn och weiderhin d'Gestioun duerch Objektiver, dorënner d'Ausschaffe vun Aarbechtsprogrammer, d'Beschreiwung vun den Aufgaben, also Jobdescriptions, an individuell Gespréicher. All dëst bleift bestoen. D'Heefegkeet vun den individuelle Gespréicher gëtt ugepasst, soudass dës all Joer amplaz vun nëmmen nach all dräi Joer stattfannen.

Schlussendlech bleiwe souwuel d'Prozedur zur Amelioratioun vun der berufflecher Leeschtung wéi och d'Prozedur bei ongenügender berufflecher Leeschtung, also d'Procédure d'insuffisance professionnelle, bestoen. D'Prozedur zur Amelioratioun vun der berufflecher Leeschtung gëtt allerdéngs net méi op Basis vum Bewäertungssystem vun der Performance ausgeléist, well dëse System mam aktuelle Gesetzesprojet jo ofgeschaaft gëtt.

Den 29. Juli 2024 huet d'Regierung en Amendement gouvernemental eragereecht, deen d'Zil hat, den Artikel 8 vum aktuelle Gesetzesprojet ze änneren, andeems déi retroaktiv Uwendung vun den

Dispositioune virgeschloe gouf. Wéinst enger Opposition formelle vum Staatsrot gouf dësen Amendement awer vun der Kommissioun vun der Fonction publique net ugeholl. Dofir gëtt den Datum vum Akraafttriede vum Gesetz op de véierten Dag nom Verëffentleche vum Gesetz festgeluecht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann elo nach zu den Avise vum Staatsrot a vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics.

A sengem Avis vum 25. Juni 2024 erënnert de Staatsrot drun, dass de Bewäertungssystem, dee mam aktuelle Gesetzesprojet ofgeschaaft soll ginn, 2015 agefouert gouf a bedauert, dass eng Evaluatioun vum System a sengem Impakt net am Exposé des motifs vum aktuelle Projet opgeholl gouf. De Staatsrot freet sech zousätzlech, ob d'Erhéijung vun der Frequenz vun den individuelle Gespréicher an d'Opstellung vun individuellen Aarbechtspläng net eng Méibelaaschtung fir de Fonctionnement vun den Administratiounen duerstellt.

An der Analys vun den Artikelen dréckt de Staatsrot keng formell Oppositioun aus. Allerdéngs ass et fir déi héich Kierperschaft néideg, d'Akraafttriede vum Gesetz der Evolutioun vun der gesetzlecher Prozedur unzepassen.

A sengem complementairen Avis vum 8. Oktober widdersetzt sech de Staatsrot awer dee Moment formell géint den Amendement gouvernemental. Hien erënnert drun, datt laut de Prinzippie vun der Sécurité juridique eng retroaktiv Uwendung vun de Gesetzer nëmmen a ganz aussergewéinleche Fäll an nëmmen aus Grënn vum Interêt général zougelooss ass. Hie weist op déi potenziell negativ Konsequenze vun der Retroaktivitéit hin, wéi zum Beispill bei Decisiounen, déi am Kader vu Prozedure bei ongenügender berufflecher Leeschtung geholl goufen.

An hirem Avis vum 18. Juni begréisst d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics d'Ofschafung vum Bewäertungssystem vun der berufflecher Performance an der Fonction publique, haaptsächlech wéinst der Subjektivitéit an dem Zäitopwand, deen dëse mat sech bréngt. D'Beruffskummer bleift och weiderhi skeptesch vis-à-vis vun alle Moossnamen a Mechanismen, déi mam 2015 agefouerte Bewäertungssystem verbonne sinn.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics akzeptéiert d'Bäibehale vum Evaluatiounssystem fir Beamten, Stagiairen an Employéen an der Initiatiounsperiod. Si stellt och fest, dass d'Prozedure fir d'Amelioratioun vun de beruffleche Leeschtungen an déi bei ongenügender berufflecher Leeschtung bestoe bleiwen, fir et dem Staat ze erméiglechen, d'Aarbechtsbezéiung bei offensichtlecher Onzefriddenheet opléisen ze kënnen.

Laut der Beruffskummer feelt et den Dispositiounen awer nach ëmmer u Prezisiounen an Detailer iwwert d'Reegelen, déi respektéiert misste ginn, besonnesch vun dem Chef d'administration vun de concernéierte Beamten. D'Beruffskummer mécht sech Suergen, dass déi Prozeduren, déi an all Administratioun anescht kënne sinn, riskéieren, zu Mëssbrauch oder arbiträren Decisiounen op Käschte vun den Agenten ze féieren.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics betount des Weideren, dass déi individuell Gespréicher, déi duerch hir nei Frequenz u Wichtegkeet gewannen, net als Ersatz fir e Bewäertungssystem mëssbraucht solle ginn.

An hirem complementairen Avis vum 29. Juli huet d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics den Amendement gouvernemental analyséiert a guttgeheescht, well si deen natierlech selwer ausdrécklech gefuerdert huet.

Fir de weideren Detail verweisen ech op de schrëftleche Rapport. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen Iech villmools Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

Discussion générale

M. Maurice Bauer (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, elo och nach am Numm vun der CSV e puer Wuert ze soen. De leschte Méinden hunn déi Responsabel vun der CGFP an hire Riede bei der Conférence des Comités gesot – an ech zitéieren –: „Eng gutt fonctionéierend Fonction publique ass e Garant vun eiser Demokratie." An och de Minister vum ëffentlechen Déngscht, Serge Wilmes, huet bei där Geleeënheet kloer ënnerstrach, dass hien an d'Regierung de Partner si vun a fir d'Fonction publique.

Une voix | Très bien!

M. Maurice Bauer (CSV) | Jo, et ass richteg a wichteg, dass mir zu Lëtzebuerg eng gutt fonctionéierend Fonction publique hunn. Esou steet och am Koalitiounsaccord – an ech zitéieren –: „Le succès du modèle luxembourgeois découle d'un service public moderne et performant. Le Gouvernement œuvrera en faveur d'un service public attractif capable d'attirer les meilleurs talents."

De Minister Wilmes huet eis an der leschter Reunioun vun der Fonction-publiques-Kommissioun iwwert d'Situatioun vun den oppene Plazen informéiert. 1.100 Plaze sinn aktuell nach net besat an de Staat wëllt och nach 1.500 weider Mataarbechter rekrutéieren. Och dofir brauche mer weiderhin eng attraktiv Fonction publique.

Mir gesinn och haut – oder mir hunn haut de Moien an den Noriichten héieren –, dass bei eise franséischen Noperen d'Fonctionnairen opgeruff sinn ze streiken an dass an eisen dräi Nopeschlänner aktuell schwiereg politesch Situatioune sinn, ouni stabel politesch Regierungen. Dës schwiereg Situatioun weist op d'Importenz vun enger gudder Gouvernance am ëffentleche Secteur hin.

Och an Zäiten, wou mir gesinn, dass a ville Länner un de Prinzippie vun der Demokratie geknabbert gëtt, ass et gutt, ass et wichteg, e gutt opgestallten ëffentlechen Déngscht ze hunn an domadder e wichtege Pilier vun der Demokratie sécherzestellen.

En Accord salarial ass e wichtegen Deel vun enger Demokratie, well ee gesäit, dass sech Partner no Verhandlungen an am Dialog eens gi sinn an e Konsens fonnt hunn am géigesäitege Respekt. Dofir ass et wichteg, dass mer haut dës zwee weider Punkten aus dem Accord salarial vum 9. Dezember 2022 ëmsetzen.

Domadder ass bal de ganzen Accord ëmgesat, eng gutt Nouvelle elo esou kuerz virum Ufank vun den neie Verhandlungen. Mat dësem Projet de loi gëtt, wéi beschriwwen, op där enger Säit d'Verlängerung ëm fënnef Joer vum temporairë Mechanismus fir d'Ännerung vun der Gehaltsgrupp, déi sougenannte Voie expresse, dem Punkt 5 vum Gehälterofkommes, ëmgesat, deen et erlaabt, weiderhin interessant Opportunitéiten am ëffentlech Secteur unzebidden. Op där anerer Säit, wéi gesot, setze mer haut d'Ofschafung vum Bewäertungssystem vun der berufflecher Performance ëm an droen domadder enger Fuerderung vun der CGFP Rechnung.

Nom Ofschafe vum Bewäertungssystem a mat der Upassung vum System vun den individuelle Gespréicher, déi elo all Joer amplaz all dräi Joer stattfannen, kréien dës Gespréicher elo eng vill méi wichteg Roll. Dës Entretiene sinn e wichtege Moment fir de Mataarbechter, wou e richtegen Austausch stattfënnt an hien net nëmmen e Feedback kritt par rapport zu senger Aarbecht, mee och ka sengem Chef e Feedback ginn.

Mir erhale mam Ëmsetze vun dësen zwee Punkte vum Accord salarial vun 2022 e weiderhin attraktive Kader fir den ëffentlechen Déngscht zu Lëtzebuerg.

Erlaabt mir, zum Schluss nach eemol de Koalitiounsaccord ze zitéieren: „Un État moderne requiert des agents publics compétents et engagés. Une fonction publique efficace et résiliente est indispensable pour relever les défis à venir." Mat dësem Projet de loi gi mir e weidere Schrëtt op dësem Wee. Ech kënnegen heimadder den Accord vu menge Kolleege vun der Fraktioun vun der CSV un. Villmools merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauer, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport. An dann ass d'Wuert fir den Här Gusty Graas. Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Et ass elo bal op den Dag zwee Joer hier, datt dee leschten Accord salarial mat der CGFP ënnerschriwwe gouf. Dat war den 9. Dezember 2022. Haut geet et, wéi gesot, ëm zwee Punkte vun deem Accord, déi elo ëmgesat ginn, an zwar virun allem d'Annulatioun vum Bewäertungssystem. Ech ka mech nach gutt erënneren, wéi mer 2015 iwwert d'Aféierung vum Bewäertungssystem an der Fonction publique hei diskutéiert hunn. Do war net op alle Bänke grouss Euphoriestëmmung ze gesinn an ze spieren. Ech gi ganz gären zou: Ech hunn och net onbedéngt zu deene gehéiert, déi dat eng super Iddi fonnt hunn − ech erklären och duerno nach, firwat −, well et eeben an der Fonction publique net esou evident ass, e Bewäertungssystem anzeféieren. Mir woussten, datt eng 100%eg Objektivitéit do och net kéint erreecht ginn.

E Bewäertungssystem ass awer eppes Elementares am Privatsecteur. Dat wëssen all déi, déi am Privatsecteur geschafft hunn oder schaffen. Mir liewen nun eeben och an enger Leeschtungsgesellschaft. Also schéngt et awer normal ze sinn, datt e Mënsch op senger Aarbechtsplaz an och deelweis am Privaten, deemno wat fir eng Fonctioun en do huet, awer kann oder souguer och soll bewäert ginn.

Elo hu mer d'Gestion par objectifs. Ech mengen, och dat ass net eng Alternativ, mee et ass zumindest nach ëmmer de Wee opgezeechent, datt awer och e Beamte muss reegelméisseg mat sengem Virgesetzten déi Gespréicher féieren, fir ze kucken, wéi en am Fong nach vläicht méi performant ka ginn. Déi Angscht, déi hei vum Conseil d'État ausgedréckt ginn ass, datt dat géing zu enger zousätzlecher Belaaschtung vum Fonctionnement vun enger Administratioun féieren, soen ech awer ganz éierlech, kann ech net esou ganz deelen, well schlussendlech fannen déi Gespréicher jo net vu moies bis owes statt. A wann ech awer kucken, wat de positiven Aspekt ass vun deene Gespréicher, ass et also ouni Zweifel éischter gutt, datt mer dat maachen, wéi datt een dat soll ze vill als eng Belaaschtung gesinn.

Wa mer op enger Aarbechtsplaz Leit sëtzen hunn, déi keng Motivatioun hunn, sech ze verbesseren oder Perspektiven, déi se hunn, kënnen ëmzesetzen, dann dréit dat ouni Zweifel net onbedéngt zu engem gudden Aarbechtsklima bäi. Dowéinst, wéi gesot, ass et hei ze begréissen, datt déi Voie expresse elo verlängert gëtt. Déi sollt jo u sech lafe bis den 30. September 2025. Elo gëtt se da verlängert bis 2030.

Bon, iwwert déi Voie expresse kann ee sech natierlech och seng Froe stellen. Ech huelen zum Beispill een, deen an der Karriär B1 ass, dee kann also elo no 120 Stonne Coursë plus nach enger Rei Tester an néng verschiddene Fächer dann am Fong gläich an d'Karriär komme vum A1, also wéi een, deen e Master huet. Bon, doriwwer kann een, wéi gesot, eng Diskussioun féieren.

Op déi aner Manéier muss een dat awer och méi vun der Effikassitéit vun dem Fonctionnement vun enger Verwaltung hier gesinn. A wa mer Leit hunn, déi eng ganz gutt Aarbecht maachen an enger Verwaltung, a wa mer Leit hunn, déi wierklech gewëllt sinn, sech nach ze verbesseren an eng aner Karriär unzestriewen, da soll déi Saach bäibehale ginn, soudatt mir do a sech och kee Problem dermat hunn.

Ech wëll dann zum Ofschloss awer vläicht nach soen, datt mer natierlech elo lues a lues – an de Minister weess dat vill besser – an d'Diskussioune komme vun deem nächsten Accord salarial. Ech war zwar de leschte Méinden net bei der CGFP, mee et huet een iwwert d'Press jo matkritt, datt do schonn eng ganz Rei Fuerderunge gestallt gi sinn, Här Minister, besonnesch wat eeben d'Opwäertung vum Punktwäert ubelaangt. Do si scho gewësse Prozenter gesot ginn, déi een awer zumindest, loosst eis soen, zum Nodenken ureegen. Dofir vläicht ofschléissend: Inwiefern hutt der Iech scho Gedanke gemaach, net onbedéngt wéi deen neien Accord salarial soll ausgesinn, mee mat wat fir enger Approche Der trotzdeem awer wëlles hutt, elo an déi Verhandlungen eranzegoen?

Wéi gesot, wat dëse Projet de loi ubelaangt, si mir selbstverständlech dermat d'accord. An ech mengen, den Här Bauer huet jo hei och déi néideg Explikatioune ginn, ech soen em och Merci dofir. An dowéinst bréngen ech selbstverständlech och den Accord vun der DP. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. An dann ass d'Wuert fir den Här Ben Polidori. Här Polidori.

M. Ben Polidori (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stëmmen haut of iwwert d'Ëmsetzung vun zwee Punkten aus dem leschten Accord salarial an der Fonction publique, d'Ofschafung vum Bewäertungssystem wéi awer och d'Verlängerung vun der Voie expresse. Den Detail ass jo scho gemaach gi vum Här Rapporter.

Bon, dëse Gehälteraccord staamt jo och vum 9. Dezember 2022, also ass dat Ganzt scho bal zwee Joer hier. An ech si frou, dass mer enfin dëst Gesetz haut hei kënne stëmmen. An et wär wichteg, dass mir kucken, dass an Zukunft esou Gehälteraccorde méi séier ëmgesat ginn. Well am Endeffekt sinn déi leidtragend d'Beamten dobaussen. An dat spigelt sech jo och hei an dësem Gesetz erëm, wou d'Element vun der Retroaktivitéit awer huet misse fale gelooss ginn. An et kënnt och ëmmer nees vir, datt d'Ëmsetzung vu verschiddene Punkten aus de Gehälteraccorde Joren a Joren dauert. An domadder desavouéiere mer déi sou wichteg Aarbecht, déi awer ons Fonctionnairen am ëffentlechen Déngscht fir eis alleguerte leeschten.

An deem Kader hunn ech och dës Woch zesumme mam Kolleeg Yves Cruchten eng parlamentaresch Fro gestallt, fir mol ze kucken, wéi eng verschidde Punkten aus de verschiddenste Gehälteraccorden iwwerhaapt nach mussen ëmgesat ginn. Bon, enfin steet d'LSAP natierlech zu der Ëmsetzung vun dësem Accord salarial a wäert natierlech och dëse Gesetzesprojet matdroen.

Här President, déi zwee Punkten, déi mer haut aus dem Gehälteraccord ëmsetzen, goufen, wéi ech gesot hunn, scho virun zwee Joer beschloss, an dës Woch fänken elo schonn d'Diskussiounen oder d'Verhandlungen u fir den nächsten Accord salarial an der Fonction publique. An dann hu mer nach guer net iwwert d'Timeline geschwat, wéini elo d'Ëmsetzung vun deem aktuellen Accord salarial fir d'Gemengebeamte wäert sinn. An dat kann et jo am Endeffekt net sinn.

Dowéinst deposéieren ech haut eng Motioun an och eng Resolutioun, fir dass mer an Zukunft méi Gerechtegkeet a punkto Ëmsetzung vun den Accord-salariallen tëscht de Staats- an och de Gemengebeamte wäerte garantéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– vu la volonté du Gouvernement de moderniser le service public afin d'avoir une fonction publique efficace et résiliente ;

– vu la volonté du Gouvernement d'œuvrer en faveur d'un service public attractif capable d'attirer les meilleurs talents ;

– considérant la volonté du Gouvernement de transposer au plus vite les accords salariaux dans la fonction publique au profit du personnel étatique et communal ;

– vu les retards considérables en matière de transposition en droit national d'accords salariaux dans la fonction publique et le décalage actuel des procédures de transposition de réformes dans le secteur communal vis-à-vis du secteur étatique ;

– vu la revendication d'une transposition plus en parallèle des réformes dans le secteur étatique et dans le secteur communal, formulée lors d'une réunion de la Commission de la Fonction publique en date du 7 novembre 2024 et bénéficiant du support dans ladite commission,

invite le Gouvernement à

– élaborer et déposer en même temps les projets de loi dans le secteur public et dans le secteur communal découlant des accords salariaux dans la fonction publique ;

– examiner la création d'un nouveau Code portant sur les matières législatives communes au Code de la fonction publique et au Code communal.

(s.) Ben Polidori, Yves Cruchten.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

– vu que les projets de loi concernant la transposition d'accords salariaux dans la fonction publique et les projets de loi concernant le secteur communal sont traités dans des commissions distinctes, à savoir la Commission de la Fonction publique et la Commission des Affaires intérieures ;

– considérant la volonté du Gouvernement de transposer au plus vite les accords salariaux dans la fonction publique au profit du personnel étatique et communal ;

– vu la revendication d'une transposition plus en parallèle des réformes dans le secteur étatique et dans le secteur communal, formulée lors d'une réunion de la Commission de la Fonction publique en date du 7 novembre 2024 et bénéficiant du support dans ladite commission,

décide

– de traiter simultanément les projets de loi concernant le personnel étatique et communal et découlant des accords salariaux conclus dans la fonction publique dans la Commission de la Fonction publique et, le cas échéant, en réunion jointe avec la Commission des Affaires intérieures.

(s.) Ben Polidori, Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori.

M. Ben Polidori (LSAP) | An ausserdeem musse mer ons awer och d'Fro stellen, ob een net och muss bei dëse Verhandlunge vun den Accord-salariallen den Interieur mat un de Verhandlungsdësch kréien, well schliisslech sinn d'Gemengen an deem heite Fall jo och betraff.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut ass et jo esou, datt déi eenzel Elementer aus engem Gehälteraccord a verschiddene Gesetzer niddergeschriwwe ginn. Da befaasst sech haut d'Fonction-publiques-Kommissioun domat, wou dat an dësem Fall jo awer méi wéi zwee Joer gedauert huet, bis mer et endlech hei an dësem Haus kënne stëmmen.

Eréischt duerno ginn dann d'Texter fir de Gemengesecteur ausgeschafft an deposéiert. Dat heescht, do dauert et elo nach eng Kéier ee bis zwee Joer, bis d'Gemengebeamte wäerte vum Gehälteraccord kënne profitéieren. Dat ass onsënneg, zemools well hei an der Chamber zwou verschidde Kommissiounen, an zwar d'Fonction-publiques-Kommissioun souwéi awer och d'Interieurskommissioun, zweemol genee déi selwecht Aarbecht maachen.

Am léifsten, an dat ass och esou an der Motioun gefrot, hätte mir gären e gemeinsame Gesetzestext fir d'Staats- an d'Gemengebeamten. Bis mer dëst awer hunn, fuerdere mir an eiser Motioun, datt d'Regierung d'Texter fir d'Gemengebeamten an d'Staatsbeamte parallell ausschafft an och mateneen an der Chamber deposéiert. Domadder spuere mer Zäit a schafe Gerechtegkeet fir d'Staats- an d'Gemengebeamten.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Alexandra Schoos. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, mir hunn elo ausféierlech héieren, wat an deem Gesetzesprojet hei ugepasst gëtt fir d'Fonction publique, fir eis Staatsbeamten. Als ADR hu mir och schonn 2015 d'Iddi gutt fonnt, dass mer de Bewäertungssystem ofschafe missten – oder guer net eréischt aféiere sollten. Et ass awer och wichteg fir eis, dass e fir d'Neiufänger bäibehale gëtt. Esou gëtt et dem Staat eeben erméiglecht, dass den Aarbechtsvertrag gekënnegt ka ginn, falls dëst awer néideg sollt sinn.

Zousätzlech ass awer begréissenswäert, dass de Fonctionnaire stagiaire oder den Employé en période d'initiation d'Méiglechkeet huet, bei enger anerer Verwaltung ze postuléieren, och wann e virdru bei enger engagéiert war, wou en awer wéinst professioneller Insuffizienz gekënnegt krut. Et kann een ëmmer fir en anere Beruff gemaach sinn oder fir en anert Aarbechtsëmfeld oder och fir aner Aufgaben.

Wat den Entretien individuel all Joer betrëfft, dee virdru just all dräi Joer sollt sinn, dat begréisse mer och. Dat erlaabt et béide Parteien, e Bilan ze zéien, an dem Supérieur hierarchique, déi néideg Mesüren ze huelen, sief et betreffend déi professionell Aarbecht um Terrain wéi awer och d'Problemer am Aarbechtsëmfeld, Stéchwuert Mobbing op der Aarbecht oder mental Gesondheet, iwwert déi mer scho vill hei an der Chamber geschwat hunn.

Et sief awer hei drun erënnert, dass jee no Gréisst vun der Ekipp déi alljärlech Entretienen – an do sinn ech mam Staatsrot d'accord an éischter manner mam Här Gusty Graas; wann een déi Entretiene gutt mécht, sinn déi net an nëmme fënnef Minutte gemaach, ech schwätzen aus eegener Erfarung − awer e bëssen Zäit an Usproch huelen. Dat ass wuel wouer um Terrain.

Wéi och vum Staatsrot erwäänt, wier et awer gutt gewiescht, och an eisen Aen, wann den Evaluatiounssystem bäibehale gi wier fir Kandidaten, déi sech op e Poste dirigeant oder e Poste de direction mellen. Och begréisse mir de Fait, dass d'Opposition formelle vum Staatsrot betreffend d'Retroaktivitéit vum Gesetz a Consideratioun geholl ginn ass.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Ech wäert mech kuerz halen. Et ass scho ganz, ganz villes gesot ginn. Nieft der Prolongatioun vun der Voie expresse hu mer och d'Ofschafe vum Bewäertungssystem hei virleien. Dat sinn alles Saachen, déi mir kënnen ënnerstëtzen. An deem Sënn wäerte mer de Projet de loi natierlech matdroen.

Da bleift mer am Fong just nach ze soen, dass mer nëmme kënnen ënnerstëtzen, dass och d'Gestion par objectifs wäert gehale ginn. Dat mécht, dass all d'Bedeelegt wëssen, ëm wat et geet, wat d'Zilsetzung ass. Dat hëlleft, fir gemeinsam an eng Richtung ze schaffen. An och déi järlech Entretiene si Mesüren, déi mer nëmme kënnen ënnerstëtzen. Ech ginn der Madamm Schoos Recht, si mussen natierlech anstänneg gehale ginn, mee dat Ganzt erlaabt alle Bedeelegten, souwuel dem Supérieur hierarchique wéi dem Mataarbechter, kënnen Erwaardungshaltungen ofzeklären, kënne Feedback ze ginn an och kënne gemeinsam an déi richteg Richtung ze schaffen.

An deem Sënn fanne mer dat ganz sécher luewenswäert, an ech kann hei nëmmen den Accord vun eiser Fraktioun ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. An dann ass d'Wuert fir den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och mir wäerten et matstëmmen, och wa mer net der Meenung sinn, dass de Bewäertungssystem ganz ofgeschaf ass. Ech maachen dat Faass elo net nach eng Kéier op. Mir komme sécherlech d'nächst Joer nach eng Kéier dozou, well bei der Arméi ass et awer iwwer eng Hannerdier erëm agefouert ginn. An d'CGFP huet Iech dat jo och ganz staark a ganz haart gesot.

Wann ech der CGFP am Moment nolauschteren, ass et och net, dass se esou zefridde si mat der aktueller Regierung, soudass déi nächst Verhandlungen net esou einfach wäerte ginn, wéi verschidde Regierungsvertrieder sech dat vläicht virstellen. Mee ech mengen, do wäerte mer jo dann an noer Zukunft méi gewuer ginn. Mee och hei ass et ... D'CGFP ass do ze respektéieren – net dass Der mat deene verfuert wéi mam OGBL oder dem LCGB!

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. An dann ass deen nächsten a leschten ageschriwwene Riedner den Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir wäerten natierlech och d'Ëmsetzung vun deenen zwee Punkte mat ënnerstëtzen. D'autant plus, datt déi Lénk an der Chamber och deemools, wéi de Bewäertungssystem agefouert gouf ..., an dat war mäi Predecesseur, de Justin Turpel, dee versicht hat, eng grouss Resistenz an dëser Chamber opzebaue géint d'Aféierung vun dësem System.

Zéng Joer drop muss ee feststellen, datt déi Lénk an de Justin Turpel Recht haten. A vill anerer, déi dat ënnerstëtzt hunn, haten Onrecht.

Une voix | Très bien!

M. David Wagner (déi Lénk) | Also heiansdo ass et besser, eis nozelauschteren.

Plusieurs voix | A!

M. David Wagner (déi Lénk) | Dat erspuert Iech immens vill Aarbecht, fir Gesetzer, ...

(Hilarité)

... déi net gutt sinn, erëm réckgängeg ze maachen. An da spuert de Staat souguer. De Lénken nozelauschteren, dat ass u sech eng Spuermesür.

(Hilarité et interruptions)

Mee ganz ofgeschaaft ass en natierlech och net, e bleift jo bäibehale fir Stagiairen, souwuel fir d'Employéë wéi och fir d'Fonctionnairen, wat net gutt ass. Do stellt sech d'Fro ... Well de Problem ass jo och: Et ass net gutt fir d'Fonction publique, mee dat si jo Methoden, déi och net gutt sinn am Privaten an déi och ganz oft fale gelooss ginn, och am private Managerismus. Firwat wier deen da gutt fir Stagiairen an net gutt fir Fonctionnairen? Ech mengen, muss een doriwwer nach laang diskutéieren?

An nach ganz kuerz: De Rapporteur huet jo nach gesot, en huet d'Beispill geholl mat Frankräich, wéi wichteg et ass, wann een och vläicht eng instabill Regierung huet, datt een awer e Staatsapparat huet, dee gutt funktionéiert. Dat war grad eng vun den Ursaachen och, firwat déi heite Regierung a Frankräich, dem Michel Barnier seng Regierung, déi glécklecherweis elo huet missen demissionéieren, esou onbeléift war. Dat ass, well hire Fonction-publiques-Minister, den Här Kasbarian – e grousse Fan vum Elon Musk, deen och ugekënnegt huet, datt en 2.000 Milliarden Dollar wëll spuere beim Staat an, ech mengen, also esou den amerikanesche Staat vläicht souguer wäert futtimaachen – dat selwecht wëlles hat mat der franséischer Fonction publique, déi justement derfir suergt, datt de franséische Staat sou gutt a sou effikass ka fonctionéieren.

Bon, deem Spuk ass bis elo en Enn gesat ginn. An dofir wäerte mer och hoffen ... Dat ass glécklecherweis net de Fall hei zu Lëtzebuerg. An ech mengen och, mir hunn eng Fonction publique a Fonctionnairen, déi net als Selbstzweck Fonctionnairë sinn, mee justement och eng Deontologie hunn, fir datt de Staat hei, dee mer hunn, gutt fonctionéiert. An e fonctionéiert jo grosso modo ganz gutt. An dat huet och mat der Fonction publique ze dinn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

An dann ass d'Wuert fir d'Regierung. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | Villmools merci, Här President. Ech soen dem Rapporter Merci fir säi Rapport. Ech soen och alleguerten den Deputéierten, déi dozou geschwat hunn, Merci.

Domadder ass also elo dee leschte Gehälteraccord, wann Der dann hei Jo sot, ofgeschloss an da kënne mer effektiv elo ufänken, den nächste Gehälteraccord mat der CGFP ze verhandelen. Do wäerte mir mat konstruktiver Attitüd eragoen, fir ze kucken an och eis ze treffen, mat engem Accord, dee vertrietbar ass. Méi kann ech awer net dozou soen, well, ech mengen, ech ka jo deenen Diskussiounen net virgräifen. Dat wär net ganz gescheit. Dowéinst vertraut eis, datt mer do wäerten an där Attitüd dann och alles derfir maachen, datt herno dobäi kann en Accord erauskommen, dee vertrietbar ass, deen och am Interêt vun eise Beamtinnen oder Beamte wäert sinn.

Dee Punkt, deen ausgedréckt ginn ass, déi Suerg heibannen, datt d'Ëmsetzung vun deem Accord, wann e gemaach ass, duerno laang Zäit brauch, dat ass e berechtegten. Ech mengen, et ass richteg, dat ze soen. Wann een den 9. Dezember 2022 en Accord fënnt a mer elo, zwee Joer drop, eréischt bei dem Ëmsetze vun deem leschte Punkt sinn – dat sinn zwee Joer. An dann hu mer effektiv nach net alleguerten déi Saachen ëmgesat, déi fir de Gemengesecteur zielen. Dat deele mer a mir wäerten do och alles maachen, wat mir kënne maachen, fir ze probéieren, deen Delai, deen Decalage, erofzesetzen. Mir sinn do also ganz oppen dofir.

Et ass natierlech dann och esou, dass ee sech do muss mateneen ofstëmmen, den Interieursminister mat mir dann als Fonction-publiques-Minister. Et muss een eebe just wëssen: Et ass esou, datt et um Niveau vun de Gehälter déi Assimilatioun tëschent dem Staat an de Gemenge gëtt. An alles, wat mir verhandelen, dat mécht sech dann och automatesch herno bei de Gemengen. Awer et gëtt natierlech och verschidde Spezifizitéiten, verschidde Karriären awer bei de Gemengen, déi et esou net bei dem Staat gëtt. Dowéinst mussen awer erëm separat Texter gemaach ginn.

An da musse mer et eebe just fäerdegbréngen, éischtens, bei Verhandlunge schonn déi Spezifizitéiten och mat ze consideréieren, och an deem Accord, dee mer elo da wäerte mat der CGFP verhandelen, schonn dorunner ze denken, dat nach als Punkt matzehuelen; an, zweetens, ze kucken, datt mer déi Texter da méi séier zesumme schreiwen an déi Delaien esou kuerz wéi méiglech halen, fir dass dann effektiv alleguerten d'Gemengebeamtinnen an d'Gemengebeamten, déi eng gutt Aarbecht och maache fir eis Matbiergerinnen a Matbierger, och sou séier wéi méiglech kënnen dovunner profitéieren.

Also do si mer wierklech ganz bei Iech. Wéi dat elo konkreet wäert sinn, dat muss ech mat dem Här Inneminister selwer nach eng Kéier och emol kucken, wat mir do vu Méiglechkeeten elo schonn hunn. Mee mir wäerten et awer elo an deenen neie Gehälteraccord-Diskussioune schonn direkt och um Radar hunn an och probéieren, esou séier wéi méiglech, wa mer deen Accord da sollte fäerdegbréngen, dann déi Ëmsetzung op de Wee ze bréngen.

Dat läit natierlech net ëmmer eleng an der Hand vun der Regierung. Mir ginn dat an eng Procédure législative eran, déi kennt Der selwer gutt, déi brauch heiansdo seng Zäit. Heiansdo brauch een dann och virdrun nach eng Kéier den Avis vum Verhandlungspartner. Och dat huet ëmmer en Impakt dorobber, wéi séier et geet.

Ech wëll Iech nëmme soen: Zum Beispill bei deem heite Punkt krut d'CGFP schonn den 30. Juni 2023 den Avant-projet de loi geschéckt. Et huet awer – mir hate selbstverständlech Walen, wat och matspillt – nach eng Kéier erëm esou vill Méint gedauert, wann net e Joer, bis mer do konnten e Projet de loi hei an der Chamber deposéieren. Also, et ass net ëmmer esou, datt, och wa mir de Wonsch hunn, et séier ze maachen, mer et dann awer méi séier wäerten iwwert d'Bün bruecht kréien. Mee mir sollen dat awer als Zil hunn a mir wäerten och mat där Attitüd do an d'Zukunft eragoen.

Ech soen Iech Merci fir d'Vertrauen a wäert dat da mat op de Wee huelen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet ofgeschloss.

Da géinge mer zur Ofstëmmung vum Projet kommen. Dat ass de Projet de loi 8377. Den Text steet am Document parlementaire 8377[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8377 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen d'Ofstëmmung op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. Domat ass dëse Projet de loi also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques (par Mme Françoise Kemp), Mmes Octavie Modert (par M. Alex Donnersbach), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Stéphanie Weydert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Claire Delcourt), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup (par M. Jeff Engelen), Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vott?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motion et résolution

An dann hu mer nach eng Motioun an eng Resolutioun hei um Büro leien, déi vum Här Polidori erabruecht gi sinn.

Motion 1

Ech géif proposéieren, datt mer mat der Motioun ufänken. Här Polidori, wëllt Dir nach eppes dozou soen? Dir wëllt zum Schluss schwätzen, ok. Wie wëllt heizou schwätzen? Dat ass den Här Bauer. Här Bauer, Dir hutt dann d'Wuert.

M. Maurice Bauer (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Ech mengen, dat, wat den Här Polidori iwwert d'LSAP freet, ass eppes, wat an der Chamberskommissioun och schonn an där Hisiicht, wat déi final Intentioun ugeet, diskutéiert gouf. Ech mengen, de Minister huet jo och elo gesot, wéi eng Aarbechten do schonn amgaange sinn, gemaach ze ginn.

Mir proposéieren awer, déi net unzehuelen, well mer einfach fannen, dass et méi wichteg wär, mir géife vläicht elo de Sujet an d'Kommissioun verweisen, fir dann do wierklech eng Kéier all d'Problematiken zesummenzesetzen, fir wierklech ze analyséieren, wéi séier mer do weiderkommen. Do ass jo och en Avis, dee beim Staatsrot läit, op dee mer waarden. An ech mengen, et geet och drëms ... Well hei sinn Elementer, déi mer elo net considéréiert hunn, wéi zum Beispill och d'Gemengen, déi iwwert de Syvicol representéiert sinn. Dowéinster proposéiere mir, dës net unzehuelen.

Merci.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Här Bauer, proposéiert Der, se net unzehuelen, oder proposéiert Der, se an d'Kommissioun ze verweisen?

M. Maurice Bauer (CSV), rapporteur | Mir proposéieren, se an d'Kommissioun ze verweisen, jo. Pardon.

M. Claude Wiseler, Président | Ok. Gutt. Gëtt et nach Wuertmeldungen zu deem Sujet an dësem Moment?

(Négation)

Dat schéngt mer net de Fall ze sinn. Da géif ech den Här Polidori froen, dorop ze äntweren.

M. Ben Polidori (LSAP) | Jo, merci, Här President. Bon, ech hu probéiert, déi Motioun relativ vag ze halen an eis net ze vill ze engagéieren, well ech mengen, mir haten eng Kéier kuerz driwwer diskutéiert an der Kommissioun.

Bon, mir sollten dann elo nach eng Kéier ..., natierlech, den Detail souwisou, dat steet jo och hei: dass mer den Detail sollten zesummen da kucken. Ech kann awer domadder liewen, dass mer se nach eng Kéier an d'Kommissioun géife mathuelen, well et geet, wéi gesot, hei ëm d'Saach an et wär am Fong net gutt, wa mer déi einfach géife verwerfen. Well dann hu mer awer deem, wat mer wëllen, mengen ech, alleguerten zesummen erreechen, an zwar wierklech eng Gerechtegkeet tëschent de Staats- an de Gemengebeamten ze schafen, net Rechnung gedroen. Dofir akzeptéieren ech déi Propositioun dann, déi mat an d'Kommissioun ze huelen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci. Gëtt et nach Wuertmeldungen? Den Här Minister wëll nach eppes dozou soen.

M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | Also, ech fannen dat eng ganz weis Propos, virun allem well et jo och dann den Inneminister ass, dee mat concernéiert ass. Et ass awer esou, datt eist Zil soll sinn, ze kucken, wéi mer dat méi zesummekréien. Den Ament gëtt effektiv ganz villes, wat d'Gemenge betrëfft, och iwwer Règlement grand-ducal gereegelt a vläicht kann et och eng Léisung sinn, eng gemeinsam Legislatioun do ze fannen. Mee kommt, mir kucken dat dann eng Kéier, well elo spontan heirobber ze reagéieren, gëtt schwéier. Mee mir kënnen dat awer eng Kéier an enger gemeinsamer Kommissioun, wou och dann den Inneminister dobäi ass, emol undiskutéieren a kucken, wat een do misst maachen, fir dat op de Wee ze bréngen, datt mer déi Saache méi séier kënne beieneeféieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Elo ass keng Wuertmeldung méi do.

Da géif ech proposéieren, iwwert déi akzeptéiert weis Propos vum Här Bauer, där den Här Polidori säin Accord ginn huet, ofzestëmmen.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Ech wollt Iech froen, ob Der d'accord sidd, dës Motioun an d'Kommissioun ze renvoyéieren. Wien d'accord ass, streckt d'Hand an d'Luucht.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dann ass dat à l'unanimité ugeholl.

(La motion 1 de M. Ben Polidori est renvoyée à la Commission de la Fonction publique.)

Résolution 1

An da wär deen nächste Punkt d'Resolutioun, Här Polidori. Déi geet à peu près iwwer en änleche Sujet. Da géing ech direkt suggeréieren, datt mer déi d'selwecht behandelen, datt mer déi och mat an d'Kommissioun huelen. Normalerweis ass et net u mir, dat ze proposéieren, mee an dësem Fall, mengen ech, wär dat utile fir weiderzekommen.

Vote sur le renvoi de la résolution 1 en commission

Da géing ech Iech froen: Wie wär domadder d'accord? Dee soll nach eng Kéier d'Hand an d'Luucht hiewen. Merci.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dat ass net de Fall. Dann ass och dës Resolutioun à l'unanimité an d'Kommissioun verwisen.

(La résolution 1 de M. Ben Polidori est renvoyée à la Commission de la Fonction publique.)

7. Ordre du jour

Dann, éier mer zum Schluss kommen, wollt ech nach soen, datt mer haut elo net iwwert déi Resolutioun vum Här Graas schwätzen an déi mam Accord vum Här Graas d'nächst Woch op den Ordre du jour géingen huelen, wann Der domadder d'accord sidd.

(Assentiment)

Ech gesinn, dat ass de Fall. Da soen ech Iech villmools Merci.

Domat wäre mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge si fir den 10., 11. an 12. Dezember virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.53 heures.)

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page
Installation photovoltaïque sur des bâtiments « classés patrimoine culturel national »	1039	Carole Hartmann	89
Projet de logement au centre de Pétange	1225	Marc Goergen	90
Épiceries sociales Caritas	1242	Djuna Bernard	90
Agriculture biologique	1244	Marc Goergen	91
Avis de la Cour internationale de justice sur les conséquences juridiques des politiques et pratiques d'Israël dans les Territoires palestiniens occupés, y compris Jérusalem-Est	1245	Franz Fayot, Yves Cruchten	91
Gouvernance du Laboratoire national de santé	1247	Diane Adehm	92
Nouvel accord salarial pour la fonction publique	1252	Diane Adehm, Marc Lies, Charles Weiler	92
Task Force Ammoniac	1260	Joëlle Welfring	93
Tour de Luxembourg	1270	Charles Weiler	93
Mesures disciplinaires auprès de la Police grand-ducale	1272	Meris Sehovic	94
Centre Oasis à Wiltz	1273	Djuna Bernard	94
Contrôles effectués par l'ITM sur les chantiers	1275	Sven Clement	94
Réunions du Comité d'accompagnement « Travail et cohésion sociale »	1276	Paul Galles	95
Interdiction des élevages de fourrure	1277	Marc Goergen	95
Écharpe de sécurité pour policiers	1280	Marc Goergen	95
Propos récents d'un député au sujet de la Commission consultative des droits de l'homme	1281	Sam Tanson	95
Conflits de compétences entre la CFL et la commune de Schifflange	1284	Marc Goergen	96
Accidents mortels sur le lieu de travail	1285	Mars Di Bartolomeo	96
Bénévolat dans le domaine du sport	1286	Liz Braz	97
Invité lors de la conférence « Climate Change: What Challenges for Science and Society »	1287	Sven Clement	97
Contrôles aux frontières allemandes	1288	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	97
Procédure disciplinaire en cas de non-respect des obligations professionnelles d'un notaire	1290	Sam Tanson	98
Harcèlement au lieu de travail dans la fonction publique et le secteur communal	1291	David Wagner, Marc Baum	98
Subsides accordés pour les projets de rénovation ou de réaménagement d'infrastructures sportives	1292	Nathalie Morgenthaler, Charles Weiler	98
Tapis roulant à l'Aéroport de Luxembourg	1305	Liz Braz	99

Installation photovoltaïque sur des bâtiments « classés patrimoine culturel national » | Question **1039** (19/07/2024) de **Mme Carole Hartmann** (DP)

Le Gouvernement entend mettre en œuvre une panoplie de mesures pour essayer de promouvoir encore davantage l'installation de centrales photovoltaïques (aides étatiques, procédures, etc.) en mettant un accent sur la bâtisse existante. Dans ce domaine, chaque citoyen est en mesure de jouer un rôle actif dans la transition énergétique.

Il me revient cependant que dans de nombreux cas particuliers et notamment en relation avec des bâtiments protégés au niveau communal et/ou national, il n'est pas clair si une installation photovoltaïque peut être installée.

Des renvois de quelques autorités communales aux autorités nationales causent certaines incertitudes dans ce secteur.

Ainsi, il ne semble pas toujours évident de déterminer quels bâtiments « protégés » nécessitent vraiment une autorisation de l'Institut national pour le patrimoine architectural (INPA) avant de pouvoir installer une centrale photovoltaïque, et pour quels bâtiments une simple information à l'INPA est suffisante. Cette « confusion » semble parfois même prévaloir au niveau des autorités communales.

Enfin une question supplémentaire a trait à l'obligation d'évaluations archéologiques prescrite par l'Institut national de recherches archéologiques (INRA) en cas d'installations d'éoliennes ou photovoltaïques en zone verte.

Afin de clarifier les démarches et dans un souci de simplification administrative, les ministres compétents peuvent-ils me fournir des réponses claires sur les dispositions légales et réglementaires applicables et les démarches administratives à effectuer en la matière ainsi que les critères appliqués en cas d'autorisations d'installation de modules photovoltaïques notamment sur des bâtiments protégés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Monsieur le Ministre de la Culture :

1) Quels sont les critères appliqués pour l'autorisation d'installations photovoltaïques sur un bâtiment « classé patrimoine culturel national » ?

2) S'il est clair qu'un bâtiment « classé patrimoine culturel national » nécessite une autorisation de l'INPA pour installer une centrale PV, qu'en est-il exactement des bâtiments « inscrits à l'inventaire supplémentaire » et ceux « bénéficiant d'une protection communale via le plan d'aménagement général d'une commune (PAG) » ?

3) La loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel prévoit un inventaire nouveau et complet pour toutes les communes du pays de tous les bâtiments méritant une protection nationale. Qu'en est-il de l'état d'avancement de ces travaux ?

4) Dans le même ordre d'idées et en me référant à la même loi du 25 février 2022, le concept de l'archéologie dite « préventive » a-t-il des impacts sur des procédures d'autorisations pour des travaux – installations de centrales PV, ou autres – ayant trait à la transition énergétique ?

5) Messieurs les Ministres envisagent-ils de poursuivre leurs efforts de sensibilisation en la matière ?

Réponse (14/11/2024) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) L'approche du Gouvernement concernant l'installation de panneaux photovoltaïques sur des bâtiments protégés consiste à veiller à deux intérêts publics majeurs, à savoir la promotion de la transition énergétique et la protection du patrimoine architectural.

Guidé par cette approche, le Gouvernement accompagne les propriétaires de bâtiments bénéficiant d'une protection nationale dans leurs projets photovoltaïques. Ce faisant, il veille à trouver un juste équilibre entre, d'une part, la préservation du patrimoine, et, d'autre part, les avantages pour le propriétaire, tels que l'amélioration de l'autonomie énergétique, la réduction des factures d'électricité, et la contribution à la réalisation des objectifs climatiques.

Actuellement, le nombre d'immeubles bénéficiant d'une protection au niveau communal et national s'élève à environ 21.000. Le nombre des protections nationales dépasse le nombre de 2.450. Les inventaires scientifiques en cours ne devraient pas augmenter significativement ce chiffre. En revanche, la qualité de la protection devrait être considérablement renforcée par des classements que l'État mettra en œuvre dans les années à venir.

S'il est essentiel, en principe, de préserver le patrimoine national en évitant tout impact visuel significatif sur les bâtiments protégés au niveau national, des exceptions peuvent cependant être envisagées sur les immeubles résidentiels, surtout dans le contexte actuel de transition énergétique, où l'encouragement à la production d'énergies renouvelables devient encore plus crucial.

L'installation de panneaux photovoltaïques sur un bâtiment résidentiel bénéficiant d'une protection nationale est ainsi soumise à la condition que l'impact sur l'apparence du bâtiment soit limité. Cela inclut l'utilisation de matériaux appropriés et une disposition harmonieuse et discrète des panneaux, avec une attention particulière portée aux sections de toiture visibles depuis de la voie publique. L'impact visuel de ces installations sera ainsi évalué au cas par cas, afin de garantir la préservation de l'esthétique et du caractère protégé de l'immeuble.

Les critères techniques guidant le Gouvernement pour autoriser une installation photovoltaïque sur un

bâtiment « classé patrimoine culturel national » sont les suivants :

– L'installation de panneaux doit être réversible ;
– Les panneaux doivent être du type « full black »,
– Les panneaux doivent être parallèles à la toiture, donc en aplat par rapport à la couverture, d'un relief inférieur à 10 cm par rapport aux ardoises, centrés, donc constituer un rectangle harmonieux épousant la toiture, et en aucun cas être installés en escalier ;
– Les panneaux doivent être éloignés de minimum 30 cm de la gouttière et ne pas dépasser la toiture elle-même.

Les dernières innovations et évolutions du marché sont attentivement suivies afin de proposer aux propriétaires-demandeurs des solutions à la fois adaptées et respectueuses du patrimoine.

L'ancien Service des sites et monuments nationaux (SSMN), devenu l'Institut national pour le patrimoine architectural (INPA), accompagne depuis des années les propriétaires de bâtiments protégés dans la planification de centrales photovoltaïques. Une publication du SSMN/INPA, mise à jour régulièrement depuis sa première édition il y a dix ans, informe le public sur les procédures et les bonnes pratiques à suivre (www.inpa.lu).

En ce qui concerne l'accélération de la transition énergétique en général, il convient de souligner que le Gouvernement intensifie ses efforts pour promouvoir la production d'énergies renouvelables, conformément à l'accord de coalition. Dans ce contexte, et afin de simplifier les démarches administratives et d'accélérer ainsi le processus d'autorisation de panneaux photovoltaïques sur les immeubles, le Gouvernement procède actuellement à une évaluation du cadre réglementaire en vigueur. Ainsi, il est prévu de ne plus soumettre à une autorisation de construire, ni à une déclaration de travaux auprès du bourgmestre, l'installation de panneaux solaires d'une puissance jusqu'à 30 kWh sur les toitures de constructions ne faisant pas l'objet d'une protection patrimoniale communale. Des mesures sont également prévues pour simplifier les démarches pour les immeubles dont seuls l'alignement ou le gabarit sont protégés par le PAG.

ad 2) L'INPA, en tant qu'institut culturel de l'État, conseille les propriétaires d'immeubles protégés et avise le Ministre de la Culture qui est seul habilité à autoriser les demandes portant sur les bâtiments bénéficiant d'une protection au niveau national.

Pour les immeubles protégés par le Plan d'aménagement général (PAG), l'installation des panneaux photovoltaïques ne nécessite qu'une autorisation communale, c'est-à-dire une autorisation de construire. Néanmoins, en vertu de l'article 129 de la loi relative au patrimoine culturel, tout projet de démolition, totale ou partielle, et de la transformation de la construction à conserver d'un immeuble protégé par le PAG doit être préalablement signalé au Ministre de la Culture. Une fois informé, le ministre peut dans un délai de trois mois initier une procédure de classement patrimoine culturel national individuel pour le bien en question. Passé ce délai, le projet est supposé agréé.

ad 3) Le travail d'inventorisation scientifique du patrimoine architectural est en cours. L'identification des bâtiments dignes d'une protection nationale a déjà été finalisée dans les communes de Lorentzweiler, Lintgen, Kehlen, Mersch, Fischbach et Helperknapp. Les procédures de classement des bâtiments repérés seront entamées au fur et à mesure.

ad 4) La loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel prévoit en effet que les terrains d'une certaine taille se situant dans la zone d'observation archéologique (ZOA), respectivement se situant dans la sous-zone, doivent être soumis pour évaluation avant le début des travaux. En fonction de la potentialité archéologique, des opérations d'archéologie préventive sous la forme de diagnostics ou de fouilles archéologiques peuvent alors être prescrites.

Le concept de l'archéologie préventive présente l'avantage d'évaluer en amont les projets impactant le sous-sol, réduisant ainsi le risque d'une interruption ultérieure des travaux. Cela vaut également pour les projets ayant trait à la transition énergétique.

L'INRA (Institut national de recherches archéologiques) a mis en place des procédures courtes et claires pour les développeurs de projets photovoltaïques au sol. Afin de guider les développeurs de projets, l'INRA publie sur son site Internet le « guide d'évaluation archéologique des projets d'aménagement » et d'une manière plus générale, la Klima-Agence publie sur son site Internet le « manuel des procédures relatives à la réalisation de projets d'énergies renouvelables », détaillant les différentes étapes et autorisations à parcourir.

ad 5) Oui. Le Gouvernement entend poursuivre dans les mois à venir ses efforts de sensibilisation et d'accompagnement en matière d'installation de centrales photovoltaïques sur les bâtiments protégés, et ce en collaboration étroite avec l'INPA et tous les acteurs impliqués (producteurs d'énergies, OAI, Syvicol, etc.)

Projet de logement au centre de Pétange | Question **1225** (24/09/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Péitenger Zentrum, net wäit vun der Gare, läit eng 5 Hektar grouss Parzell mat der Kadasternummer 1177/8197, déi zënter Joren dem Staat gehéiert. Dës Parzell ass, zesumme mat den Terraine ronderëm, am PAG als Wunnzon klasséiert an se gëtt souguer am Plan directeur sectoriel „Logement" als zone prioritaire d'habitation opgefouert.

An der Äntwert op eng parlamentaresch Fro virun zwee Joer (N° 5766) krute mer d'Informatioun, dass ronn 400 Wunnengen op den Eucosider kéinte stoe kommen. Ech stellen allerdéngs fest, dass op där Parzell bis haut nach keng eenzeg Wunne gebaut gouf.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Wunnengsbau a Landesplanung dës Froe stellen:

1. Wéi ass de Wunnprojet Eucosider zënter menger leschter parlamentarescher Fro weiderkomm? Wat fir eng Reunioune gouf et, wat fir eng Etüde goufe realiséiert a wéi eng Aarbechte goufen um Site gemaach?

2. An der Äntwert op meng lescht Fro gouf geschriwwen:
De Site ass zwar un den CR175 ugebonnen, mee doriwwer eraus momentan schlecht erschloss. De Gabarit vun der Strooss ass vu Péitenger Säit kommend extreem ageschränkt duerch d'Brécken ënnert der Eisebunn, a momentan fir de Schwéierverkéier am beschten iwwert e laangen Ëmwee, vun Nidderkuer kommend, ze erreechen.
[...] An deem Kontext wier et méiglech, d'Ubannung vun dësem Site weesentlech ze verbesseren, andeem z. B. déi aktuell Eisebunnsënnerféierung duerch méi e groussen Ouvrage géing ersat ginn. Ausserdeem kéint eng bestoend Ubannung un de primäre Stroossereseau westlech vum Site ausgebaut ginn. Zousätzlech misst eng Héichspannungs-Stroumleitung verluet ginn, ier de Site kann entwéckelt ginn.
Wéi wäit ass een op dëse Punkte vun den Ëmbauaarbechten?

3. Am Péitenger Gemengerot vum 23. September 2024 gouf informéiert, dass de Site aktuell virun allem als Decharge genotzt gëtt. D'Péitenger Gemeng lount den Terrain hei vum Staat fir ee minimale Montant.
Wat fir eng Sécherheetsbestëmmunge gëlle fir d'Decharge?

Réponse (14/11/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. De Minister Meisch hat virun der Summervakanz en Echange mam Schäfferot vun der Gemeng Péiteng. An deem Kontext ass ënnert anerem de Projet vum PSL Eucosider thematiséiert ginn, esouwéi d'Noutwennegkeet, an dësem Dossier prioritär weiderzekommen. E weesentlecht Element fir d'Entwécklung vun dësem Site ass d'Fro vun der Accessibilitéit.
Wann d'Fro vun der Accessibilitéit gekläert ass, wäert an enger nächster Etapp um Planning vum Site kënne geschafft ginn.

ad 2. Momentan leeft am Kader vum nationale Mobilitéitsplang PNM 2035 am Kordall eng regional Verkéiersetude, dat zesumme mat der Stad Déifferdeng, esouwéi de Gemenge Käerjeng, Péiteng a Suessem (SIKOR). An dëser Etude gëtt och de Site Eucosider a d'Erschléissen iwwert de staatleche Strossereseau consideréiert. Eng Mobilitéitsetude fir de Site selwer wäert déi detailléiert Erschléissung mat Auto, Bus, Vëlo, ... festleeën.
Et ass awer momentan verfréit, fir Léisungen ze presentéieren.

Well de Site Eucosider awer no bei der Gare vu Péiteng läit, bitt et sech un, de Site och iwwert den ëffentlechen Transport ze erschléissen. Esou existéiert nieft de Brécken ënnert der Eisebunn och haut schonns e Souterrain fir Foussgänger a Vëloen op Héicht vun der Nidderkuerer Strooss (CR175).

ad 3. Den Terrain gëtt aktuell un d'Gemeng verlount. D'Gemeng stockéiert hei grad Baumaterial fir ee Strossechantier direkt beim Site.

Épiceries sociales Caritas | Question **1242** (26/09/2024) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

D'sozial Epicerië sinn en noutwennege Bestanddeel vun der Aarmutsbekämpfung zu Lëtzebuerg. Hiert Zil ass et, Ausgrenzung ze bekämpfen, andeems vun Aarmut betraffe Leit Liewensmëttel an Hygiènesartikelen zu Präisser offréiert kréien, déi bis zu 70 % méi gënschteg sinn ewéi a konventionelle Supermarchéen. Zousätzlech gehéieren och sougenannte liewensnoutwenneg Produiten zum Sortiment, déi gratis verdeelt ginn. Soumat gëtt d'Kafkraaft vun de Mënschen a prekäre Situatiounen erhéicht, an den Zougang zu frëschen a qualitativ héichwäertege Produiten erméiglecht. Verschidde sozial Epicerien offréieren zudeem eng Aart „Kleederstuff", wou een d'Méiglechkeet huet, Second-Hand-Kleeder zu niddrege Präisser ze kafen.

Duerch d'Verontreiung vu Gelder bei der Caritas, an enger ugekënnegter Liquidatioun, wäerten op der enger Säit eng Rei Servicer bei déi nei gegrënnten Associatioun „Hëllef um Terrain (HUT)" iwwergoen, déi d'Caritas ab Oktober als Déngschtleeschter fir de Staat ofléist. Op där anerer Säit wäerte Servicer agestallt musse ginn. Obwuel d'Regierung annoncéiert huet, just déi Servicer vun der Caritas weider finanziell ze ënnerstëtzen, déi eng Konventioun mam Staat hunn, huet den Här Familljeminister an enger rezenter Chamberkommissioun ugekënnegt, datt d'sozial Epicerien e wichtege Bestanddeel vun der Aarmutsbekämpfung zu Lëtzebuerg sinn an hie Kontakt mat de betraffene Gemenge géif ophuele fir dofir ze suergen, datt dës wichteg Servicer och an Zukunft weider assuréiert wäerte ginn.

An dësem Kontext erlaben ech mer et, follgend Froen un den Här Familljeminister ze stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt keng sozial Epicerie vun der Caritas zou muss maachen an dat betraffent Personal hir Poste behale wäert? Wa jo, wéi ginn dës Servicer an d'Personal ab Oktober finanzéiert?

2. Huet den Här Minister, ewéi ugekënnegt, Kontakt mat de Gemengen opgeholl, déi eng sozial Epicerie vun der Caritas op hirem Territoire accueilléieren? Wa jo, wou befannen sech déi aktuell Verhandlungen, wat d'Finanzéiere vun de Servicer ubelaangt?

3. Wéi goufen d'Office-sociallen, déi mat sozialen Epiceriё vun der Caritas zesummeschaffen, iwwert déi zukünfteg Zesummenaarbecht informéiert? Huet déi aktuell Situatioun vun der Caritas aktuell en Impakt op d'Clientë vun de sozialen Epicerië vun der Caritas?

Réponse (12/11/2024) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Déi 4 Épiceries sociales vun der Caritas sinn integral vun der Hëllef um Terrain (HUT) ASBL mat hirem Personal iwwerholl ginn.

ad 2. De Minister hat Kontakt mat de Buergermeeschtere vun de concernéierte Gemengen. D'HUT ASBL huet déi 4 Épiceries sociales integral iwwerholl, domadder ware keng weider Verhandlungen néideg.

ad 3. D'Offices sociaux goufe mat enger formeller E-Mail doriwwer informéiert, datt d'HUT ASBL géif d'Aktivitéite vun deene 4 Épiceries sociales iwwerhuelen an datt doduerch d'Aktivitéiten a Servicer vun de betraffenen Épiceries sociales assuréiert wieren. D'Affär ëm d'Caritas hat keen Afloss weeder op de Fonctionnement vun den Épiceries sociales nach op hir Clienten.

Agriculture biologique | Question **1244** (27/09/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den Ausbau vun der Biolandwirtschaft ass wichteg, fir eise Planéit laangfristeg méi nohalteg ze gestalten. Déi vireg Regierung hat sech virgeholl, fir d'Biolandwirtschaft massiv auszebauen, wat allerdéngs an 10 Joer net wierklech gelongen ass. Dat erklärtent Zil am nationale Plang (PAN-Bio 2025), fir 20 % vun de lëtzebuergesche Fläche fir d'Biolandwirtschaft ze notzen, wäert net realiséiert ginn.

Et geet net ouni de Staat: eng Kritick, déi all Joer erëm opkënnt, ass, dass de Staat selwer net genuch mam gudde Beispill virgeet. Esou zum Beispill an de Schoulkantinnen, wou d'Ausschreiwungen net genuch op Bio cibléiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau a fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi vill Fläche ginn aktuell fir d'Biolandwirtschaft reservéiert?

2. Wéi vill Fläche rechent d'Regierung, dass bis Enn 2025 wäerte genotzt ginn?

3. Wäert d'Regierung der Kritick an de Schoulkantinne Rechnung droen a méi Bioliewensmëttel hei ënnerstëtzen? Falls jo,
– wéi vill Geld gëtt heifir méi investéiert an deenen nächste Joren,
– wéi soll sech de Prozentsaz u Bio-Liewensmëttel an de Schoulen entwéckelen?

Réponse (12/11/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Op de Stéchdatum 1.10.2024 gëtt d'certifiéiert Biolandwirtschaft op 9.328 ha vun der nationaler Agrarfläch (SAU – Surface agricole utile) bedriwwen. Dat entspriécht 7,7 % vun der nationaler SAU.

ad 2. Am Réckbléck ka gesot ginn, datt ab dem Akraafttriede vum PAN-Bio 2025 Ufank 2020 bis den 1.10.2024 d'SAU vu 6.324 ha op 9.328 ha eropgaangen ass, dat entspriécht enger Erhéijung vu 47 %. Et ass de Moment nach ze fréi, fir eng genau Prognos fir den Zäitraum 1.10.2024 bis 31.12.2025 kënnen ze treffen.

ad 3. Dank enger innovativer Politick (Food4Future – Towards more sustainable food systems), konnt den Educatiounsministère mat Restopolis den Taux vun de Bioproduiten an de Kantinne vun den ëffentleche Lycéeën (an der Universitéit Lëtzebuerg) zanter 2021 konstant erhéijen. Den honorabelen Deputéierte fënnt déi genee Zuelen an dem ugespéngelten Dokument.

Zanter dem 1. September 2024 kafen alleguer d'Kantinne vu Restopolis iwwert déi digital, dynamesch innovativ Akafsplattform Supply4Future an. Dës Plattform ass fir d'Produzente vun all Gréisst accessibel iwwert de Portail des marchés publics.

Déi wichtegst Krittären, datt d'Offer vun engem Produzent zeréckbehale gëtt, sinn déi kuerz Liwwerweeër an datt et sech ëm lokal produzéiert Bioliewensmëttel handelt. Dës nei Plattform fërdert deemno d'Produktioun vun de lokale Bioproduiten.

Well et awer nach ëmmer vill Produkter gëtt, déi net oder kaum an den néidege Quantitéiten zu Lëtzebuerg produzéiert ginn, huet Restopolis op der Internetsäit www.supply4future.lu eng Opléschtung veröffentlecht mat all de verschiddene Produkter, déi si brauchen.

Op déi Manéier encouragéiert déi nei Plattform och déi lokal Produzente vu Bioliewensmëttel, hir Produktioun auszebauen oder nei Produkter unzebauen.

Unhang:

– Zuelen zu den Akeef vu biologeschen a lokale Produiten ↑

Avis de la Cour internationale de justice sur les conséquences juridiques des politiques et pratiques d'Israël dans les Territoires palestiniens occupés, y compris Jérusalem-Est | Question **1245** (27/09/2024) de **M. Franz Fayot** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Le 19 juillet 2024, la Cour internationale de justice a émis un avis sur « les conséquences juridiques des politiques et pratiques d'Israël dans les Territoires palestiniens occupés, y compris Jérusalem-Est ». Cet avis consultatif comprend non seulement des conséquences importantes pour la protection des droits humains en Palestine, occupée depuis 57 ans par Israël, mais également des conséquences juridiques pour d'autres États quant à leur relation avec l'État d'Israël. Voici un extrait de l'avis :

« La Cour considère que l'obligation de distinguer, dans les échanges avec Israël, entre le territoire propre de cet État et le Territoire palestinien occupé englobe notamment l'obligation de ne pas entretenir de relations conventionnelles avec Israël dans tous les cas où celui-ci prétendrait agir au nom du Territoire palestinien occupé ou d'une partie de ce dernier sur des questions concernant ledit territoire ; de ne pas entretenir, en ce qui concerne le Territoire palestinien occupé ou des parties de celui-ci, de relations économiques ou commerciales avec Israël qui seraient de nature à renforcer la présence illicite de ce dernier dans ce territoire ; ils doivent s'abstenir, dans l'établissement et le maintien de missions diplomatiques en Israël, de reconnaître de quelque manière sa présence illicite dans le Territoire palestinien occupé ; et de prendre des mesures pour empêcher les échanges commerciaux ou les investissements qui aident au maintien de la situation illicite créée par Israël dans le Territoire palestinien occupé. »

Les relations commerciales et les investissements vers le Territoire palestinien occupé sont donc explicitement interdits par la Cour internationale de justice.

D'autre part, s'appuyant sur l'avis cité, l'Assemblée générale de l'UNO a adopté le 18 septembre 2024 une résolution affirmant qu' « Israël est dans l'obligation de mettre fin à sa présence illicite dans le Territoire palestinien occupé dans les plus brefs délais ».

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de relations commerciales ou d'investissements luxembourgeois vers le Territoire palestinien occupé par le biais du LTIO à Tel Aviv ou autres ? Dans l'affirmative, de quelles relations s'agit-il ? Toujours dans l'affirmative, comment le Gouvernement a-t-il réagi face à celles-ci jusqu'à présent ?

2) Quelles mesures Monsieur le Ministre estime-t-il prendre afin d'assurer que l'avis rendu par la Cour internationale de justice le 19 juillet 2024 et la résolution A/ES-10/L.31/Rev.1 soient respectés ?

3) Quelles sont les conséquences de cet avis et de cette résolution au niveau européen et au niveau national ?

4) Le Luxembourg a-t-il entrepris des efforts afin de mettre en place une réunion du Conseil d'association avec Israël ? Le Gouvernement a-t-il connaissance d'autres pays européens voulant actuellement initier une telle réunion ?

Réponse (28/10/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

En date du 30 juin 2023, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a publié une mise à jour de la base de données des entreprises impliquées dans des activités commerciales dans les colonies israéliennes implantées dans le Territoire palestinien occupé. Sur celle-ci ne figure qu'une seule société sise à Luxembourg, que le ministère n'a pas tardé à contacter par lettre datée du 14 juillet 2023, exprimant ses préoccupations quant aux activités de l'entreprise dans le Territoire palestinien occupé et rappelant ses obligations en vertu des principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Depuis lors, le ministère assure le suivi de cette lettre et continue à suivre de près les évolutions en la matière. À part ce cas précis, le ministère n'est pas au courant de relations commerciales ou d'investissements luxembourgeois vers le Territoire palestinien occupé ayant eu lieu par l'intermédiaire du LTIO Tel Aviv ou autres.

Par ailleurs, le ministère tient à rappeler que le Luxembourg a apporté son soutien à la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies A/ES-10/L.31/Rev.1 du 13 septembre 2024, qui vise à donner suite à l'avis consultatif de la Cour internationale de justice. D'ailleurs, il convient aussi de noter que le Luxembourg figurait parmi les États qui avaient soutenu la résolution de l'Assemblée générale A/RES/77/247 du 30 décembre 2022 et, ce faisant, avait sollicité l'avis consultatif de la Cour internationale de justice. Comme il l'a réitéré à plusieurs reprises, le Luxembourg soutient pleinement la Cour internationale de justice, dont il considère le travail comme essentiel.

Voilà pourquoi, au niveau européen, le Luxembourg a exprimé son soutien à la tenue d'un Conseil d'association avec Israël, notamment pour traiter des questions découlant de l'avis consultatif de la Cour internationale de justice. Ce Conseil d'association est en cours de préparation. L'Union européenne est en attente d'une réaction d'Israël sur l'ordre du jour proposé. Lors de son déplacement à Jérusalem fin mai, le Ministre Bettel avait encouragé le Ministre israélien des Affaires étrangères à accepter l'invitation au Conseil d'association.

Le ministère tient à préciser que chaque demande d'autorisation pour l'exportation ou le transit de biens figurant sur la liste militaire de l'UE est analysée au cas par cas par l'Office du contrôle des exportations, importations et du transit (OCEIT) et par sa Direction des affaires politiques. Avant la délivrance d'une autorisation, les obligations internationales du Luxembourg en matière de contrôle d'exportations et de non-prolifération, ainsi que le contexte politique du pays de destination, sont analysés en détail.

Pour ce faire, le MAE se réfère à la position commune 2008/944/PESC du Conseil de l'UE, ainsi qu'aux dispositions des traités et conventions internationaux en matière de désarmement et non-prolifération dont le Luxembourg est membre, y inclus le Traité sur le commerce des armes. Une autorisation est refusée si elle est incompatible avec la position commune ou avec les obligations légales et internationales du Luxembourg. Cette approche s'applique uniformément à tous les pays.

Gouvernance du Laboratoire national de santé | Question **1247** (30/09/2024) de **Mme Diane Adehm** (CSV)

Le Laboratoire national de santé (LNS) est régulièrement pointé du doigt pour certains problèmes au niveau de la gouvernance. Il y a quelques mois, la présidente du conseil d'administration du LNS, Madame Evelin Schröck, a dû démissionner suite à des suspicions de conflits d'intérêt. Monsieur Michel Toungouz Névessignsky, qui avait pris en main la direction du LNS au 1er février 2024, a également démissionné un mois seulement après sa nomination.

D'après nos informations, Monsieur Michel Mittelbronn, qui dirigeait le « National Center of Pahtology », l'un des départements du LNS, a quitté son poste.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer la démission de Monsieur Michel Mittelbronn ?
– Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de son départ ?
– Est-ce que son départ est à voir en rapport avec les problèmes de gouvernance cités ci-dessus ?
– Qui va reprendre le « National Center of Pathology » ?

2) Quelles réflexions sont actuellement en cours pour améliorer la gouvernance du LNS ?

3) Le « National Center of Pathology » est un département particulièrement important du LNS puisque ses missions comprennent notamment le diagnostic des lésions cancéreuses et précancéreuses et le dépistage du cancer du col utérin. Malheureusement, des délais d'attente importants sont bien souvent à déplorer au niveau des résultats des analyses.
– Est-ce que les délais d'attente ont évolué ces six derniers mois ?
– Quels sont les moyens financiers dont dispose ce département pour ses missions ? Comment évoluent ces moyens financiers ?
– Qu'en est-il de l'évolution du personnel travaillant pour ce département du LNS ?
– Qu'en est-il de l'état de l'équipement nécessaire pour mener à bien les analyses ?
– Est-ce que la qualité des résultats des analyses est toujours assurée ?

Réponse (29/10/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Depuis plusieurs mois, des divergences de vue sont apparues entre le Prof. Mittelbronn, la direction et le conseil d'administration concernant le fonctionnement et l'organisation du Centre national de pathologie, et en particulier l'avancement du processus d'accréditation de ses activités. Ces désaccords persistants ont rendu la poursuite de leur collaboration difficile, aboutissant à une décision commune de mettre fin à leur partenariat. Ce départ est également lié aux problèmes de gouvernance dans le cadre des efforts visant à optimiser le fonctionnement du LNS. La réévaluation de l'organisation des différents départements, y compris celui du Centre national de pathologie, a révélé des défis structurels et de gestion. En réponse, la direction, en concertation avec le conseil d'administration, a proposé des mesures de restructuration visant à renforcer l'efficacité et à soutenir les efforts de qualité, qui restent une priorité absolue. Actuellement, deux pathologues possédant l'expertise technique et l'expérience nécessaires assurent la direction intérimaire du département, en attendant le recrutement d'un nouveau chef de département.

ad 2) En 2023, le conseil d'administration a mis en place un changement de gouvernance en instaurant une direction composée d'un directeur général, soutenu par un directeur des opérations et un directeur administratif et financier. Une révision complète des activités médicales, scientifiques et administratives du LNS a entraîné des restructurations, toujours en cours, avec des premiers résultats visibles, notamment une réduction des délais d'attente en pathologie. Par ailleurs, le conseil d'administration, en collaboration avec la direction, a également lancé une revue stratégique afin d'aligner la stratégie de l'établissement sur les priorités nationales. Le recrutement d'un nouveau directeur général est en cours.

ad 3)
– Le Centre national de pathologie est composé de deux services : le Service de cytologie gynécologique et le Service d'anatomie pathologique.

En cytologie gynécologique, les délais se situent entre un et quatre jours, donc parfaitement dans les délais des standards internationaux. Ce service est accrédité et entièrement digitalisé utilisant des équipements et solutions de pointe.

En anatomie pathologique, une différenciation est faite entre les cas urgents et les cas non urgents :

• Pour les cas urgents, le délai de réponse est en moyenne de trois jours.
• Pour tous les autres cas : les délais de réponse ont été considérablement réduits et se situent actuellement entre cinq et six jours, ce qui est dans les standards internationaux. Cette amélioration résulte d'une réorganisation interne et de l'optimisation des processus, toujours en cours.

– Sur base des dispositions de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale finance en partie les équipements innovants mis en place. L'exploitation du Centre national de pathologie est financée par la Caisse nationale de santé (CNS) depuis 2018 suite à la nomination du Laboratoire national de santé en tant que centre de diagnostic pour la génétique et l'anatomopathologie. L'évolution du budget accordé par la CNS tant au niveau des investissements, des frais de personnel et des autres frais de fonctionnement pour le Centre national de pathologie depuis 2022 est fournie ci-dessous ↑.

– Voici le détail des postes alloués par la CNS au Centre national de pathologie ↑. Pour 2024, 99,69 ETP ont été alloués. Au 14 octobre 2024, le centre compte 93,89 ETP. Des recrutements sont en cours pour pourvoir les postes vacants.

– De manière générale, le LNS dispose d'un équipement de haute qualité. Néanmoins, des efforts soutenus sont déployés pour favoriser l'automatisation et améliorer en permanence les équipements, afin de continuer à garantir un service de qualité.

– Alors que les délais d'attente se sont améliorés sur base de la réorganisation mise en œuvre, il y a lieu de souligner que les équipes du LNS sont hautement qualifiées, expérimentées et motivées à fournir un service optimal aux patients. Cette excellence est confirmée par des évaluations régulières et de nombreux audits réalisés par des experts nationaux et internationaux. L'accréditation ISO 15189 du Service de cytologie gynécologique, qui sera également étendue au Service d'anatomie pathologique (en cours d'accréditation), illustre l'engagement du LNS envers la qualité des analyses au service du patient.

Nouvel accord salarial pour la fonction publique | Question **1252** (30/09/2024) de **Mme Diane Adehm** | **M. Marc Lies** | **M. Charles Weiler** (CSV)

Le 9 décembre 2022, le Ministre de la Fonction publique de l'époque et la Confédération générale de la fonction publique (CGFP) signaient un nouvel accord salarial pour la fonction publique, valable pour les années 2023 et 2024. Cet accord, dont la mise en œuvre au niveau législatif est en cours, a pour vocation de s'appliquer au secteur communal par principe d'assimilation.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

– Est-ce que le Gouvernement peut donner une estimation quant au délai prévu pour la mise en procédure des textes législatifs relatifs au secteur communal ?

– Du fait d'une entrée en vigueur tardive de l'accord salarial conclu fin 2022, il va être nécessaire pour les communes de procéder à de nombreux recalculs. Est-ce qu'il ne serait pas judicieux de viser dans le futur une mise en procédure parallèle des textes législatifs pour éviter que le secteur communal doive attendre la fin de la mise en œuvre de l'accord salarial pour la fonction publique ?

Réponse (28/10/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

Le régime de rémunération des fonctionnaires communaux est fixé en exécution de l'article 22 de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux par règlement grand-ducal, « par assimilation, en principal et accessoires, modalités et délais, à celui des fonctionnaires de l'État, en tenant compte, le cas échéant, de la situation spéciale de la fonction communale ».

Le même principe est appliqué aux employés communaux, dont le régime et les indemnités sont fixés par

assimilation à ceux des employés de l'État. Il est à noter que les modifications découlant d'accords salariaux dans la fonction publique étatique, ayant trait au statut des fonctionnaires de l'État, sont transposées dans la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux.

Il résulte du principe d'assimilation des agents communaux au personnel de l'État en matière de rémunération qu'il n'existe pas de négociations salariales propres pour le secteur communal. Les différentes mesures d'un accord salarial, fixées par des dispositions légales suite aux négociations entre le Gouvernement et la CGFP, auxquelles ni le Ministère des Affaires intérieures, ni le Syvicol, ni les organisations syndicales représentant le personnel communal, ne sont associés, sont transposées soit par un projet de loi, soit par un projet de règlement grand-ducal. Il importe de constater à ce sujet que le principe d'égalité de traitement entre agents publics étatiques et communaux, exigé et contrôlé rigoureusement par le Conseil d'État, impose un parfait parallélisme de dispositions légales ou réglementaires applicables au personnel communal avec celles régissant la section étatique de la fonction publique. Il en résulte que la transposition d'un accord salarial dans la fonction publique étatique dans le secteur communal ne peut s'écarter des dispositions étatiques que si la différence de traitement découle de spécificités communales. C'est donc dans le souci de garantir le parfait parallélisme entre les textes légaux et réglementaires, applicables au personnel de l'État et ceux concernant le personnel communal, que les travaux de transposition des textes étatiques dans le secteur communal sont opérés sur base des versions des projets de loi étatiques, engagés dans la procédure législative.

La transposition des textes étatiques dans le secteur communal doit tenir compte de la situation spéciale de la fonction communale, notamment au niveau des autorités publiques concernées et au niveau des carrières spécifiquement communales. Les documents y afférents, élaborés par le Ministère des Affaires intérieures, sont soumis pour avis à la commission centrale. Les textes définitivement arrêtés sont par la suite engagés dans la procédure législative ou réglementaire après leur approbation par le Gouvernement en conseil.

Il résulte donc de l'essence du principe de l'assimilation des agents communaux au personnel étatique en matière de rémunération, un décalage en ce qui concerne l'entrée en vigueur des différents textes. Il importe toutefois de constater que les lois ou règlements applicables au personnel communal rétroagissent toujours à la même date que les textes étatiques.

Les ministères des Affaires intérieures et de la Fonction publique s'apprêtent à explorer des modalités de collaboration permettant non seulement de réduire sensiblement les délais de décalage de l'entrée en vigueur de mesures salariales dans les deux sections de la fonction publique, mais également de tenir compte dans la mesure du possible des spécificités communales lors des négociations salariales.

Pour ce qui est de la transposition de l'accord salarial du 9 décembre 2022, il y a lieu de constater que les augmentations de la valeur des points indiciaires y prévues sont automatiquement applicables aux fonctionnaires et employés communaux. Les points 3, 4 et 11 de l'accord salarial visé, portant notamment sur l'augmentation de la valeur de la majoration d'échelon et des pourcentages d'attribution des postes à responsabilités particulières y afférents font l'objet d'un projet de règlement grand-ducal, qui a été engagé dans la procédure réglementaire au mois de septembre 2023, dans le cadre de laquelle le Ministère des Affaires intérieures est actuellement en attente de l'avis du Conseil d'État.

Les mesures découlant des points 5 et 10 de l'accord salarial du 9 décembre 2022, faisant l'objet du projet de loi n° 8377, seront transposées dans le secteur communal par un projet de règlement grand-ducal, qui est actuellement élaboré par le Ministère des Affaires intérieures.

Task Force Ammoniac | Question **1260** (01/10/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

En mars 2024, Madame la Ministre de l'Agriculture a invité les représentant.e.s de l'agriculture au Landwirtschaftsdësch en présence du Ministre de l'Environnement. Lors de cette réunion, les participant.e.s ont entre autres discuté le sujet des émissions d'ammoniac et ont décidé la mise en place d'une Task Force Ammoniac. Cette dernière réunira des expert.e.s et professionnel.le.s dans le but d'évaluer et de promouvoir les nouvelles technologies et d'élaborer, en concertation avec le secteur, des stratégies opérationnelles visant à diminuer efficacement les émissions d'ammoniac au niveau des exploitations agricoles.

À l'issue du Landwirtschaftsdësch, le Ministre de l'Environnement a annoncé que « ses services travailleront en étroite collaboration avec le Ministère de l'Agriculture dans l'objectif de peaufiner certaines dispositions légales perçues comme trop contraignantes par le secteur agricole ». Selon le communiqué de presse, « la collaboration visée par le Ministère de l'Environnement concerne en premier lieu la construction en zone verte ainsi que les mesures facilitant la mise en œuvre de la législation européenne visant la réduction des taux d'ammoniac et de nitrate ».

Sur invitation de Madame la Ministre, la Task Force Ammoniac a participé à un voyage d'études aux Pays-Bas et en Allemagne, du 23 au 25 septembre courant. Selon le communiqué de presse rendant compte de cette visite, la Task Force est composée de représentant.e.s du Ministère de l'Agriculture, de l'ASTA, du SER, de la Chambre d'Agriculture, de CONVIS ainsi que d'un représentant de Luxinnovation.

Force est de constater que malgré le fait que le Ministre de l'Environnement a visé une collaboration avec le Ministère de l'Agriculture dans le domaine de la réduction des taux d'ammoniac, le Ministère de l'Environnement ne semble pas être représenté dans la Task Force.

Selon le communiqué de presse précité, les membres de la Task Force mèneront un travail d'analyse sur les solutions observées lors du voyage, afin d'identifier les meilleures approches pour l'agriculture luxembourgeoise. L'objectif serait de proposer « des technologies et méthodes pertinentes et économiquement viables qui permettront au Luxembourg de réduire ses émissions d'ammoniac de manière durable, sans mettre en péril les autres objectifs environnementaux ».

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer que le Ministère de l'Environnement et/ou ses administrations ne font pas partie de la Task Force Ammoniac ? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons ?

2) Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que la présence d'expert.e.s du domaine de l'environnement est nécessaire pour l'identification de solutions qui mèneront à une réduction des émissions d'ammoniac tout en respectant les autres objectifs environnementaux ?

3) Combien de réunions de la Task Force ont eu lieu jusqu'à présent et quelles organisations et administrations ont été invitées à chaque réunion ?

4) Par quels moyens Madame la Ministre envisage-t-elle d'intégrer les sujets de la protection de l'air, de l'eau et du sol dans les travaux de la Task Force Ammoniac ?

5) Quel est le calendrier prévu pour les travaux de la Task Force ?

Réponse (29/10/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Madame la Ministre confirme que le Ministère de l'Environnement ne fait pas partie de la Task Force Ammoniac.

La composition a été décidée au « Landwirtschaftsdësch » et il a été choisi de se concentrer sur des aspects techniques agronomiques, en collaboration avec les agriculteurs et les experts du secteur.

ad 2) Je tiens à rassurer l'honorable Députée, Madame Welfring, que des experts compétents et reconnus, issus du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture ainsi que de ses administrations et de la profession agricole, participent activement aux travaux de la Task Force. Ces fonctionnaires et experts hautement qualifiés, bénéficiant également d'une solide formation scientifique, veillent à ce que les mesures proposées soient non seulement efficaces, mais aussi conformes aux méthodologies en vigueur. Ces spécialistes s'assurent que les solutions mises en place contribuent à la réduction des émissions d'ammoniac dans le secteur agricole, tout en respectant les autres objectifs environnementaux.

ad 3) À ce jour, quatre réunions de la Task Force Ammoniac ont eu lieu. Cette Task Force inclut des représentants du Ministère de l'Agriculture et de ses administrations, ainsi que des délégués de la Chambre d'Agriculture et de CONVIS, l'association des éleveurs. Parallèlement à ces sessions plénières, des groupes de travail restreints se sont également réunis pour traiter des questions spécifiques et approfondir les aspects techniques particuliers, dans le but de proposer des solutions ciblées et adaptées.

ad 4) La mission principale de la Task Force étant de réduire les émissions d'ammoniac issues de l'agriculture, nous veillons également à intégrer la protection de l'environnement dans son ensemble. Cette approche holistique prend en compte tous les impacts environnementaux dans les propositions de mesures éventuelles.

ad 5) Il a été convenu lors du « Landwirtschaftsdësch » qu'un rapport intermédiaire sera présenté en décembre.

Tour de Luxembourg | Question **1270** (02/10/2024) de **M. Charles Weiler** (CSV)

De Skoda Tour de Luxembourg, deen all Joer am September stattfënnt, ass e renomméiert internationaalt Sportsevenement, wat vill professionell Cyclisten aus der ganzer Welt zesummebréngt. Och dëst Joer hunn Top-Cyclisten op Weltniveau ëm den Titel gekämpft.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madame delegéiert Ministesch fir Medien a Connectivitéit, un den Här Sportsminister an un den Här delegéierte Minister fir Tourismus stellen:

1. Zu Lëtzebuerg gëtt de Skoda Tour de Luxembourg vun RTL diffuséiert. Wéi vill Tëleesspectateuren hunn d'Course dëst Joer verfollegt? Wéi huet sech dës Zuel an de leschten zéng Joer entwéckelt?

2. Wien iwwerdréit d'Course am Ausland? A wéi vill Länner gëtt d'Course iwwerdroen? Gëtt et Informatiounen iwwert d'Zuel vun den auslänneschen

Tëleesspectateuren? Wéi huet sech dës Zuel an de leschten zéng Joer entwéckelt?

3. Gëtt et Informatiounen iwwert d'Zuel vun de Spectateuren, déi d'Course op der Plaz suivéiert hunn?

4. A wéi engem Mooss dréit esou en Evenement zur Attraktivitéit vu Lëtzebuerg als Reesdestinatioun bäi?

Réponse (07/11/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports | **M. Eric Thill,** Ministre délégué au Tourisme | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1. An der Moyenne gouf de Skoda Tour de Luxembourg ronn 2.800-mol den Dag op rtl.lu an RTL Play gestreamt, mat enger maximaler Streamunzuel vun 3.429 den 18. September, den éischten Dag vun der Course, an engem Minimum vun 1.887 Streams den 21. September. Zu den Zuele vum lineare Fernsehempfang gëtt et keng präzis Donnéeën. Deemno gëtt et och keng Zuelen zu den Tëleesspectateuren aus de leschten zéng Joren.

ad 2. De Skoda Tour de Luxembourg ass vun den Televisiounssenderen a Streaming-Plattformen Eurosport, Max/Discovery, L'Équipe a FloSport am Ausland iwwerdroe ginn. Doduerch sinn d'Biller vun der d'Course an insgesamt 74 Länner weltwäit gewise ginn.

Insgesamt 8 Millioune Tëleesspectateuren aus Europa hunn déi fënnef Etappe vum Skoda Tour de Luxembourg iwwert de lineare Fernsehempfang vun Eurosport suivéiert. Zu den Online-Streaming-Zuele vun Eurosport, deenen aneren Televisiounssenderen a Streaming-Plattformen, an de Tëleesspectateuren ausserhalb vun Europa gëtt et keng präzis Donnéeën. Deemno gëtt et och keng Zuelen zu den Tëleesspectateuren aus de leschten zéng Joer.

ad 3. Doduerch, dass et sech bei enger Vëloscourse ëm eng Sportsmanifestatioun handelt, déi fräi zougänglech an ouni Ticket kann op der Plaz suivéiert ginn, gëtt et keng präzis Zuele vun de Spectateuren, déi sech d'Course laanscht Streck ugekuckt hunn.

ad 4. Vun alle grousse Sportsmanifestatiounen eegnen sech besonnesch professionell Vëloscourssen, fir op der Televisioun iwwerdroen ze ginn, fir op déi Manéier deem Land, wou d'Manifestatioun organiséiert gëtt, nieft dem sportlechen Aspekt, och eng international Visibilitéit ze ginn. Biller vun de 5 Etappe queesch duerch déi verschidde Regioune vu Lëtzebuerg goufen heiheem an am Ausland op der Televisioun gewisen. Op déi Manéier ass Lëtzebuerg zousätzlech als Vakanzendestinatioun valoriséiert ginn. Auslännesch Spectateuren hu gesinn, wéi flott an ofwiesslungsräich d'Landschaften zu Lëtzebuerg sinn a wéi ofwiesslungsräich den historeschen a kulturelle Patrimoine vum Land mat senge ville Buergen a Schlässer ass.

Mesures disciplinaires auprès de la Police grand-ducale | Question **1272** (02/10/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

An engem rezente Pressebäitrag gëtt opgeworf, dass de Lëtzebuerger Policegewerkschaftsverband SPFP der Police virwerft, de Generalsekretär vun der Policegewerkschaft SNPGL mat ongerechtfäerdegten Disziplinarmoossnamen ze schikanéieren, fir säi méigleche Récktrëtt ze provozéieren. Dëse Konflikt hätt ugefaang wéi hien E-Bikes vun enger Gemeng ugeholl huet, fir Patrullen ze fueren, well d'Police selwer keng zur Verfügung gestallt huet, wat zu Disziplinarmoossname gefouert huet. Den SPFP mengt, datt dëst bewosst gemaach gëtt, fir hie wéinst senger gewerkschaftlecher Roll ze diskreditéieren.

An dësem Kontext erlaben ech mer, follgend Froen un den Här Inneminister ze stellen:

1. Wéi schätzt de Minister d'Virwërf an, datt Disziplinarmoossname benotzt géife ginn, fir e Gewerkschaftsleader ze schwächen? Ass dëst als en Afloss op d'Gewerkschaftsfräiheet ze wäerten?

2. Wat sinn déi intern Mechanismen, déi solle sécherstellen, dass Disziplinarverfaren net als Schikan kënne genotzt ginn?

3. Wéi rechtfäerdegt d'Polizeidirektioun den Uerder, d'E-Bikes zeréck ze ginn, a gouf dës Decisioun iwwerpréift?

Réponse (25/10/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. De Generaldirekter huet d'Aufgab dofir ze suergen, dass d'Polizisten sech un d'Disziplinarreegelen halen. Wann hie Kenntnis dovun huet, dass e Polizist sech am Kader vu senger Aarbecht net un dës Reegele gehal huet, onofhängeg dovun ob een e Gewerkschaftsmandat huet oder net, befaasst hien d'Generalinspektioun vun der Police matt enger Instruction disciplinaire, wou d'Faite genee analyséiert ginn. Déi Faiten, déi an der parlamentarescher Fro opgeworf sinn, hu mengem Verständnis no net mat deem Concernéierte senger Aktivitéit an der Gewerkschaft ze dinn, mee mat senger Aarbecht als Polizist. Am Kader vun der Disziplinarprozedur ass net virgesinn, dass de Minister iwwert d'Ouverture vun enger Disziplinarprozedur informéiert gëtt an hie kann sech och net améschen.

ad 2. Wéi schonn an der Äntwert op d'Fro 1 gesot, gëtt all Instruction disciplinaire géint e Polizist vun der Inspection générale de la police, enger onofhängeger an onparteiescher Instanz gemaach.

Wann d'Faiten esou grave sinn, dass de Polizist eng méi schwéier Strof risquéiert, gëtt zousätzlech eng Instruktioun duerch de Conseil de discipline gemaach.

Weider Mechanismen, fir déi betraffe Beamten ze schützen, sinn déi verschidde Recoursméiglechkeeten, jee no der Strof, déi gesprach gouf.

Zu allerlescht kann de Beamten natierlech och nach virum Tribunal administratif kloen.

ad 3. D'Decisioun vun der Policedirektioun berout op de Prinzippien, déi am Deontologieskodex vun der Police stinn, ënner anerem den Artikel 5 „Integritéit an Onbestiechlechkeet", den Artikel 9 „Onofhängegkeet" souwéi den Artikel 10 „Impartialitéit". No deene Prinzippien, déi all Polizist ze respektéieren huet, hätten déi E-Bikes der Aschätzung vum Generaldirektor no net dierfen ugeholl ginn.

Centre Oasis à Wiltz | Question **1273** (02/10/2024) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Am Kontext vun der Caritas-Affär huet d'Regierung an de leschte Woche reegelméisseg op Nofro hin ënnerstrach, datt keng national konventionéiert Servicer vun der Caritas zu Lëtzebuerg agestallt géife ginn. Eis ass allerdéngs zu Ouere komm, datt ënnert anerem am Inklusiounszentrum Centre Oasis zu Woolz all Coursen, déi vu Freelancer offréiert goufen, bis op Weideres annuléiert goufen. De Centre Oasis setzt sech besonnesch fir de sozialen Zesummenhalt an der Gesellschaft an d'Integratioun an, an offréiert soziokulturell a pädagogesch Aktivitéiten, ewéi zum Beispill Sproochecoursen a Formatiounen. Den Zentrum, deen et säit méi wéi 20 Joer gëtt a bis haut 7.500 Leit mat 73 verschiddenen Nationalitéiten empfaangen huet, riicht sech virun allem un d'Bierger.innen am Norde vum Land a schafft mat Acteuren, ewéi de Gemengen oder Schoulen, zesummen.

An dësem Kontext erlaben ech mer et, follgend Froen un den Här Familljeminister ze stellen:

1. Kann den Här Minister bestätegen, datt d'Servicer vum Centre Oasis, déi bis dato vu Freelancer assuréiert goufen, agestallt goufen? Wa jo, gedenkt den Här Minister, hei anzegräifen an d'Weiderféiere vun dëse wichtege Servicer fir den Zesummenhalt an d'Integratioun an eiser Gesellschaft ze assuréieren?

2. Gëtt et nach aner Servicer am Land, déi betraff sinn an och agestallt goufen oder wäerte ginn, obwuel et sech ëm national konventionéiert Servicer handelt?

Réponse (12/11/2024) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Fir d'éischt ass ze ënnersträichen, dass am Kader vum Transfert vun der Konventioun vun der Fondation Caritas, ënner déi och eng Rei Aktivitéite vum Centre Oasis falen, ob HUT ASBL, dat konventionéiert Personal vum Centre Oasis integral iwwerholl gouf.

Wat déi vun der honorabeler Deputéiert ugeschwaten Aktivitéite betrëfft, sou war am Accord mat der Direktioun vum Centre Oasis decidéiert ginn, déi betraffen Aerobics- a Bitzcoursen, déi bis dato vu Freelancer assuréiert goufen, opgrond vun der méi niddreger Demande, net weiderzeféieren.

D'Fërdere vum Zesummeliewen an d'Stäerke vun der sozialer Kohäsioun stelle ganz kloer Prioritéite fir de Familljeministère duer. Mam Gesetz vum interkulturellen Zesummeliewen ass de Kader geschafe ginn, fir d'Zesummeliewen op nationalem wéi lokalem Niveau geziilt ze promouvéieren. Duerch spezifesch Instrumenter, wéi dem Gemengepakt, ënnerstëtzt a begleet de Ministère d'Gemenge bei der Ëmsetzung vu konkreete Moossnamen, sief et z. B. am Beräich vum Kampf géint Diskriminatioun, d'Stäerke vun der Biergerbedeelegung op lokalem Plang, d'Organisatioun vun interkulturellen Aktivitéiten, oder nach d'Promotioun vu sougenannten „tiers lieux", d. h. inklusiv Plazen, wou d'Bierger sech kënne begéinen a gemeinsam Aktivitéite kënnen organiséiert ginn.

ad 2. Wéi annoncéiert, huet déi nei ASBL Hëllef um Terrain all déi konventionéiert Servicer iwwerholl. Dem Familljeministère ass kee Fall bekannt, wou dëst net geschitt wier.

Contrôles effectués par l'ITM sur les chantiers | Question **1275** (02/10/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Op Chantiere gi reegelméisseg Kontrollen duerchgefouert, dës kënne vun der Police oder der ITM gemaach ginn. Gëtt d'Kontroll vun engem Beamte vun der Police grand-ducale duerchgefouert, ass et üblech, dass Persounen, déi verdächtegt ginn, un enger Infraktioun bedeelegt ze sinn, iwwert hir Verdeedegungsrechter informéiert ginn. Dozou gehéiert d'Recht ze schweigen, net ze kooperéieren an sech net selwer ze belaaschten. D'Beamte kënnen eng Persoun also duerno ënner Ëmstänn net méi ouni Weideres esou einfach interrogéieren, well eng concernéiert Persoun op hir Rechter zréckgräift.

Am Kontext vun der Aarbecht vun der ITM ass et bekannt, datt hir Inspekteren Infraktiounen am Code du travail feststellen, déi och zu Sanktiounen, wéi am Gesetz virgesinn, féiere kënnen. Och si kënne Persounen, déi verdächtegt ginn, un enger Infraktioun bedeelegt ze sinn, interrogéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Fro stellen:

– Hunn d'Inspektere vun der ITM déi selwecht Direktiv fir Persounen, déi verdächtegt ginn, un enger

Infraktioun bedeelegt ze sinn, iwwer hir Rechter ze informéieren an dëst ze dokumentéieren?

• Wa jo, wéi gëtt dëst dokumentéiert?

• Wann nee, firwat ginn dës Grondrechter net respektéiert?

Réponse (15/10/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

Laut den Dispositioune vum Code de procédure pénale mussen d'Beamte vun der Police grand-ducale d'Persounen, déi verdächtegt ginn, un enger Infraktioun bedeelegt ze sinn, iwwert hir Verdeedegungsrechter informéieren.

Dës Dispositioune vum Code de procédure pénale applizéieren sech net fir d'Inspektere vun der ITM.

Fir d'Inspektere vun der ITM applizéieren sech d'Dispositioune vun de Konventiounen N° 81 an N° 129 vun der OIT (Organisation internationale du travail), déi vu Lëtzebuerg ratifizéiert gi sinn, an d'ITM Kader-Gesetz (Artikelen L. 611-1 bis L. 615-2 vum Aarbechtsgesetzbuch).

Laut dësen Dispositioune kënnen d'Inspektere vun der ITM, d'Employeuren an d'Salariéë sämtlech Froen am Kader vun hiren Aarbechtsaktivitéite stellen, fir iwwerpréiwen ze kënnen, ob d'Reegele betreffend d'Aarbechtsbedéngungen an déi vun der Sécherheet a Gesondheet op der Aarbecht respektéiert ginn.

Am Fall, wou Infraktioune constatéiert ginn, kënnen d'Employeuren an d'Salariéë vun der ITM opgefuerdert ginn, sech innerhalb vun engem Delai vun op d'mannst 8 Deeg ze regulariséieren. Falls dat net geschitt, kann d'ITM hinnen eng Geldstrof verhänken an/oder am Fall vun Infraktiounen, wou penal Strofe virgesi sinn, dem Procureur d'État e Procès-verbal zoukomme loosse fir eventuell penal Poursuitten.

Réunions du Comité d'accompagnement « Travail et cohésion sociale » | Question **1276** (02/10/2024) de **M. Paul Galles** (CSV)

Am Kader vum Rapport „Travail et cohésion sociale" vum Statec gouf an der leschter Legislatur ee Comité d'accompagnement organiséiert. Menger Kenntnis no huet säit dem Legislaturwiessel keng Reunioun méi stattfonnt.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus stellen:

– Ass et virgesinn, dass de Comité d'accompagnement am Kader vum Rapport „Travail et cohésion sociale" erëm zesummekënnt?

Réponse (31/10/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Jo, dëse Comité d'accompagnement fir de Rapport „Travail et cohésion" wäert erëm zesummekommen.

Interdiction des élevages de fourrure | Question **1277** (03/10/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Virun e puer Joren haten d'Piraten eng Diskussioun iwwert d'Pelzverkafsverbuet an der Chamber ugestouss. An enger Aktualitéitsstonn zum Theema gouf vun eiser Säit eng Motioun (N° 3031) proposéiert, an där d'Regierung opgefuerdert gouf, de Verkaf vun Zuuchtpelzer ze verbidden. Dës Motioun gouf net vun de Majoritéitsparteien ugeholl.

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 5214 hat den deemolege Landwirtschaftsminister dunn informéiert, dass hien den 28. Juni um EU-Agrarministerrot, zesumme mat 5 anere Ministeren, eng Initiativ iwwert de Verbuet vun der Pelzdéierenzuucht an der EU virgestallt huet. „Dës Delegatioune waren sech eens, dass d'Haltungskonditioune vun de Pelzdéieren net kompatibel mat minimalen Ufuerderungen un den Déiereschutz sinn, dass d'Zuucht an d'Déide vun Déieren nëmme fir hire Pelz eethesch net vertrietbar sinn, an dass dofir d'Pelzdéierenzuucht an der EU sollt progressiv verbuede ginn. [...] Eng ganz Rei vun EU-Memberstaaten ënnerstëtzen ee Verbuet vun der Pelzdéierenhaltung an der EU."

Zum aktuellen Zäitpunkt reegelt d'lëtzebuergescht Déiereschutzgesetz, dass d'Produktioun vu Pelzer zu Lëtzebuerg verbueden ass. Dës Reegelung verbitt awer net de Verkaf vu Pelz, deen aus dem Ausland importéiert gëtt. Deemno gëtt d'Pelzindustrie an déi domadder agoend Déierequälerei just an aner Länner verlagert.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch informéieren, wéi de Stand vun der Initiativ iwwert de Verbuet vun der Pelzdéierenzuucht an der EU ass?
Wéi vill Reunioune gouf et zënter der Äntwert op d'Fro 5214?

2. Ënnerstëtzt déi aktuell Regierung d'Demarche vun der Virgängerregierung?

3. Wéi eng Partnerlänner huet de Minister identifizéiert, déi d'Approche vum Pelzverbuet deelen?

Réponse (24/10/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Am Joer 2022 ass eng Europäesch Biergerinitiativ (ECI) mat dem Titel „Fur Free Europe" enregistréiert ginn. D'EU-Kommissioun huet dorops am Dezember 2023 geäntwert a verschidden Aktioune virgeschloen.

Ënner anerem ass d'EFSA vun der EU-Kommissioun mandatéiert ginn, fir e wëssenschaftlechen Avis ze ginn iwwert den Déiereschutz an der Pelzdéierenzuucht. Dësen Avis soll 2025 veröffentlecht ginn.

Weiderhin hat d'EU-Kommissioun ugekënnegt, dass si eng Evaluatioun wäert maache vun der EU-Labeling-Verordnung fir Textilien, an d'Méiglechkeet wäert ënnersichen, fir en obligatoresche Labeling vun der Präsenz vun Déierepelz a Kleeder anzeféieren.

Schliisslech soll d'EU-Kommissioun fir 2026 eventuell e legislative Virschlag virbereeden, deen e Verbuet vun der Pelzdéierenzuucht wéi och vum Handel mat Déierepelzer an der EU kéint virschloen.

Um Niveau vun den EU-Ministeren ass de Sujet déi leschte Kéier am Juni 2023 diskutéiert ginn, op Basis vun enger gemeinsamer Ufro vun Däitschland, Éisträich an Holland, ënnerstëtzt vun der Belsch, Zypern, Tschechien, Estland, Litauen, Lëtzebuerg, Slowakei a Slowenien.

Dës Länner hunn sech dofir ausgedréckt, dass d'EU-Kommissioun en EU-wäite Verbuet vun der Pelzdéierenzuucht an hiren zukünftege legislative Virschléi am Beräich Déiereschutz sollt integréieren.

ad 2. Déi aktuell Regierung ënnerstëtzt d'Initiativ vun der viregter Regierung, wat de Verbuet vun der Pelzdéierenzuucht an der EU ubelaangt.

ad 3. Verschidden EU-Memberstaaten ënnerstëtzen de Verbuet vun der Pelzdéierenzuucht an der EU, ënner anerem déi Länner, déi am Punkt 1 opgezielt sinn.

Donieft hunn och nach Kroatien, Irland, Italien, Lettland a Malta op nationalem Plang d'Pelzdéierenzuucht verbueden.

Écharpe de sécurité pour policiers | Question **1280** (03/10/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der däitscher Press gëtt beriicht, dass d'Polizist:innen am Saarland an Zukunft wäerte mat engem spezielle Schal equipéiert ginn, deen si viru Messerattacken um Hals schütze soll. Dëst, fir d'Sécherheet vun den Agenten ze verbesseren, nodeems et an der Vergaangenheet Messerattacken op Poliziste gouf.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi bewäert déi lëtzebuergesch Police d'Approche am Saarland?

2. Wäerten och eis Polizist:inne mat esou engem Schal equipéiert ginn a bis wéini soll dëst geschéien? Falls nee, firwat net?

Réponse (23/10/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

D'Police grand-ducale verwent, wéi hir saarlännesch Kolleegen, Sécherheets-Buffen, déi zënter 2021 un all d'Kommissariater verdeelt goufen. De selwechte Buff ass säit 2022 och en Deel vun der Ausrüstung vun de Policeschüler.

Propos récents d'un député au sujet de la Commission consultative des droits de l'homme | Question **1281** (03/10/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Récemment le député ADR Tom Weidig a publié un post sur les réseaux sociaux dans lequel il accuse la présidente de la Commission consultative des droits de l'homme (CCDH) d'être l'ennemie de la démocratie et de la liberté d'expression et conclut que la commission est une institution superflue.

Face à la multiplication des agressions verbales de représentants du parti ADR à l'encontre des institutions étatiques et de leurs représentant.e.s, il est impératif de s'interroger sur l'impact de tels propos sur la perception des institutions démocratiques par les citoyen.ne.s. Les attaques récentes contre la CCDH, une institution indépendante et garante des droits fondamentaux, soulèvent des inquiétudes quant à la défense des valeurs démocratiques.

Au vu de ce qui précède, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

1) Monsieur le Premier ministre entend-il prendre publiquement la défense de la CCDH et de sa présidente face aux attaques récentes émises par le député Weidig ?

2) Monsieur le Premier ministre envisage-t-il de rappeler publiquement l'importance de la CCDH dans la défense des droits fondamentaux ?

Réponse (11/10/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre

Le Premier ministre tient à souligner qu'il ne partage nullement les propos de l'honorable Député qui qualifie la Commission consultative des droits de l'homme en tant qu'« ennemie de la démocratie ».

Bien au contraire, la profonde conviction du Premier ministre et de tous les membres du Gouvernement est qu'une démocratie ne peut exister que si elle se fonde sur de fortes valeurs et principes qui garantissent la dignité humaine et les libertés fondamentales inscrites dans notre Constitution. La CCDH forme une pierre angulaire dans la défense de ces valeurs.

Depuis la toute première déclaration au nom du Gouvernement, le Premier ministre a exprimé publiquement son soutien indéfectible à la défense des

droits humains et de la démocratie. Par ailleurs, ces positions ont été rappelées lors de multiples discours médiatisés, à l'occasion du premier discours sur l'état de la nation, des festivités de la fête nationale et de la visite de Sa Sainteté le Pape François 1er. Et le Premier ministre ne cessera jamais de rappeler ces points pour autant et pour aussi longtemps qu'il soit nécessaire.

Enfin, il convient de rappeler qu'un projet de loi ayant justement comme objectif de renforcer le rôle de la Commission consultative des droits de l'homme en la rattachant à la Chambre des Députés sera soumis sous peu au Conseil de Gouvernement.

Conflits de compétences entre la CFL et la commune de Schifflange | Question **1284** (03/10/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Virun zwou Wochen huet d'Zuchstreck tëscht Esch a Beetebuerg misse gespaart ginn, well eng Fënster vun der Foussgängerbréck iwwert der Schëfflenger Gare op d'Gleiser gefall ass.

Souwuel d'CFL, wéi och d'Schëfflenger Gemeng goufe Méint virdrun iwwert déi lasse Fënster informéiert, mee déi Verantwortlech waren sech net eens, wien hei zoustänneg ass a schlussendlech gouf einfach ofgewaart an näischt ënnerholl, wat zu engem Tëschefall gefouert huet, deen hätt kéinte verhënnert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wien ass am Fall vun der Schëfflenger Passerell zoustänneg fir den Ënnerhalt, d'Reparaturen an d'Erhale vun der Sécherheet vum Material: d'CFL oder d'Gemeng?

2. Kann d'Ministesch erklären, ob d'Reegel an alle Gemengen hei am Land déi nämmlecht ass, wat den Entretien vu Passerelle betrëfft?

Réponse (30/10/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Am Fall vun der Passerell tëschent der Avenue de la Résistance an der Avenue de la Libération zu Schëffleng sinn d'Verantwortunge fir den Ënnerhalt, d'Reparaturen an d'Erhale vun der Sécherheet duerch eng Konventioun tëschent dem Staat Lëtzebuerg, der CFL an der Gemengeverwaltung Schëffleng vum 26. September 2019 gereegelt.

An dëser heescht et am Artikel 11. – Responsabilités: „La commune fait usage de la passerelle et des ses abords (i. e. des ascenseurs, des escaliers, des trottoirs, des aires de verdure) [...] à ses risques et périls."

Am Artikel 12. Entretien heescht et: „Considérant que la passerelle et ses abords [...] sont destinés principalement à l'utilisation de la population riveraine locale, la commune prend en charge les travaux d'entretien tels que détaillés ci-après.

Les travaux d'entretien courants de la passerelle et de ses abords (i. e. des ascenseurs, des escaliers, des trottoirs, des aires de verdures) [...] qui sont à effectuer par la commune comportent notamment :

– le nettoyage régulier ;
– le ramassage et l'enlèvement des déchets ;
– la fourniture, la pose et le vidage de poubelles ;
– le nettoyage périodique des grilles d'écoulement et des siphons ;
– le déneigement et le salage ;
– la fourniture, la pose et l'entretien de toute signalétique. La commune maintien la passerelle et ses abords constamment en bon état de viabilité et de propreté. [...]

Les menus travaux de réfection (p. ex. remplacement d'éléments endommagés, installations d'éclairages, remplacement de paroi en verre sérigraphié, remise de peinture, etc.) engendrés par l'utilisation de la passerelle et de ses abords sont effectués par la commune. Les frais de ces travaux sont pris en charge par la commune. [...]

L'entretien constructif de la passerelle est assuré par les CFL. Il comporte les travaux de grosses réparations et de renouvellement des différents éléments de la passerelle, les ascenseurs, les installations d'éclairage et des escaliers nécessaires par suite de vétusté."

ad 2. D'Verantwortung fir den Entretien vun aner Passerelle si vu Fall zu Fall duerch Konventioune gereegelt, a kënne jee no Ëmstänn variéieren.

Accidents mortels sur le lieu de travail | Question **1285** (03/10/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Il ressort du rapport annuel 2023 de l'Association d'assurance accident (AAA) que le nombre d'accidents liés à l'activité professionnelle est resté stable par rapport à l'année 2022 (17.409 accidents reconnus).

Par contre, en ce qui concerne les accidents mortels sur le lieu du travail, leur nombre a presque doublé en 2023 par rapport aux années 2021 et 2022 passant de 10 respectivement 11 à 19 l'année passée.

1) J'aimerais dès lors savoir des membres du Gouvernement s'ils disposent de données précises concernant cette évolution qui ne répond pas à la « vision zéro » de l'AAA.

2) Quelle est la nature et quelles sont les circonstances de ces malheureux accidents mortels en relation avec le lieu de travail ?

3) Comment Monsieur le Ministre s'explique-t-il cette recrudescence des accidents de travail mortels ?

4) Quelles mesures sont envisagées le cas échéant pour contrecarrer cette évolution ?

Réponse (11/11/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Même s'il est vrai que le nombre d'accidents mortels a fortement chuté entre 2021 et 2022, il y a lieu de préciser que cette baisse est partiellement due aux mesures liées à la pandémie de Covid-19, telles que les restrictions économiques et l'essor du télétravail. En effet, à titre de comparaison, en 2017 et 2018, le nombre de décès était supérieur à 20.

Depuis le lancement de la stratégie nationale VISION ZERO en 2016, le taux de fréquence des accidents du travail manifeste une tendance notable à la baisse. Entre 2016 et 2019, ce taux a déjà enregistré une diminution significative, passant de 5,06 % à 4,54 %. Par la suite, en raison de la pandémie et des mesures qui en ont découlé, tant le nombre d'accidents du travail que le taux de fréquence ont fortement chuté, rendant difficile toute comparaison des statistiques résultant de la période de 2020 à 2022 avec celles des années précédentes. Il est toutefois rassurant de constater qu'en 2023, malgré la levée des restrictions sanitaires et l'augmentation du nombre de travailleurs-unité, le nombre d'accidents du travail ainsi que le taux de fréquence sont restés stables par rapport à 2022.

Il ressort de cette évolution que les mesures mises en place dans le cadre de la stratégie nationale VISION ZERO commencent à porter leurs fruits. L'objectif principal demeure, à moyen et long terme, de réduire davantage le taux de fréquence des accidents et d'éviter complètement les accidents graves et mortels. Cet objectif ne pourra être atteint qu'en poursuivant et en intensifiant les initiatives existantes en matière de sécurité et de santé au travail.

ad 2) Avant toute chose, il convient de préciser que les 19 dossiers mortels reconnus en 2023 se répartissent en accidents du travail, accidents de trajet et une maladie professionnelle. Ensuite, il est important de mettre en relation le nombre de décès et leur lien avec l'activité professionnelle exercée.

Ainsi, parmi les 19 dossiers mortels reconnus, 9 sont des accidents du travail au sens strict, tandis que 9 accidents se sont produits sur le trajet assuré, c'est-à-dire sur le trajet d'aller ou de retour, entre la résidence et le lieu de travail. En outre, un décès est imputable à une maladie professionnelle.

Sur les 9 accidents du travail, 4 décès sont dus à une mort naturelle survenue sur le lieu de travail. Un cinquième décès a été causé par un accident de la circulation survenu lors d'un déplacement professionnel. Un accident s'est produit à l'étranger lors d'essais sur un circuit de course, causant le décès des deux occupants du véhicule. Restent deux accidents mortels qui se sont produits respectivement dans le secteur agricole et dans celui de la construction.

Sur les 9 accidents de trajet, 3 décès sont dus à une mort naturelle survenue sur le chemin du travail. Les 6 autres accidents de trajet ont été provoqués par des collisions.

Enfin, une personne est décédée d'une maladie professionnelle due à une exposition à l'amiante.

ad 3) Il est renvoyé aux réponses aux questions 1 et 2 pour l'appréciation du terme « recrudescence » et les explications quant aux accidents ayant eu lieu.

ad 4) Au cours des dernières années, de nombreuses mesures ont été mises en place pour renforcer la sécurité et la santé au travail, à travers des efforts de contrôle et de prévention bien définis.

L'ITM a intensifié les inspections régulières et inopinées des chantiers et des entreprises pour vérifier la conformité aux normes de sécurité. Ces contrôles portent notamment sur le port des équipements de protection individuelle, la conformité des installations et le respect des mesures de sécurité en vigueur. Afin de s'adapter aux évolutions des pratiques professionnelles et des nouvelles technologies, le cadre légal est régulièrement revu.

L'objectif est d'assurer un suivi rigoureux des normes afin de diminuer les accidents du travail, y compris les accidents mortels.

Des mesures de prévention ont également été mises en place pour sensibiliser et former les acteurs du monde du travail aux risques professionnels. Des campagnes de sensibilisation, développées en étroite collaboration avec les partenaires clés en matière de sécurité et de santé au travail, rappellent régulièrement aux employeurs et aux salariés l'importance des bonnes pratiques. Des formations ciblées sont organisées, visant également à renforcer les compétences en prévention des risques. En outre, la deuxième phase de la stratégie nationale VISION ZERO, couvrant la période 2023-2030, concrétise encore cet engagement préventif. Elle se concentre sur les secteurs à haut risque, tels que la construction, le parachèvement et l'agriculture, en déployant des conseils spécialisés, des programmes de formation adaptés et des initiatives spécifiques pour sensibiliser les travailleurs.

Des actions supplémentaires ciblent les accidents de trajet, avec des campagnes de sensibilisation à la sécurité routière prévues, dont une nouvelle campagne qui sera lancée en 2025 en collaboration avec les acteurs du secteur.

Bénévolat dans le domaine du sport | Question **1286** (03/10/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

De Benevolat spillt an der Gesellschaft eng wichteg Roll. Ouni den Engagement vun de Fräiwëllege wiere vill Aktivitéiten an Aktiounen net méiglech; eng ganz Partie Organisatioune kéinten net fonctionéieren.

An hirem Koalitiounsaccord huet d'Regierung ugekënnegt, dass si de Benevolat besser wëll ënnerstëtzen andeems déi verschidden Instrumenter an Offere weider strukturéiert ginn. Dofir soll en interministerielle Comité an d'Liewe geruff ginn, dee soll Proposen ausschaffen, fir de Benevolat besser ze promouvéieren an d'Konditiounen ze verbesseren.

Bei der Enquête iwwert de Benevolat, déi vun TNS ILRes am Optrag vum Familljeministère duerchgefouert an am Fréijoer 2022 virgestallt ginn ass, goung ënnert anerem och rieds vun enger besserer Ofsécherung an enger adequater Assurance accident a Responsabilité civile fir Benevollen.

Dozou wollt ech dem Här Sportminister follgend Froe stellen:

– Wéi ass d'Fro vun der Ofsécherung an de Regime vun der Assurance accident a Responsabilité civile fir Benevollen am Moment am Sport gereegelt?

– Wéi eng Leit, wéi eng Géigestänn, wéi eng Beräicher an Aktivitéiten a wéi eng Risquë sinn ofgeséchert?

– Wéi si punktuell Benevollen ofgeséchert, déi z. B. den Transport vun de Spiller mat assuréieren oder soss ronderëm Matcher oder Sportsmanifestatiounen eng Hand upaken oder och privat Material zur Verfügung stellen?

– Wien a wat ass iwwert d'Clibb respektiv d'Federatiounen ofgeséchert?

– Wien dréit d'Käschte vun dësen Assurancen?

Réponse (04/11/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

Den Artikel 12 vum ofgeännerte Sport-Gesetz vum 3. August 2005 seet:

„Dans l'intérêt de la couverture des risques de responsabilité civile des organismes sportifs, des dirigeants sportifs, des sportifs licenciés et de collaborateurs bénévoles occasionnels, et de la couverture du risque d'accidents individuels des dirigeants sportifs, des sportifs licenciés, et de collaborateurs bénévoles occasionnels, lors des activités sportives, l'État souscrit un ou plusieurs contrats d'assurance auprès d'une ou de plusieurs entreprises d'assurance agréées ou autorisées au Grand-Duché de Luxembourg. Les contrats d'assurance peuvent être adaptés aux différentes disciplines sportives."

De Staat huet an deem Kontext verschidde Versécherungen, fir e breede Spektrum vun Acteuren am Lëtzebuerger Sport ze schützen.

D'Oplëschte vun all den Detailer a Konditioune vun dëse Versécherunge kann een um Internetsite https://sports.public.lu/fr/programs/assurances.html noliesen.

Am Resumé kann ee 4 verschidden Assurancen ervirhiewen:

Responsabilitéitsversécherung

Dës Versécherung deckt déi finanziell Konsequenze vu kierperleche Schied oder Saachschied, déi un Drëttpersoune verursaacht ginn, wéi zum Beispill am Kader vun:

– sportlechen Aktivitéiten (Competitiounen, Trainingen asw.);
– net sportlechen Aktivitéiten am Zesummenhang mat sportlechen Evenementer;
– der Participatioun u Generalversammlungen oder Reunioune vum Verwaltungsrot, Kommissiounen oder Aarbechtsgruppe vum COSL, de Federatiounen oder Veräiner;
– dem Gebrauch vu Raimlechkeeten oder Terrainen, déi de Federatiounen oder Veräiner gehéieren;
– Trajeten am Zesummenhang mat sportlechen Evenementer.

D'Versécherung deckt och d'Schied, déi um Trajet fir op d'Manifestatiounen oder Reuniounen an ëmgekéiert entstinn, an/oder wann en anere Versécherten op de Site vun der Manifestatioun oder Reunioun transportéiert gëtt.

Veséchert sinn ënner anerem:

– lizenzéiert Sportler;
– Arbitteren an Offizieller, d'Traineren, Erzéier, Instrukteren an all aner Persoun, déi un der sportlecher, medezinnescher oder technescher Betreiung vun de versécherte Sportler deelhëlt;
– d'Membere vun de Verwaltungsréit, Kommissiounen a Gruppe vum COSL, de Sportfederatiounen a Veräiner, souwéi all aner Persoun, déi vereenzelt un de versécherten Aktivitéiten deelhëlt;
– d'Participanten un de Fräizäit-Sportpromotiounsdeeg, déi ënner der Schiermherrschaft vum Versécherungsneemer organiséiert ginn.

Onfallversécherung

Dës Versécherung deckt besonnesch kierperlech Verletzungen, déi duerch eng sportlech Aktivitéit entstinn am Kader vu Competitiounen, Trainingen oder anere sportlechen Evenementer.

D'Versécherung berechtegt nëmmen zu enger Entschiedegung, wann eng deelweis permanent Onfäegkeet vun op d'mannst 11 % formell duerch e Medezinner festgestallt gëtt .

Zousazversécherung vun der Caisse de secours mutuels des sportfs „CSMS"

D'CSMS iwwerhëlt zum Beispill d'Differenz vun de Käschten, déi net vun der CNS oder CMCM iwwerholl gi fir:

– medezinnesch, physiotherapeutesch a pharmazeutesch Traitementer,
– ë. a. Zännprotheesen, orthopädesch Protheesen, Bréller, Ambulanzkäschten.

Veséchert si lizenzéiert Sportler (Kompetitioun oder Fräizäitsport) vun de Federatiounen, déi Member bei der CSMS sinn.

Kaskoversécherung fir sportlech Dirigenten

De Staat iwwerhëlt och nach d'Käschte vun enger Kaskoassurance, déi vum COSL ofgeschloss gouf zugonschte vu sportlechen Dirigeantë vun de Federatiounen oder de Veräiner an deckt materiell Schied, Brand, Déifstall a Glasschued u Gefierer, déi benotzt ginn, fir op offiziell Evenementer ze fueren. Dofir mussen awer verschidde Konditiounen erfëllt sinn.

Nieft dëse Versécherungen, déi vum Staat iwwerholl ginn, hunn awer déi meescht Federatiounen a Veräiner nach eege Versécherungen ofgeschloss. Doriwwer huet de Sportsministère keng Informatioun.

Invité lors de la conférence « Climate Change: What Challenges for Science and Society » | Question **1287** (03/10/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Universitéit Lëtzebuerg huet fir de 7. Oktober eng Konferenz mam Titel „Climate Change: What Challenges for Science and Society" organiséiert. Als Gaaschtsprriecher gouf den Här Petre Roman, fréiere Premier vu Rumänien, agelueden. Wärend mir d'Onofhängegkeet vun der Universitéit an hir wëssenschaftlech Integritéit respektéieren, werfen d'Hannergrënn vum Här Roman e puer Froen op.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Héichschoul a Fuerschung dës Froe stellen:

1. War de Minister sech bewosst, dass den Här Roman am Moment an eng Enquête a Rumänien involvéiert ass wéinst méigleche Verbrieche géint d'Mënschlechkeet am Joer 1990?

2. Huet d'Regierung iergendeng Roll bei der Organisatioun vun dësem Evenement gespillt oder d'Invitatioun vum Här Roman beaflosst?

3. Gëtt et Richtlinnen oder Prozedure vun der d'Universitéit Lëtzebuerg, déi d'Auswiel vu Gaaschtspriecher fir akadeemesch Evenementer reegelen, besonnesch am Hibléck op hiren Hannergrond an hir Expertisen am jeeweilege Beräich?

4. Wat ass d'Positioun vum Minister bezüglech der Participatioun vu Regierungsmemberen un dësem Evenement, am Liicht vun de genannte Circonstancen?

Réponse (22/10/2024) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

Als Éischt sief preziséiert, dass d'Konferenz mam Titel „Climate Change: What Challenges for Science and Society" de 7. Oktober 2024 net stattfonnt huet.

Weeder d'Regierung nach de Ministère fir Fuerschung an Héichschoul ware bei der Planung an der Organisatioun vun deem Evenement involvéiert oder aktiv.

D'Universitéit Lëtzebuerg ass en Établissement public, deen eng eege Personnalité juridique huet an autonom ass. Deemno organiséiert d'Universitéit Lëtzebuerg reegelméisseg Konferenzen, ouni dass de Ministère fir Fuerschung an Héichschoul implizéiert ass oder d'Konferenze validéiere muss. Esou Evenementer, déi vum akadeemesche Personal organiséiert ginn, fanne statt am Kader vun de Missioune vun der Universitéit, déi soll zur sozialer, kultureller a wirtschaftlecher Entwécklung vu Lëtzebuerg bäidroen.

Am Aklang mam Prinzipp vun der akadeemescher Fräiheet ënnerstëtzt d'Leedung vun der Universitéit esou Evenementer, mee et gëtt keng zentral Prozedure fir hir Virbereedung, mat Ausnam vu protokollaresche Prozedure fir Evenementer, bei deenen de Grand-Duc, Ministeren oder aner héich Representantë vum Staat deelhuelen.

Contrôles aux frontières allemandes | Question **1288** (03/10/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Die deutsche Bundespolizei hat nach Ausweitung der Grenzkontrollen Mitte September 2.448 unerlaubte Einreisen nach Deutschland festgestellt. 1.546 Personen seien nach dem illegalen Grenzübertritt zurückgeschickt worden, teilte das Bundespolizeipräsidium in Potsdam mit. 69 Menschen waren demnach mit einer Wiedereinreisesperre belegt und wurden daher an der Grenze zurückgewiesen. 49 Schleuser wurden festgenommen. Seit dem 16. September werden an sämtlichen deutschen Grenzen Kontrollen durchgeführt, um die Zahl unerlaubter Einreisender einzudämmen. Neu sind die Kontrollen an den

Landgrenzen zu Dänemark, Belgien, den Niederlanden und unserem Land.

An den Grenzen zu Polen, Tschechien, Österreich und der Schweiz wird schon länger kontrolliert. Die Maßnahme ist zunächst auf sechs Monate befristet.

1. In diesem Zusammenhang möchten wir vom Herrn Minister für innere Angelegenheiten wissen, ob diese Statistiken je nach Landesgrenze aufgeschlüsselt sind.

2. Wie sehen gegebenfalls die Zahlen für unsere gemeinsamen Grenzen mit Deutschland aus?

Réponse (28/10/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Ich kann bestätigen, dass die deutsche Polizei eine Aufschlüsselung der Statistiken nach Landesgrenze macht.

ad 2. Zunächst einmal möchte ich betonen, dass ich die Kontrollen an den Binnengrenzen des Schengen-Raums missbillige und eine Verstärkung der Kontrollen an den Außengrenzen fordere. Die Einhaltung des Schengen-Abkommens hat für die luxemburgische Regierung absolute Priorität. Es muss verhindert werden, dass in den Köpfen der Menschen wieder Grenzen geschaffen werden. Statt der Wiedereinführung von Binnengrenzen im Schengen-Raum bedarf es einer europäischen Lösung und eines besseren Schutzes der EU-Außengrenzen.

Was die Umsetzung der Kontrollen an den Grenzen angeht, ist es wichtig, dass unnötige Störungen des grenzüberschreitenden Verkehrs vermieden und die Auswirkungen auf den Alltag der Menschen in der Grenzregion so gering wie möglich gehalten werden. Ich bin in regelmäßigen Abständen diesbezüglich mit Bundesinnenministerin Nancy Faeser sowie mit den Innenministern der angrenzenden Bundesländer Rheinland-Pfalz und Saarland, Michael Ebling beziehungsweise Reinhold Jost, in Kontakt.

Das Zahlenmaterial spezifisch für unsere gemeinsamen Grenzen mit Deutschland wurde bei der deutschen Polizei angefragt. Zum jetzigen Zeitpunkt liegen die entsprechenden Zahlen mir aber noch nicht vor.

Das Bundesinnenministerium hat laut eigener Aussage im ersten Monat nach Beginn der Kontrollen an den deutschen Westgrenzen rund 1.000 Menschen zurückgewiesen. Seit Beginn der Kontrollen am 16. September bis zum 20. Oktober wurden ungefähr 1.700 unerlaubte Einreisen festgestellt und rund 30 Schleuser entdeckt.

Eine Veröffentlichung der Bilanz der Grenzkontrollen mit den Gesamtzahlen der Bundespolizei wird am 1. November 2024 erwartet.

Procédure disciplinaire en cas de non-respect des obligations professionnelles d'un notaire | Question **1290** (04/10/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 0751, Madame la Ministre a confirmé qu'une procédure disciplinaire a été engagée à l'encontre de la Présidente de la Chambre des Notaires.

De même, Madame la Ministre a annoncé qu'une clarification est à apporter, lors de la réforme visant la modernisation du notariat, quant à la délégation des pouvoirs d'instruction et de saisine du Président de la Chambre des Notaires à un autre membre de la Chambre des Notaires, prévue actuellement à l'article 88 de la loi du 9 décembre 1976 sur l'organisation du notariat.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Quelles sont les conclusions retenues par la procédure disciplinaire entamée par la Chambre des Notaires à l'encontre de sa présidente ?

2) Quel est l'état d'avancement des travaux relatifs à la modernisation du notariat ? Quand le projet de loi en question sera-t-il déposé à la Chambre des Députés ?

Réponse (28/10/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1) Selon les informations obtenues de la Chambre des Notaires, la procédure disciplinaire suit toujours son cours.

ad 2) Les travaux relatifs à la modernisation du notariat sont en cours. Des entrevues avec la Chambre des Notaires ont lieu régulièrement. À ce stade, il n'est pas encore possible d'indiquer une date pour le dépôt du projet de loi.

Harcèlement au lieu de travail dans la fonction publique et le secteur communal | Question **1291** (04/10/2024) de **M. David Wagner** | **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Selon des informations relayées par la presse un climat de travail difficile règnerait à l'administration communale de Contern. De nombreux.ses collaborateurs.rices de l'administration auraient fait état d'un environnement de travail marqué par la peur, la délation et la diffamation. Ces conditions de travail hostiles auraient déjà entrainé un taux de rotation élévé au niveau des collaborateurs.rices de l'administration communale de Contern.

Tout en sachant que le climat de travail à l'administration communale de Contern ne relève pas forcément des compétences de Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de Monsieur le Ministres des Affaires intérieures, nous voudrions leur poser les questions suivantes au sujet des dispositifs de prise en charge de victimes d'harcèlement sur le lieu de travail qui sont proposés aux fonctionnaires et employé.e.s publics et communaux :

1) Messieurs les Ministres sont-ils au courant des accusations au sujet du climat de travail dans l'administration communale de Contern ? Messieurs les Ministres sont-ils intervenus respectivement comptent-ils intervenir pour établir les faits dans cette affaire ?

2) À combien de reprises le Service psychosocial de la fonction publique chargé de la prévention de risques psychosociaux dans la fonction publique a-t-il été saisi depuis sa création ?

3) Le service en question est-il également compétent pour des cas de harcèlement dans les administrations communales ? Dans l'affirmative, à combien de reprises a-t-il été saisi par des fonctionnaires, employé.e.s et salarié.e.s communaux ?

4) Dans la négative, quels sont les organes compétents dans la prise en charge de victimes d'harcèlement dans les administrations communales ? À combien de reprises ces organes ont-ils été saisis par le passé ?

5) Le Service psychosocial de la fonction publique respectivement un autre organe compétent ont-ils été saisis dans l'affaire prémentionnée ? Dans l'affirmative, quelles démarches et mesures ont été mises en œuvre ?

6) Messieurs les Ministres peuvent-ils me fournir une ventilation des mesures de protection (prise en charge psychothérapeutique, sanction disciplinaire, conciliation, etc.) mises en place par les services compétents dans les cas de harcèlement pour lesquels ils ont été saisis ?

Réponse (04/11/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Entre-temps, le Ministère des Affaires intérieures a été contacté par la bourgmestre de la commune de Contern et un syndicat. Une entrevue a eu lieu avec la bourgmestre. Une autre entrevue avec le Collège échevinal et le syndicat aura lieu prochainement.

Une entrevue avec les deux parties aura lieu prochainement. Par après, le ministère décidera des suites éventuelles à donner.

À cet égard, il importe de relever que la loi n'attribue pas de compétence au Ministre des Affaires intérieures en matière de gestion du personnel communal. En effet, la loi communale modifiée dispose en son article 57 que la direction et la surveillance du personnel relèvent du Collège échevinal en sa qualité de chef d'administration. L'article 37 de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, qui définit le droit de réclamation du fonctionnaire communal, dispose que l'agent communal, qui estime que ses droits statutaires ont été lésés, peut s'adresser au Collège des bourgmestre et échevins. Au cas où la réponse du Collège ne lui donne pas satisfaction, il lui est loisible de s'adresser au Ministre des Affaires intérieures. Le cas échéant, le Ministre des Affaires intérieures, après avoir demandé aux autorités communales de prendre position au sujet des reproches formulés par l'agent communal, procède à une analyse juridique de la situation et fait parvenir ses conclusions aux deux parties concernées.

ad 2) Depuis sa création fin 2015, environ 3.900 agents se sont adressés au Service psychosocial du Ministère de la Fonction publique. À ces consultations individuelles s'ajoutent de nombreuses interventions en équipe, y inclus la résolution de conflits, l'analyse des risques psychosociaux ou des formations qui font partie des outils de prévention des risques psychosociaux.

ad 3) et 4) Le Service psychosocial est compétent pour la prévention des risques psychosociaux dans la fonction publique étatique et communale, ceci dans une optique d'accompagnement des chef(fe)s d'administration qui ont comme obligation d'assurer la sécurité et la santé de tout agent (y inclus dans le contexte harcèlement). Le Service psychosocial est aussi compétent dans la prise en charge psychologique des agents en souffrance (sous le secret professionnel). Le Service psychosocial ne peut et ne sait ni enquêter, ni juger, ni prendre de décisions dans le contexte du harcèlement.

Les interventions dans un contexte de conflit au travail représentent la majorité des motifs pour lesquels le Service psychosocial a été contacté jusqu'à présent. Parmi l'ensemble des demandes, on peut noter qu'environ 10 % émanent du secteur communal.

ad 5) Vu que les agents s'adressent au Service psychosocial en toute confidentialité, nous ne disposons pas des informations demandées par les honorables Députés.

ad 6) Nous ne disposons pas de données statistiques dans les domaines visés.

Subsides accordés pour les projets de rénovation ou de réaménagement d'infrastructures sportives | Question **1292** (04/10/2024) de **Mme Nathalie Morgenthaler** | **M. Charles Weiler** (CSV)

En application du douzième programme quinquennal d'infrastructures sportives, le Gouvernement est autorisé à subventionner, du 1er janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2027, la réalisation de nouvelles infrastructures sportives mais aussi les projets de rénovation ou de réaménagement d'infrastructures existantes. Ces subventions, qui ont pour objectif de développer et

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

promouvoir la pratique du sport, sont accordées par Monsieur le Ministre des Sports sous forme de subventions en capital sans que l'aide puisse dépasser 35 pour cent du montant susceptible d'être subventionné – d'autres plafonds s'appliquant pour les projets à intérêt régional ou à intérêt national.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

– Comment est calculé le pourcentage final des subsides accordés pour les projets de rénovation ou de réaménagement d'infrastructures existantes ?
• Dans le cas de la rénovation d'un hall sportif par exemple, est-ce que le montant des subsides dépend du revêtement qu'il est proposé de renouveler ?
• Compte tenu de l'usure rapide de certains revêtements, à quelle fréquence est-il possible de faire une demande de subside pour le même projet de rénovation ou de réaménagement ?
• Compte tenu du fait que la pratique de certaines activités sportives conduit à une usure plus rapide de certains revêtements, est-ce qu'il ne serait pas opportun de revoir le montant des subsides à la hausse en fonction des activités sportives effectivement pratiquées dans les halls sportifs à rénover ?

Réponse (04/11/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

– Le pourcentage des subventions accordées varie en fonction de la portée du projet : jusqu'à 35 % pour les projets à caractère communal, jusqu'à 50 % pour les projets à caractère régional et jusqu'à 70 % pour les projets d'envergure nationale.

• Non.

• En application de la loi du 21 juillet 2023, qui autorise le Gouvernement à octroyer des subventions dans le cadre du douzième programme quinquennal d'infrastructures sportives, le maître d'ouvrage est tenu de mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer le bon fonctionnement, l'entretien, et la surveillance des infrastructures lors de leur utilisation. Cette obligation s'étend sur une période de dix ans pour les projets de petite envergure et de vingt ans pour les projets de grande envergure.

• Mes services entretiennent très régulièrement des échanges avec les maîtres d'ouvrage, ce qui leur permet de relever certains points perfectibles dans le cadre du programme quinquennal actuel. Par conséquent, une phase de réflexion est déjà en cours au sein de mes services afin d'envisager des améliorations pour le prochain 13e plan quinquennal.

Tapis roulant à l'Aéroport de Luxembourg | Question **1305** (07/10/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

Le tapis roulant à l'Aéroport de Luxembourg, censé acheminer les voyageurs vers les différentes portes d'embarquement de la première extension, est régulièrement hors service. Les interruptions partielles, voire générales du tapis ne gênent non seulement le flux des voyageurs, mais constituent surtout une source de désagrément pour les personnes à mobilité réduite.

Récemment, le tapis roulant en question fait l'objet de travaux d'envergure.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Quel a été le pourcentage de la durée d'interruption partielle respectivement générale du tapis roulant sur les cinq dernières années ?

– À combien s'élèvent les dépenses affectées à la maintenance respectivement à la réparation dudit tapis sur la même période ?

– Au vu de la dégradation du service fourni aux voyageurs, la société d'exploitation de l'aéroport lux-Airport a-t-elle entre-temps changé le fournisseur responsable du maintien du tapis ?

Réponse (08/11/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Deputée s'enquiert sur le fonctionnement du tapis roulant à l'Aéroport de Luxembourg.

Les renseignements obtenus auprès de lux-Airport relèvent qu'actuellement aucun changement de prestataire de maintenance n'est prévu. Ce dernier est également le fabricant et l'installateur des équipements.

La redevance annuelle pour le contrat d'entretien et de dépannage du tapis roulant en question est de 3.892 euros par an.

Une commande de 67.000 euros a été passée en août 2024 pour effectuer le remplacement et l'amélioration des éléments identifiés par des experts comme étant la cause des défaillances.

La disponibilité du tapis roulant en question sur les cinq dernières années est de 62 %.

Ce symbole renvoie à une information complémentaire (hyperlien, tableau, graphique, annexe) dans la version numérique de la question parlementaire. Pour y accéder, veuillez vous rendre sur www.chd.lu et introduire le numéro de la question respective dans le champ de recherche.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

- per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
- iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
- iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: ______

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: ______

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: ______ Virnumm: ______

Societéit/Administratioun: ______

Adress: ______ Boîte postale: ______

Code postal: ______ Uertschaft: ______ Land: ______

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert. Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE
POST LUXEMBOURG
Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG
PORT PAYÉ
PS/799